



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries mai 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2013

### CAUSERIE

J'ai ajouté 17 articles en attendant l'actualisation du site d'ici 2 heures maximum.

Le récit suivant n'est pas une blague du 1er avril.

Je me suis réveillé à 5h ce matin, alors que je faisais un rêve étrange. Je me trouvais dans un majestueux palais en marbre, je n'en ai jamais visité depuis que je vis en Inde. Je me tenais en hauteur, surplombant une sorte de fosse à laquelle on accédait par deux escaliers latéraux. Dans cette immense pièce, trois ou quatre personnes conversaient, l'affaire semblait sérieuse. Au milieu était disposé un tombeau également en marbre clair. Il était ouvert, à l'intérieur un homme était allongé, seule la tête était visible, son corps était recouvert d'un linge blanc immaculé.

Soudain un homme pris la parole, il ordonna de passer à ce qui devait être la fin de la cérémonie funèbre, la séparation en deux du corps du défunt. Ce qui devait être un soldat, vu l'uniforme qu'il portait et qui me fit penser à une scène de la Rome antique se leva, il se tenait sur la plateforme qui surplombait cette pièce, il était bien situé à une quinzaine de mètres au-dessus du tombeau, il saisit une gigantesque épée de la même longueur qu'il enfourcha comme on chevauche une monture, il prit place aux pieds du corps du défunt, il disposa la pointe de son épée à égale distance des deux jambes qui étaient légèrement écartées, en touchant le sol elle produisit un son strident qui indiquait aux témoins qu'ils devaient tourner le dos au tombeau, puis d'un coup sec le bourreau traça un grand trait avec son épée qui était restée en contact avec le sol qui fit hurler le marbre à vous glacer le sang, soudain le défunt ouvrit les yeux, remua la tête, il était vivant.

En réalité ce qui venait de se passer, c'est que notre soldat s'était offert un coup d'essai pour être sûr de ne pas manquer sa cible, car déplacer cette immense épée sur une longueur correspondant à celle du corps du défunt nécessitait de disposer d'une force physique hors du commun et de suivre un entraînement intensif, il était donc de coutume que le colosse chargé d'exécuter cette besogne s'exerce avant d'accomplir sa tâche.

Quelle ne fut pas ma surprise en découvrant que l'homme que l'on avait pris pour mort il y a quelques instants seulement et qui maintenant se tenait assis et ayant retrouvé ses esprits conversaient bruyamment avec les témoins de cette scène, qu'il s'agissait de Kadhafi ! Je ne vous raconte pas de blague, je me suis levé aussitôt pour déjeuner et me mettre au clavier pour raconter ce rêve et ne pas en perdre une miette.

Voilà que je cauchemarde sur Kadhafi, elle est bien bonne celle-là ! Je m'en suis voulu de ne pas avoir pris immédiatement position contre le bombardement de la Libye par les puissances militaires occidentales, sans le soutenir cependant, cette erreur

se serait-elle transformée en profond remords, il faut dire que je n'ai cessé d'y penser pendant des mois, comme quoi j'ai été parfaitement sincère et je n'ai pas joué une comédie en condamnant par la suite le bombardement de la Libye quand j'eus pris connaissance de la situation exacte, cela montre aussi que lorsque je commets une erreur, je le reconnais, mais cela reste gravé dans ma tête, je ne me le pardonne pas aussi facilement qu'à un tiers.

Et puis ce qui m'a choqué, c'est la manière dont ils s'en sont débarrassés, en le livrant à une horde de barbares sanguinaires, alors que peu de temps avant ils avaient pactisé avec lui, Blair, Berlusconi, Sarkozy, qui pour avoir agi de la sorte je considère appartenir à l'espèce la plus vile, la plus répugnante qui soit du genre humain. Leur chercher des équivalents dans le passé est difficile, quelque part ils sont pire qu'Hitler, Mussolini ou Franco, il n'y a qu'un homme qui les surpasse tous dans l'infâmie : Staline qui a exterminé ses camarades du parti bolchevik, assurément dans l'histoire il n'a pas d'équivalent dans la félonie. Que certains lui trouvent des circonstances atténuantes est insupportable, indigne d'un militant du mouvement ouvrier. Imaginez que demain je vous trahisse, que je vous traite comme des criminels et que j'ordonne de vous exécuter sans que vous n'ayez commis le moindre crime, vous me pardonneriez ? Quand vous pensez à Staline ou que vous lisez un article sur Staline, pensez-y, que cela demeure gravé dans votre tête à jamais. Mao non plus ne s'est pas embarrassé de scrupules pour liquider physiquement ses camarades de parti qui n'avaient commis pour seul crime d'exprimer des positions différentes des siennes, en cela comme dans bien d'autres domaines il a été un fidèle disciple de Staline.

En attendant je m'étais couché à 1h du matin et je n'ai dormi que 4 heures à peine, je vais encore me traîner toute la journée. Les rêves me passionnent, j'y vois une source intéressante pour analyser la psychologie et le comportement de l'homme, pour mieux le comprendre. Pour faire des économies d'électricité je me suis acheté un réveil disposant d'une sonnerie pour le programmer sur 5h et couper la climatisation, en principe ensuite j'avais prévu d'ouvrir les fenêtres, de mettre en route un ventilateur et de me recoucher jusqu'à 7 ou 8h, je suis complètement crevé et j'ai des années de sommeil en retard, donc il faut absolument que je me raisonne et dorme davantage, ce matin c'était manifestement raté !

Bon, je vous raconte tout cela mais vous en avez peut-être rien à foutre et je vous comprendrais, la causerie me sert aussi de journal personnel comme je l'avais indiqué un jour. Ce que je voulais montrer surtout, c'est qu'on peut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus banale, si ce n'est pas cela l'école de la vie, c'est quoi alors ? Avec un peu d'expérience, il arrive un moment où le cerveau fonctionne à plein régime 24h/24, dit autrement, où l'on prend conscience de plus de choses qu'auparavant sans avoir l'impression de fournir un effort particulier, et entre autres avantages, cela facilite la vie.

On ne regrettera qu'une chose, c'est que la journée ne comporte que 24h, car ce que je viens d'écrire vient de me fournir matière à développement, je pourrais poursuivre sur ma lancée sur plusieurs pages mais je dois arrêter là. Dans le témoignage que j'ai fourni dans le paragraphe précédent, j'ai dit la même chose à deux niveaux différents, dans le premier j'ai parlé du cerveau qui se trouve au niveau élémentaire, dans le second j'ai évoqué la conscience qui se situe au niveau supérieur. Et bien j'en tire une leçon pratique, si on utilisait le premier niveau pour nous adresser aux masses peut-être qu'elles pourraient saisir davantage notre discours... Stop, je mets la machine la haut en veille quelques instants pour passer au boulot de la journée, sinon on y sera encore demain matin.

Ce qui suit a été rédigé hier soir.

### [Un mot sur l'Inde.](#)

- Une fillette de quatre ans est décédée lundi soir au Care Hospital de Nagpur, dans l'Etat du Maharashtra (ouest), deux semaines après avoir été violée à maintes reprises par un suspect de 35 ans, à Ghansour, avant de l'abandonner dans une ferme, selon l'agence Press Trust of India.

La victime avait été retrouvée inconsciente par ses parents le 18 avril . AFP 30.04

Plus rien ne m'étonne en Inde.

### [Tout s'achète.](#)

Pour quels géants du textile l'usine du Bangladesh travaillait-elle?

Mango, Primark, Benetton, C&A, Tex (Carrefour), etc.

- Le groupe irlandais Primark est pour l'instant le seul à s'être engagé à indemniser les victimes. - Slate.fr 30.04

Une ruine, le prix d'une vie quand on sait que ces ouvrières percevaient en moyenne un salaire de 30 euros par mois, en travaillant 6j/7 et sans doute plus de 8h par jour.

### [Les opposants à la guerre au Mali son persona non grata en France, ainsi en a décidé Hollande et](#)

## son gouvernement impérialiste

Aminata Traoré, est une militante altermondialiste malienne.

Cameroonvoice : Nous avons appris avec stupéfaction que les autorités françaises ont refusé de vous accorder un visa d'entrée en France pour participer à une réunion publique le 22 avril dernier. Pouvez vous nous confirmer cette information ?

Aminata Traoré : En fait, j'ai été invitée par Die Linke, un parti de gauche allemand, et des militants français. Je devais faire un tour à Berlin et par la suite donner une conférence à Paris et Lille. J'avais un visa de circulation de 4 ans de l'espace Schengen qui a expiré au mois de Février.

Quand je me suis rendue à l'ambassade d'Allemagne pour solliciter un droit d'entrée dans l'espace Schengen, ils m'ont accordé un visa de trois jours uniquement pour leur pays en me notifiant que la France a donné des instructions pour qu'aucun pays de l'espace Schengen ne m'accorde de visa.

Cameroonvoice : Il y avait donc une interdiction de circulation dans l'espace Schengen vous concernant, dont vous ignoriez totalement l'existence ?

Non non, on ne me l'avait pas notifié avant, c'est à la faveur de ce voyage que je l'ai su. J'ai été autorisée à aller en Allemagne et à revenir au Mali directement sans fouler le sol de l'espace Schengen mis à part l'Allemagne. Je ne sais pas si c'était une exception allemande, ou si les autres pays de l'espace Schengen pourront m'accorder la même « *faveur* ».

Ma liberté de circuler est maintenant restreinte. Les consulats européens échangent entre-eux, des listes de personæ-non-grata, et les dispositions changent selon la gravité du délit entre guillemets. En ce qui me concerne, je ne sais pas ce que l'on me reproche. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir cette ouverture de la part de l'Allemagne, mon compatriote Oumar Mariko ( Secrétaire général du SADI, Ndlr), lui il n'a pas pu voyager du tout.

Cameroonvoice : Vos prises de position contre l'intervention militaire des forces étrangères au Mali et notamment celle de la France ne seraient pas la cause de cette interdiction ?

Certainement, sinon je ne comprends pas pourquoi, la France et surtout les membres de ce gouvernement de gauche, qui m'ont reçu et qui me connaissent parfaitement le feraient. En principe, nous partageons les même idées. <http://www.michelcollon.info> 29.04, source : Cameroonvoice

Vous savez les principes, ça va ça vient, si vous vous y fiez vous allez finir chèvre ! Et à ménager la chèvre et le chou on sait le destin qui les attend.

A-t-elle toute sa tête ou elle le fait exprès ? On lui dit la vérité ou on la laisse mariner dans son océan d'illusions ? On s'étonnera au passage que ses contacts en Europe ne lui aient pas ouvert les yeux, mais après tout ils sont peut-être aussi aveugles et sourds.

C'est marrant, il y a des gens qui ont les faits sous les yeux et cela ne leur suffit pas, cela ne leur suffit jamais en réalité, il la fuit, la réalité, ils sont incapables d'en tirer une conclusion ou une leçon. Peut-être n'y ont-ils pas intérêt ou que cette conclusion serait contraire à leurs intérêts personnels qui passent en premier à leurs yeux tout simplement. C'est le cas de tellement de gens qu'on ne s'en étonne même plus. Et ce sont les mêmes qui s'étonnent ensuite que les autres bradent leurs principes, elle est bien bonne celle-là ! Vous comprenez pourquoi nous sommes si intransigeants sur nos principes ?

Sérieusement, si le gouvernement était de gauche, si Hollande était de gauche, si le PS était de gauche, cela signifierait que le capital, la Bourse, la banque et le marché sont de gauche.

## La culture des illusions

Le Tribunal Russell pour la Palestine a tenu sa dernière session les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles.

Peine perdue ou la culture des illusions dans des institutions inféodées à l'impérialisme américain dont l'Etat sioniste est le 51e Etat.

- Les philosophes Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre avaient fondé, en 1966, un tribunal populaire des consciences afin d'enquêter sur les exactions commises par l'impérialisme nord-américain au Vietnam. Russell tenait à déjouer, selon ses propres mots, « *le crime du silence* ». Le Tribunal Russell pour la Palestine, créé en mars 2009, entend reprendre le flambeau pour dénoncer les injustices et les violations du droit international perpétrées par l'État d'Israël. La dernière session se tenait les 16 et 17 mars 2013 à Bruxelles. (...)

Les sessions, c'est fini. On a abordé tous les sujets que nous voulions traiter et on ne veut pas devenir une ONG. Depuis 2007-2008, c'était clair qu'il y aurait, pour nous, un début et une fin. Mais il serait problématique de s'arrêter maintenant alors qu'on demande à l'Union Européenne, aux États, à l'ONU et la société civile de se mobiliser. <http://www.michelcollon.info> 28.04

L'Union Européenne, les États, l'ONU, aucun n'a pris des mesures coercitives pendant 66 ans pour contraindre l'Etat israélien à appliquer ne serait ce que les résolutions adoptées par l'ONU depuis 1947, et voilà que demain ils pourraient se mobiliser en faveur des Palestiniens, on croit rêver !

Quelle perte de temps et d'énergie, quel gâchis en admettant que les auteurs de ce tribunal étaient sincères ! Eux aussi, ils sont tellement imbibés des idées de la classe dominante qu'ils en perdent la tête, qu'ils sont finalement incapables de penser librement, ils viennent d'en faire la démonstration.

### [Infos en bref.](#)

- 1- Nous vous signalons au passage l'unification des groupes Bolchevik et CCI-T qui ont constitué le Groupe marxiste internationaliste (GMI).
- 2- J'ai reçu un courriel et des documents du Parti Communiste International, j'en ai mis un en ligne dans la Tribune libre.
- 3- Ce 1er mai syndical s'apparentant à la célébration d'une défaite en rase campagne ou d'une trahison orchestrée par les dirigeants de tous les syndicats, nous n'y consacrerons aucun article.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [Qui est donc Enrico Letta ?](#)

- La confiance arrive des Etats-Unis - 30 avril - mondialisation.ca

Enrico Letta a reçu la confiance : celle du secrétaire d'Etat étasunien John Kerry qui, avant même qu'elle ne soit votée par le parlement italien, s'est félicité de la naissance du nouveau gouvernement. Confiance bien méritée. Enrico Letta, garantit John Kerry, est « *un bon et fidèle ami des Etats-Unis, qui a montré tout au long de sa carrière un engagement solide dans notre partenariat transatlantique* ». Le gouvernement Letta, souligne Kerry, assurera la poursuite de « *notre étroite coopération sur de nombreuses questions urgentes dans le monde entier* ». C'est donc le secrétaire d'Etat étasunien qui traite un thème fondamental que les partis italiens ont effacé du débat et des programmes avec lesquels ils se sont présentés aux électeurs : la politique extérieure et militaire de l'Italie. [mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) 30.04

Dites donc, quel suspense cette crise politique ! A quoi ça sert alors de s'en gargariser ? Devinez : à ne pas poser les bonnes questions, pardi !

Extrait d'un article publié par le portail italien [articolotre.com](http://articolotre.com)

- Nel curriculum di Enrico Letta: Bilderberg e Trilateral Commission - [articolotre.com](http://articolotre.com)

Traduction : Dans le programme de Enrico Letta: Bilderberg et la Commission Trilatérale.

- Bene Enrico Letta risulta tra i presenti alla riunione del gruppo Bilderberg, a Chantilly in Virginia, ai primi di giugno 2012 e soprattutto il premier è un membro della Trilateral.

Traduction : Eh bien Enrico Letta est parmi ceux qui étaient présents lors de la réunion du groupe Bilderberg, à Chantilly, en Virginie, au début de Juin 2012, et surtout le Premier ministre est un membre de la Trilatérale. [articolotre.com](http://articolotre.com) 29.04, en italien, traduction Google

Encore un qui comme par hasard après avoir participé à une réunion du groupe Bilderberg se retrouve propulsé à la tête d'un Etat (ou d'une institution internationale). Comme Monti, quelle heureuse coïncidence !

A part cela le groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed n'a aucune influence sur le cours de la situation mondiale, il faudrait l'ignorer, s'en désintéresser et se focaliser sur le jeu institutionnel au sein des Etats qui est complètement pipé, la preuve en est.

Au fait, qui osera encore appelez cela la gauche, qui ? Letta est le clone de Monti qui était de gauche, c'est bien cela ? Et même que le siège de Goldman Sachs à New York en est le siège, si, si...

Peut-être ma nièce Nadia Torbol, elle est Italienne, fille de Jacques maçon de son état et ma tante Geneviève femme au foyer, décédée depuis longtemps, ils habitaient dans le quartier des Lilas à Paris autrefois avant de retourner en Italie. Le boujour à nos amis Italiens qui nous lisent au passage.

Bene, bene Entico Letta, quoi, le groupe Bilderberg, c'est quoi ce truc-là, tu as lu cela dans SAS ou un roman de science fiction ma dirait-elle peut-être.

Normal, les masses ignorent tout de ce qui se trame derrière leur dos. En quoi est-ce si important de la savoir ? Parce qu'on ne peut pas appartenir à une élite désignée par des banquiers pour jouer un rôle de premier plan au sein des institutions d'un pays et se prétendre de gauche, c'est incompatible, sauf à cataloguer le cartel des banquiers et les marchés financiers, les monarches et les dirigeants des multinationales à gauche, ce serait absurde, grotesque.

Non, il faut que les masses demeurent ignorantes et continuent de croire que leur destin se joue au sein des institutions auxquelles elles doivent participer en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les 4, 5 ou 7 ans, c'est un moyen comme un autre, disons discret ou sournois, de les subordonner au régime en place.

Parfois les non-dits on plus de pouvoir que les discours.

Au passage, nous remercions au nom de notre classe tous ceux qui gardent le silence (complice) sur l'existence et la portée de ces institutions opaques et qui en réalité dirigent le monde ou influent directement sur le cours du monde.

Qu'ils n'oublient pas, le prochaine réunion du groupe Bilderberg se tiendra début juin... en Italie.

### "Murs des cons", épilogue

Le "*murs des cons*" a donné lieu à une foire d'empoigne où certains intellectuels y ont laissé des plumes, se sont découverts. Ils se sont découverts aussi une vocation à défendre plutôt le régime en place que l'indépendance des juges.

En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité de la part de juges d'afficher leur penchant politique ou plutôt idéologique sur un panneau d'affichage situé dans un local syndical ? En quoi cela témoignerait-il d'un manque d'impartialité dans l'accomplissement de leur fonction qui n'a absolument rien à voir ici.

Dès lors qu'une personne est soupçonnée d'avoir enfreint la loi, leur devoir est de rechercher la vérité, de forger leur conviction sur la base des faits et des témoignages recueillis et rien d'autres pour déterminer si cette personne est coupable ou innocente au regard de la législation en vigueur, sur la base du principe de la présomption d'innocence. Bref, leur rôle consiste à faire appliquer la loi, et non à obéir à une idéologie ou doctrine.

Or il se trouve que sous Sarkozy, ils ont dû subir toutes sortes de tracasseries, humiliations, pressions, le petit monarque et sa cour de nazillons et autres zélés serviteurs se considérant au-dessus de la loi, interférant dans le déroulement de certaines affaires, critiquant certaines décisions de justice sur une base résolument idéologique, de telle sorte que certains juges ont estimé que leur indépendance était menacée, et qu'au-delà c'était le principe d'égalité devant la loi ou la justice qui prévalait jusque là qui était remis en cause à travers ces intimidations, sanctions ou attaques.

Il semblerait que ce "*mur des cons*" ait constitué une sorte de remède expiatoire pour extérioriser la pression qu'ils subissaient et qu'ils ne pouvaient pas exprimer autrement, certainement pas dans l'accomplissement de leur fonction. Il y aurait beaucoup à dire sur les signes extérieurs distinctifs que nombreuses personnes arborent comme on affiche ses idées ou ses goûts personnels, qui reflète le besoin de partager ses idées ou de faire connaître aux autres un aspect particulier de sa personnalité. Ils peuvent avoir un contenu ou une signification culturelle, idéologique ou politique, qu'on ne confondra pas avec la fonction que cette personne remplit dans la société et qui ne déterminera pas forcément un comportement donné ni même un caractère, qui ne permettra pas de discerner sa personnalité ou d'en tracer un portrait complet, sauf à extrapoler ou fabriquer en procédant par identification, en généralisant, en appliquant la signification d'un signe à la personnalité d'un individu, à défaut de connaître une personne on exprime le besoin de la cataloguer en lui prêtant une personnalité qui en réalité n'est pas la sienne. C'est une manière très superficielle de voir les choses ou de considérer les gens qu'on ne cherche pas vraiment à connaître ou à comprendre, les sociologues sont souvent des professionnels du genre.

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France) (<http://science21.blogs.courrierinternational.com>)  
- 26/04/2013

- N'est-il pas légitime, au vu de ces textes de loi (Les articles 434-24 et 434-25 du Code Pénal), d'attendre des magistrats un comportement en toute circonstance serein et sans agressivité ? A fortiori, à l'égard des personnes physiques.

(Les magistrats seraient des surhommes ou des êtres d'exception qui devraient tout supporter sur un ton monocorde, sans éprouver la moindre tension, même en privé ils devraient se maîtriser, et ne pas être pris parfois de diarrhée ou être constipés comme cela arrive à tout le monde, et tendre gracieusement la joue gauche quand on les a frappés sur la joue droite... En quoi traiter de cons des gens qui vous ont humiliés constituerait-il une forme d'agressivité, indirectement, ni en face ni en public ? Il n'y a pas de pire violence et bassesse que recourir à l'humiliation envers une personne impuissante pour vous répondre. - ndlr)

- Et si un incident de cette nature a pu se produire dans la magistrature, combien de pratiques de stigmatisation d'individus en cercle restreint, certes moins extériorisées mais pas pour autant moins réelles, existe-t-il dans l'environnement des différentes instances d'évaluation que comptent les institutions françaises ? Qui se soucie de la transparence et de l'équité réelle de leur fonctionnement ?

Voilà qu'ils sont pire que la police politique des régimes dictatoriaux, même en privé ou en "*cercle restreint*" il faudrait s'interdire de porter un jugement sur nos bourreaux, ceux qui nous pourrissent la vie, non seulement nous leur souhaitons tout le mal possible, mais nous y oeuvrons quotidiennement, avec détermination, acharnement, férocement, notre intention est bien de leur faire la peau car nous sommes engagés dans une lutte à mort, oui nous sommes enragés mais nous sommes lucides, parfaitement conscients, autant que les familles des quelques 380 travailleuses du textile qui ont été sacrifiées au Bangladesh uniquement pour que des actionnaires cupides, rongés par l'avidité et sans scrupule s'enrichissent toujours plus, victimes d'une "*agressivité*" sourde, aveugle, barbare qui mérite la potence, c'est ce que réclamaient hier les travailleurs dans la rue à Dacca.

De quels "*individus*" parlez-vous, cette racaille infâme qui siège dans les institutions, parlons-en, corrompue, qui ment comme elle respire, hypocrite, populiste, qui passe son temps à camoufler ses véritables intentions, qui cumule toutes les tares ou faiblesses du genre humaine, lâche, fainéante, arrogeante, vaniteuse, cupide, pervertie, pourrie par l'argent, qui a pour idole le marché, la Bourse, la banque.

Comment le fonctionnement des institutions pourrait-il être "*transparent*" quand on sait qu'elles sont gangrenées par les lobbies ? Comment pourraient-elles être élues, gouverner s'ils révélaient leurs véritables intentions ? Ces gens-là vouent un tel culte aux institutions qu'il nous faut abattre, qu'ils les voudraient parfaites, sans doute à leur image. C'est là qu'on devine qu'il y a quelque chose qui cloche dans leur discours. Qui profèrent de telles prétentions à part les dictateurs à qui personne n'osera reprocher le moindre défaut sous peine d'être exterminé ?

Ils sont gagnés par le puritanisme anglo-saxon qui a envahi les institutions américaines, au nom duquel une armada de lois liberticides ont été adoptées depuis le 11 septembre 2001, il existe même une loi qui autorise un agent des forces de l'ordre à vous conduire au commissariat pour subir un interrogatoire si vous avez été surpris à la terrasse d'un café à tenir un discours à votre petit ami jugé dangereux pour la sécurité des Etats-Unis. Autrement dit, en principe dans ce pays transformé en gigantesque camp de concentration la liberté d'expression est garantie par la Constitution, mais en réalité il existe toute une batterie de lois qui la restreint gravement, vous pouvez posséder une armurerie chez vous, mais faire preuve d'agressivité verbale peut vous conduire en prison, vous coûter la liberté.

Ces moralistes, ces bonnes consciences à cent balles sont en réalité extrêmement dangereux, autant que l'extrême droite. Ce blog est hébergé par le site web [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com) qui appartient au groupe Le Monde, dès lors on comprend pourquoi leur penchant à régimenter la liberté d'expression conduit au pire arbitraire.

Il faut toujours se méfier des apparences, ils se présentent comme un Collectif « Indépendance des Chercheurs », on pourrait penser des intellectuels éclairés ou progressistes, et en réalité on a à faire à de fieffés réactionnaires. Dommage que le Syndicat de la magistrature ait supprimé son "*mur des cons*", ils auraient pu y figurer en bonne place, en fait la facade de l'immeuble aurait fini par être trop étroite pour tous les contenir.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Quand les moralisateurs étaient des pourris.](#)

- Guéant se défend de tout blanchiment d'argent - AFP

... pas de bol

- Des estimations d'art contredisent les propos de Guéant - Liberation.fr

Le peintre flamand Andries van Eertvelt, dont Claude Guéant dit avoir vendu deux tableaux pour un total de 500 000 euros, est un artiste du XVIIe siècle dont le prix record hors frais aux enchères se monte à 140 000 euros, a indiqué mardi à l'AFP la société Artprice.

Le prix médian des œuvres de van Eertvelt, peintre de moyenne envergure, spécialiste des marines et des batailles navales, est de 41 000 euros, selon la société française, numéro un mondial des données sur le marché de l'art. Le chiffre de 500 000 euros pour la vente en 2008 de deux marines de van Eertvelt, évoqué par Claude Guéant, apparaît donc comme «une anomalie par rapport au prix du marché, au regard des données indicielles et économétriques sur cet artiste», considère Artprice. liberation.fr 30.04

- Guéant est "un menteur" ou "un voleur", selon Bachelot - Le Nouvel Observateur

Questionné sur les sommes en liquide il évoque deux choses, mais aucune des deux ne semble totalement correspondre à ce qu'il décrit :

1- Nicolas Sarkozy a mis un terme aux primes au mérite à la fin de l'année 2003 et non pas en 2006. Il a alors mis en place une enveloppe de 5 millions d'euros destinée à des primes au mérite, versées sous surveillance des syndicats. Cette prime, officialisée en 2004, était alors déclarée sur les fiches de paye, et non payée en liquide.

2- La seconde hypothèse est celle des "fonds spéciaux". En principe, les collaborateurs des cabinets ministériels ne sont plus rémunérés en liquide depuis longtemps. Précisément depuis que Lionel Jospin a mis fin à cette pratique, en 2001. Un an avant l'arrivée de M. Guéant place Beauvau.

Les ministres ont vu leur rémunération augmenter d'environ 70 %, avec effet rétroactif au 8 mai, date de la nomination du gouvernement, pour compenser la fin des fonds spéciaux.

La déclaration de M. Guéant pourrait donc laisser entendre que, durant cinq ans après le vote de la loi sur les fonds spéciaux, des ministères continuaient de puiser dans ceux destinés au renseignement intérieur pour y prélever, en toute impunité, des primes. Mais les montants de ces fonds ont diminué, de 60 millions à 26 millions d'euros entre 2001 et 2002. En outre il évoque un système limité au ministère de l'intérieur et qui aurait bénéficié non au cabinet mais à "plusieurs milliers de fonctionnaires".

D'anciens membres de cabinets ministériels ont confirmé au Monde que ces pratiques n'avaient plus cours après 2002, du moins dans d'autres ministères. Roselyne Bachelot, qui fut ministre à la même époque, était elle aussi sceptique, mardi, sur cette version, et jugeait que "soit M. Guéant est un menteur, soit un voleur !" Et Daniel Vaillant, ancien ministre de l'intérieur, a démenti tout "système" de ce type, et confirmé la fin des fonds spéciaux après 2002. lemonde.fr 30.04

Autre hypothèse, il se peut qu'avec Sarkozy et sa clique il s'en soit foutu plein les poches, mais dans de telle proportion c'est impossible, sinon Sarkozy devrait avoir beaucoup plus de fric, cette hypothèse ne tient pas.

- Guéant: le PS soupçonne une possible "affaire d'Etat" - AFP

Pour laver celle de Cahuzac ? Pratique la blanchisserie en famille !

Une affaire d'Etat peut en cacher une autre, qui sait ?

Enquête après l'achat par Thomas Fabius d'un appartement à 7 millions - AFP

Selon l'hebdomadaire "Le Point", le parquet de Paris "s'intéresse" aux conditions d'achat du somptueux appartement que le fils du ministre des Affaires étrangères a acheté l'année dernière.

Il indique cependant que Thomas Fabius fait l'objet d'une enquête préliminaire pour "faux" et "tentative d'escroquerie" après une plainte déposée contre lui fin 2011. C'est dans le cadre de ces investigations que les enquêteurs ont trouvé la trace de l'achat de l'appartement.

Ce 280 mètres carrés, ancien pied-à-terre du réalisateur Claude Zidi, a été acquis pour sept millions d'euros en juin 2012. Comment Thomas Fabius a-t-il pu financer cet achat sans être soumis à l'impôt sur le revenu ?, s'interroge "Le Point".

L'homme d'affaires trentenaire a expliqué à l'hebdomadaire avoir acheté son appartement, "comme tout le monde, avec un prêt bancaire". Les revenus générés par TF Conseils, sa société de consulting créée en 2005, auraient suffi selon lui à obtenir ce prêt, toujours selon le "Point". Mais le journal dit n'avoir trouvé trace d'aucun salaire, ni dividende. Thomas Fabius aurait indiqué

à l'agent immobilier chargé de la transaction qu'il comptait financer son achat en partie grâce à des gains au jeu.

Selon l'hebdomadaire, cette transaction aurait déclenché un signalement de Tracfin, l'organisme de Bercy chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale.

Le fils de Laurent Fabius a par ailleurs été condamné en 2011 pour "*abus de confiance*". Le Nouvel - Observateur 30.04

L'argent ne viendrait-il pas tout simplement de son père qui l'aurait détourné ainsi du fisc ? Lui aussi il doit être de gauche !

... plus prosaïque.

- Un proche de Lagarde aurait changé un tracé de TGV pour sa mère - LeMonde.fr

Quel déballage !

J'imagine l'effet que cela puut produire sur un jeune un peu fragile, sans diplôme, sans boulot, qui habite dans une banlieue pourrie, plutôt mal barré quoi, qui peine à imaginer son avenir dans cette société, qui voudrait bien s'en sortir ou vivre comme tout le monde mais qui ne voit pas trop comment s'y prendre, qui peut basculer à tout moment d'un côté ou de l'autre, du mauvais côté, celui de la délinquance ou du gangstérisme, et qui entend jour après jour, mois après mois parler d'affaires de corruption, d'enrichissements colossaux des parasites ou rentiers, mais il y a là de quoi le rendre fou, l'influencer, et si par malheur il fait le mauvais choix, à qui incombera la responsabilité, à lui, à ses parents ou à ceux qui nous gouvernent et l'armée de larbins à leur service ?

Quand on pense à la jeunesse, on a envie de pleurer.

[Le culte de la propriété privée des moyens de production inculqué dès le berceau..](#)

- Entrepreneuriat à l'école: "*Voilà des cours qui vont servir à quelque chose!*" - L'Express.fr

la réponse :

- L'Ecole va-t-elle enseigner la cupidité ? - Le Nouvel Observateur

[Les bonnes nouvelles.](#)

- Carlos Ghosn a touché plus de 11 millions d'euros en 2012 - Reuters

- Rosneft annonce un résultat en recul de 13% au 1er trimestre - Reuters

- Bond de 44% du bénéfice de NYSE Euronext au premier trimestre - Reuters

[Charrettes et suppressions d'emplois.](#)

- The Phone House annonce la fin de ses activités, craintes pour les 1.200 emplois - AFP

- Air France pourrait supprimer de nouveaux postes - LeMonde.fr

Les syndicats ont mis le doigt dans l'engrenage, pour la direction c'était le feu vert pour aller plus loin, normal.

Plus vite aussi, quelle aubaine !

- L'usine PSA d'Aulnay acte sa propre fermeture en validant le plan social - AFP

- A PSA Rennes, le plan social mis en oeuvre à partir du 2 mai - AFP

[Vive l'Europe sociale !](#)

- Nouveau record du chômage dans la zone euro, à 12,1 % en mars - LeMonde.fr



- L'Espagne s'enfonce dans la récession sur fond d'explosion du chômage - L'Expansion.com

- L'Irlande abaisse ses prévisions de croissance - Reuters

[Même survivre devient un cauchemar.](#)

- Plus de six millions de Français peinent à payer leur facture d'électricité - 20minutes.fr

Pour la peine...

- Gaz et électricité : la taxe augmente - Liberation.fr

[La question que seuls des cons pouvaient poser.](#)

- Que ce serait-il passé si le « *mur des cons* » avait été l'œuvre de magistrats de droite ? - Atlantico.fr

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

#### Chypre

Le Parlement chypriote a adopté mardi un plan de sauvetage européen prévoyant un prêt de 10 milliards d'euros en échange de mesures d'austérité draconiennes pour l'île méditerranéenne au bord de la faillite.

L'accord conclu avec la troïka des bailleurs de fonds -Union européenne (UE), Fond monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE)- a été adopté par 29 députés tandis que 27 ont voté contre. Il n'y a pas eu d'abstention.

*"C'est un memorandum qui signifie que les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société. C'est la seule manière car ainsi, nous évitons la faillite"*, a indiqué le président du parti au pouvoir Disy Averoff Neophytou avant le vote.

Le ministre des Finances du gouvernement, Haris Georgiades, a reconnu lundi que les choses seraient *"très difficiles"* pour Chypre en raison des contreparties imposées.

Mais, sans ce programme, Chypre risque de s'effondrer totalement économiquement et d'être contrainte de sortir de la zone euro, ce qui serait *"dramatique"*, a souligné le ministre.

Le président du Parlement, Yannakis Omirou, a qualifié pour sa part le plan de *"coup de force barbare et colonial"*.

George Perdiki, le député écologiste, a dressé un tableau très sombre de l'avenir de l'île.

*"Le peuple chypriote aura faim. Il va traverser des temps très durs, jamais connus dans un passé récent. C'est un fait. La génération la plus jeune va émigrer, les problèmes de société vont augmenter et la misère et la tristesse vont prévaloir. Les gens se retrouveront à l'état de mendicité et ruinés. Mais le plus triste, c'est qu'ils seront moralement ruinés"*, a-t-il dit. AFP 30.04

Quel cynisme : *"les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société"*, normal ce sont les plus nombreux, tandis que la minorité de nantis continuera de manger à sa faim, que dis-je de se goinfrer !

Qui a décidé de sauver les banquiers ? Le Parlement, le gouvernement. C'est quoi le Parlement, le gouvernement ? Les institutions, l'Etat, le pouvoir législatif et exécutif au service des capitalistes. Mais pourquoi est-il impossible de changer de politique dans le cadre des institutions en place ? Mais parce qu'elles ont été fondées pour servir les intérêts d'une classe déterminée, celle des capitalistes et pas une autre.

Donc pour changer de politique et que l'Etat soit au service des travailleurs et non plus des capitalistes, cela signifie qu'il faut en changer, non ? C'est basique, élémentaire, c'est en effet la seule solution.

Mais voyez-vous, c'est beaucoup trop simple pour qu'on puisse l'expliquer aux militants et aux travailleurs, pour qu'ils le comprennent et rompent avec les institutions en place. Ils doivent être bien trop tarés pour qu'on se donne cette peine, c'est ce que doivent penser nos dirigeants. Ils vous répondront sans doute que ce n'est pas à l'ordre du jour, ils veulent toujours avoir le dernier mot ou raison, à les entendre ce ne sera jamais à l'ordre du jour, en réalité ils n'y tiennent pas vraiment. En deux mots ils sont propriétaires de leur parti et ils vous emmerdent, c'est ce qu'on est en droit d'en déduire au regard de leur comportement.

Certains estimeront encore que nous exagérons, nous leur répondrons que pendant des années on nous a accusé d'exagérer, puis au fil du temps les faits nous ont donné raison, je dirais même que parfois on était encore en dessous de la réalité, qu'ils y réfléchissent tranquillement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager une idée ou une conviction qu'il ne s'est pas forgé lui-même, c'est notre méthode, on dit ce qu'on pense que cela plaise ou non, ensuite chacun en pense ce qu'il veut librement, c'est notre conception de la démocratie.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 2 mai 2013

## CAUSERIE

[A propos du site.](#)

Avril 2011

- 2 117 visites.
- 1 472 documents téléchargés.

Avril 2012

- 3 020 visites
- 2 632 documents téléchargés.

Avril 2013

- 6 150 visites.
- 11 358 documents téléchargés.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Pas de répit pour la planche à billets.](#)

- Politique monétaire: statu quo de la Fed - Reuters

Les rachats d'obligations du Trésor américain et de titres hypothécaires se poursuivront au rythme de 85 milliards de dollars par mois, a déclaré la banque centrale dans un communiqué publié au terme de sa réunion monétaire.

Les rachats d'actifs se poursuivront jusqu'à ce que le marché du travail s'améliore de manière tangible, a encore indiqué la banque centrale américaine. [lefigaro.fr](#) avec Reuters 01.05

[Pour le meilleur...](#)

- Hollande et Letta s'allient pour le conseil européen de juin - Reuters

... mais surtout pour le pire.

- UE : pour Enrico Letta, la priorité, c'est l'union bancaire - [LePoint.fr](#)
- La croissance mondiale trop faible pour créer des emplois, selon le FMI - AFP

... mais...

- La confiance du consommateur à travers le monde augmente - Reuters

... et pendant ce temps-là, c'est carnaval !

- Des centaines de personnes à Florange pour un "*Festival des entreprises en lutte*" - AFP

[De la mégalomanie à la mythomanie](#). La finance éthique, ça n'existe pas. Et pourquoi pas? - Slate.fr

...la preuve que non, une fois

Microcrédit et crowdfunding : focus sur ces nouvelles alternatives au système bancaire - Atlantico.fr

... deux fois, etc.

Yahoo: 36 millions pour Marisa Mayer - lefigaro.fr

La directrice générale de Yahoo!, Marissa Mayer, a empoché 36,6 millions de dollars en salaire, primes et actions l'an dernier après avoir passé six mois à la tête du groupe internet. lefigaro.fr 01.05

[Nous sommes dans une monarchie héréditaire](#)

- TF1 mise sur Le Lay fils - LePoint.fr

Patrick Le Lay a dirigé TF1 pendant vingt ans (1988-2008) ; c'est désormais son fils, Laurent-Eric Le Lay (photo), qui est profilé pour piloter le groupe. LePoint.fr

Sur le plan politique, cette hérédité passe par les grandes écoles et les universités qui forment les aristocrates qui seront chargés demain de représenter les intérêts des capitalistes au sein des différentes institutions politiques, économiques, sociales ou les différents partis politiques ou encore les conseils d'administration des entreprises nationalisées, ainsi la transmission du mandat de serviteur du régime sera assuré et celui-ci sauvegardé.

[Trou noir](#)

- Marine Le Pen se veut "*la lumière de l'espoir*" des Français - Le Nouvel Observateur

Elle profite que "*la lumière de l'espoir*" ne vienne pas des syndicats et des partis ouvriers qui refusent de rompre avec le capital ou leurs représentants, qui s'emploient à laisser travailleurs et militants dans la pénombre de leur ignorance. Et quand bien même ce ne serait pas tout à fait le cas, ils manquent de charisme, leurs discours sont inaudibles, incohérents, n'inspirent pas confiance, hélas !

[L'écologie en régime capitaliste : un concept réactionnaire.](#)

- La taxe sur les meubles en application lefigaro.fr

La contribution écologique sur le mobilier vient d'entrer en application ce 1er mai. Sur le même modèle que la contribution écologique sur les produits électroniques, cette taxe servira à financer et améliorer le recyclage des meubles usagés, dont les matériaux peuvent servir à créer de nouveaux objets.

Concrètement, l'application de cette contribution se traduit par une hausse plus ou moins importante du prix des meubles : 20 centimes pour une chaise, 18 euros pour une armoire. lefigaro.fr 01.05

A coup sûr ce sont des partis de gauche qui nous imposent cette nouvelle taxe, non mais qu'est-ce que vous croyez, c'est pour la bonne cause...

[C'est une couverture de la CIA.](#)

- Bolivie: le président Morales expulse l'USAID - AFP

[Vous avez dit réac ? Quand le marché fait l'objet d'idolâtrie.](#)

- Et donc, enseigner l'esprit d'entreprise équivaudrait à enseigner la cupidité aux élèves... Mais avant de les insulter, avez-vous rencontré un seul entrepreneur dans votre vie M. Mélenchon ? - Atlantico.fr

Qu'est-ce que c'est "*l'esprit d'entreprise*" sinon le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui justifie l'oppression, la répression nécessaire pour le préserver. C'est aussi le règne de l'individualisme forcené, de la féroce compétition, concurrence que les travailleurs se livrent entre eux pour survivre, qui permet de justifier, de banaliser ou normaliser les inégalités et les injustices, qui conduit à rendre tous les rapports dans la société insupportables, guidés par la cupidité ou la loi du marché ce qui revient au même, et où les principes humanistes n'ont pas leur place, toutes les valeurs sociales sont piétinées, l'indifférence et le mépris, la loi de la jungle ou la barbarie deviennent la norme. Le but de l'existence serait d'exploiter le travail des autres, d'en tirer profit, de se transformer en profiteur, en voleur, que la mentalité qui en découle soit épouvante, pourrie, est imparable, que dans ces conditions le règne de l'arbitraire ou la dictature se renforce serait logique puisque notre comportement reposerait finalement sur des rapports impossibles à justifier, tous les excès seraient possibles, permis, sans avoir de compte à rendre à personne...

C'est aussi le rejet des principes, des règles ou des valeurs collectives qui sont les garants de la satisfaction des besoins ou aspirations individuels de chacun, c'est se livrer à l'apologie du marché, y subordonner l'existence de nos enfants, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, des questions que nous avons abordées en détail au cours des mois précédents, leur projet de gouvernement mondial ou de Nouvel ordre mondial consistant à faire du marché la seule référence, la seule religion, philosophie, le seul idéal auquel toute notre vie serait subordonnée une fois rendu au stade d'esclave sans droit politique et sans défense.

Cette nouvelle religion, philosophie, ce nouvel idéal porte un nom : le néolibéralisme qui a été élaboré par les sionistes. Si vous relisez les précédentes causeries, vous constaterez vous-même que tout correspond.

Le néolibéralisme se distingue du capitalisme classique par le fait que vous ne pouvez assurer votre survie ou satisfaire vos besoins même les plus élémentaires que par votre travail, uniquement par votre travail, vous êtes dépouillé de tous droits sociaux qui dorénavant sont privatisés, marchandisés, qui se monnaient, ce qui vous oblige à accepter de travailler dans les conditions qu'on vous impose pour y avoir droit ou vous en passer et dans certains cas disparaître. C'est le règne de la dictature absolue. A côté les esclaves de l'Antiquité et les serfs du moyen-âge étaient mieux traités.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Echo du 1er mai en France.

Parole de manifestants.

- "*Contre l'austérité construisons une opposition de gauche à ce gouvernement*", ont scandé les manifestants à Bordeaux. AFP

Nous y travaillons quotidiennement ! Une Opposition de gauche en rupture avec toutes les politiques de compromission avec le capital, ses représentants et ses institutions que tous les partis et syndicats se sont employés à mettre en oeuvre depuis 70 ans.

- A Strasbourg. "*Y a-t-il vraiment des socialistes dans notre gouvernement?*", interrogeaient des pancartes. AFP

Poser la question, c'est y répondre.

Lepaon s'en fout, il fait comme s'il n'avait pas entendu la question.

- "*Le gouvernement est sensible aux arguments du Medef et nous voulons lui rappeler ses engagements: il faut avoir une politique de gauche*", a souligné Thierry Lepaon.

Quel engagement ? Hollande n'a jamais tenu qu'un seul discours : prendre l'engagement de faire une politique de gauche pour faire une politique de droite une fois élu, puisque Sarkozy n'en avait plus les moyens politiques dès lors qu'il refusait de rompre avec le capital et les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Hollande n'a jamais eu qu'un seul et unique mandat : poursuivre la politique de son prédécesseur, ceux qui se sont imaginés

autre chose se sont laissé abuser par leurs propres illusions, leur ignorance ou inconscience, favorisés en cela par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui.

Bénis soient les réformistes qui soutiennent le régime.

-... Jean-Claude Mailly, a précisé depuis Laval (Mayenne) que "*FO est un syndicat réformiste mais n'accepte pas n'importe quoi, on n'est ni des béni oui-oui, ni des béni non-non*". Force ouvrière a rassemblé, comme tous les ans, plus de 300 militants devant le Mur des fédérés à Paris. AFP

Ils ne sont même pas capable de mobiliser leurs propres adhérents. Comme disait Marx ne prenez jamais pour argent comptant ce que les dirigeants ou les partis pensent ou disent d'eux-mêmes, cela n'engage qu'eux et ne leur coûte rien.

Dans le camps des syndicats jaunes.

- ... le numéro un de la CFDT, Laurent Berger a préféré tenir un rassemblement avec ses homologues de deux autres syndicats réformistes, Luc Bérille (Unsa), Philippe Louis (CFTC), sur un terrain de sport de la banlieue de Reims, réunissant quelque 300 participants, selon un correspondant de l'AFP.

"*Cette union représente un front uni des réformistes, c'est le début d'un travail renforcé entre les organisations syndicales et seule l'union peut faire reculer les extrêmes*", a déclaré Laurent Berger.

"*Une autre voie, celle de la négociation et du compromis doit s'ouvrir*", a renchéri Philippe Louis, pour lequel le rassemblement de Reims donne "l'exemple". AFP

La voie de la régression sociale généralisée sans fin pour préserver les profits des capitalistes. On aura compris que les paradis fiscaux est la voie par laquelle se réaliser le paradis sur terre des catholiques collaborationnistes.

Faible consolation, notons que le FN qui s'était promis de damer le pion au mouvement ouvrier a fait un flop en ne rassemblant à Paris que 3.000 personnes, selon la police. AFP

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Le Bureau national, la direction du Parti Socialiste, a adopté ce soir un texte se voulant de "*réorientation*" des politiques européennes en faveur de la croissance et aussi "*de combat contre les droites*" en Europe, a-t-on appris auprès des participants à la réunion.

Après la polémique qui avait forcé Jean-Marc Ayrault à intervenir ce week-end, le texte a été expurgé de toutes les mentions qui s'en prenaient à Angela Merkel. Un premier "*brouillon*" du document qui évoquait "*l'intransigeance égoïste*" et avait fuité dans la presse vendredi avait suscité un vif émoi en France et en Allemagne.

Le texte adopté ce soir, par 26 voix contre 6 et 4 abstentions, va être soumis aux militants socialistes en vue de la Convention du PS sur l'Europe, le 16 juin à Paris, étape dans la préparation de la campagne pour les élections européennes de mai 2014.

"*Nous avons adopté un texte de rassemblement des socialistes pour réorienter les politiques européennes, avec en priorité la croissance et l'emploi*", a déclaré à la presse le porte-parole du PS, David Assouline. "*C'est aussi un texte de combat contre les droites européennes qui ont non seulement aggravé la crise par leurs politiques mais qui, avec le verrou de l'austérité, ne permettent pas d'en sortir*", a-t-il ajouté.

Plusieurs représentants de l'aile gauche du PS ont dit à la presse qu'ils avaient proposé de déposer devant le Bureau national un "*texte alternatif*", intitulé "*L'Europe le sursaut*", mais que leur demande avait été refusée. Un seul texte du BN doit être soumis aux militants, a expliqué David Assouline. "*L'état de la discussion, la situation de notre parti dans le moment où nous sommes, l'état du pays, le fait d'avoir pu surmonter plusieurs divergences, tout cela milite pour que nous ayons un seul texte présenté aux militants*", a souligné devant le Bureau national Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS en charge de la convention sur l'Europe avec Catherine Trautmann, cité dans un communiqué.

"C'était une feuille de route pour réorienter la construction européenne avant même les élections européennes de 2014", a expliqué Emmanuel Maurel, du courant "Maintenant la gauche". "On va déposer des amendements (à l'attention des militants) pour réorienter la construction européenne et faire des propositions un peu concrète en termes de calendrier pour les mois à venir. On va le proposer avec ceux qui le souhaitent, je pense aux amis de Benoît Hamon" (du courant "Un Monde d'avance"), a-t-il ajouté. Ces amendements, "un peu clivants", a dit Jérôme Guedj, portent sur plusieurs sujets principaux et notamment "un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité", le refus du nouveau budget européen, "car il est en diminution et ne permet pas une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne", a-t-il ajouté. "On demande que l'euro fort soit mis en débat (...) ainsi que son impact sur la compétitivité et les exportations", a poursuivi Jérôme Guedj. lefigaro.fr avec AFP 30.04

On passera sur l'absence de démocratie dans ce parti, la direction interdisant à ses adhérents de prendre position sur deux textes distincts, ils y sont habitués et ils s'en accommodent très bien. Vous savez pourquoi ? Parce que c'est en lisant l'un en ayant l'autre à l'esprit ou en les comparant que l'on peut discerner plus facilement leurs faiblesses, leurs défauts, leurs contradictions. Tous ceux qui refusent la confrontation des idées le savent très bien.

Pour gommer tout ce qui les distinguait de Merkel, il fallait être assurément de gauche, comme Merkel quoi ! Ouf, c'est fait : la copie est enfin conforme à l'original, l'honneur est sauf !

Le jeu des illusionnistes décrypté rapidement :

- Alors que c'est le lobbying des banquiers et des multinationales qui mène la danse (la Table ronde des industriels européens) : "réorienter la construction européenne", pure fabulation.

- Ne rien changer, étaler les coups sur les travailleurs sur une période plus longue : "faire des propositions (...) en termes de calendrier". Si possible après les élections de 2014 : pas de bol ce sera impossible.

- Une proposition qui va dans le sens des dernières recommandations du FMI et de l'OCDE : "un moratoire sur l'application du Pacte de stabilité", quel courage !

- Pour quoi faire ? "une relance notamment par les investissements à l'échelle européenne", chouette alors, les grands travaux qui s'inscrivent dans le cadre de la régionalisation à l'échelle européenne et la perspective du démantèlement des Etats, les chevaliers de la Table ronde vont applaudir des deux mains.

- Pour quoi faire ? Pardi, pour favoriser : "la compétitivité et les exportations". Tout pour les patrons quoi.

En conclusion, cette soit-disant gauche du PS ne s'oppose pas à la politique que leur direction leur propose, ils le disent eux-mêmes en affirmant que leurs amendements sont tout juste "un peu clivants", pas trop quand même par crainte de se faire une nouvelle fois rappelés à l'ordre par leurs chefs.

J'ai pris le temps de commenter rapidement cet article après les avoir traités de rats dernièrement, car c'est bien ainsi qu'ils se comportent tous. Les uns s'excusant d'avoir pu froisser Merkel, les autres courbant l'échine et faisant amende honorable pour bien montrer qu'ils n'étaient animés que de bonnes intentions envers les patrons et l'Union européenne, ils en rajoutent même une couche, ce dont nous n'avons jamais douté.

## 2- Bolivie

Le président Evo Morales a annoncé mercredi l'expulsion de Bolivie de l'USAID, l'agence américaine pour le développement international, en l'accusant de conspiration et d'ingérence dans la politique intérieure bolivienne.

"Nous avons décidé d'expulser l'USAID de Bolivie. L'USAID s'en va de Bolivie", a lancé M. Morales dans un discours enflammé prononcé devant des milliers de personnes.

Il s'adressait à la foule pendant un rassemblement pour la Fête du Travail sur la place d'Armes de La Paz, devant les bâtiments des pouvoirs exécutif et législatif boliviens.

Les Etats-Unis ont regretté la décision bolivienne et contesté les allégations "sans fondement" du président Morales.

"Le gouvernement américain regrette profondément la décision du gouvernement bolivien d'expulser l'agence américaine pour le développement international. Nous contestons les accusations. (...) L'objectif de l'USAID est d'aider le gouvernement bolivien et d'améliorer la vie quotidienne de la population", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat Patrick Ventrell.

L'USAID, présente en Bolivie depuis 1964, se trouve dans ce pays "pour des objectifs politiques et non pour des objectifs sociaux",

a affirmé M. Morales, une des figures de la gauche radicale latino-américaine.

L'USAID et d'autres institutions liées à l'ambassade des Etats-Unis à La Paz "*conspirent contre le peuple, et particulièrement contre le gouvernement national*", a accusé M. Morales, qui dirige la Bolivie depuis 2006.

"*Plus jamais l'USAID, qui manipule, qui utilise nos frères dirigeants, qui utilise des camarades de la base en leur donnant des aumônes !*", a déclaré le président bolivien.

Dans son discours, M. Morales a critiqué avec virulence le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui avait déclaré en avril, devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, que l'Amérique latine était "l'arrière-cour" des Etats-Unis.

L'expulsion de l'USAID constitue notamment "*une protestation contre ce message du chef de la diplomatie des Etats-Unis*", a dit M. Morales.

"*Sûrement, (les Etats-Unis) croiront toujours qu'ici on peut manipuler politiquement, économiquement*", a dit le président bolivien. "*Mais cela, c'était dans les temps anciens*".

M. Morales a publiquement chargé le ministre bolivien des Affaires étrangères, David Choquehuanca, de communiquer à l'ambassade des Etats-Unis l'expulsion de l'USAID, "*cet instrument (de Washington) qui persiste à avoir une mentalité de domination, de soumission*". AFP 01.05

Morales a confirmé ce que le Réseau Voltaire avait déjà établi.

### 3- Israël

Les Etats Unis et Israël jubilent ! Le plan qatari "*de compromis avec Israël*" s'est attirés l'approbation enthousiaste de Washington et de Tel aviv. Ce plan prévoit un échange de terre entre israéliens et palestiniens et il a été évoqué au cours des entretiens récents entre le PM qatari Jassem Ben Hamad et le secrétaire d'Etat Kerry. Tzipi Livni , ex ministre sioniste des AE est responsable des négociations de soi disant de paix et elle aussi a qualifié le plan qatari de pas important. "*cela permet aux palestiniens d'entrer en négociations*". Le plan qatari est la version "*optimisée dans le sens des intérêts sionistes*" du plan arabe .

Le Qatar dit que les pays arabes sont prêts dans ce cadre de procéder à un échange de terre avec le régime sioniste ce qui veut dire que ces mêmes pays arabes dont parlent le Qatar sont prêts à renoncer à leur souveraineté sur des territoires occupés depuis 1967 par le régime sioniste. Mais que disent les Palestiniens? Curieusement une partie du Hamas, pro qatarie est absente des débats. Mais la branche combattive et résistante elle dénonce ce plan "*proposé par ceux qui ne se sont sentis jamais lésés par les politiques expansionnistes et maximalistes du régime sioniste*". Le Qatar endosse les habits de "*sauveur de la Palestine*" alors que ses crimes en Syrie prennent chaque jour une nouvelle dimension. L'émir Al Thani fait tout pour provoquer une intervention armée sioniste contre la Syrie . Et cette intervention semble désormais se préciser. french.trib.ir 01.05

### 4- Russie.

La tentative d'assassinat du premier ministre syrien et le tir de missiles en direction d'un avion de ligne russe alors qu'il traversait le ciel syrien semblent avoir radicalisé les positions : selon Al Nahar, le tir de deux missiles en direction d'un avion de ligne russe avec 200 passagers à bord dans le ciel syrien a poussé les présidents russe et américain à entrer immédiatement en contact et à s'échanger avertissements et mises en gardes ! "*Poutine a rappelé à Obama que Moscou prenait très au sérieux l'attaque contre l'avion civil russe et ferait tout pour saisir toutes les dimensions de cette affaire*". S'en est suivi la mise en garde de Lavrov qui a annoncé que les USA ne pouvaient pas déclencher une guerre contre la Syrie sous prétexte de l'usage par Damas d'armes chimiques. "*Nous ne permettrons pas que le scénario irakien s'applique à la Syrie*".

L'avertissement a été tout de suite pris au sérieux par la France et la Grande-Bretagne, qui, en pratiquant un virage de 180 degrés, ont affirmé n'avoir aucune preuve "*fiable*" sur l'usage par Damas d'armes chimiques. En fait, Londres et Paris se sont distancés d'Israël, Israël qui confirme l'utilisation de la substance chimique par Damas en étayant cette allégation de soit-disant documents qu'il aurait transmis aux services de sécurité intérieur des Etats-Unis.

Au cours de leur contact téléphonique, Obama et Poutine sont tombés d'accord sur la nécessité de résoudre la crise syrienne par voie négociée et ne jamais se diriger vers une option militaire. Mais Obama a saisi l'occasion pour rappeler à Poutine qu'il est inquiet de l'usage possible de l'arme chimique par la Syrie et du fait que ces armes tombent entre les mains des extrémistes. Il a dit vouloir rencontrer Poutine à l'occasion du prochain sommet du G20 en Russie et demandé à ce que les deux parties préservent leurs contacts. Poutine n'a pourtant pas se laisser fléchir par ces assauts d'amabilités et aurait répondu : "*cette affaire de l'avion russe visé par les missiles nous inquiète. Ne plaisantez pas avec nous sous prétexte de la Syrie, Monsieur*"! french.trib.ir 01.05

Jusqu'à preuve du contraire, nous estimons fiables les infos fournies par cette source qu'utilise également le Réseau Voltaire ou qui fournit des infos que d'autres sources partagent et que le Réseau Voltaire utilise. Par déduction et par une simple observation je suis parvenu à cette conclusion. Il y a parfois des fautes dans leurs articles qui sont des traductions en français.

---

## SOCIAL

### 1- Bangladesh

La palme de l'hypocrisie et du cynisme.

- L'UE a exhorté aujourd'hui le Bangladesh à "*agir immédiatement*" pour faire respecter les normes internationales de sécurité et de santé dans les usines du pays, près d'une semaine après l'effondrement meurtrier de l'une d'entre elles.

*"En tant que plus grand partenaire commercial du Bangladesh, l'Union européenne s'inquiète particulièrement des conditions de travail, notamment en matière de santé et de sécurité, en vigueur pour les travailleurs dans les usines à travers le pays"*, ont déclaré dans un communiqué la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht. [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) avec AFP 30.04

D'ailleurs ils s'en soucient tellement qu'ils s'emploient à rendre les conditions de travail dans l'UE de plus en plus infernales, pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail évidemment.

Aucun actionnaire ou dirigeant des multinationales en cause, personne parmi les responsables de l'Union européenne n'étant au courant des conditions de travail épouvantables et des rémunérations misérables au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, à Sri Lanka, en Chine, au Vietnam, aux Philippines, en Tunisie, au Mali, etc. mais aussi dans les pays d'Europe centrale.

D'après les dernières infos, le nombre d'ouvrières tuées devraient s'élever à 570 en tenant compte des 169 encore portées disparues et qu'il n'y a plus aucune chance de retrouver vivantes.

Et nous devrions appliquer le principe de tolérance envers leurs bourreaux et leurs complices, hors de question. Nous les vengerons le moment voulu.

### 2- Allemagne

Le syndicat allemand Verdi a annoncé mercredi un accord avec la direction de Lufthansa au sujet d'une hausse des salaires pour 33.000 employés de la compagnie aérienne, ce qui éloigne la perspective d'une nouvelle grève.

Les salariés de Lufthansa Cargo et de Lufthansa Technik verront leur salaire augmenter de 4,7% et tandis que ceux des employés de Lufthansa AG seront révalorisés de 3,0%, précise le syndicat.

Ce dernier ajoute que l'accord, qui doit être approuvé par les membres de Verdi d'ici le 14 mai, court sur 26 mois. Reuters 01.05

Donc un peu moins de 2,3 et 1,5% par an, bref Verdi a capitulé, au départ il exigeait 5 ou 6% par an.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 3 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai commencé à coucher sur le papier quelques réflexions sur ce que j'appelle pour le moment le réformisme expansionniste tel qu'on peut le trouver à la CGT, FO, SUD, et parfois à la FSU, et le réformisme régressif tel qu'il s'exprime à la CFDT, CFTC et l'UNSA ou encore la CGC. Ils ont comme point commun le renoncement à combattre pour l'abolition du capitalisme, de tourner le dos au socialisme... La suite dans quelques jours.

[Vite débarrassons-nous du capitalisme, car l'argent ne fait pas le bonheur, au contraire, il contribue à un "effondrement" de la personnalité.](#)



C'est juste pour se détendre un instant avant de passer aux choses sérieuses.

- Dans une interview publiée jeudi par le magazine américain Vanity Fair, l'épouse de l'ex-chef d'État français reconnaît être en thérapie et déclare s'être sentie vulnérable après avoir pris 18 kg lors de la naissance de sa fille Giulia en 2011.

Être en thérapie (à 45 ans -ndlr) l'aide à voir clair et à avoir le sens des responsabilités. *"J'aime ce type de travail sur soi parce qu'avec l'âge s'il n'y a pas de philosophie, il n'y a pas de sérénité, pas de sagesse. Il n'y a rien, sinon un effondrement"* LePoint.fr

Il est vrai que d'être passé par Eric Clapton et Mick Jagger pour aboutir lamentablement à Nicolas Sarkozy, il y a de quoi franchement déprimer, quelle régression ! Et puis pour une femme qui attache autant d'importance à son corps, 45 ans, c'est vieux, ça devient laid et avec 18 kilos en plus, c'est carrément repoussant ! Il faut dire que pour être mannequin, c'est comme pour être footballeur, il ne faut pas être trop évolué en général, Jagger à part sa belle gueule, sa réputation et son fric, faire la fête et baiser à-tout-va, il revendique 4.000 maîtresses, il a quoi pour plaire à une femme ?

On va conclure cet aparté en se payant le portail Atlantico.fr néolibéral et sioniste que vous connaissez bien maintenant, il a publié en 2012 un article sur ce couple d'enfer en se livrant à une comparaison entre Jagger et Sarkozy, un bref extrait histoire d'être de bonne humeur aujourd'hui :

- *"En fait, les deux hommes avaient beaucoup de points communs. Ces deux personnalités dynamiques, charismatiques, étaient tous deux des fanatiques de la condition physique, et à leur façon, des sex-symbols",* La Talonnette un "sex-symbol", on en tombe à la renverse et moi je suis Apollon ! Ils méritaient bien de figurer sur le "mur des cons" !

Quand je vous disais qu'on n'avait pas à être complexé par rapport à eux, j'ignorais la portée d'une telle affirmation.

### Lecture.

Nos amis belges sont proches de Bruxelles, nos amis canadiens de Washington, normal qu'ils soient à la pointe du combat international contre le capitalisme, l'impérialisme, le gouvernement mondial en gestation, même s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses ou qu'elles ne les conduisent pas à renouer avec le socialisme, souhaitons leur sincèrement d'y parvenir un jour.

*L'Europe sociale n'aura pas lieu* - François Denord & Antoine Schwartz (2009)

À l'instar de Nessie, le sympathique monstre du Loch Ness, l'Europe sociale soulève les passions sans que jamais son existence n'ait pu être prouvée. Dans les eaux glacées du grand marché, ses chances de survie sont pourtant minces. Sa mythologie n'a qu'une raison d'être : elle insuffle un supplément d'âme à une Europe qui flotte en apesanteur, au-dessus des peuples.

Dès les années 1950, la construction européenne fut l'autre nom donné au rétablissement du libre-échange. Elle prend racine dans un projet conservateur porté par des élites atlantistes soucieuses de dompter sous le fouet de la concurrence les soubresauts du Vieux continent. Cette empreinte s'est avérée indélébile, malgré les élargissements successifs du périmètre de l'Union.

Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes. Ce à quoi invite ce livre qui dissipe bien des illusions et permet de découvrir les possibles écartés sur le chemin de l'histoire. <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr>

A la suite figurait un lien vers un entretien avec l'auteur publié par L'Humanité, ils ont dû se raviser après l'avoir estimé trop compromettant, on comprend :

Entretien — « *L'Europe est prise en étau entre néo et ultralibéraux* », L'Humanité, 02/06/2009.

L'Europe sociale est un tour de "magie" imaginée par les partisans de l'Union européenne telle qu'elle a été fondée, existe et fonctionne.

Conclusion intéressante : *"Une Europe libérale ne saurait, comme par magie, se muer en Europe sociale. Sauf à envisager une refonte complète de ses institutions et de ses principes"*, ce constat s'applique aux institutions nationales dans chaque pays.

Il est impossible de passer à une République sociale, au socialisme, sans liquider l'État, les institutions en place qui ont été fondées pour assurer la pérennité de la domination de classe du capitalisme, les rapports sociaux de production qui ont pour origine les inégalités entre la classe des exploitées et celle des exploités qui représentent une infime minorité de la population et concentrent les richesses entre ses mains.

Toute politique qui ne s'inscrit pas dans cette perspective, qui n'est pas subordonnée à cet objectif est contre-révolutionnaire,

elle oeuvre au maintien de l'ordre établi.

### UE. Névrose obsessionnelle.

En 15 minutes? attaque tout azimut de la la Commission européenne contre les différents Etats de l'UE. La preuve. ([http://europa.eu/newsroom/press-releases/index\\_fr.htm](http://europa.eu/newsroom/press-releases/index_fr.htm))

- La Commission va récupérer auprès des États membres 230 millions € correspondant à des dépenses effectuées au titre de la PAC 02/05/2013 | 12:00 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission invite les Pays-Bas à mettre un terme à l'exonération fiscale sélective dont bénéficient les entreprises publiques 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission ordonne à la France de recouvrer certaines aides incompatibles reçues par la SNCF 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

- Aides d'État: la Commission rouvre une enquête concernant des aides fiscales accordées à EDF suite à un jugement de la Cour 02/05/2013 | 11:45 - Commission européenne

### Le saviez-vous ?

- *"Le système de la gouvernance économique de l'UE permet d'assurer une conduite et un suivi approprié à l'échelle de l'UE. Chaque année, la Commission analyse soigneusement le programme de réforme nationale de chaque État membre et contrôle si les politiques menées sont en adéquation avec les orientations fixées. Suite à cela, la Commission adopte en mai ses recommandations par pays et les présente au Conseil européen en juin pour les faire approuver. La procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques récemment introduite garantit un suivi renforcé des déséquilibres macroéconomiques, et la possibilité de sanctionner des États membres de la zone euro qui n'apportent pas de réponse à ceux-ci lorsqu'ils deviennent excessifs."* (Crise économique - la réponse de l'UE - [http://europa.eu/newsroom/highlights/financial-crisis/index\\_fr.htm](http://europa.eu/newsroom/highlights/financial-crisis/index_fr.htm))

La Commission européenne les propose à qui ces recommandations qui ont valeur de diktats ? Au Conseil européen. C'est donc en dernier ressort le Conseil européen qui décide. Et que désigne le Conseil européen, qui le compose ? Les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

Tiens donc, mais alors, je ne comprends pas, on nous dit, répète, martèle que nous sommes victimes de la politique antisociale, réactionnaire, totalitaire de l'UE, la troïka, alors qu'en réalité ce sont les chefs d'Etat qui adoptent cette politique, c'est écrit noir sur blanc, ce sont donc les institutions nationales de chaque pays qui sont directement responsables de cette politique. Non, chut, c'est tabou, on ne touche pas aux institutions, à l'Etat ! L'UE s'en charge ! Cherchez l'erreur.

Comme cela commence tout de même à sentir le roussi en France (et dans la plupart des pays de l'UE), il y a des petits malins qui refusent obstinément d'axer leur combat politique contre les institutions, qui maintenant désignent le gouvernement comme le responsable de la situation, toujours accompagné de la troïka en embuscade, car ils se réservent toujours la possibilité de se rabattre sur elle si le gouvernement se retrouvait vraiment en difficulté, après avoir passé des mois à le ménager, des décennies à faire croire que le PS serait de gauche, la manoeuvre consiste à laisser penser que ce serait une simple affaire de gouvernement et non d'institutions, d'Etat qu'il faudrait liquider purement et simplement, ils évoquent leur abolition en coup de vent dans leur discours pour faire bonne figure et passer rapidement à autre chose, mais nous ne sommes pas dupes, d'ailleurs l'objet de leur combat n'est pas de le faire chuter, mais de le "*bloquer*", pour qu'il se mette aux services des travailleurs, que Hollande respecte son mandat, voyez-vous cela, c'est commettre une grave méprise sur sa teneur.

Ils voudraient réalisé l'unité sur cet unique objectif, "*bloquer*" le gouvernement, sans le relier à une perspective politique, du coup même le travailleur qui n'a pas l'habitude d'analyser un discours politique sent instinctivement qu'il y a un lézard quelque part, que ce n'est pas sérieux, que ce discours manque de cohérence ou qu'il est inconsistant, il reste sur sa faim, normal.

Et pourquoi s'arrêtent-ils en chemin ? Parce que s'ils poussaient le bouchon plus loin, l'unité serait compromise, c'est leur réponse, mais elle l'est dès le départ. L'unité de qui ? Des dirigeants de partis contre-révolutionnaires ou carrément de droite comme le PS et ses satellites. L'unité pour avoir une valeur, elle doit reposer sur cette perspective révolutionnaire à laquelle ces dirigeants n'adhéreront jamais, c'est aux militants ou adhérents, aux travailleurs qui n'en sont pas convaincus aujourd'hui d'y venir, de l'adopter, c'est à eux qu'il faut s'adresser, ce sont eux qu'il faut gagner au socialisme, encore faudrait-il le défendre soi-même, or ce n'est pas le cas.

C'est quand même extraordinaire, on croirait qu'il serait impossible de démontrer qu'il sera impossible de changer de politique dans le cadre des institutions, et qu'il faut s'orienter vers leur renversement parce qu'il n'existe pas d'autre voie ou alternative, on regorge d'arguments pour étayer cette démonstration et voilà qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable, alors on tente de

le contourner pour atterrir dans une impasse, c'est imparable.

Mille fois on a eu l'occasion de saisir (et d'expliquer aux travailleurs) que nos revendications, nos droits ou non acquis étaient incompatibles avec la survie du capitalisme, du régime, des institutions, et au lieu de partir de ce constat pour aller de l'avant, non, on rebrousse chemin, on tergiverse.

Au POI le 1er mai ils en étaient encore à se demander s'ils allaient ou non participer à la manifestation du 5 mai qui sera forcément tournée contre le gouvernement et le régime, même si ses organisateurs freinent des quatre fers. Il faut y participer drapeau de la révolution socialiste déployée, de toutes manières, c'est tellement le bordel dans le mouvement ouvrier français (et ailleurs) qu'il n'y a pas vraiment de direction légitime, pas de direction du tout, chacun fait ce qu'il veut et y va de son refrain, c'est le moment d'en profiter pour faire connaître son programme et confronter nos idées et que le meilleur gagne !

Non, non et non, l'objectif du renversement des institutions n'est pas une option, une sorte de gadget promotionnel que l'on ajoute éventuellement à nos mots d'ordre, un truc qui figurerait dans notre boutique et qui serait secondaire, une sorte d'accessoire qu'on sortirait discrètement mais dont on pourrait très bien se passer, c'est le fil qui permet de donner une orientation, une direction au mouvement ouvrier autre que celle que lui donne tous les autres partis qui soutiennent le régime, qui permet de relier le combat sur chaque revendication aux tâches politiques que les masses ont à accomplir, qui permet de modifier ou changer sa nature qui jusqu'à présent à un contenu bourgeois puisqu'il ne s'inscrit pas dans une perspective au-delà du régime en place, de lui donner enfin un contenu révolutionnaire, de renouer avec sa tradition révolutionnaire, avec le socialisme.

J'ai lu les comptes rendus de quelques meetings du POI qui se sont tenus la semaine dernière. Hier soir, pendant que la climatisation rafraîchissait la chambre avant de m'endormir j'y ai repensé en me disant qu'à la place d'un travailleur ou même d'un militant, excusez-moi l'expression je vais me lâcher un peu, je me serais sacrément fait chier ! Car qu'est ce que cela m'apporte de savoir que tel prof est en bute contre tel problème dans son établissement, que tel facteur a telle difficulté dans son bureau de poste, que telle prime risque d'être supprimée aux cheminots, etc. je ne suis ni prof ni postier ni cheminot, ce sont des questions purement syndicales qui n'intéressent que ceux qui y sont confrontés. Jje vais ressortir de ce meeting en n'ayant finalement rien appris qui puisse me servir pour comprendre le capitalisme, les rapports entre les classes, les institutions, les partis, rien, que dal quoi, le néant, pourquoi le capitalisme ne s'effondre pas, pourquoi cette crise dure et dure encore depuis des années, pourquoi le régime est à l'agonie mais ne s'écroule pas, bordel, ils n'ont abordé aucune de ces questions et j'en suis toujours au même point, je ne comprends toujours rien à rien, je dois être très con et eux trop intelligents pour moi... A suivre.

[Sur le Net quelques jours plus tôt..](#)

Informations ouvrières n°249 page 10

- "Où avez-vous pu prendre connaissance, ailleurs que dans ce numéro d'Informations ouvrières, de l'information selon laquelle les soldats américains ont pris position dans une base en Espagne pour intervenir en Algérie ?"

Réponse.

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika incapable de gouverner : démission ou destitution ou coup d'Etat ? - Mondialisation.ca 29 avril 2013

Une chose est certaine: la France sait ce qu'il en est vraiment, et cautionne ce qui se trame. Les Etats-Unis aussi. Selon le quotidien londonien Al-Qods al-Arabi, généralement bien informé, 800 Marines et 8 avions militaires vont être envoyés sur la base américaine de Moron, en Espagne, en prévision d'un soulèvement populaire en Algérie, pour évacuer le personnel diplomatique et les ressortissants américains qui s'y trouvent.

A Alger, le ministère des Affaires étrangères a qualifié l'article de « *tissu d'inepties malveillantes* » et « *la référence fielleuse faite à la situation politique et à la stabilité en Algérie* » de « *totalement infondée et absurde* ». A voir...

J'ai mis cet article en ligne.

[Une contrevérité fondamentale](#)

Ils ne font pas de politique, la politique doit être absente des syndicats, qui plus est des syndicats qui se prétendent indépendants, pas quand il s'agit de s'attaquer à l'UE qui est une institution politique, mais quand il s'agit de mener le combat contre les institutions de la Ve République, l'Etat.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 2 mai 2013. Extrait.

- "Fondamentalement, ce sont les modalités de la construction européenne qui sont en cause, modalités qui se sont aggravées avec l'adoption du TSCG."

Non, c'est la subordination des institutions de la Ve République à l'Union européenne, à la troïka, au capitalisme, autrement dit, la nature de ces institutions, de l'Etat devant lesquels vous vous prosternez.

### Attrape-nigauds.

Le microcrédit pratiqué dans les pays en voie de développement est l'équivalent du crédit à la consommation pratiqué à un taux usuraire.

Qui en bénéficie ? Les plus démunis, pauvres, chômeurs. En fait les organismes qui leur prêter de petites sommes à un taux d'intérêt prohibitif, plus de 20 ou 25% l'an.

Il existe la version crédit collaboratif ou crowdfunding réservée au fanatique d'Internet. En quoi cela consiste ? Des internautes prêtent ou donnent de l'argent via une plateforme pour un projet. Si la somme nécessaire est collectée, le projet se lance. Dans le cas contraire, l'internaute n'est pas débité.

La rétribution ? Là encore, cela dépend des plateformes et des projets, mais elle peut être inexistante, ou prendre diverses formes de rétribution. Début avril, un projet de film tiré de la série Veronica Mars a recueilli 5,7 millions de dollars en quelques jours grâce à la plateforme Kickstarter. Les contributeurs à la levée de fonds ont reçu un Tshirt, et quelqu'un se sont vus offrir un rôle de figuration. (Atlantico.fr 01.05)

C'est le jackpot pour le réalisateur de ce film qui a trouvé un financement gratuit, sur lequel il va se rémunérer évidemment, il ne va tout de même pas travailler gratuitement, et si ce film dégage du profit il pourra se le mettre dans la poche sans rien verser aux naïfs qui auront rendu possible sa réalisation et la boucle est bouclée.

Autre attrape-couillons : PayPal.

"Vous pouvez entreposer sur votre compte PayPal des liquidités dans la limite de 8 000 euros par transfert et sans plafond. Ainsi, vous mettez de l'argent très simplement hors du système bancaire et il reste totalement disponible. Le risque de contrepartie est bien évidemment la société eBay cotée sur la Bourse américaine". (id)

### Liste des licenciements, semaine du 29 avril (Source: Blog de P. Jovanovic)

- HSBC lance sa Ne liste de licenciements, cette fois 3.000 personnes... tout en disant qu'il y a aura 1500 embauches, cherchez l'erreur de com (USA)
- Le finnois Outokumpu, sidérurgie, vire 2.500 ouvriers (USA)
- RePower annonce la licenciement de 750 personnes I (USA)
- Le scandale de la viande de cheval fait encore des victimes: Northern Beef vire 108 ouvriers (USA)
- First Data, prcess de cartes bancaires, vire 1.750 personnes dans le monde (USA)
- L'éditeur de jeux video en rajoute 900 Jeux Video
- NH Hoteles réduit la voilure en Espagne: suppression de 410 emplois
- Le journal Express Times vire 12 journalistes lire ici NBC et le Vancouver Sun prépare sa liste aussi
- Kyocera solaire supprime 100 postes (USA)
- SouthWest Airlines vire 300 personnes (USA)
- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois
- Roche dissout Applied Science, et 170 personnes virées (USA)
- Providence Health, hôpitaux privés, vire 150 infirmières et médecins (USA)
- Tower Defence Aerospace vire 190 personnes (USA)
- Lonza a supprimé 141 emplois depuis début 2013
- Volvo automobiles annonce 1.000 suppressions d'emplois en 2013
- Air Transat abolit près de 50 postes
- Danone confirme la suppression de 236 postes en France, tous sur la base du volontariat
- La laiterie de Rozet-Saint-albin ferme ses portes
- Vodafone compte supprimer 500 postes en Allemagne
- Cofpa Albany direction a confirmé la suppression de 200 postes
- L'électricien Fauché va supprimer 80 emplois dans sa branche installation
- Sochaux : PSA va supprimer 800 emplois en intérim
- Le chômage dans la ville de Béziers est (officiellement) à 15.5% soit 21.000 personnes, stat officielle. En vrai, mettez ce chiffre à 35.000
- 300 salariés sur la sellette chez Castel Viandes
- Le CE de Fagor-Brandt espère convaincre le tribunal, saisi en référé, d'ordonner la suspension d'une délocalisation de la

production de lave-vaisselle vers la Pologne, 500 emplois en risque

- Le fabricant des batteries pour voitures à Outarville, sauf repreneur providentiel, fermera définitivement ses portes laissant 120 personnes sur le carreau.

- Le groupe textile Royer compte fermer son usine de Blanquefort

- Liquidation judiciaire pour l'entreprise textile Virtuose

- Fermeture en Belgique pour délocalisation en Estonie, 120 emplois perdus

- Limousin Loctrans, fondé en 1970, en cessation de paiement environ 30 personnes en risque

- Gdf Suez va virer 4.200 postes sur 3 ans !

- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés

- Les salons de coiffure en crise: "Concurrence, notamment de la part des auto-entrepreneurs, baisse du CA et des clients, qui espacent de plus en plus leurs visites... Y a-t-il trop de salons de coiffure en France? Selon Michèle Duval du Centre national des entreprises de coiffure, le syndicat aux 2600 salons adhérents, il perd actuellement 2% de son CA chaque année ...

Soins, lissages et autre renforçateurs sont délaissés au profit du basique shampoing-coupe-coiffage. La fréquentation est passée de 6 fois par an avant la crise à 4,5 fois en 2010.

(Et si tout le monde m'imitait, elle serait passée à 0 ! Depuis plus de deux ans je les laisse pousser et quand ils sont trop longs, je donne un coup de ciseaux, c'est gratuit, rapide, efficace, pas besoin de se déplacer. - note de Tardieu)

- "*Une librairie, Furet du Nord, où je commandais vos livres va fermer... triste constat... je pense à tous ces employés avec qui j'avais sympathisé*"

- Les Espagnols ne vont carrément plus au cinéma syldeg, le pire week-end en 6 ans vient d'être enregistré

- 200 suppressions de postes chez Biomnis, le secteur médical est touché en France

- Au total 8000 emplois vont disparaître dans le secteur de la biologie en France

- Novartis va supprimer 300 emplois

- Cooper Power Systems vire 163 personnes, délocalise au Mexique

- Le constructeur de wagons et de rails Greenbrier vire 200 personnes

- Texas Instruments vire 100 personnes à son siège de Dallas

- Moog aerospace vire 97 personnes

- Une info qui annonce d'autres licenciements vus par Aetos dans le Parisien: "*Commandes en baisse : les chefs d'entreprise n'ont pas le moral*" wikistrike.com 01.05

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Pulvérisées les institutions de la Ve République !](#)

- Contre Bachelot, Henri Guaino sort la sulfateuse - Le Point.fr

Déballage de linges sales en famille, ils s'enfoncent... Trop propre, trop poli pour être honnête dit-on...

[C'est vite dit !](#)

- "*Disons adieu au socialisme*", par Dominique Reynié - LeMonde.fr

Dans sa version réformiste qui en est l'antithèse? Si vous pouviez dire vrai, quel soulagement ce serait pour tous ceux qui combattent pour le socialisme.

Lui, président de la République - Gérard Filoche : "*Hollande a donné satisfaction à ceux qui n'ont pas voté pour lui*" - LePoint.fr

Normal, non ? Où se situe le problème, Hollande et le PS auraient-ils soudainement changé de nature ? Il faut être un crétin ou un ignorant pour le croire ou un faussaire pour le prétendre.

[Normal, sa maison mère c'est la Fed !](#)

- Wall Street encouragée par la BCE, l'indice S&P 500 bat un nouveau record - AFP

[Les peuple sacrifiés](#)

- Plus de 60 morts dans l'effondrement d'une mine d'or au Darfour - Reuters

- Somalie: la récente crise alimentaire a fait 258.000 morts, surtout des enfants - AFP

### [Nouvelle marotte et vieille recette.](#)

- Commerce équitable: Tomy Mathew, une histoire indienne - Liberation.fr

L'exploitation équitable, cela signifie consentie par les exploités qui ne chercheront pas la voie pour s'en émanciper.

Cette théorie consiste à faire croire qu'il serait possible d'échapper à la loi du marché, d'échapper à l'emprise des banques qui par le biais des produits dérivés fixent le cours des matières premières, se les accaparent sur le marché mondial avant de les revendre en empochant une plus-value, et ainsi de suite jusqu'au destinataire final.

Le commerce équitable constituerait une "*alternative au système de commerce mondialisé qui désavantageait nos producteurs. Nous devons nous immuniser contre les fluctuations de marché !*", quelle naïveté ou ignorance du fonctionnement du marché mondial. On y reviendra plus tard, en y associant l'autogestion. On croirait être revenu à Fourier, Owen et Cie avec toutes ces théories foireuses mille fois réfutées par les faits.

### [Comment croyez-vous que nous sommes la première économie mondiale, hein ?](#)

- Bangladesh : l'immeuble textile qui s'est effondré fournissait des entreprises américaines - L'Express.fr

- "*Des sociétés qui travaillaient dans cet immeuble semblent avoir des liens avec de nombreuses entreprises aux Etats-Unis et en Europe et nous continuerons de discuter avec ces entreprises de la manière dont elles peuvent améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Patrick Ventrell. L'Express.fr 02.05

### [Un Etat barbare dès l'âge de 4 ans à abattre.](#)

- Les suicides ont explosé depuis 10 ans chez les "*baby-boomers*" aux Etats-Unis - L'Express.fr

Un rapport des autorités fédérales américaines publié jeudi révèle que les suicides ont explosé aux Etats-Unis ces dix dernières années parmi les Américains d'âge moyen. L'Express.fr

- Fusils pour enfant : un business florissant aux États-Unis - LePoint.fr

- Etats-Unis. Un fusil spécialement conçu pour les 4-10 ans - Le Nouvel Observateur

- Etats-Unis: des enfants fous de la gâchette - L'Express.fr

- Kristian Sparks, 5 ans, a abattu sa petite soeur âgée de deux ans par balle alors qu'il jouait avec le fusil que lui avaient offert ses parents. - L'Express.fr

### [Syrie. Propagande et intox](#)

- L'opposition signale un nouveau "*massacre*" en Syrie Reuters

- Syrie: les Etats-Unis n'écartent plus d'armer les rebelles - AFP

- Les forces d'Assad à l'offensive, de Damas à la Méditerranée - Reuters

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Chouette, l'Europe sociale est en marche ?](#)

- L'Europe se mobilise pour la croissance et l'emploi des jeunes - AFP

... pas vraiment :

- Christine Lagarde ne voit pas "*d'alternative*" à l'austérité - L'Expansion.com

A les entendre, l'UE ne serait pas responsable du chômage de masse et en particulier de celui des jeunes. Les différents gouvernements non plus et les banquiers pas davantage que les patrons, bref, ils feraient face à un phénomène naturel inexpliqué et contre lequel il n'existerait aucun remède. A part tout de même augmenter la productivité et le taux d'exploitation, mais cela ils n'en font pas état ici, ils le traitent à part pour que les travailleurs ne comprennent pas les rapports qui existent entre ces différents facteurs.

D'un côté, on apprend que la BCE a franchi jeudi une nouvelle étape dans sa politique monétaire accommodante en annonçant la baisse de son principal taux directeur, baromètre du coût du crédit en zone euro, à 0,5% en faveur des banques. Et de l'autre, que la laiterie Paris-Lait en grande difficulté financière se voit contrainte de déposer le bilan parce qu'aucune banque n'a accepté de s'engager dans un plan de financement, ce qui se traduira par 50 chômeurs supplémentaires.

L'austérité et en particulier le chômage de masse répond à quatre critères au moins :

- la surproduction qui en période de crise se solde par une réduction de la consommation, de la production et la fermeture d'unité de production.
- favoriser la production à bas coût sans se soucier d'autres considérations
- éliminer des pans entiers de l'industrie les moins rentables en terme de profit, accroître la concentration de la production (et du capital) et les parts de marché que contrôlent les multinationales, qui renforcent au passage leur monopole et leur pouvoir.
- accroître la compétition (division) que se livrent les travailleurs entre eux pour faire pression à la baisse sur les salaires.

Pourquoi ne peuvent-ils pas remettre en cause la politique d'austérité et s'attaquer au chômage, le patronat le dit lui-même, quand il explique que la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes, donc une hausse du chômage. (lire plus loin en Allemagne)

Vous voulez travailler, alors acceptez les conditions ou les rémunérations qu'on vous impose. Vous ne voulez pas ? Très bien, on va vous y contraindre en employant les grands moyens, vous n'avez pas le choix, vous devez sacrifier votre niveau de vie ou pour le maintenir sacrifier votre mode de vie, travaillez plus et plus longtemps, et si vous persistez dans le refus, vous serez réduit à la misère et l'indigence, n'oubliez pas, vous avez la liberté d'accepter ou de refuser notre offre, nous sommes en démocratie.

Ils craignent que la jeunesse incontrôlable s'enflamme et donne le signal du combat pour le pouvoir.

- Dans un contexte de hausse quasi-généralisée du chômage en Europe, avec plus de 19 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage des jeunes atteint des records dans les pays les plus fragiles: plus de 59% en Grèce, près de 56% en Espagne, mais aussi 38,4% en Italie et 38,3% au Portugal.

En visite à Lisbonne, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a indiqué qu'il proposerait lors du sommet européen de juin de "*nouvelles mesures pour une action immédiate en faveur de la croissance et de l'emploi, notamment en direction des jeunes*". AFP

A part des emplois précaires, que leur proposent-ils ? Rien, aucun avenir !

Quant à la CES, qui a conscience du danger mortel qui couve, elle ne propose rien d'autre que de mieux enchaîner le destin des travailleurs et jeunes à celui de l'UE dont elle est une émanation.

- Pour la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), Bernadette Segol, il existe actuellement un "*sens de l'urgence sociale en Europe*". Les politiques d'austérité "*ont échoué*" et "*quelque chose doit être fait si on veut que les citoyens restent associés au projet européen*", a-t-elle déclaré à l'issue d'une rencontre entre la Commission européenne et les partenaires sociaux européens. AFP

Ils prétendent s'engager à lutter contre le chômage des jeunes tout en demeurant rivié à l'objectif de réduire le déficit des Etats qui a servi de prétexte à la mise en oeuvre de la politique d'austérité et toute une batterie de contre-réformes qui se sont soldées par l'augmentation du taux de chômage dans toute l'Europe.

Voilà pour les bonnes intentions relayées par les médias aux ordres, mais qui ne peuvent plus cacher leur perplexité face à ce discours de crainte de se couper définitivement de leurs lecteurs.

C'est ainsi que maniant la carotte et le bâton au profit de ce dernier, Barroso s'est dit "*très confiant*" dans le fait que l'Italie puisse sortir dès cette année de la procédure de "*déficit excessif*", en lançant un avertissement à peine voilé au nouveau chef du gouvernement italien, Enrico Letta, que cela dépendait des mesures "*concrètes*" que Rome doit présenter à Bruxelles avant fin mai, qui s'inscriront dans la continuité des mesures antisociales ou favorables au patronat déjà adoptés, ce à quoi l'heureux élu du cartel des banquiers (Bilderberg) a promis "*nous allons travailler afin d'obtenir un résultat positif*", on n'en doute pas monsieur Letta, pour les chômeurs ou les jeunes évidemment.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Grèce

Un député du parti néo-nazi Aube dorée s'en est pris jeudi au maire d'Athènes, qui avait fait interdire dans la matinée une distribution de nourriture gratuite réservée aux seuls Grecs organisée par ce parti dans le centre d'Athènes, et jugée "*raciste et illégale*", selon une source policière.

Le député Yorgos Germenis a insulté le maire d'Athènes Georges Kaminis dans un bâtiment municipal où se tenait une manifestation municipale à l'occasion de la Pâque orthodoxe fêtée cette année le 5 mai, selon la même source.

Selon certains médias, le député a tenté de frapper le maire et en manquant le coup, il a légèrement blessé un enfant.

Selon des images diffusées par la télévision Mega, deux gardes municipaux ont réussi à immobiliser M. Germenis au moment où il allait physiquement attaquer le maire, en lui demandant l'arme qu'il portait à la ceinture.

L'incident s'est produit deux heures après que les forces anti-émeutes eurent fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs dizaines de membres du parti néo-nazi, arrivés avec un camion sur la place Syntagma en contrebas du Parlement, pour distribuer de la nourriture "*aux seuls Grecs*".

Etaient également présents trois députés du parti Aube dorée, dont le porte-parole Ilias Kassidiaris, qui s'était fait remarquer en juin 2012 en frappant au visage une députée de gauche, et en jetant un verre d'eau sur une autre, durant une émission télévisée.

Le maire a qualifié cette manifestation "*d'arbitraire, raciste et illégale*" et indiqué que le parti n'avait pas demandé d'autorisation pour la mener.

La police est en train de constituer un dossier judiciaire contre certains des membres d'Aube dorée, qui ont "*tenté de conquérir un espace public*", ainsi que pour "*menaces*" et "*insultes*" contre les forces de l'ordre, a-t-on précisé de source policière.

Entré pour la première fois au parlement en juin 2012, avec 7% des voix et 18 députés, le parti Aube dorée, qui affiche un discours xénophobe et antisémite, est impliqué dans de nombreux cas de violences contre les migrants en Grèce.

L'an dernier, le parti avait distribué de la nourriture sur la place Syntagma à ceux qui montraient une carte d'identité grecque, insultant les immigrés qui passaient, suscitant de vives réactions des partis de gauche et d'ONG.

Le parlement a levé en octobre l'immunité parlementaire de M. Germenis et de son collègue Panayiotis Iliopoulos après que ces deux députés ont été accusés de destruction de biens d'autrui suite à des attaques contre des vendeurs immigrés sur un marché près d'Athènes. AFP 02.04

---

## SOCIAL

#### 1- France

Les employés de la dernière laiterie à yaourts d'Ile-de-France, en grande difficulté financière, ont déposé vendredi dernier un préavis de grève reconductible pour aujourd'hui. Une trentaine des 50 salariés de l'entreprise se disent menacés de licenciement.



Chez ces derniers, le sentiment d'avoir été « *menés en bateau depuis plusieurs mois* » ne fait que se renforcer jour après jour : « *On y croyait il y a un an, quand le patron (NDLR : Christophe Gaudy) a repris la société* », affirme Patrick Neuez, qui a appelé à la grève en l'absence du délégué du personnel de l'entreprise, en arrêt maladie.

« *Mais au fur à mesure, on s'est rendu compte que des choses n'allaient pas. Il nous dit depuis le début que les banques ne le suivent pas, alors que dans un dossier de redressement judiciaire, il y a besoin d'un plan de financement, dans lequel apparaît obligatoirement une banque.* » leparisien.fr 02.04

## 2- Allemagne

Près de 50.000 salariés allemand de la métallurgie et de l'électricité ont cessé le travail jeudi pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé le puissant syndicat IG Metall, ajoutant que d'autres actions seraient menées dans les jours à venir.

La première centrale syndicale allemande réclame des revalorisations salariales pouvant atteindre 5,5% dès le mois de mai pour quelque 3,7 millions de salariés. Une offre présentée par le patronat, qui proposait des augmentations de 2,3% à partir de juillet, a été rejetée.

"*Ce n'est pas suffisant. IG Metall s'attend à une offre susceptible de servir de fondement à un accord. C'est pour cela que nous maintenons la pression*", a déclaré Berthold Huber, le président d'IG Metall.

Les syndicats estiment que les augmentations de salaires auraient des effets bénéfiques pour l'économie, puisqu'il en résulterait une hausse de la consommation.

Pour le patronat, au contraire, la détérioration des perspectives économiques doit inciter à la modération, faute de quoi les hausses de salaires risquent de se traduire par des suppressions de postes.

Les prochaines discussions dans la métallurgie et l'électricité sont prévues le 7 mai dans le Bade-Wurtemberg et le 8 mai en Bavière. Le premier Land où est passé un accord donne en général le la pour l'ensemble du secteur. Reuters 02.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 mai 2013

## CAUSERIE

Rédigé vendredi soir.

Qu'est-ce qu'on a encore bossé au mois d'avril ! Et puis on a encore abordé un tas de questions, sans a priori, j'en ai encore un paquet en magasin, on ne peut pas toutes les traiter à la suite, on profite de l'actualité, c'est plus vivant, cela parle d'avantage aux lecteurs, le site est fait pour cela, pour vous. Personne ne pourra dire qu'on est sclérosé, en se posant autant de questions c'est impossible on finirait par se contredire et raconter n'importe quoi, ce serait intenable. On procède à la fois comme Marx et Diderot, ce sont de bonnes méthodes pour débayer le terrain et avancer.

Demain tous à la Bastille pour en finir avec la totalité des institutions de la Ve République qui comprend le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, souvenez-vous que le premier décret de la Commune de Paris consista à aboier l'armée et à armer le peuple. Désarmer l'ennemi pour le vaincre, cela va de soi, c'est élémentaire n'est-ce pas, c'est trop simple. Ceux qui rejettent cette perspective tiennent un double langage, il faut les démasquer et les placer face à leurs contradictions, leur argumentation est incohérente, il est facile de le démontrer.

Il faut faire table rase du passé, liquider l'ancien régime et passer au socialisme, il n'existe pas d'autre voie et toute demi-mesure ouvrirait la voie à la réaction, à la dictature fasciste, voyez ce qui est en train de se passer en Grèce, souvenez-vous de ce qui s'est passé autrefois au Chili, en Espagne.

C'est le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des 25 pays de l'UE qui va adopter les budgets nationaux des différents Etats une fois passés par le roulerau compresseur de la Commission européenne, budgets nationaux placés sous la tutelle du TSCG qui consisteront à poursuivre les programmes de guerre du capital contre les travailleurs et la jeunesse de toute l'Europe.

Ce sont donc les institutions nationales dans chaque pays qui vont l'adopter et seront chargées de l'appliquer. C'est donc contre ces institutions que doit être impérativement axée notre politique, non pas pour qu'elles en changent, une fois établi le constat

que c'était totalement impossible, pourquoi, tout simplement parce qu'elles ne font que remplir la mission pour laquelle elles ont été fondées, mais dans la perspective de les renverser, de prendre le pouvoir.

Voilà sur quelle orientation politique nous appelons les militants et les travailleurs à manifester le 5 mai, contre le gouvernement, pour l'abolition des institutions de la Ve République, pour la rupture avec l'Union européenne, le FMI et l'ONU, l'OTAN, pour une République sociale issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées portées au pouvoir, conditions politiques indispensables pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et satisfaire nos revendications sociales légitimes, en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté, tous les maux de la société qui ont pour seule origine la survie du capitalisme.

Samedi matin et après-midi.

J'archiverai les articles d'avril ce soir ou demain. Je formaterai (pdf) aussi les causeries et les articles de presse d'avril demain également ou lundi.

Bon week-end à tous et bonne manif demain.

La bonne nouvelle, ce n'est pas que les appareils corrompus de la CGT et de FO ont refusé de signer l'accord du 11 janvier, rappelons que sans leur participation au "*dialogue social*" dans lequel s'est inscrit cet accord, jamais il n'aurait pu voir le jour.

La bonne nouvelle, ce n'est pas non plus que le "*syndicalisme rassemblé*" en aurait pris un coup dans l'aile parce que la CGT n'a pas manifesté avec la CFDT le 1er mai, foutaise, d'ailleurs Lepaon l'a profondément regretté en ajoutant qu'ils se retrouveront sur d'autres dossiers, on n'en doute pas un seul instant.

Dans les deux cas, ces appareils ont opéré un retrait tactique pour conserver le contrôle de leur syndicat, sur ce plan-là il n'y a absolument rien de changé, c'est cela l'essentiel et non les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils auxquels se livrent ceux qui prétendent autre chose. Tenir compte des contradictions qui s'expriment dans les syndicats ou différents partis, les exploiter, d'accord, tout dépend d'une part de quelle manière on les caractérise, ensuite dans quelle perspective politique, ce que l'on compte en faire et là on n'est pas du tout d'accord.

La véritable bonne nouvelle est ailleurs, elle réside dans le fait que plus de la moitié de la population a commencé à comprendre quels étaient les rapports entre le gouvernement, les institutions, les partis, le capitalisme, la finance et les médias au grand dam de ces derniers qui assimilent ce niveau de conscience supérieur à l'adhésion à la "*théorie du complot*".

Vous qui militez dans différents partis, observez quel usage feront vos dirigeants de cette information, s'ils y feront allusion ou non, ce sera révélateurs de leurs véritables intentions.

Diffusez des bonnes nouvelles aux militants et aux travailleurs, on ne demande pas mieux, leur raconter des histoires, on s'y refuse.

Dans chaque pays de l'UE, le gouvernement et les institutions sont les bras armés de l'oligarchie financière, des capitalistes. Couper ces bras revient à leur interdire de nous frapper pour ensuite les terrasser, les vaincre. Orienter les masses vers la troïka revient à soulager, soutenir le gouvernement et les institutions de la Ve République.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Bonne nouvelle !

- Vendredi 3 mai : la Bourse de Paris à son plus haut niveau depuis près de deux ans - LePoint.fr

### La couleur brune.

- François Hollande, le président qui se voulait caméléon mais qui ne trouvait jamais la bonne couleur - Atlantico.fr

### Vive les narco-Etats !

- A Mexico, Obama salue l'émergence d'un "*nouveau Mexique*" - Reuters

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Question : Pourquoi ne pas y répondre ?

"Nous avons un gouvernement de gauche qui nous a prouvé qu'il est le sponsor officiel des paradis fiscaux", a expliqué à la presse Olivier Besancenot qui venait de pénétrer dans la cour de la Banque de France. "Pourquoi le gouvernement ne retire-t-il pas les accréditations à toutes les banques qui ont des filiales dans des paradis fiscaux ?", a-t-il interrogé. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.05

Question : Comment un gouvernement pourrait-il à la fois être "le sponsor officiel des paradis fiscaux" et être de gauche ? Notre réponse, c'est qu'en réalité il est de droite.

Question : Mais pourquoi Besancenot ne peut-il pas arriver à la même conclusion ? Parce que lui il est incapable de rompre avec le PS, CQFD.

La différence fondamentale, c'est la méthode du socialisme scientifique.

La différence fondamentale qui existe entre Besancenot et bien d'autres ailleurs qu'au NPA et nous, c'est que lui passe son temps à poser des questions sans proposer de réponses, alors que nous, nous nous faisons un devoir d'en proposer étayées sur l'analyse de multiples hypothèses, facteurs, rapports, etc. à partir des faits.

L'art consommé de l'opportunisme, du dilettantisme, que l'on pourrait appeler de l'inconsistance, du charlatanisme ou encore de brasser du vent en donnant l'impression d'avoir analysé à fond une question, consiste à poser une question sans y répondre, à en poser parfois plusieurs et de s'arrêter en court de route, avant la ou les prochaines questions qui, s'il devait y répondre, contrediraient les réponses qu'il a apportées aux questions précédentes ou plus généralement les conclusions qu'il en a tirées, le mettrait en difficulté pour justifier la ligne politique de son parti, sa conception de la lutte de classe, au-delà dévoilerait que son interprétation de la société présente de graves lacunes, ses véritables intentions, etc.

La méthode de Marx consistait à aborder un facteur ou un rapport à partir des faits et de se poser autant de questions qu'il était possible jusqu'à leur épuisement dans le cadre du processus dialectique (dynamique ou historique) dans lequel il s'inscrivait, pour ensuite en réaliser la synthèse ou les formuler sous une forme théorique, incluant leurs tendances principales ou évolution possible permettant de définir de quelle manière on pourrait agir dessus sur le plan pratique ou de les retranscrire sous forme de tâches et d'objectifs politiques. Cette brève définition du marxisme me semble conforme à l'original : un guide pour l'action, pour transformer le monde.

Le marxisme part uniquement des faits qui sont le produit de l'action inconsciente des hommes sur la matière, la nature, la société, les analyse dans leurs rapports dialectiques, pour déboucher sur une conclusion pratique, l'action consciente des hommes sur la matière, la nature, la société et la boucle est bouclée. Ce qui distingue la première phase de la seconde ne vous aura pas échappé.

C'est tout bête en somme, pour que l'homme parvienne à faire son histoire consciemment il lui suffit (aujourd'hui) de partir des faits et leurs rapports et de les analyser dans leur développement ou devenir, c'est ainsi qu'il parvient à cette compréhension, à ce niveau de conscience supérieure.

J'ai rajouté "aujourd'hui", car c'est seulement depuis l'avènement du capitalisme qui a engendré un formidable développement des forces productives, des sciences et des techniques, des connaissances en général, qu'il est possible à l'humanité de satisfaire tous ses besoins matériels, de se libérer du règne de la nécessité, à l'homme de comprendre les facteurs historiques qui ont été à l'origine de la civilisation humaine, se les approprier pour faire consciemment sa propre histoire, ce qu'il ne peut accomplir qu'en se libérant des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme qui sont autant d'entraves à sa liberté et à la compréhension de sa propre nature, de la nature en général.

Parvenu à ce niveau-là, c'est un fait établi, reconnu. Conspirateur, c'est celui qui la dénonce qui l'est ! La preuve.

- Un Français sur deux croit en la théorie du complot - LePoint.fr

La théorie du complot ? La rengaine est vieille, mais toujours d'actualité. C'est ce que révèle une étude de grande ampleur publiée ce vendredi par Le Monde. D'après un sondage réalisé par Opinion Way, mené auprès de 2.500 personnes juste après la présidentielle, 51% des Français approuvent l'énoncé "Ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France. On ne sait pas en réalité qui tire les ficelles". 22% des sondés sont "totalement d'accord" avec ces idées, et 29 % sont "plutôt d'accord".

Ils en ont apparemment quand même une petite idée. (ndlr)

Mais quels groupes spécifiques "*tirent les ficelles*" du monde ? La finance internationale, répondent trois sondés sur quatre, toutes tendances confondues. 45% des Français pensent également que les médias sont aux manettes. 44% des sondés se méfient des "*autres pays qui cherchent à nous dominer*". LePoint.fr 03.05

Voilà une nouvelle plutôt rassurante ! Comme quoi il ne faut jamais désespérer camarades.

L'oligarchie financière dominée par le cartel des banquiers de la Fed et flanquée de son élite intellectuelle comprenant les médias, le tout sous la tutelle militaire du Pentagone et de la CIA, de l'impérialisme américain, bravo, c'est bien le cocktail du Nouvel ordre mondial qui "*tirent les ficelles*" !

Effectivement, la politique appliquée par tous les gouvernements depuis 40 ans et adoptée par les institutions de la Ve République est dictée par l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed ou plus largement des pays occidentaux cooptés au sein du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale et d'autres institutions encore plus opaques.

En réalité, ils contrôlent l'ensemble des institutions internationales économiques et politiques qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ONU, UE, BCE, FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc. Certains le savent depuis longtemps, d'autres l'ont découvert récemment, faisons en sorte que plus personne parmi les travailleurs l'ignore dans un proche avenir. Et tirons sans sommation à boulets rouges sur tous les charlatans ou illusionnistes qui le nient encore.

Le gouvernement en est le complice, il en est le porte-parole, l'exécutant zélé et docile de la politique dictée par le marché, les banquiers via l'UE, d'ailleurs quand on prend la peine d'écouter attentivement le discours des différents ministres (ou dirigeants du PS ou de l'UMP), on s'aperçoit qu'ils ne s'en cachent même plus, ils ne cessent de répéter qu'ils doivent respecter impérativement telle ou telle critère (TSCG, Maastricht, etc.) pour ne pas s'attirer les foudres du marché, ils sont aux ordres quoi, ce sont des laquais, des hommes de paille de la finance qui nous gouvernent, lorsqu'ils n'en sont pas issus directement. Ne jamais perdre de vue qui décide en dernier ressort : le gouvernement et le Parlement, les institutions de la Ve République et non la troïka ou les banquiers.

C'est tellement visible, entré dans les moeurs on pourrait dire, que parler de "*complot*" démontre uniquement que les médias sont totalement inféodés à l'oligarchie financières, d'ailleurs ils appartiennent pratiquement tous à des holdings à la tête desquels se trouvent des banquiers, Le Monde, Le Figaro, Libération, etc.

Là où il y a véritablement complot, c'est justement dans l'attitude des médias et bien d'autres acteurs qui nient les faits, la réalité, qui s'emploient ainsi à empêcher les masses d'en prendre conscience et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent : balayer le capitalisme, exproprier les banquiers et par là couper les vivres aux médias à leur service, briser le lien qui existe entre l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle qui propage l'idéologie nauséabonde néolibérale, dont l'aboutissement réside dans l'établissement d'une dictature mondiale basée sur le modèle d'une monarchie absolue, d'un gouvernement mondial ou Nouvel ordre mondial une fois les masses réduites en esclavage et dépourvues de tous droits sociaux et politiques.

Si Le Monde et d'autres médias montent au créneau sur ce thème, c'est qu'il y a vraiment péril en la demeure, ils ont conscience qu'ils sont en train de perdre le contrôle des masses et que dès lors tout peut arriver. Ils commettent là une grave erreur, mais il semble qu'ils en aient décidé ainsi parce qu'ils n'ont plus le choix, ils sont acculés, il faut bien comprendre que jamais la rédaction du Monde n'aurait été autorisée à traiter ce sujet de cette manière-là sans autorisation de ses banquiers.

Le problème pour ce qui nous concerne, c'est qu'aucun parti ouvrier n'a pris conscience de la nécessité d'aborder cette question du pouvoir occulte de la finance ou plutôt qu'elle "*tire les ficelles*". Pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas aborder les rapports de la finance avec les institutions, le gouvernement, ce qui les obligerait à tirer la conclusion que le gouvernement ne peut pas être de gauche, pas davantage le PS, et que par conséquent il faut axer le combat politique à la fois contre le gouvernement et les institutions, sauf qu'ils continuent d'entretenir des rapports avec eux, ils se refusent à caractériser le PS pour ce qu'il est, ils ne veulent pas rompre avec le PS et les institutions, leurs petites combines, leurs misérables intérêts d'appareil l'emportent sur la nécessité d'élever le niveau de conscience des travailleurs du fonctionnement de la société et du monde.

Cette question est quelque part déterminante parce qu'elle permet aux masses de prendre leur distance ou de rompre avec l'idéologie dominante, condition pour qu'une révolution triomphe. Nous devons encourager tout ce qui permet aux travailleurs de mieux comprendre dans quel monde nous vivons.

De notre côté nous sommes cohérents avec notre engagement en publiant dans le portail des milliers d'articles de différentes sources qui concourent à alimenter la réflexion et à améliorer le niveau de conscience des militants et travailleurs.

[Parole d'internaute.](#)

1- Un pays qui n'a pas le pouvoir de gérer sa monnaie, qu'on vienne pas me dire qu'il s'auto-gouverne. Ce sont les techniciens administrateurs de Bruxelles qui dirigent la France.

2- Cela fait belle lurette que des groupes mafieux ont mis la main sur le système politique français! En particulier, "Le Siècle", une filiale du club de Bilderberg et La French American Foundation, une filiale du Council on Foreign Relations, dont le programme 2008-2013 est connu sous le nom de "Nouvel Ordre Mondial". Comme les responsables de la presse en font aussi partie, l'intox va continuer de plus belle... Résistance!

3- C'est pas la théorie du complot, n'importe quoi... Officiellement 80% des textes de lois votés par le Parlement français = textes rédigés par les techniciens administrateurs de l'Union Européenne. Il n'y a aucun secret, c'est officiel.

Donc comment prétendre que l'Etat français dirige quelque chose ? C'est Bruxelles qui dirige la France, c'est la BCE qui dirige notre économie, c'est l'OMC qui dirige notre politique commerciale.

4- Y'a pas de complot, c'est un état de fait admis par nos élites elle-mêmes.

5- Pour certains journaux, toute information venant d'ailleurs que leur source est une "*théorie du complot*". On dirait que leurs journalistes sont les seuls qui ont avalé la pilule de vérité qui était disponible en stock limité et que par conséquent eux seuls détiennent la vérité.

Bruxelles dirige toute la zone euro comme dans une dictature. Impossible de faire les référendums, impossible d'en sortir librement, on dirait une secte pernicieuse

6- A ce niveau la c'est plus du complot

7- 1 français sur 2 a lu le traité européen, quoi.

8- Il n'y a peut-être pas de complot proprement dit, mais il y a eu réellement un accord tacite sur le système économique, i.e. le modèle capitaliste, à adopter par les dirigeants des pays européens comme contre-partie de leur libération par les Américains juste après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Afin de discréditer les gauches révolutionnaires, des attentats "*terroristes*" meurtriers tels celui du 2 août 1980 de la gare de Bologne, et faisant 85 morts et 200 blessés, ont été perpétrés par des groupuscules d'extrême-droite sous l'oeil plus que bienveillant des Américains dans le cadre de Gladio et dans d'autres pays du réseau dormant de Stay Behind... Ces faits historiques sont malheureusement véridiques.

9- « *Certains croient que nous (les Rockefeller) faisons partie d'une secrète cabale travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, me caractérisant moi et ma famille comme des " internationalistes " conspirant avec d'autres, partout dans le monde pour construire une structure unique mondiale politique et économique, si vous voulez. Si c'est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* » Rockefeller, David - Citation dans ses mémoires, pages 405.

10- Le Monde baptise cela "*la théorie du complot*" pour essayer de discréditer une réalité dont ses propriétaires Niel, Bergé, Pigasse font pourtant partie : les réseaux financiers ou autres, qui sont multinationaux et n'ont rien à faire de nos intérêts nationaux !

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Le 5 mai : abattre les institutions de la Ve République.

"*Il y a une gauche dans ce pays et vous allez la voir le 5 mai*": Jean-Luc Mélenchon entend dimanche après-midi à Paris, avec ses partenaires du Front de gauche, faire de la marche "contre l'austérité", une démonstration de force, la veille du premier anniversaire de l'accession à l'Élysée de François Hollande.

"*D'échec, il n'y en aura pas, ce n'est pas possible, parce que ce nous sommes en train de faire est une chose inouïe. C'est une manifestation de gauche sous un gouvernement de gauche, contre une politique sociale libérale et pour changer les institutions, c'est énorme, personne n'a jamais fait ça. Et vous allez voir le niveau d'éducation et de conscience populaire qu'il y a dans notre pays*", réaffirmait vendredi Jean-Luc Mélenchon, pour qui "*à 100.000 (manifestants) c'est un triomphe*".

En lançant l'idée de cette manifestation "*contre l'austérité, contre la finance et pour la VIe République*" en plein scandale Cahuzac, le porte-parole du Front de gauche (FG) avait parlé d'un "coup de balai". Une illustration du "*parler cru et dru*" du coprésident du parti de gauche (PG) qui n'avait pas plu à tout le monde. "*Pas la bonne expression*", avait rectifié Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et autre porte-parole du FG.

Plusieurs personnalités qui auraient pu être tentées par cette démarche visant à "*appliquer une autre politique*" ont été refroidies par le "*coup de balai*", un an presque jour pour jour après l'élection de François Hollande et le retour d'une partie de la gauche au pouvoir.

Des écologistes participeront au défilé, dont Eva Joly, ancienne candidate EELV à la présidentielle. "*Eva Joly se met dans une démarche individuelle*", estime Pascal Durand. Elle est cependant entourée de plusieurs élus et militants EELV qui, dans une tribune à Médiapart, ont appelé à manifester dimanche.

Autre allié extérieur au Front de gauche : le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. "*Nous appelons à manifester sur nos propres bases*", a toutefois précisé M. Besancenot, qui n'est pas d'accord avec M. Mélenchon sur la VIe République.

"*On ne change pas les choses en changeant les gens, on mettrait les bons à la place des mauvais ? Il faut changer les règles*", a-t-il dit, estimant que si Jean-Luc Mélenchon devenait Premier ministre ce serait, plutôt qu'un coup de balai, un "*coup de plumeau pour nettoyer le mobilier de Matignon*". "*Il faut un maximum de gens*" dimanche, a toutefois précisé Olivier Besancenot qui souhaite qu'après les manifestation "*de la droite et l'extrême droite*", "*la contestation contre le gouvernement change de camps*"

Lutte Ouvrière (LO) ne participera pas. "*Ce n'est pas notre politique, c'est celle de Jean-Luc Mélenchon*", a déclaré à l'AFP Nathalie Arthaud, porte parole de LO. "*Les grandes formules, les envolées, les airs de tribun, tout cela ne suffit pas*", estime l'ex-candidate à la présidentielle. (Normal, LO ignore même qu'il y aurait des institutions dans ce pays ! On le sait bien que ce n'est pas votre politique, on ne peut pas accompagner le PS à chaque élection municipale et rompre avec lui, on comprend. - Ndlr)

"*Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, cela ne changerait rien pour les travailleurs*", ajoute Mme Arthaud, pour qui "*c'est aller d'illusion en illusion*". Quant à la VIe République, "*on ne se reconnaît pas dans cette étiquette*", dit-elle. (Le 5 mai, la question n'est pas Mélenchon ou le programme du FdG, une question "*d'étiquette*", mais de montrer aux masses l'objectif à abattre : les institutions de la Ve République. Manifestement LO n'y tient pas, on a déjà dit pourquoi. - ndlr)

Des syndicalistes, des militants associatifs, des sympathisants sont également annoncés pour ce grand défilé, de la Bastille à Nation. "*Plus d'une centaine de bus*" étaient déjà prévus en début de semaine selon Marie-Pierre Vieu, responsable de la coordination nationale du Front de gauche.

"*Cela s'annonce comme une grande marche (...) il y aura beaucoup de monde*", prédit Pierre Laurent, dont le parti fournira le gros des troupes mobilisées dimanche. "*Il y a, fait-il valoir, dans le peuple de gauche le sentiment qu'on a besoin de cette remobilisation pour ne pas se laisser enfermer entre l'échec du gouvernement et la montée de la droite et l'extrême droite*". AFP 03.05

### [Au-dessus des lois.](#)

Le ministère de la Santé a ordonné jeudi l'ouverture d'une enquête après des révélations sur la commercialisation, par un laboratoire français, de prothèses de hanche non homologuées.

La ministre, Marisol Touraine, a précisé qu'un millier de prothèses avaient été retirées du marché mais qu'il n'était pas question pour l'instant de demander le retrait de celles déjà implantées.

Selon Le Parisien, ces prothèses fabriquées par le laboratoire Ceraver, une PME française, ont été posées sur 650 patients dans une soixantaine d'hôpitaux entre 2009 et 2012.

Interrogé jeudi matin sur plusieurs radios, le directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), François Hébert, a souligné que, à ce stade, les enquêtes n'avaient pas fait apparaître de "*risque sanitaire avéré*".

"*Il s'agit d'un problème d'autorisation administrative qui n'a pas été obtenue*", a-t-il dit sur BFM.

Interrogé par Le Parisien, le PDG de Ceraver, Daniel Blanquaert, reconnaît avoir distribué ces prothèses sans autorisation mais estime que les modifications apportées à ses produits étaient "*mineures et ne justifiaient pas de nouvelle certification*".

L'enquête menée contre Ceraver a par ailleurs fait apparaître que le laboratoire avait effectué des essais sur l'homme de tiges métalliques de prothèses revêtues d'un tissu anti-bactérien sans autorisation.

Ces tiges ont été implantées en 2011 dans le fémur de quatre patients de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne (Hauts-de-Seine). Le Parisien fait état d'essais cliniques de ce revêtement qui se seraient soldés par la mort d'une souris sur deux, ce que conteste Ceraver. Reuters 02.05

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grande-Bretagne

Le Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a réalisé une forte percée lors des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles et pourrait troubler le jeu politique avant les élections nationales prévues pour 2015.

Avec 26% des voix selon les résultats partiels, cette formation anti-européenne et anti-immigration signe la meilleure performance électorale pour le quatrième parti du pays depuis la Seconde Guerre mondiale.

Présent au parlement européen, l'UKIP n'a pas de député à la Chambre des Communes au parlement britannique, mais son poids croissant risque de peser sur les positions du gouvernement Cameron en ce qui concerne l'Europe et l'immigration.

En outre, l'UKIP est arrivé en deuxième position, devant les conservateurs du Premier ministre David Cameron, dans une élection législative partielle dans le nord de l'Angleterre remportée par le Parti travailliste.

"*Cela démontre que nous sommes un parti sur une trajectoire (ascendante)*", s'est réjoui Paul Nuttall, le numéro deux d'UKIP, à la BBC. "*Les électeurs votent pour nous car nous avons remporté la bataille des idées sur l'immigration et sur l'Union européenne*".

La victoire des travaillistes était attendue dans cette circonscription où ils sont majoritaires depuis 1935 mais, dans le contexte d'une faible participation, le Labour a largement reculé, obtenant à peine plus de 50% des suffrages.

Attendus ce vendredi, les résultats définitifs des élections municipales en Angleterre et au Pays de Galles, où 2.000 sièges sont en jeu, devraient confirmer la bonne tenue de l'UKIP.

"*C'est inquiétant pour les trois partis principaux*", a déclaré Tony Travers, directeur de la London School of Economics, à propos de la percée de l'UKIP. "*Personne ne sait si l'UKIP n'est qu'un feu de paille*." Reuters 03.05

#### 2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé vendredi l'ancien président de Colombie Alvaro Uribe de fomenter un plan pour l'assassiner avec la complicité de certains responsables de la droite (opposition) vénézuélienne.

"*Uribe est à la tête d'un plan pour m'assassiner. Uribe est un assassin, j'ai déjà suffisamment d'éléments (pour affirmer) qu'il est en train de conspirer. Il y a des secteurs de la droite vénézuélienne en communication avec lui dans cette optique*", a affirmé M. Maduro dans un discours face à des employés du métro de Caracas.

Par ailleurs, M. Maduro a de nouveau accusé certains tenants d'une "*droite fasciste*", basés au Venezuela et à l'étranger, de vouloir le "*renverser*" ou le faire "*disparaître physiquement*" aux fins de semer "*l'anarchie*" dans le pays.

Il a même assuré que des hommes armés seraient prêts à entrer sur le territoire par l'Amazonie (sud) pour lancer une attaque contre sa personne. AFP 03.05

#### 3- Jordanie

Le secrétaire général du front Amal islamique de Jordanie (Frères musulmans) a prédit que la Jordanie sera le second pays après l'Egypte à être conquis par la confrérie. Dans une vidéo postée sur le web, Maza Mansour s'exprime devant une université jordanienne. "*Nous avons gagné l'Egypte, nous gagnerons la Jordanie*" ! Ces propos ont suscité l'appropriation et l'enthousiasme des étudiants en majorité partisans des Frères.

Sur les réseaux sociaux les voix hostiles sont toutefois plus audibles que celles des partisans de la confrérie : "*nous soupçonnons les Frères d'avoir un projet universaliste qu'ils comptent mettre en application au risque de renoncer à l'identité nationale*." Les Frères jordaniens font partie d'une des branches les plus extrémistes de la confrérie et revendique des centaines de combattants salafistes en Syrie . Selon les analystes , les Frères jordaniens sont en rapport avec les services secrets britanniques. french.trib.ir 03.05

#### 4- Iran-

4.1- C'est Times of Israel qui le dit : Le secrétaire à la défense Hagel aurait affirmé au ministre de la guerre sioniste que son pays penserait plus sérieusement à l'option de la guerre contre l'Iran et ses conséquences après la présidentielle iranienne.

" *Hagel et ses compagnons auraient promis d'orienter leurs efforts vers une confrontation armée contre l'Iran après la présidentielle iranienne et en cas d'échec de la diplomatie*". Wall Street Journal a révélé l'existence d'une nouvelle génération de bombes anti bunker US, seules capables de détruire des sites nucléaires iraniens. Ces bombes sont aussi promise à Israël s'il n'agit pas seul pour entrer en guerre contre la RII. french.irib.ir 03.05

4.02- Une coalition officieuse composée de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, des Emirats , de l'Autorité palestinienne, de la Turquie et d'Israël a vu le jour pour contrer l'Iran. C'est ce qu'affirme Alex Fishman , analyste militaire sioniste , cité par Al Qods Al Arabi. " *C'est une coalition qui est présenté avec le nom de code 1+4 dans la correspondance du département d'état et dont le principal objectif est de contrer l'Iran et la Syrie et le Hezbollah* ". " *Les Etats-Unis ne parle pas d'une nouvelle Otan et à ce stade des choses, il n'est question que de rencontre et d'échange d'informations et de renseignements sécuritaires entre les responsables de ces pays. une seconde étape vise à neutraliser ce que cette coalition qualifie d'actes terroristes (ndlr: qualificatif paradoxal dans la mesure où cette coalition est le plus grand sponsor du terrorisme salafiste)*" selon le journal ; des difficultés risquent de paraître quand les Américains chercheront à approcher Riyad et Tel Aviv mais de multiples rencontres se déroulent en ce moment entre les deux parties qui partagent de nombreux intérêts et qui peuvnet finalement les rapprocher.

La poignée de main du ministre saoudien de la défense et son homologue sioniste à Berlin et au cours de la conférence des ministres de la défense de l'Otan reste ancrée dans les mémoires. Entre la jordanie et Israël les coopérations sont autant significatives ; les israéliens participent à l'heure qu'il est à la formation des rebelles dans des camps en Jordanie, rebelles qui pertent ensuite pour combattre en Syrie. Quant à la Turquie, l'Iran et la Syrie présentent pour elle une menace au même titre que pour Israël. Outre des relations commerciales très étendues, Ankara et Tel Aviv souhaitent affronter ensemble cette menace commune. Pour les Etats-Unis, l'Egypte n'a qu'un " *demi gouvernement, d'où leur désintérêt pour cet Etat et sa présence au sein de cette coalition anti-iranienne. Par contre, le Qatar et Bahrein sont deux autres emirats que les Etats-Unis aimeraient voir au sein de cette coalition qui a pour l'objectif la mise au pas de l'iran , la rupture totale de ses liens avec la Syrie*". french.irib.ir 02.05

#### 5- Arabie Saoudite

Les autorités saoudiennes ont fait passer à l'interrogatoire 4 membres d'une organisation, nouvellement, instituée, dans le but de fermer cette organisation, a annoncé " *Amnesty international*", en allusion aux tentatives du régime des Al-e Saoud, de fermer les organisations non-gouvernementale de défense des droits de l'Homme, a indiqué, aujourd'hui, l'agence de presse libanaise. " *Les autorités saoudiennes ont accusé 4 activistes des droits de l'Homme de soutenir et de faire de la propagande, pour une organisation non autorisée et d'avoir créé un site, sur Internet, sans en obtenir l'autorisation*", a ajouté " *Amnesty International*", en allusion aux lacunes des législations, en Arabie, sur les modalités de créer des ONG. french.irib.ir 02.05

#### 6- Syrie.

6.1- Mercredi, lors d'un entretien avec la télévision libanaise, Alexandre Zasytkin a affirmé que son pays ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. " *Nous ne voulons pas que l'utilisation des armes chimiques, en Syrie, devienne un prétexte, pour fomenter des complots contre la Syrie*", a souligné Alexandre Zasytkin. " *La propagation de la menace du terrorisme et de l'extrémisme, dans la région, portera atteinte aux intérêts des pays de la région*", a fait savoir l'ambassadeur russe, au Liban, Alexandre Zasytkin, en allusion au fait que la Russie ne souhaite pas que le scénario des armes chimiques, en Irak, se répète, en Syrie. french.irib.ir 02.05

6.2- La Russie a averti le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite contre toute attaque contre les intérêts russes, en Syrie.

Selon le site du quotidien palestinien, " *Al-Manar*", les sources diplomatiques ont déclaré à ce site que les dirigeants russes ont, par écrit, mis en garde ces trois pays en question contre toute atteinte aux intérêts russes, en Syrie, par les groupes terroristes soutenus par ces pays. D'après ces sources, Moscou a averti Ankara, Riyad et Doha que les bandes terroristes avaient essayé, il y a quelques jours, de détruire, en vol, un avion de ligne russe. Moscou a souligné que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite seraient responsables de toute attaque contre les intérêts russes et que la Russie était capable de défendre ses intérêts et ses ressortissants, à travers le monde. french.irib.ir 02.05

---

## SOCIAL

#### 1- Slovénie



Le gouvernement de centre gauche slovène, en place depuis six semaines seulement, prépare fiévreusement un plan d'action pour éviter un recours à une aide internationale, une tache perturbée cette semaine par une sévère dégradation de la note du petit pays de la zone euro.

Pour stabiliser le budget, le plan d'action prévoit de nouvelles coupes dans les salaires de la fonction publique, une augmentation de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore la création d'un "*impôt de crise*" temporaire qui toucherait l'ensemble des citoyens.

Une ou deux entreprises publiques devraient également être privatisées, dont une banque, d'ici à la fin de l'année. AFP 03.05

## 2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi une série de coupes sévères dans les dépenses publiques pour permettre au pays, sous assistance financière, de respecter ses engagements budgétaires au moment où les politiques d'austérité suscitent mécontentements et doutes à travers l'Europe.

Dans un discours à la nation, Pedro Passos Coelho a annoncé le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein à 66 ans et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures pour les fonctionnaires. Leur nombre devrait être réduit de 30.000 sur un total d'environ 700.000 par le biais de départs volontaires.

Les sévères mesures de rigueur énumérées par le Premier ministre représentent des économies de 4,8 milliards d'euros d'ici 2015, dont 1,3 milliard d'euros rendues nécessaires par la décision prise début avril par la Cour constitutionnelle invalidant plusieurs dispositions du budget de l'Etat pour 2013, caractérisé par des hausses d'impôts sans précédent.

Dans ses prévisions économiques publiées vendredi, la Commission européenne s'est à nouveau inquiétée des "*incertitudes*" créées par le verdict de la Cour constitutionnelle.

Le Premier ministre a par ailleurs assuré qu'il n'augmenterait pas davantage les impôts afin de ne pas "*compromettre les perspectives de reprise économique, de l'emploi et de l'investissement*", alors que l'économie du pays doit reculer de 2,3% cette année et le chômage dépasser le taux record de 18%.

Pressé par ses créanciers, qui voient dans le consensus politique un des éléments clés de la réussite du plan de sauvetage du Portugal, le Premier ministre a appelé au dialogue avec les partenaires sociaux et les partis politiques, visant en particulier le Parti socialiste, principale formation de l'opposition. AFP 03.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 mai 2013

## CAUSERIE

Si vous exigez une hausse de salaire, le gouvernement et le patronat vous sortent que c'est impossible parce que cela menacerait l'emploi, la compétitivité des entreprises, pendant que la moyenne des rémunérations des patrons du CAC40 en 2012 a dépassé 2 millions d'euros, et alors qu'il y a déjà officiellement plus de 5 millions de chômeurs dans le pays, il faut donc en déduire que les salaires des travailleurs sont trop élevés et qu'il faudrait les réduire car ils sont à l'origine du chômage de masse, sans toucher aux rémunérations exorbitantes des patrons qui sont tout à fait légitimes, c'est le sens de leurs discours sur la croissance dans lequel se situe l'accord patronal du 11 janvier 2013 que soutient le gouvernement.

Si vous vous mobilisiez contre la politique antisociale ou d'austérité du gouvernement, vous porteriez la responsabilité de préparer le retour de la droite ou l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, et non cette politique réactionnaire que les masses laborieuses rejettent massivement.

Autrement dit, vous devez subir, vous sacrifier, accepter de vivre toujours plus mal et de voir vos droits politiques piétinés sans réagir. Telle est la conception de la démocratie du PS, dans d'autres pays ou à une autre époque on appellerait cela une dictature.

Sans partager les mots d'ordre des organisateurs de la manifestation à Paris le 5 mai, nous avons décidé d'appeler à y participer avec nos propres mots d'ordre, car en mettant en avant celui d'une VIe République se trouve posée la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République qui incarnent ce régime antidémocratique, cette dictature.

Ceux qui sous différents prétextes ont décliné leur participation à cette manifestation témoignent ainsi leur attachement à ces institutions.

Sans préjugé des intentions des organisateurs que nous connaissons parfaitement et que nous ne partageons pas, nous estimons que cette initiative présentait l'avantage de désigner aux travailleurs l'obstacle à abattre, la tâche politique qu'ils ont à accomplir, la voie dans laquelle ils doivent orienter leur combat pour pouvoir par la suite entrevoir la satisfaction de leurs revendications sociales.

Il est clair depuis déjà de nombreuses années, qu'il ne sera pas possible de stopper l'engrenage sans fin de la régression sociale généralisée mise en oeuvre par le gouvernement et le Parlement sans les renverser et prendre le pouvoir.

La crise du capitalisme exige que cette politique antisociale soit appliquée par le pouvoir exécutif et législatif avec détermination et persévérance et menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques qu'incarne l'Union européenne et demain le marché unique transatlantique, étape déterminante vers l'établissement d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale de la finance.

Les masses exploitées sont très hétérogènes, certaines couches ont commencé à prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ne croient plus aux balivernes que leur racontent le gouvernement et les partis de droite comme de gauche, elles rejettent les institutions ou sont mûres pour rompre avec elles, il est donc de notre devoir de leur proposer une issue politique qui répond à ce rejet et à la question du pouvoir ainsi posée, tandis que l'extrême droite se nourrit de ce rejet ou tente de le récupérer à son profit.

La question n'est pas de savoir si nous avons ou non les moyens de changer le cours des choses ou de modifier la situation ou encore d'empêcher le FN de développer sa politique nauséabonde, nous savons que nous n'en avons pas les moyens, et même si nous les avions cela ne changerait rien au fait que nous sommes uniquement comptable des objectifs que nous pouvons atteindre dès lors qu'on se donne la peine d'exposer la situation aux travailleurs sans leur raconter d'histoires et de leur proposer une politique résolument révolutionnaire, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on se destinerait à renverser le régime demain matin...

L'hétérogénéité des situations et des revendications des masses pose la question de leur convergence vers un même objectif politique qui peut les rassembler ou les unir afin de les aider à se dresser contre le régime pour le vaincre. Le combat pour défendre tous nos droits ou acquis sociaux ne présente un intérêt que s'il se situe dans cette perspective politique, ainsi tout recul du gouvernement serait un appel à continuer le combat jusqu'au bout, sachant que pour une revendication qui serait éventuellement satisfaite cent autres ne le seraient pas, fort de cette expérience le prolétariat serait encouragé à se saisir de cet objectif politique qui incarnerait la satisfaction de l'ensemble de ses revendications. Sinon il est incapable de tirer le moindre enseignement des luttes qu'il mène et il en est toujours au même point.

## Vidéo

Carnets de Syrie (documentaire russe vostfr sur la guerre civile en Syrie) - Publiée le 22 janv. 2013  
[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=BYBFI\\_I31IQ](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BYBFI_I31IQ)

Attention : actes de grande cruauté (plus de 16 ans).

Un impressionnant documentaire diffusé sur Russia 24 sur le coût humain du conflit syrien et l'échelle de dévastation atteinte. Pas de politiques, juste le regard de syriens ordinaires.

## 540

C'est le nombre d'ouvrières mortes dans l'effondrement de l'immeuble où elles travaillaient à Dacca au Bangladesh, deuxième exportateur mondial de textile après la Chine.

Au total 2.437 personnes sur les 3.000 personnes se trouvaient dans cet immeuble au moment du drame, le décompte macabre devrait donc monter à 563 ouvrières sacrifiées sur l'autel du profit des multinationales occidentales.

Selon un responsable de l'enquête, des vibrations dues notamment à de gros générateurs sont à l'origine de l'effondrement de l'immeuble qui était déjà très fragilisé, ont indiqué des témoins.

*"Quatre énormes générateurs étaient installés sur les étages supérieurs de l'immeuble en violation de toutes les règles", a déclaré vendredi Uddin Khandaker, un haut fonctionnaire qui dirige l'enquête diligentée par le gouvernement sur la catastrophe.*

Une douzaine de personnes ont été arrêtée dans le cadre de l'enquête, dont le propriétaire de l'immeuble du Rana Plaza et les quatre propriétaires d'ateliers de confection. (source : AFP 04.05)

## ACTUALITE EN TITRES

[Le monarque, sa cour, ses courtisans, ses serviteurs, ses bouffons...](#)

- Primes : Valls dispose de la plus grosse enveloppe - LeFigaro.fr

Selon les documents budgétaires, le ministère de l'Intérieur est le mieux loti en primes de cabinet. Les proches du ministre toucheraient en moyenne 20.000 euros par an de complément de salaire.

A ce prix-là, on ferme sa gueule et on exécute ! A raser !

[Les laquais de Bruxelles.](#)

- Ni laxisme, ni austérité, la France veut rassurer sur sa conduite budgétaire - AFP

- Pierre Moscovici : "*Il n'est pas question de relâcher l'effort de réduction des dépenses*" - LePoint.fr

- Déficit: des conservateurs allemands mécontents du sursis accordé à Paris - AFP

- Barroso prend la défense de Merkel sur la rigueur budgétaire - AFP

- Déficit - France : la BCE met en garde contre tout relâchement - LePoint.fr

## [Remake](#)

Une banale question sans conséquence

- Les chantiers navals de Saint-Nazaire bientôt en vente ? - LePoint.fr

Une réponse qui se veut rassurante.

- STX: L'activité des chantiers de Saint-Nazaire pas «*menacée*», assurent Montebourg et Moscovici - 20minutes.fr

Cependant le danger se précise.

- Le sud-coréen STX envisage de vendre ses chantiers navals en France - 20minutes.fr

Cela dépend pour qui.

- Le gouvernement sera "*toujours aux côtés*" des chantiers de l'Atlantique - Le Nouvel Observateur

Pour finalement s'avérer fatal toujours aux mêmes.

- "*STX France a besoin de commandes, pas d'un nouvel actionnaire*" - LePoint.fr

[Non, tout compte fait vaut mieux pas.](#)

- Wolfgang Schäuble pas pour un accord fiscal avec la Suisse - Reuters

[Waren Buffet a gagné 51% mais pas la lutte des classes !](#)

- Bénéfice en hausse de 51% pour Berkshire Hathaway - Reuters

Le "***mur des cons***" s'étoffe.

Auréolé. Des tâches !

- Est-ce bien raisonnable d'avoir des auréoles sous les bras ? - LeMonde.fr

Dans le miroir

- Un animal grégaire, un être docile, maladif, médiocre, l'Européen d'aujourd'hui - Atlantico.fr

En détresse.

- Séquestré par vos salariés ? Petit kit de survie pour patrons en détresse - Atlantico.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### **"Changer la vie des Français "... en pire !**

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem : *"Nous, ce dont on parle aujourd'hui, ce sont des réformes pragmatiques qui ont vocation à changer la vie des Français "*

On entend bien, votre seule *"vocation* est de servir les intérêts des capitalistes.

Le spectre de l'extrême droite à laquelle ils fraient le chemin.

- Najat Vallaud-Belkacem *"Si c'est pour renvoyer tout le monde dos à dos, si c'est pour mettre tous les responsables politiques, gauche, droite, dans un même sac, on sait à quoi cela conduit"*

Mais vous y êtes dans le même sac et cela sent très mauvais, vous avez raison ça pue à plein nez la réaction.

- Benoît Hamon, met en garde les manifestants qui s'appêtent à défiler dimanche à l'appel du Front de gauche contre un *"échec de la gauche au pouvoir"*, qui serait *"fatal"*.

- Benoît Hamon- *"Tout ça préparerait le terrain à l'arrivée, non pas d'une autre gauche au pouvoir, mais d'une droite radicale voire de l'extrême droite"*.

Ce qui définit mieux que tout le PS, c'est l'incapacité congénitale de ses dirigeants d'assumer leurs responsabilités, la politique qu'ils appliquent avec toutes ses conséquences.

Si c'est un *"échec de la gauche au pouvoir"* après avoir chassé la droite du pouvoir et que vous considérez que personne d'autre à gauche pourrait faire mieux, sans penser au Front de Gauche en ce qui nous concerne, en suivant son raisonnement cela signifie qu'il n'existe plus que l'extrême droite vers laquelle se rabattre. Remercions monsieur Hamon pour cet exercice de logique imparable !

- Harlem Désir *"... la gauche, ce n'est pas la vocifération, c'est l'action au service de la justice sociale, pour la refondation de l'école"*

Action décriée par les travailleurs et militants qui sont opposés à l'accord scélérat du 11 janvier 2013 et à la réforme de l'école que votre parti veut imposer. Mais vous avez raison, *"vociférer"* ne sert à rien ou ne sera pas suffisant pour obtenir le retrait de toutes les mesures ou lois antisociales que votre parti a adoptées depuis un an et à venir sur les retraites et le financement de la protection sociale, toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides adoptées par les gouvernements précédents et que vous ne comptez pas abolir, contre le gouvernement et les institutions de la Ve République il faut organiser et rassembler l'ensemble des travailleurs pour les renverser et prendre le pouvoir, car il n'existe pas d'autre moyen pour changer de politique, changer la société...

- Harlem Désir : *"On a besoin que toute la gauche, aujourd'hui, se mobilise pour l'action, pour l'emploi, pour la justice sociale (...) Et il n'y a pas une gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon, qui gagnera contre le reste de la gauche"*.

Vous vous mobilisez avec le Medef et les syndicats jaunes, vous vous mobilisez avec la Commission européenne, la BCE, le FMI, etc. qui représentent le capital qui représente la droite, vous ne voudriez tout de même pas après qu'on vous considère comme appartenant à la gauche, il faut être cohérent monsieur Désir et assumer. On va vous dire un truc, la gauche elle

gagnera contre vous, contre la droite

Inversement des rôles.

- Harlem Désir : "*Ses vociférations n'alimentent finalement que l'exaspération*".

Vous prenez vraiment les travailleurs pour des abrutis. C'est votre politique qui les exaspère, non pas qu'ils attendaient forcément une autre politique de votre part, ils la rejettent massivement, voyez les sondages, l'exécutif n'a jamais été aussi impopulaire sous la Ve République en si peu de temps après qu'une nouvelle "majorité" soit parvenue au pouvoir.

On ne vous en veut pas, on ne vous demande rien, on n'exige rien de vous, on n'attend rien de vous, d'ailleurs c'est bien simple, on ne vous adresse même pas la parole, nous menons notre combat en toute indépendance sur le terrain de classe des exploités contre la classe des exploités que vous représentez, vous voyez pas besoin de "*vociférer*".

L'offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre.

Michel Barnier, le membre français de la Commission européenne, a exhorté samedi François Hollande à faire preuve de "*courage politique*" en poursuivant les réformes malgré le répit donné par son institution à la France pour résorber ses déficits.

La France, a-t-il ajouté, doit être en mesure de réduire ses "*frais de fonctionnement*" à un rythme plus lent, comme l'a prescrit sa propre Cour des comptes, et elle en est "*capable comme d'autres l'ont fait, l'Allemagne, les pays nordiques*".

Mais elle doit aussi poursuivre les réformes des retraites et du marché du travail pour améliorer sa compétitivité et inverser la courbe du chômage.

"*C'est aussi un moment de vérité pour le gouvernement qui doit avoir le courage politique de faire ces réformes qui vont parfois être mal comprises, qui vont demander des efforts mais il faut montrer le sens de ces efforts*", a dit Michel Barnier.

On n'en doute pas.

Ce membre de l'UMP a également appelé l'opposition à "*avoir le courage politique de soutenir le gouvernement quand il fera des réformes qui iront dans la bonne direction*".

Message reçu cinq sur cinq par le serviteur zélé de la finance

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'abuserait pas de la liberté donnée par la Commission.

Ce délai de deux ans "*vient consacrer ce que la France a demandé depuis un an : qu'on mette la croissance au premier rang de nos priorités*", a dit le président français.

Il leur a donné des gages.

"*Ne croyez pas pour autant que parce qu'on a cette souplesse, cette liberté, cette capacité qui nous est donnée d'engager notre politique sans avoir une contrainte qui nous empêche d'agir pour la croissance et l'emploi, nous puissions nous dispenser du sérieux budgétaire indispensable*".

En Allemagne, Wolfgang Schäuble a jugé le délai accordé à la France conforme avec les règles du pacte de stabilité réformé "*qui permet une certaine flexibilité*".

"*Mais la Commission a aussi dit, et c'est très important, que des exigences claires pour les réformes nécessaires accompagnent (l'extension)*", a-t-il dit dans l'hebdomadaire Bild am Sonntag à paraître dimanche. Reuters 04.05

Marisol Touraine en a donné un aperçu dans un entretien au journal Le Figaro vendredi, en confirmant que dans le cadre de la réforme des retraites "*un effort sera nécessaire, auquel devront participer tous les Français*". AFP 03.05

Propagande et manipulation des masses. Une arme à double tranchant.

Près de trois quarts des Français se disent hostiles au projet de loi d'amnistie des délits commis lors de conflits sociaux, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest dimanche qui vient confirmer un précédent sondage BVA.

(Normal, ils sont plus des trois quarts à ne participer à aucun conflit social. La conscience de classe des travailleurs n'existe pas dans la même proportion ou n'est guère assurée, en réalité ils partagent davantage celle des bourgeois qui se laissent vivre ou profitent de la société telle qu'elle existe sans se poser de questions ou s'engager pour l'améliorer, encore moins pour la changer. C'est peut-être dure à encaisser pour un militant mais telle est le constat que chacun peut faire, à moins de se leurrer soi-même. Cela dit, lisons la suite. - ndlr)

"*Les Français font preuve d'un rejet massif*", note l'Ifop, 73% d'entre eux se déclarent défavorables à ce projet de loi, contre seulement 27% qui adhèrent au texte.

(27%, ce n'est pas si mal, puisque cela comprend les retraités, sur la base d'environ 46 millions d'électeurs, cela donne 12 420 000 qui soutiendraient ce texte, dites-donc il y a largement de quoi construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, non ?

S'ils ne condamnent pas l'action violente de travailleurs pour défendre leurs droits, avec un peu d'effort ils ne condamneraient de recourir à une action violente, ils adhèreraient au moyen de la révolution pour renverser le régime en place pour peu qu'il s'incarne dans un programme politique cohérent et sérieux défendu par un parti qui devrait l'être également. Vous voyez que tout n'est pas tout noir. Si maintenant nous ne sommes pas capables de s'adresser à ces millions de travailleurs, de les organiser et de construire le parti, il ne faut s'en prendre qu'aux dirigeants de nos partis et non à ces travailleurs. - ndlr)

Deux sympathisants PS sur trois (66%) se disent également défavorables au projet de loi, 29% d'entre eux se disant même "*tout à fait défavorables*".

(C'est dans l'ordre des choses, normal pour un parti de droite, et ce n'est pas un hasard si les sympathisants de l'UMP y sont farouchement opposés dans les mêmes proportions, 68%. - ndlr)

L'institut remarque que les interviewés ont tendance à être de plus en plus hostiles au projet avec l'âge. Ainsi, si 39% des moins de 35 ans sont favorables à la loi d'amnistie sociale, cette proportion tombe à 13% chez les 65 ans et plus.

(Normal, les vieux ne se sentent pas concernés, de plus ils sont faibles physiquement et s'identifient aux victimes de cette violence. - ndlr)

"*La catégorie socioprofessionnelle émerge également comme une variable lourde d'adhésion au texte*", dit l'Ifop : seuls 17% des professions libérales et cadres supérieurs se disent favorables au projet, contre 43% chez les ouvriers.

(Normal, pour les nantis qui ne sont pas foutus de changer une roue par crainte de se faire une entorse au petit doigt ou de changer une ampoule sans craindre de s'électrocuter, partisans de toutes les guerres du moment qu'ils n'entendent pas le bruit du canon ou des gémissements des victimes innocentes agonisantes, toute violence sous leurs fenêtres et qui risqueraient de les atteindre est condamnable.

Pour l'ouvrier au contraire qui est habitué à la dure, à se faire matraquer à longueur de temps par la politique réactionnaires des différents gouvernements, pragmatique par excellence, il considère qu'il arrive un moment où répondre à la violence de l'Etat et du patronat qu'il subit par la violence est légitime. Quelque part, sans en avoir encore conscience il légitime la révolution... - ndlr)

Les catégories franchement opposées se révèlent être les personnes âgées de 65 ans et plus (56%), les catégories socioprofessionnelles supérieures (51%) et les sympathisants de l'UMP (68%).

(Rien de surprenant à cela comme nous l'avons déjà dit. Les vieux aspire à la sérénité, les nantis à profiter de leurs privilèges et les partisans de l'UMP au maintien de l'ordre établi. - ndlr) (source : AFP 04.05)

### [Mort il y a 89 ans, c'est encore leur cauchemar !](#)

- De quoi Lénine est-il mort? - slate.fr

Quel mystère ! Ils doivent craindre qu'il se réveille un jour ou qu'il se réincarne !

- Alors que Die Welt vient d'en rappeler la cause : "*... il s'agissait des conséquences tardives de l'attentat qu'a commis Fanny Kaplan (socialistes révolutionnaires -ndlr) avec un pistolet contre Lénine en 1918. Une balle est restée logée dans le cou, duquel elle n'a été extraite qu'en 1922. Autrefois le médecin de Lénine imputait ses maux de tête à une infection liée au plomb.*"

(Le 3 mars 1918, le gouvernement avait signé le traité de paix de Brest-Litovsk avec les Allemands qui déclencha la furie de la branche gauchiste des socialistes-révolutionnaires qui dans le passé s'était livrée à divers attentats ou assassinats de dignitaires de l'ancien régime. De plus le gouvernement venait de renvoyer sine die la tenue de l'Assemblée constituante sur laquelle comptait

les socialistes-révolutionnaires évincés du pouvoir lors de la révolution d'octobre 1917 pour se refaire une santé... Après (comme avant) la victoire de la révolution, les organisations centristes ou démocrates petites-bourgeoises qui ne saisissent pas le développement de la situation pour faire bref, peuvent se transformer en organisations contre-révolutionnaires, d'où aussi la nécessité parfois de les mâter, au même titre que les anarchistes quand ils présentent un réel danger pour le nouvel Etat ouvrier. Et oui, faire la révolution ou être révolutionnaire ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, ni avant, ni pendant, ni après... - ndlr)

Une équipe de chercheurs américano-russes de l'UCLA, en Californie, vient de publier une étude qui soutient la thèse selon laquelle Lénine, décédé en 1924 à l'âge de 53 ans, aurait été atteint d'une mutation génétique rare qui aurait provoqué les trois accidents vasculaires cérébraux dont il a été victime quelques mois avant sa mort et qui l'ont laissé paralysé.

Le rapport de l'autopsie réalisée sur le corps de Lénine à son décès qui a mis la puce à l'oreille aux chercheurs: «*Les artères cérébrales étaient si calcifiées que lorsqu'on les tapota avec des pinces lors de son autopsie, elles retentirent comme si elles étaient de pierre*», écrivent-ils. slate.fr 04.05

Atteint d'une mutation génétique, Lénine était en réalité un mutant ! Etait-il seulement humain dans le sens humaniste le dirigeant du parti bolchevik et de la révolution d'Octobre, était-ce possible ? Avait-il le coeur aussi sclérosé que les vaisseaux de son cerveau, avait-il une pierre à la place du coeur ce monstre ?

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Afghanistan

Le président Hamid Karzaï a révélé avoir parlé en début de journée avec le chef de l'antenne de la CIA à Kaboul pour lui demander que l'agence de renseignement américaine continue de verser des subsides à l'Afghanistan.

"*Je l'ai remercié pour le soutien qui nous est fourni depuis dix ans et je lui ai demandé de le poursuivre*", a déclaré Hamid Karzaï en précisant que ces fonds secrets étaient versés au Directeurat national de la sécurité, qui coiffe les services de renseignements afghans.

"*Dans la situation que connaît aujourd'hui l'Afghanistan (...), (cette aide financière) est extrêmement utile*", a-t-il ajouté.

Selon le New York Times, qui a révélé fin avril l'existence de ces fonds secrets, ces derniers ont pour objectif officiel d'accroître l'influence de la CIA à Kaboul. Mais en réalité, ils alimentent la corruption et donnent plus de pouvoirs aux chefs de guerre locaux, ce qui a pour effet de saper la stratégie de sortie des Etats-Unis du "*bourbier*" afghan. Reuters 04.05

Cela confirme une nouvelle fois les contradictions qui existent au sommet de l'Etat aux Etats-Unis, et le fait qu'une grande partie de la politique étrangère de ce pays échappe à l'exécutif et aux parlementaires, qu'il existe au sein du Pentagone et de la CIA un puissant clan qui agit en dehors de tout contrôle du gouvernement ou des institutions, qui prend ses ordres ailleurs, où d'après vous sinon auprès des créanciers du Trésor américain, le cartel des banquiers de la Fed. Ajoutons, qui blanchissent dans leurs établissements via les paradis fiscaux l'argent du trafic de drogue que contrôle en grande partie la CIA.

Quand ils ne peuvent pas obtenir du Congrès ou du gouvernement ce qu'ils veulent, ils le court-circuitent voilà tout. C'est la raison pour laquelle certains soutiennent qu'il existerait un gouvernement de l'ombre à Washington, cet épisode tendrait à le confirmer pour ceux qui n'en étaient pas encore convaincus depuis le 11 septembre 2001 ou bien avant d'ailleurs. Ce qui est intéressant ici, c'est que ces contradictions s'affichent au grand jour, ce qui témoigne des difficultés que rencontre l'impérialisme américain sur son propre sol.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 6 mai 2013

## CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir.

Il y a plusieurs façons de s'adresser aux militants et aux travailleurs :

- en fournissant une interprétation tronquée ou sélective de la situation ou des faits de manière à ce qu'elle coïncide avec la ligne politique que l'on défend, sans avoir à la justifier et de manière à influencer le lecteur dans une direction précise plus ou moins à son insu, qui sera déterminée par le degré ou la qualité des éléments implicites ou sous-entendus utilisés portés à sa connaissance ou

- en mettant en relief les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, éventuellement en les replaçant dans un contexte plus général, pour que le lecteur puisse saisir la ou les tendances qui s'en dégagent, ce qui lui permettra de se forger une libre appréciation des faits, ce qui n'interdit pas de lui en proposer une qu'il partagera ou non.

### Vous avez dit indépendant : de qui ?

La manifestation du 5 mai à Paris était annoncée contre la politique d'austérité conduite par le gouvernement et tournée contre les institutions de la Ve République. Les travailleurs et les militants qui devaient y participer manifesteraient donc contre cette politique et les institutions, quel que soit le contenu, les mots d'ordre ou l'orientation qui seraient retenus par ses organisateurs, qui à notre connaissance soutiennent le régime et les institutions.

Dès lors, ceux qui ont refusé d'y participer devaient privilégier l'interprétation qu'en donnaient les appareils du Front de gauche (principalement), au détriment de celle contradictoire qu'adopteraient les travailleurs et les militants, animés par un vulgaire et mesquin calcul d'appareil au lieu d'être guidés uniquement par les intérêts des travailleurs en se plaçant à leur côté contre les appareils contre-révolutionnaires du Front de gauche.

Notre seul objectif était de faire de cette manifestation un succès ou une démonstration de force face au gouvernement et à l'UE.

Bien entendu, connaissant les réelles intentions des organisateurs de cette manifestation, on ne s'attendait pas à ce qu'ils créent les conditions de son succès, qu'ils s'y prennent à l'avance et qu'ils organisent les travailleurs, c'est ainsi que c'est au dernier moment qu'ils s'y sont pris pour appeler à la mobilisation, multipliant les discours contradictoires (Mélenchon se déclarant à devenir le Premier ministre de Hollande par exemple) ou de division pour en minimiser la portée, leur objectif étant d'en détourner le contenu pour en faire une manifestation de soutien au régime, ce qui aurait été plus difficile si elle avait été massive.

Franchement, qui pouvait prendre un instant au sérieux le prétendant à la fonction de skippeur du pédalo du locataire du Château ? Personne, ainsi les choses étaient parfaitement claires et il était possible de participer à cette manifestation tournée contre le gouvernement et les institutions sur ses propres mots d'ordre, sans craindre d'être accusé de soutenir le Front de gauche dont les réelles intentions s'étaient au grand jour. Il fallait être d'une mauvaise foi incurable pour prétendre le contraire. En fait les uns et les autres soutiennent le régime chacun à leur manière, ce qui fournit matière à leurs discours sur l'unité, alors qu'en réalité c'est le facteur qui nourrit la division.

La position de LO reflétait ses préoccupations purement électoralistes en vue des municipales de 2014, on comprend. Quant au POI qui se prétend "ouvert" aux autres courants du mouvement ouvrier, il a démontré que cette ouverture correspondait uniquement au développement opportuniste de ses dirigeants, et qu'ils demeuraient aussi sectaires et dogmatiques qu'autrefois, ouvert à tous ceux qui en réalité partagent leurs idées ou positions, et fermé à ceux qui n'en partagent que certaines, les apparences sont souvent trompeuses ou ne trompent que ceux qui sont disposés à se laisser tromper ou à se leurrer eux-mêmes.

Leur attitude a finalement consisté à désertier, à laisser les travailleurs et les militants présents lors de cette manifestation seuls aux prises ou face à l'appareil du Front de gauche, au lieu de défendre leurs propres mots d'ordre et politique. C'est une autre manière de soutenir le régime, plus discrète, sournoise.

### Le chiffre du jour. 622

Selon un dernier bilan, la catastrophe survenue au Rana Plaza de Savar, à une trentaine de km de la capitale bangladaise, a fait 622 morts. Reuters 05.05

Par erreur, j'avais situé ce bâtiment à Dacca.

---

### ACTUALITE EN TITRES

[Privatisation et dépeçage en vue.](#)



- Ayrault envisage de réduire la participation de l'Etat dans des entreprises publiques - AFP

[Dire le contraire et ils s'écrouleraient !](#)

- Le milliardaire Warren Buffett optimiste sur l'économie et les marchés - AFP

[En famille. Côté pile et côté face.](#)

- Bayrou pour "un accord d'unité nationale" entre "réformistes des deux rives" - AFP

Merci monsieur Bayrou de signifier que le MoDem appartient à la même famille que le PS. Attention tout de même de ne pas trop en dire monsieur Bayrou, à force vous allez scier la branche sur laquelle repose le régime...

... pour certains c'est déjà fait

- Placé (EELV) "à l'aise" de voir Joly dans la rue et Duflot au gouvernement - AFP

Même le monarque va sur le trône ! Pour les non initiés au langage populaire, trône signifie aussi le siège des cabinets d'aisances.

[Aveu. Sans blague, ce ne serait pas le gouvernement syrien ?](#)

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr

[Réaction. Eugénisme. Mondialisme.](#)

- Il naît beaucoup trop d'humains : pour ceux qui sont en trop, on a inventé l'État Atlantico.fr

Et quand l'Etat n'existe pas ou est trop faible pour leur venir en aide, il devient quoi ce bétail en trop ? Il est voué à la déchéance, à disparaître plus ou moins discrètement, à petit feu ou brutalement, Soudan, Somali, etc. Même en supprimant l'Etat, ce surnuméraire demeure, quelle poisse ! Alors il faudra mettre au point différentes techniques et différents procédés pour les éliminer en masse...

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### A propos de la manifestation du 5 mai

Le Front de gauche (FG) et Jean-Luc Mélenchon ont mobilisé, dimanche à Paris, "contre l'austérité, contre la finance et pour une VI<sup>e</sup> République", des dizaines de milliers de déçus de la gauche pour dire haut et fort que "le compte n'y est pas" et réclamer "que ça change vraiment".

De la place de la Bastille à celle de la Nation, grand classique des défilés de la gauche en France, une "marche citoyenne" réunissait dans l'après-midi 180.000 manifestants, selon Jean-Luc Mélenchon qui avait affirmé vendredi que ce serait "un triomphe" si le cortège regroupait 100.000 personnes. La préfecture de police l'a évalué à "30.000".

Une divergence de chiffrage qui a mis le feu aux poudres entre M. Mélenchon et Manuel Valls (Intérieur), le premier décrivant le second comme "aux abois" et le second accusant le premier d'être "un théoricien du complot".

Seules les intentions comptent.

Mélenchon (PG) : "Aucun monarque, fut-il républicain, ne nous imposera jamais sa loi".

Pierre Laurent (PCF) : "nous n'acceptons pas d'en rester là, de nous rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'argent".

Chant patriotique.

Mélenchon : "C'est nous qui commençons, avec cette marche citoyenne, cette insurrection dont la patrie républicaine a besoin".

Ils rassurent Hollande, était-ce vraiment nécessaire ?

Sergio Coronado, député EELV : *"ce n'est pas une manifestation contre François Hollande, c'est une manifestation pour que le gouvernement change de cap"*.

Mme Joly a demandé à François Hollande de *"retrouver l'esprit du Bourget, lorsqu'il disait vouloir combattre le pouvoir de l'argent"*.

*"La manifestation n'est pas une mobilisation antigouvernementale, elle doit être un point d'appui pour mener une autre politique"*.

Même langage, chercher l'erreur.

Mme Joly : *"Nous avons chacun nos histoires, nos traditions politiques (...) Mais nous ne nous laisserons pas diviser"*.

Harlem Désir : On *"n'a pas besoin d'une gauche qui se déchire, on a besoin d'une gauche qui se rassemble dans l'action"*.

Cela commence par le combat dans l'unité au quotidien que refuse le NPA.

Besancenot : *"On sait qu'il y a des gens dans les couches populaires, chez les salariés (...) qui sont révoltés contre ce gouvernement et l'objectif (...) c'est de leur donner une perspective politique commune, (...) c'est une grande manifestation de la gauche anti-gouvernementale"*.

Laquelle, abattre les institutions, une République sociale ? Pas vraiment.

La palme revient à Pierre Moscovici, dans l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1->Télé-Le Parisien :

*"Toujours, dans notre histoire, quand la gauche a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre et non pas le voisin (...), chaque fois qu'elle a dit que c'était le social-démocrate qui était un social-traître, alors au final, ça a été l'échec"* .

Traduisons en remettant chacun à sa place : le PS prétend être de gauche, or c'est bien lui qui *"a oublié que c'était la droite qu'il fallait combattre"*, donc en admettant qu'il serait de gauche, la caractérisation de *"social-traître"* lui va comme un gant.

Quant à *"l'échec"*, tout dépend à quoi on fait allusion. Pour le patronat c'est plutôt une victoire, ne s'est-il pas félicité de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 dont le gouvernement a été à l'initiative ou qu'il a soutenu, qu'il revendique ? Finalement Moscovici confirme que le PS ne peut pas être de gauche, on l'en remercie. (source : Reuters et AFP 05.05)

En complément

En famille. Mélenchon excelle dans le rôle du bouffon du monarque.

A l'entendre il serait possible d'être un jour à gauche et un jour à droite, pour ensuite revenir à gauche avant de repartir à droite et ainsi de suite, parce qu'il ne peut pas admettre que Hollande et le PS sont de droite parce qu'il n'envisage pas de rompre avec eux. Rompre avec le PS signifierait se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, or il en est incapable. Alors sur quel terrain se situe-t-il ? Bonne question qui en appelle une autre, en existe-t-il cinquante ? A notre connaissance il n'en existe que deux, celui de la classe ouvrière ou des capitalistes. Hollande et le PS se situant sur celui des capitalistes et Mélenchon ne voulant pas rompre avec eux, sur quel terrain se situe-t-il ? Poser la question c'est y répondre. Du coup, vous avez la nature précise du Front de gauche qui s'étale sous vos yeux. Vous pouvez reprendre cette démonstration depuis le début, vous verrez qu'il n'y a aucune entourloupe ou manoeuvre malintentionnée de ma part.

- Dans une interview au Parisien dimanche, Le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon demande au président Hollande *"de se remettre à gauche, où il était au moment du vote"* de la présidentielle, il y a un an. *"Comme il refuse d'entendre, j'ai dit que nous, au Front de gauche, étions prêts à gouverner et moi être Premier ministre"*, poursuit-il.

Hollande serait de gauche, il l'est, mais voilà, il a oublié qu'il l'était le malheureux, il doit sans doute être victime d'un fâcheux trou de mémoire, le surmenage vous savez ce que c'est, aussi Mélenchon se fait fort de lui rappeler, quelle grotesque comédie !

- Il explique que ce serait alors une *"cohabitation de gauche"* avec *"un Président qui dit qu'il n'est plus socialiste et un Premier ministre qui confirme qu'il est de gauche"*. Jean-Luc Mélenchon fait valoir que cette tâche de Premier ministre *"peut aussi être confiée à un autre que (lui)"*. Il cite à cet égard Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif.

Avec le complice de Mittal et Peugeot (notamment) comme Premier ministre, c'est sûr que le gouvernement ferait une politique de gauche, mieux socialiste ! Mélenchon se vend ici, c'est un manipulateur, il roule pour le régime, il vient d'en faire la démonstration. Et puis, puisque l'union nationale semble difficile à réaliser, pourquoi ne pas essayer le front populaire qui en est le pendant... de gauche !

La crise du capitalisme ne serait pas à l'origine de la politique menée par le gouvernement, du coup pourquoi ne pourrait-il pas faire preuve de bonne volonté et en changer. Voilà qui témoigne que Mélenchon ne comprend rien à la nature de la crise du capitalisme, au capitalisme lui-même, et qu'il n'a pas l'intention de rompre à la fois avec le gouvernement et le capitalisme.

- Pour Jean-Luc Mélenchon, François Hollande «est l'une des causes de la crise, comme Mme Merkel et les autres dirigeants européens qui ont fait le choix de l'austérité». 20minutes.fr et AFP 05.05

Ils ont seulement fait un mauvais "choix" en somme, mais ils auraient eu le choix, ce qui signifie que sans rien changer fondamentalement aux rapports entre les classes, il serait possible de faire une autre politique, or l'exacerbation des contradictions du capitalisme s'inscrit en totale contradiction avec cette affirmation charlatanesque.

NPA. Titre : Le 5 mai, c'est la rue qu'il faut tenir, pas le balai ! - Vendredi 3 mai 2013

Mélenchon aurait dit "la rue" qu'ils auraient dit le boulevard, l'avenue, la place, l'impasse ferait mieux l'affaire semble-t-il.

Il faudrait qu'"une opposition se fasse enfin entendre", très bien, à quoi, à qui ? Pas au PS car l'affaire Cahuzac aurait révélé " la vraie nature de la politique du gouvernement", mais pas sa nature, celle du PS, surtout pas, imaginez un instant les conclusions qu'ils devraient en tirer.

Pour quoi fallait-il manifester le 5 mai ? Pour "une démocratie réelle qui rompt avec les institutions de la Ve République, qui interdit la concentration des pouvoirs et le cumul des mandats, qui impose le contrôle direct de la population sur les élus révocables, rémunérés à un niveau du salaire moyen...", le problème et toute la difficulté aussi, c'est que c'est impossible sans une révolution prolétarienne ou renverser le régime en place. Il est impensable de passer du régime actuel au socialisme sans une révolution. Mince, j'allais oublier que le NPA était anticapitalisme mais pas révolutionnaire.

Pourquoi ? Parce que c'est uniquement à l'issue d'une révolution prolétarienne victorieuse que les rapports de domination de classe se trouvent modifiés, inversés en faveur de la classe des exploités, parce que c'est seulement au cours de la révolution que les masses se dotent d'institutions politiques indépendantes qui leur servent de point d'appui pour liquider les institutions de l'ancien régime ou ce qu'il en reste, car la révolution ne règle pas tous les problèmes d'un coup, elle n'est que le point de départ du processus politique qui va permettre à la classe qui détient le pouvoir d'exercer sa dictature sur la classe dominée, celle des exploités qui n'a pas disparu d'un coup de baguette magique avec la chute de l'ancien régime... C'est seulement dans ce cadre et une fois ces conditions réunies qu'il est possible d'envisager l'existence d'une réelle démocratie. Or, on ne nous dit pas comment y parvenir. C'est encore une autre manière de soutenir le régime : proposer un objectif sans les moyens pour l'atteindre, ce qui revient à demeurer rivés sur place !

- Mais c'est bien toute la cuisine qu'il faut changer. Les « coups de balai » ne suffisent pas, car le système n'est pas seulement poussiéreux, il est moisi. Il ne s'agit pas seulement de changer de gouvernement, de président ou de personnel politique, en remplaçant les uns par les autres, ou de changer le numéro de la république, il est question de changer toutes les règles du jeu, que la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique. Puisque les politiciens et les riches s'enlisent dans les affaires, il est temps de prendre les nôtres en main.

Mais dans quelles conditions il serait possible que "la population souverainement élabore et légifère sa propre représentation démocratique", pas de réponse, et bien entendu gracieusement les capitalistes accepteraient de tout perdre...

En fait, c'est une mauvaise piste, les masses feraient leur cuisine dans leur coin, tandis qu'en haut ils feraient la leur.

- Nous ne partageons pas la façon de faire, ni les appels cocardiers, souverainistes, voire nationalistes car notre drapeau est à jamais celui de l'internationalisme. Mais, nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible pour mettre en échec la politique du gouvernement, pour ne pas laisser le rue aux réacs homophobes et défendre la perspective d'une démocratie réelle, par en bas, qui mette les financiers et leurs amis politiciens hors d'état de nuire. Voilà pourquoi, le 1er le 5 mai, nous appelons tous et toutes à descendre dans la rue.

On a envie de leur répondre qu'on en a rien à foutre ici de l'internationalisme, la question qui nous était posée consistant à savoir comment en finir avec le régime en place, par des discours ou des votes ou par un soulèvement révolutionnaire des masses. L'internationalisme servait à faire diversion.

Nous y voilà, "une démocratie réelle" serait possible, par en bas, tandis que perdurerait en haut une fausse démocratie animée

par "*les financiers et leurs amis politiques*", et ce serait une confrontation tranquille, pacifique ou électorale qui trancherait leurs différents et que le meilleur gagne, ces derniers acceptant de bon coeur les "*règles du jeu*" qui leur seraient imposées ou défavorables et conduiraient à les mettre "*hors d'état de nuire*, un conte pour grands enfants un peu attardés qui se terminerai bien.

D'un coup de baguette magique une dictature serait remplacée par une véritable démocratie. Je ne sais pas si vous l'avez également remarqué, il semblerait que tous les peuples qui se sont soulevés dans un passé plus ou moins lointain et s'y sont essayés ont échoué, apparemment il leur a manqué quelque chose ou la "*règle du jeu*" n'était pas la bonne, peut-être bien "*poussièreuse*" ou "*moisie*"...

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Allemagne

Le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler a accusé samedi le président de la Commission européenne José Manuel Barroso d'avoir remis en cause de manière "*irresponsable*" la politique de consolidation budgétaire en Europe.

*"C'est irresponsable quand un président de la Commission européenne remet en cause la politique de consolidation budgétaire dans les pays de l'UE"*, a martelé M. Rösler à Nuremberg (sud) où son parti libéral FDP en congrès doit adopter d'ici dimanche son programme à cinq mois des législatives.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lui défendu la décision de la Commission européenne vendredi d'accorder un délai de deux ans à la France pour atteindre ses objectifs budgétaires, dans une interview à paraître dimanche. M. Schäuble a souligné que le Pacte de stabilité autorisait "*une certaine flexibilité dans l'application des règles*". AFP 05.05

#### 2- Syrie

2.1- Le président de la République arabe syrienne, Bachar el-Assad, a inauguré personnellement une stèle commémorant les victimes étudiantes de l'agression dont le pays fait l'objet depuis deux ans, samedi 4 mai 2013.

Le président s'est offert un bain de foule improvisé dans le campus où plusieurs milliers d'étudiants étaient rassemblés pour la cérémonie.

Qualifiée de « *révolution* » par l'OTAN et le Conseil de coopération du Golfe, l'agression contre la Syrie se caractérise par l'absence de soulèvement des universités et, au contraire, leur attaque par le Front Al-Nosra (Al-Qaïda). RV 05.05

2.2- "*La Syrie a annoncé à la Russie qu'elle ne laisserait pas sans réponse le raid israélien contre son territoire, mais Poutine a demandé à Assad d'éviter toute riposte, avant le contact téléphonique qu'il devait avoir avec Obama*", a affirmé l'ex-député du parlement libanais, Nasser Qandil, cité par Al-Alam. "*Nous sommes entrés dans une guerre totale contre le régime sioniste. Tous nos aéroports, nos bases de missiles ont été visés. Ces attaques ont lieu, alors que l'armée syrienne reprend, les unes après les autres, les enclaves contrôlées par les terroristes.*"

Ces évolutions interviennent, sur fond d'une visite imminente de Kerry à Moscou, le centre de commandement des opérations US est en Jordanie et le raid sioniste n'a, en réalité, aucun lien avec les substances chimiques. Le raid du dimanche matin est un test, pour étendre les attaques à l'ensemble du territoire syrien. Les F-18 ont été employés, pour mener ces raids, avions capables de tirer des missiles à 60 miles. Le raid voulait, aussi, aplanir le terrain à l'avancée des Qaïdistes et d'Al-Nosra entraînés, en Jordanie. ...Poutine a demandé à Assad de faire preuve de retenue..et Assad attend de voir le résultat de ces contacts téléphoniques entre Poutine et Obama. On ne sait pas si Israël finira par se tirer de la guerre ou pas. ... il y a, aussi, des chances, pour que les prédictions du secrétaire général du Hezbollah se réalisent et qu'une guerre globale se déclenche, dans toute la région. french.irib.ir 05.0

2.3- L'armée syrienne attaquera des cibles à l'intérieur d'Israël en cas de nouvelles attaques israéliennes contre la Syrie, rapporte dimanche la chaîne de télévision publique en citant des officiels syriens.

Selon la télévision, l'armée syrienne a reçu l'ordre de répondre à toute attaque sans attendre l'autorisation du commandement suprême.

"Les missiles syriens sont prêts à attaquer des objectifs spécifiques en cas de nouvelles violations", rapporte la télévision syrienne.

Selon la même source, la Syrie a donné le feu vert aux Palestiniens pour "agir contre Israël" à partir des hauteurs du Golan, occupés par Israël. french.irib.ir 05.05

2.4- La présidence égyptienne a condamné, dimanche, l'agression d'Israël contre la Syrie, après des raids de son armée, près de Damas. Ces raids sont une violation des principes et du droit international et sont de nature à ajouter à la complexité de la situation et à menacer la sécurité et la stabilité de la région, a-t-elle affirmé, dans un communiqué. french.irib.ir 05.05

2.5- Le site Dampress rend public les noms des deux pilotes de l'appareil israélien, qui a participé au raid contre la banlieue de Damas. Les sources sionistes ont reconnu avoir perdu contact avec Shamoel Azar et Esson Gary, alors qu'ils survolaient la Syrie. "Nous n'avons aucune information sur le sort de ces deux pilotes", ajoutent les sources sionistes. french.irib.ir 05.05

2.6- Pour le ministre iranien de la Défense, "le raid israélien n'aurait pas pu avoir lieu sans le feu vert des Américains et de leurs alliés." Cette offensive prouve à quel point le régime sioniste se sent désemparé, désœuvré, face aux évolutions, qui se succèdent dans la région, et ses réactions ne font que mettre davantage en péril l'ensemble de la région. french.irib.ir 05.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 mai 2013

## CAUSERIE

Lundi soir à Pondichéry, 21h, avec un peu d'avance sur vous.

J'ai mis en ligne 12 nouveaux articles. Aux webmasters de portail ou blog, FileZilla est très rapide pour télécharger des fichiers, je l'ai adopté. Je gagne 10 à 15 minutes chaque fois, une heure par semaine, 4 heures par mois, la moitié ou le tiers d'une journée de boulot, eh oui il faut tout rationaliser au maximum et calculer sans cesse sinon on ne s'en sort pas, de toutes manières je ne m'en sors pas ! Je vous laisse j'ai du boulot en pagaille.

### [Le chiffre du jour. 654.](#)

Le bilan du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh dépasse désormais les 650 morts, a annoncé l'armée lundi, après la découverte de nouveaux corps dans les décombres d'un immeuble du secteur textile qui s'est effondré le 24 avril. Selon un membre de l'armée chargée de coordonner les secours, Manzur Elahi, "le bilan s'élève désormais à 654 morts", après un précédent bilan de 610 morts fourni dimanche. "Le bilan devrait encore s'alourdir", a-t-il prévenu.

Un soldat de l'armée participant au secours, Delwar Hossain, a indiqué dimanche soir à l'AFP que l'odeur nauséabonde se dégageant des ruines suggérait la présence d'autres cadavres toujours pris au piège. Le Point.fr/AFP 06.05

Cette information mérite la "UNE" écrit un internaute. Vous ne voudriez tout de même pas que la majorité de la population qui vit dans l'insouciance ou passe son temps à se donner bonne conscience pour les mieux nantis, soit victime d'indigestion, de migraine ou de cauchemar, franchement.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### [Pourquoi s'inquiéter, franchement ?](#)

- Mario Draghi exhorte les pays endettés à maintenir le cap - Reuters
- Dette: la Slovaquie présentera son plan d'action à Bruxelles dans les temps - AFP
- Enrico Letta croit à une croissance sans dette pour l'Italie - Reuters
- Schäuble exhorte la France à poursuivre ses réformes - L'Expansion.com

- À Bruxelles, le lobby bancaire donne de la voix - L'Expansion.com

- Quand le privé profite des faiblesses de l'État - L'Expansion.com

Oxymore. Quand une preuve est gênante, elle devient soupçon avant de disparaître.

Négation avec réserve.

- Armes chimiques en Syrie : des soupçons concrets, mais pas de preuves selon l'ONU - LePoint.fr

Négation sans réserve

- Gaz sarin en Syrie: l'ONU n'a pas de preuve d'utilisation d'armes chimiques -L'Express.fr

La sanction tombe.

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters

Le "**mur des cons**"... sans nuance.

- Cheveux gris : des chercheurs mettent au point un traitement - Atlantico.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Pourquoi banaliser un consensus qui existe déjà ? Union de la droite ou la camisole de force.](#)

Le centriste Jean-Louis Borloo a proposé lundi aux groupes parlementaires une série de mesures "*vitales*" afin d'aboutir d'ici fin juin à une "*loi d'union républicaine pour le redressement*" afin de sortir la France de la crise.

Le président de l'UDI a toutefois rejeté la proposition de son rival au centre, François Bayrou, de mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Parmi les mesures proposées figurent l'application dès juin 2013 de l'allègement des charges prévu par le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et l'anticipation au 1er juin 2013 des nouveaux taux de TVA prévus au 1er janvier 2014 pour compenser cette diminution des charges.

Le parti centriste propose également aux groupes parlementaires de s'engager à ne pas augmenter les prélèvements obligatoires d'ici 2017, à anticiper de deux ans l'application de la loi de 2010 sur les retraites modifiée en 2012 et à baisser les dépenses publiques de dix milliards d'euros par an. Reuters 06.05

Bref, que des mesures antisociales contre la classe ouvrière ou des mesures favorables au patronat, normal. Il faudrait juste anticiper leur application.

Mais quel serait pour eux l'intérêt politique d'une telle alliance (ouverte ou au grand jour, revendiquée) entre le PS, l'UDI et l'UMP ?

Borloo l'a dit plus loin : "*Un accord même limité serait un vrai signal pour nos compatriotes*", ce qui signifie qu'il contribuerait à renforcer l'impression ou plutôt la conviction ancrée dans les têtes qu'il n'existe pas d'autre politique possible, qu'il faut s'y faire et accepter de bon cœur de nouveaux sacrifices, inévitables pour éventuellement éviter le pire, qui sait, ainsi le veut la situation dont aucun n'est véritablement responsable ou alors ils le seraient tous, impensable, pas raisonnable, les uns et les autres étant de bonne foi puisqu'ils partagent la même analyse et les mêmes remèdes à la crise et la boucle est bouclée.

Pour faire passer leur politique réactionnaire, ce qui ne présente d'ailleurs aucune difficulté en l'absence d'une puissante opposition organisée, aucun danger ne menace réellement le régime, la faire accepter par la force des choses serait plus approprié, il leur faut serrer les rangs, voler au secours de Hollande et du gouvernement cependant massivement rejetés dans le pays, sachant qu'eux ne feraient pas mieux, sans doute moins, donc vaut mieux encore profiter que le PS est au pouvoir et le soutenir que l'enterrer pour appliquer leur programme, leurs commanditaires, les banquiers et capitalistes l'exigent.

Ils savent qu'ils n'échapperont à la sanction populaire lors des prochaines élections, donc ils ne se disposent pas par rapport à ce facteur. Et puis, par expérience ou en ayant observé ce qui s'était passé dans d'autres pays similaires, ils savent ou ils ont constaté qu'un jour ou l'autre les électeurs reviendront vers eux, d'une part parce qu'ils ont une mauvaise mémoire, et d'autre part parce qu'ils ne sont pas parvenus à développer une conscience de classe, puisque tout a été fait pour qu'ils demeurent subordonnés au capitalisme, autant sur le plan idéologique que leur mode de vie.

Malgré le chômage de masse et la détérioration de la situation sociale au cours des 5 ou 6 dernières années, les masses ne descendent pas dans la rue par millions, il faut donc en déduire que la majorité d'entre elles disposent encore des moyens nécessaires pour faire face à leurs besoins ou qu'elles n'ont pas trouvé la voie qui les conduirait à se dresser contre le régime.

Le régime par le canal de ses partis, ses institutions et les médias à sa botte diffuse sa propagande néo libérale et profite de la confusion extrême des idées qui règne sur une multitude de portails ou blogs parmi les mieux référencés dont aucun ne remet en cause le modèle économique en vigueur, le système capitalisme.

Il sait également que tous les dirigeants syndicaux sont corrompus par le capitalisme et qu'aucun ne le remettra en cause. Quant aux partis qui se réclament du socialisme, ils sont profondément divisés, et les forces de l'avant-garde révolutionnaire sont éparpillées dans une myriade de petites formations qui sont plus prompts à mettre en avant leurs désaccords que ce qui les rapproche. Aucun parti ouvrier n'est crédible ou n'inspire confiance aux travailleurs, de telle sorte que les masses se retrouvent à la merci du régime, dont les différentes composantes se déchirent uniquement sur le meilleur moyen d'appliquer le programme antisocial que finalement ils partagent.

C'est le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois, capitaliste, de droite, le maintien de liens avec ce parti, autrement dit avec le régime dont il est un des piliers, qui a interdit de développer une politique ouvrière authentiquement indépendante de l'Etat et du capitalisme, la recherche constante de l'unité avec le PS, les adresses en sa direction, le soutien à ses candidats en ont été la traduction pratique, qui a trouvé son prolongement dans le refus de rompre également avec les appareils des syndicats et de poser à terme la nécessité de fonder un nouveau syndicat ouvrier, préférant privilégier la thèse selon laquelle une évolution favorable pourrait se produire dans les syndicats, alors que 70 ans plus tard la preuve de l'impuissance à laquelle aboutit cette théorie s'étale quotidiennement sous nos yeux.

Borloo, Copé, Hollande, Désir, Mélenchon, Laurent, Le Pen, Parisot, Barroso, Draghi, tous en ont parfaitement conscience, il n'y a que les travailleurs et surtout l'immense majorité des militants pour ne pas dire la quasi totalité qui l'ignorent, qui refusent de regarder la réalité en face, soit qu'ils prennent leurs désirs pour la réalité, soit qu'ils considèrent les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, la nature des différents partis comme figée, gravée dans le marbre et donnant lieu à une dramatique confusion qui au lieu de se réduire au fil du temps ne fait que s'amplifier semble-t-il. Vous me direz que lorsque dans ce domaine comme dans d'autres, quand les contradictions auront atteint la limite du supportable il finira bien par se produire une étincelle quelque part qui sonnera le glas du retour aux fondateurs du socialisme, on y oeuvre quotidiennement.

Je regrette de travailler seul dans mon coin, car il y a tant à faire, tant de questions importantes que je n'ai pas le temps de traiter et c'est fort dommage. Presque tous les jours ou disons chaque semaine, je lis des articles qui mettent l'accent sur une question qui relève de la propagande en faveur du capitalisme sous un angle particulier, présentée par de soit-disant intellectuels progressistes ou critiques, et je me dis qu'il faudrait s'en saisir et y apporter notre propre réponse, démontrer sur quel postulat repose réellement leur argumentation, car j'imagine qu'elle est posée ailleurs, que ce n'est pas un cas isolé, par exemple, l'économie sociale, présentée par des économistes comme une alternative au néo libéralisme, alors qu'en réalité ils en reprennent tous les principes antisociaux.

A les lire, il s'agirait d'un projet profondément humaniste permettant d'introduire des relations "équitables" entre les classes, de lutter vraiment contre les inégalités et les injustices. De quelle manière, j'ai relevé quelques extraits qui se passeront de tout commentaire.

- *"Sur le marché du travail, la législation et la jurisprudence donnent de faux signaux. Une prétendue protection des femmes, des jeunes et d'autres groupes renchérit l'emploi à tel point que certains d'entre eux ne sont plus engagés."*, on retrouve là l'argument typique du néo libéralisme (Hayet, Friedman)

- Il faudrait *"abolir les lois sociales n'apportant pas vraiment une aide"*, à qui, mais à ceux à qui elles coûtent, aux patrons.

- Il faudrait *"élaguer particulièrement le droit social et du travail et apporter les réformes nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie de marché moderne. Il est important d'accorder plus de liberté de mouvement aux petites et aux nouvelles entreprises dans le domaine du droit social et du travail."*

J'ai trouvé cela sous la plume d'un juriste et professeur d'économie allemand, Eberhard Hamer, dans un article paru dans Horizons et débats et diffusé par le Réseau Voltaire, *Le soutien du «Mittelstand» correspond à l'économie sociale de marché et représente une alternative au socialisme et au capitalisme*, hebdomadaire dont la devise est de *"favoriser la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité - Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains"*.

Je m'y suis intéressé car il prétend qu'il existerait une autre alternative que le socialisme au capitalisme, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que ce n'est pas le cas. Ce qui est tout à fait étonnant, c'est que cela ne saute pas aux yeux de son auteur qui se ridicule ainsi, il est aveuglé, littéralement obnubilé par la question de comprendre pourquoi "*on ne peut plus faire fortune en travaillant ou plutôt en exploitant*", cette disposition étant réservée aux investisseurs, aux banquiers, aux riches, très riches, ultra riches, catégorie à laquelle il a le malheur de ne pas appartenir. Au passage, s'enrichir en exploitant le travail d'autrui, voilà justement sur quels rapport sociaux repose le capitalisme.

Je vous passe les détails de cette théorie foireuse qui aboutit à faire de la petite entreprise le modèle social idéal, après que l'auteur se fut livré à une critique acerbe de l'économie financière qui a gangrené toute l'économie, des multinationales qui imposent leurs lois ou vampirisent le marché, petite entreprise qui présenterait l'avantage d'avoir un visage si humain qu'elle permettrait enfin à son patron de s'enrichir en exploitant ses salariés, ce que la finance et les multinationale lui interdisent aujourd'hui.

Ce serait chouette si on pouvait retourner deux siècles ou davantage en arrière à l'époque des manufactures, de la petite industrie naissante dans des ateliers de fortune, au compagnonnage, quand il n'existait aucune loi pour régir les rapports entre les classes, là au moins ceux qui possédaient les moyens de production pouvaient s'en donner à coeur joie, les hommes, les femmes et les enfants travaillaient entre 12 et 15 heures par jours, là au moins la "*législation et la jurisprudence*" ne risquaient pas de donner "de faux signaux" qui auraient "*renchérit (le coût de) l'emploi*", inutile aussi d'"*élaguer particulièrement le droit social et du travail*" il était inexistant, en voilà une alternative intéressante au capitalisme, qu'il nous permette d'y préférer le socialisme.

Vous voyez, on devrait publier cet article, le démonter pièce par pièce, mais je n'en ai pas le temps. Et pourtant c'est très important, chaque fois qu'on nous sort une nouvelle alternative au capitalisme ou qu'une vieille théorie est ressortie d'un placard, notre devoir est de l'analyser sérieusement et de la réduire en poussière, montrer en quoi elle est incohérente ou relève du modèle déjà existant.

Quand je pense à tous ces militants de valeurs ou qui en ont la capacité mais qui perdent leur temps à écrire la même chose que leurs petits camarades à une virgule près ou dans des activités syndicales qui ne mènent nulle part ou que d'autres assument très bien, je les appelle à faire ce travail que je publierai dans le portail, il pourra être lu par plus d'un millier de militants, cela servira notre cause, le socialisme

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 mai 2013

## CAUSERIE

Les articles d'avril des différentes rubriques ont été archivés à l'exception de l'économie.

### [Vous avez dit quoi, la gauche ?](#)

L'Etat sioniste bombarde la Syrie pour la seconde fois en quelques semaines, silence complice du gouvernement français (notamment). Normal, il est de gauche !

### [Le chiffre du jour. 715](#)

Des centaines de rescapés du pire accident industriel au Bangladesh bloquaient mardi un accès routier central pour réclamer arriérés de salaires et dédommagements tandis que le bilan de l'effondrement de l'immeuble textile se monte désormais à 715 morts.

Lorsqu'il s'est effondré comme un château de cartes le 24 avril, plus de 3.000 ouvriers étaient au travail.

Avec l'arrêt brutal de leur travail, les rescapés du drame demandent maintenant aux propriétaires des ateliers de confection de leur verser de l'argent, correspondant à la fois à leurs salaires et à des dommages et intérêts pour les blessures physiques subies lors de l'effondrement du Rana Plaza.

Les ouvriers scandaient des slogans réclamant "les salaires impayés et des dédommagements", a indiqué à l'AFP un responsable de la police locale, M. Asaduzzaman.

Le vice-président de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), Shahidullah Azim, a assuré à l'AFP que le paiement de salaires n'était qu'une question d'heures.



"Nous allons payer environ 3.400 ouvriers ou leurs bénéficiaires conformément à notre loi du travail", a-t-il dit, ajoutant que la BGMEA, qui représente les 4.500 usines du pays, allait verser l'équivalent de trois mois de salaires.

Elle prend aussi en charge les frais médicaux de plus de 1.000 ouvriers blessés dans le drame et a promis de dédommager les familles des victimes.

Mohammed Ibrahim, un représentant syndical participant au sit-in, a affirmé à l'AFP que les ouvriers avaient été priés de fournir des détails sur leur emploi mais qu'aucun d'entre eux n'avait encore reçu d'argent.

Craignant que les marques occidentales ne se détournent de leurs fournisseurs bangladais, le gouvernement a annoncé lundi la mise en place d'une nouvelle commission d'enquête censée inspecter les milliers d'usines textiles à la recherche d'éventuels défauts de construction.

Le gouvernement avait fait une annonce similaire après un incendie dans une usine textile près de Dacca en novembre dernier, qui avait déjà fait 111 morts. Mais les inspections avaient été jugées nettement insuffisantes pour faire progresser les conditions de sécurité déplorables dans ce secteur industriel.

Le Bangladesh est le deuxième pays exportateur de textile au monde, après la Chine. Cette industrie occupe plus de 40% de la main d'oeuvre du pays et représente 80% de ses exportations. AFP 07.05

En réalité personne ne sait combien d'ouvriers et ouvrières travaillaient au moment du drame, et si le généreux syndicat patronal du textile affirme qu'il va indemniser les familles de 3 400 salariés, sachant que 2.437 sont sortis sains et saufs, le nombre de morts pourrait s'élever à près de 1.000.

En Inde, plus l'entreprise compte de salariés et plus les salaires sont élevés ou tout du moins ils sont entre 3 à 4 fois plus élevés que dans les "work shops" ou petits ateliers.

Si j'ai bien compris des dizaines de petits ateliers fonctionnant comme des sous-traitants se partageaient la superficie du bâtiment qui s'est écroulé au Bangladesh pour le compte d'entreprises plus importantes, ce qui explique les salaires particulièrement misérables, moins de 30 euros par mois.

C'est le niveau de rémunération que l'on peut trouver en Inde principalement dans le milieu rural, sinon chez les femmes sans qualification, employée dans le commerce ou des entreprises qui emploient un grand nombre de femmes, elles sont considérées comme du bétail, leur salaire est inférieur de moitié ou davantage à celui d'un ouvrier.

Leur salaire sert essentiellement à payer les frais scolaires de leurs enfants qui sont placés de préférence dans des établissements privés, l'école public étant réputée pour sa médiocrité légendaire et justifiée. Ce choix est souvent déterminé par le fait que l'enseignement est délivré en anglais ou que l'apprentissage de l'anglais est favorisé, parce que pour poursuivre ensuite des études la maîtrise de l'anglais est indispensable.

J'ai rédigé ces lignes sur la base du témoignage de la famille de mon épouse notamment, deux des épouses de mes beaux-frères travaillent en usine, un de ses oncles travaillaient à l'Anglo-French textile une entreprise de 7.000 salariés, et deux de mes nièces (13 et 16 ans) sont scolarisées dans des écoles privées, elles parlent couramment l'anglais. Régulièrement je demande à des Indiens ou Indiennes que je croise quel est leur salaire pour avoir une petite idée de l'évolution de la situation sociale en Inde.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[TSCG oblige : à supprimer !](#)

- Jours fériés, ponts de mai: ce qu'ils coûtent à l'économie - L'Expansion.com

[En douter ne serait pas sérieux !](#)

- Moscovici défend à Berlin le sérieux budgétaire de la France - AFP

[Chose promise, chose due, non : cause perdue!](#)

- Parquet financier: le gouvernement promet l'indépendance, la profession critique - AFP

- Un superparquet financier «illusoire» contre la fraude fiscale ? - Liberation.fr -

### [Un risque salubre pour le capitalisme !](#)

- La consommation d'alcool reste un risque majeur pour la santé en France - LeMonde.fr

### [Et le pire : c'est que cela marche !](#)

- Quand l'Etat se met en quatre pour nous faire faire des bébés - Slate.fr

Avez-vous entendu parler des recherches qu'ils mènent sur l'utérus artificielle ? Ce n'est pas une blague.

### [Les charrettes de la semaine du 6 mai \(Source: blog Jovanovic\)](#)

- Telemraket, le plus ancien livreur de courses à domicile (lancé en 1985 me semble-t-il, avec la vague Minitel) vient d'être placé en redressement, victime de la crise. Les Français ne veulent plus payer cher et être livrés. Ils préfèrent transporter leurs courses et payer moins... Une centaine de personnes sur la selette.

- Le tribunal de Nancy a donné la liquidation judiciaire des librairies Stanislas de Nancy et de Luneville ... 10 personnes iront à Pole Emploi.

- Le groupe Ducher avec 6 librairies papeteries et 90 salariés a été placé en redressement judiciaire par le tribunal de Bar le Duc.

- Rappel: les Librairies Chapitre en mobilisation à Paris contre les 271 suppressions de postes

- Confirmation: le groupe textile Albany va virer au total 200 personnes en France sur deux siteslire ici L'Alsace

- Le Portugal va virer 30.000 fonctionnaires

- Les fonctionnaires portugais qui ne seront pas virés passeront de 35 heures à 40 heures semaine et l'âge du départ à la retraite à taux plein passe de 65 à 66 ans

- Pire que prévu: Phonehouse fermera toutes ses boutiques dans 7 mois, 1200 salariés virés, sans parler des sous-traitants

- Edison (l'Edf de Californie) vire 730 salariés de plus (Los Angeles Times)

- Harris Corp a annoncé le 1 mai qu'il virait 400 ingénieurs et salariés.(Orland journal)

- Ecolab vire 500 salariés (Bloomberg)

- Rose Garden à Portland vire 900 personnes

- Festo, sous-traitant automobile va virer 125 personnes sur 250 aux Etats Unis

- Sutter Health vire 170 personnes (SF business times)

- BuySeasons, vêtements sur le web vire 90 personnes (Journal Sentinel)

- Le bureau du travail de Pennsylvanie vire 100 personnes le 1er main (Post Gazette)

- Le papetier américain The Boise Inc. va virer 265 ouvriers (Minnessota Radio)

- Les hélicoptères Bell virent 140 ingénieurs (Fort Worth Star Telegram)

- Duke vire 585 jobs salariés de la centrale nucléaire Crystal River (Tampa bay)

- Medtronic, équipements médicaux, vire 230 ingénieurs de plus

- Caterpillar vire 300 salariés de plus (ça n'en finit plus...) (Sun Times)
- Tower International, défense, vire 190 ingénieurs (Detroit)
- Fermeture définitive de SI Group chimique à Ribécourt
- Straumann en Suisse vire 200 personnes
- Sidérurgie: Valtimet (Vallourec) annonce la suppression de 32 emplois en Côte-d'Or
- Le Rectorat d'Amiens va supprimer tous les postes d'assistants pédagogiques de Picardie
- Osisko supprime environ 45 emplois (Québec)
- Rio Tinto supprime encore des emplois de bureau à Londres et Johannesburg
- L'usine Godart fermera en 2013
- Le Luxembourg licencie aussi en masse. "Tous les salariés d'Objectif Plein Emploi ont été licenciés."...
- La Poste suisse va supprimer 61 postes (elle est bonne)
- Beaucoup de licenciements passent inaperçus nous dit un lecteur, des enseignes de magasins ferment, notamment l'enseigne "sport mode" à Saint Maximin dans l'Oise. En effet, ceux que je donne ici ne sont que la partie visible de l'iceberg...
- Allons-y gaiement. Air France pourrait supprimer de nouveaux postes
- Un plan de 700 départs volontaires chez Peugeot
- L'équipementier automobile Godart, situé à Fumay, est menacé de fermeture, il y a 81 emplois menacés.
- "Sur l'île de la Réunion des salariés de L'Entreprise Générale de Construction Electrique en grève pour réclamer leur paye de février et mars (voir celui d'avril bientôt) ainsi que leurs tickets-restaurant de novembre 2012 jusqu'en mars 2013... attention, ici le Créole a le sang qui bouillonne d'un coup"
- Le fabricant de tubes en acier Valtimet, filiale de Vallourec, a annoncé la suppression de 32 emplois sur son site de Vénarey-les-Laumes

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### En famille, ils ont bien le droit de se traiter de con.

- Le "printemps des cons" de Jean-François Copé hérisse la gauche - Reuters
- La gauche dénonce "l'outrance langagière" de Jean-François Copé - LeMonde.fr

Qu'a-t-il dit ? "Que François Hollande et sa République des camarades prennent bien garde! Car je le prédis, il y aura bientôt un 'Printemps des cons", a-t-il déclaré lors d'un meeting lundi soir à Nîmes. Reuters

Passons sur la menace qui était déjà présente avant le 6 mai 2012. La Le Pen propose de démolir les barres d'immeubles infâmes, les ghettos des banlieues, pour reloger leurs habitants dans des habitations à caractère humain, dans des maisons individuelles, il est plutôt là le véritable danger. Qu'on se souvienne comment les nazis ont procédé pour rassembler la majorité des masses derrière eux, le drame, c'est que plus de 90% des travailleurs et des militants l'ignorent encore.

Si j'ai bien compris, il a voulu dire que Hollande avait fait des promesses aux électeurs lors de sa campagne présidentielle et

qu'une fois élu il ne les a pas tenues, le chômage progresse, etc. bref, qu'il les avait pris pour des cons. C'est la vérité, ce que ne dira pas Copé, c'est que Sarkozy n'aurait pas fait mieux, normal.

De plus, constatant d'une part qu'Hollande avait donné depuis des gages à Bruxelles et à la finance, qu'il s'était engagé dans une politique de droite, et que d'autre part il n'avait pas l'intention d'en faire une de gauche, il lui rend service en faisant pression sur lui pour qu'il accélère la mise en oeuvre de son programme que rien ne distingue de celui de l'UMP, sachant qu'il peut compter sur l'UMP et l'UDI au-delà des apparences, des manifestations verbeuses de Copé qui ne sont faites que pour tromper les naïfs, ainsi l'ignorant sera fondé à penser que Hollande fait une autre politique que celle qu'aurait appliquée Sarkozy et lui témoignera de la sympathie puisqu'il le critique vertement, alors qu'en réalité il n'en est rien, cela fait partie du scénario bien huilé des institutions, entre le gentil et le méchant, les masses soutiennent le gentil ou manifestent leur neutralité à son égard et le tour est joué.

Tout le monde sait que Sarkozy n'aurait pas fait mieux ou pire selon le point de vue où l'on se place, alors ne prenons pas cette déclaration au premier degré, elle est faite pour, c'est un piège, et c'est aussi la raison pour laquelle le PS s'engouffre dedans. La preuve.

- "*Il abaisse le débat politique. C'est un mépris vis-à-vis des choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai. Je lui demande de cesser cette vulgarité*", a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste sur RMC Info et BFM TV. [lepoint.fr](http://lepoint.fr) 07.05

Le premier, le pire, l'incommensurable, l'indépassable, l'impardonnable, le plus dangereux et criminel des mépris consiste à se prétendre socialiste ou de gauche quand on ne l'est pas, ce qui est le cas du PS. Tout le reste est à nos yeux secondaire.

S'il vous plaît, laissez Hollande gouverner tranquillement, ils appliquent les "*choix démocratiques qui ont été faits par les Français le 6 mai*" qui en réalité se sont traduits par l'adoption du TSCG, de la règle d'or, d'un budget d'austérité, 20 milliards d'euros supplémentaires de cadeaux au patronat, l'accord du 11 janvier 2013, la poursuite de la régionalisation, la guerre au Mali, le soutien aux salafistes en Syrie, l'alignement total derrière Washington, Bruxelles, Berlin, Franckfort, autant de "*choix démocratiques*" que partageait l'UMP, j'irai même plus loin, le PS leur a volé la vedette en légalisant le mariage des homosexuels, car en observant ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne qui sont le chanfrein du néo libéralisme dont se réclame Copé, l'UMP y serait venu un jour ou l'autre ou l'aurait revendiqué.

Désir déclare que Copé méprise les électeurs qui ont porté Hollande et le PS au pouvoir, dès lors comment imaginer que Désir, Hollande et le PS les mépriseraient, c'est grossièrement joué car tout le monde a leur bilan en tête et peut en arriver à la conclusion qu'ils les méprisent également, la sortie de Copé témoigne qu'ils sont tous aux abois, qu'ils doivent recourir aux pires expédients pour essayer de faire prendre aux masses des vessies pour des lanternes, qui dans ce pays n'a pas l'impression d'être pris pour un con par ceux qui nous gouvernent depuis des décennies, qui ? Il ne faut donc pas attacher aux mots plus d'importance qu'ils n'en ont, mais voir plutôt ce qu'ils recouvrent, quels rapports existent-ils entre les masses d'un côté et l'exécutif et le législatif de l'autre côté, de quelle manière ils évoluent, dans quelle direction, etc. 48 heures plus tôt, Borloo indiquait qu'après avoir commencé à consulter les responsables des différents groupes parlementaires il était optimiste sur la réalisation d'une "*loi d'union républicaine pour le redressement*", donc on est très loin d'une opposition frontale entre les partis qui se partagent le pouvoir au Parlement.

Quand j'étais gosse mes parents ne prononçaient jamais de vulgarités devant leurs enfants, qu'un merde ou con sorte de ma bouche par mégarde et j'avais la marque des cinq doigts de la main droite de mon père collée sur la figure. Chers parents, n'en voulez pas à vos enfants s'ils vous traitent de cons, que ce soit mérité ou non peu importe. Ce qui n'ai jamais mérité, c'est de taper sur un gosse, même s'il a fait une grosse connerie.

En aparté

Comme m'avait dit il y a quelque temps un dirigeant du PT, "*des cons il y en a partout*", vous aurez deviné de qui il voulait parler. A l'époque j'en avais été extrêmement troublé car il ne me serait jamais venu à l'esprit de parler ainsi des dirigeants de mon ex-parti. Après coup je dois reconnaître qu'il m'a rendu un fier service, car cette réflexion n'étant pas tombée dans l'oreille d'un sourd, je me suis dit ensuite qu'elle devait être motivée et qu'il ne me restait plus qu'à découvrir en quoi sur le plan politique, je m'y attelais et je n'allais pas être déçu effectivement...

Revenons à l'actualité. Puritanisme ou vierges effarouchées, loyalismes.

A la page 16 du n°250 d'"*Informations ouvrières*" (POI), ils se sont offusqués du langage employé par Roselyne Bachelot qui a osé traiter Guéant de "*voleur*" ou de "*menteur*", quelle manque de "*délicatesse*" franchement ! Employer les termes de voleur ou de menteur à l'encontre de l'ex-ministre de la police constituerait un crime pour un peu, voyez-vous cela. On espère qu'au moins vous n'avez pas manqué de lui faire savoir ou à la direction de l'UMP...

Dites-nous, en quoi cela devrait-il nous concerner ? Ah, c'est parce que le POI et le PS seraient du même bord, de la gauche, c'est cela qui vous choque chochette, n'est-ce pas ? On devrait prendre des gants et faire des courbettes quand on parle de ce ramassé d'affairistes corrompus qui osent parler en notre nom, qui passent leur temps à piétiner le socialisme pour en donner

une image détestable aux masses. Dites-donc décidément votre amour-propre est bien mal placé. Ceci explique peut-être pourquoi vous êtes finalement incapable de défendre les idées du socialisme.

On va enfoncer le clou pendant qu'on y est. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle vous n'avez pas trouvé utile de consacrer une seule ligne à la manifestation du 5 mai à Paris contre la politique d'austérité du gouvernement et les institutions.

Quand on est embarrassé pour aborder une question, le mieux encore c'est de la faire passer à la trappe en espérant que les lecteurs et les militants n'y verront que du feu. Elle est belle votre conception de la démocratie, "*ouverte*" comme chacun peut en juger ici, parce que ce serait en escamotant certaines questions, en refusant d'y répondre que la conscience politique des travailleurs et des militants pourrait progresser, en observant le résultat on a plutôt l'impression du contraire.

Cela dit, la vulgarité manifeste souvent un manque de patience... Certes, mais pour bien de nos semblables la patience est un luxe qu'ils ne peuvent pas s'offrir, seuls des nantis peuvent l'ignorer, s'en offusquer. En science du langage, on évoque une forme d'économie du langage qui nous fait employer un mot au lieu d'une paraphrase. A l'usage, on peut tomber dans la facilité ou la fainéantise qui consiste à l'employer à tout va, cela devient une corruption du langage simplifié à l'extrême ou approximatif qui remplacera une expression plus appropriée.

Il y a quelques semaines j'ai été amené à y réfléchir, je ne sais plus exactement dans quelle circonstance, j'en suis arrivé à la conclusion que si les Américains n'arrêtaient pas de dire fuck ou fucking c'était parce que telle était la société pourrie dans laquelle ils vivaient, bien au-delà de ce qu'on imagine très souvent. Voilà que je m'en souviens, c'était mon épouse au téléphone qui pour parler des rapports qu'elle vivait en ce moment à Aubagne avait employé "*enculé*" à plusieurs reprises ; elle ne maîtrise pas parfaitement le français et je lui ai dit de ne jamais employer ce mot détestable en public, ni même d'autres vulgarités qui dans sa bouche seraient très mal prises, j'essaie de la protéger de fâcheux malentendus, des gens peuvent avoir une réaction violente.

Merde, con, ça fait chier passe encore, il faut bien se soulager parfois, il faut être tolérant aussi, on doit endurer tellement de soucis, peines, souffrances, au-delà c'est inutile, contre-productif, pas joli du tout, stupide aussi, cela manque de grâce, de charme et vous passez pour un vaurien, c'est dommage.

Voyez-vous ma chère, il eut été plus sage que vous vous eussiez exprimé en employant un langage chatié et recherché sans vous laissez aller à verser dans un discours emphatique qui eut été du plus mauvais effet, et vous vous eussiez essayé à la prose que l'assistance eut loué vos qualités incomparables sans même rien y comprendre, puisque vous étiez en présence de rustres ou de simples d'esprit que quelques mots eussent suffi à vanter votre génie.

Dorénavant nous nous exprimerons de la sorte dans le portail, faudrait-il encore que je ne commette aucune erreur dans la correspondance des temps et des modes, ce qui m'arrive souvent parce que je ne prends pas le temps de me relire. Je plaisante évidemment. Je n'ai plus le temps de lire, mais je raffole de la littérature des XVIIIe et XIXe siècle principalement.

### [Jeunesse sacrifiée : la précarité comme seul avenir.](#)

Sapin souhaite étendre au secteur privé les emplois d'avenir - Liberation.fr -

Destinés en priorité aux associations et aux collectivités territoriales, ces contrats en CDD ou CDI sont subventionnés par l'Etat pour trois ans maximum - 75% du Smic dans le non marchand, 35% dans le marchand.

Le ministre du Travail Michel Sapin s'est dit mardi «*favorable*» à «*étendre plus qu'aujourd'hui au secteur privé*» les emplois d'avenir, destinés aux jeunes pas ou peu qualifiés, dont environ 20 000 ont été signés fin avril sur les 100 000 escomptés fin 2013.

Sapin a souligné que ceux auxquels sont destinés les emplois d'avenir «*sont les jeunes les plus en difficulté, ceux qui restent toujours au bord du chemin si on ne s'occupe pas d'eux*», qu'il évalue à 500 000.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, et l'ancien directeur général de Pôle emploi, Christian Charpy, avaient plaidé fin avril, après la publication de chiffres record du chômage, en faveur d'une ouverture de ce dispositif au secteur privé. Liberation.fr 07.05

On l'avait annoncé.

"*subventionnés par l'Etat*", cela signifie d'une part, que les patrons bénéficient d'une ristourne de 35% sur la partie du salaire différé (cotisations sociales) ce qui correspond à une baisse déguisée du coût du travail, d'autre part, que ce sont les travailleurs, par le biais des impôts et taxes qu'ils versent à l'Etat, qui leur font ce cadeau, c'est ce que Hollande, Ayrault, Sapin ou Parisot appellent le "*donnant-donnant*" qui en réalité ne profite qu'au patronat.

### [Bonapartisme. Comment brider la lutte contre la délinquance financière ?](#)

Le conseil des ministres a examiné mardi le projet de loi créant un super procureur financier, gage d'efficacité contre la corruption selon le gouvernement, qui promet son indépendance.

Pour l'Union syndicale des magistrats (USM), ce futur procureur financier "est un objet judiciaire non identifié, inabouti et potentiellement dangereux".

Le syndicat "s'étonne" en revanche dans un communiqué "du choix précipité de modifier l'architecture du parquet français" en créant ce procureur financier, "a fortiori dans les suites de l'affaire Cahuzac qui, contrairement à d'autres affaires traitées ces dernières années, notamment à Nanterre, a démontré un fonctionnement normal du parquet de Paris".

Il estime que "plutôt que de créer de toutes pièces" ce procureur, "il serait plus pertinent de renforcer les services existants".

De plus, selon l'USM, "la centralisation dans les mains d'un seul magistrat de l'ensemble des poursuites dans les dossiers nécessairement sensibles que constituent les atteintes à la probité en matière financière, est particulièrement inquiétante".

En effet, dit-il, le processus de nomination des procureurs, "même amélioré par l'extension de l'avis conforme du CSM, n'est pas de nature à lever totalement les suspicions et à garantir" leur indépendance.

Le syndicat juge enfin "crucial que soit supprimé le +verrou de Bercy+, qui interdit aux procureurs d'enquêter sur des faits de fraude fiscale sans une plainte préalable de l'administration fiscale".

Mardi matin sur France Inter, la présidente du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Françoise Martres, craignant un "effet d'annonce", avait elle aussi affirmé que ce procureur, nommé "comme les autres par le pouvoir exécutif", ne serait pas indépendant. AFP 07.05

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

France

1.1- Qatar. Le gouvernement en proie à une catharsis victime de catarrhiniens

Doha ferait pression sur le gouvernement français pour obtenir plus de vols sur la France pour sa compagnie Qatar Airways, rapporte mardi le site d'information économique la Tribune. Selon le site, Paris ne semble pas vouloir accéder à la demande du Qatar pour ne pas fragiliser davantage Air France, qui a du mal à résister à la concurrence de Qatar Airways et des autres compagnies du Golfe.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem al-Thani, a écrit à son homologue français Jean-Marc Ayrault pour regretter que cette demande ait été refusée et rappeler que les commandes de Qatar Airways chez Airbus soutiennent l'emploi en France, selon la Tribune qui interprète ce rappel comme une menace d'acheter moins d'Airbus.

"Le Premier ministre a bien reçu ce courrier, qui a été pris en compte", a-t-on confirmé à Matignon. La Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a confirmé que Qatar Airways, qui dispose de 21 vols sur la France en vertu d'un accord signé en 2011, en a récemment demandé un de plus, de façon informelle. "Ca a été refusé oralement", a déclaré un porte-parole.

La Tribune rapporte que les représentants de quatre ministères, dont celui des Affaires étrangères, ont déjà débattu de la question sans conclure le 18 avril et doivent se retrouver la semaine prochaine. "Un travail interministériel est engagé, la concertation va se poursuivre mais cela va prendre du temps", a-t-on indiqué dans l'entourage de M. Ayrault. Air France s'est refusé à commenter ces informations. L'Expansion.com 07.05

Traduction du titre, pour se détendre : Ou traumatisme dû à la soumission à un sous-ordre de primates. Ben Jassem al-Thani pourrait racheter Air France ou pourquoi pas le Château, Matignon, les murs seulement suffiraient pour exercer son pouvoir sur le locataire provisoire du fond de commerce...

1.2- Dans l'hexagone nombril du monde, ce n'est guère mieux.

Voyou multirécidiviste ayant pour parrain Chirac, mis en examen une multitude de fois, condamnés à plusieurs reprises, placé plusieurs fois en détention provisoire, il finit toujours par écoper uniquement de peines de prison avec sursis, il parvient même à faire annuler ses peines d'inéligibilité, accusé plusieurs fois de détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts à hauteur de millions d'euros, d'affaires frauduleuses, de corruption passive, de faux et usage de faux etc. il écoper d'amende dérisoire ou bénéficie en appel de non-lieux. Assurément, voilà un personnage qui en sait trop pour avoir été ainsi protégé par tous les chefs d'Etat et de gouvernement depuis 20 ans.

Parmi ces affaires : Hôtel de Reginald Flosse, mort du journaliste Jean-Pascal Couraud, affaire des sushis, annuaire de l'Office des postes et des télécommunications, de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui et de la chaîne Tahiti Nui Télévision, emplois fictifs, achat de l'atoll Anuanuraro.

- Le tir à vue sur l'homme politique, à commencer par le premier d'entre eux, le président de la République, est un sport très prisé. Il y a pourtant des matins où l'on éprouve une envie soudaine de retourner l'arme contre l'électeur. Ainsi sont-ils plus de soixante mille en Polynésie française qui ont offert dimanche la victoire à Gaston Flosse, 81 ans, pilier de la chiraquie outre-mer.

"*Le vieux lion*" du Pacifique est sans doute l'homme le plus corrompu de la République. Il est sous le coup de deux condamnations à la prison. Sans parler de celles du passé. En janvier le tribunal correctionnel de Papeete lui a infligé cinq ans ferme pour trafic d'influence et corruption. Il a fait appel. En février, la cour d'appel de Papeete l'a condamné à quatre ans avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour emplois fictifs.

Il s'est pourvu en cassation. Dans l'attente des décisions, il a pu faire campagne. Il n'est pas le premier dont le charisme et l'art du clientélisme sont un défi gagnant à l'intégrité et la vertu naïve de la démocratie. Jacques Médecin à Nice, Jean-Pierre Kucheida à Liévin, ou Jean-Noël Guérini dans les Bouches-du-Rhône, entre autres, ont emprunté les mêmes chemins.

Le cas Flosse, un mois après l'affaire Cahuzac - qui peut-être n'a pas atteint les rivages de Tahiti -, est la claire démonstration que l'arsenal du "*choc de moralisation*" déployé par François Hollande n'est pas le remède approprié. Ce n'est pas une déclaration de patrimoine qui arrêtera un Gaston Flosse. L'interdiction du cumul des mandats et plus encore leur limite dans la durée seraient de meilleurs remparts contre l'appropriation des fonctions électives et les dérives qu'elle peut engendrer. Ou encore des dispositions législatives spécifiques pour protéger les élections et les électeurs de ces prédateurs cyniques aux prises avec la justice et candidats.

Au lieu de quoi Gaston Flosse redeviendra le prochain président de la Polynésie française (il l'a déjà été durant 16 ans). Et quitte à fermer les yeux sur la morale, il n'est pas certain que ce retour ne fasse pas, au moins temporairement, les affaires de l'Élysée. Gaston Flosse, autonomiste, est le garant de la présence et de l'influence française dans le Pacifique.

Celui qu'il vient de battre, Oscar Temaru, indépendantiste, qui a bénéficié du soutien des socialistes hexagonaux, a demandé en début d'année à l'ONU de réinscrire la Polynésie parmi les pays à décoloniser. Il a délégué auprès de l'ONU à New York pour plaider sa cause Richard Tuheiava, sénateur qui siège au Palais du Luxembourg... sous les couleurs du parti socialiste ! Gaston Flosse est un voyou, il achète, il menace, il a fait exécuter de basse besogne. Mais le voyou est parfois utile. charentelibre. fr 07.05

## Complément

La liste autonomiste menée par Gaston Flosse est arrivée largement en tête des élections territoriales en Polynésie française avec plus de 45% des voix, devant son rival de toujours l'indépendantiste Oscar Temaru et leur cadet en politique Teva Rohfritsch, selon les résultats définitifs publiés mardi (lundi localement) par le haut commissariat à Papeete. Le taux de participation a été de 72,79%.

La liste du Tahoeraa Huiraatira du vieil ami de Jacques Chirac, l'insubmersible Gaston Flosse, a recueilli 45,11% des suffrages (62.340 voix); celle de l'UPLD du président sortant Oscar Temaru 29,26% (40.441 voix) et celle de A Ti'a Porinetia de Teva Rohfritsch 25,63% (35.421 voix).

Même s'il a réalisé un score tout à fait notable, M. Rohfritsch, 38 ans, n'a donc pas réussi à s'imposer comme la troisième voie, entre les deux adversaires de toujours que sont MM. Flosse (81 ans) et Temaru (68 ans).

Ces élections territoriales, en scrutin de listes, permettent d'élire 57 représentants à l'Assemblée de la Polynésie française. Avec la forte prime majoritaire (19 sièges) attribuée au vainqueur pour assurer une stabilité politique à la Polynésie qui a connu 13 gouvernements en 9 ans, le Tahoeraa disposera désormais de 38 sièges, contre 11 sièges à l'UPLD et 8 sièges à A Ti'a Porinetia.

Le 16 mai, les conseillers territoriaux éliront le président de leur Assemblée, un poste où est pressenti Edouard Fritch, le dauphin de Flosse.

La semaine suivante, ils éliront le président de la Polynésie, chef de l'exécutif qui constituera ensuite son gouvernement. Sauf énorme surprise, Gaston Flosse devrait retrouver le fauteuil (et le palais) qu'il n'avait plus occupé depuis un bref passage entre février et avril 2008, et surtout après un règne sans partage de 1991 à 2004.

Le futur président devra s'attaquer à la grave crise économique et sociale qui affecte cette collectivité à la très large autonomie où il n'existe pas d'assurance chômage, alors que le chômage touche entre 20 et 30% de la population. AFP 07.05

Gaston Flosse, c'est le Charles Pasqua polynésien quoi ! Couvert, blanchi, réhabilité par le parquet, couronné !

Tous les citoyens justiciables ne sont pas égaux devant la loi. La preuve. Si votre casier judiciaire n'est pas vierge, vous ne pouvez pas accéder à certains emplois. Autrefois si vous aviez été réformé du service militaire, vous ne pouviez pas prétendre à un emploi de fonctionnaire.

En France on ne compte plus les ministres, députés, élus en tous genres ou dirigeants de partis politiques (essentiellement au PS et à l'UMP) qui ont été mis en examen ou condamnés, qui ont été mêlés à des affaires criminelles, sordides ou de corruption, sur lesquels pesaient de graves soupçons, et qui sont encore en poste ou l'ont récupéré, parfois qui ont été recyclés dans la haute administration ou les conseils d'administration d'entreprises du secteur privé, employés comme conseillers ou hommes de paille, envoyés en mission en Afrique par exemple ou intermédiaires dans des affaires louches ou occultes, leur état de service ou leur passé peu glorieux leur servant de carte de visite, à croire qu'elle constitue une garantie pour ceux qui les emploient, qui pourront toujours leur faire porter le chapeau en cas de coup dur moyennant indemnité ou commission et surtout leur silence.

## 2- Syrie

### 2.1- Rencontre Kerry-Labrov

Au cours de la conférence de presse entre John Kerry le secrétaire d'Etat américain et le ministre des Affaires étrangères russes, Dmitri Labrov les deux pays jusque là en désaccord ont trouvé un terrain d'entente sur la situation les opposant en Syrie

La Russie et les Etats-Unis vont encourager ensemble le gouvernement Syrien et l'opposition au régime à trouver une sortie politique au conflit fratricide. Nous sommes tombés d'accord dans l'obligation d'organiser dès que possible une conférence internationale, peut être avant même la fin du mois. Elle sera organisée dans la lignée de la conférence de Genève tenue en juin de l'Année dernière a déclaré le secrétaire américain. euronews.com 07.05

### 2.2- Mise en garde.

Suite aux raids israéliens contre la Syrie, le président russe aurait dit, lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netantahu, que Moscou ne permettrait pas la chute du gouvernement d'Assad. "*S'il y a d'autres raids israéliens contre la Syrie, la Russie pourra y riposter*", aurait prévenu le Président Poutine. french.irib.ir 07.05

2.3- Démasqués. Les forces de sécurité et du renseignement syrien disent avoir eu l'accès à des informations classifiées qui révèlent la nature de l'alliance qui s'est nouée entre les dirigeants arabes et les Etats Unis. Selon Al Manar qui paraît à Qods, ces documents sont tombés entre les mains des forces syriennes en cours des opérations de ratissage menées dans différents enclaves repris aux terroristes. "*Le rôle particulièrement nuisible de certains états arabes, leur complicité avec Israël et les Etats unis contre l'Etat et la nation syriens sont révélé à travers ces documents*" selon le journal, "*il s'agit d'un véritable trésor que possède désormais le gouvernement syrien et qui peut révéler à quel point les régimes arabes sont allés loin dans leurs crimes contre le peuple syrien*". "*Les document prouvent également le soutien armé des Etats-Unis et d'Israël aux terroristes pour détruire de façon systématqie les infrastructures du pays, pour commettre le massacre et le pillage des biens privés et publics. Les documents montrent aussi le montant des aides financières de l'Arabie saoudite, du Qatar, et l'implication d'Ankara dans le financement et l'entraînement des terroristes*". french.irib.ir 07.05

## 3- Israël

Vers un gel de la colonisation en Cisjordanie... C'est ce qui ressort d'informations données aujourd'hui par la radio israélienne. Benjamin Netanyahu, actuellement en visite en Chine, aurait ainsi ordonné un gel des appels d'offres pour les logements dans les colonies juives de Cisjordanie, il a en tous cas fait part de sa décision à son ministre du Logement il y a quelques jours.

Pas de confirmation officielle pour l'instant côté israélien mais on sait que Barack Obama, en visite en mars à Jerusalem, avait fortement insisté auprès du Premier ministre israélien pour un gel des colonisations, élément essentiel de toute reprise des négociations de paix entre Etat hébreu et Palestiniens. Les pourparlers sont à l'arrêt depuis 2010. euronews.com 07.05



## SOCIAL

### Allemagne

Près de 100.000 employés de la métallurgie se sont mis en grève mardi à travers l'Allemagne pour exiger des augmentations de salaires, a annoncé le syndicat IG Metall.

Ce dernier réclame des revalorisations salariales dès le mois de mai allant jusqu'à 5,5% pour quelque 3,7 millions d'employés. Il rejette l'offre du patronat, qui propose d'augmenter les salaires de 2,3% en juillet.

Les négociations se déroulent région par région. Si un accord est conclu dans un Land, il est ensuite généralement adopté dans les autres Etats du pays.

IG Metall envisage de faire voter à ses adhérents le principe d'une grève illimitée si aucun accord n'est conclu d'ici la Pentecôte, les 19 et 20 mai.

De nouvelles grèves sont d'ores et déjà prévues mercredi dans le Bade-Wurtemberg, siège des constructeurs automobiles Daimler et Porsche, en Bavière et en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Après une décennie de modération salariale, les syndicats allemands exigent des revalorisations avec l'espoir d'être soutenus par les responsables politiques du pays à l'approche des élections législatives du mois de septembre. Reuters 07.05

---

## ECONOMIE

### 1- FMI

La directrice générale du FMI donnait une conférence à l'université à Amsterdam, mais les étudiants l'ont interrompue :

*"Pourquoi la technocratie est meilleure que la démocratie ?"*, crie l'une d'eux, reprise en chœur par ses camarades dans la salle. Au bout d'un moment, Christine Lagarde a répondu :

*"Evidemment ce que nous visons, comme je l'ai dit précédemment, c'est la stabilité, et clairement nous avons besoin en ce moment d'une discussion stable."* euronews.com 07.05

*"Evidemment"...* elle a répondu à côté de la question...

### 2- OMC

Le Brésilien Roberto Azevedo, un diplomate de carrière spécialiste des relations commerciales, sera le prochain directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a-t-on appris mardi de source diplomatique.

Roberto Azevedo, ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, a été préféré par les 159 pays membres à l'ex-ministre mexicain du Commerce Herminio Blanco. Il sera le premier latino-américain à diriger l'organisation fondée en 1995.

Roberto Azevedo, 55 ans n'a pratiquement pas quitté Genève le siège de l'OMC durant les 16 ans où il a dirigé la délégation brésilienne. Azevedo a bataillé, parfois avec succès contre les subventions des Etats Unis et de l'Union européenne à leurs agriculteurs.

Roberto Azevedo estime que le système commercial est affaibli par la paralysie des négociations commerciales. Il va devoir s'attaquer à la simplification des prises de décisions au sein d'une organisation paralysée.

Le nouveau directeur général prendra ses fonctions le 1er septembre et devra immédiatement s'atteler à la préparation de la "Conférence ministérielle" bisannuelle prévue à Bali, en Indonésie, en décembre.

Ce sommet est censé déboucher sur un accord de standardisation des procédures douanières susceptible, selon ses promoteurs, de favoriser les échanges, donc de soutenir la croissance mondiale. Reuters et euronews.com 07.05

## 2- Monopole absolu

Apple et Samsung, ce sont 100% des profits de l'industrie du mobile - L'Expansion.com

Apple capterait 57% des bénéfices d'exploitation du secteur, Samsung 43%. Aucun autre constructeur ne gagne d'argent sur son activité de téléphonie mobile, selon des analystes.

Qui capte le plus de profits dans l'industrie du téléphone mobile ? Toujours les mêmes. Apple et Samsung. Et ces deux acteurs ne font pas dans la demi-mesure : ils concentrent 100% des bénéfices d'exploitation du secteur ! C'est en tout cas le calcul des analystes de Cannacord Genuity, pour le premier trimestre 2013. Aucun des autres industriels du secteur ne gagne d'argent. L'Expansion.com 07.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 mai 2013

### CAUSERIE

J'ai dû actualiser sommairement le site car je dois aller au bureau d'immigration en urgence. Je n'ai pas eu le temps de me relire, je corrigerai à mon retour. Je mettrai aussi en ligne des articles de presse et d'autres articles dans différentes rubriques. Sinon demain, car je dois encore retourner en ville cet après-midi pour téléphoner en France, mon épouse est au plus mal.

Rédigé hier soir.

Mon épouse m'a appelé de la clinique Casamance où elle est hospitalisée depuis trois jours après avoir eu un nouveau malaise plus grave, elle crache du sang et m'a demandé en pleurant de l'oublier car continuer de vivre avec le bruit infernal de ses deux valves cardiaques qui lui résonnent dans la tête la rend folle, elle préfère mourir et va le dire au médecin qui doit s'occuper d'elle. Elle a rapidement raccroché parce qu'elle était trop faible pour parler. Pour supporter une telle épreuve il faut être particulièrement équilibré mentalement et si possible intellectuellement, or ce n'est pas le cas de mon épouse. Sans ces valves elles seraient mortes depuis plus de six ans, elle a fait preuve d'un courage exceptionnel et d'une formidable volonté pour survivre jusqu'à présent, je crois que son acharnement à rester seule en France avec toutes les difficultés qui l'attendaient l'aura finalement achevé. Elle aussi elle se bat, elle résiste, mais il y a malheureusement dans la vie des fatalités contre lesquelles on est impuissant. Je ne lui ai pas dit évidemment. Sa vie aurait sans doute été plus facile si je lui avais consacré plus de temps, mais au bout du compte cela n'aurait rien changé, c'est ce que j'avais fait avec mon ex-épouse, j'ai sacrifié bien des choses et elle a quand même fini par partir, dans d'autres conditions mais le résultat aura été le même.

Je ne sais pas quoi dire, je n'avais pas de nouvelles depuis trois jours et je commençais à m'inquiéter, je me dis que je dois me faire à l'idée d'une issue fatale à court terme. Elle m'a dit que le médicament qui régule sa pression sanguine était un poison, elle le prend depuis sept ans, je n'y comprends rien, après les poumons ce serait les reins qui seraient atteints, je ne sais pas qui lui a dit cela, un autre médecin peut-être.

Je suis bien triste et un peu désespéré car je ne sais pas quoi penser, c'est peut-être une fausse alerte. Elle était en colère parce que le consulat avait refusé un visa à son frère pour qu'il la rejoigne en France, il aurait pu la soutenir et elle aurait été moins seule, je n'ai cessé de lui dire de rester en Inde mais elle n'a rien voulu savoir et de mon côté je ne peux pas rentrer en France, ma situation serait invivable. Elle m'a dit de continuer de me battre parce qu'on vit vraiment dans un monde pourri, je lui ai demandé de penser à autre chose, mais elle s'est emportée, je n'ai pas insisté.

Demain je dois aller au bureau d'immigration pour valider mon visa, je devais y aller avant le 8 mai en principe, je croyais qu'il me restait encore un mois, je suis tellement occupé que je ne vous pas le temps passé, le 1er mai dans la causerie j'avais écrit une bafouille en croyant qu'on était le 1er avril, c'est pour dire.

Ici ils ont recommencé à couper le courant toutes les nuits, c'est infernal, on croule de fatigue, on vit sur les nerfs et on est à moitié détraqué, mais le mental ou le moral tient le coup. Et pour tout arranger je croule sous les emmerdements entre mon convertisseur de courant que je n'ai toujours pas récupéré depuis deux mois, la télé qui est tombée en panne, un climatiseur qui est foutu, la moto dont je n'ai pas le temps de m'occuper, mes dents, mon pied gauche, bref je n'ai que l'embarras du choix!

J'arrête d'actualiser le site pendant deux semaines et j'ai le temps de tout régler. Et la guerre en Syrie alors ? J'y pense en permanence, contre l'Iran aussi, ces cinglés sont bien décidés à aller jusqu'au bout, c'est ma conviction. On vit dans un monde dirigé par des dingues et nous sommes une infime minorité à en avoir vraiment conscience, et encore moins que cela encore si j'en juge par les accommodations auxquelles les uns et les autres se prêtent, un tel manque de discernement laisse rêveur de la

part de militants. De mon côté à mon modeste niveau j'aurais vraiment tout tenté, essayé, testé, engagé pour déblayer le terrain et parvenir à y voir clair, en vain, c'est plus que troublant ou consternant, effrayant, terrifiant pour l'avenir, ce soir je ne suis pas disposé à tourner autour du pot, je vous livre ce que je pense réellement. Indirectement j'avais fondé l'espoir que mes analyses permettraient de favoriser le rapprochement entre militants, cadres ou dirigeants, courants ou différentes tendances révolutionnaires, en vain, même sans y être associé directement, j'y aurais vu se concrétiser l'espoir de forger une nouvelle avant-garde sur la base du programme de la révolution socialiste internationale. J'ajouterai sans prétendre que mes analyses aient été toujours correctes, disons que les questions que je posais pouvaient servir de déclic pour en résoudre certaines laissées sans réponse satisfaisantes depuis des lustres et qu'on trimballe comme de vieilles casseroles, les casseroles du mouvement ouvrier, cela n'aura servi à rien.

Personne n'est parfait, j'ai essayé de donner l'exemple en ne me prenant pas trop au sérieux pour que les lecteurs ne se sentent pas obligés de m'apprécier et qu'ils fassent bien la distinction entre la personne qui s'adressait à eux et le contenu de son discours, de telle sorte qu'il concentre uniquement son attention sur les questions que nous abordions et qu'il oublie qui les posait car finalement cela ne présente aucun intérêt, j'ai envie de dire, faites comme si je n'existais pas, c'est plus simple ainsi, cela ne vient pas polluer votre raisonnement. Souvent on a un a priori favorable ou défavorable sur une question en fonction de la personne qui l'aborde ou la traite, consciemment ou non, c'est stupide et cela ne devrait pas entrer en ligne de compte. J'essaie de comprendre comment des travailleurs ou des militants peuvent supporter un ou des dirigeants, alors que leurs discours sont insupportables, par exemple Mélenchon qui soutient l'UE, admettons que ces militants ignorent la nature de l'UE, d'accord, mais quand il en appelle à l'ONU, là le doute n'est pas permis, ou encore quand il se voit Premier ministre de Hollande, on croit rêver, on se dit mais ce n'est pas possible que des militants ouvriers supportent le Front de gauche une minute de plus, c'est plus que grotesque, cela tourne à guignol, on a à faire à un charlatan qui ne prend même plus la peine de le camoufler, comment peut-on prétendre combattre pour le socialisme avec de tels dirigeants prêts à gouverner avec des ennemis du socialisme qui plus est ont déjà gouvernés avec eux, y compris le parti de l'ordre officiel, à ma connaissance Chirac était bien au RPR quand Mélenchon en fut ministre, il faut être tombé sur la tête, n'avoir aucun principe ou avoir une conception du socialisme qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme.

Je ne dois pas être comme tout le monde il faut croire, avant-hier je suis tombé sur un portail que je ne connaissais pas, j'ai découvert des articles et des photos, il y avait aussi des vidéos sur les ravages causés par les bombes à uranium appauvri que les Américains ont balancé sur l'Irak, les mots nous manquent pour qualifier ce crime, c'est monstrueux ce qu'ils ont fait, je suis resté un moment scotché sur ces photos d'enfants difformes, je n'étais pas hébété, je voulais en tirer une leçon, je ne voulais pas ou ne pouvais pas les quitter des yeux sans en tirer profit pour notre cause, la leur ces malheureux, ils sont tous morts depuis, je me suis demandé comment on a pu continuer de vivre après comme avant, comment les masses qui ont eu ces informations sont finalement demeurées indifférentes à cette épouvantable tragédie, pire encore de la part des différentes formations politiques qui ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur une plate-forme d'actions communes contre le régime en place, ce qu'avait réussi à faire autrefois les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les bolcheviks en Russie contre le tsar et son régime féodal, je me suis dit alors que le sort du peuple irakien et des autres en général passait apparemment après leurs misérables intérêts de boutiquiers, que faudrait-il alors qu'il se produise pour qu'ils changent de comportement si face à pareille cruauté ils ne réagissent pas, c'est à se demander s'ils en seront capables un jour, on est en droit d'en douter fortement au regard de cette expérience.

L'abjection du capitalisme qui s'étale sous nos yeux quotidiennement, les bruits des canons qui résonnent continuellement dans nos oreilles devrait être une source de cauchemar pour tout militant ouvrier, la souffrance des peuples sacrifiés, martyrisés ne semble pas parvenir à celles de nos dirigeants. Certains ont le mérite d'appeler à l'unité, leur appel reste vain, cela ne suffit pas, il faut démasquer, dénoncer, matraquer ceux qui s'y opposent, mettre en lumière leur collusion avec l'ennemi et appeler les militants à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires, il faut les harceler, les briser, il n'y a rien à attendre des dirigeants de ces partis, cela fait des lustres qu'ils en font la démonstration, ils ne changeront jamais, ils sont liés au régime en place, cela vaut pour le NPA et LO, aucun de leurs dirigeants n'a les qualités requises pour prendre la direction du mouvement ouvrier, cela explique en partie pourquoi ils ne le revendiquent pas d'ailleurs, ils en seraient incapables.

Autrefois des dirigeants se sont hissés à la tête du mouvement ouvrier alors qu'ils n'existaient ni la radio ni la télévision ni Internet, à croire qu'un miracle se serait produit et pourtant non, ils avaient le charisme, la méthode, le discours ou le langage adapté à leur auditoire, ils inspiraient confiance à des masses en grande partie incultes, on pourra toujours dire que d'une certaine manière cela les favorisa, dans ce cas-là il ne faut pas oublier d'ajouter que d'autres facteurs jouaient en sens contraire, elles étaient superstitieuses et sous l'emprise des curés aussi, moins instruites et moins aptes à réfléchir, plus aptes à agir sur un coup de tête, à favoriser leur état d'âme sous la pression des événements ou d'éléments extérieurs malintentionnés à leur égard, sournois ou fourbes, sans réelles connaissances, il était facile de les rouler dans la farine, et cependant les masses parvenaient à distinguer le bon grain de l'ivraie.

Une fois n'est pas coutume ces derniers temps, j'ai eu à feuilleter le week-end dernier l'Histoire de la révolution russe de Trotsky, non pas que la manifestation de dimanche dernier m'inspira particulièrement mais je m'y suis cependant intéressé, je ne l'ai pas traité avec mépris contrairement à d'autres, je l'ai relaté dans plusieurs causeries. En février 1917 il n'y avait que 15.000 militants au parti bolchevik à Pétrograd, c'était très peu, et pourtant le parti bolchevik pris le pouvoir huit mois plus tard. Si je ne me trompe pas il y avait un peu plus de 100 millions d'habitants en Russie en 1917.

Au lieu de serrer les rangs au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou de conserver l'unité de ces différentes

tendances, Lénine estima que leurs divergences étaient trop importantes pour mener la révolution socialiste à la victoire, et que pour vaincre la révolution nécessitait un parti qui témoigne une détermination sans faille sur la base d'un programme qui ne laisse planer aucun doute sur ses intentions et les objectifs politiques à atteindre... Les faits lui donnèrent raison. Il ne chercha pas à réaliser l'unité à tout prix avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires avant comme après la révolution de février 1917, en réalité à aucun moment depuis celle de 1905.

Les forces du parti bolchevik étaient certes faibles numériquement, mais lorsque la révolution éclata des milliers de militants d'autres partis déçus par la politique de leurs dirigeants se dirigèrent vers le parti bolchevik, de même que des milliers puis des dizaines de milliers de travailleurs, c'est le processus dialectique de la révolution et la détermination de Lénine qui furent responsables de cette formidable dynamique qui allait créer les conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, alors que huit mois plus tôt, même au sein du parti de Lénine pas un militant n'aurait parié un copeck sur ce scénario, souvenez-vous qu'à son retour en Russie en avril 1917, la totalité du comité central avait pris Lénine pour un dément, un fou, qui tout seul voulait se lancer à l'assaut du pouvoir.

Au lieu d'opter pour un parti de type bolchevik ou léniniste, les dirigeants du PCI puis ceux de la LCR opèrent successivement pour le PT devenu POI et le NPA, des partis ouverts à différents courants ou tendances, autrement dit au lieu de partir des enseignements de la révolution russe, considérant que la période ouverte avec la révolution russe était close depuis la chute de l'URSS, il fallait remettre les compteurs à zéro et repartir de la période qui l'avait précédé et ils prirent pour modèle la SFIO ou le parti social-démocrate qui existait au début du XXe siècle, dans l'espoir qu'ils attireraient des militants de différentes tendances qu'ils gagneraient à la leur, peut-être de telle sorte qu'à un moment donné leur tendance révolutionnaire ou trotskiste en sortirait et se transformerait en un nouveau parti communiste.

S'agissant du NPA, c'est plutôt mal barré, c'est même carrément foiré. Quant au POI, on ne peut pas dire que jusqu'à maintenant cela soit un succès, puisque le Courant communiste internationaliste a perdu environ la moitié de ses effectifs et la moitié qui demeure est composé en grande partie de militants âgés. Pire, la présence d'autres tendances dans ce parti sert de repoussoir à bon nombre de militants révolutionnaires qui sont soit inorganisés, soit organisés dans une multitude de groupes ou groupuscules, le tout conduisant l'ensemble à l'impuissance, car la présence de ces tendances qui ne se reconnaissent pas toutes dans la révolution socialiste nécessite de la part des dirigeants de POI de jongler sans cesse avec les contradictions de leur propre parti, trouver un équilibre pour satisfaire toutes ces tendances s'avère périlleux ou même casse-gueule, aventureux, ce qui de l'extérieur n'échappe pas aux militants qui qualifient l'attitude des dirigeants du POI de double langage.

Il est clair que lorsqu'on n'adopte pas la révolution pour avancer vers le socialisme, cela signifie qu'on adopte le réformisme ou le passage progressif au socialisme dans une société qui demeure sous l'emprise du capitalisme, autrement dit le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, ces deux méthodes ou moyens sont antinomiques ou opposés dans la mesure où ils ne partagent pas le même objectif ou plutôt l'un peut permettre de l'atteindre et l'autre non. Quand on a ces deux tendances qui se côtoient dans le même parti, on peut imaginer toutes les contradictions et les tensions auxquelles elles peuvent donner lieu, il faut sans cesse manoeuvrer pour qu'un tel parti n'explose pas ou alors, l'une des deux tendances se couchent devant l'autre, et si ce parti a été spécialement fondé pour permettre à la tendance réformiste bourgeoise de le rejoindre, on n'a plus besoin de se demander laquelle fait carpepe.

Finalement rien ne justifiait de ne pas construire un parti sur le modèle du parti bolchevik en l'adaptant à notre époque évidemment, de ce point de vue-là LO était l'exemple à ne pas suivre, en tenant compte des profondes transformations qu'a connu la société au cours du XXe siècle, il aurait pu servir de ralliement ou de pôle d'attraction à la majorité des militants révolutionnaires, à l'avant-garde... A suivre

[Le chiffre du jour. + de 800](#)

Selon le dernier bilan des autorités, l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection a fait plus de 800 morts. Le Point.fr 08.05

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Il doit manquer un chiffre devant.](#)

- 73 millions de jeunes chômeurs dans le monde en 2013 - AFP

Il doit manquer un chiffre devant. Aucune amélioration du marché du travail des jeunes n'est à attendre à moyen terme, avec un taux de chômage mondial des 15-24 ans attendu à 12,8% en 2018 contre 12,3% en 2013, selon une étude de l'Organisation internationale du travail. AFP

En réalité, ils sont totalement incapables de fournir un chiffre sérieux.

En Inde par exemple, plus d'1,2 milliard d'habitants, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, j'imagine que ce n'est pas un cas unique en Asie, qu'en Amérique latine et en Afrique bon nombre de pays doivent être dans le même cas. Qui plus c'est l'économie informelle ou l'agriculture qui fournissent l'essentiel des emplois, or dans ces secteurs économiques les salariés ne sont enregistrés nulle part, ils n'ont ni contrat de travail ni feuille de paie donc pas de solde de tout compte et de certificat de travail, dans ces conditions comment peut-on évaluer avec précision le niveau du chômage ?

## Le maître et son disciple.

- G7: Washington veut pousser l'Europe à "*changer de cap*" sur l'austérité - AFP

- Syrie : l'UE "*très satisfaite*" de l'accord entre les États-Unis et la Russie - LePoint.fr

... et histoires pas très sérieuses.

- Bruxelles propose douze mesures pour mieux faire aimer l'Europe - LeMonde.fr

- Bruxelles veut des comptes bancaires accessibles à tous et des banques plus transparentes - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Rencontre Kerry-Poutine sur la Syrie à Moscou avant-hier.

Selon les sources diplomatiques américaines, citées par le quotidien Al Jomhouriyat du Liban, le secrétaire d'Etat John Kerry aurait formulé une double proposition au président Poutine sur le dossier syrien.

" *Les Etats Unis auraient proposé la création d'une zone tampon le nord des frontières nord de la Syrie au lieu d'une zone d'exclusion aérienne, une zone où aucune partie ne tire sur l'autre. et une seconde proposition consiste en la tenue d'une conférence internationale en présence de la personnen d'Assad et de toutes les parties impliquées dans la crise*" L'Iran sera-t-il invité à cette conférence? " *les détails de ces propositions seront rendues public prochainement*". french.irib.ir 08.05

Les médias à la solde ne se sont pas focalisés sur les déboires de M Kerry à Moscou. et pourtant derrière les sourires affichés devant les caméras, le vieu diplomate a du affronter la colère russe, celle de Poutine entre autre qui l'a fait attendre des heures derrière les portes du Krémolin avant de le recevoir !

Mais c'est quoi qui énerve tant les Russes et les poussent de plus en plus à s'éloigner de Washington ? La Syrie ! Le journal koweïtien Al Siyasa s'intéresse à trois scénarios qui occupent en ce moment la majeure partie du temps des officiels américains et dont aucun ne satisfait pas Moscou : " *le premier scénario toujours envisagé par les Américains consiste à éliminer physiquement Assad, un assassinat qui serait commis par l'un de ses proches pour éviter que la responsabilité n'en incombe pas aux opposants ou aux parties étrangères . Un second sénario prévoit une intervention armée impliquant les Etats Unis , la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et les pays alliés. les pays arabes du golfe Persique et l'ASL soutiennent avec vigueur cette option mais la Jordanie et la Turquie sont plutôt réservées par crainte de voir toute la région embrasée. Et il existe un troisième scénario et qui consiste à attendre 2014 et la fin du mandat d'Assad pour lui demander de se retirer du pouvoir et de quitter le pays sans courir le risque d'être poursuivi sous peine de quoi les Etats Unis et leurs alliés auront recours à la force*".

Or ces trois scénarios ne plaisent pas aux Russes dans la mesure où tous les trois relèvent de la pure ingérence dans les affaires d'un Etat souverain. les dirigeants arabes se rendront bientôt en Turquie où ils débattront avec les Américains et Turcs de ces trois scénarios sur fond d'accusations de l'usage d'armes chimiques qui pèse contre le régime Assad et qui constitue aux yeux des russes plutôt un prétexte qu'autre chose pour déclencher la guerre. french.irib.ir 08.05

Pour Vojislav Motosov, expert russe des question internationales, la visite de Kerry, à Moscou, n'avait qu'un seul objectif, persuader les Russes de la "nécessité de renoncer à Assad" !

" *Et pourtant, il est impossible que la Russie accepte le départ d'Assad, car la politique syrienne de la Russie rejette, d'emblée, toute négociation autour de la personnalité d'Assad ou de la nature du régime, qui devra être celui de la Syrie. La Russie est partisane acharnée du fait que le droit international soit discuté, dans l'objectif de faire respecter les droits des Etats à se défendre. La Russie s'oppose, en ce sens, à toute ingérence, dans les affaires intérieures des Etats. "Ce que prétendent les Américains, au sujet de leur soutien à la déclaration de Genève, est un pur mensonge. La pensée américaine, dans cette affaire, consiste, ni plus,*

*ni moins, à pousser Assad vers la porte de sortie, et en cas de refus de ce dernier, à refuser d'accepter toute solution négociée à la crise, à armer ses mercenaires, en Syrie, d'armes sophistiquées et à les envoyer combattre le régime syrien, jusqu'à ce qu'il soit renversé."*

*"En effet, les Américains ont l'habitude de mettre à profit la faiblesse de leurs adversaires. Si ces derniers font preuve de faiblesse, les Etats Unis continuent leurs pressions, mais dès que le rival se montre ferme, dans ses positions, les Américains finissent par revoir leur ligne de conduite". le stratège russe a rappelé le titre de l'avant texte d'une loi qui s'apprête à être voté, au Congrès, "Stabilité, en Syrie, en 2013" : "l'article phare de ce texte est le soutien armé aux rebelles syriens. Les néocons, les faucons et les lobbies pro-Israélien pressent Obama, pour qu'il accepte ce projet de loi". "La visite de Kerry, en Russie, est une occasion, pour Moscou, de comprendre les évolutions de la politique syrienne de la Maison Blanche. S'il y a des changements ou bien si Washington continue à s'en tenir à son bellicisme anti-syrien. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que si les Etats Unis continuent à accorder leur prédilection à la solution militaire, en Syrie, la Russie va revoir ses accords stratégiques avec le régime Assad, va l'armer de tous les armements nécessaires à la défense de la Syrie, face aux agressions étrangères". french.trib.ir 08.05*

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Liban

Dans sa première réaction au raid aérien de 5 mai d'Israël contre la banlieue de Damas, le secrétaire général du Hezbollah a affirmé réagir immédiatement à toute éventuelle attaque militaire sioniste contre le Hezbollah. selon le journal Al Ray qui cite Nasrallah au cours d'une réunion interpartite, " *il n'existe aucune issue digne de ce nom pour la guerre internationale qui se déroule en Syrie. Aucun signe d'apaisement n'est perceptible. .... de très profondes fissures existent entre les parties en lice, les sunnites, les chiites, les kurdes et les alaouites, ce qui rend particulièrement difficile une entente* ". Le secrétaire général du Hezbollah met ensuite garde contre les risques d'une extension du conflit syrien au Liban. " *Si cette crise finit par contaminer le Liban, il va sans dire que la situation des musulmans et du pays en général sera déstabilisée et il y a même les risques d'un conflit à caractère confessionnel* " *Le Liban se trouve pleinement engagé dans une période marquée par des découvertes pétro gazières, ce qui pourrait assurer la prospérité et le bonheur de ses citoyens*".

Selon le journal koweïtien, le secrétaire général revient ensuite sur la guerre en Syrie qui " *s'est transformée en une arène où s'affrontent les pays occidentaux et islamiques* " *En Syrie, le Qatar a ses agents, l'Arabie saoudite, les siens et à côté, la France, les Etats Unis et la Grande Bretagne entraînent leurs forces. Personne ne fait attention à ceux qui veulent le dialogue national et la fin de la guerre. Il n'existe pas cet esprit de l'entente qui a précédé le dialogue national libanais en 1989*" *la crise syrienne est une vraie calamité. Tout est désormais possible et chaque possibilité est pire de toutes. La seule solution viable passe par le dialogue et les Syriens ne doivent pas attendre Obama ou Poutine pour se tirer de la crise*" le secrétaire général du Hezbollah réagit aussi au raid israélien en affirmant qu'en cas de la moindre attaque contre les réserves de missiles du Hezbollah, le Hezbollah ripostera immédiatement et sans considération aucune. french.trib.ir 08.05

#### Jordanie

Le parlement jordanien a voté l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël et le rappel de l'ambassadeur jordanien en poste à Tel Aviv. la décision répond aux attaques multiples de l'armée sioniste contre la mosquée d'Al Aqssa et la nouvelle vague d'arrestation en Cisjordanie. les députés demandent aussi la révision du traité de paix avec Israël. french.trib.ir 08.05

---

## SOCIAL

#### Bangladesh

Le Bangladesh a fermé 18 usines du textile pour des raisons de sécurité après l'effondrement, le 24 avril, d'un immeuble de 9 étages qui abritait des ateliers de confection. De précédentes informations avaient fait état d'un bâtiment de huit étages mais le responsable de l'enquête a ensuite affirmé qu'il y en avait neuf. " *Seize usines ont été fermées à Dacca et deux à Chittagong*", la deuxième ville du pays, a annoncé à la presse le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique, précisant que de nouvelles usines seraient fermées dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité.

Il s'agit des premières fermetures décidées par les autorités depuis le drame, le plus meurtrier de l'histoire industrielle du pays.

Le Point.fr et Reuters 08.05

## Allemagne

Près de 400.000 salariés du secteur de la métallurgie en Allemagne ont participé à un mouvement de grève en une semaine pour réclamer des hausses de salaires, a annoncé mercredi le syndicat allemand IG Metall.

"Jusqu'à présent, plus de 390.000 salariés dans 1.600 entreprises ont participé à la grève +d'avertissement+", a déclaré le puissant syndicat dans un communiqué.

Ce type de grève, connu sous le nom de "Warnstreik" en Allemagne, ne nécessite pas de vote des adhérents et se traduit généralement par des débrayages de quelques heures seulement, afin de faire pression sur l'employeur en période de négociations salariales.

Sur la seule journée de mercredi, quelque 90.000 grévistes ont débrayé, a ajouté IG Metall, soulignant que d'autres actions devaient se dérouler en fin d'après-midi et dans la soirée.

L'Etat régional de Bavière (sud) a été le plus mobilisé, avec environ 33.000 grévistes dans 72 entreprises, dont 12.800 débrayages au sein des différentes usines du constructeur automobile BMW et 1.600 chez le producteur de roulements et de systèmes de lubrification SKF.

Les Etats régionaux de Bade-Wurtemberg (sud-ouest) et de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest) ont également répondu à l'appel du syndicat avec des mobilisations respectives de 32.000 et 15.700 grévistes pendant quelques heures sur la journée.

D'autres mouvements de plus faible ampleur se sont déroulés dans la plupart des autres Länder allemands. A Kaiserslautern, en Rhénanie-Palatinat (sud-ouest), 1.200 salariés ont ainsi cessé le travail dans une usine du constructeur automobile Opel, selon le communiqué.

Interrogé par l'AFP, une porte-parole d'IG Metall a précisé que le syndicat menait mercredi des négociations dans l'Etat régional de Bavière qui, en cas d'accord, pourraient servir de modèle pour les autres régions d'Allemagne.

"Nous sommes confiants, mais hier des négociations dans le Bade-Wurtemberg se sont soldées par un échec", a précisé cette porte-parole, soulignant qu'un nouveau tour de table pourrait s'avérer nécessaire la semaine prochaine.

D'ici là, le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit, a-t-elle encore ajouté.  
AFP 08.05

Ils sont décidément très forts ces "syndicalistes", sans rien avoir obtenu ils annoncent déjà que "*le mouvement de grève devrait marquer une pause ou du moins être considérablement réduit*", à la place du patronat je jouerais le pourrissement.

C'est marrant quand on y pense, on se dit que ce genre de syndicalistes auraient pu faire d'excellents représentants patronaux, la preuve en me mettant à leur place je saurais quoi faire pour défendre les intérêts du patronat. Ils ont raté leur vocation !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 mai 2013

## CAUSERIE

A ceux qui ont lu les causeries des derniers jours où j'ai encore étrillé Mélenchon et le Front de gauche. J'ai reçu un courriel de l'abruti qui me harcèle depuis des années, sympathisant ou adhérent du POI, il a titré son mail que je n'ai pas ouvert et qui est parti directement à la poubelle : "*au cul de Mélenchon*", parce que j'avais appelé à participer à la manifestation du 5 mai sur des mots d'ordre opposés justement à ceux de ses organisations que j'ai qualifiés par ailleurs de contre-révolutionnaires.

Il n'a pas dû digérer que j'analyse sur quoi reposait le refus de certains de ne pas y participer après avoir mis en lumière leurs vulgaires manoeuvres d'appareils. Cela démontre qu'en fait ils ne sont même pas capables d'assumer leurs positions, c'est très grave évidemment, car on ne peut pas faire confiance à de tels dirigeants ou partis.

Vous avouerez que lorsqu'on est à court d'arguments pour défendre ses positions on verse volontiers dans l'insulte, la

calomnie, l'amalgame, le faux, la falsification, et d'autres procédés indignes pour discréditer les arguments de ses adversaires. C'est franchement misérable.

Réponse à l'article paru dans le n°6 de Lutte des classes : *Il est temps de rompre avec le sectarisme.*

Non, non et non, le Front de gauche n'a pas pour vocation de regrouper les militants qui entendent lutter contre le gouvernement et les institutions, d'ailleurs leurs principaux dirigeants, Mélenchon et Laurent ne cessent de leur donner des gages dans ce sens. Le dernier en date et répété à deux reprises en quelques jours fut d'annoncer qu'il était prêt à devenir le Premier ministre de Hollande et de la majorité parlementaire ayant adopté le TSCG, la "*règle d'or*" ou encore ayant voté pour l'intervention militaire au Mali, notamment. Mélenchon en devenant le ministre de Chirac avait déjà épuisé tout crédit qu'on pouvait lui accorder, que les travailleurs aient la mémoire courte est une chose, de la part de dirigeants c'est impardonnable.

Quant à Pierre Laurent, le 5 avril, dans une interview à *Libération* il avait clarifié sur quoi reposait la VIe République qui figure dans le programme du Front de gauche, en affirmant que pour qu'une Assemblée constitutane voie le jour il ne serait même pas la peine de procéder à de nouvelles élections et que l'Assemblée nationale telle qu'elle existait pouvait très bien faire l'affaire, autrement dit sur le plan politique cela ne changerait strictement rien. Ajoutons que le Front de gauche n'entend pas rompre avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI ou l'ONU.

Voilà dans quelle impasse le Front de gauche entend mener les militants et travailleurs, l'affirmation selon laquelle la "*cette coalition offre une perspective de regroupement politique des travailleurs opposés à la politique de l'offensive européenne de la bourgeoisie*" est une vue de l'esprit, en réalité elle s'inscrit en totale contradiction avec les faits, les déclarations, les positions et le programme du Front de gauche. L'objectif politique du Front de gauche est de récupérer pour le compte du régime en place les militants ou les travailleurs qui manifestent le plus de détermination à le combattre, ce qui se concrétise par son refus ou son incapacité de les organiser et de préparer sérieusement les actions qu'il leur propose. Une manifestation comme celle du 5 mai aurait dû faire l'objet de réunions et de meetings dans tout le pays au cours du mois précédent pour mobiliser la classe et y associer les différents partis de gauche ou d'extrême gauche, or il n'en fut rien.

Pour notre part nous avons estimé qu'il était tactiquement possible de participer à cette manifestation, de soutenir Mélenchon ou le Front de gauche dans d'autres circonstances, mais sans aller au-delà. Nous poursuivrons plus tard cette discussion. Quant à se référer à l'entrisme dans le PS dans les années 30 prôné par Trotsky, voilà qui m'a tout l'air de sombrer dans le dogmatisme, de vouloir prendre le contre-pied du NPA et du POI pour tomber dans le même travers. Ne serait-ce pas reprendre la méthode de Pablo qui prônait de faire de l'entrisme dans les PC pour en modifier l'orientation politique, alors que tout indiquait que ce serait toujours impossible, ce que les faits ont amplement démontré depuis le début des années 50. L'entrisme, parlons-en, ceux qui l'ont pratiqué bien au-delà des années 30 ne s'en sont jamais remis, au mieux les uns ont fini par complètement abandonner le marxisme, au pire ils se sont retrouvés dans le parti républicain américain! A suivre

### Le chiffre du jour. 912

Le bilan de l'effondrement il y a deux semaines du complexe du Rana Plaza, qui abritait des ateliers textiles, a été porté 912 morts. Reuters 09.05

### Qui a dit ?

- "*Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et, en un tour de mains, ils créeront assez d'argent pour la racheter. Ôtez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes Fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais, si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits.*"

Réponse : Sir Josiah Stamps, directeur de la banque d'Angleterre 1928 – 1941, réputé 2<sup>ème</sup> Fortune d'Angleterre à cette époque.

Alors, messieurs Mélenchon et Laurent, on le exproprie ou non les banquiers, les actionnaires du CAC40, des grandes entreprises ? Vous connaissez leur réponse. Que voulez-vous on est de gauche ou on ne l'est pas, on est socialiste ou on ne l'est pas...

- Le rôle des monarchies européennes - euronews.fr 08.05

Question : Pourquoi un tel article ?

Réponse : Partant du constat que l'immense majorité de la population ne possède ni les informations indispensables ni le niveau de connaissances requis pour pouvoir disposer librement de son sort et qui plus celui de tout un peuple, il est normal qu'elle



s'en remet à une autorité supérieure, sorte de sauveur suprême, monarque, empereur, chef d'Etat, qui remplit ces conditions pour gérer à sa place son destin et celui du pays.

On pourrait ajouter de la même manière que sur le plan de la morale, il est normal que ce soit un dieu qui assume cette fonction puisque vous en êtes incapables. Et si un personnage concentre le pouvoir politique dans un pays, on ne peut pas l'accuser d'être un dictateur, car en réalité oeuvrant au bien commun de tous les hommes ou l'intérêt général de la société, sa légitimité est assimilable à un droit divin qu'il ne serait pas davantage raisonnable de contester, amen ou la boucle est bouclée.

Allons plus loin.

Depuis quelque temps on peut observer en Europe que les droits politiques des travailleurs sont spoliés ou anéantis par le biais du pouvoir grandissant de l'Union européenne leur imposant sa dictature. Pouvoir acquis au détriment des parlements nationaux qui ont accepté de se soumettre à cette dictature.

En réalité, en dehors de quelques pays comme la Russie ou la Chine susceptibles de rivaliser avec les pays occidentaux dominants, c'est le monde entier qui se retrouve à la merci d'institutions financières ou politiques qui concentrent le pouvoir et décident du sort de tous les peuples, condition de travail et de rémunération, niveau de vie, emploi, scolarisation, habitation, accès à la santé, etc.

Dans tous les pays existe une constitution et des institutions, une forme de représentation politique disposant d'un vernis démocratique destiné à laisser penser que chaque citoyen aurait les moyens d'influer sur le cours des choses dans son propre pays, alors qu'il n'en est rien puisque ces institutions nationales fonctionnent déjà en grande partie comme des relais nationaux d'une ou plusieurs institutions supranationales créées par l'impérialisme américain, tous les pays en sont membres (FMI, Banque mondiale, UE, ONU, etc.) de gré ou de force, de gré de préférence pour ne pas être sévèrement sanctionnés par les maîtres du monde qui tiennent l'économie mondiale, détiennent le pouvoir militaire et exerce leur hégémonie politique sur le monde.

Les maîtres du monde, l'oligarchie financière et l'élite intellectuelle à son service n'ont cessé de parfaire ce dispositif politique destiné à spolier définitivement le prolétariat mondial de tout droit politique afin d'établir un gouvernement mondial sur lequel il n'aurait aucune emprise, il serait totalement déposséder du droit d'intervenir sur tous les rapports économiques, sociaux, politiques, culturelles ou questions de société, son mode de vie comme son mode de pensée lui seraient imposés sans qu'ils puissent le modifier ou agir dessus.

Il faut que les peuples se fassent à cette idée ou admettent que s'ils étaient incapables hier de prendre en mains leur destin, ils s'en sont sortis ce fut uniquement grâce à l'action de souverains éclairés et bons, qu'ils le sont toujours autant aujourd'hui, ils doivent l'élévation de leur mode de vie et de vivre en paix à la conduite exemplaire des affaires de leur pays par des chefs d'Etat ayant fait preuve de grandes qualités ou d'une grande sagesse, ils le seront forcément encore demain.

Cependant, la crise, les inégalités, les guerres incessantes, bref les difficultés auxquelles doivent faire face malheureusement tous les peuples démontrent que le monde doit évoluer et ne peut pas rester dans la configuration qu'on lui connaît aujourd'hui, son organisation doit évoluer, l'existence d'Etats-nations est devenue un frein, un obstacle au réglément de tous les problèmes économiques et sociaux qui accablent injustement les populations, ils ont démontré qu'ils étaient incapables de les résoudre ils faut donc avancer rapidement vers une autre organisation à l'échelle des continents et du monde, car c'est seulement à ce niveau qu'il sera possible de venir à bout des égoïsmes nationaux pour le bien de tous les peuples...

C'est guidé par cette bonne intention à votre égard que l'Union européenne se construit, l'Aléna, le Mercosur, l'ONU et d'autres institutions qui oeuvrent quotidiennement à votre bien-être, à la prospérité et à la paix.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### [Des vauriens détiennent le pouvoir](#)

- JPMorgan poursuivie en Californie pour fraudes liées aux cartes de crédit - AFP
- Québec: coup de filet sans précédent contre la corruption dans le BTP - AFP
- Des hackers détournent des comptes bancaires et volent 45 millions de dollars - AFP

### [L'austérité a quand même du bon.](#)

- Italie: le FMI prône des coupes dans les dépenses et des baisses d'impôts - AFP
- La Slovénie privatise 15 sociétés et augmente la TVA - Reuters
- Le chômage des jeunes dépasse les 60% en Grèce - Reuters
- Portugal: le chômage grimpe au taux record de 17,7% au 1er trimestre - AFP
- Schäuble : la France est "*sur la bonne voie*" - LePoint.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

1.1- Le régime de Damas a annoncé jeudi qu'il répliquerait immédiatement et durement à toute nouvelle attaque d'Israël contre son territoire, au moment où le mouvement libanais Hezbollah assurait que son allié syrien lui livrerait de nouveaux types d'armes.

"*Bachar al-Assad doit s'en aller*". John Kerry le secrétaire d'Etat américain l'a répété ce jeudi à Rome lors de nouvelles discussions sur la Syrie, cette fois avec le chef de la diplomatie jordanienne Nasser Judeh. John Kerry qui confirme la poursuite des préparatifs pour mettre sur pied une conférence internationale. Objectif : trouver une solution politique à cette crise. Et le président syrien n'en ferait pas partie. "*Le ministre des Affaires étrangères jordanien va travailler avec nous pour essayer de réunir toutes les parties autour d'une même table souligne John Kerry. L'objectif est de mettre en place un gouvernement de transition issu d'un consensus, ce qui signifie clairement pour nous que le président Assad ne sera pas une composante de ce gouvernement de transition*". euronews.com 09.05

1.2- Dans un entretien exclusif à l'AFP, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad a affirmé qu'"instruction a été donnée de répondre immédiatement à toute nouvelle attaque israélienne".

"*Nos représailles contre Israël seront dures et douloureuses (...)* En aucun cas la Syrie ne permettra que (les attaques israéliennes) se reproduisent", a-t-il souligné.

Israël a lancé vendredi et dimanche une série de raids dans la région de Damas, qui visaient selon des responsables israéliens des armes iraniennes destinées au parti chiite libanais Hezbollah, ce que Téhéran a démenti.

M. Moqdad a lui aussi qualifié de "*mensonges*" les affirmations d'Israël. "*Il n'y pas de voitures qui transféraient des armes*" vers le Hezbollah, a-t-il affirmé.

Peu après, Hassan Nasrallah, le chef de ce mouvement dont des hommes combattent auprès de l'armée syrienne, a assuré sur la chaîne al-Manar que "*la riposte syrienne aux raids israéliens sur son territoire sera de fournir au Hezbollah des nouveaux types d'armes*".

"*La réponse syrienne est hautement stratégique parce qu'elle implique également l'ouverture du front du Golan (occupé par Israël) aux combattants de la résistance*", a précisé le chef du Hezbollah, qui avait affronté l'Etat hébreu en 2006 lors d'une guerre sanglante et dévastatrice.

Les autorités syriennes ont par ailleurs salué le rapprochement américano-russe en faveur d'une solution politique au conflit en Syrie, en se disant confiant en la fermeté de la position de Moscou, Washington insistant cependant sur un départ négocié du président Bachar al-Assad.

Opposés sur le dossier syrien, la Russie --fidèle allié du régime de Damas-- et les Etats-Unis ont annoncé mardi un accord sur les bases de la réunion de Genève de juin 2012, qui avait appelé à un arrêt des combats et à une transition démocratique sans préciser le sort de M. Assad.

Mais l'opposition a répété mercredi qu'elle considérait le départ du président syrien comme un préalable à toute discussion, portant un coup dur à l'appel américano-russe.

Et le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui s'était montré nettement plus évasif sur le sujet mardi à Moscou, a réaffirmé jeudi à Rome la position de Washington sur la nécessité d'un départ de M. Assad. AFP 09.05

## 2- Afghanistan

Les Américains veulent garder neuf bases militaires en Afghanistan après 2014 et certains pays de l'Otan envisagent aussi de maintenir des soldats dans le pays, a déclaré jeudi le président afghan Hamid Karzaï, en se disant favorable à la demande américaine.

Les Américains "*veulent neuf bases à travers l'Afghanistan*" et "*nous allons leur donner*" ces bases car "*cela est dans l'intérêt*" du pays, a déclaré M. Karzaï lors d'un discours à l'Université de Kaboul retransmis en direct à la télévision.

Ces bases se trouvent aux quatre coins du pays: à Kaboul, Bagram (près de Kaboul), Mazar-i-Sharif (nord), Jalalabad (est), Gardez (sud-est), Kandahar (sud), Helmand (sud), Shindand (ouest) et Hérat (ouest), a-t-il détaillé.

La Maison Blanche a rapidement réagi jeudi aux déclarations du président Karzaï. "*Les Etats-Unis ne cherchent pas (à avoir) des bases militaires permanentes en Afghanistan*", a déclaré le porte-parole de la présidence, Jay Carney.

"*Toute présence (militaire) américaine serait uniquement à l'invitation du gouvernement afghan et dans le but de former des soldats afghans et de s'en prendre aux derniers éléments d'Al-Qaïda*", a dit M. Carney.

M. Karzaï a par ailleurs assuré que, outre les Etats-Unis, d'autres pays de l'Otan envisageaient de maintenir une présence militaire au-delà de 2014.

"*L'Otan avait l'habitude de dire qu'elle allait partir, mais maintenant ils viennent les uns après les autres nous dire +non nous n'allons pas partir, nous allons rester+*", a-t-il affirmé sans citer de pays ni expliquer quelle serait leur mission. Plusieurs pays de l'Otan contribuent actuellement à la formation des forces afghanes.

Chaque pays concerné devra conclure, selon le président afghan, un "*accord bilatéral*" avec Kaboul sur les modalités de sa présence au-delà de 2014.

L'Isaf combat depuis plus de dix ans au côté des forces afghanes l'insurrection menée par les talibans, qui ont gagné du terrain ces dernières années, au point de pousser les Occidentaux à envisager des discussions de paix.

2014 est aussi l'année où l'Afghanistan doit voter pour désigner un successeur à M. Karzaï, qui ne peut en principe se présenter pour un autre mandat.

"*La seule chose nouvelle dans cette annonce est le nombre de bases que veulent les Américains. Karzaï essaie de voir la réaction du public afghan, du Pakistan, de l'Iran et des autres pays voisins*", a estimé le directeur d'un centre de recherche de l'Université de Kaboul, Waheed Wafa. AFP 09.05

## 3- Chine

La présence de la petite-fille de Mao Tsé-toung sur une liste de millionnaires a déclenché jeudi en Chine des railleries dénonçant "*l'hypocrisie*" d'un régime qui continue officiellement à prôner l'idéal révolutionnaire du fondateur de la République populaire.

Kong Dongmei, jeune quadragénaire, et son mari Chen Dongsheng figurent au 242e rang d'une liste de riches personnalités établie par un magazine financier chinois, New Fortune. Leurs avoirs sont estimés à 5 milliards de yuans (620 millions d'euros).

Kong Dongmei est la petite-fille de Mao et de sa troisième épouse, He Zizhen. En 2001, elle avait ouvert une librairie à Pékin vantant la "*culture rouge*", celle de la cause révolutionnaire prolétarienne à l'origine de la fondation de la Chine communiste en 1949. Mais de nombreux internautes ironisaient jeudi sur la fortune de Kong Dongmei, estimant qu'elle était bien loin de correspondre aux valeurs de désintéressement de la période maoïste. Ils ont aussi critiqué Kong Dongmei pour avoir apparemment violé la règle de l'enfant unique. Selon New Fortune, le couple aurait trois enfants.

"*Le président Mao nous avait conduits à l'éradication de la propriété privée, mais sa progéniture a épousé un capitaliste et violé la politique du planning familial*", a écrit Luo Chongmin, un conseiller du gouvernement basé dans le sud-ouest du pays. Cette controverse intervient alors que le célèbre cinéaste Zhang Yimou, l'un des principaux personnages culturels officiels de la Chine, est également accusé d'avoir violé à plusieurs reprises la politique draconienne de l'enfant unique. Le réalisateur d'Épouses et concubines aurait au moins sept enfants. LePoint.fr 09.05

## SOCIAL

### 1- Espagne

Manifestations géantes contre le projet de réforme de l'éducation espagnole - euronews.fr

Des milliers de manifestants d'étudiants et de professeurs ont défilé dans les rues catalanes. Leur cible? Le projet de réforme de l'éducation espagnole présentée ce vendredi au Parlement. Parmi les mesures figurent de nouvelles coupes budgétaires, de nouveaux types d'examens et une place plus importante accordée à la religion catholique.

Même scénario à Valence. Sur les pancartes, les manifestants avaient écrit leur refus de laisser passer une réforme considérée comme injuste et discriminative à l'égard des plus modestes. Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants en colère.

D'après les médias espagnols, 60% d'étudiants et d'enseignants auraient ainsi fait part de leur mécontentement à travers le pays. En deux ans, le budget alloué à l'éducation a diminué d'environ 3 milliards d'euros. euronews.fr 09.05

### 2- Portugal

Le chômage a fortement progressé au Portugal au premier trimestre 2013, atteignant le taux record de 17,7% alors que le pays, sous assistance financière, applique un strict programme d'austérité, exigé par ses créanciers.

Selon l'Institut national des statistiques (INE) le nombre de sans-emploi est de 952.000 ce qui représente une augmentation de 16,2% sur un an avec 132.900 chômeurs en plus.

Pour les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage s'est élevé à 42,1%, tandis que il a augmenté de 19,8% sur un an et de 4% sur un trimestre pour la tranche d'âge 25 à 34 ans, selon l'INE.

Le nombre de personnes bénéficiant d'un emploi a été estimé à 4,4 millions sur une population d'environ 10,5 millions de personnes.

Pour 2013 le gouvernement a prévu un taux de chômage de 18,2% qui devrait passer à 18,5% l'année prochaine alors qu'il a présenté récemment un nouveau programme de mesures d'austérité qui prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000.

La hausse du taux de chômage, qui était l'année dernière de 15,7%, intervient alors que la politique de rigueur a fortement contribué au recul de l'économie. En 2012 la récession a été de 3,2% et devrait s'établir à la fin de 2013, à 2,3%. AFP 09.05

### 3- Grèce

Le taux de chômage des jeunes a dépassé le seuil des 60% en Grèce en février, conséquence de la récession après des années d'austérité imposée par les créanciers internationaux d'Athènes, montrent les statistiques du chômage publiées jeudi.

Le chômage pour l'ensemble de la population a atteint 27%.

Le nombre de demandeurs d'emploi a pratiquement triplé dans le pays depuis le début de la crise de la dette en 2009 et il atteint des proportions inédites pour les 15-24 ans, malgré des mesures ciblées du gouvernement pour relancer les embauches. Le salaire minimum, notamment, a été réduit de 32% pour les moins de 25 ans, à environ 500 euros par mois.

L'économie grecque en est à sa sixième année de récession, avec une contraction attendue de 4,2% à 4,5% cette année. Reuters 09.05

### 4- Slovaquie

La Slovaquie a annoncé jeudi un vaste programme de privatisations et un relèvement de la TVA dans le cadre d'un train de mesures de crise destinées à lui éviter de faire appel à une aide internationale.

Le Premier ministre, Alenka Bratusek, a annoncé que le taux de TVA serait relevé de deux points, à 22%, à compter du 1er juillet. Le gouvernement continue, par ailleurs, de négocier avec les syndicats au sujet d'une baisse des coûts salariaux dans la fonction publique, a-t-elle ajouté.

Le déficit budgétaire doublera pratiquement à 7,8% du produit intérieur brut cette année, contre 4% en 2012, mais le gouvernement compte le faire redescendre à 3,3% dès l'an prochain.

Parmi les 15 sociétés nationales appelées à être privatisées figurent la deuxième banque du pays, Nova KBM Bank, le principal opérateur télécoms, Telekom Slovenia, la compagnie aérienne Adria Airways et l'opérateur de l'aéroport de Ljubljana.

L'Etat ne conservera pas de minorité de blocage dans ces sociétés, a précisé le ministre des Finances Uros Cufer, en chiffrant à un milliard d'euros le produit des privatisations et des autres mesures.

L'ex-République yougoslave doit mobiliser des ressources pour rester solvable et redresser son secteur bancaire, qui croule sous sept milliards d'euros de créances douteuses en raison de la chute des exportations slovènes depuis la crise financière mondiale.

L'Union européenne, à laquelle appartient la Slovénie, presse Ljubljana d'ouvrir son économie encore contrôlée à 50% par l'Etat. Mais le gouvernement de coalition tout juste installé peine à montrer un visage uni et se heurte à l'hostilité des syndicats.

Le gouvernement s'est refusé pour le moment à imposer un "*impôt de crise*" progressif sur les salaires, en estimant que la hausse de la TVA permettra de faire rentrer 250 millions d'euros par an dans les coffres de l'Etat.

Alenka Bratusek a cependant averti qu'elle devrait en arriver à cette extrémité si les syndicats ne s'entendent pas sur une réduction de 250 à 300 millions d'euros des dépenses du secteur public. Reuters 09.05

## 5- Bangladesh

Huit personnes ont trouvé la mort dans l'incendie d'un site de confection situé dans la zone industrielle de Mirpur, à Dacca, la capitale du Bangladesh, a-t-on appris jeudi de la police et d'une fédération professionnelle.

L'incendie s'est déclaré dans une usine du grand groupe textile bangladais Tung Hai, dans un immeuble de onze étages, alors que la plupart des employés étaient rentrés chez eux.

"*Nous ne savons pas encore comment l'accident s'est produit*", a déclaré Mohammad Atiqul Islam, qui dirige la BGMEA, une fédération d'exportateurs de vêtements.

"*L'usine était fermée et tous les ouvriers avaient quitté les locaux une heure avant*", a déclaré Bhazan Sarker, responsable des services d'incendie.

Le groupe Tung Hai emploie plus de 1.000 salariés et compte parmi ses clients d'importants groupes de distribution occidentaux, comme le Britannique Primark ou l'Espagnol Inditex. Tung Hai fabrique notamment des pulls, des gilets et des pyjamas. Reuters 09.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 mai 2013

## CAUSERIE

Question pour vous occuper le week-end : n'avez-vous pas l'impression ou acquis la conviction qu'on peut arriver à comprendre dans quelle direction évolution le capitalisme mondial ? Bon week-end à tous, ici à Pondichéry on a la journée la plus chaude depuis le début de l'année.

## Infos persos.

1- Mon épouse Magueswary est sortie d'affaire provisoirement, elle a fait une hémorragie interne dont les médecins disent ignorer l'origine cinq jours plus tard ou ne tiennent pas à lui dire, je n'en sais rien, elle les a pressés de lui dire la vérité et ils lui ont répondu qu'ils n'en savaient rien, bravo !

Comme chaque fois qu'elle a un malaise elle atterrit à la clinique qui l'a opérée du coeur et dont j'ai appris depuis qu'elle avait une mauvaise réputation, je vais les contacter pour leur interdire de la prendre en charge la prochaine fois et la diriger vers La Timone à Marseille. Quand elle a voulu se faire opérer il lui restait environ 6 mois à vivre et le délai d'attente à l'hôpital (public) était de plusieurs mois, aussi elle a dû se rabattre sur une clinique (privée), hélas !

2- Depuis que j'ai obtenu mon nouveau visa de 15 ans je suis retourné deux fois au bureau d'immigration, lundi cela fera la troisième fois pour leur remettre encore un dossier composé de documents qu'ils possèdent depuis... 17 ans en au moins quadruple exemplaire comme notre certificat de mariage, à ce niveau-là ce n'est plus de la bureaucratie mais de la démente !

3- Pour que les parents puissent accéder aux résultats des examens de leurs enfants sur Internet, le ministère de l'Energie a ordonné que le voltage soit diminué parce qu'il n'y a pas assez de courant au Tamil Nadu... Résultat, pendant trois jours la tension était trop basse pour que le compresseur de mon réfrigérateur se mette en route, autrement dit je n'avais plus de frigidaire ! Sur le coup j'ai cru à un problème local, quand j'ai appris ce qui se passait j'ai eu l'idée de le brancher à la sortie du convertisseur de courant qui délivre en sortie du 220 volt et ça a marché, sauf qu'en cas de coupure de courant cela déchargerait les deux batteries en un rien de temps et je me retrouverais du coup sans courant, pas de lumière, pas de ventilateur sous 40°C. Bref, voilà à quoi je perds mon temps, à me creuser la tête pour résoudre quotidiennement un tas de problèmes, mais bon nous sommes dans un pays en voie de développement, il ne faut pas désespérer, avant de sortir hier après-midi j'ai débranché la prise du réfrigérateur et quand je suis entré je me suis jeté sur la prise pour la rebrancher, pour ne pas oublier j'avais placé le fil en travers de la porte de la cuisine !

### Mise au point.

Il y en a dans les rangs du mouvement ouvrier qui nous gonflent encore avec de Gaulle et le Conseil national de la Résistance, alors qu'en réalité il n'a fait que servir de caution pendant la Seconde Guerre mondiale aux tripotages politico-financiers anglo-saxon, français et américain qui ont financé le régime nazi via la BIS dont le siège était en Suisse, aujourd'hui la BRI (Banques des règlements internationaux), et dont il devait être parfaitement au courant, mais qu'il a couvert en échange de son "*indépendance*" qu'ils lui feront chèrement payer par la suite.

Pour nous ce qui a le plus d'importance, ce n'est pas ce qu'il a fait, mais ce qu'il n'a pas fait ou dit dans la mesure où nous continuons d'en subir les conséquences. Staline, le PCF et la SFIO en savaient autant et adoptèrent le même comportement. La sainte alliance contre-révolutionnaire entre la réaction et la soit-disant gauche ne date pas d'hier. Ne la cherchons pas dans les manuels d'histoire, elle n'y figure pas, pas même dans ceux des différents partis.

Si vous avez des enfants scolarisés posez-leur cette question, vous pouvez aussi la poser autour de vous histoire de vous engueuler en famille par exemple : quelles furent les causes des deux guerres mondiales du XXe siècle, un triste hasard, un malheureux concours de circonstances, une brutale fatalité, une mise en scène sordide, un sinistre scénario en partie imprévu ou inévitable et en partie orchestré ? La dernière version était la bonne.

### A propos du Front de gauche.

En quoi cela serait-il un mouvement ou une organisation de masse comparable au PC ou à la SFIO d'autrefois ? En rien.

Combien réellement de militants y sont organisés ? Tout au plus quelques dizaines de milliers, enlevez le PCF et il n'y en a plus que quelques milliers à peine, le reste de leur troupe se compose de simples adhérents. Ce ne sont donc pas des organisations de masse.

Le PG compte combien d'ouvriers ou d'employés ? Une poignée. Idem dans ses autres composantes. A noter que le NPA n'a pas été foutu d'organiser une manifestation quand ils comptaient soit-disant quelque 9000 adhérents, le courant qui a rejoint le Front de gauche en serait encore moins capable.

Il reste quoi alors ou qui ? Le PCF sans lequel le Front de gauche serait incapable d'organiser la moindre manifestation. D'où hier la tentation qui m'a pris de comparer l'invitation que des militants nous ont adressée de rejoindre le Front de gauche au coup de force de Pablo au début des années 50 qui avait consisté à entrer dans le PC pour en infléchir la politique, dans l'espoir que ce parti totalement stalinisé ou inféodé à Moscou cesserait de l'être, ce qui était évidemment impensable et s'avéra impossible.

Le PS roule pour le régime en place, le PCF roule pour le PS et le Front de gauche roule pour le PCF, voilà en gros à quelle conclusion j'en étais venu il y a déjà quelque temps sans l'évoquer aussi directement dans mes causeries.

Revenons en arrière et abordons rapidement certaines questions soulevées par l'article de ces militants.

Dans les années 30 il était inimaginable de faire de l'entrisme dans le PC où régnait la chasse aux trotskistes. A cette époque, dix ans après la scission de 1920, la SFIO comptait encore des dizaines de milliers de militants ouvriers, les trotskistes

étaient marginalisés, entrer dans la SFIO pouvait leur permettre de rompre en partie leur isolement, quand à influencer sur sa politique, ils remportèrent quelques victoires qui demeurèrent éphémères avant de se faire exclure, bref on ne peut pas dire que le jeu en valait la chandelle, de là à croire que Trotsky aurait renoué avec son vilain défaut conciliateur que Lénine n'eut de cesse de combattre, il n'y a pas loin, on en retrouvera des traces jusque dans le Programme de transition...

Même en admettant qu'il eu raison, je pense toutefois qu'il s'illusionnait sur l'issue du mouvement révolutionnaire des années 30 en France qui allait déboucher sur le Front populaire(Où va la France ?). Au jeu des citations ou des formules auquel se livrent ces militants pour justifier leur position, on pourrait leur en opposer une autre qui est fameuse dans laquelle Trotsky affirmait en substance qu'il valait mieux qu'on nous accuse de faire partie d'une secte que de brader nos principes, et dans le Programme de transition il borcardait autant les opportunistes que les sectaires, on pourrait continuer longtemps dans ce registre sans parvenir à une conclusion satisfaisante. Vous voulez un autre exemple, il prônait le travail dans les syndicats et ailleurs il affirmait qu'il ne fallait pas hésiter à en sortir si ce travail s'avérait vain, les uns et les autres n'ont retenu que la première version jusqu'à aujourd'hui.

Plus sérieusement, la question est de savoir pour quoi on milite, quel est notre objectif. Si c'est aider à faire progresser le niveau de conscience politique des masses, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société, alors il faut résolument tourner le dos au Front de gauche ou prendre ses jambes à son cou et le fuir au plus vite, car à travers leur double langage leurs dirigeants ne font qu'embrouiller les travailleurs et les militants au lieu de les aider à y voir plus clair. Ils jouent le même rôle que les appareils des syndicats qui prétendent s'opposer au gouvernement ou au patronat, et organisent des journées d'action bidons pour les démoraliser et permettre à leurs mesures de passer. Vous voulez un exemple, leur VIe République.

Se destine-t-elle d'abolir la Constitution de la Ve République, de dissoudre le Sénat, l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, le Conseil économique, social et environnemental, la Cour des comptes, la police, les CRS, le GIGN, l'armée, les renseignements généraux, la DCRI, la justice, de remettre en cause tous les traités signés dans le cadre de l'UE, de l'ONU ou d'autres traités bilatéraux ou multilatéraux signés avec différentes puissances impérialistes, de rompre avec toutes ces institutions ? Vous connaissez la réponse, c'est non évidemment. Autrement dit, c'est une mauvaise farce. Chacun est libre d'y adhérer ou non, en ce qui nous concerne ce sera non définitivement.

L'autre objectif est de construire un parti qui permette de porter la classe ouvrière au pouvoir, ce qui implique le renversement du régime en place par une révolution, un soulèvement révolutionnaire qui pourrait débiter mais sans que cela soit obligatoire, disons qu'il en prendrait automatiquement la forme, une grève générale insurrectionnelle. Un parti qui exprimerait consciemment le déroulement de ce processus révolutionnaire, les tâches et les objectifs politiques qu'il devrait se fixer, les moyens de les réaliser et de les atteindre, un parti qui serait capable d'éclairer les masses, de les guider, de les organiser afin de briser tous les obstacles qui se dresseront sur leur chemin jusqu'à la défaite de son ennemi... Objectif impossible à réaliser sans ce parti. En quoi le Front de gauche correspondrait-il à cette définition ou perspective ? En rien, à moins d'estimer que Mélenchon devenu Premier ministre de Hollande ferait l'affaire, rien que l'énoncé est grotesque, farfelu, pure charlatanerie. Cela ne nous fait même pas sourire tellement c'est débile, méprisant pour les militants du Front de gauche.

Comment serait-il possible de défendre un programme réellement révolutionnaire dans le cadre du Front de gauche alors que le sien s'inscrit en totale contradiction avec le nôtre ? Nous nous retrouvons sur pratiquement aucune question nationale ou internationale, pas même les questions dites de société où le Front de gauche a emboîté le pas de la pire réaction, les monarchies européennes sur la question du mariage des homosexuels qui n'avaient franchement pas besoin de cela pour être stigmatisés. Vous n'êtes pas convaincus, excusez-moi, c'est que vous êtes gangrenés par l'idéologie dominante, ouvrez les yeux, cela fait plus de 30 ans que le PS avec SOS raciste combattent soit-disant contre l'islamophobie, et selon tous les sondages parus ces dernières années, pires ces derniers mois, il n'y a jamais eu autant d'islamophobes en France. Vous savez pourquoi ? Parce que le seul combat qui méritait d'être mené le PS ne pouvait pas le mener, contre le chômage, la précarité et la pauvreté qui nécessitent de s'engager résolument dans le combat pour renverser le régime qui en est responsable.

Nous sommes en désaccord sur la caractérisation du PS, des institutions, sur l'UE, la BCE, l'euro, le FMI, l'ONU, la guerre en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Syrie, sur le mondialisme, la finance, la dette de l'Etat, le sort à réserver au capitalisme, etc. Bref, même sur la question du combat contre la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement nous ne sommes pas d'accord, car elle devrait passer en premier par l'annulation unilatérale de la dette de l'Etat sans laquelle toute relance économique qu'ils appellent de leur voeu aura pour conséquence d'augmenter cette dette que les travailleurs paieront, oui, que vous le vouliez ou non, en dernière analyse la politique du Front de gauche revient à faire payer aux travailleurs la relance de la machine capitaliste, leurs relais dans les syndicats s'en chargent.

Ce sont des comédiens, vous vous faites berner par des comédiens et vous voudriez que l'on participe à ce scénario, trop peu pour nous. Si on poursuivait notre analyse on arriverait à la conclusion que rien ne distingue la politique du Medef, du gouvernement, du PS et du Front de gauche, tous réclament de la croissance pour en finir avec la crise du capitalisme, mais aucun n'entend annuler la dette de l'Etat, rompre avec la BCE et l'UE. Et le PS évidemment.

On pourrait conclure provisoirement en rappelant que les clones du Front de gauche en Allemagne et en Grèce, Die Linke et Siryza sont totalement subordonnés au régime en place et qu'ils n'ont jamais manifesté l'intention de rompre avec lui. Vous vous souvenez peut-être que le principal dirigeant de Siryza s'était rendu à Washington il y a quelques mois à l'invitation du FMI et du ministère des Affaires étrangères qu'ils avaient rassurés au cas où son parti remporterait les prochaines élections législatives,

il continuerait d'honorer la dette aux créanciers internationaux de la Grèce, il ne romprait ni avec l'euro ni avec l'UE, il ne reviendrait pas sur les contre-réformes meurtrières prises par ses prédécesseurs contre les travailleurs, bref voilà une coalition de partis qui se veut progressiste et qui en réalité est réactionnaire.

Vous nous excuserez, mais ce sont là les faits, rien que les faits. Cela vaut mieux que toutes les citations du monde d'où qu'elles viennent.

### Le chiffre du jour. 1038.

Plus de deux semaines après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza, situé dans la zone industrielle de Savar à une trentaine de kilomètres de Dacca, des cadavres continuent d'être extraits des ruines du bâtiment et un porte-parole militaire a annoncé vendredi que le nombre de morts confirmé atteignait désormais 1.038. Reuters 10.05

### OMC. Un "choix tactique".

Kevin Gallagher, de l'université de Boston, spécialiste de la mondialisation et du développement, souligne pour sa part que le choix d'un patron issu des pays émergent, relève d'un calcul tactique. Pour lui, "*comme l'OMC fonctionne sur la base d'un pays un vote, les Occidentaux qui ont fait ce choix espèrent qu'un choix favorable au Brésil entraînera le soutien des Brics (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des autres marchés émergents et en développement.*"

Roberto Azevedo n'a-t-il pas tardé à se positionner sur la question en affirmant que "*Le protectionnisme est largement répandu, cela ne concerne pas deux ou trois membres de l'OMC. Nous devons être vigilant.*" Et d'ajouter "*Le système multilatéral de commerce est un bien commun de tous les pays.*"

Et il insiste encore "*Avec la crise de 2008, des tendances protectionnistes ont émergé, elles sont toujours là. Nous devons les combattre.*" "*Nous sommes de mon point de vue face au risque de perdre un système très valable, un système pour lequel nous nous sommes tous battus, pour le créer et le faire avancer.*" L'Expansion.com avec AFP 10.05

Si c'est un Européen qui s'attaque aux subventions dont bénéficient les agriculteurs en France, ils vont hurler, mais si cela vient d'un Brésilien, un membre d'un pays en voie de développement, ils se verront répondre que ce sont des nantis et qu'ils devraient avoir honte de vouloir conserver leurs privilèges au détriment d'agriculteurs pauvres, alors qu'en réalité il s'agira de privilégier les malheureuses compagnies multinationales implantées en Amérique latine par exemple... Gageons que les écologistes écerclés vont soutenir ce représentant d'un pays en voie de développement.

### Vous êtes pour, nous sommes pour, c'est adopté, c'est vous qui l'avez voulu, vive la démocratie !

Les gouvernants pour appliquer leur programme antisocial, anti-ouvrier, liberticide, réactionnaire et j'en passe utilisent les médias et les instituts de sondage. Comment ?

Ils fabriquent un questionnaire orienté dans une direction précise, ils le soumettent à un nombre limité de personnes, environ 1.000 à chaque fois, et une fois qu'ils ont les résultats qu'ils escomptaient ils le publient, et comme par hasard 9 fois sur 10 ils correspondent à une mesure que le gouvernement avait dans ses cartons ou qu'il s'appêtait à rendre public.

Il ne lui reste plus ensuite qu'à l'adopter en précisant qu'elle est légitime puisqu'une majorité de "*Français*" y sont favorables, il ne l'impose pas puisque ce sont eux qui l'ont réclamée, du coup si vous ne partagez pas leur avis, vous serez catalogué dans la minorité qui doit respecter les aspirations de la majorité, démocratie oblige et la boucle de la manipulation est bouclée.

- Réduction des vacances d'été: Selon un sondage, la proposition recueillerait 63% d'opinions favorables - 20minutes.fr

- Les parents d'élèves sont pour une réduction des vacances d'été - L'Express.fr

---

### ACTUALITÉ DU JOUR

#### Posture, imposture, illusionnisme, stigmatisation, communautarisme, les vrais coupables épargnés, les vraies questions jamais posées. Mode d'emploi.

1- En France, le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "*profité de l'esclavage*", donc l'Etat, mais pas les riches colons ou capitalistes qui se sont enrichis sur les dos des esclaves.



Nous soupçonnons les auteurs de cette plainte d'être motivés par des intentions inavouables, qui expliquent que parce qu'il ne serait pas possible d'obtenir "réparation" de l'esclavage sur le plan politique, ils auraient décidé de déplacer le "*débat*" sur le plan judiciaire, "*débat*" qui singulièrement prend un contenu sonnante et trébuchant en millions, voire en milliards de dollars, alors que le "*débat*" sur le plan politique ne rapporterait pas un centime, débat parfaitement possible contrairement à ce qu'ils affirment, qui aurait le mérite de faire le procès du capitalisme, mais apparemment le Cran n'y tient pas vraiment, il pourrait aussi mettre en lumière ce qu'on oublie souvent, c'est évidemment valable en Inde où je vis, que les premiers esclavagistes étaient de riches autochtones, des noirs qui avaient réduit en esclave d'autres noirs, ce que les tiers-mondistes blancs ignorent ou occultent.

Ajoutons qu'il est de bon ton à notre époque de s'attaquer à l'Etat à l'instar des néo libéraux ou de l'Union européenne qui projettent d'instaurer un nouvel ordre mondial où les Etats-nations n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir une fois leur souveraineté abolie, non pas que nous défendrions aveuglément l'Etat tel qu'il existe celui des capitalistes, ce qui est le cas du Cran qui n'inscrit pas son action dans la perspective du socialisme en France ou ailleurs dans le monde, nous combattons pour la chute du régime qu'incarne l'Etat dans la perspective d'un Etat ouvrier, une République sociale qui fera le procès politique du capitalisme, donc de l'esclavage et du salariat.

Titre : - Le Cran poursuit la Caisse des dépôts pour avoir "profité de l'esclavage" - AFP

- Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) a annoncé vendredi, à l'occasion de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage, qu'il assignait en justice la Caisse des dépôts (CDC), lui reprochant d'avoir profité de la traite négrière.

"*La CDC est complice d'un crime contre l'humanité*", a déclaré Louis-Georges Tin, président du Cran, qui assigne la CDC et deux de ses filiales devant le tribunal de grande instance (TGI) de Paris parce que la banque avait encaissé les sommes versées par Haïti en contrepartie de son indépendance.

"*Nous assignons en justice la Caisse des dépôts et consignations, la banque d'Etat qui a joué un rôle considérable dans l'esclavage*", a insisté M. Tin, lors d'un point de presse devant le palais de justice de Paris, précisant que l'assignation serait remise lundi à la banque.

Haïti a acquis son indépendance en 1804 contre les troupes de Napoléon Bonaparte, mais la France avait alors exigé un tribut financier pour indemniser ses colons. Haïti a payé de 1825 à 1946 "*des sommes équivalentes à 21 milliards de dollars*", selon M. Tin. C'est la CDC qui a encaissé cet argent, a-t-il souligné.

Selon lui, "*cette rançon a précipité Haïti dans une spirale infernale d'instabilité et de misère*". Après la colonisation, Haïti a été frappé d'"une double peine".

La CDC s'est également "*enrichie grâce à l'exploitation colonialiste*", a ajouté Me Norbert Tricaud, avocat du Cran, qui compte demander à la CDC "*d'abonder à hauteur d'au moins 10 millions d'euros un fonds de dotation pour financer des recherches*" sur l'esclavage.

Plus généralement, l'assignation contre la CDC s'insère dans une campagne du Cran pour obtenir des réparations en raison de l'esclavage. "*Si on fait cette assignation, ce n'est pas pour nous venger, mais pour alimenter le débat*", a expliqué Me Tricaud, qui envisage d'autres actions contre des banques privées ou des groupes sucriers.

"*Faute de solution politique, nous menons le débat sur le plan juridique*", a renchéri M. Tin. AFP 10.05

2- Ceux qui se destinent à toiletter la Constitution pour la rendre plus présentable, seraient les mêmes qui combattraient, c'est un grand mot, pour une VIe République, à croire qu'ils ont du temps à perdre pour se préoccuper ainsi de la préservation de la Ve qu'ils voudraient voir abolie, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est absolument convaincu du contraire. Chacun aura compris qu'il s'agissait d'une supercherie, mais rien n'est moins sûr apparemment.

Les toiletteurs et chiens de garde de la Constitution de la Ve République ont inclus dans leur demande de supprimer le mot "*race*", le préambule de la IVe République auquel fait référence la Ve République. Cela appelle plusieurs remarques.

On ne voit pas en quoi la suppression de ce mot de la Constitution qui aurait servi à "*donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes*", aurait une quelconque influence sur le racisme qui a une origine sociale, économique, sinon de criminaliser les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui se trouvent être également les plus ignorantes, et qui pour ces raisons peuvent verser dans le racisme, y sont encouragées par l'UMP et le FN mais aussi par l'état d'esprit tiers-mondiste méprisable qui règne au sein d'une certaine frange du mouvement ouvrier.

Par cette opération, il s'agirait de faire disparaître l'origine économique et social du racisme qui est liée à la survie et à la crise du capitalisme à laquelle le Front de gauche n'a pas l'intention de s'attaquer, ce qu'il démontre une fois de plus en témoignant

sa subordination à la Constitution de la Ve République, qui de notre côté, n'est ni réformable ni amendable mais doit être abolie.

On pourrait poursuivre cette démonstration, mais je n'en ai pas le temps, on y reviendra une autre fois. Le Front de gauche ayant fait référence au préambule de la Constitution de la IVe République, je leur propose de se pencher sur les passages suivants :

Préambule de la Constitution de 1946, IVe République - 27 octobre 1946

- Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (+ de 5 millions de travailleurs en sont privés)

- Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (les quelque 100.000 clochards du pays bénéficient assurément des "*moyens convenables d'existence*".)

- La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Il semblerait que ce droit soit bafoué en permanence. (Serbie, Afghanistan, Irak, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Syrie...)

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'on ne peut pas à la fois être légaliste, se prosterner devant la Constitution et les institutions et combattre en même temps pour les abolir ou les renverser, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois, c'est impossible.

Titre : - Les députés FG proposent de supprimer le mot "*race*" de la législation française - AFP

- Les députés Front de gauche ont présenté une proposition de loi visant à supprimer le mot "*race*" de la législation française, une initiative à laquelle le gouvernement est "*favorable*" tout en soulignant les difficultés de rédaction.

*"En supprimant la catégorie juridique de +races+, nous cesserions de donner une légitimité juridiques aux idéologies racistes et nous affirmerions, enfin, qu'elles s'appuient sur un concept qui n'a aucun fondement scientifique",* expliquent les députés. AFP 10.05

En guise de complément les articles en question.

Constitution de la Ve République - 1958

Article premier. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

Cette opération médiatico-politique est d'autant plus misérable que chaque fois que le mot "*race*" apparaît dans ces deux textes ce serait plutôt sous une forme positive, pour affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte du moment qu'on admet cette distinction, distinction qui n'a pas lieu d'être évidemment, mais ici les conséquences de son existence étaient réduite à néant puisque le législateur demandait justement de ne pas en tenir compte. Ces gens-là sont des fouilles merdes qui passent systématiquement à côté des questions essentielles que se posent les travailleurs, à croire qu'ils ont toujours la tête dans une poubelle, on a envie d'ajouter : et pour cause c'est là qu'ils finiront leur sinistre et médiocre carrière politique!

On aurait dire tout simplement : l'art de brasser du vent pour se faire passer pour ce qu'on n'est pas, cela marche les masses sont ignorantes et la plupart des militants le sont tout autant...

Entre nous, lâchons-nous un instant il fait 40°C aujourd'hui et je sens que je vais craquer, ce n'est pas une partie de plaisir de se fader toutes ces conneries, mais c'est indispensable pour que les militants comprennent comment ça marche, comment ils s'y prennent pour les embobiner, qui sont ces gens-là, leurs véritables intentions, cela ne m'amuse pas du tout d'y passer du temps, mais il faut bien que quelqu'un s'y colle à ce boulot...

### 3- Au Guatemala.

Au Guatemala, la justice a condamné l'ex-dictateur Rios Montt de 86 ans à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre, mais pas l'impérialisme américain qui en sous-main a participé à la guerre civile au Guatemala entre 1960 et 1996 qui a fait 200.000 morts et disparus... Loin de nous l'idée d'innocenter cet ex-dictateur et l'ancien général Rodriguez qui était jugé avec lui, disons qu'à 86 ans et 30 ans après les faits qui leur sont reprochés, le régime en place se donne bonne conscience pour pas cher ou sans prendre de risques tout en évitant de juger les commanditaires de ces massacres. S'il croit ainsi tourner définitivement la page de cette période noire du Guatemala, il fait une grave erreur.

Titre : - Guatemala : l'ex-dictateur Rios Montt condamné à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre - leexpress.fr

- C'est durant sa présidence de 1982 à 1983, courte mais particulièrement dure qu'ont été perpétrés les pires crimes contre les indigènes durant la guerre civile de 36 ans.

Sous l'autorité de cet ancien dictateur (86 ans -ndlr), arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1982 et délogé de la même façon l'année suivante, l'armée a appliqué la politique de "*la terre brûlée*" à l'encontre de communautés indiennes soupçonnées de soutenir les guérillas de gauche, en pleine guerre froide. La guerre civile au Guatemala (1960-1996), a fait 200.000 morts et disparus, selon les Nations unies. leexpress.fr 10.05

### Institutions. Le point critique de la folie est atteint !

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, s'est prononcé ce vendredi pour la présence du Front national dans le gouvernement d'union nationale qu'il appelle de ses vœux pour «résoudre les problèmes des Français».

De fait, l'ancien candidat souverainiste à la présidentielle verrait bien un gouvernement d'union nationale «avec Henri Guaino, Jean-Pierre Chevènement, Arnaud Montebourg, et pourquoi pas M. (Florian) Philippot (vice-président du FN, ndlr) et (Français) Delapierre (secrétaire national du Parti de gauche)».

Un tel gouvernement, a-t-il dit, travaillerait «sur une ligne républicaine, pas la ligne du Front national, pas celle du Front de gauche», plutôt une ligne «de salut public pour défendre les emplois, relocaliser, sortir de l'euro, contrôler nos frontières, mettre en place un vrai plan de redressement de nos finances publiques».

Pour Nicolas Dupont-Aignan, «cela aurait plus de gueule que l'union nationale dont on nous parle maintenant, qui consiste à garder ceux qui ont échoué depuis vingt ans».

«Le problème de fond, c'est que c'est "Tournez manège" et (qu') au moment où les Français souffrent tant, ils voient ce monde politique totalement déconnecté de tout, qui ne pense qu'à la place, au pouvoir», a-t-il conclu. 20minutes.fr et AFP 10.05

No comment, ils deviennent fous !

### La blanchisserie du régime est toujours en service.

Le parquet de Bordeaux a requis vendredi un non-lieu au bénéfice d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre, mis en examen pour trafic d'influence passif et actif dans l'enquête sur la fortune de Liliane Bettencourt.

L'ancien gestionnaire de fortune de l'héritière de L'Oréal est mis en cause pour avoir embauché en 2007 l'épouse d'Eric Woerth dans sa société de gestion de patrimoine.

Le ministre UMP du Budget lui a personnellement remis la Légion d'honneur l'année suivante, et les juges soupçonnent un échange puisque Patrice de Maistre était membre du club des donateurs fortunés de l'UMP, le "*Premier cercle*".

"Le parquet estime que le lien de corrélation entre les deux faits - condition nécessaire à la caractérisation du délit - n'est pas formellement démontré", écrit vendredi le procureur de Bordeaux dans un communiqué.

"Le parquet a remis, ce jour, son réquisitoire définitif afin que les susnommés soient admis au bénéfice de non-lieux", ajoute-t-il.

Le parquet juge par ailleurs que l'action d'Eric Woerth dans la mise à disposition, en 2009, d'une parcelle de l'Etat pour la réalisation d'un auditorium financé par Liliane Bettencourt, "*n'encourt aucun reproche*". Cette mise à disposition avait été décidée par un arrêté signé par celui qui était alors ministre du Budget.

La décision finale de renvoyer ou non devant un tribunal les deux hommes reviendra toutefois aux juges en charge de l'instruction.

Tout en disant attendre la position des juges, l'avocat d'Eric Woerth a salué vendredi une "*bonne nouvelle*".

"*Nous disions depuis maintenant plusieurs années que cette suspicion et ces hypothèses ne reposaient sur rien, je suis évidemment heureux que le parquet de Bordeaux partage cette analyse qui me paraît évidente*", a déclaré Me Jean-Yves Le Borgne sur i>télé.

"*Je ne doute pas qu'un jour ou l'autre, le bon sens triomphera, et qu'on s'apercevra que rien ne pouvait être reproché à Eric Woerth dans ce contexte*", a-t-il ajouté.

Outre sa mise en examen pour trafic d'influence passif, son client a été mis en examen pour le "*recef*" de 150.000 euros dans un autre volet de l'affaire Bettencourt. Cette somme lui aurait été remise par Patrice de Maistre.

Me Jacqueline Laffont, l'une des avocates de Patrice de Maistre, s'est également dite "*très satisfaite*" de ce réquisitoire.

"*Nous avons déposé une demande de non-lieu démontrant qu'il n'y avait pas le moindre indice d'un trafic d'influence et que cela n'était qu'une construction intellectuelle*", a-t-elle dit à Reuters.

"*On attend maintenant la position des juges d'instruction et on pense qu'elle devrait suivre les réquisitions prises par le procureur de la République de Bordeaux.*"

Dans son communiqué, le procureur de Bordeaux juge par ailleurs que les délits de financements illicites de campagne électorale et de parti politique, pour lesquels Eric Woerth et Patrice de Maistre n'ont pas été mis en examen, "*ne ressortent (...)* nullement caractérisés", et rappelle que ces faits sont couverts par la prescription. Reuters 10.05

Entre nous, les "*cons*" ne le sont pas tant que cela !

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Comment ils se goinfrent.

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P 500 battent de nouveaux records - AFP
- UniCredit a renoué avec le bénéfice au 1er trimestre - Reuters
- Le bénéfice net trimestriel de Nissan en hausse de 46% - Reuters
- Panasonic anticipe un bénéfice 2013/2014 en hausse de 55% - Reuters
- Bénéfice trimestriel net de 603 millions d'euros pour Generali - Reuters
- ArcelorMittal confirme ses objectifs malgré un premier trimestre difficile - AFP
- La nouvelle stratégie de Generali commence à porter ses fruits - Reuters

### Sans blague ?

- Réforme bancaire: "*La France a accouché d'une loi quasi vide*" - L'Expansion.com

Votre "**échec**", effectivement il faut "**en finir**" : dégagez !

- Violences à Marseille: des élus socialistes dénoncent l'échec scolaire et la pauvreté - AFP

- Marseille - Manuel Valls : "*En finir avec ce climat insupportable !*" - LePoint.fr

[L'émir du Mali a parlé.](#)

- Mali: les élections en juillet doivent avoir lieu sur l'ensemble du territoire, selon Hollande - AFP

[Le gouvernement de "\*l'ombre\* ne désarme pas.](#)

- L'administration Obama de nouveau mise en cause sur Benghazi - Reuters 10.05

L'ambassade américaine à Benghazi était en réalité un repère de la CIA, l'ex-ambassadeur américain mort lors de cette attaque aurait été lié à des trafics d'armes via la CIA, il y a fort à parier qu'elle a été orchestrée par la CIA elle-même pour faire disparaître un témoin qui ne faisait pas partie de la maison et qui en savait trop, bien entendu sans en informer Obama ou le département d'Etat qui furent mis devant le fait accompli ou plutôt en les informant de telle manière qu'ils ne puissent pas éviter cette attaque pour ensuite leur faire porter le chapeau...

A force de lire des articles d'auteurs très bien informés sur la situation aux Etats-Unis, pour un peu ce serait comme si on y était. Cela pour dire pour comprendre de mieux en mieux la situation, non ?

[Voilà ce qui s'appelle être pragmatique !](#)

- Un distributeur automatique de billets arraché à la tractopelle en Seine-et-Marne - LeMonde.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie

La Russie finalise les livraisons de ses missiles de défense aérienne à la Syrie, a déclaré vendredi à Varsovie le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

*"La Russie vend (des missiles) depuis longtemps, elle a signé des contrats et est en train de finaliser les livraisons en vertu des contrats signés. Ceci n'est interdit par aucun accord international"*, a-t-il déclaré devant la presse.

Selon le chef de la diplomatie russe, *"il s'agit d'une arme défensive pour que la Syrie, qui est le pays importateur, ait la possibilité de se défendre contre des frappes aériennes"*.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait estimé jeudi à Rome que la livraison de missiles russes à la Syrie serait *"potentiellement déstabilisante"* pour la région.

De son côté, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle a fait état vendredi à Varsovie d'une *"controverse"* à ce sujet avec son homologue russe et a réclaté l'arrêt des livraisons d'armes à la Syrie.

*"Nous sommes convaincus que les livraisons internationales d'armes à la Syrie doivent cesser et que nous devons tout faire pour donner une chance à une solution politique"*, a-t-il dit à l'issue d'une rencontre tripartite des ministres des Affaires étrangères polonais, russe et allemand.

Ces déclarations sont intervenues au moment où le Premier ministre britannique David Cameron discutait vendredi à Sotchi, en Russie, avec le président russe Vladimir Poutine des *"options possibles"* pour régler la crise en Syrie. AFP 10.05

---

## SOCIAL

## 1- Espagne

En Espagne, 2012 avait été une année record pour les expulsions. Pour la première fois, un autre chiffre a officiellement été dévoilé, celui des saisies immobilières. Près de 40 000 logements ont été saisis en Espagne l'année dernière à la suite d'impayés, a annoncé la Banque d'Espagne, vendredi 10 mai, alors que les expulsions de propriétaires et de locataires surendettés soulèvent l'indignation dans ce pays en crise.

Selon l'enquête menée auprès d'un ensemble de banques gérant plus de 85 % des crédits immobiliers en Espagne, 39 167 habitations ont été saisies au cours de l'année. Parmi ces logements, 32 490 étaient considérés comme des résidences habituelles, par opposition aux résidences secondaires ou aux logements destinés à être loués.

Plus de la moitié d'entre elles (18 325) ont été remises aux banques de manière volontaire par leur propriétaire, 14 165 sur décision de justice, avec dans 355 cas recours à la force publique, détaille la Banque d'Espagne.

Le Conseil général du pouvoir judiciaire avait lui annoncé en mars que 75 605 ordres d'expulsion avaient été exécutés par la justice en 2012, soit 16,7 % de plus qu'en 2011, qui était déjà une année record. Mais ces derniers chiffres englobent une réalité plus large, celle des locataires et propriétaires de logement ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. lemonde.fr 10.05

## 2- Afrique du Sud

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum (Amplats), a annoncé vendredi qu'il entendait supprimer 6.000 emplois (au lieu de 14.000 initialement prévus - ndlr) en Afrique du Sud, au risque de susciter une violente réaction des syndicats, quelques mois après les violentes grèves qui ont endeuillé le secteur minier du pays.

Amplats --une filiale à 80% du conglomérat minier Anglo American qui extrait près de 40% du platine dans le monde-- a précisé que son plan social affecterait essentiellement le bassin de Rustenburg (nord).

Cette ville minière située à 120 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg fut l'épicentre d'une vague de grèves sauvages ayant fait une soixantaine de morts dans les mines au second semestre 2012. La mine de Marikana, où la police a abattu 34 grévistes le 16 août, est à une quarantaine de kilomètres.

"*Le principal problème est de faire revenir aux bénéfiques nos opérations déficitaires*", a sobrement commenté le directeur général du groupe, Chris Griffith, lors d'une conférence téléphonique. AFP10.05

---

## ECONOMIE

### Japon

Le yen a symboliquement cassé le seuil des 100 pour un dollar sur le marché des changes pour la première fois depuis quatre ans et demi, un nouveau succès pour le Premier ministre japonais Shinzo Abe qui compte sur la dépréciation de la monnaie pour relancer les exportations.

En six mois, le yen a perdu plus de 20% de sa valeur face au billet vert.

Les "*Abenomics*", comme on dit au Japon, consistent en un mélange de politique monétaire ultra-accommodante et de relance budgétaire.

Ce cocktail irrite certains partenaires du Japon, comme la Corée du Sud qui a dû se résoudre à baisser ses taux jeudi, même si le G7 et le G20 prennent acte de la parole de Tokyo selon laquelle la glissade du yen est un effet collatéral et non l'objectif principal de la politique suivie.

Le Japon n'a aucune intention de manipuler les taux de change, a réaffirmé le ministre de l'Economie Akira Amari vendredi, à quelques heures de l'ouverture d'une réunion des grands argentiers du G7 près de Londres.

La Corée du Sud et avant elle l'Australie ont surpris les marchés en réduisant leurs taux directeurs cette semaine, citant dans les deux cas le niveau élevé de leur devise.

La banque centrale néo-zélandaise a fait savoir de son côté qu'elle était intervenue sur le marché pour faire baisser sa monnaie, une démarche rare pour ce pays.

Malgré ces signes d'irritation, les marchés s'attendent à ce que le G7 laisse faire Tokyo, comme déjà le G20 en février, pour ne pas rallumer une guerre des monnaies. Le yen, estiment des analystes, pourrait du coup descendre rapidement jusqu'à 104 ou 105 pour un dollar.

Signe que la baisse du yen commence à jouer sur les exportations, l'excédent japonais des comptes courants a atteint en mars son niveau le plus élevé depuis un an, à 1.250 milliards de yens (9,47 milliards d'euros), grâce à une baisse du déficit commercial et à la hausse des résultats réalisés à l'étranger et convertis en yens, selon des données publiées vendredi.

Le yen faible a d'ores et déjà eu un impact positif sur les bénéfices de grands groupes japonais comme Toyota, tout en mettant sous pression leurs concurrents étrangers, sud-coréens notamment. Le won sud-coréen s'est apprécié de plus de 10% face au yen depuis le début de l'année, contribuant à un recul de 2,1% de la Bourse de Séoul sur ces quatre mois alors que l'indice Nikkei a bondi dans le même temps de 40% à Tokyo, atteignant vendredi un nouveau plus haut depuis janvier 2008.

Autre conséquence de la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ, les investisseurs nippons ont été acheteurs nets d'obligations étrangères au cours des deux dernières semaines, à la recherche de meilleurs rendements qu'au Japon, alors qu'ils étaient vendeurs sur 11 des 12 semaines précédentes.

Mais la baisse du yen n'a pas que des conséquences positives pour le Japon puisqu'elle entraîne un renchérissement des matières premières et de l'énergie dont l'archipel est largement importateur.

*"Pour les industriels, la dépréciation du yen favorise les exportations mais augmente aussi les coûts des matières premières", a ainsi tempéré cette semaine Yasuyuki Yoshinaga, le directeur général de Fuji Heavy Industries Ltd.*

Ce facteur peut expliquer la relative prudence des entreprises nippones qui, pour la plupart, n'ont que modérément relevé leurs prévisions de résultats pour l'exercice clos en mars 2014. Reuters 10.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 mai 2013

## CAUSERIE

Mon épouse est rentrée chez elle, c'est une secrétaire de la clinique Casamance qui en a décidé ainsi. Un cardiologue qui l'a appris a trouvé cette décision scandaleuse alors qu'elle a fait une hémorragie interne il y a quelques jours, mais il n'est que vacataire et il a tout juste le droit de la fermer.

Bonne nouvelle tout de même, ce cardiologue qui paraît sérieux devrait prendre désormais mon épouse en charge sur Marseille, et si tout ce passe bien elle devrait être admise plus tard à La Timone.

J'ai ajouté quelques articles dans différentes rubriques, j'en mettrai six autres en ligne ce soir, j'ai aussi téléchargé des fichiers que j'avais oubliés de placer dans le serveur du site et qui étaient donc inaccessibles.

.Vous excuserez les fautes d'orthographe ou de ponctuation dans les articles que je reproduis du portail iranien french.irib.ir, tous les jours je corrige des dizaines de fautes ou je dois modifier la ponctuation, mettre en capital la première lettre après un point, mais j'en laisse passer, j'ai autre chose à faire.

## Un courriel reçu d'un militant du POI

*"Cher camarade perdu en Inde,*

*Le poi n'est pas monolithique comme vous savez ; on a discuté du 5 mai avant : pour la 6ème : on est d'accord avec vous, contre l'ue et pour tout dissoudre, contre l'austérité c'est trop vague et on n'est pas dans la maj du président à la différence des organisateurs qui l'ont dit ; il y en a qui voulaient y aller ; ils ont pu le faire mais ils n'étaient pas les + nbreux ; moi vu mon âge je n'allais pas me taper 3 h de tgv pour savoir ce que je savais, qu'il faut un objectif précis et on défilera avec tous comme pour le 30/ 09/2012.*

*Bien à toi"*

On se dit tu ou on se dit vous, vous employez les deux, vous je préfère maintenant, j'ai constaté que la proximité n'apportait rien au contraire, sauf entre vieux peut-être, mais là il y a des jeunes qui nous lisent et nous observent.

Je vous remercie de votre courriel qui a demandé moins de temps pour parcourir 10.000 kms que monter à Paris, je vous taquine mais animé de bonnes intentions comme vous allez pouvoir le lire.

Vous avez raison, il ne fallait pas trop en faire et tel n'a pas été mon propos.

D'ailleurs, les organisateurs, en province, à part affréter des cars ou organiser collectivement le départ de leurs troupes en voiture ou en train, ils ne l'ont pas organisée sérieusement cette manifestation, tout du moins d'après ce que j'ai pu comprendre, ils n'ont pas tenu des centaines de réunions ou meetings dans tout le pays pour la préparer. Tout au plus les militants qui étaient sur la région parisienne et les alentours pouvaient y participer sur leurs propres mots d'ordre, c'est tout ce que j'avais voulu dire, pas vraiment le service minimum, y participer sérieusement et de manière organisée.

C'était surtout histoire de faire connaître aux militants et aux travailleurs présents à cette manifestation qu'il existait une autre politique que celle que propose le Front de gauche qui mène dans une impasse.

Quant à ce qu'on pouvait en attendre, certes pas grand chose, à part ajouter quelques milliers de participants à cette manifestation, montrer aux travailleurs que la quasi totalité des partis dits de gauche ou d'extrême gauche en dehors de LO rejettent la politique d'austérité du gouvernement et les institutions (en parole seulement évidemment mais les travailleurs ne sont pas en mesure de faire la distinction donc peu importe), distribuer des tracts à des militants et des travailleurs qui ne connaissaient pas forcément votre parti ou sa politique, prendre des contacts.

C'était aussi une occasion de montrer aux militants des autres partis que sans partager leur politique ou positions, on peut se retrouver sur ce qui nous rassemble.

Tu me diras que c'était justement là que le bas blessait, qu'il y avait un profond désaccord entre l'appel des organisateurs et la politique de ton parti. Je l'avais parfaitement compris. Mais là encore, il s'agissait de bien faire la distinction entre d'une part, les dirigeants du Front de gauche et des autres organisations qui allaient participer à cette manifestation, qui était sur une position finalement de soutien au gouvernement qu'ils voulaient gauchir, comme si on pouvait gauchir la finance ou l'UE auxquels il est inféodé, et d'autre part les militants qui le composent et les travailleurs qui allaient participer à cette manifestation en ayant retenu qu'une chose relayée en boucle par les médias : le 5 mai manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement et accessoirement pour une VIe République, je dis accessoirement parce qu'ils n'ont pas idée de ce qu'on entend par institutions ou Constitution.

Participer à cette manifestation sur des mots d'ordre clairs contre la politique d'austérité du gouvernement dans une perspective révolutionnaire permettait à la fois d'accrocher les participants à cette manifestation et de combattre la politique opportuniste du Front de gauche, sans forcément la nommer, il suffisait de développer sa politique pour que celle du Front de gauche en sorte laminée.

La question était aussi ou surtout de ne pas laisser l'exclusivité du terrain de la lutte (en parole ou en apparence, mais le problème c'est que les travailleurs et les militants s'y font prendre facilement) contre le gouvernement au Front de gauche et aux gauchistes qui en proie à un grand désarroi sont prêts à s'en remettre à la première planche pourrie qui se présentent à eux pour rompre leur isolement, à ce titre la participation du NPA n'a pas eu d'autres significations.

C'était aussi une occasion de faire taire ceux qui vous traitent de sectaires, à moindres frais, et de leur rappeler à d'autres occasions, sans se rallier à l'appel des organisateurs de cette manifestation, j'ai cru comprendre qu'ils n'en avaient pas fait une condition pour y participer puisque de nombreux groupes ou groupuscules y ont participé sur leurs propres mots d'ordre. En définitif, c'était une occasion de ne pas se couper des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'ai cru comprendre également que c'était une préoccupation de ton parti, n'est-ce pas ?

Je comprends qu'on pouvait hésiter à y participer, on ne risquait d'y perdre son âme il ne faut pas abuser, et je persiste à penser qu'en évaluant la situation et en privilégiant nos rapports avec les travailleurs et les militants au lieu d'accorder plus d'importance aux rapports d'appareils, il était possible de participer à cette manifestation.

Au fait, extrême gauche n'est pas un gros mot ou à prohiber, dans l'Histoire de la révolution Trotsky l'avait employé à propos du parti bolchevik et des socialistes révolutionnaires de gauche, il n'y a pas de honte à en faire partie. Personnellement je m'en tape complètement.

Au passage, le bonjour à vos camarades du POI, il ne vous aura pas échappé que je me comporte comme un loyal adversaire et



non comme un ennemi de votre parti ou de sa politique.

### Idéologie.

Commentaire ajouté à la suite de l'article : G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique

En réalité, aux Etats-Unis selon les dernières données disponibles sur l'emploi, le déficit public, les recettes fiscales et les dépenses de l'Etat, la croissance du PIB, c'est l'inflexion de la politique économique préconisée depuis des années par la Fed par Obama et son gouvernement qui commence à donner les premiers résultats ou signes de l'amélioration de la situation...

Cet article est intéressant, mais il y règne une grande confusion dans les idéologies qui se côtoient au sein du capitalisme mondial. Par exemple, l'auteur réalise une dichotomie entre néo libéraux et monétaristes qui n'a pas lieu d'être à mon avis, la BCE n'a fait que suivre à la lettre les instructions de la Fed, à ceci près que l'UE n'étant pas un Etat fédéral et la BCE ne disposant pas du même pouvoir que la Fed pour intervenir avec la même efficacité sur la politique des gouvernements des pays de l'UE, elle n'a pas pu arroser le marché de liquidités dans les mêmes proportions que la Fed ou encore la Banque centrale du Japon.

Quant à ceux qu'il appelle Kénésiens, ce sont les conservateurs d'hier opposés aux néo libéraux.

Les premiers demeurent en grande partie partisans de l'économie capitaliste classique ou productive, davantage nationalistes ou souverainistes, adeptes de la mondialisation...

Les seconds, adeptes du mondialisme, sont entièrement conquis à l'idée que seul le marché doit réguler l'économie, le social passant à la trappe, tandis que pour les conservateurs il passe au second plan, le résultat est le même pour les travailleurs dans les deux cas, seuls le rythme et la violence des attaques changent.

Dans tous les pays on retrouve cette ligne de démarcation idéologique au sein des partis (ou coalition de partis) représentant le capital.

En France, à l'UMP, Fillon représente le courant conservateur, Sarkozy et Copé le courant néo libéral. En Allemagne la CDU et la CSU, en Grande-Bretagne les conservateurs et les libéraux, aux Etats-Unis, le parti démocrate et le parti conservateur...

Tous les partis de l'Internationale socialiste étant passés dans le camp du capitalisme, il est normal qu'on y retrouve ces deux idéologies conservatrice et néo libérale.

Au PS, Moscovici et Fabius (notamment) incarne l'idéologie néo libéral, le soi-disant courant de gauche représente l'idéologie conservatrice. Pourquoi pas le kénérianisme ? Parce qu'il n'a plus d'espace pour exister depuis 30 ou 40 ans, il n'a cessé de se réduire comme une peau de chagrin au fil du temps et que le néo libéralisme s'imposait (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, puis dans tous les pays occidentaux).

Pour empêcher que l'illusion du kénérianisme ne disparaisse et que le capitalisme apparaisse sous son jour le plus sombre et sans l'ombre d'un espoir d'amélioration à l'horizon, ce qui présenterait l'inconvénient de conduire les masses à s'en détourner ou à rompre avec lui, à chercher une voie en rupture avec le capitalisme, c'est le Front de gauche qui a repris le flambeau, il roule pour le capitalisme, c'est la mission que s'est donné d'accomplir Mélenchon depuis qu'il a quitté le PS et la raison d'être du PG.

Et si vous observez ce qui se passe au niveau des syndicats, vous retrouverez cette même ligne de clivage ou plutôt sous forme de tendances, normal puisqu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, entre les néo libéraux représentés par les syndicats jaunes, CFDT, CFTC, et les conservateurs ou kénériens la CGT, FO, la FSU, SUD, l'UNSA et la CGC naviguant entre les deux.

### Rappel ou appel à l'insurrection, légitime.

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. »

Art. 35 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793

Bon, alors, ce n'est pas idigne de vous qu'il fallait dire, mais soulevez-vous !

### Le chiffre du jour. 1.084

A Savar, dans la banlieue de Dacca, l'armée s'apprête désormais à mettre un point final à ses opérations de secours après la découverte de dizaines de nouveaux corps dans les décombres de la cage d'escalier, portant le dernier bilan à 1.084 morts. AFP

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Conservateurs contre néo libéraux.](#)

- G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique - Atlantico.fr
- BCE: le patron de la Deutsche Bank critique la politique de taux faibles - AFP
- Le débat entre austérité et croissance divise le G7 - L'Expansion.com

[Pas vraiment comploteurs, pas vraiment conspirateurs, juste adeptes du culte du secret !](#)

- Un frère parle à L'Express : le GO le suspend - L'Express.fr

Parce qu'il a accepté une interview avec une journaliste de L'Express, le frère du GODF (50 000 membres) Dominique Mimi a été suspendu de son obéissance pour un an. L'Express.fr

[Atlantico exprime un souhait à haute voix.](#)

- Berlusconi condamné à 4 ans de prison : Pourquoi il n'ira jamais derrière les barreaux - Atlantico.fr

[L'économie pour les nuls, non, par les nuls !](#)

- Nouvel erratum des économistes stars de Harvard - Liberation.fr

[Il suffit juste de le penser très fort... pour que cela devienne la vérité.](#)

- Les attentats en Turquie pourraient être liés à la Syrie - Reuters
- La Turquie soupçonne la Syrie après deux attentats - Reuters
- Turquie: un double attentat fait 43 morts, Ankara accuse Damas - AFP

[Des attentats organisés par les opposants à tout accord.](#)

- Syrie: des experts doutent d'un terrain d'entente entre Washington et Moscou - AFP

[Comment l'Etat favorise le racisme et manipule les masses.](#)

- Sharia4Belgium, le groupe terroriste à l'origine de l'envoi de combattants belges en Syrie - LeMonde.fr

Ils ont pignon sur rue avec la bénédiction des autorités...

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Encore une chance que cela ne se décrète pas !](#)

La communauté internationale est en train de faire des "pas de géant" dans la lutte contre l'évasion fiscale, a affirmé samedi le ministre français des Finances Pierre Moscovici, à l'issue d'une réunion du G7 en Grande-Bretagne.

"Un véritable consensus émerge pour prendre des mesures efficaces pour que chacun paie sa juste part de l'impôt", c'est un "impératif de morale" qui permet en outre "plus d'efficacité pour nos budgets", a-t-il souligné.

M. Moscovici a indiqué qu'il allait "insister", avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, "pour que l'UE avance très vite et que la Commission européenne fasse des propositions très vite" en ce sens.

"On ne va pas décréter la fin des paradis fiscaux, mais on a lancé un mouvement pour faire reculer de façon décisive l'évasion fiscale" et "déboucher sur l'obsolescence des paradis fiscaux", a-t-il affirmé. AFP 11.05

L'UE, la Commission européenne, pourquoi pas Rockefeller, Rothschild, Goldman Sacht, JP Morgan et Cie. pendant qu'il y est !

Ah ben si maintenant les "grands argentiers de la planète" seraient capables de respecter un "impératif de morale" autre que le coffre fort des banquiers, c'est vraiment qu'on vit dans le meilleur des mondes, quelle bonheur ! Moscovici, que dis-je, il a bien parlé d'un "consensus" avec Draghi de la BCE et Lagarde du FMI, n'est-ce pas ? Alors c'est qu'ils sont tous de gauche, si, si, comme Moscovici !

### Intouchable. Un monarque même déchu demeure de droit divin.

- Mise en examen de Sarkozy: 105 députés UMP soutiennent Guaino contre le juge Gentil - AFP

"Dans une lettre ouverte au procureur de Paris, ils s'étonnent de la décision du parquet d'ouvrir une enquête préliminaire sur les propos de Guaino", écrit le quotidien, soulignant qu'ils reprennent à leur compte les attaques de leur collègue député: "Comme lui, nous affirmons que le juge (...) +a déshonoré un homme, a déshonoré les institutions et a déshonoré la justice+" en mettant M. Sarkozy en examen.

Cette phrase, explique Le Figaro, M. Guaino l'avait prononcée le 22 mars, au lendemain de la confrontation entre le juge Gentil et l'ancien chef de l'État. Pendant près d'une semaine, précise le quotidien, il avait dénoncé dans plusieurs médias une "décision grotesque", "irresponsable", une "salissure pour la France".

L'Union syndicale des magistrats (USM) a déposé plainte pour "outrage à magistrat et discrédit jeté sur une décision de justice" contre le député UMP, proche de M. Sarkozy. Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire.

L'ancien chef de l'Etat a été mis en examen par le juge Gentil pour abus de faiblesse à l'encontre de Liliane Bettencourt. AFP 11.05

Ce qui a été "grotesque", "irresponsable", une "salissure pour la France", c'est d'avoir eu un président de la République aussi médiocre.

Je vous fais grâce des arguments sur la démocratie et l'indépendance de la justice...

### Gêné, pourquoi devrait-il l'être ? Quelle dignité, quelle légitimité ? Celle du marché pardi !

- Cahuzac prend la température de l'électorat au marché de Villeneuve-sur-Lot - AFP

L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a fait samedi son marché à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), sa première apparition publique depuis sa démission, semblant ainsi vouloir prendre la température de l'électorat alors que plane le doute sur l'hypothèse de sa candidature à la législative partielle organisée en juin pour le remplacer.

Mardi, interrogé par le Figaro.fr qui lui demandait s'il comptait se porter candidat indépendant à la législative partielle des 16 et 23 juin dans la 3ème circonscription, il a répondu : "Aucune décision prise (...) Je constate une forme d'attente ou d'espérance chez certains".

Le PS du Lot-et-Garonne a largement désigné lundi le chef d'entreprise à la retraite Bernard Barral, 66 ans, comme candidat du parti pour la législative partielle. Mais, au premier tour, il y avait eu 42 bulletins nuls sur 200 votants, et parmi ces bulletins plus de 20 portaient le nom de Jérôme Cahuzac.

Jean-Claude Gouget, son ancien suppléant qui n'a pas souhaité se représenter à la partielle, n'a appris que samedi après-midi que Jérôme Cahuzac s'était rendu sur le marché dans la matinée : "Ca veut dire qu'il va être candidat!", a-t-il d'emblée estimé auprès de l'AFP.

"Il est venu dire bonjour aux Villeneuvois, j'ai trouvé ça gentil", a commenté Mme Catarino, propriétaire de la poissonnerie

des Arcades, sur la place Lafayette, qualifiant M. Cahuzac de "très grand Villeneuvois" et précisant que "ça ne (la) dérange pas s'il est candidat".

Au micro de RTL, une autre Villeneuvoise a considéré ensuite que M. Cahuzac était "gonflé, culotté" d'avoir fait cette promenade "comme si de rien n'était". Mais un autre habitant, auquel l'ex-ministre aurait confié "faire un petit sondage parmi la population", a assuré au contraire lui avoir conseillé : "Allez-y, allez-y".

Bernard Barral, pour sa part, était "profondément choqué" que M. Cahuzac "vienne ainsi parader sur le marché" pour "tâter le terrain".

M. Barral a dit "ne pas craindre du tout" la candidature éventuelle de Jérôme Cahuzac. "Il a reçu un accueil courtois, mais les commentaires en +off+ étaient différents", a-t-il affirmé. AFP 11.05

A sa place, j'aurais utilisé mes talents de chirurgien esthétique pour changer de visage pour qu'on ne me reconnaisse pas dans la rue.

Non, il n'est pas irresponsable, c'est une ordure finie voilà tout, cela nous dépasse, on a du mal à le concevoir parce qu'on ne lui ressemble pas. Et s'il peut parader ainsi, c'est parce qu'il a conscience qu'une grande partie des masses continuent de pratiquer le culte des personnalités qu'elles estiment supérieures à elles, les notables, les patrons, les riches, les gens qui sont propres sur eux et parlent bien, de préférence un langage auquel elles ne comprennent rien, mais qu'on décrypte à leur place de telle manière qu'elles y trouvent ce qu'elles voulaient entendre et le tour est joué.

Pas sûr que cela marche ce coup-là, le contexte social est défavorable, la suite nous le dira, à suivre.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

C'est cela qu'Israël redoutait! Le chef d'état-major interarme iranien, le général Hassan Firouzabadi s'est félicité de ce qu'"en Syrie, une résistance vient de naître, de la même nature que celle du Hezbollah, une résistance, qui s'organise, très rapidement". "La victoire, qui est celle la Résistance syrienne, est obtenue, grâce au leadership d'Assad, un dirigeant, qui a su, jusqu'ici, résister à l'Arrogance, aux hordes wahhabo-salafistes. Il a fait preuve de discernement, d'intelligence, et a bénéficié du soutien de son peuple".

Selon le général, "seul, Assad, est à même de réaliser les revendications de son peuple, tout en préservant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie". "Les noyaux de résistance sont formés et agissent, avec force, dans les régions reprises des mains des terroristes", a fait remarquer le général Firouzabadi. french.irib.ir 11.05

#### 2- Liban

Le député libanais Walid Sakriya se félicite de la livraison du système de défense anti aérien à la résistance libanaise : " Equiper la résistance des missiles anti aériens change radicalement le rapport de forces et de dissuasion dans la région " la résistance saura préserver aussi bien le Liban que la Syrie face aux menaces israéliennes ... la guerre de 2006 a établi une nouvelle équation de force israélo-arabes et à l'époque le hezbollah a fait de bons choix stratégiques. depuis la résistance s'est modernisée et s'est équipée de nouveaux armements . Sa puissance balistique s'est multipliée et ceci n'a été possible que grâce à l'aide syrienne " le fait que la Syrie donne à la résistance la possibilité de franchir des lignes rouges occidentales, de se doter du système de défense anti aérienne va affaiblir sensiblement l'ennemi sioniste , va précipiter le déclin d'Israel ... en 2006 le Liban n'avait pas de défense anti aérienne et cette faiblesse a permis Israël de détruire les infrastructures libanaises. Cette faiblesse ouvre aussi le ciel libanais à l'aviation sioniste qui prend d'assaut la Syrie depuis le Liban. ...les récents propos de Nasrallah ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la résistance. Celle ci deviendra une armée par entière dotés non seulement de missiles de roquettes mais aussi de missiles anti aériens, anti navire.... cet état de fait renforce l'arrière base syrienne et empêche les avions sionistes de trop s'aventurer " le député a de bons espoirs que le Hezbollah acquiert bientôt des missiles sol-sol , anti-navire, anti-char, la technologie de cyberguerre, système radar ... french.irib.ir 10.05

#### 3- Libye

Un groupe de militaires US, déployé, au Sud de l'Espagne, s'apprête à se rendre, en Libye.

La situation sécuritaire va de Charybde en Scylla, en Libye "nouvelle", ce qui donne aux Américains le prétexte nécessaire à

un déploiement de troupes, en Libye. Les GI's sont censés aider à l'évacuation des ressortissants étrangers, en cas de crise sécuritaire majeure. Ces Marine's sont membres des forces d'intervention rapide, qui sont positionnées, au Sud de l'Espagne, en prévision des missions, en Afrique. Le contingent américain, en Allemagne, est, lui aussi, en état d'alerte, et se prépare, à ce même titre, à une intervention rapide.

Sur le terrain, les agences de presse occidentales ne couvrent que, très partiellement, les informations, en provenance de la Libye. Les miliciens, un temps appelés "*révolutionnaires*" ont bloqué les routes menant à l'aéroport, et ils demandent la mise à l'écart de tous les "*résidus de l'ancien régime*", pour se dégager de leurs positions. Les Libyens, eux, victimes expiatoires de la politique expansionniste des Etats Unis, au Nord de l'Afrique, ne cessent de manifester leur mécontentement et de dénoncer l'état de déstabilité permanente, d'insécurité croissante, qui a paralysé la vie, à travers la Libye.

Une seule question vient à l'esprit : et si l'intervention de l'OTAN, en Libye, l'affaire du meurtre de l'ambassadeur Stevens, à Benghazi, n'étaient destinés qu'à justifier un déploiement de troupes US, en Libye? Après tout, l'affaire du film anti-Islam de 2012 et la colère provoquée, chez les Musulmans, et leurs attaques contre les ambassades US, ont permis un déploiement, en catimini, de troupes US, au Yémen? french.irib.ir 11.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 mai 2013

## CAUSERIE

Deux petites histoires pour commencer tranquillement la semaine.

L'autre jour je suis allé chez un avocat Indien francophone pour un affidavit en anglais, une déclaration sur l'honneur quoi. On se connaissait déjà un peu et on discute. Je lui demande s'il connaît un autre avocat que j'avais eu comme élève à l'Alliance française, monsieur Narayanan. Il me répond oui. Je lui demande s'il n'avait pas remarqué qu'il y avait un petit problème dans son comportement. Il me répond que oui, qu'il est un peu frappé, plutôt mentalement déséquilibré.

Je poursuivis en lui demandant comment il avait pu suivre des études et passer son diplôme d'avocat, c'est une question qui me turlupine depuis plus de 10 ans. Il me répond : - écoutez monsieur, c'est très simple, il suffit de se procurer les épreuves des examens des cinq dernières années, d'en apprendre par coeur la moitié et le jour de votre examen vous êtes assuré d'obtenir la moyenne, ce n'est pas plus compliqué que cela. Evidemment je lui réponds, c'est simple comme bonjour, je n'avais pas l'esprit assez tordu pour y avoir pensé, que je suis idiot. Il me dit qu'il comprend mieux pourquoi il parlait si bien le français, parce qu'il m'avait eu comme professeur pendant un an. Et je me souviens qu'il a loupé l'examen final, car là les réponses ne figuraient nulle part !

Mais alors demandais-je à cet avocat, en est-il ainsi dans tous les domaines, en médecine, en technologie, informatique, etc. Il me répond : mais bien sûr, c'est comme cela que cela marche en Inde, c'est pour cela qu'il y a tant de problèmes et que le pays ne progresse pas...

Vous vous souvenez peut-être qu'un jour je vous avais parlé des médecins Indiens qui partaient travailler en France, j'en ai eu trois comme élèves dont un pédopsychiatre, en vous conseillant de les éviter, certains ont peut-être pensés que j'exagérais, en réalité pas du tout et vous savez pourquoi maintenant, sans généraliser bien sûr. Au fait, je me suis fait enlever une verrue sous le pied gauche il y a quelques mois, le boulot a été mal fait et je dois y retourner. Je suis allé trois ou quatre fois chez le dentiste au cours des derniers mois pour colmater quelques dents, le ciment blanc ne tient pas, il faut que j'y retourne à nouveau. Ce n'est pas qu'ils ne sont pas foutus de vous mettre un plombage qui tient, ce n'est pas rentable, vaut mieux laisser les dents pourrir, les couronnes rapportent dix fois plus !

Une dernière très courte.

Ce matin au bureau d'immigration une jeune et jolie femme s'assoie à côté de moi, elle m'adresse son plus beau sourire, on entame la conversation en anglais. J'apprends qu'elle est bangladaise. Je lui demande si elle sait combien d'ouvrières sont mortes dans l'immeuble qui s'est effondré près de Dacca il y a plus deux semaines. Elle me répond qu'elle l'ignore et qu'elle n'était même pas au courant de ce dramatique incident. Bon, eh bien elle l'aura appris en Inde de la bouche d'un Français, il n'est jamais trop tard !

En très bref.

Si vous téléchargez le fichier *Les attentats du Marathon de Boston: Un tissu de mensonge*, vous aurez la surprise de voir une capture d'écran (Boston Globe) montrant Tamerlan Tsarnaev arrêté par la police et parfaitement en vie et apparemment pas blessé, alors que selon la version officielle il aurait été tué lors d'une fusillade par les forces de l'ordre.

J'ai modifié les adresses de plusieurs fichiers figurant dans la rubrique Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Goldman Sachs..., je n'avais pas vu que j'avais laissé un espace entre deux signes, certains navigateurs ne le supportent pas et le téléchargement est impossible.

Bonne semaine à tous.

Au fait, au camarade du POI qui m'a envoyé un courriel avant-hier : je ne suis pas perdu, puisque je suis avec vous !

### [Le chiffre du jour. 1.126](#)

Bangladesh. Le bilan de la plus grande catastrophe industrielle du pays a atteint 1.126 morts après l'effondrement d'un immeuble de neuf étages abritant des ateliers de confection dans la banlieue de Dacca, la capitale. AFP

### [La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf](#)

- 73% des Français ne voient pas de changement depuis l'élection de Hollande - AFP

Et pourtant, Hollande enfle, il grossit à vue d'oeil !

Une grenouille vit un boeuf  
Qui lui sembla de belle taille.  
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,  
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,  
Pour égaler l'animal en grosseur,  
Disant: "Regardez bien, ma soeur;  
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?  
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?  
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore  
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.  
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs,  
Tout prince a des ambassadeurs,  
Tout marquis veut avoir des pages.

Jean de La Fontaine - 1668.

Le monarque, les aristocrates et les courtisans du régime tiennent à la fois des pages et des ambassadeurs de l'oligarchie financière qui les engraisse en échange des services qu'ils lui rendent.

Un échange de bon procédé qui ne nuit qu'à celui que la flatterie honore, tandis que les rentiers demeurent étrangers à ces ambitions grotesques et soignent leur santé tout en assurant leur prospérité.

Une fois ces serviteurs de fortune gavés, ils deviendront parfaitement inutiles, alors le moment sera venu de les remplacer par des pages tout aussi gourmands mais moins encombrants.

---

### [ACTUALITE EN TITRES](#)

[Constat. Il faut faire table rase !](#)

- Joly : "*Un Kärcher ne suffirait pas à décrocher le système actuel*" - Le Nouvel Observateur

[Qui gouverne l'UE ?](#)

- Berlin voudrait une accélération des réformes dans la zone euro - Reuters

Il suffisait de le demander poliment.

- Le Portugal et ses créanciers d'accord sur le nouveau plan d'austérité - AFP

Le nouveau programme d'austérité de M. Passos Coelho prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires sur un total d'environ 700.000, l'allongement de leur horaire de travail de 35 à 40 heures par semaine et le report de l'âge du départ à la retraite à taux plein de 65 à 66 ans. AFP

### [La tiers-mondisation de l'Europe en marche](#)

- En Espagne, "sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution" - LeMonde.fr

Selon les estimations, le travail au noir représente de 20 % à 30 % de l'économie de l'hôtellerie et de la restauration. LeMonde.fr

Dans un pays dit émergent comme l'Inde, cela doit représenter au moins 80% de l'économie, cela explique le niveau de vie médiocre de la population et les gigantesques inégalités qui existent dans ce pays.

### [Ils ne manquent pas d'air !](#)

- La Fed s'inquiète du risque de bulles - LeFigaro.fr

Ben Bernanke, le patron de la banque centrale américaine, prend au sérieux les risques croissants de bulles financières liés à la politique monétaire ultra-accommodante de son institution.

A croire que ce ne serait pas la Fed qui aurait le monopole de la création monétaire et qui contrôlerait la masse monétaire en circulation...

### [Dommage que le suicide ne soit pas un réflexe naturel chez les réactionnaires.](#)

- Natalité au plus bas au Japon, en Italie et en Allemagne : le reflet d'une population suicidaire fatiguée d'elle-même ou la somme d'égoïmes individuels ? - Atlantico.fr

Ne serait-ce pas la société qui les fatiguerait par hasard ? Quand on a conscience du monde épouvantable et surpeuplé dans lequel on vit, on devrait être pris de nausée en croisant une femme enceinte dans la rue, pure réflexe humaniste.

### [Confirmation.](#)

- Guerre des chefs au Conseil représentatif des associations noires - LeMonde.fr

Le conseil d'administration du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) a envoyé un communiqué de presse désavouant l'actuel président du CRAN, Louis-Georges Tin, au sujet des poursuites judiciaires contre la Caisse des dépôts.

### [Quand ils prennent le président syrien pour un demeuré.](#)

- Attentat en Turquie: La Syrie est-elle responsable? - 20minutes.fr

Non, c'est vrai Assad aurait commandité cet attentat sans réfléchir que Washington, Londres, Paris et Ankara s'empresseraient de lui en attribuer la paternité, il a réussi à déjouer toutes les manoeuvres pour le faire chuter depuis deux ans et soudainement il commettrait cette grotesque et fatale erreur, ben voyons.

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[A bout de souffle... la "serpillière". L'éternelle recommencement ou le changement dans la continuité.](#)

Cambadélis prédit un "deuxième souffle de François Hollande" après la "serpillière" - L'Express.fr

Débarassée de l'héritage du gouvernement précédent, la gauche a désormais les mains libres. C'est en tout cas la ligne du

député PS Jean-Christophe Cambadélis, qui a assuré ce dimanche que "*le deuxième souffle*" du quinquennat Hollande "*commence*", après une période où il a fallu "*passer la serpillière*" sur les années Sarkozy. L'Express.fr

Dites-donc monsieur Cambadélis, au regard de la société dans laquelle vous nous proposez de vivre après avoir passé la "*serpillière*" pour la décrocher, je ne vous embaucherais pas chez moi pour laver le carrelage par crainte qu'il soit encore aussi dégoulinant après, on comprend que vous ne soyez pas vraiment familiariser avec les tâches manuels qui sont du ressort des petites gens, un autre monde que le vôtre.

Un ouvrier un peu perspicace s'écrierait : ils ne sont bon à rien décidément ! Il aurait raison, pour ce qui nous concerne ils sont mauvais en tout, même pas bon à passer la serpillière c'est pour dire. Mais alors, si nous prenions le pouvoir à quelle tâche pourrions-nous les affecter ? Quelle casse-tête ! Nettoyer les chiottes des prisons où leurs amis seraient entolés par exemple, et au cas où ils feraient mal le boulot ils n'auraient qu'à leur mettre la tête dedans histoire de sentir à quel point le vieux monde empestait !

Plus sérieusement. Et toutes les lois ou mesures antisociales, liberticides adoptées par les précédents gouvernements, elles n'ont pas le droit au coup de "*serpillière*" ? Ah ben non ! On les conserve, elles font partie de nos acquis, je veux dire par là que ce n'est pas possible... On comprend, comme Sarkozy vous êtes de gauche...

"*Nous ne sommes plus sur la défensive*", a-t-il assuré. Effectivement, le temps de l'offensive est venu.

En réalité "*le deuxième souffle*" sert de couverture aux prochaines attaques programmées contre les retraites et le financement de la protection sociale notamment. C'est une arnaque de plus.

Ce qui est intéressant avec les bavards, c'est qu'ils parlent trop, ils en disent trop ou pas assez mais suffisamment pour se foutre eux-mêmes dans le pétrin ou qu'on comprenne leurs véritables intentions. Nous en sommes friands à vrai dire. Qu'a dit de plus le renégat (ex-trotskiste) ?

"*Aujourd'hui, le débat avec la Commission européenne ouvre la perspective de deux ans plus tranquilles*", a-t-il poursuivi, "*nous sommes dans une nouvelle situation, nous avons la possibilité de desserrer les contraintes imposées de l'extérieur*", a-t-il insisté. leexpress.fr 12.05

Excellent, il a affirmé qu'ils avaient pour ainsi dire les mains libres pour faire la politique de leur choix, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ce qui signifie qu'il revendique par avance les prochaines attaquent contre les retraites notamment, là il ne pourra pas se retrancher derrière l'UE ou on ne sait qui.

Au passage, il n'a pas pu s'empêcher de témoigner qu'ils étaient aux ordres de la Commission européenne, Du coup, il faut être sourd ou ne pas savoir lire ou être un fieffé crétin pour ne pas comprendre qu'ils prennent leurs ordres à Bruxelles et qu'ils les appliquent.

En fait, leur fonction consiste à passer la "*serpillière*" sur nos acquis sociaux.

### [Le rouleau compresseur en marche.](#)

L'Allemagne pousse en faveur de nouvelles réformes et coupes budgétaires dans les pays de la zone euro en proie à la crise financière, selon un rapport obtenu par le magazine allemand Der Spiegel, dans lequel Berlin passe en revue les progrès réalisés à l'aune des règles budgétaires de l'UE.

Ces règles ont permis de provoquer dans l'ensemble des pays de la zone euro une "*mobilisation générale politique en faveur de réformes structurelles et d'une plus grande compétitivité*", lit-on dans ce rapport, mis au point par le cabinet de la chancelière Angela Merkel, et que cite le Spiegel dans sa livraison de dimanche.

Toutefois, en Italie, il reste "*de la marge pour une libéralisation du marché du travail*" et en Grèce et en Espagne, de nouvelles réformes sont "*essentiels*" pour venir à bout de lois rigides sur le travail.

Afin d'améliorer la tenue de ses finances, la France a accru ses recettes fiscales, mais a dû également réduire ses dépenses, note le rapport.

Les réformes nécessitent du temps, mais des progrès plus rapides sont nécessaires, lit-on aussi dans le rapport. Reuters 12.05

60% des jeunes sont au chômage en Grèce, ce n'est pas encore suffisant...



Ils savent que le mouvement ouvrier est complètement gangrené, ils en profitent.

### Lepaon. Récidive. Ce sont les travailleurs qui sont responsables de la situation sociale.

Le discours des révisionnistes et des staliniens de toujours ou la mise en oeuvre du mécanisme qui a si bien fonctionné pour aboutir à l'accord scélérat du 11 janvier, cette fois avec les retraites. Mode d'emploi.

Tous les syndicats participent au Conseil d'orientation des retraites (COR) qui est un organisme de collaboration de classes. Qu'est-ce que cela signifie ? Soyons bref, clair et précis.

Les représentants du capital, Medef et gouvernement, analysent la situation telle qu'elle résulte de la crise du capitalisme ou des rapports entre les classes qui leur sont favorables puisque ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Leur intention n'étant pas de remettre en cause ces rapports de domination de classe, mais plutôt de les perpétuer, les mesures qu'ils préconiseront en matière sociale ne pourront que s'inscrire dans cette perspective, autrement dit ils seront portés naturellement à s'attaquer aux acquis ou droits sociaux des travailleurs qui s'inscrivent en contradiction avec leurs propres intérêts de classe.

En principe, les représentants des travailleurs analysent la situation en refusant de prendre en compte la crise du capitalisme qui résulte de ses contradictions et conduit à son effondrement. Sachant que les rapports entre les classes sont défavorables à la classe dominée, se placer sur le terrain réservé aux représentants des capitalistes ou prendre en compte la crise du capitalisme, partager leur analyse de la situation, accepter de négocier avec les représentants du patronat sur cette base constituerait un arrêt de mort des intérêts de classe qu'ils sont censés défendre une fois abandonnée leur indépendance de classe.

Les revendications sociales que doivent défendre les syndicats ouvriers se trouveront obligatoirement en totale contradiction avec l'analyse et les mesures préconisées par le patronat et le gouvernement, qui refuseront de les satisfaire, de sorte qu'aucun dialogue ou aucune négociation entre eux ne sera possible, sauf si l'une des deux parties en présence abdique et se place sur le terrain de son ennemi. Du coup, les syndicats ouvriers n'auront pas d'autre alternative que d'en appeler à la mobilisation des travailleurs, de recourir à la grève, pour faire valoir les droits des travailleurs.

Mais pour que ces syndicats ouvriers soient crédibles et cohérents et soient perçus comme tels par les travailleurs, ils doivent conserver leur indépendance de classe vis-à-vis des capitalistes, ils doivent rompre avec leurs représentants, refuser de discuter avec eux sur la base d'un rapport qu'ils ont établi et qui devrait servir de cadre à de pseudo négociations et à un accord qui ne pourrait être que favorable aux capitalistes.

Dans le cas contraire, ils introduiront un élément de division dans le mouvement ouvrier, entre les travailleurs qui seront portés à attendre qu'il sorte quelque chose de ces pseudo négociations, donc qui ne se mobiliseront pas, et ceux qui n'en attendant rien de bon seront prêts à se mobiliser, portant un coup à la détermination des travailleurs les plus déterminés car affaiblissant la mobilisation à venir qui ne prendra pas un caractère de masse, ce qui permettra au patronat et au gouvernement de parvenir à leurs fins.

Pour mettre un point d'honneur à leur sale besogne ou camoufler leur trahison, les dirigeants syndicaux corrompus accuseront les travailleurs d'être responsables du recul social enregistré à l'issue de cette mascarade parce qu'ils ne se sont pas mobilisés et la boucle sera bouclée.

Nous accusons Lepaon et Mailly d'être responsables du recul annoncé sur les retraites, car il est parfaitement clair que sans leur participation à cette conférence elle ne pourrait pas avoir lieu. La trahison est établie dès lors qu'on accepte d'y participer.

Je reproduis un large extrait de deux articles de l'AFP et Reuters, lisez-le attentivement tout ce qui vient d'être dit y figure, ils vont nous faire le même coup que le 11 janvier 2013. Ajoutons, avec la complicité de tous les partis ouvriers puisqu'aucun n'entend rompre avec les appareils pourris de la CGT et FO.

- La CGT sera reçue en dernier lundi par Jean-Marc Ayrault au terme d'une journée de discussions qui aura vu se succéder avant elle à Matignon, à partir de 08h30, le Medef, l'UPA, la CGPME, FO, la CFDT, la CFE-CGC, et la CFTC.

"La question des retraites va nécessiter une mobilisation d'ampleur des salariés", a déclaré M. Lepaon lors du Grand rendez-vous Europe1/i-Télé/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

"La question du rapport de force est une question essentielle. Il faut que les salariés s'occupent de leurs affaires", a-t-il ajouté, jugeant que "le résultat d'une négociation, c'est avant tout le résultat d'une mobilisation".

"Il faut que les salariés arrêtent de penser que les syndicats, dans le cadre de négociations, peuvent obtenir des choses s'ils n'investissent pas le terrain social et s'ils ne se mobilisent pas", a-t-il précisé, appelant les salariés à une "irruption sur le terrain social".

M. Lepaon s'exprimait à la veille d'une rencontre entre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et les syndicats pour préparer la prochaine conférence sociale des 20 et 21 juin.

Le numéro un de la CGT a demandé une réforme "*structurelle*" du financement des retraites qui passe, selon lui, par l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance. Refusant une nouvelle adaptation du système actuel, il a prévenu que la CGT n'accepterait ni un allongement de la durée des cotisations ni une baisse du montant des pensions. Faute de quoi, le syndicat appellerait à des manifestations.

"*Si on allait vers un salaire minimum à 1.700 euros, on n'aurait pas de problème de retraite*", a-t-il dit. "*L'autre curseur, c'est l'emploi et donc la croissance*", a-t-il estimé. Selon lui, "si on augmente les salaires et si on augmente le nombre de salariés au travail, on n'a pas de problème de retraite". AFP et Reuters 12.05

Lepaon est un manipulateur professionnel. Il met en avant "*la question du rapport de force (qui) est une question essentielle*", alors qu'en réalité c'est uniquement le rapport qui existe entre classe dominante et la classe dominée qui doit déterminer l'attitude à avoir d'un dirigeant ou d'un militant ouvrier.

Et quand il évoque "*l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance*", qu'est-ce à dire? Que tous les travailleurs devraient espérer obtenir des salaires décents ou un emploi conforme à leur qualification dans le cadre du régime en place, que ces revendications seraient compatibles avec le maintien en place du régime capitaliste, alors que depuis des décennies il n'a cessé de démontrer le contraire, cela signifie qu'il le soutient et qu'il n'a pas du tout l'intention de mener le combat pour le liquider, c'est donc lui (et ses acolytes des autres syndicats) le responsable de la situation sociale à laquelle les travailleurs sont confrontés et non ces derniers.

Avec des "*si*" on mettrait Paris en bouteille... ou en bière le mouvement ouvrier et la classe ouvrière !

### Sans parti révolutionnaire socialiste : point de salut !

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche en Espagne pour célébrer le deuxième anniversaire de la naissance du mouvement des "*indignés*", ne parvenant pas à mobiliser autant qu'à l'origine malgré un chômage record et un programme d'austérité historique.

Le mouvement, spontané et apolitique, témoignant du ras-le-bol face au chômage, à la corruption et aux excès du libéralisme, avait il y a deux ans surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque là peu exprimé.

Malgré le malaise social, les "*indignés*", qui répondent à une structure horizontale et refusent de se constituer en parti, ont largement perdu en visibilité, ne parvenant plus à convoquer les foules de leurs premiers mois d'existence. AFP 13.05

Le parti, encore le parti, rien que le parti, c'était la leçon principale de la révolution d'Octobre, tout le monde l'a abandonné ou lui a tourné le dos, il ne faut pas chercher ailleurs le marasme dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier. Le léninisme c'est le parti (bolchevik) disait Trotsky, qui s'en souvient encore, qui s'en soucie de nos jours ? Aucun dirigeant d'aucun parti hélas, mille fois hélas !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

1.1- Le ministre de l'information, Omran Zou'bi, a qualifié les explosions produites hier à Rihaniyah en Turquie d'"*acte terroriste condamné par tous les critères moraux, humains et légaux*", exprimant sa condoléance au peuple turc frère et souhaitant la guérison aux blessés.

"*Toutes les accusations publiques ou implicites lancées par certains responsables turcs à la Syrie sont complètement refusées*", a jugé Zou'bi qui parlait à l'ouverture du colloque intellectuel politique organisé à la bibliothèque d'al-Assad à Damas. Il a assuré à cet effet que la Syrie n'a suivi et ne suivra jamais une telle méthode qui se contredit avec ses valeurs, ses mœurs et sa conduite.

Il a fait noter que le gouvernement turc a transformé les régions frontalières en des centres de terrorisme et facilité l'accès des

armes et des terroristes vers la Syrie et c'est pourquoi il assume la responsabilité morale et politique directe envers les deux peuples turc et syrien et ceux de toute la région. "Nous connaissons le but de celui qui veut produire des explosions en Syrie, mais pourquoi fait-on des explosions en Turquie quelque jours avant la rencontre entre Erdogan et Obama? Est-ce Erdogan veut provoquer les Etats-Unis, dire qu'il a assez de capacité pour intervenir en Syrie ou bien avorter les efforts russo-américains déployés dans le cadre des arrangements politiques?", s'est interrogé Zou'bi.

Il a appelé, à cet effet, la Turquie à se défendre contre le terrorisme et les terroristes et à assumer la pleine responsabilité. french.trib. ir 12.05

1.2- Les membres des forces spéciales de l'armée sioniste viennent d'entrer à Al Quasseir où les terroristes d'Al Nosra et de l'ASL sont encerclés par les soldats de l'armée nationale! selon Al Khabar press, " des forces spéciales israéliennes arrivent exprès pour venir en aide des terroristes d'Al Nosra. Ils ont traversé les frontières du côté libanais et cherchent à empêcher l'avancée des soldats de l'armée syrienne".

Al Quasseir est la principale base des terroristes en action contre l'Etat et l'armée syrien. c'est une ville qui entre dans la cinquième semaine de son siège par les forces de l'armée nationale. Si l'Armée syrienne parvient à entrer dans la ville, l'un des principaux artères d'approvisionnement des terroristes sera coupé au risque de mettre hors jeu le front terroriste d'Al Nosra. french.trib.ir 12.05

1.3- Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont négociés secrètement sur les modalités de l'armement des rebelles en Syrie.

Selon la chaîne Press TV, le but de ces négociations secrètes serait d'intensifier le conflit armé à l'intérieur de la Syrie, suite aux récents raids aériens du régime sioniste contre la Syrie. Cela intervient alors que la Syrie a lancé une guerre sans merci contre les terroristes liés à al-Qaïda. Le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond, s'est entretenu avec le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, sur la possibilité de l'armement des terroristes et des mercenaires qui se battent contre le gouvernement du président Bachar al-Assad. french.trib.ir 12.05

J'ai corrigé plein de fautes dans les derniers articles de ce portail, je pourrais leur demander de me rétribuer pour ce service, ainsi je deviendrais un salariés du régime de Téhéran ! Certains se demandaient pour qui je roulais, eh ben voilà vous avez la réponse : Allah oh Akbar !

---

## SOCIAL

### 1- Grèce

Les autorités grecques ont menacé les enseignants du secondaire d'arrestation s'ils participent à la grève prévue dans la semaine, qui pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois que le gouvernement d'Antonis Samaras recourt à des mesures d'exception pour ramener des grévistes au travail.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail des enseignants du secondaire et en muter 4.000 dans les zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

L'OLME prévoit en outre un rassemblement lundi à Athènes et invite les autres syndicats du public et du privé à s'associer au mouvement du 17 pour en faire une grève nationale.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là.

Constantine Arvanitopoulos, ministre de l'Education, a jugé la mesure nécessaire pour garantir le "droit sacré" des étudiants à des examens sans accroc. Reuters 12.05

### 2- Bangladesh

Le Bangladesh a mis sur pied une commission en vue d'augmenter le salaire minimum des ouvriers du textile, a déclaré dimanche un ministre après une série de catastrophes mettant en relief leurs mauvaises conditions de travail.

"Nous avons mis en place une commission d'experts chargés d'étudier la question d'un salaire minimum pour le secteur du textile. Nous l'avons fait à la suite de la demande des ouvriers d'augmenter leurs salaires", a déclaré à l'AFP le ministre du Textile, Abdul Latif Siddique.

Un ouvrier du secteur de la confection au Bangladesh gagne moins de 40 dollars par mois, des conditions que le pape François a comparé à du "travail d'esclave".

La commission d'experts comprendra à la fois des représentants des syndicats et des propriétaires d'usines, a précisé M. Siddique.

"Il n'y a aucun doute que les salaires vont être augmentés", a-t-il indiqué, ajoutant que le gouvernement avait également pris en considération la hausse du coût de la vie. AFP 12.05

### 3- Niger

Près de 800.000 personnes sont, actuellement, en situation d'"insécurité alimentaire", au Niger, et ont besoin d'aide, 84.000 d'entre elles doivent recevoir "une assistance immédiate", averti, dimanche, l'ONU. Dans ce pays sahélien, en proie à des crises alimentaires chroniques, "près de 800.000 personnes se trouvent en insécurité alimentaire et ont besoin d'un appui, d'ici la période de soudure, de juin à août", indique, dans son dernier bulletin, le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), à Niamey.

La période de soudure se situe entre l'épuisement des récoltes de la précédente campagne et les nouvelles récoltes, attendues, généralement, en septembre. Sur ces 800.000 personnes, quelque 84.000 "n'ayant plus de réserves alimentaires" ont "besoin d'une assistance immédiate", alerte Ocha. Les sinistrés vivent, dans 13 zones abritant plus de 2,7 millions de personnes, sur une population totale de plus de 17 millions d'habitants. Les régions les plus affectées sont Tillabéri et Tahoua (Ouest) et Zinder (centre-sud), selon l'agence onusienne. french.trib.ir 12.05

Aucune agence de presse occidentale n'a relayé cette info.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 14 mai 2013

## CAUSERIE

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de sauvegarder les articles de presse du début du mois, donc ne les cherchez pas dans le fichier de mai.

Dans la fenêtre *Documents disponibles dans cette page* j'ai ajouté un fichier pdf (Acrobat Reader) réalisé à partir d'une capture d'écran (Corel) des statistiques du site d'avril 2013, dans lequel vous trouverez trois pages : 1- le nombre de visites par jours et le total mensuel ; 2- le nombre total de téléchargements et le classement des dix premiers fichiers; 3- une carte du monde montrant les lieux où se situent les internautes qui se sont connectés au site au mois d'avril. En prime vous avez la capture de mon écran de travail quotidien avec en haut les différents liens (icônes) qui me servent à actualiser le site.

D'habitude on commence par ce que j'ai rédigé la veille au soir, aujourd'hui on procèdera à l'inverse parce que ce que j'ai rédigé ce matin qui s'y prête mieux, en réalité je ne savais pas dans quelle direction l'idée que j'avais en tête m'entraînerait, je ne suis pas structuré comme un intellectuel.

Rosa Luxemburg, malgré sa victoire remportée sur les révisonnistes, avait échoué à faire exclure Bernstein du Parti ouvrier social-démocrate allemand, la gangrène dont était atteint ce parti ne cessa de gagner du terrain et atteignit son point d'orgue lors de sa capitulation le 4 août 1914 qui signera son arrêt de mort comme parti ouvrier ou de gauche, la veille c'était la SFIO qui avait signé le sien.

Bien qu'étant passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi, on conserva par la suite l'ancienne division entre partis de droite et de gauche parce que des centaines de milliers d'ouvriers y étaient encore organisés. Depuis, le SPD et le PS (tous les partis de l'Internationale socialiste jaune en Europe) ayant effectué un nouveau virage à droite en adhérant au néo libéralisme, ce saut qualitatif ne permet plus de les caractériser comme des partis de gauche.

Dans ces partis supplétifs du parti officiel de l'ordre, il n'existe plus que deux courants politiques, l'un conservateur, l'autre néo libéral, le premier dit de gauche, le second dit de droite, tandis qu'aucun ne se réclame ou ne peut se réclamer du marxisme ou de la révolution socialiste. Le premier n'est rattaché à la lutte des classes que par sa subordination au capitalisme industriel national et non par les liens qui le rattacheraient historiquement à la classe ouvrière dont il est devenu totalement étranger en théorie comme en pratique. Le second est totalement subordonné au capitalisme financier et ne doit son existence qu'à celle du premier.

Sur le plan social, ils sont rattachés à l'aristocratie ouvrière qui est le pendant de l'aristocratie financière notamment par le biais des syndicats, qui s'en servent comme point d'appui pour lutter contre le reste du prolétariat, le diviser, pour le compte des capitalistes. On peut ajouter leur lien avec la petite-bourgeoisie, qui pour préserver ses privilèges, à défaut d'une autre perspective politique que le capitalisme, estime normale que face à la crise du capitalisme ce soit le plus grand nombre qui se sacrifie à sa place, la classe ouvrière.

S'appuyer sur l'un (conservateur) de ces courants et s'adresser à l'autre (néo libéral) sans tenir compte de leur nature, consiste à la fois à opter pour la peste et le choléra en intruisant un ordre de préférence, alors que ces deux bactéries s'avèrent fatales, au lieu d'en préserver ou prémunir les travailleurs en diffusant les idées du socialisme.

Désertir le combat pour le socialisme aboutit à diffuser le révisonnisme au sein du mouvement ouvrier et à s'associer aux appareils des partis et des syndicats qui en sont les ennemis, donc à l'incapacité de rompre avec eux et les institutions. C'est cette politique qui a été menée pendant 70 ans par la soi-disant avant-garde et qui nous a conduit à la situation actuelle. Le dogmatisme mêlé à l'abandon des fondements du socialisme en sont les principales origines.

Ce qui est tout à fait remarquable et que chacun peut vérifier quotidiennement, c'est que malgré la généralisation de la scolarité, la multitude des moyens et des canaux d'informations qui existent de nos jours, la compréhension des masses du fonctionnement de la société n'a pas évolué depuis le milieu ou la fin du XIXe siècle ou le début du XXe siècle.

Lundi soir.

J'ai plusieurs sujets sur le feu que je voudrais aborder, mais je dois encore les creuser en profondeur avant d'y venir. Avant-hier je crois, j'ai employé l'expression révisonnisme pour réformisme, c'est bien le mot qui convient, plus que jamais, quand Rosa Luxemburg l'avait utilisé pour qualifier la théorie de Bernstein qui remettait en cause les travaux et les conclusions de Marx et Engels sur l'effondrement du capitalisme.

Oui, j'ai réussi à trouver un peu de temps pour lire et je dois dire que c'est une formidable source d'inspiration, à condition de ne pas confondre 2013 et 1893 ou 1913 ! Ce n'est certainement pas en lisant la littérature des partis ouvriers en 2013 mise à la disposition des travailleurs (journaux ou tracts) que je risque de trouver matière à inspiration, c'est vide, creux, nul, archi nul, du point de vue de l'éducation des masses pour les aider à progresser c'est du niveau du commentaire d'une salle de presse ou de la rédaction d'un média national, inutile, le néant, cela en est navrant, désespérant, à croire qu'ils le font exprès.

C'est en fin d'après-midi en promenant mon chien sur un chemin en terre entouré de terrains en friche que je me suis fait cette réflexion. On était au calme, l'horizon était dégagé, tous les soirs je profite de cette atmosphère propice à faire le point en fin de journée pour aborder à nouveau certaines questions, ayant remarqué qu'il n'était pas rare qu'à cette occasion de nouvelles questions surgissent ou que je les aborde sous un autre angle, ce qui me permet d'approfondir ou de nourrir ma réflexion, d'aller toujours plus à fond dans une question particulière. Il y en a qui évitent de se poser des questions, personnellement je fais l'inverse, je vais plus loin encore, je me pose des colles pour me forcer à réfléchir à des questions auxquelles je n'avais pas encore trouvé de réponses satisfaisantes. Je me suis demandé qu'est-ce que j'avais bien pu lire récemment sur l'effondrement du capitalisme sur les portails des différents partis, réponse, rien qui ait retenu mon attention, puis j'ai repensé à ce que j'avais écrit dans la journée sur les syndicats et je me suis posé la même question, réponse, rien, aucun n'aborde ces questions, aucun ne prend la peine d'expliquer aux travailleurs et aux militants ce qui est en train réellement de se passer, c'est terrible, et de fil en aiguille évidemment j'en arrive à me demander qu'est-ce que cela signifie, pourquoi agissent-ils ainsi, délibérément car ce ne sont pas des crétins, ils savent très bien ce qu'ils font et pourquoi ils le font, pourquoi n'expliquent-ils rien finalement aux travailleurs et aux militants, quels rapports ils existent entre différents facteurs, quelle en est la nature, l'origine, la finalité, ce que cela recouvre, leur portée, leur signification politique, etc. ils n'analysent rien ou superficiellement, ce sont des commentateurs, ils vivent dans leur temps et l'accompagne, ils se laissent vivre quoi et accompagnent les différents acteurs de cette mauvaise comédie qui s'accommodent du capitalisme et du régime, rendant compte de leurs singeries à la manière de spectateurs un tantinet désabusés devant un scénario aussi pitoyable, à quoi servent-ils, à rien ; tenez, ils sont comme les spectateurs qui regardent un match de football à la télévision, et qui visionnant après coup une scène au ralenti se rendent compte que les arbitres ont commis une faute d'arbitrage sans que cela ne change le cours du match, à quoi cela sert-il, à rien.

Craignent-ils de se démasquer eux-mêmes, c'est la question à laquelle je suis arrivé. Imaginez un instant qu'en décortiquant une question à la manière de notre camarade Marx muni de son microscope et de son télescope, de son scalpel et de son bulldozer, n'importe quelle question car au point où ils en sont l'analyse de n'importe quelle question peut leur être fatale aujourd'hui tant ils se sont fourvoyés, il arrive un moment où une hypothèse vienne éclairer leur politique sous un jour peu avantageux qui puisse mettre la puce à l'oreille à un observateur attentif ou un tant soit peu curieux, qui saisissant ce fil ne le lâche plus, et bien il y a toutes les chances qu'ils parviennent aux mêmes conclusions que moi et ils n'y tiennent pas vraiment.

Qui, quand, où reprennent-ils la méthode de Marx ? Aucun, jamais, nulle part.

Les rapports entre les partis sont tabous, les rapports entre les partis et les syndicats, c'est tabou, les rapports entre les partis et les institutions, c'est tabou, les rapports entre les classes, c'est tabou, les rapports des fonctionnaires à l'Etat, c'est tabou, les rapports des masses au capitalisme, c'est tabou, les rapports des masses au mouvement ouvrier, c'est tabou, etc. etc. etc. non mais c'est incroyable, c'est le constat que l'on peut faire quotidiennement s'agissant de tous les partis. Ils débitent leur texte qui ne doit pas dépasser du cadre qu'ils se sont fixés un jour, il y a fort longtemps à moins qu'on leur ait soufflé. C'est leur tendance dogmatique qui s'exprime ainsi. Marx était passionné par la méthode d'Hegel, Lénine par celle de Marx et Balzac, ils les ont assimilés, voilà ce qui nous manque le plus aujourd'hui.

Nos dirigeants nous resservent sans cesse le même disque rayé depuis 70 ans et on en a plus que marre !

Lepaon et Mailly s'appêtent une nouvelle fois à brader nos retraites, vont-ils poser la question de rompre ou non avec eux, seulement poser la question, bien sûr que non, ils en sont incapables, ce serait mettre le doigt dans l'engrenage de la question qui en appelle une autre et ainsi de suite, c'est trop compromettant, leur parti exploserait.

Engels et de Rosa Luxemburg décrivaient déjà les syndicats comme des obstacles au socialisme, je l'ai lu hier dans *Réforme sociale ou révolution*, Lénine n'en pensait pas moins, et pour Trotsky les syndicalistes constituaient la tendance la plus droite du parti bolchevik : "*C'est une loi historique que les responsables syndicaux forment la droite du parti. Elle ne connaît aucune exception. C'était vrai dans la social-démocratie, vrai aussi chez les bolcheviks.*" (Oeuvres - Trotsky - juin 40, p.30). Les marxistes considéraient qu'on ne pouvait combattre dans les syndicats sur une ligne de classe sans qu'elle se situe dans la perspective du socialisme. Question : quel parti en 2013 combat sur cette ligne de classe ? Réponse : aucun. Il faut donc en déduire qu'ils combattent tous sur une ligne d'adaptation au capitalisme, car c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Souvenez-vous sur quel principe reposait le révisionnisme : le mouvement est tout, le but n'est rien, vous le retrouvez ici, et si vous examinez attentivement la politique de tous les partis vous constaterez qu'ils sont tous alignés sur ce principe, ils privilégient le mouvement spontané des masses, les revendications immédiates et abandonnent l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir par les travailleurs, à aucun moment ils ne développent les idées du socialisme.

Un autre élément pour alimenter votre réflexion, la dichotomie entre théorie et pratique que l'on retrouve d'ailleurs dans le principe qui vient d'être énoncé.

Le révisionnisme consiste également à les séparer, la théorie devenant une abstraction, pure scolastique à pratiquer au coin du feu les soirées d'automne, que l'on néglige ou marginalise, privilégiant la pratique où on aura forcément du mal à trouver trace de l'objectif politique de notre combat sauf à croire tous les quatre matins que l'heure a sonné de renverser le régime, on imagine mal que cela vienne à l'esprit des travailleurs, seule la théorie en fait mention, or si on la fait passer à la trappe sous différents prétextes, qu'est-ce qui reste comme éléments de formation à la disposition des masses pour élever leur niveau de conscience politique, faire le lien entre leurs expériences, entre les différentes phases de la lutte de classe pour les relier entre elles et rendre ce processus dialectique compréhensible, rien, elles ne tireront aucun enseignement de leurs luttes, elles pourront se mobiliser cent fois sans avoir fait le moindre pas en avant, observez ce qui se passe en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Négliger la théorie, c'est abandonner l'objectif de notre combat, en résumé. N'était-ce pas par hasard par là que le bât blesse du mouvement ouvrier, chez la plupart des militants qu'il ne s'agit pas là d'accabler évidemment ?

Le problème avec la théorie, c'est qu'il faut la reformater au fil du temps, elle n'est pas gravée dans le marbre, elle n'est pas immuable, ce qui implique de comprendre les transformations que subit la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, ce n'est pas facile, c'est une source d'erreurs permanente, oui il faut l'avouer, soyons modeste, d'où la nécessité d'y aller à tâton, d'avancer prudemment, de prendre le temps d'étudier patiemment chaque facteur et rapport, leur évolution, il faut sans cesse tout révéifier et se poser de nouvelles questions, on se trouve parfois face à des situations inédites, c'est donc à nous de chercher les bonnes réponses. A moins d'être un génie comme Marx ou Engels, cela devrait être une tâche collective pour en venir à bout, ne nous leurrions pas.

Dans mes contributions la théorie et la pratique sont étroitement mêlées, je pense que c'est le fil conducteur qui me guide quand j'évoque sans cesse ou très régulièrement la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses et la construction du parti dans laquelle l'une et l'autre se réalisent. Dans l'action l'une ou l'autre peut être privilégiée et c'est normal, il faut seulement avoir à l'esprit qu'elles sont indissociables.

Revenons à cette théorie figée ou devenue un dogme et qui nous coûte si chère.

Et cela fait 70 ans qu'on idolâtre les syndicats ! Les institutions aussi, cherchez bien depuis combien de décennies les partis ouvriers n'ont pas appelé au boycott d'une élection, sauf erreur de ma part, jamais, ils se sont abstenus parfois d'y participer fautes de moyens financiers, de signatures ou pour ne pas faire de l'ombre à un candidat du PS. Le PS et le PCF aussi, ils en redemandent, ils ne peuvent pas s'en passer, c'est pire qu'obsessionnel, c'est congénital ! Mais dans tout cela quel rapport y a-t-

il encore avec le marxisme, le socialisme ? Aucun, absolument aucun.

Quel parti appelle au boycott de la conférence sur les retraites, lequel a appelé au boycott du processus qui a conduit à l'accord patronal du 11 janvier 2013 ? Réponse : aucun. On pourrait se faire provocateur et se poser la question s'il existe encore un parti ouvrier dans ce pays, on répondrait oui, indépendant, on répondrait non, socialiste, on répondrait non, si oui, démontrez-le appelez au boycott de la conférence des 21 et 22 juin prochain, engagez la bataille, engagez toutes vos forces pour contraindre la CGT et FO à ne pas y participer, on vous met au défi.

### Chiffre du jour. 1.127.

L'armée au Bangladesh a annoncé qu'elle mettrait fin mardi à la recherche de corps dans les ruines de l'immeuble de neuf étages qui s'est effondré près de Dacca le 24 avril, faisant 1.127 morts. 20minutes.fr13.05

### Mise en garde aux jeunes.

- Canada : saisie d'une drogue 40 fois plus forte que l'héroïne - LePoint.fr

Cette drogue vendue sous forme de comprimés était notamment composée de desmethyl fentanyl, un opiacé dangereux, a indiqué la police.

"Ces saisies majeures se démarquent par la présence de produits jamais vus par le service de police de la ville de Montréal : le desmethyl fentanyl, l'ethylcathinone et le pentedrone. Ces produits chimiques (...) peuvent être jusqu'à 40 fois plus forts que l'héroïne. Ils sont extrêmement puissants et dangereux", a précisé la police dans un communiqué.

Certaines des substances étaient si nocives que quatre policiers ont été incommodés alors qu'ils les manipulaient et que l'un d'entre eux a même dû être hospitalisé en urgence avec des symptômes affectant son rythme cardiaque et sa pression artérielle, malgré le fait qu'il portait un masque. Ces drogues étaient mises sur le marché sous forme de comprimés attrayants - l'un d'eux portait le logo de Facebook - et à petit prix. LePoint.fr 13.05

---

### ACTUALITE EN TITRES

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

- Le bonus du PDG de Société Générale augmente de 75% au titre de 2012 - AFP

Au fait, depuis le début de la crise en 2007, vous avez entendu parler des syndicats (ouvriers) des banques ?

Féroce concurrence mondiale.

- Le yen continue de s'enfoncer face au dollar - L'Expansion.com

Les économie japonaise et américaine sont largement liées depuis de nombreuses décennies, ceux qui vont trinqués sont ceux qui ont les mains liées ou le moins de marge de manoeuvre, l'UE en priorité.

Vivre et mourir pour travailler : une fatalité !

- Âge de départ, durée de cotisation: les solutions du Medef pour réformer les retraites - L'Expansion.com

- Le Medef pour relever l'âge légal de la retraite à 65 ans - Reuters Retraites : les Français pourraient cotiser 44 annuités - LeFigaro.fr -

- Retraites : un consensus inaccessible ? - Liberation.fr

- Retraites: les enjeux et les clés d'une réforme impopulaire - L'Expansion.com

- Retraites: une réforme "juste" et "pérenne" assure le PS - AFP

Du moment qu'elle conviendra au patronat, elle sera juste pour le PS, qui démontre une fois de plus qu'il est un parti de gauche.

A 70 ans et usé jusqu'à la corde : au boulot!

- "*Il faut garder un esprit jeune au travail*" - L'Express.fr

### Ils liquident leur propre peuple

- Etats-Unis: l'alimentation trop salée responsable de 150.000 morts par an - AFP

La teneur en sel dans les aliments industriels et la restauration rapide reste excessive aux Etats-Unis et provoque quelque 150.000 morts par an, selon une nouvelle étude. AFP

### Confirmation.

- Guatemala: l'ancien dictateur Rios Montt hospitalisé après un malaise AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Nouvelles taxes à venir.

La mission Lescure préconise d'instaurer une taxe sur les ventes d'appareils connectés (smartphones, tablettes, ordinateurs, TV connectées, consoles...) à un "*taux très modéré*" (par exemple 1%) selon Aurélie Filippetti, pour financer la transition numérique des industries culturelles. L'Expansion.com avec AFP 13.05

### Le gouvernement des riches

Il existe en France 11 300 foyers gagnant plus de 100 000 euros par an, qui ne paient aucun impôt sur le revenu ! Qui plus est, le nombre de foyers non-imposables parmi les plus hauts revenus n'a cessé d'augmenter, passant de 3 000 à 11 300 entre 2004 et 2011.

Il y a, en France de plus en plus de riches, et ceux-ci sont de plus en plus riches. Malgré l'augmentation du seuil d'entrée[de 78 000 euros en 2004 à 100 000 en 2011], le nombre de foyers de la tranche des plus hauts revenus est passé de 423 000 à 572 000 entre 2004 et 2011, et leur revenu moyen a augmenté d'un tiers, passant de 138 000 euros à 182 000 euros ! Et non seulement ils sont de plus en plus riches, mais ils sont surtout de moins en moins imposés. Sur la même période, leur taux d'imposition sur le revenu est passé de 22,7% à 17,5% ! Soit une baisse de près d'un quart !

Cette diminution du taux d'imposition pour les plus riches a été constante pendant la période et a continué pendant la crise. Alors que la situation de nos finances publiques, aurait nécessité la mobilisation de tous, on constate que leur taux d'imposition a diminué de 18,9 % à 17,5 %, entre 2008 et 2011, en plein cœur de la crise. Les plus hauts revenus peuvent remercier Nicolas Sarkozy !

Enfin, cerise sur le gâteau, le Conseil des Prélèvements Obligatoires nous précise qu'au-delà d'un certain revenu (4,2 millions d'euros par an), c'est-à-dire pour le 1/100 000e des français les plus riches, le taux d'imposition baisse ! Les 352 foyers les plus riches de France, dont le revenu moyen est de 8,4 millions d'euros, ne paient que 15% d'impôt sur le revenu. Quand l'ensemble des foyers fiscaux gagnants plus de 100 000 euros par an paient 17,5 % d'IRPP. alternatives-economiques.fr 03.05

### Bocott ! La collaboration de classes est l'antithèse de la lutte des classes.

Le cadre qu'ils acceptent d'emblée.

- La concertation sociale doit commencer début juin sur la base du rapport-bilan piloté par Yannick Moreau, une ancienne présidente du Conseil d'orientation des retraites (COR), et se poursuivre lors de la conférence les 20 et 21 juin.

La base est viciée, les dés sont pipés, dès lors y participer c'est légitimer ce processus y compris sa conclusion, c'est se placer sur le terrain de notre ennemi de classe, c'est trahir.

Ensuite, peu importe les déclarations et les appels à la mobilisation qui sont du domaine de la gesticulation pour se blanchir par



avance de toute accusation de collusion avec l'ennemi et de trahison. Le scénario est parfaitement réglé comme le partage des rôles.

Se concerter : S'entendre pour agir de concert. (Le Grand Robert)

Comment peut-on imaginer un seul instant que des représentants des travailleurs pourraient s'entendre avec des représentants du capital, qui plus est pour agir de concert ou ensemble, et que les droits des travailleurs pourraient être respectés ? Poser la question c'est y répondre, impossible.

Un accord unanime est inutile, il n'est même pas souhaitable pour le gouvernement et le patronat, il serait entâché de suspicion et sa légitimité entamée, non, ce qui est "douteux" c'est d'aborder cette question sous cet angle. Pourquoi ?

Parce que cela permet justement d'occulter l'accord unanime des syndicats de participer à cette mascarade dont nous connaissons tous l'issue, leur présence (CGT et FO) qui en est la condition préalable, sans laquelle cette conférence n'aurait pas lieu.

Les véritables responsables du bradage de nos acquis ou droits, ce ne sont pas les syndicats jaunes dont il ne faut rien attendre d'autres, non, ce sont la CGT et FO qui par leur participation au dialogue social permettent aux syndicats jaunes de jouer pleinement leur rôle auprès du gouvernement et du patronat, par leur seule présence la CGT et FO cautionnent l'ensemble du processus du début à la fin, y compris ses conclusions.

- Le gouvernement souhaite présenter un projet de loi avant la fin de l'année mais comme pour la réforme du marché du travail, il est douteux que les syndicats atteignent un accord unanime.

Les déclarations des uns et des autres.

- Le nouveau numéro un de la CGT, Thierry Lepaon, a de son côté appelé dimanche à une "*mobilisation de grande ampleur*" à la rentrée pour peser sur la réforme des retraites, nécessaire pour faire face à des déficits du système attendus à plus de 20 milliards d'euros pour la seule année 2020.

- Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a répondu sur un ton tout aussi offensif à la présidente du Medef, Laurence Parisot : "*On n'acceptera pas de bouger l'âge ou de rallonger la durée de cotisation, on ne l'acceptera pas, c'est une évidence*", a-t-il lancé devant la presse.

"*Nous n'accepterons pas une réforme globale dite systémique qui consisterait à tout chambouler pour faire un régime par points*", pas plus que "*bouger l'âge ou rallonger la durée de cotisation*", a-t-il ajouté. FO est tout aussi hostile à une "*désindexation*" vis-à-vis de l'inflation qui reviendrait à "*taper sur les petites retraites*", a-t-il dit aussi.

"*On a toujours dit qu'on était près à regarder, y compris à accepter des augmentations de cotisations à discuter, c'est un problème de recettes*", a-t-il dit.

"*Nous, on défend des droits. Le patronat est dans une autre logique, il défend les droits du patronat. Que voulez-vous que je vous dise, moi ? Cela s'appelle la lutte des classes.*"

- Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a dit que si le recul de l'âge de la retraite n'était pas négociable, l'allongement de la durée de cotisation ne constituait pas un tabou.

- Il a été rejoint de façon aussi prudente par la CFE-CGC.

- la CFTC a jugé que la réforme devrait plutôt passer par une augmentation des cotisations, voire une minoration temporaire des pensions.

"*On refuse de repousser l'âge de la retraite ou même de rallonger les durées de cotisations*", a déclaré Philippe Louis, son secrétaire général. "*Pour le financement, il n'y a pas 36 solutions, il faut effectivement passer par une augmentation, soit des cotisations, soit de la CSG (contribution sociale généralisée), soit par une minoration (des pensions).*"

- Le Medef a d'emblée fait monter la pression en plaidant pour un âge légal de départ à la retraite porté à au moins 65 ans en 2040 et pur 43 années de cotisations dès 2020 pour une retraite pleine.

- Le président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), Jean-Pierre Crouzet : "*On ne peut pas réfléchir à des augmentations des cotisations puisque celles-ci sont déjà aujourd'hui trop lourdes pour faire face à la compétitivité*".

- Le président François Hollande a exclu par avance un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite, qui est passé à 62 ans. Mais il a publiquement admis que l'allongement de la durée de cotisation était une option envisagée.

Selon Europe 1, parmi les pistes envisagées par l'Elysée, figurent un alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs et une désindexation des pensions par rapport à la hausse des prix, comme celle conclue pour deux ans par les partenaires sociaux pour sauver les régimes de retraite complémentaire.

La durée de cotisations pourrait être portée à 44 ans à l'horizon 2035, contre 41,5 ans aujourd'hui, selon la radio.

L'exercice s'annonce délicat pour le chef de l'Etat qui subit les pressions de la Commission européenne.

Celle-ci a cité les retraites comme exemple de réformes qu'elle souhaite voir la France mener en échange du délai de deux ans concédé pour réduire son déficit public.

"**Toutes les pistes possibles**" figurent dans les rapports Moreau, sauf une qui consiste à refuser de faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme qui se traduit par la remise de tous leurs droits sociaux, y compris celui à la retraite.

- Le dossier des retraites sera "*abordé à la conférence*" de juin, puis fera l'objet d'une "*discussion l'été*" et "*d'ici la fin d'année*" il y aura une "*prise de décision de l'Etat, du gouvernement et du Parlement*", a confirmé Jean-Claude Mailly. Selon lui, le rapport de la mission confiée à Yannick Moreau, attendu en juin, va "*lister toutes les pistes possibles sans prendre de position*".

Pourquoi ne pas reprendre une méthode qui a si bien fonctionné ?

Marchander des mesures en faveur de l'emploi et des chômeurs dont on sait ce qu'il en est advenu au détriment du coût du travail en janvier 2013, cette fois au profit du "*pouvoir d'achat*" des actifs au détriment du droit à la retraite.

- Pour la CFDT, la conférence sociale devra en priorité traiter de l'emploi et du soutien aux chômeurs.

Les "*thèmes précis*" de la deuxième conférence sociale "*ne sont pas encore arrêtés. On sait qu'il y aura les retraites, le service public, le redressement productif, on a parlé de la Banque publique d'investissement*", a relaté M. Mailly, qui affirme avoir insisté sur le "*dossier pouvoir d'achat*".

Les thèmes seront arrêtés le 22 mai à l'issue d'une conférence dite de méthode qui réunira à Matignon les protagonistes de la deuxième conférence sociale.

L'art d'enfoncer les portes ouvertes.

- "*Avec le pacte budgétaire européen, on s'est mis dans la seringue de l'austérité (...) on est en plein libéralisme économique*", a dit Jean-Claude Mailly pour qui la France "*n'a pas changé de politique économique globale*" par rapport à la présidence de Nicolas Sarkozy.

Quand aurait-elle changé depuis 30 ou 40 ans ? Jamais, ce qui ne l'empêche pas de tenir toujours le même discours, de conserver la même attitude face au gouvernement et au patronat, on ne se refait pas. (source : AFP et Reuters 12 et 13.05)

La seule position conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le boycott de cette conférence patronale dont l'unique objet est de brader nos retraites et droits, y participer, c'est s'en faire le complice.

On ne peut pas prétendre lutter sur le terrain de classe des exploités, lutter classe contre classe, se prétendre indépendant ni même prétendre défendre l'indépendance des syndicats, sans appeler au boycott et mener bataille sur cet objectif. Avis aux opportunistes. Observez attentivement l'attitude de chaque parti, c'est révélateur de leur véritable nature et de leurs intentions.

---

## INFOS EN BREF

## POLITIQUE

### 1- Italie

Six ans de prison et une peine d'inéligibilité à vie ont été requis lundi contre Silvio Berlusconi pour incitation à la prostitution de mineure dans l'affaire du "Rubygate".

L'ancien président du Conseil, âgé de 76 ans, est accusé d'avoir eu des relations sexuelles tarifées avec une danseuse, Karima El Mahroug, dite "Ruby", alors que celle-ci était encore mineure durant des soirées "bunga bunga" organisées dans sa villa d'Arcore, près de Milan.

Silvio Berlusconi est également accusé d'abus de pouvoir pour avoir fait libérer "Ruby" en mai 2010 dans une affaire distincte concernant le vol d'un bracelet d'une valeur de 3.000 euros.

Une cour d'appel de Milan a déjà confirmé mercredi une peine de quatre ans de prison, dont un ferme, prononcée à son encontre en première instance pour les conditions frauduleuses d'achat de droits télévisés par son empire médiatique Mediaset. Berlusconi s'est pourvu en cassation. Il a en outre été déclaré inéligible pour cinq ans dans le cadre de cette affaire de fraude fiscale.

A Naples, le parquet demande pour sa part que l'ancien président du Conseil soit jugé pour avoir, selon l'accusation, versé en 2006 trois millions d'euros au sénateur Sergio De Gregorio afin qu'il change de camp et affaiblisse ainsi le gouvernement de centre gauche de l'époque, dirigé par Romano Prodi. Reuters 13.05

## 2- Lettonie

A moins de sept mois de l'adhésion attendue de la Lettonie à la zone euro au 1er janvier 2014, la plupart des habitants de ce pays balte restent opposés à la monnaie commune, selon un sondage publié lundi.

Environ 62% des Lettons sont contre l'adhésion, dont 24% "fermement", alors que seules 36% la soutiennent, selon ce sondage réalisé du 2 au 23 avril auprès d'un échantillon de 1.016 personnes.

Membre de l'UE depuis 2004, Riga a déjà demandé formellement début mars à la Commission européenne et à la Banque centrale européenne (BCE) le feu vert à son entrée dans l'eurozone au 1er janvier 2014. Les deux institutions doivent rendre leur verdict en juillet.

Le gouvernement de Riga estime que, malgré la crise de la zone euro, un petit pays comme la Lettonie avec ses 2 millions d'habitants a tout intérêt à rejoindre le bloc dans lequel se trouvent déjà ses principaux partenaires commerciaux.

L'équipe de centre droit au pouvoir rejette également l'idée d'un référendum sur l'adhésion, réclamé par l'opposition de gauche. AFP 03.05

## 3- Algérie

Un responsable du ministère algérien vient de confirmer l'apparition d'un courant religieux radical, l'ahmedisme. C'est ce qu'indique, ce 13 mai, le site d'information Liberté Algérie.

Pour le moment, peu d'indications ont été données sur l'ahmedisme. Mais Liberté Algérie revient sur la montée, ces dernières années, de courants religieux radicaux, comme le Salafisme, le Chiisme ou le Takférisme. Des «sectes», qui, selon le ministère algérien des Affaires religieuses, n'auraient pour but que de *«déstabiliser le pouvoir en place, au Maghreb et dans le monde arabe»*.

Pour contrer le phénomène, deux projets de loi visant à réglementer la construction et la hiérarchisation des mosquées sont à l'étude. Et une surveillance plus accrue sera menée, dans les campus universitaires, où, selon les autorités, les Salafistes recrutent. french.irib.ir 13.05

## 4- Syrie

4.1- Les neuf suspects, soupçonnés d'être mêlés aux attentats de samedi, dans la ville turque de Reyhanli, à la frontière syrienne, sont des citoyens turcs, a déclaré le vice-Président du gouvernement turc, Besir Atalay, à une conférence de presse, dans la province de Khatai. Les autorités turques avaient accusé, initialement, les services spéciaux syriens d'avoir organisé les attentats.

D'après les récentes données, 146 personnes sont mortes et 140 ont été blessées, suite à l'explosion de deux véhicules. Plus d'une vingtaine sont dans un état grave. Omran az-Zoubi, ministre syrien de l'Information avait, fermement, démenti les affirmations de Muammar Guler, ministre turc de l'Intérieur, qui rendait Damas responsable de ces attentats.

"*La politique turque, sur le volet syrien, échoue*", estime Stanislav Tarassov, directeur du Centre du Proche-Orient et du Caucase de l'Institut international des Etats modernes.

La Turquie doit choisir : soutenir les communiqués de Genève, qu'elle a signés, et engager l'élaboration d'une nouvelle feuille de route, ou bien se distancer. Dans ce cas, la Turquie s'avèrera, en marge du processus de paix. Dans cet ordre d'idée, le récent attentat est inspiré, par les forces régionales, en vue de saper une nouvelle conférence internationale sur la Syrie.

Il est possible que les attentats, en Turquie, soient commis par les groupes extrémistes, estime l'expert de l'Institut d'études stratégiques et d'analyse, Serguei Demidenko :

Il est possible que se soient les séparatistes kurdes, les fondamentalistes islamiques, les radicaux de gauche. Dans la situation qui s'est créée Damas n'est guère intéressé à commettre les attentats sur le territoire turc.

L'Acte de stabilisation, en Syrie 2013, est soumis à l'examen du Congrès des Etats-Unis. Il autorise les livraisons d'armes à «*l'opposition armée syrienne*». La Turquie se réserve le droit d'appliquer «*toutes les mesures de rétorsion*», après une série d'explosions à Reyhanli, a déclaré pendant sa visite, à Berlin, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu.,

Les Etats-Unis doivent aménager, en Syrie, une zone d'exclusion et assurer les livraisons d'armements lourds, y compris, de missiles de croisière et de systèmes «*Patriot*» aux forces de l'opposition, a dit à l'ABC, le sénateur John McCain.

Nous pouvons aménager une zone d'exclusion, dans l'espace aérien syrien. Nous pouvons livrer à l'opposition les armes et lui prêter concours, pour mettre fin au massacre insensé.

Selon un représentant de l'OTAN, l'alliance ne sait rien, pour le moment, sur l'initiative turque de convoquer une réunion urgente du Conseil Nord-atlantique. La prochaine séance du Conseil regroupant les ambassadeurs des 28 pays de l'alliance est fixée, au 15 mai, à Bruxelles. french.irib.ir 13.05

4.2- Le président américain Barack Obama et le Premier ministre britannique David Cameron ont dit lundi être décidés à "*accroître la pression*" sur Bachar al-Assad et exhorté Moscou à faire évoluer sa position, sur fond de crise humanitaire "*sans précédent*" dans ce conflit.

"*Ensemble, nous allons poursuivre nos efforts pour accroître la pression sur le régime, pour fournir de l'aide humanitaire aux Syriens souffrant du conflit, pour renforcer l'aile modérée de l'opposition et nous préparer à une Syrie démocratique sans Bachar al-Assad*", a affirmé M. Obama lors d'une conférence de presse.

Le Premier ministre, à l'issue d'un entretien avec M. Obama à la Maison Blanche, a relevé que la Russie et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord la semaine dernière sur l'idée de relancer le processus dit "*de Genève*" pour obtenir une transition politique en Syrie, avec l'espoir d'organiser prochainement une conférence internationale.

Cette conférence, un temps évoquée pour la fin du mois, ne devrait pas pouvoir se tenir avant le début du mois de juin, a toutefois affirmé lundi le département d'Etat, en invoquant les "*nombreux acteurs et pays différents impliqués*".

L'accord conclu le 30 juin 2012 en Suisse entre les grandes puissances ne précise pas le sort de M. Assad et l'opposition syrienne continue de considérer son départ du pouvoir comme une condition préalable à toute discussion.

La Coalition de l'opposition syrienne a annoncé qu'elle discuterait de la proposition russo-américaine le 23 mai. D'ici là, elle consulte ses alliés régionaux, notamment l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, a annoncé lundi son chef par intérim. AFP 13.05

4.3- L'un des commandants des milices liées à Al Nosra s'expriment sur les échecs successifs des terroristes en Syrie. et il en accuse l'Iran et la Syrie. ces accusations sont évidemment bien déconnectées des réalités du terrain . Selon Tabnak, Abdel Ghader Saleh, l'un des commandants des brigades d'Al Towhid en opération à Alep annonce "*la défaite d'Assad*", affirme le journal turc Zaman. "*Assad n'est plus capable de se battre contre nous et ce sont l'Iran et le Hezbollah contre lesquels nous nous battons en ce moment !*" les Iraniens considèrent la Syrie comme leur 35ème province et les responsables iraniens l'ont même ouvertement dit"!!! mais les délires du chef de guerre sont encore allés encore plus loin : "*l'Iran et le Hezbollah coopèrent avec Israël pour soutenir Assad (!) car Assad a protégé pendant 40 ans les frontières d'Israël*"!! ces étranges propos se sont achevés sur un constat encore plus extravagant : "*les récentes frappes d'Israël contre Damas étaient destinés à soutenir le régime syrien, c'était pour empêcher les opposants à avoir accès aux arsenaux du régime Assad. Certains officiers de l'armée syrienne (!) auraient dû désertier et nous aider pour que nous puissions nous emparer de ces armes et c'est pour cela qu'Israël a bombardé Damas*" .

Les délires de ce chef de guerre aux abois sont intéressants en ce sens que l'armée syrienne continue ses avancées fulgurante sur le terrain et les terroristes sont de plus en plus poussés à se replier et à quitter leurs positions. Quant à l'hypothèse d'une

coopération Israël Assad/Iran, le ridicule est trop prenant pour être commenté . Les forces spéciales d'Israël soutiennent sur le terrain les terroristes salafistes et Israël a même dressé des hôpitaux de campagne pour en soigner les blessés... french.trib.ir 13.05

## 5- Jordanie

L'ex ambassadeur israélien en Allemagne vient de faire des aveux qui ont de quoi donner des insomnies au roi Abdella de Jordanie!

Avi Primor qui s'entretenait avec une chaîne allemande a reconnu d'abord l'assassinat du commandant en chef du Hezbollah Imad Moghniyeh en 2008 commis par Israël avant de se pencher sur le raid israélien du 5 mai contre la banlieue de Damas. " *Je ne crois pas que la Syrie riposte au raid israélien. En 2008 quand le renseignement israélien a tué Imad Moghniyeh, la Syrie et l'Iran ont promis de le venger, or ils n'ont rien fait alors qu'ils avaient promis de commettre des attentats à travers le monde*" interrogé sur le sort des réfugiés palestiniens, Primor s'est ensuite donné à la tâche délicate de révéler les dessous des plans furtifs de l'Empire pour le Moyen Orient : " *Israël a des projets pour la Jordanie et les réfugiés palestiniens et il demandera à Abdallah II de changer la nature du régime politique en Jordanie et préparer le terrain à la création de la "Palestine originelle". Si cette exigence ne se réalise pas, une révolution aura lieu en Jordanie et en provoquera l'effondrement de la monarchie, a dit l'ex diplomate en allusion à peine lavrée aux Frères musulmans de Jordanie.* " Le meilleur choix pour la Jordanie est peut être que le roi accepte de se transformer en une sorte de président allemand, c'est à dire un personnage protocolaire avec des prérogatives limitées ! Change ton royaume en un pays démocratique et permet aux Palestiniens de l'utiliser comme leur propre pays, a-t-il lancé ensuite un historien israélien lui aussi invité à cette émission, un certain Folfozen. french.trib.ir 13.05

---

## ECONOMIE

Grande-Bretagne. Union transatlantique.

La Grande-Bretagne a prévenu lundi que tout devait "être sur la table" des négociations sur l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne, alors que la France veut exclure l'exception culturelle des discussions.

"*Tout doit être sur la table, y compris les questions difficiles, sans exception*", a estimé le Premier ministre britannique David Cameron dans une allocution à la Maison Blanche, à Washington, aux côtés du président américain Barack Obama.

Les négociations transatlantiques visant à créer une des plus grandes zones de libre-échange au monde n'ont pas encore formellement commencé. Le Parlement européen et les Etats-membres doivent approuver le mandat de discussions tandis qu'aux Etats-Unis, un délai lié à la consultation du Congrès doit encore être observé.

"*Il y a une véritable chance que le processus soit lancé à temps pour le sommet du G8 (les 17 et 18 juin en Irlande du Nord, ndlr). Les cinq prochaines semaines sont donc cruciales*", a estimé M. Cameron.

Mais des dissensions commencent déjà à se faire jour.

En première ligne, la France exige que le secteur audiovisuel soit exclu des négociations et a prévenu qu'"elle ne transigerait pas" sur cette question.

"*L'exclusion des services audiovisuels n'est pas négociable*", ont ainsi lancé fin avril les ministres françaises de la Culture Aurélie Filippetti et du Commerce Nicole Briçq, clamant leur attachement au système français qui permet de limiter le libre-échange afin de soutenir et promouvoir leurs oeuvres.

Le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht a pour sa part assuré que "*l'exception culturelle ne serait pas négociée*" avant que son porte-parole ne précise que cela ne signifiait pas que l'audiovisuel serait exclu des discussions.

Cet accord transatlantique, qui vise à contourner les blocages au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), risque également de rencontrer de sérieux obstacles sur la question agricole, et notamment celle des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Cultivés à grande échelle aux Etats-Unis, ils sont strictement réglementés en Europe où seule la mise en culture de deux semences génétiquement modifiées est autorisée.

Fin avril, des parlementaires européens ont demandé dans une résolution que les négociations transatlantiques "*ne menacent pas le +principe de précaution+ européen*".

Là encore, la France et son puissant secteur agricole devraient être aux avant-postes.

Face à ces obstacles, le Premier ministre britannique a jugé que seules "*l'ambition et la volonté politiques*" permettront de prendre conscience des "*immenses bénéfices*" apportés par un tel accord.

En attendant, cette nouvelle prise de position pourrait bien creuser encore davantage les lignes de fracture au sein du Vieux Continent alors que M. Cameron s'est engagé en janvier à organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici à 2017.

A ses côtés à la Maison-Blanche, le président américain a redit lundi qu'il espérait ouvrir les discussions avec l'UE "*dans les prochains mois*".

"*Nous avons une bonne opportunité de baisser les droits de douanes, d'ouvrir les marchés, de créer des emplois et de rendre nos économies plus compétitives*", a détaillé M. Obama.

Les échanges commerciaux entre l'UE et les Etats-Unis se sont élevés à près de 646 milliards de dollars en 2012: les Etats-Unis ont importé pour 380,8 milliards de biens en provenance d'Europe et en ont exporté 265,1 milliards vers le Vieux Continent. AFP 13.05

Le déficit commercial américain avec l'UE est donc de 115,7 milliards de dollars, donc cet accord transatlantique aura pour vocation de remédier à cette situation, mais il ne se ferait pas au détriment de l'Europe clament les Américains...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 mai 2013

## CAUSERIE

Il est 14h25 heure locale. D'ici 16h je mettrai une vingtaine d'articles en ligne et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Quand dans la rubrique Actualité en titre, j'écris en titre d'une info "*confirmation*", cela signifie que les faits qui surviennent confirment l'analyse que j'avais faite à la suite d'une question d'actualité peu de temps auparavant, parfois à peine 24h avant, histoire de montrer aux lecteurs que je leur avais pas raconté n'importe quoi ou que mon analyse était juste.

Ce n'est pas qu'il faille sans cesse se justifier, mais il est normal que chacun se pose des questions sur le sérieux des analyses qu'on propose puisqu'on ne se connaît pas, après tout je pourrais très bien vous raconter n'importe quoi, là vous avez les éléments pour en juger librement, c'est ma conception de la démocratie ou des rapports que nous devons avoir entre nous, et si je me suis planté, je me dois de corriger.

## Confirmation

- Hausse de 27% des actes homophobes en France en 2012 - Reuters

Les insultes et agressions homophobes ont connu une hausse sans précédent en 2012 en France sur fond de vives tensions suscitées par le débat sur le mariage homosexuel, selon le rapport annuel de l'association SOS Homophobie publié mardi.

Selon ce rapport qui s'appuie sur les témoignages reçus par l'association de lutte contre l'homophobie, 1.977 récits faisant état d'un acte homophobe ont été recueillis en 2012, soit 27% de plus qu'en 2011. Reuters 14.05

Comme disait Léon, parfois on a du pif, une merveille de la nature, en fait c'était couru d'avance. (lire les précédentes causeries)

Le Comité Valmy m'a fait parvenir un courriel avec des liens vers de nombreux articles. Je les ouvre et je télécharge ces articles avant de les lire rapidement et voir si je vais les mettre en ligne dans le site. Je tombe sur un article où l'on peut lire :

- "*Le dualisme sociétal a longtemps été l'apanage du Tiers-monde. Il se caractérise notamment par la polarisation riches-pauvres de la société et la grande faiblesse de la classe moyenne. La dynamique néolibérale impose un ajustement structurel qui tend à généraliser au monde entier le dualisme des sociétés sous-développées. C'est ce que je nomme la Tiers-mondialisation de la planète.*"

Il y a deux jours j'écrivais que le tiers-mondisme était en marche dans l'UE, en réalité, je l'avais déjà pronostiqué en 2005.

J'ai également reçu un bref courriel du portail *Les Dessous de Bruxelles*, le bonjour à nos amis Belges.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Youpi !](#)

- Wall Street: le Dow Jones et le S&P500 battent de nouveaux records - AFP
- Les Etats-Unis devraient réduire leur déficit de plus de 40% en 2013 - AFP

Tandis que la dette fédérale, 16.400 milliards de dollars, devrait continuer d'augmenter...

[C'est à vous donner envie d'être de gauche !](#)

- Le Medef salue "*l'avènement de la flexisécurité à la française*" Reuters

[Mais où ont-ils la tête ?](#)

- Les Français ont perdu foi dans le projet européen - Reuters
- Les produits financiers complexes séduisent un nombre croissant de Français - AFP

[Charrette et suppressions d'emplois.](#)

- Air France : suppression de 500 postes d'hôtesse via des départs volontaires - Atlantico.fr
- Fermeture d'usine à Dieppe, 112 emplois menacés - Liberation.fr

[Rien que d'y penser on est pris de nausée.](#)

- Moscovici se dit «fier» de sa première année à Bercy - 20minutes.fr
- Cahuzac offre une place de suppléant à un élu local - Le Nouvel Observateur

[Stop à la guerre pour cause de chômage partiel !](#)

- Etats-Unis: deux semaines de chômage partiel pour les civils du Pentagone - AFP

[Les barbares que soutiennent messieurs Hollande, Ayrault, Fabius, Le Drian.](#)

- La vidéo d'un rebelle syrien arrachant un coeur provoque l'indignation - L'Express.fr

C'était le coeur d'un soldat syrien. Ensuite il en a mangé des morceaux... Ces mercenaires sanguinaires recrutés par le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie pour le compte des impérialistes occidentaux méritent uniquement une balle dans la tête, discrètement il faut les liquider physiquement.

[Atlantico.fr, vous voilà dans votre élément !](#)

- Cannes : le monde secret (et très rentable) des prostituées du Festival - Atlantico.fr
- 

## ACTUALITÉ DU JOUR

## ANI. "Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça" (Laurence Parisot).

Elle est comblée, le Medef et le patronat exultent, cela valait vraiment la peine d'élire un président de la République et une majorité de gauche, quelle aubaine !

Eux non plus ils n'ont pas trouvé utile de modifier leur caractérisation du PS, la même qu'a adopté le mouvement ouvrier depuis un siècle, ce qui apparemment ne pose de problèmes à personne ou presque, et qui malgré l'épreuve des faits témoignait qu'elle était obsolète et devait être révisée sous peine, de quoi, mais de soutenir le régime en place dont il est un des principaux piliers, dans la majorité ou l'opposition les deux se complétant harmonieusement dans le cadre des institutions de la Ve République, et d'alimenter en permanence la gangrène qui pourrit le mouvement ouvrier de l'intérieur, syndicats et partis, l'en extraire ou rompre avec lui était une nécessité absolue sous peine de subir le même sort, ce dont témoigne l'impuissance et l'impasse politique à laquelle en sont réduits tous les partis ouvriers.

Vous l'ignorez peut-être pour avoir écouté vos dirigeants, madame Parisot et les patrons font de la politique, les syndicats font de la politique, ce qui ne les empêche pas d'être statutairement indépendants des partis politiques, et il ne vous aura pas échappé à cette occasion que leurs intérêts politiques se rejoignent, coïncident, les uns ayant appelé à voter Hollande ou s'étant prononcés contre la réélection de Sarkozy ce qui revenait au même, les autres se réjouissant de trouver un président de la République et une majorité parlementaire qui soient à l'écoute des besoins du patronat.

Vous avez là le contenu réel du mandat de Hollande et de sa majorité parlementaire et le patronat ne s'y était pas trompés. Quant à ceux qui expliquent qu'ils auraient été élus sur un autre mandat, ils ne font que prêter une oreille attentive, il faudrait préciser et dire intéressée, aux illusions qui ont pu parcourir certaines couches des masses privilégiées et les plus subordonnées au régime et qu'ils n'ont eu de cesse de colporter ou d'alimenter allant jusqu'à se demander quelle politique Hollande et son gouvernement allait appliquer, comme si l'affaire n'était pas entendue à l'avance. Donc, au lieu d'ouvrir les yeux de ces couches et de s'appuyer sur celles qui avaient refusé de voter aux législatives de 2012 ou de soutenir les candidats du PS, ils ont fait exactement l'inverse.

A l'intérieur des syndicats, ils mènent exactement la même politique refusant de rompre avec leurs appareils vendus au capitalisme et qui soutiennent chacun à leur manière le régime. En se faisant les complices des appareils des syndicats, ils trahissent la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Briser l'alliance des appareils de la CGT et de FO avec le régime, ses partis et ses institutions, en engageant une bataille nationale pour le boycott du dialogue social, pour les forcer à rompre avec le gouvernement et le patronat permettait de montrer aux travailleurs et aux militants la voie à emprunter pour combattre sur une véritable ligne de classe indépendante sans laquelle aucune issue politique à la crise du capitalisme n'est envisageable, cohérente ou crédible. Le POI, le NPA et LO ont préféré ménager ces appareils, leurs montures.

Pour revenir à la causerie d'hier, si les dirigeants de ces partis ne souhaitent pas voir progresser le niveau théorique de leurs militants, c'est parce qu'ils craignent qu'en saisissant les rapports dialectiques qui existent au sein de la lutte des classes ils parviennent à comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité et qu'il n'est plus possible de tenir le même discours, et que les positions qu'on défendait hier nécessitent d'être révisées sous peine de défendre des intérêts contraire à nos objectifs, de révolutionnaires se transformer en réactionnaires ou contre-révolutionnaires.

Ces dirigeants ont rompu avec la dialectique comme avec le marxisme, ils ont cassé le thermomètre de telle sorte que les militants ne soient plus capables d'évaluer le degré de trahison des appareils et n'envisagent de rompre avec eux.

Leur refrain est bien rodé, que disent-ils aux militants ? Qu'il suffirait de déployer sa propre politique pour combattre celle des appareils, qu'il serait inutile et contre-productif de les attaquer frontalement. On est d'accord, mais là encore dans un contexte donné, quand les appareils se contentent de trahir sur le fond, pendant que des avancées sociales sont encore possibles. Or, nous ne sommes plus du tout dans ce contexte social depuis des décennies, où non seulement aucune réforme (politique, à caractère collective) n'a vu le jour, mais où tous nos acquis sont systématiquement bradés, où une formidable régression sociale est amorcée, et dont l'accord scélérat du 11 janvier a signifié justement qu'un nouveau degré venait d'être franchi dans la trahison des syndicats, y compris la CGT et FO qui ont permis la réalisation de cet accord en participant au dialogue social, en refusant de rompre avec le gouvernement et le patronat. Sur les retraites, ils ont tellement augmenté le nombre d'annuités nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein, et ils s'approprient à remettre le couvert, qu'on est en droit d'estimer qu'un degré supplémentaire et fatal a été franchi dans la liquidation du droit à la retraite d'un grand nombre de travailleurs.

Pour nos dirigeants qui ont cassé ou confisqué le thermomètre qui permet d'évaluer à quel moment un stade irréversible a été franchi ou la quantité s'est accompagnée d'une transformation qualitative des rapports entre les appareils et les capitalistes d'un côté, avec les travailleurs de l'autre, au détriment de ces derniers, il serait impossible d'évaluer ces rapports et leurs modifications ou plutôt il serait inutile d'en tenir compte, comme s'il n'existait pas de limite, pas de degré, pas de niveau permettant de les évaluer et d'en tirer des leçons pratiques, non, il faut fermer les yeux et faire comme si rien finalement ne s'était passé, ils se sont d'ailleurs vendus quand ils ont été jusqu'à remettre en cause l'accord du 11 janvier 2013 qualifié d'historique par Hollande, son gouvernement et le Medef, le patronat, avant de faire marche arrière, mais il était trop tard, les militants attentifs et honnêtes



s'en souviennent peut-être encore, on leur souhaite, on vous le souhaite vivement car tout repose sur vous maintenant.

Des militants vont encore estimer que je vais trop loin, alors qu'en réalité je ne fais qu'attaquer le régime en place. Cette confusion n'est pas sans en appeler une autre. Comment cela, vous affirmez qu'aucune réforme progressiste n'aurait vu le jour depuis 30 ou 40 ans, vous débloquez mon pauvre vieux... Voyons cela de plus près en prenant quelques exemples significatifs : le droit à l'avortement pour les femmes, c'était la moindre des choses après que le nombre de femmes (exploitées) au travail eut doublé au cours des décennies précédentes, la cinquième semaine de congés payés, le 13e mois, la retraite à 60 ans, c'était la moindre des choses après que la productivité eut enregistré d'immenses progrès, sans parler des privatisations, les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises, c'était la moindre des choses pour accompagner la collaboration de classes qui allait passer à la vitesse supérieure, etc. etc. Dans tous cela, où est passé l'objectif du combat du mouvement ouvrier ? A la trappe, c'est la principale vertu du réformisme, et tous ceux qui se sont réclamés des réformes étaient en réalité des révisionnistes du marxisme, de faux socialistes ou trotskistes, des agents du régime en place.

Vous trouverez ci-dessous des extraits de deux articles de presse qui confirment ce qui vient d'être dit.

1- Le vote définitif de la loi sur la sécurisation de l'emploi, qui transpose un accord national (ANI) conclu en janvier entre le patronat et trois syndicats, "*marque l'avènement de la flexisécurité à la française*", a déclaré mardi le Medef.

Dans un communiqué, Laurence Parisot, la présidente de l'organisation patronale salue "*un événement dans l'histoire économique et sociale de notre pays*".

Sur le fond, le Medef souligne que le texte donnera aux entreprises des outils pour une "*adaptation rapide et sécurisée aux évolutions de leurs carnets de commande et de la conjoncture*" tout en renforçant la protection des salariés.

Sur la forme, Laurence Parisot y voit "*l'avènement d'une culture du compromis, d'une méthode où la réforme est portée par les partenaires sociaux après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social.*"

La CFDT, qui a joué un rôle moteur dans la conclusion de cet accord, s'est félicitée pareillement du vote des parlementaires et appelé une mise en œuvre rapide des mesures qu'il comprend.

"*Dans un contexte économique et social particulièrement dégradé, le vote de cette loi est aussi une étape importante dans une nouvelle articulation entre démocratie sociale et démocratique politique*", a dit le syndicat dans un communiqué signé par Patrick Pierron, son principal négociateur pour l'accord.

Laurence Parisot avait évoqué le sujet mardi matin lors de son point de presse mensuel, se déclarant "*convaincue que les partenaires sociaux sont les vrais acteurs possibles de la réforme en France, beaucoup plus que les politiques.*"

"*Ce qui compte, c'est que les politiques permettent ça*", a-t-elle ajouté. Reuters 14.05

2- François Hollande a inauguré par cet accord sa méthode de concertation "*à l'allemande*" par laquelle il espère faire passer des réformes, comme celle à venir cette année des retraites, avec l'approbation d'une majorité de syndicats.

Après les députés le 24 avril, les sénateurs ont entériné à leur tour mardi le texte sur la réforme du marché du travail mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat par 168 voix contre 33. Le projet de loi est donc définitivement adopté.

Au Sénat, où la gauche dispose d'une étroite majorité, les élus du Front de gauche, après une longue bataille d'amendements, ont voté contre et le groupe écologiste s'est abstenu.

Le texte a été voté grâce à l'abstention de la majorité de l'UMP et au vote favorable de la majorité des centristes.

A l'Assemblée, le groupe écologiste et 35 députés socialistes avaient joint leurs voix à celles de l'UMP et de l'UDI (centriste) en s'abstenant, provoquant la colère des dirigeants du PS et de l'exécutif. Reuters 14.05

### La réaction des "**cons**".

Lancée à l'initiative de Serge Federbusch, président du parti des libertés, un rassemblement de soutien à Clément Weill-Raynal, le journaliste de France 3 qui a révélé le scandale du «*mur des cons*» du Syndicat de la magistrature (SM), a réuni une centaine de personnes devant le siège de France Télévisions ce mardi en milieu de journée.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes, notamment Valérie Boyer et Guy Tessier, tous deux députés UMP des Bouches-du-Rhône ainsi que plusieurs candidats UMP aux primaires parisiennes, Jean-François Legaret, Pierre-Yves Bournazel

et Franck Margain.

L'ancien président de Reporters sans Frontières Robert Ménard dénonçait de son côté «*l'attitude scandaleuse des médias et des syndicats de journalistes qui ont demandé des sanctions contre leur confrère*» au lieu de le défendre. lefigaro.fr 14.05

Le pire, c'est que le Ménard a raison : lui aussi il ferait mieux de la fermer !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grande-Bretagne

Le Premier ministre conservateur David Cameron a tenté mardi de désamorcer la surenchère eurosceptique qui déchire son parti en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Selon ce texte, présenté par les Tories, le libellé de la question posée lors du référendum sera : "*Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne?*"

Le projet de loi, qui précise également que le référendum doit être organisé avant le 31 décembre 2017, est très vraisemblablement voué à l'échec au Parlement en raison de l'opposition des Travailleurs et des Libéraux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale et europhiles déclarés.

Mais ce projet de loi "*va permettre qu'il y ait un débat à la Chambre des Communes (...) et un vote*" sur ce sujet, a expliqué le ministre des Affaires étrangères William Hague.

Alarmés par la percée électorale du parti populiste et anti-européen UKIP, la frange eurosceptique des Tories mène actuellement la vie dure à David Cameron.

Elle réclame que le référendum sur l'UE ait lieu plus tôt ou veut obtenir, au moins, des garanties sur sa tenue, jugeant trop vagues les promesses du chef du gouvernement. Celui-ci avait annoncé en janvier qu'il voulait renégocier d'abord les termes de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE et organiser ensuite, s'il était réélu en 2015, un référendum d'ici fin 2017 sur le sujet.

Des figures du Parti conservateur ont même appelé ces jours-ci à une sortie pure et simple de l'Europe et deux ministres ont déclaré qu'ils choisiraient eux aussi une sortie de l'UE si un référendum était organisé tout de suite.

Pour montrer leur impatience, des députés vont défendre mercredi au Parlement une motion symbolique dans laquelle ils déplorent l'absence, dans le programme législatif du gouvernement présenté le 8 mai, d'un projet de loi scellant l'organisation de ce référendum.

Un porte-parole de David Cameron a déclaré qu'il était "*très heureux*" que le vote ait lieu et a précisé que les ministres avaient été appelés à s'abstenir, niant que la politique du gouvernement était en proie au chaos.

Les eurosceptiques sont galvanisés par les sondages qui montrent un désenchantement croissant des Britanniques vis-à-vis de l'UE.

Selon une enquête publiée le 8 mai, 46% des Britanniques veulent en sortir. Un autre sondage paru lundi montre que 35% des Britanniques sont pour l'organisation immédiate d'un référendum sur l'UE. Et seuls 22% d'entre eux se disent certains de voter pour un maintien dans l'UE.

Ces turbulences ont mis David Cameron dans une position délicate. Il a cependant reçu lundi, lors de sa visite aux Etats-Unis, le soutien inattendu de Barack Obama, qui a trouvé "*logique*" son idée de négocier d'abord avec Bruxelles avant tout référendum : "*dans une relation très importante, on doit d'abord voir si l'on peut réparer ce qui ne fonctionne pas avant d'envisager une rupture*", a fait valoir le président américain, qui voit d'un mauvais oeil une éventuelle sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

David Cameron "*doit montrer qui est le patron. En ce moment, ce n'est pas lui*", a souligné un editorialiste du Times, notant qu'"*un grand nombre de députés Tory avaient cessé d'être loyaux envers lui*".

Ce projet de loi "*ressemble à la dernière réaction de panique*" d'un Premier ministre qui "*a perdu à la fois le contrôle de son ordre*

du jour et le contrôle du parti", a lancé le député travailliste Douglas Alexander.

Mais la concession faite par David Cameron ne semble pas avoir calmé dans l'immédiat les ardeurs des eurosceptiques. A commencer par le député John Baron, initiateur de la motion débattue mercredi au Parlement qui a déjà rallié 78 signataires, dont 67 conservateurs.

Ce dernier a jugé que ce projet de loi était un "pas dans la bonne direction", mais que c'était "un second choix", et il a pressé ses collègues de soutenir son texte mercredi. AFP 14.05

## 2- Syrie

2.1- Le principal groupe d'opposition armée syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), perd des combattants qui désertent au profit du Front al-Nosra lié à al-Qaïda.

Le groupe extrémiste n'a cessé de croître ces derniers mois et beaucoup pensent que cela est principalement en raison des combattants sunnites étrangers, radicalisés par l'insurrection après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui auraient traversé la frontière pour rejoindre les militants luttant contre les partisans chiites du président Bachar al-Assad.

Mais plus récemment, de nombreux combattants de l'ASL se joignent au Front al-Nosra en raison d'un manque d'armes et de munitions.

Selon un commandant de brigade de l'ASL, quelques 3000 hommes ont déserté au cours des derniers mois et une autre estimation indique que l'Armée syrienne libre rebelle a perdu un quart de ses combattants.

The Guardian-Médiarama french.irib.ir 14.05

2.2- Selon le site israélien Walla " *les services secrets israéliens sont perplexes devant la pugnacité d'Assad au bout de deux ans de guerre, eux qui croyaient pouvoir en finir avec lui au bout de quelques semaines* ". "Les Américains peuvent évidemment supprimer Assad mais ils ont peur d'avoir à affronter un front uni russe chinois après cette élimination en ce sens deux scénarios sont envisageables : l'intervention de l'Occident soutenu par la Ligue arabe, un scénario qui pourrait échouer vu le soutien financier et militaire de la Chine de la Russie de l'Iran et du Hezbollah à Assad, et le second scénario qui consiste à mener une opération spéciale sur le sol syrien à tuer Assad comme on l'a fait pour l'ex-ministre syrien de la Défense. Les terroristes échouent pourtant dans toute leur tentative destinée à pénétrer la capitale. C'est un bastion imprenable. Il ne reste donc que d'essayer d'acheter les proches d'Assad et de le tuer par leur intermédiaire. ". Un autre site sioniste affirme que le Mossad surveille très étroitement le Golan en attente des affrontements qui éclateront bientôt sur le Golan non loin du mur de séparation et qui risquent d'impliquer les nosratistes. Ces derniers désormais pris au piège risquent à tout instant de retourner contre l'allié israélien. french.irib.ir 14.05

2.3- Des sources américaines ont commencé à divulguer les détails de l'entente conclue entre la Russie et les Etats Unis autour de la Syrie.

Cette entente qui sera effective à partir du mois de juin comprend quatre clauses dont l'octroi du commandement de l'ASL à Manaf Tlass, ex bras droit d'Assad et actuel commandant déserteur. Les autres clauses sont les suivantes : fin des combats entre l'ASL et l'armée arabe syrienne, fixation d'un calendrier pour l'ouverture du dialogue entre les parties en lice en Syrie, désignation de Talas à la tête de l'ASL, personnage partiellement consensuel et accepté par les Etats Unis et une partie du régime syrien, élimination physique des groupes takfiris et les salafites wahhabites par Tlass y compris Al Nosra et les brigades Al Chaam, activation de l'ASL dans des zones appelées zones de contact, remise de la direction du conseil suprême militaire à Talas et création d'une délégation militaire pour discuter avec les personnalités politiques en vue de former un gouvernement de coalition. Toujours selon ces sources, " *la conférence Genève officialisera le dialogue intersyrien en présence de certains pays influents* " mais quelles sont les étapes de l'entente à mettre en place ? La création des comités de bataille chargés d'empêcher tout affrontement entre l'ASL et l'Armée arabe syrienne, Talas devra réprimer tout acte violent le cessez le feu, et collecter ensuite les armes et de mettre sous le commandement de l'ASL toutes les milices armées. selon cette information, les Américains ont une entière confiance en Talas. french.irib.ir 14.05

2.4- Selon le journal russe Kommersant, le système de défense anti-missile S300 est en passe d'arriver en Syrie.

Alors que le Premier ministre israélien est attendu ce mardi à Moscou pour s'entretenir avec le président Poutine de la Syrie, ce dernier ne cesse de réaffirmer son intention d'envoyer en Syrie les missiles S300. Au Premier ministre britannique, David Cameron, Poutine a annoncé sa ferme décision de livrer les S300 à la Syrie. Cette insistance a été aussi celle de Lavrov, le ministre russe des AE qui s'est entretenu le 10 mai avec ses homologues allemand et polonais derrière les portes closes et leur a annoncé l'irréversibilité de la décision du Kremlin de doter la Syrie du performant système de défense anti-missile. Netanyahu, lui tentera de prier les Russes au cours de son séjour moscovite de revenir sur leur décision. Poutine n'a pas hésité à mettre en

garde Israël au cours d'un contact téléphonique contre une reproduction du raid mené contre la banlieue de Damas le 5 mai dernier. french.irib.ir 14.05

2.5- Le ministre de l'Information Omran al-Zou'bi a affirmé que le gouvernement syrien a accueilli favorablement les résultats de la réunion du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec son homologue américain John Kerry et exprimé son optimisme, prudent, étant donné que les paroles ne suffisent pas mais qu'elles doivent être suivies d'étapes ultérieures et de discussions des détails.

Dans une interview avec la chaîne al-Manar, le ministre syrien a affirmé que la solution politique de la crise en Syrie et l'engagement d'un dialogue national syrien global qui n'exclut personne sont une initiative déjà lancée par la Syrie dès le début de la crise.

A propos de la participation de la Syrie à la conférence internationale de paix, le ministre syrien a indiqué que cela dépend de savoir les détails et les développements mais la décision politique est claire et axiomatique à savoir, de partir vers une solution politique et l'appui des efforts positifs internationaux, et en même temps faire face au terrorisme.

M. Zou'bi a, en outre, affirmé que la Syrie ne sera absolument pas une partie dans un acte ou un effort politique ou bien dans un dialogue ou une rencontre qui portent atteinte, d'une façon directe ou indirecte, à la souveraineté nationale.

Il a indiqué que la question du président, de la forme du gouvernement et de la constitution sont au cœur même de la souveraineté nationale et que c'est le peuple et les urnes qui décident ces questions. french.irib.ir 14.05

---

## SOCIAL

### 1- OCDE

Les inégalités de revenus bruts dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont davantage accrues sur les trois années allant de 2008, début de la crise économique, à la fin de 2010 que pendant les douze années précédentes, selon un rapport de l'OCDE publié mercredi.

L'Etat a amorti le choc pour de nombreux individus, mais de nouvelles réductions des dépenses sociales dans les pays de l'OCDE pourraient creuser les inégalités et accroître la pauvreté dans les années qui viennent, prévient l'organisation.

L'écart est le plus important au Chili, au Mexique, en Turquie, aux Etats-Unis et en Israël, et le plus faible en Islande, Slovaquie, Norvège et Danemark.

*"Ce constat préoccupant souligne la nécessité impérieuse de protéger les citoyens les plus vulnérables, de surcroît dans une période où les gouvernements poursuivent les efforts requis pour contenir les dépenses publiques", a déclaré le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, dans un communiqué. "Des politiques visant à stimuler la croissance et l'emploi doivent être conçues pour assurer l'équité et l'efficacité. Parmi ces politiques, la réforme des systèmes fiscaux est essentielle afin de veiller à ce que chacun paie sa juste part, et reçoive en retour le soutien dont il a besoin".*

Entre 2007 et 2010, les ménages les plus pauvres ont vu leurs revenus diminuer davantage, ou moins progresser, que celui des plus riches. Ainsi, les 10% de ménages les plus aisés ont globalement moins souffert que les 10% les plus pauvres dans 21 pays sur les 33 pour lesquels des données sont disponibles.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté pendant la crise dans la plupart des pays. La fiscalité et les prestations sociales ont contribué à atténuer les hausses globales, mais les différentes catégories de population ont été diversement touchées. La pauvreté a ainsi touché davantage d'enfants et de jeunes, mais moins de personnes âgées. Jusqu'en 2010, dans de nombreux pays, les retraités ont en effet été plus protégés que la population active, leurs pensions ayant été moins affectées par les ponctions fiscales.

Depuis 2007, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans 16 pays de l'OCDE, les hausses dépassant 2 points en Turquie, Espagne, Belgique, Slovaquie et Hongrie. La pauvreté a en revanche baissé de plus de deux points au Royaume-Uni et au Portugal. AFP 14.05

Quand on lit que la pauvreté aurait diminué au Royaume-Uni et qui plus est au Portugal, on ne peut s'empêcher d'émettre des réserves sur le sérieux de ce rapport.

## 2- Allemagne

Les salariés des sites Amazon de Bad Hersfeld, le plus gros centre logistique du géant américain de distribution en ligne, et de Leipzig, ont cessé le travail. Le syndicat des services Verdi veut obtenir que les 9 000 salariés allemands d'Amazon soient rattachés à la convention collective du secteur du commerce de détail, ce que refuse la direction. Amazon affirme payer un salaire horaire de 9,30 euros la première année, puis de plus de 10 euros. Verdi réclame un plancher de 10,66 euros de l'heure. L'Allemagne n'a pas de salaire minimum généralisé, et les salaires sont négociés par branche par les partenaires sociaux. libération.fr 14.05

## 3- Grèce

Plusieurs catégories de fonctionnaires grecs, notamment dans l'éducation et la santé, ont cessé le travail mardi pour protester contre l'interdiction d'une grève des enseignants du secondaire prévue en fin de semaine.

Recourant à des mesures d'exception, le Premier ministre Antonis Samaras a menacé de faire arrêter et licencier ceux qui braveraient cette interdiction. La grève prévue vendredi pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités.

C'est la troisième fois cette année que le gouvernement, soucieux de rassurer les créanciers internationaux, recourt à de telles mesures.

Enseignants, médecins et membres des services administratifs locaux devaient se rassembler dans le centre d'Athènes vers 07h00 GMT. Le personnel des perceptions locales et des services municipaux devait également cesser le travail pour 24 heures.

"C'est notre réponse aux politiques autoritaires du gouvernement contre les enseignants du secondaire. Ces décisions créent une situation explosive dans le secteur de l'éducation, dont les victimes sont les enseignants, mais aussi les étudiants et leurs parents", dit l'Adedy, syndicat du secteur public, dans un communiqué. L'organisation prévoit en outre un débrayage de quatre heures jeudi, auquel le syndicat du privé GSEE s'est associé.

La coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie souhaite augmenter de deux heures le temps de travail hebdomadaire des enseignants du secondaire pour le mettre au niveau de la moyenne européenne et en muter 4.000 dans des zones isolées où les effectifs sont insuffisants.

Dix mille professeurs à temps partiel pourraient en outre être remerciés à l'expiration de leurs contrats, selon le syndicat OLME, qui appelle à la grève le 17 mai, date du début des examens, et à des arrêts de travail tournants la semaine suivante.

Le gouvernement, qui peut recourir à des mesures d'exception telles que la réquisition des fonctionnaires en cas de troubles de l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire, a donc mis les enseignants en demeure de rester à leur poste ce jour-là. Reuters 14.05

Vos avez remarqué que les journalistes citent la "coalition gouvernementale emmenée par les conservateurs de Nouvelle démocratie" sans nommer le Pasok, ce n'est pas la première fois, je dirais même que c'est systématique, imaginez un peu, un parti de gauche interdisant une grève... A une autre époque en France ils mitraillaient les ouvriers...

## 4- Afrique du Sud

Des débrayages mardi à la mine de Marikana, théâtre l'an dernier d'une longue grève meurtrière, faisaient craindre un nouvel embrasement des mines sud-africaines quelques jours après l'assassinat d'un syndicaliste et l'annonce d'importants licenciements chez Amplats, le numéro un mondial du platine.

Quelque 400 hommes se sont réunis sur la colline au pied de laquelle se trouve un mémorial avec des croix blanches en hommage aux victimes du 16 août, face à l'un des puits de Marikana. Ils ont ensuite été rejoints par des centaines de collègues pour un meeting dans un stade voisin.

Des grévistes ont expliqué à l'AFP être furieux que leur entreprise continue de tenir compte du Syndicat national des mineurs (NUM) alors qu'il a été supplanté par Amcu, un syndicat plus radical.

Amcu et le NUM sont quasiment en guerre, le premier accusant le second, proche du pouvoir, d'être trop conciliant avec le patronat, alors qu'une bonne partie des mineurs et de leurs familles vivent dans la misère.

Et la surenchère continue, au moment où s'ouvrent de nouvelles négociations salariales dans la profession.

Amcu, qui a pris de plus en plus d'importance ces derniers mois, a été à l'origine du violent mouvement de 2012, lequel avait fait tache d'huile dans la plupart des mines sud-africaines --dont le poids est très important pour la plus puissante économie du continent.

Selon un pointage publié jeudi dernier par la direction, Amcu représente désormais 70% des mineurs de Lonmin, contre 20% pour le NUM. Mais les négociations sur les modalités de la reconnaissance du nouveau syndicat majoritaire patinent.

*"Les travailleurs ne redescendront pas sous terre tant qu'ils n'auront pas une réponse correcte ou que les bureaux du NUM n'auront pas été fermés"*, a précisé Molisi Phele, un autre mineur.

Des mineurs de Lonmin avaient déjà débrayé pour les mêmes raisons début mars, tout comme des collègues d'Amplats à la mi-février.

Selon le quotidien économique Business Day, les syndicalistes d'Amcu se plaignent aussi d'avoir été tenus à l'écart des discussions autour du plan social annoncé vendredi par le numéro un mondial du platine Anglo American Platinum (Amplats). Il prévoit la suppression de 6.000 emplois --12% de ses effectifs dans le pays--, essentiellement dans le bassin de Rustenburg, à une quarantaine de kilomètres de Marikana.

Tant Amcu que le NUM ont appelé à l'action pour s'opposer à toute suppression d'emplois.

En outre, le week-end a été endeuillé par trois meurtres. A deux pas d'une mines d'Amplats, le coordinateur régional d'Amcu Mawethu Steven --appelé aussi "Steve"--, a été abattu par des inconnus alors qu'il regardait un match de football dans une taverne.

Ce syndicaliste devait témoigner devant la commission d'enquête sur les violences de l'an dernier, qui poursuit ses auditions depuis plusieurs mois à Rustenburg.

*"Qui a tué Steve?"*, ont chanté les manifestants dans le stade.

Les gens du NUM *"utilisent des armes à feu pour tuer nos gens, les membres d'Amcu, et Lonmin les protège"*, a accusé le gréviste Mandisi Dlamini.

*"Les choses tournent mal ici, nous ne pouvons pas rester les bras croisés quand nos gens sont tués tous les jours... C'est la faute du NUM"*, a renchéri Michael Sobantu, un militant d'Amcu.

Le NUM se plaint aussi d'être la cible de violences, deux autres hommes --des jumeaux-- ayant été tués par balles dimanche soir dans un bidonville situé aux portes de la mine de Marikana. L'ancien syndicat majoritaire dit que l'un d'eux était l'un de ses permanents. Des affrontements ont alors opposé la police à des habitants du bidonville.

Amcu avait lancé un appel au calme lundi, alors que la tension est extrêmement vive dans la région.

Les rivalités syndicales, les suppressions d'emplois et les brutalités policières *"pourraient mener à une situation incontrôlable"*, a estimé Peter Attard Montalto, analyste chez Nomura. AFP 14.05

Ils sont très forts les mineurs Sud-africains, ils ont du bol, ils ont réussi à fonder un syndicat qui défend leurs intérêts et à rejeter dans la minorité le NUM lié à l'ANC... Nous, nos dirigeants n'en ont même pas été foutus en 70 ans, à croire qu'ils n'y tenaient pas vraiment...

## 5- Bangladesh

5.1- Gap et d'autres grandes marques américaines ont refusé lundi d'approuver un accord sur les conditions de sécurité dans les usines textiles du Bangladesh validé par les deux leaders mondiaux du prêt-à-porter, le suédois H&M et l'espagnol Inditex.

Cet accord, soutenu par l'Organisation internationale du travail, des syndicats et d'autres groupes d'influence, était en négociation depuis le 24 avril.

Le syndicat IndustriALL, qui a conduit les négociations, a salué l'engagement de H&M et a souhaité que d'autres marques suivent son exemple avant une date-butoir fixée au 15 mai.

Le groupe espagnol Inditex, propriétaire de l'enseigne Zara, a fait savoir qu'il soutenait cet accord. *"L'accord n'est pas publié mais, comme vous le savez, nous avons joué une part très active dans son développement"*, a précisé un porte-parole.

Un porte-parole d'IndustriALL a dit que l'Américain PVH, qui possède Calvin Klein, et l'Allemand Tchibo, déjà signataire

d'un programme existant au Bangladesh, avaient exprimé leur soutien à l'accord.

Gap, partie prenante des négociations, a dit être prêt à valider l'accord "aujourd'hui" mais réclame au préalable un changement dans la clause relative aux règlements des contentieux devant la justice.

"Grâce à ce simple changement, cet accord mondial historique pourra avancer avec l'ensemble des distributeurs, pas seulement ceux qui sont basés en Europe", a déclaré Eva Sage-Gavin, une cadre de Gap, dans un communiqué.

L'Europe représente environ 60% des exportations textiles du Bangladesh.

Wal-Mart, qui participait également aux négociations, n'a pas communiqué sur l'accord.

Le premier groupe mondial de distribution a en revanche exhorté les autorités bangladaises à faire cesser la production dans une usine qu'il juge dangereuse, Stitch Tone Apparels à Chittagong, et à inspecter un autre site à Dacca, la capitale.

Le gouvernement bangladais a adopté lundi un amendement au Code du travail permettant au Parlement d'autoriser la constitution de syndicats dans les usines de confection sans autorisation préalable des employeurs.

Cette disposition est réclamée de longue date par les organisations internationales du travail et les associations de défense des droits de l'homme.

L'amendement a été adopté au lendemain de la décision du gouvernement de créer une commission chargée d'évaluer les augmentations de salaires pour les ouvriers de la confection.

Le salaire minimal mensuel est de 38 dollars, après une augmentation de 80% en 2010 acceptée au terme de plusieurs mois de violentes manifestations. Reuters 14.05

5.2- Les responsables des usines et certains ingénieurs sont parfois arrêtés et des comités ad hoc sont créés, mais en raison de la corruption endémique (trente des plus grands propriétaires d'usines textiles siègent au Parlement de Dacca et la moitié des députés possèdent directement ou indirectement des usines), ces commissions ferment les yeux sur les conditions de travail et l'état des bâtiments. Cette fois encore, le propriétaire de l'immeuble Rana Plaza était l'un des leaders locaux du parti au pouvoir, l'Awami League.

Le Bangladesh a émergé dans l'industrie de l'habillement à partir des années 1990 grâce à une main d'œuvre abondante et peu coûteuse. Depuis 2009, il figure à la deuxième place des exportations mondiales dans ce secteur, derrière la Chine. Il a largement bénéficié du dispositif "Tout sauf les armes" établi par l'Union européenne en 2001 pour favoriser le développement des exportations des pays les moins avancés, puis a profité de l'assouplissement des règles du Système généralisé de préférences (SGP) en 2011. Résultat du développement de ce secteur, l'habillement représente 80 % des exportations du Bangladesh et ce dernier est depuis 2012 le deuxième fournisseur de l'Europe. L'Union européenne ne peut soumettre ce pays à des sanctions économiques, sous peine de mettre en danger développement progressif du niveau de vie. lemonde.fr 14.05

Mais surtout, l'UE est le représentant des multinationales négrières occidentales, "mettre en danger (le) développement progressif du niveau de vie" de leurs actionnaires serait indécemment...

---

## ECONOMIE

### 1- Zone euro

La production industrielle de la zone euro a augmenté de 1,0% en mars, sa plus forte hausse depuis juillet 2011, ce qui s'explique principalement par un bond de la production d'énergie.

Ce chiffre meilleur qu'attendu cache toutefois des disparités marquées: en mars, la production industrielle a notamment reculé en France et en Italie alors qu'elle progressait en Allemagne.

La production d'énergie des 17 a augmenté de 3,8% par rapport à février.

La production manufacturière de produits de consommation durables, comme les voitures ou l'électroménager, a augmenté de 1,9% sur un mois. Reuters 14.05

## 2- France

La consommation alimentaire hors domicile, qui couvre tous types de restauration sur place ou à emporter, a représenté un marché de 86,5 milliards d'euros en France (+0,34%) en 2012, selon une étude de Gira conseil publiée mardi dans le journal L'Hotellerie-Restauration.

Ce chiffre représente "*l'une des plus faibles croissances depuis le début des années 2000*", ajoute l'hebdomadaire de la presse professionnelle, qui donne les "*premières tendances*" de l'étude annuelle.

"*Le consommateur fait attention à ses dépenses et en même temps le marché, ralenti par le phénomène de crise, est tout de même porteur*", a expliqué à l'AFP le directeur du cabinet Gira, Bernard Boutboul.

Le nombre de repas pris hors domicile, que ce soit dans un restaurant commercial, rapide et/ou servant à table, un restaurant collectif, ou chez un traiteur, a progressé de 1,31% à 9,6 milliards d'unités, selon l'étude.

La dépense moyenne des Français par repas est de 9,01 euros, en hausse de 0,96% par rapport à l'année précédente mais en baisse de 2,66% par rapport à 2008.

Le secteur le plus dynamique reste la restauration rapide moyenne et haut de gamme (+3%), "*largement au dessus du marché global*", a précisé M. Boutboul.

En revanche, le secteur de la restauration à table de moyenne gamme est le plus affecté avec une baisse de 1,87%.

Le secteur de la restauration à table haut de gamme n'est lui pas du tout touché. L'Expansion.com 14.05

La majorité de la population, la citadine, se nourrit de plus en plus mal. On notera avec satisfaction que la table de ceux qui se goinffrent sur notre dos se porte bien.

## 3- Etats-Unis

Les Etats-Unis devraient faire baisser leur déficit public de plus de 40% au cours de l'exercice fiscal 2013 pour le ramener à 642 milliards de dollars, son niveau le plus faible depuis 2008, selon une étude du Bureau du budget du Congrès américain (CBO) publiée mardi.

"*Etant donné que les recettes doivent augmenter plus vite que les dépenses selon le régime légal en vigueur, les projections de déficits du CBO continuent d'être revues à la baisse*", écrit cet organisme indépendant dans son rapport.

Au terme de l'exercice fiscal 2012, achevé fin septembre, le déficit public américain s'est élevé à 1.087 milliards de dollars et devrait fondre de 40,9% cette année pour atteindre 642 milliards de dollars, d'après le CBO.

En 2013, le déficit public américain ne devrait plus représenter que 4% du produit intérieur brut (PIB), contre 7% en 2012, avant de poursuivre sa décrue jusqu'en 2016, selon le CBO.

Il "*devrait toutefois augmenter dans les années suivantes, pour atteindre 3,5% en 2023*", en raison notamment de la hausse des coûts de l'assurance-maladie et d'un alourdissement de la charge de la dette, indique le rapport.

Dans la même étude, le CBO écrit que le plafond de la dette américaine ne devra être relevé qu'en octobre ou novembre. La limite actuelle (16.400 milliards de dollars) a été atteinte le 31 décembre, mais le Congrès a voté une loi permettant au Trésor de continuer à emprunter jusqu'à ce samedi inclus. AFP 14.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai au moins trois sujets sur le feu, mais il fait si chaud ici, 40°C ou plus que travailler est une vraie corvée, je n'avance pas. Ce soir j'ajouterais encore de nouveaux articles sur la Syrie et l'Algérie.



Au passage, les agences de presse et les médias multiplient les infos contradictoires, dorénavant cela concerne absolument tous les domaines. Du coup, c'est un casse-tête, faut-il laisser passer un jour ou deux avant de rendre compte d'une info ou cela ne vaut finalement pas le coup, au départ ils vous présentent une info comme quelque chose de très importants, puis la baudruche se dégonfle, bref à force de courir après le scoop, ils délirent ! J'imagine que c'est la même chose dans la version télévisuelle ou radiophonique qu'on écouterait distraitement pour briser la solitude si nécessaire ou papier tout juste bon pour faire du feu quoi.

On se passera des articles du portail grec okeanews.fr puisque "*désormais, les nouveaux articles du site sont accessibles uniquement aux abonnés*", comme je l'avais déjà indiqué, ce ne sera pas une grosse perte étant donné que les agences de presse diffusent gratuitement dans un délai de 24 à 48h l'essentiel des infos qu'on peut y trouver.

### Où vont-ils ?

Affronter les appareils des syndicats, vous n'y pensez pas.

NPA. Contre nos retraites, le gouvernement nous fait le coup du dialogue social - Mardi 14 mai 2013

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour imposer un nouveau recul. Face à eux il faut refuser le piège du dialogue social. Il faut discuter d'un plan pour une contre-offensive face à cette politique entièrement dévouée au Medef contre les salariés.

Du niveau de la conversation de salon de thé pour vieilles filles.

LO. Retraites : le gouvernement nous attaque par tous les bouts - mardi 14 mai 2013

Ayrault consulte les confédérations syndicales et le patronat pour décider les réformes sociales qu'il voudrait faire passer à l'Assemblée nationale en septembre.

... ce gouvernement, comme le précédent, soutient les retraites des travailleurs comme la corde soutient le pendu.

A table en famille. Apparemment ils s'en accommodent.

POI. Un "*dialogue social*" indispensable au gouvernement pour faire passer sa réforme.

- "*La réforme des retraites est bel et bien lancée. (...) La « concertation » ou la « négociation » avec les syndicats et le patronat a commencé dès ce lundi 13 mai. (...) Il voudrait donc à tout prix, d'une manière ou d'une autre, obtenir une sorte d'accord des syndicats, et de la CGT et de FO en particulier. C'est la question principale posée aujourd'hui, au centre de tous les enjeux.*"

Il est vrai qu'il est difficile de courir deux lièvres à la fois, la véritable question était le refus de la CGT et de FO de participer à cette conférence afin qu'elle n'ait pas lieu, ce qui aurait contribué à ouvrir une crise entre le gouvernement et les syndicats, mais puisque leurs appareils en ont décidé autrement, cela a force de loi dans le mouvement ouvrier, le POI n'y tient pas vraiment ou pas du tout.

Quant à l'édito de D. Gluckstein (IO n°251), pour le qualifier on reprendra ses termes, ce n'est "*que baratin*", une "*fable*" osant conclure en disant "*Il y a une seule base pour l'unité ouvrière, celle de l'indépendance du mouvement ouvrier*", alors que celle-ci est foulée aux pieds par la CGT et FO en participant à cette conférence sans que le POI le condamne.

Bref, le révisionnisme a bien gangrené tous les partis ouvriers.

A la page 4, ils questionnent un syndicaliste ou plutôt un manchot :

- "*Il (Ayrault - ndlr) fait comme si FO et CGT n'avaient pas refusé cet accord, comme s'il n'y avait pas eu le 5 mars et le 9 avril, comme si FO et la CGT étaient corédactrices de la loi avec la CFDT. (...) Il s'agit de contribuer à ce que les syndicats aient les mains libres pour se battre.*"

Non, Ayrault fait comme si la CGT et FO avaient bien participé à la mascarade sordide qui a débouché sur l'accord du 11 janvier 2013, lui il s'en tient aux faits, la totalité des faits, c'est sa force, il n'est pas comme vous qui ne voyez que ce que vous voulez voir, ce qui vous arrange, c'est votre faiblesse, à moins que vous n'y compreniez rien à rien, les syndicats ne peuvent pas avoir les mains sagement posées au côté de celles du gouvernement et du patronat sur la même table, liées par un processus qu'ils ont accepté et dont ils connaissent les tenants et les aboutissants et avoir les mains libres pour les combattre, un peu de sérieux.

On enfonce le clou ?

Dans la même page : - *Tarragone, mars 2013 : un appel de militants ouvriers de toute l'Europe pour "refuser toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements"...* et pendant ce temps-là les syndicats ouvriers discutent tranquillement en France avec le gouvernement et le patronat à quelle sauce les droits sociaux des travailleurs seront engloutis sans qu'ils appellent au boycott du cycle infernal du dialogue social, et ils osent prétendre qu'ils agiraient contre "*toute subordination du mouvement ouvrier aux gouvernements*", si ce n'est pas tenir un double langage, qu'est-ce que c'est alors ?

Avec une nouvelle démonstration d'allégeance au régime la coupe est pleine

"*187 élus, parlementaires, maires, conseillers généraux et municipaux soutiennent la demande d'audience au président de la République*". Cela doit être une histoire d'amour entre eux qui remonte à fort longtemps...

Et le socialisme dans tout cela ? Quoi ? Le socialisme ? Connaît pas, pourquoi je devrais ? Non, c'est en option !

S'il m'arrive assez souvent de mettre l'accent sur une info qui va faire l'objet d'un développement à court ou moyen terme, ce que j'appelle par dérision avoir du pif en hommage à Trotsky, au POI ils n'ont décidé pas de bol ou on ne peut pas dire que ce sens soit très développé chez eux quand ils ne sont pas carrément à la traîne...

En page 16, Michel Sérac écrit : "*Les statistiques de l'Insee sur la pauvreté sont exactes et précises*", patatras dès le lendemain au moins deux médias, Le Point (Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé) et Challenges (Pouvoir d'achat : la baisse de 0,9% annoncée par l'Insee serait en fait de 3,1%) affirment qu'elles seraient erronées.

L'idolâtrie qui entoure la fonction publique chez ces dirigeants eux-mêmes fonctionnaires ou ex-fonctionnaires à la retraite est quasiment pathologique dans la mesure où elle déteint sur leur analyse de l'Etat et de la République au point de déformer les rapports qui existent entre ces différents facteurs et de fournir une analyse de la situation qui n'a finalement qu'un rapport approximatif avec la réalité, tout comme les fonctionnaires de l'INSEE à la solde de leur employeur, celui qui les arrange.

Cette déification des fonctionnaires qui sont le principal fond de commerce des appareils des syndicats et de l'Etat sans que sa nature soit caractérisée ou rappelée, on la retrouve à tous les niveaux de la politique du POI et des formes d'organisation du courant trotskiste depuis le PCI d'après-guerre. Ce qui explique qu'Informations ouvrières tienne davantage lieu d'une feuille syndicale et d'un bulletin municipal plutôt qu'un organe de formation et de combat politique au service des travailleurs et du socialisme. Ils ne rendent pas service aux travailleurs du secteur public, au contraire en flattant leur ignorance du rôle de l'Etat, leur employeur, ils contribuent à mieux les subordonner au régime en place, sournoisement à la façon de trade-unionistes qui ont abandonné le combat pour le socialisme, en défendant les intérêts catégoriels des fonctionnaires ne sont-ils pas à leur côté ?

Les apparences sont trompeuses, les fonctionnaires étant aussi ignorants que le reste des masses, ils s'y fieront, qui plus est puisque cela fait leur affaire et le tour est joué, c'est nous qui passeront pour des empêcheurs de tourner en rond ou pire encore, des ennemis des fonctionnaires, alors qu'en réalité en leur ouvrant les yeux nous les aidons à mieux comprendre le fonctionnement de la société, ce qui n'est pas leur préoccupation principale évidemment, mais c'est la nôtre et c'est celle-ci qui prime, car elle incarne les intérêts de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé.

La différence fondamentale entre nous et ces dirigeants, c'est que nous sommes guidés uniquement par les intérêts collectifs de la classe, par un seul et unique objectif commun à l'ensemble de notre classe sans jamais opposer les intérêts d'une catégorie de travailleurs contre une autre, sans jamais se servir d'une catégorie au détriment d'une autre comme le font sans cesse les dirigeants syndicaux auxquels ces dirigeants sont liés, observer attentivement, cela figurait dans l'accord scélérat du 11 janvier 2013 entièrement tourné contre les travailleurs du secteur privé le gouvernement et le patronat pouvant compter sur la neutralité de ceux du secteur public où sont organisés les trois quarts des syndiqués.

Les fonctionnaires devraient avoir à l'esprit que les flatteurs vivent au détriment de ceux qui les écoutent. On comprendra qu'ils prêtent davantage l'oreille à ceux qui leur promettent des résultats immédiats, plutôt qu'à ceux qui leur tiennent un discours qui les appelle en plus à réfléchir à leurs conditions et à produire un effort pour comprendre comment fonctionne la société et dans quelle direction elle s'oriente. Surtout il ne faut rien dire ou faire qui pourrait les contrarier par crainte qu'ils nous tournent le dos, nourrissons leur susceptibilité, vous êtes parfaits, il faut éviter qu'ils se posent trop de questions, déjà qu'ils sont harcelés par la propagande des appareils, des partis, des médias, d'une multitude de charlatans qui sévissent sur Internet, de l'Etat, alors imaginez un peu l'état de leurs neurones si vous veniez perturber la routine dans laquelle ils sont enfermés, cette camisole de force dans laquelle ils se sentent en sécurité bien qu'elle finira un jour par causer leur perte, c'est d'ailleurs valable pour les travailleurs du privé, ils pourraient devenir complètement paranos, hystériques les malheureux, vaut mieux encore qu'ils se sentent bien comme ils sont, qu'ils ne changent rien, qu'ils ne se doutent de rien, de ce qui les attend...

Nos camarades fonctionnaires auront compris qu'il nous est impossible de souscrire à cette démarche qui creusent leur tombe et celle de l'ensemble de notre classe. Nous soutenons le combat de tous les travailleurs des secteurs public et privé, par contre nous condamnons le contenu et l'orientation politique dans lequel les partis l'inscrivent.

Tenez, j'ai lu qu'ils (le POI) regrettaient que le gouvernement refuse de procéder à la nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire, non ce n'est pas un canular, "Aujourd'hui, entièrement soumis aux exigences de l'Union européenne, le gouvernement Hollande-Ayrault : — refuse toute nationalisation ou même que « l'Etat devienne actionnaire majoritaire » pour sauver les industries essentielles du pays", quelle affaire, pourquoi pas lui demander d'être de gauche, d'être au service des travailleurs alors qu'il est au service des banquiers, d'être socialiste, de plus, les chantiers navals changeraient de propriétaire sans que les rapports sociaux de production n'aient été modifiés, l'Etat capitaliste se substituant à un capitaliste et le tour serait joué, voilà pour leur conception du socialisme, terminant ainsi : "Le comité de Saint-Nazaire du POI réaffirme que la nationalisation du chantier naval est la seule solution efficace pour garantir son avenir et tous les emplois directs et indirects, pour imposer une politique industrielle avec des commandes de navires.", mais dans quelles conditions cela pourrait-il se réaliser, qui et comment cela pourrait-il devenir réalité ? Pas de réponse, mystère ! Vous aurez remarqué au passage, tout cela sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, sans que le rapport entre classe dominante et classe dominée ait été inversé, bref, ils font de la politique sans en faire (ou pour le compte de l'ordre établi, en procédant sournoisement par sous-entendu), en laissant militants et travailleurs totalement désarmés, ils ne sont pas plus avancés, du coup le gouvernement et les patrons peuvent continuer d'appliquer leur politique. Vous avez sous les yeux ce que j'ai expliqué dans une causerie il y a trois jours.

C'est cette orientation opportuniste que je dénonce et que je combat, ou plutôt cet absence d'orientation politique, car au lieu de combattre le régime en place dans la perspective de son renversement, d'un gouvernement ouvrier qui procéderait à cette nationalisation ou socialisation, que proposent-ils ? Rien, un constat, du vent.

L'article de Challenges du 15 mai 2013.

- En 2012, le pouvoir d'achat global des ménages a donc enregistré un recul de 0,9%, selon les dernières données de l'Insee publiées mercredi 15 mai. Un repli plus important que la première estimation réalisée en mars dernier par l'institut statistique, qui tablait alors sur une baisse du pouvoir d'achat global de 0,4%. Cependant, lorsqu'on prend en compte certaines données comme les dépenses contraintes, la chute apparaît bien plus brutale que celle officiellement annoncée. Démonstration.

Pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat, l'Insee compare la progression du revenu disponible brut des ménages à celle des prix à la consommation. Si l'inflation progresse plus rapidement que les revenus, le pouvoir d'achat diminue. Le revenu disponible brut des ménages comprend ainsi selon la définition de l'Insee la somme des revenus d'activités (les salaires), des revenus du capital (dividendes, intérêts de l'épargne ou encore loyers immobiliers perçus hors plus value latentes ou réalisées), des prestations sociales (allocations familiales, chômage, pensions, etc.) ainsi que des autres transferts courants (comme les indemnités d'assurance) auxquels l'Insee retranche les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur les ménages.

Or, en dépit d'une très forte hausse des impôts en 2012 (+10% contre +6,6% en 2011), le revenu disponible brut a continué de progresser (+ 0,9%), passant de 1.326,3 à 1.338,4 milliards d'euros. Le problème c'est que cela ne compense plus la hausse des prix de consommation finale qui a été de 1,9% l'année dernière. Résultat: les Français peuvent s'offrir moins de produits et de services qu'il y a un an, avec une diminution donc du pouvoir d'achat de 0,9% sur l'année. Une situation quasiment inédite en France depuis la deuxième guerre mondiale puisque le pouvoir d'achat global des Français ainsi calculé n'a baissé qu'à deux reprises depuis 1960: en 1983 et en 1984.

La démographie camoufle la perte de pouvoir d'achat

Le problème, c'est que ces données ne prennent pas en compte la démographie. Ce pouvoir d'achat correspond à l'ensemble de la population. Et si cette dernière augmente plus rapidement que les revenus disponibles, cela signifie que chaque personne dispose de moins de revenus. C'est pourquoi l'Insee mesure également l'évolution du pouvoir d'achat par personne. Avec une augmentation de la population d'environ 0,5% en 2012, le pouvoir d'achat par personne baisse alors non pas de 0,9% mais de 1,4%.

C'est encore pire si l'on recalcule le pouvoir d'achat par ménage. En effet, le nombre de ménages français a tendance à progresser plus rapidement que la population du fait du vieillissement de la population (par exemple, des femmes âgées restent seules après la mort de leur mari et comptent toujours pour un foyer) et du phénomène de décohabitation avec les divorces. Ainsi, le nombre de ménages a progressé de 1% en 2012, soit presque deux fois plus vite que la population. Le pouvoir d'achat par ménage recule ainsi de près de 1,9%.

Des dépenses contraintes qui augmentent

Ces données ne semblent toutefois pas suffisantes pour traduire le ressenti des Français quant à leur capacité à supporter le coût de la vie. Cela s'explique notamment par les dépenses contraintes comme le logement qui semblent toujours augmenter plus rapidement que l'inflation. Un indicateur, rarement mis en avant par les autorités, existe pourtant bel et bien pour en rendre compte. L'Insee calcule chaque année ce qu'elle appelle les dépenses de consommation finale "pré-engagées", autrement dit les dépenses contraintes.

Il s'agit selon la définition de l'Insee des dépenses liées au logement, au chauffage, à l'électricité, aux services de télécommunications, aux frais de cantine, à la redevance télévisuelle ou encore aux frais d'assurance. Le reste est considéré par l'institut comme le revenu "*arbitrable*", c'est-à-dire le budget dont disposent réellement les ménages à leur guise.

Et là, surprise: si les revenus bruts disponibles augmentent de 0,9%, le revenu "*arbitrable*" progresse beaucoup moins vite : de seulement 0,2% en 2012. Cette différence s'explique par le fait que les dépenses contraintes ont augmenté de leur côté de plus de 2,8% sur un an.

Du coup, l'évolution du pouvoir d'achat, en dehors des dépenses incompressibles, est encore plus alarmante. Le pouvoir d'achat "*arbitrable*" a ainsi diminué de 2,6% par personne et de 3,1% par ménage. Soit, là encore, la plus forte baisse observée depuis 1984, où cet indicateur avait enregistré un repli de 3,6%. challenges.fr 15.05

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Quand le bonheur des uns fait le malheur des autres.](#)

Côté jardin

- La Bourse de Paris en hausse malgré de mauvaises statistiques économiques - AFP
- Wall Street finit en légère hausse, nouveaux records - Reuters

Côté cour

- Zone euro: la récession se poursuit, la France décroche - AFP
- Crise économique: l'Europe de l'est touchée à son tour - AFP

[En famille.](#)

- La France entre en récession, Hollande promet des réformes à Bruxelles - AFP
- La Commission européenne rassurée par les engagements de Paris - Reuters

[Ah bon ?](#)

- Faire baisser le chômage en pleine récession, le défi impossible du gouvernement - L'Expansion.com

[Pas suffisamment apparemment!](#)

- Le pouvoir d'achat des Français a subi une baisse record en 2012 - 20minutes.fr -
- Pourquoi votre pouvoir d'achat baisse bien plus qu'annoncé - LePoint.fr -

[Le capitalisme est un crime contre l'humanité.](#)

- Code pénal : les députés introduisent un crime d'esclavage moderne - LePoint.fr

[Confirmation](#)

- La science informatique bientôt enseignée en primaire - LeFigaro.fr

Il y a quelque temps nous avons reproduit un article dans lequel des enseignants américains expliquaient que l'enseignement à des élèves en bas âge de l'informatique avait abouti au fait qu'ils n'étaient même plus capables d'écrire avec un stylo ou de lire une lettre manuscrite, que sans cette machine qu'est l'ordinateur, à l'aide uniquement de leurs doigts ils ne savaient pas écrire leur nom, l'ordinateur devenant un organe complémentaire à leurs mains sans lequel ils sont impotents. L'homme devenu

totallement esclave de la machine conçue par des hommes qui exercent leur contrôle sur lui...

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Hollande le président français... de l'Union européenne.

Qui aurait dû en douter ? Personne. Qui ne savait pas que depuis 1957 le PS n'avait cessé de soutenir la construction de l'Union européenne représentant les intérêts des multinationales et des banquiers, avant comme après le traité de Maastricht jusqu'en 2012 ? Tout le monde le savait. Mais étrangement aucun parti ouvrier, aucune formation politique, pas même le moindre groupuscule n'a appelé au boycott de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2012 sachant ce qui se tramait contre les travailleurs.

Tous se sont employés à faire croire aux travailleurs qu'il y aurait eu une différence entre Sarkozy et Hollande, entre l'UMP et le PS, alors que les faits témoignent du contraire. Tous se sont alignés sur les illusions qu'entretenaient les couches moyennes privilégiées et de la classe moyenne dans Hollande et le PS et qui correspondaient à leurs intérêts spécifiques, tandis que ceux de la classe ouvrière devraient être broyés.

Dès lors que Hollande et sa "majorité" parlementaire seraient élus, nous savions qu'ils se plieraient systématiquement au diktat de l'UE pour en avoir été les complices pendant 55 ans, parfois même pour avoir favorisé la mise en oeuvre de sa politique destructrice (Delors, Rocard, Jospin). Donc ce qui se produit aujourd'hui était déjà écrit à l'avance.

De son côté, le patronat savait que l'arrivée au pouvoir de Hollande et du PS favoriserait la mise en oeuvre de sa politique antisociale avec le soutien des appareils syndicaux vendus au capitalisme, qu'ils s'emploieraient à cadenciser le mouvement ouvrier et le prolétariat comme ils l'avaient fait avec succès à partir du 10 mai 1981, là encore avec la complicité de tous les partis ouvriers.

Il est clair que seule la rupture avec Hollande et son gouvernement réactionnaire, avec le PS et ses satellites, avec les institutions de la Ve République, avec les appareils pourris des syndicats, pourrait permettre de concevoir une issue politique aux travailleurs conforme à leurs intérêts et de mener le combat à l'intérieur du mouvement ouvrier dans cette direction afin de démasquer les traîtres, marginaliser les jaunes, rassembler les éléments les plus avancés de la classe ouvrière dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et du socialisme.

Mais hélas, aucun dirigeant, aucun parti ne veut entendre parler d'une telle orientation ! Ils sont tous acquis à la cause du régime en place, dans le cas contraire, qu'ils prouvent le contraire et nous les soutiendrons, disons-leur : les militants et les travailleurs vous observent, ils attendent votre réponse, ils jugeront sur pièces.

- La Commission européenne a salué mercredi l'engagement de la France de mener d'ambitieuses réformes structurelles de son économie.

"Nous savons qu'il y a aujourd'hui une volonté de poursuivre des réformes ambitieuses, pour la compétitivité", a déclaré José Manuel Barroso en conférence de presse. "Je suis vraiment rassuré car le président de la France l'a lui-même dit." "Nous partageons la même analyse", a-t-il dit.

"L'économie française doit enrayer sa perte de compétitivité pour créer croissance et emplois", a-t-il ajouté.

François Hollande a confirmé pour sa part que "le temps qui est donné doit être mis au service de réformes de compétitivité et donc de croissance".

Dans son esprit, une consolidation des réformes s'impose "non parce que l'Europe nous le demanderait mais parce que c'est l'intérêt de la France".

"Je soigne l'économie française pour qu'elle puisse repartir", a dit le chef de l'Etat. "Je fais en sorte qu'on puisse prendre les bons instruments, utiliser les bons outils pour qu'on puisse repartir".

Il a cité les réformes de la formation professionnelle, des retraites et de l'indemnisation chômage, qui feront toutes l'objet de négociations avec les partenaires sociaux.

La Commission européenne dira le 29 mai ce qu'elle attend de la France en échange d'un sursis de deux ans.

Décidé de longue date, avant le sursis accordé à Paris pour son déficit budgétaire, le déjeuner avec la Commission a été présenté par François Hollande comme une marque "*d'attachement*" de sa part aux institutions européennes, qu'il avait déjà honorées en venant au Parlement européen en février. Reuters 15.05

Question à cent balles : Qui explique aux travailleurs que ce qu'ils entendent par croissance coïncide avec l'accord patronal du 11 janvier, celui à venir sur les retraites, etc ? Même qu'en Grèce en ayant diminué les salaires de près de 50%, cela ne suffit pas encore et la troïka en redemande.

[Cela doit être ses mensonges qui le font grossir !](#)

- Pour Cahuzac, Hollande serait un plus gros menteur que lui - L'Express.fr

Jérôme Cahuzac concède avoir menti en assurant ne pas avoir de compte à l'étranger. Mais minimise le poids de son mensonge... "*C'est moins grave de mentir pendant quinze secondes devant 577 députés que de mentir depuis un an sur l'état de la France, comme le fait François Hollande...*", aurait-il déclaré à certains de ses anciens conseillers, selon des propos rapportés dans *Le Figaro*, ce mercredi 15 mai.

Un raisonnement sur la hiérarchie du mensonge déjà rapporté début avril par *Le Canard enchaîné*. Jérôme Cahuzac pointait du doigt la politique du gouvernement qui lui aurait ordonné de mentir sur la possibilité de réduire le déficit de la France. "*On me dit que j'ai menti sur ma situation personnelle. Cela veut dire quoi? Qu'il y aurait des mensonges indignes et d'autres qui seraient dignes? Quand on ment sur ordre, et pour des raisons politiques, à l'Assemblée, est-ce digne? A ce compte-là, j'ai menti devant l'Assemblée, sur la possibilité de réaliser 3% de déficit en 2013.*" L'Express.fr 15.05

Il est vrai que question dignité, vous en connaissez un rayon, c'est votre spécialité...

Non, vous auriez menti "*sur ordre*", de qui, de Hollande ? Et Hollande, "*sur ordre*" de qui ment-il ? Barroso, Draghi, Merkel ou son petit doigt, c'est la même chose. A qui ? On le sait, aux crétins qui ne demandent que cela, sinon à quoi bon franchement !

[Un programme "\*\*choc\*\*", de guerre contre les travailleurs.](#)

Roux de Bézieux, candidat au Medef, présente son programme choc - Reuters Geoffroy Roux de Bézieux, candidat à la présidence du Medef, a proposé mercredi une trêve fiscale pour les entreprises, une réforme d'ampleur des retraites et de l'assurance chômage, une TVA-CSG "sociale" et des négociations pour relancer l'emploi.

Le chef d'entreprises, qui présentait ses 90 propositions aux médias, affrontera quatre autres candidats à la succession de Laurence Parisot à la tête du patronat français le 3 juillet : Pierre Gattaz, Patrick Bernasconi, Thibault Lanxade et Hervé Lambel.

"*C'est presque un programme de gouvernement*", a dit l'ancien président de l'Unedic, l'organisme qui gère l'assurance chômage, en précisant avoir écarté les propositions "*totalelement irréalistes*".

Plutôt que de supprimer directement les 35 heures, il souhaite que les partenaires sociaux négocient pour permettre à chaque entreprise de moduler le temps de travail par un accord majoritaire.

Pour redresser les marges des entreprises, plus faibles en France que dans les autres grands pays européens, il demande qu'il n'y ait "*plus aucune nouvelle taxe sur les entreprises jusqu'en 2017*", et la création d'un plafonnement fiscal maximal. Il suggère de fixer ce plafond à 34% en 2014 et de le baisser d'un point par an pour atteindre 29% en 2019, un niveau qu'il estime comparable à la situation allemande.

Afin de réduire le coût du travail, il souhaite que soit relancée la "*TVA sociale*", annulée par François Hollande, en transférant les cotisations familiales sur la TVA et la CSG.

Face à la dégradation continue du marché de l'emploi, il prône une négociation visant à réduire la dualité CDD/CDI, en renforçant les protections associées au premier tout en rendant le second plus "flexible". Une plus grande adaptation de la complexité et du coût des plans sociaux à la taille des entreprises serait d'autre part négociée.

Pour redresser les comptes des retraites, il propose d'augmenter le nombre d'annuités, de reculer progressivement l'âge légal, de désindexer les augmentations de l'inflation et d'aligner, "*à long terme*", les régimes du public et du privé.

Alors que les comptes de l'assurance chômage sont attendus en perte de 5 milliards d'euros cette année, Geoffroy Roux de Bézieux propose de durcir plusieurs paramètres. Il prône une réduction de la durée d'indemnisation, un plafonnement des indemnités à 2.000 euros par mois, une dégressivité des allocations et une réforme des régimes spéciaux, notamment ceux

des intermittents et des frontaliers.

S'il devient président du Medef, il menace à cet égard de ne pas signer à n'importe quelles conditions la prochaine convention d'assurance chômage attendue fin 2013. Reuters 15.05

En 2007 j'avais commis une erreur, j'avais estimé que si Sarkozy était élu et qu'il entreprenait de nous matraquer, l'avant-garde se rassemblerait pour le combattre, tel ne fut pas le cas, chacun étant davantage préoccupé à défendre son appareil ou micro-appareil. En sera-t-il autant si cet aristocrate, Geoffroy Roux de Bézieux, venait à prendre la direction du Medef ?

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

1.1- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaître : "si le président syrien parvient en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, "un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des élections présidentielles 2014 vient de le confirmer, si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix" "et cette victoire sera d'autant plus probable si un adversaire de poids ne dispute pas ce scrutin avec lui. Assad continuerait ainsi à être au pouvoir jusqu'en 2020." Le rapport de la CIA confirme les victoires sur le terrain de l'armée syrienne et le fait que l'armée arabe syrienne a une nette suprématie sur le terrain qui semble se prolonger jusqu'aux élections de 2014. french.irib.ir 15.05

1.2- Il y a des signes qui ne trompent pas ! Selon le site libanais, Khabar press, des centaines de membres de la milice ASL sont en train de quitter le territoire syrien pour les pays européens. "Les avancées fulgurantes de l'armée arabe syrienne d'une part et l'emprise d'Al-Nosra et d'autres groupes takfiris sur l'ASL de l'autre, ont poussé des dizaines de commandants de l'Armée syrienne libre à quitter les régions nord de la Syrie et partir via la Turquie en Europe". "Ces gens là échappent les règlements de compte des takfiris et le feu nourri de l'armée syrienne, ajoute le site qui souligne une hausse sensible des demandes d'asile politique formulées par les membres de l'ASL auprès des services d'immigration des pays européens dont l'Allemagne." Le site fait une remarque digne d'intérêt : "l'Arabie saoudite comme certains autres pays du golfe Persique ont bien financé et soutenu l'ASL mais ils refusent d'en accueillir sur leur sol les membres. Il en va de même pour les réfugiés syriens. De ce fait les combattants de l'ASL trouvent en Europe une contrée plus sûre et plus digne de confiance." Cette information est diffusée alors que le ministre allemand de l'Intérieur a récemment reconnu la présence des extrémistes salafistes allemands en Syrie et s'est inquiété que ces "éléments ne se transforment pas en une menace contre l'Allemagne dès leur retour". french.irib.ir 15.05

1.3- Trois jours après la diffusion d'une vidéo qui met en scène un terroriste nosratiste cannibal en train d'arracher puis de consommer tout cru le coeur d'un soldat syrien, le département d'état daigne enfin réagir : il condamne mollement cet acte et précise s'en être plaint auprès "des rebelles"!!

"Nous appelons les belligérants à respecter les droits de l'homme et le droit international". Or cette condamnation a du mal à convaincre dans la mesure où les Américains continuent d'armer et de financer ces mêmes terroristes en dépit du fait qu'ils les ont inscrits sur la liste des organisations terroristes. Du côté des médias occidentaux, la radio Osten de Norvège fait remarquer : "il est douloureux pour nous les occidentaux le soutien que nous apportons à des sauvages qui ont prétexté la démocratie pour commettre des pires ignominies. et la douleur est encore plus cuisante de voir que les crimes sont commis au nom de l'Islam. C'est trahir l'Islam, et les enseignements qu'il prodigue à ses disciples. cette personne qui mange de la chair humaine est représentant de la démocratie occidentale en Syrie. il avoue avoir commis ce crime il est membre de l'ASL (brigade Farouh) et nous, en occident on ne fait rien pour la traduire devant la justice." Le site de CNN affirme avoir contacté l'un des amis du cannibale qui confirme effectivement cet incident qui se serait déroulé il y a deux semaines. Le CNN se contente donc de confirmer sans condamner le crime. Le journal Dagbladet de Norvège, sans exiger aucune punition, se contente lui de souligner que cette vidéo "a exposé aux yeux d'un occident plus ou moins ignorant le comble de la sauvagerie des islamistes". french.irib.ir 15.05

#### 2- Turquie

Sur l'ordre direct de l'AKP au pouvoir, l'armée de l'Air turque vient de décider de mettre à la porte ses 700 employés (pilotes, techniciens, ingénieurs...) alaouites !

Le député du parti républicain, Attila Kart qui a annoncé cette nouvelle, a souligné que les licenciements avaient un

caractère exclusivement confessionnel et qu'ils pourraient s'inscrire dans le sens des plans qu'a Erdogan pour une attaque aérienne contre la Syrie. Entre 20 à 25 millions de Turcs sur un total de 75 millions sont de confession alaouite, comme celle d'Assad et de son clan et depuis qu'Erdogan s'est engagé aux côtés des Etats et des régimes arabes dans la guerre contre la Syrie, ils subissent des pires persécutions. french.trib.ir 15.05

---

## SOCIAL

### France

La volonté de réduire les coûts pour la Société Générale ne date pas d'hier. Ainsi, en 2011, la banque avait recours massivement aux stagiaires, détenant même un record en la matière, puisqu'elle employait pas moins de 11.214 stagiaires selon une enquête publiée sur BastaMag. Un chiffre qui équivaut à 26,7% de l'effectif total de ses salariés en France. En comparaison, la BNP en comptait 2.766 pour un effectif similaire. La Tribune 14.05

---

## ECONOMIE

### 1- FMI

Le Belge Jacques de Groot, ancien administrateur du Fonds monétaire international (FMI), répond de blanchiment devant le tribunal pénal fédéral de Bellinzone en Suisse. Les sommes saisies dépassent les 600 millions d'euros. lecho.be 14.05

### 2- Europe centrale et orientale

Les pays d'Europe centrale et orientale sont peu à peu rattrapés par la crise, certains de ces anciens champions de la croissance comme la Pologne ou l'Estonie, sont en pleine décélération, alors que la République tchèque s'enfoncé dans la récession.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Pologne, poids lourd économique de la région, n'a augmenté que de 0,1% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Un chiffre qui apparaît d'autant plus faible qu'il concerne un pays en rattrapage économique dopé par les fonds de l'UE.

Sur l'ensemble de 2012, la Pologne avait vu son PIB progresser de 1,9%, contre +4,5% en 2011.

Dans la zone euro, la récession s'est poursuivie au premier trimestre, avec un PIB en repli de 0,2%, a indiqué mercredi l'office européen des statistiques, Eurostat.

En Allemagne, la croissance a atteint à peine 0,1% au premier trimestre, selon les derniers chiffres et la France a officialisé mercredi sa récession avec la publication d'un recul de 0,2% du PIB au premier trimestre.

Largement dépendante de la production automobile et des exportations, l'économie tchèque, s'enfoncé dans la plus longue récession de son histoire moderne.

Au premier trimestre, le PIB de ce pays s'est replié de 0,8%, sixième trimestre consécutif de baisse.

*"La récession de l'économie tchèque ne se rapproche pas de la fin mais, au contraire, elle s'aggrave", a averti Petr Dufek, analyste de la banque CSOB.*

Membre de l'UE depuis 2004 mais pas de la zone euro, la République tchèque est entrée en récession fin 2011. Pour l'ensemble de 2012, son PIB a reculé de 1,2%, après une hausse de 1,9% en 2011.

La Slovaquie voisine, pays membre de la zone euro et dont l'économie repose largement sur la production automobile et électronique, tourne au ralenti avec un PIB en hausse de 0,3% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent.

Sur l'ensemble de 2012, le PIB slovaque avait progressé de 2,0%, après une augmentation de 3,2% en 2011.



L'Estonie, dernier pays entré dans la zone euro, qui caracolait en tête des membres de l'UE avec une croissance record de 8,1% en 2011, voit ses perspectives s'assombrir.

Le PIB de ce pays balte a baissé de 1,0% au premier trimestre et le taux de chômage est reparti à la hausse, à 10,2%, après 9,3% au dernier trimestre de 2012.

En comparaison annuelle, la croissance n'est plus que de 1,0% au premier trimestre après 3,2% en 2012.

Dans la Lettonie voisine, pays qui espère rejoindre la zone euro en janvier 2014, la croissance a ralenti à 1,2% au premier trimestre, après avoir atteint 5,6 sur l'ensemble de l'année dernière, soit le meilleur résultat au sein de l'UE.

En revanche, *"de bonnes nouvelles viennent de Hongrie et de Roumanie"*, souligne Capital Economics.

La Hongrie est sortie de la récession qui la frappait depuis la mi-2012, avec une hausse de 0,7% de son PIB au premier trimestre de 2013, et la Roumanie a vu son PIB progresser de 0,5%. AFP 15.05

3- Grèce.

L'opérateur public d'électricité grec DEI (PPC), l'une des principales sociétés contrôlées par l'Etat, sera privatisé d'ici 2016 après restructuration en 2015, a annoncé mercredi le ministère de l'Environnement et de l'Energie.

Le projet gouvernemental pour cette cession prévoit la création d'ici 2015 *"d'une nouvelle entreprise compétitive qui comprendra 30% de la partie productive de la DEI, les mines de lignite et les usines hydroélectriques et de gaz naturel de la société"*, a indiqué un communiqué ministériel.

*"La procédure sera complétée d'ici le premier trimestre 2015 et la nouvelle société sera opérationnelle immédiatement"*, selon ce texte, précisant que les détails de la privatisation seront examinés par la Commission européenne d'ici fin juin.

L'Etat grec, qui possède actuellement 51% de la DEI, s'est engagé à vendre 17% de la DEI d'ici fin 2015. Des caisses de retraites possèdent 3,8% de la DEI.

L'opérateur de transmission de l'électricité (ADMIE) sera également privatisé, selon le ministère, qui précise que l'ensemble de ces cessions doit être conclu d'ici 2016.

La DEI figure sur la longue liste des sociétés publiques que le pays s'est engagé auprès de ses créanciers UE et FMI à privatiser en échange de prêts de 240 milliards d'euros dont le pays bénéficie depuis l'explosion de la crise de la dette en 2010.

La libéralisation du marché énergétique, dominé depuis des décennies par la DEI, est une condition préalable réclamée par les créanciers pour que le pays continue de bénéficier des prêts. AFP 15.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 mai 2013

## CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter en ligne quelques articles et les ouvrages de Rosa Luxemburg, ce sera pour ce soir.

Rédigé hier soir

Sans que je puisse en déterminer les raisons, notre portail est en passe d'être fréquenté par de plus en plus de travailleurs et militants, vendredi 10 : 388 connexions ; le 13 : 372 ; le 14 : 533 et le 15 : 483, alors qu'on avait l'habitude de naviguer autour de 100 connexions par jour il y a peu de temps encore. 2.500 connexions en une semaine, le record !

Je suis frustré de ne pas savoir à quoi cela tient, je ne vais pas me focaliser là-dessus, mais c'est un véritable problème, car si je le savais je pourrais réorienter le portail dans une direction plus à même encore de répondre aux attentes des militants ou travailleurs.

Etait-ce en rapport avec l'actualité ? Aurais-je mis en ligne des articles qui seraient répertoriés en bonne place par les moteurs de recherche et qui seraient accessibles facilement à partir de mots clés que de nombreux internautes utilisent ?

A propos de l'actualité, je me suis abstenu d'intervenir sur les Etats-Unis et les difficultés que rencontrent Obama tout en suivant quotidiennement ce dossier, j'attendais de voir si le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca publierait des articles sur ce sujet, car je n'ai pas le temps de m'y attarder. Apparemment la guerre fait rage entre les différents courants qui s'affrontent au sein de l'administration américaine, du département d'Etat et de la Défense, du Pentagone et de l'armée, quant à savoir quelle attitude adoptée dans plusieurs dossiers brûlants dont la Syrie, l'attitude à avoir face à la Russie et Israël, tandis qu'une partie de l'armada russe croise dans la Méditerranée depuis aujourd'hui. A suivre.

Sur le plan social en France rien de nouveau. Sur le plan politique nous avons fait un point dans la journée.

Le trait marquant de la situation, c'est le refus obstiné de tous les partis de rompre avec les appareils des syndicats et d'engager la bataille pour le boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain.

Les uns et les autres sont tombés dans le piège qui leur était tendu, qui consistait à courir après l'actualité qui en grande partie reflète les illusions ou l'ignorance des masses, au point, une fois passée cette camisole de force qui au quotidien est le pendant de la routine abrutissante dans laquelle les masses se débattent, être incapables de relier la réalité aux enseignements de la lutte des classes du passé qui synthétisaient la riche expérience et les connaissances accumulées par le mouvement ouvrier pour mener son combat, intégrer les faiblesses de notre ennemi dans une stratégie qui la briserait.

On ne peut pas penser un instant à la situation en Grèce, au Portugal ou en Espagne, mais aussi en France et bien d'autres pays de l'UE, sans constater que la question de l'Etat ou du pouvoir et de la rupture avec le capitalisme est omniprésente, elle concentre à elle-seule toute la situation et ses contradictions. C'est palpable au quotidien, il n'y a pas une revendication sociale qui n'aboutit pas à la poser directement du fait que chaque fois qu'elle demeure insatisfaite le même argument est avancé : c'est incompatible avec la compétitivité des entreprises, avec l'objectif de la réduction du déficit de l'Etat. La politique d'austérité est imposée par l'Etat, les institutions, le président de la République et son gouvernement, le parlement à sa botte, porte-parole des intérêts du patronat, des capitalistes, de l'oligarchie financière.

Le gouvernement et le patronat mènent une guerre de classe contre la classe ouvrière et plus largement contre la classe moyenne. Eux ils livrent un combat classe contre classe sans s'embarrasser de fioritures pour le camoufler. Et nous de notre côté, on a des syndicats jaunes ou traîtres et des partis ouvriers qui louvoient, tergiversent, se compromettent avec ces appareils. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance, car même si les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils, sans parti ouvrier pour incarner consciemment ces lois, le processus dialectique qui voit les masses se soulevées contre le régime, il est impossible de vaincre, ce qui signifie qu'ils nous livrent à l'ennemi, quelle autre conclusion faudrait-il tirer ? Nous sommes lucides et nous refusons de nous gargariser avec des formules qui finalement utilisées mal à propos desservent notre cause.

Bien que Rosa Luxemburg ait commis quelques erreurs, je vous invite à lire ou relire ses ouvrages que j'ai remis dans la rubrique Défense du marxisme, ils sont très courts et très accessibles. Ensuite, débarrassez-vous de tout a priori, observez l'attitude des différents partis, gardez à l'esprit sa définition du révisionnisme ou notez-la sur un cahier et passez au crible la politique et les positions de ces partis, vous serez stupéfait par la clarté des conclusions auxquelles vous parviendrez. C'est cette lecture qui m'a fait dire les derniers jours : mais où est passé le socialisme, je n'ai pas pu m'en empêcher tellement cela m'avait paru évident. Je le savais, je ne sais pas pourquoi mais à chaque nouvelle lecture des marxistes, je suis stupéfait de constater que le marxisme a disparu de ces partis, qu'il est devenu un fétiche, une icône, un objet digne de figurer à l'état de fossile dans le musée des civilisations anciennes disparues.

Ils s'y prennent tellement bien, que non seulement ils ne sont pas capables d'attirer vers eux les couches les plus avancées de la classe ouvrière, les couches les plus défavorisées du prolétariat non plus, mais aussi la classe moyenne, finalement ils ont tout faux sur toute la ligne.

Qu'on nous permette de poursuivre sur la voie que nous nous sommes tracé et de ne pas en dévier, comme dirait l'autre, les faits trancheront.

Parmi les sujets que j'ai sur le feu il y a l'effondrement du capitalisme, le révisionnisme à notre époque (depuis 1945), la stratégie de la construction du parti (léniniste) intégrant la classe moyenne. Il est déjà 22h50 et je dois aller dormir, j'ai des mois de sommeil à rattraper, aussi nous verrons cela plus tard, chacun de ces sujets posent une multitude de questions auxquelles il faut prendre le temps de réfléchir, surtout que j'ai l'intention de les traiter en repartant de zéro. Je ne sais plus quelle année exactement, Rosa Luxemburg prétendait qu'en raison de l'hétérogénéité de la classe ouvrière il serait impossible dans l'avenir de parvenir à l'établissement d'un salaire minimum, les faits lui ont donné tort et depuis la division du travail s'est encore amplifiée, comme quoi on ne peut pas se contenter de lectures.

Il vaut mieux partir des expériences, des faits et des rapports de nos jours, voir dans quelle mesure ils peuvent s'intégrer dans les enseignements qui nous ont été légués, sinon les compléter ou en tirer de nouveaux enseignements. Vous direz à juste titre que cela pose la question de leur légitimité ou crédibilité. Effectivement, je répondrais à cela qu'on se demande quelle légitimité il y a à s'inspirer d'enseignements du passé qui sont devenus obsolètes ou sans rapport avec la réalité que nous vivons, tout dépend

du sérieux et de la profondeur de notre démonstration et bien d'autres critères qui trouveront toujours matière à critique ou polémique, comme je l'ai dit plus haut, les faits trancheront. Il est tard et je vais vous dire un truc très vite, cela dépend en grande partie de l'honnêteté avec laquelle on mène nos travaux, si on maîtrise notre sujet ou si on cherche à avoir raison en brassant du vent.

### 1913-2013. Happy birthday la Fed !

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Première guerre mondiale pour procéder à une nouvelle répartition des terres et des richesses en fonction de leur puissance respective acquise...

Le capitalisme en crise, ils ont provoqué la Seconde guerre mondiale depuis les Etats-Unis qui se savaient à l'abri de toute destruction pour mettre la main sur le pétrole et le gaz du Moyen et Proche-Orient et redécouper la carte de la région à leur convenance, assurer leur hégémonie sur l'Europe et installer des institutions financières et politiques internationales pour imposer leur plan de gouvernement mondial à la planète entière...

Quant à la Troisième guerre mondiale qui aurait déjà dû éclater, elle se produit sous nos yeux de manière contrôlée, sous la forme d'une contrainte admise ou forcée dans les domaines technologiques et des communications (ordinateur, téléphone portable, jeux vidéos, etc.), de l'agriculture et l'élevage (engrais, pesticides, herbicides chimiques, OGM, propriété industrielle des semences, stérilisation, ionisation, hormones, antibiotiques, virus, etc.), l'alimentation et l'agroalimentaire (préservatif, sucre, sel, additifs chimiques en tous genres, etc), de la santé (vaccins destructeurs, médicaments présentant des effets secondaires ravageurs, pollution de l'eau et de l'air, etc.)

Sur le plan politique en spoliant les peuples de leurs droits politiques au profit d'institutions supranationales non élues (UE, Alena, Mercosur, ONU, etc), leurs parlements nationaux y étant totalement soumis ; en déstabilisant certains régimes jusqu'à entraîner leur chute, liquidant leurs dirigeants pour les remplacer par des pantins à leurs bottes, ils recourent au moyen de la guerre de basse intensité en employant une armée de mercenaires qu'ils liquident à leur tour par la suite... Cette politique définit par l'oligarchie financière qui contrôle banques et multinationale (Bilderberg, Commission Trilatérale) passe ensuite par le relais de l'élite intellectuelle et politique (CFR, think-tanks néo libéraux, médias, etc.) qu'ils ont sélectionnée et qui est chargé de la mettre en oeuvre dans chaque pays.

Sur le plan militaire, ils agissent déjà comme les maîtres du monde, ils disposent de l'Otan ou interviennent unilatéralement quand bon leur semble sans se soucier du droit international ou des accords de Genève qu'ils piétinent ou de l'ONU qu'ils ignorent ou contournent. Nous ne nous réclamons pas de ces institutions, c'est un simple constat.

Sur le plan économique, ils contrôlent la création monétaire et la masse de monnaie en circulation, ils sont propriétaires de la planche à billets, ils peuvent en imprimer autant qu'ils en veulent quand ils le veulent sans qu'aucun gouvernement ne puisse s'y opposer, que le système menace de s'effondrer quelque part, ils interviennent ou non en fonction de leurs intérêts, de leur objectif politique à long terme.

Les Etats européens ont abdiqué leur souveraineté en acceptant de se placer sous la tutelle de la BCE, de la Commission européenne et du FMI, dès lors ils disposent des moyens nécessaires pour leur imposer leur politique d'endettement, puis de restriction budgétaire, d'austérité, exiger des réformes structurelles, de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, faire baisser drastiquement le coût du travail, liquider l'ensemble de ses acquis sociaux, terminer de privatiser ce qui peut l'être encore, le tout devant aboutir à une perte totale de souveraineté sur le plan économique, leurs budgets étant soumis à la Commission européenne, avant la prochaine étape, l'établissement d'un gouvernement économique européen et la réalisation de l'union bancaire qui cadenseront l'activité économique de chaque pays et décidera de leur sort.

Une fois tout droit social et politique aboli, la classe ouvrière ne présentera plus les contours d'une classe, chacun de ses membres étant atomisé dans la société, chacun disposant de droits différents en fonction de son statut particulier, droits totalement arbitraires, inégaux, liés à son statut d'esclave, les conditions indispensables pour organiser sa résistance auront disparu, la lutte des classes aura été abolie, seule demeurera la féroce dictature de monarques concentrant tous les pouvoirs, leur cour distillant la nouvelle religion, l'humanité sera amenée à périr, une fois éliminées les masses inutiles, restreinte à l'armée d'esclaves qui produira les biens nécessaires au bien-être de leurs maîtres...

Ce processus est en marche, il est encore temps de l'enrayer...

La suite demain ou dans les jours qui viennent, comment ils se servent des contradictions du capitalisme qui n'ont pas disparu, qu'ils ont apparemment les moyens de neutraliser ou de contourner en inondant le marché de liquidités...

Depuis 2007, ils ont dû créer ainsi pas moins de 15 à 20.000 milliards de dollars, euros, livres, yens, via les banques centrales, soit directement pour le compte des banques, assurances ou institutions financières, soit en passant par l'intermédiaire des Etats ce qui a permis de gonfler leurs dettes, on peut imaginer qu'une banque "to big to fail" trop grosse pour faire faillite s'écroulerait en présentant une ardoise de centaines de milliards de dollars, que cela ne serait pas vraiment un problème pour eux à côté de

ces milliers de milliards de dollars, il leur suffirait de faire chauffer une fois de plus la planche à billets et le tour serait joué.

Ils peuvent décider de laisser s'écrouler tout le système économique, l'économie mondiale, mais on ne voit pas quel intérêt ils pourraient en tirer puisque le mondialisme est sur les rails, sauf s'ils rencontraient un obstacle insurmontable avec la Russie et la Chine. Mais le jeu en vaudrait-il la chandelle ? Ils ont mis plus de 50 ans pour construire tout cet édifice aujourd'hui contesté un peu partout dans le monde, en réalité ils sont plus faibles qu'on l'imagine, leur pouvoir tient en grande partie à la corruption du mouvement ouvrier (international), prendre le risque de l'affaiblir encore plus pourrait lui être fatal, ils pourraient perdre le contrôle du marché mondial, des institutions des différents pays qui sont aujourd'hui conquis à leur cause...

C'est à nous d'enfoncer le coin si je puis dire pour les faire vaciller puis tomber, personne d'autres ne le fera à notre place, la classe moyenne doit s'allier avec le prolétariat pour les renverser et prendre le pouvoir. Toute compromission avec leurs représentants, gouvernement, partis, appareils syndicaux, institutions, doit être dénoncée impitoyablement, combattue féroce, brisée. On n'a pas le droit à l'erreur, tergiverser serait irresponsable, louvoyer criminel, chacun doit choisir son camp, face à une dictature qui affirme ouvertement ses prétentions, expression dans la bouche du pape hier, il n'existe pas d'autre alternative que d'imposer notre propre dictature à notre ennemi, nous sommes engagés dans une lutte à mort, vaincre ou périr, être réduits en esclavage ou conquérir notre liberté, telle est le dilemme devant lequel nous sommes placés.

## Complément

J'ai écrit ces lignes le 14 au soir, une sorte de brouillon dans lequel je me questionnais.

- J'ai en préparation un article sur le capitalisme et le socialisme. Je me demandais si je pourrais trouver quelque part un ou des articles qui correspondent à mon analyse, où, je n'en sais rien, car apparemment je n'ai lu nulle part un article qui inclurait les contradictions du capitalisme que nous connaissons depuis Marx et les derniers développements de l'économie spéculative qui s'en affranchissent ou plutôt les neutralisent, qui en quelque sorte accompagnent l'effondrement du capitalisme pour mieux maîtriser l'orientation que l'oligarchie financière entend donner au monde afin d'en devenir le maître absolu et incontesté.

Cela me pose un problème. Je me dis que ce n'est pas possible que personne d'autres développe cette analyse ou même l'ait développée pour la réfuter, ce qui me servirait à vérifier le bien-fondé de mes conclusions. J'ai déjà évoqué ce sujet dans de précédentes causeries, mais je veux aller plus loin maintenant. Si cette analyse débouchait sur une théorie, il faudrait l'accompagner de son aspect pratique, de quelle manière pourrait-on lutter efficacement contre cette nouvelle configuration du capitalisme mondial une fois vérifié que notre objectif demeure valable. Souvenons-nous que Trotsky avait été amené à affirmer que si certaines conditions venaient à être réunies, le socialisme n'aurait été qu'une "*magnifique utopie*". On ne doit rejeter aucune hypothèse et toutes les étudier à fond.

Pour tout vous dire cela m'aurait bien arrangé que quelqu'un d'autre mène ce travail à son terme, car souvent on se contente de généralités qui débouchent sur une analyse approximative qui ne rend compte qu'imparfaitement de la réalité, or, pour théoriser un phénomène ou des rapports on doit s'appuyer sur des faits incontestables et se livrer à un travail d'historien que je ne peux pas faire car je devrais y consacrer la totalité de mon temps. Je peux tout au plus esquisser une théorie qui reposera sur des faits que j'ai en substance en mémoire qui pourrait donner l'impression d'un travail inachevé ou qui manquerait de sérieux, ce qui serait regrettable au regard de l'importance du sujet traité.

Prétendre que le fonctionnement du capitalisme ne répond plus tout à fait aux lois décrites par Marx mérite des explications précises, détaillées, étayées et sérieuses, c'est la moindre des choses. Maintenant l'arme de la dialectique et de la logique, la mise en rapport de certains faits peut permettre de palier le manque de matériaux pour étayer une démonstration, c'est d'ailleurs souvent le procédé auquel je recour en m'en remettant en partie à mon intuition à défaut de mieux. Intuition qui repose sur une base matérielle et non subjective. Ce qui ne me pose aucune difficulté puisque je pars d'aucun a priori, ici comme ailleurs j'ai pour principe de démarrer une analyse sans savoir à l'avance où elle va me mener, ainsi je ne cherche pas à l'influencer dans une direction ou une autre et je ne risque pas de me leurrer moi-même et de leurrer les autres par la même occasion. Il y a des questions qui méritent une attention soutenue, de chaque instant, pour ne pas se fourvoyer, se méprendre, s'égarer. C'est le cas de notre sujet s'il en est. On doit aussi admettre qu'on peut se tromper du tout au tout, je ne peux l'ignorer ici puisque je ne connais personne qui ait abordé la situation sous l'angle que je propose d'employer pour l'analyser. Et je ne cherche pas à me distinguer particulièrement, je suis plutôt d'une nature discrète et disciplinée, et chaque fois dans la vie où je dus me mettre en avant ce fut forcé ou contraint, par exemple quand je devins militant ou prof.

Tout cela pour dire qu'il faut bien réfléchir avant de s'aventurer sur un terrain inexploré qui comporte forcément des mines, des pièges, des obstacles qu'on ne perçoit pas forcément au premier coup d'oeil, même en étant très vigilant. Maintenant il est vrai qu'on s'y aventure publiquement que lorsqu'on l'a déminé, on livre le fruit de ses travaux, or j'ai l'habitude, bonne ou mauvaise, de me passer de cette précaution et de faire vivre aux lecteurs l'aventure palpitante qui consiste à déminer le terrain au fil du développement d'une idée, ce qui permet de suivre plus facilement sa progression et de percevoir si l'auteur est à la hauteur de l'ouvrage qu'il a entrepris ou si c'est un charlatan, un simple aventurier qui nous mène dans une impasse ou qui se comporte comme un sophiste.

Chacun a sa méthode, sans doute qu'un intellectuel procéderait autrement, il commencerait par établir un plan, etc. moi je me passe même de brouillon, parfois j'ai jeté sur le papier quelques notes mais cela ne va pas plus loin, il faut que tout sorte d'un jet, que tout soit clair dans ma tête au moment où je me mets au clavier, sinon je remets cela à plus tard, je ne pense pas à une question quand le moment est venu de me pencher dessus, j'y pense en permanence ou à différents moments de la journée, plusieurs jours de suite, pendant des semaines parfois, et c'est quand je suis satisfait du résultat ou que j'estime que le terrain est suffisant déblayé que je me mets à écrire.

Nous aborderons ce sujet dans les jours à venir, je dois encore y réfléchir. Cela me semble tellement important que je me dis que je n'ai pas le droit à l'erreur, bien que si je commettais une erreur cela permettrait à quelqu'un de la corriger au cas où je ne m'en apercevrais pas, ce qui nous permettrait d'avancer, vous voyez, je n'estime pas être le propriétaire des idées sur lesquelles je travaille, j'estime qu'elles nous appartiennent collectivement, c'est bien ainsi que nous nous en sortirons, n'est-ce pas ? Je n'ai pas du tout envie d'avoir raison dans mon coin ou de détenir la vérité, c'est un réflexe qui m'est étranger et que je trouve minable.

Il y a quelques instants, lors d'une pause de quelques secondes, je me suis dit que le socialisme se situait au-delà du capitalisme, et bien si l'effondrement du capitalisme n'a pas encore eu lieu c'est qu'il existe quelque chose au-delà du capitalisme tel qu'on le connaissait depuis Marx qui en est responsable, il faut déterminer quoi, comment cela fonctionne, quelque chose qui est issu du capitalisme mais qui possède aussi ses propres lois de fonctionnement, ses propres contradictions, on en a déjà une idée assez précise, mais ce n'est pas suffisant.

Nous sommes en présence d'une situation inédite dans l'histoire du capitalisme, alors qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il faudrait se contenter du *Capital* de Marx et que tous les rapports dans la société seraient demeurés inchangés. Demain la Fed, la BCE, la BoE et la BoJ ferment les robinets et tout le système s'effondre en 24 heures, c'est infaillible. Cela mérite réflexion, non ? Ils ne le font pas. Pourquoi ? Et qu'est-ce qui se passe sur le plan économique, social et politique pendant ce temps-là dans tel ou tel pays, au niveau des pays dominants, dominés, émergents, sous-développés, voilà ce qui nous intéresse de comprendre en mettant en rapport tous ces facteurs et tous ces rapports entre eux, de quelle manière ou dans quelle direction ils évoluent.

Pour ceux que cela intéresse, ils peuvent se reporter aux causeries depuis le mois de janvier 2013 où nous avons commencé à aborder la situation sous cet angle-là, en procédant prudemment, par élimination, déduction sur la foi de simples constats ou observations. Il nous manque des données, par exemple j'ignore quel est le taux de profit moyen en Chine, dans la zone Euro ou aux Etats-Unis, à l'échelle mondiale, peu importe, on a suffisamment d'éléments pour en saisir la tendance, d'ailleurs on ne cherche pas précisément à décrire de quelle manière la situation va évoluer, saisir les principales tendances de l'évolution de la situation mondiale ou dans telle ou telle pays nous suffit pour déterminer quelle tactique et stratégie adopter, de quelle manière on doit s'adresser aux masses, etc.

Finalement, le sérieux de notre démarche repose sur notre capacité et notre volonté à prendre en compte tous les facteurs et rapports tels qu'ils existent et pas autrement. Ensuite, reste à expliquer simplement ce qui en ressort, les principales tendances, comment le traduire sur le plan pratique, politique pour avancer vers notre objectif qui n'a pas varié d'un millimètre, la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[La restriction est indécente.](#)

- Hollande, un social-libéral (presque) assumé - Liberation.fr

[La bataille de l'emploi est en bonne voie.](#)

- Les destructions d'emploi continuent mais moins qu'attendu - AFP

- François Hollande confirme l'élargissement des emplois d'avenir dans le privé - Le Nouvel Observateur

[Enfin, une bonne nouvelle.](#)

- Le luxe ne connaît pas la crise: 4 à 5% de hausse attendue en 2013 - AFP

- 27 millions de dollars pour un diamant incolore de 101 carats - Reuters

[Voilà ce qu'ils ont fait de leur propre peuple, alors les autres...](#)

- Un enfant sur cinq souffre de troubles mentaux aux USA - Reuters

### [Charrettes .](#)

- Plus de 20 000 emplois détruits début 2013 - Liberation.fr

- RBS va supprimer 1.400 emplois au Royaume-Uni - Reuters

### [Juge et partie](#)

- L'accord entre le fisc britannique et Goldman Sachs jugé légal - Reuters

### [Obama et ses valets](#)

- Syrie : Obama et Erdogan exigent à nouveau le départ d'Assad - Libération.fr

- Paris ne veut pas de Bachar al Assad à la conférence de Genève - Reuters

La France n'entend pas convier le dirigeant syrien, Bachar al Assad, à la future conférence internationale sur le conflit en Syrie, a déclaré jeudi François Hollande. Reuters

### [Attiré par l'odeur de la poudre à canon](#)

- Moody's réhausse la note souveraine de la Turquie - LeMonde.fr

### [Les amis de nos ennemis sont nos ennemis.](#)

- Au Koweït, pas de malade étranger avant le déjeuner - Libération.fr

### [Ils doivent être très forts à Atlantico !](#)

- Les hommes physiquement forts sont plus enclins à avoir des opinions de droite - Atlantico.fr

### [Une telle unanimité transpire la manipulation.](#)

- 97,1% : le pourcentage de scientifiques qui concluent à la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique - Atlantico.fr

### [Sans doute après vous !](#)

- L'Inde, le Bangladesh et Hong Kong sont-ils les pays les plus racistes au monde ? - Atlantico.fr

### [Vive la dictature du prolétariat et de la classe moyenne !](#)

- Le pape François dénonce la "dictature de l'économie" - Reuters

### [Intox.](#)

- Bangladesh : l'accord sur la sécurité réjouit les syndicats - Le Nouvel Observateur

- Nawaz Sharif pourra gouverner les mains libres au Pakistan - Reuters

### [En proie au gouvernement de l'ombre.](#)

- Etats-Unis: Obama tente de reprendre la main après des affaires qui l'ont affaibli - AFP

- Barack Obama limoge le chef du fisc américain - Liberation.fr

Mais nous sommes des "bêtes" !

- Et si on faisait l'amour comme des bêtes ? - Liberation.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Hollanderies, acte II.

- Ami de l'entreprise, partisan d'une politique de l'offre, de l'allègement des contraintes administratives et de la réduction des dépenses publiques : tel est le visage qu'a présenté François Hollande lors de sa conférence de presse, jeudi après-midi. Le président de la République a ainsi confirmé une orientation lisible depuis la fin 2012 et l'annonce d'un crédit d'impôt de vingt milliards pour les entreprises. Sans faire de nouvelles annonces, mais en récapitulant les réformes passées et les projets déjà connus, il a plus que jamais confirmé le virage social-libéral du gouvernement.

Reste que le positionnement social-libéral de François Hollande avait rarement été affirmé de manière aussi claire. liberation.fr 16.05

Voilà qui est rassurant, il nous sera plus facile de défendre le socialisme

- François Hollande s'est décrit comme «*un socialiste qui veut faire réussir la France*».

Oui, mais là plus personne ne le prend au sérieux, heureusement ! On ne confondra pas son échec personnel et le socialisme qui n'y est pour absolument rien. Voilà un bel argument à développer dans un tract contre le gouvernement, en défense du socialisme.

Compromission.

- «*Le premier acte qui doit être à chaque fois posé, c'est de trouver le compromis entre la France et l'Allemagne*», a-t-il expliqué.

- Il a également donné à l'intégration européenne une valeur supérieure aux orientations politiques nationales : «*Le risque de l'Europe, ce n'est pas de passer de droite à gauche, mais que le choix national prime sur l'intérêt européen.*».

Il est vrai que ce "risque" n'en est pas vraiment un, il en est la preuve vivante, la droite et la gauche étant du pareil au même, la distinction une vaste escroquerie.

Cynisme et provocation. A bas la gauche !

- "*La gauche n'est pas là pour dépenser et s'en aller*", a-t-il plaisanté.

Elle est là pour faire le sale boulot que la droite n'avait plus les moyens politiques de faire.

L'oligarchie financière va se doter d'un "**gouvernement économique**" européen.

- Le chef de l'Etat a promis une "initiative" pour "*sortir l'Europe de sa langueur*", qui passera notamment par la mise en place d'un gouvernement économique réuni "*tous les mois autour d'un véritable président nommé pour une durée longue*". Une "*proposition initiale de l'été 2011 de Mme Merkel et de Nicolas Sarkozy*" a rappelé Jean-Louis Borloo. Le patronat, par la voix du Medef, a commenté en ces termes: "*L'engagement résolument européen (...) en direction d'un gouvernement économique de la zone euro correspond à la vision que le Medef promet.*". Sa mission serait de débattre des principales orientations économiques européennes, en particulier fiscales et sociales.

Travailler pour vivre jusqu'à en crever.

- «*Dès lors que l'on vit plus longtemps, parfois beaucoup plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps*», a assuré François Hollande.

Soulager le "**fardeau**" des nantis, oui, celui des travailleurs, ce sera non.

- il refuse de «*reporter sur les générations à venir le fardeau du financement des régimes de retraite*», mais les 1.700 milliards d'euros de dette de l'Etat à mettre au compte des banquiers et du capitalisme, cela ne le gêne pas de «*reporter sur les générations*

à venir (ce) fardeau», normal, il est leur représentant !

Boycott !

- François Hollande a convenu que la réforme des retraites, qui interviendra cette année, ne sera probablement pas la dernière. Le chef de l'État en a fixé les grandes lignes: hausse de la durée d'activité (comprenez de la durée de cotisation et non de l'âge de départ) pour coller à la progression de l'espérance de vie et correction des inégalités existantes. La concertation, qui doit démarrer après la conférence sociale des 20 et 21 juin, durera «jusqu'à la fin de l'été» et se basera sur les recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau.

Nous rejettons cette "base", ces "recommandations formulées par les 10 membres de la commission Moreau"

Amalgame entre casseurs et travailleurs défendant leurs emplois.

- Le chef de l'État s'est dit prêt à «regarder» certaines situations qui relevaient de la proposition de loi sur l'amnistie sociale visant des faits syndicaux qui a été renvoyée jeudi en commission des lois de l'Assemblée. Des «cas exceptionnels», a-t-il précisé. «On ne peut pas condamner ce qui s'est passé au Trocadéro ou ailleurs, et dire ensuite, c'est normal que pour d'autres conflits on détruise. Il n'y a aucun conflit qui justifie qu'on détruise», a-t-il jugé, rappelant qu'il était «par expérience et par principe» contre toute loi d'amnistie.

Vous aurez noté "ou ailleurs" et "pour d'autres conflits", quelle pourriture ! Il est dans son rôle de défenseur de la propriété privée des moyens de production, de l'ordre établi.

Il a raison, il n' a "aucun conflit" entre capitalistes en France ou dans le monde "qui justifie qu'on détruise" des vies humaines en jetant des millions de travailleurs à la rue ou en les privant d'emploi, il faut en finir avec les responsables de la casse sociale, les banquiers et les capitalistes.. et leur gouvernement, Hollande dégage et ton gouvernement, ta "majorité" parlementaire PS-UMP-UDI : dégagez !

Détournement de fond, Hollande dans le rôle de chef des banksters.

- «l'assurance-vie sera réformée pour que les fonds puissent être davantage affectés aux fonds propres des entreprises», comme le préconisait il y a deux mois le rapport parlementaire Berger-Lefebvre.

Je n'ai pas souscrit à une assurance-vie et j'ai bien fait, j'aurais engraisé gratuitement ces parasites. A quand une campagne des partis ouvriers ou des syndicats pour dénoncer cette gigantesque escroquerie ? Comment, mais vous n'y pensez pas, les travailleurs ne le comprendraient pas... Ah oui, c'est vrai, j'avais oublié que les partis et les syndicats se servaient des masses les plus ignorantes pour justifier leur opportunisme !

Le camp de la barbarie ou de l'impérialisme américain.

- François Hollande a estimé qu'il fallait convaincre Moscou, soutien du régime syrien, que «son intérêt est d'en terminer avec Bachar al-Assad».

(source : AFP, Reuters et lefigaro.fr 16.05)

[L'ennemi est dans notre propre pays.](#)

Les difficultés économiques de la France s'expliquent avant tout par le contexte économique international, estiment 43% des Français, tandis qu'ils sont 34% à les imputer à la politique du gouvernement actuel, selon un sondage BFMTV-CSA publié jeudi. AFP 16.05

[Ils soutiennent le régime et légitiment la Constitution comme ils peuvent. C'est une "trahison", la pire de toute !](#)

1- Le mot «**race**» banni des textes de loi - Liberation.fr

Les députés ont voté un texte soumis par le Front de Gauche, présenté comme une «première étape» vers une promesse de François Hollande : rayer le terme de la Constitution. Liberation.fr 16.05

On aurait envie de dire, que s'il devait en rester une ce serait celle des cons, et que le Front de gauche est bien partie pour



la représenter !

Des peuples jadis isolés sur les différents continents se sont reproduits en étant soumis à des contraintes naturelles spécifiques qui ont donné naissance à des développements sur le plan biologique ou morphologique permettant de les distinguer beaucoup plus tard et de les répertorier en fonction de leur origine.

Nul racisme ici, je n'ai fait qu'évoquer le développement naturel d'une espèce qui donné naissance à plusieurs races, comme celle des chiens par exemple, qui dans des conditions spécifiques a produit le berger allemand ou le caniche ou encore le teckel, on aurait plus prendre celle des bovidés qui a donné le boeuf, le buffle ou le yak.

Que dit Le Grand Robert du chien : - Mammifère domestique (Carnivores; Canidés), d'une espèce dont il existe de nombreuses races... Le Front de gauche va-t-il aller jusqu'à attaquer en diffamation les auteurs de ce dictionnaire au nom de la protection de l'espèce canine ? Race signifie specimen issu d'une même espèce ayant connu une évolution spécifique et répertoriés comme telles dans l'ordre de la connaissance humaine.

C'est justement à celle-ci qu'il s'agit de s'attaquer ici, car dès lors que cette évolution ne serait plus prise en compte, le processus qui a donné lieu à cette différenciation deviendrait inintelligible, toute distinction devrait disparaître au profit d'une caractérisation générique, en poussant ce raisonnement dans ses retranchements on arrive à la conclusion que toute connaissance deviendrait impossible.

Cette démarche est extrêmement dangereuse et n'a rien d'humaniste, elle est au contraire anti-scientifique et conduit à une déshumanisation de l'humanité, de l'espèce humaine dont justement la diversité des races est sa richesse et le gage de sa survie, au même titre que biodiversité dans la nature.

Il m'est arrivé à plusieurs reprises dans le passé d'affirmer que les races n'existaient pas, c'était une affirmation erronée que j'avais produite par facilité pour ne pas entrer dans une polémique sur un sujet sensible sans avoir le temps de le traiter sérieusement, même de manière très brève. Je corrige donc ici en précisant ma pensée.

J'irai encore plus loin. Sur cette question et bien d'autres pour ne pas dire toutes, ces gens-là sont incapables d'assumer jusqu'au bout leur responsabilité, leur démarche aboutit à gommer l'existence des différentes races pour en fait n'en laisser qu'une dominer les autres, la leur, celle des occidentaux, des blancs, des blancs occidentaux, car il existe aussi des blancs métissés, par exemple aux Etats-Unis ou en Amérique latine.

La reconnaissance des différentes races est au contraire une marque de respect vis-à-vis de chacune d'entre elles qui forment la communauté humaine. Vous avez pu constater à la lecture des articles de la Constitution de la Ve République ou du préambule de la IVe République qui mentionnaient la race que j'avais reproduits dans une causerie, qu'il n'était pas fait référence à une race supérieure à une autre, auquel cas la suppression de cette mention aurait été parfaitement justifiée.

Or, ils se trouve qu'aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, le législateur qui s'apprête à faire disparaître cette mention à la race dans la Constitution, se trouve être justement le porte-parole d'un impérialisme qui n'a eu de cesse jusqu'à aujourd'hui d'exploiter les autres races aux quatre coins du monde, de les considérer inférieures et le projet d'union-transatlantique Etats-Unis-Union européenne en porte la marque, c'est même sa marque de fabrique, et l'intégration de l'Afrique dans ce projet ne fait que le confirmer une fois recoloniser ou totalement sous la coupe des puissances occidentales. La supercherie consiste à faire croire, que la France qui fait partie des pays dominants, en éliminant la distinction entre les races les respecteraient en les intégrant dans un projet commun qui profiteraient équitablement à chacune d'entre elles ou à tous les peuples, alors que c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire, en réalité ils poursuivent la politique de colonisation entamée au XVIIIe siècle mais qu'ils toiletent en surface sur le plan idéologique ou constitutionnel pour mieux la masquer ou la rendre plus présentable.

Le PS s'est employé au nom de la lutte contre le racisme dès les années 70 à stigmatiser en réalité certaines communautés issues de l'immigration, à encourager la discrimination dont elles devaient être victime, à s'en servir pour diviser davantage les masses au moment où une nouvelle crise du capitalisme sévissait, l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme nauséabond qui devait accompagner cette campagne en faveur des populations immigrés et à laquelle la quasi-totalité du mouvement ouvrier à participer n'a eu pour effet qu'accroître le racisme et produire des ghettos où il est même devenu dangereux de s'aventurer. Maintenant qu'ils sont parvenus à alimenter la haine envers principalement les populations issues du Maghreb, d'Europe centrale avec l'aide de l'Union européenne, d'Asie via le mondialisme, à créer un climat propice à la guerre civile entre les différentes couches de la population, à la suspicion généralisée, à la délation, à créer une atmosphère nauséabonde dans le pays, il s'agit de passer à la phase suivante qui va consister sous couvert d'une égalité qui n'existe que sur le papier ou abstraite, de faire en sorte que toutes ces couches s'affrontent entre elles, le législateur s'étant armé ou ayant adopté des dispositions entre temps pour réprimer toute manifestation consistant à porter atteinte aux intérêts des couches minoritaires (homosexuels, immigrés, etc.) qu'il a lui-même désigné à la vindicte publique en renforçant leurs droits, alors que la société sous l'effet de la crise du capitalisme et de la politique antisociale mise en oeuvre par le gouvernement continue de se décomposer à vive allure, ce qui va se manifester par la multiplication des règlements de compte violents ou de haine aveugles, le législateur s'en lavant les mains ou refusant d'en endosser la responsabilité puisque de son côté il a pris soi-disant des dispositions pour éviter qu'un tel cas de figure se

produise, le régime est sain et sauf, c'est l'essentiel, et peu importe si la société est devenue invivable, c'était l'objectif recherché à défaut d'autres solutions pour parvenir à l'objectif qu'ils s'étaient fixés et la boucle est bouclée.

Au fait, on aurait pu commencer par là, mais j'ai préféré développer mon argumentation sans tenir compte des artifices politiques liés à cette question, car on aurait pu m'accuser de vouloir les réfuter à tout prix en tant qu'opposant au régime, auriez-vous perdu de vue que c'était Hollande qui était à l'origine de cette manipulation, le soupçonneriez-vous par hasard d'être animés de bonnes intentions envers les différents peuples qui se trouvent être de races différentes ? Après son aventure au Mali, ce serait impossible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Vous aurez compris qu'une fois de plus le Front de gauche s'illustre de la plus triste et sordide manière en reprenant à son compte un des éléments du programme du candidat Hollande, l'ami des Africains.

Au passage, le Front de gauche témoigne son attachement à la Constitution de la Ve République, inutile ensuite de démontrer que leur VIe République n'était qu'une mauvaise farce puisqu'ils s'y emploient eux-mêmes.

Nous, nous ne sommes favorables à aucune modification de la Ve République, cela ne nous concerne pas, nous ne nous reconnaissons pas dans cette Constitution, la seule chose qui nous concerne, c'est le combat pour son abolition, et non pour la toiletter, la remodeler, la réformer, lui donner un verni démocratique trompeur, pour tromper qui, mais les travailleurs.

Révisionnisme ou socialisme, à vous de choisir votre camp.

2- Mélenchon : le renvoi du texte sur l'amnistie sociale est une "**trahison**" - LePoint.fr

Comment faire passer Hollande et son gouvernement, le PS, qui sont des représentants et des défenseurs de la propriété privée des moyens de production pour ses ennemis alors que c'est évidemment impossible. Voilà la tâche à laquelle s'applique Mélenchon avec constance, sa principale fonction, sa raison d'être politique pour le compte du régime en place.

[Eugénisme. Ils sont sur la bonne voie.](#)

1- Au moyen d'un virus

Deux employés hospitaliers ont été contaminés par le nouveau coronavirus (nCoV) en Arabie saoudite en soignant des patients infectés, a déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le nCoV est proche du virus responsable du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère) qui avait fait plusieurs centaines de morts en Chine en 2003. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) juge désormais probable qu'il se transmet d'humain à humain.

"C'est la première fois que l'infection au nouveau coronavirus est diagnostiquée chez des professionnels de santé après exposition à des patients", a souligné l'OMS dans un point sur l'évolution de la maladie diffusé mercredi soir. Reuters 16.05

2- En rendant folle la population.

Près de 20% des enfants américains souffrent de troubles mentaux et le nombre de pathologies recensées n'a cessé de croître depuis plus d'une décennie, affirme un rapport publié jeudi par le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Cette première étude du CDC sur le sujet a été menée sur des enfants de trois à 17 ans avec le constat que les troubles mentaux coûtent chaque année 247 milliards de dollars en frais médicaux, principalement aux services de l'éducation et de la justice.

Les troubles mentaux sont définis comme de "*graves écarts dans le développement attendu des fonctions cognitives, sociales et émotionnelles*".

De plus, ces enfants sont plus enclins à développer des problèmes chroniques de santé comme l'asthme ou le diabète et peuvent, une fois adultes, souffrir de maladies mentales.

L'enquête montre, d'après les données collectées entre 1994 et 2011, que le nombre d'enfants souffrant de troubles mentaux n'a cessé de croître. Reuters 16.05

---

[INFOS EN BREF](#)

## POLITIQUE

### Grande-Bretagne

La justice britannique a rejeté jeudi un recours contre un accord conclu en 2010 entre le fisc et la banque Goldman Sachs, qui a ainsi été dispensée de payer jusqu'à 20 millions de livres sterling de pénalités (23,65 millions d'euros).

Andrew Nicol, juge à la Haute Cour, a déclaré que cet accord était conforme au droit, tout en le critiquant.

*"L'accord avec Goldman Sachs ne constitue pas un épisode glorieux de l'histoire (du fisc britannique)",* écrit le juge dans ses attendus, avant d'égrener une liste d'erreurs commises par les services fiscaux, le HMRC.

Une enquête menée par Reuters a montré que le montant des impôts versés par les grandes entreprises en Grande-Bretagne avait baissé au cours des 12 dernières années, période pourtant marquée par une hausse de leurs profits, tandis que ceux des particuliers et des petites entreprises avaient augmenté.

Le recours rejeté jeudi porte sur un accord conclu en novembre 2010 entre l'ancien patron du HMRC, Dave Hartnett, et des dirigeants de Goldman Sachs pour régler un différend de longue date au sujet d'une pratique, désormais interdite, consistant à verser des primes à des employés au Royaume-Uni via des paradis fiscaux.

L'organisation UK Uncut Legal Action, à l'origine du recours, affirme que cet accord a permis à Goldman Sachs de payer certes des arriérés d'impôts mais en évitant toute pénalité. Reuters 16.05

---

## SOCIAL

### 1- France

Le nombre d'emplois a continué à diminuer en France au premier trimestre 2013, selon une étude publiée par l'Insee ce jeudi. Mais le rythme de cette baisse a ralenti : dans le secteur privé, 20 300 postes ont disparu entre janvier et mars 2013, moitié moins qu'au cours du trimestre précédent. Cette baisse de 0,1% n'en est pas moins la quatrième consécutive. Elle est plus marquée dans l'industrie (-0,4%, soit 13 400 emplois de moins) et la construction (-0,3%, 4800 emplois). Au total, sur un an, plus de 133 000 postes ont disparu dans les secteurs marchands, qui emploient 16 millions de personnes environ.

*«Paradoxalement, ces destructions sont relativement limitées compte tenu de la faible croissance, souligne Eric Heyer, économiste à l'OFCE. Il n'y a pas de licenciements massifs, les fins de CDD représentent une grande partie des entrées à Pôle Emploi. Mais cela veut dire qu'il y a des sureffectifs dans les entreprises. Et donc que, lorsque la reprise viendra, elle se fera sans création d'emplois, car ces sureffectifs suffiront à absorber la production supplémentaire.»*

Le redressement de l'intérim apporte une note plus claire à ce tableau. En baisse depuis mi-2011, ce secteur connaît une légère reprise au premier trimestre, avec 11 400 postes gagnés (+2,2% sur un trimestre). Les plus optimistes y verront le signe annonciateur d'une reprise. *«Contrairement aux années 1990, on ne peut plus considérer l'intérim comme un élément précurseur sur le marché de l'emploi, tempère cependant Eric Heyer. Autrefois, les emplois en intérim annonçaient effectivement de futures embauches en CDI et CDD. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus nombreux et font office de variable d'ajustement, mais leur variation est à prendre avec précaution.»*

D'autant que, toujours selon l'institut statistique, les industriels français ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissement pour 2013, prévoyant désormais un recul de 4% de leurs dépenses d'équipements alors qu'ils anticipaient une stabilité lors de la dernière enquête trimestrielle de l'Insee réalisée en janvier. liberation.fr 16.05

### 2- Grèce

Les enseignants du secondaire ont annulé une grève de 24 heures prévue vendredi en Grèce, cédant aux menaces d'arrestation et de renvoi adressées par le gouvernement au cas où ils manqueraient à l'appel.

*"La majorité des syndicats d'enseignants estime que les conditions ne sont pas réunies pour que la grève puisse avoir lieu comme prévu",* a déclaré Nikos Papachristos, secrétaire général de l'OLME, le syndicat des professeurs du secondaire.

Signe d'une certaine lassitude de la population à l'égard des mouvements de grève et de divergences croissantes au sein des syndicats eux-mêmes, les enseignants disent avoir annulé le débrayage par manque de soutien des autres salariés.

Jeudi, seule une douzaine de personnes se sont rassemblées à Athènes pour soutenir les revendications des enseignants. D'après un sondage Kapa/Ta Nea, plus de 70% des personnes interrogées se disent opposées à cette grève. Reuters 16.05

Ils ont eu raison, cette grève avait été programmée pour le jour des examens, une provocation... policière, pardon syndicale !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 mai 2013

## CAUSERIE

Pas le temps de causer aujourd'hui, j'ai trop de boulot chez moi. Bon week-end à tous

## Une vidéo

La face cachée du Qatar

[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=3207FUTkykQ](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ)

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Hollande et le PS toujours plus réactionnaires et impérialistes.](#)

- Conférence internationale sur la Syrie: Paris refuse la présence de l'Iran - AFP

- Tchad: la France réagit à peine à l'arrestation de plusieurs élus - L'Express.fr

## Quelle question incongrue!

- «*Je me pose la question de savoir s'il est possible de condamner des politiques*» - LeFigaro.fr

... la preuve que non :

- Cahuzac perçoit encore ses indemnités de ministre, confirme Moscovici - AFP

## Confirmation

- "*Ce n'est pas le mot race dans les textes qui alimente le racisme*" - LeMonde.fr

- Danièle Lochak, professeur émérite de droit public à l'université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, ancienne présidente du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), et auteur de *La race, une catégorie juridique* ( Presses de la FNSP, revue Mots, 1992) porte un jugement nuancé sur cette initiative qui ne devrait pas, selon elle, aboutir ensuite à modifier la Constitution de 1958, et encore moins le préambule de 1946.

Etait-il nécessaire de faire disparaître le mot "**race**" de la législation ?

Je suis partagée. D'un côté, les mots ne sont pas neutres. Utiliser un terme – a fortiori dans un contexte juridique – peut lui donner une certaine légitimité : on peut donc comprendre le souhait d'éliminer le mot "*race*" des textes de loi.

D'un autre côté, dans tous les contextes où ce mot apparaît, c'est sur le mode de la dénégation, pour disqualifier les actes et les propos racistes, il est donc difficile d'en tirer la conséquence que les "*rac*es" existeraient.

Le terme, au demeurant, n'est pas tabou dans beaucoup d'autres pays qui, comme la France, ont mis hors la loi la discrimination raciale. Et surtout, on le trouve dans toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme qui interdisent les discriminations fondées – notamment - sur l'origine, ou l'appartenance à une ethnie ou une race. Ratifiées par

la France, elles font à ce titre partie de son droit positif. C'est le cas également de l'article 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), de la Charte européenne des droits fondamentaux et de la directive de 2000 relative à l'égalité de traitement entre les personnes "sans distinction de race ou d'origine ethnique".

L'adoption de ce texte va-t-il entraîner des changements concrets ?

Ce texte a une portée essentiellement symbolique, tout le monde en convient. Car ce n'est pas la présence du mot "race" dans la législation qui alimente le racisme ni même la croyance en l'existence des races. Ce qui est important, c'est de se donner les moyens de lutter contre le racisme – qui suppose entre autres une politique plus respectueuse des droits des étrangers et des droits des Roms. (Dites-nous, comment ce gouvernement pourrait faire une "une politique plus respectueuse des droits des étrangers" alors qu'il brade tous nos droits sociaux et politiques ? - note du site)

Si le texte amendé au cours de la discussion parlementaire aboutit à remplacer systématiquement les mots "en raison de [...] sa race" par l'expression "pour des raisons racistes", de façon à ne pas risquer d'affaiblir la répression du racisme, on notera qu'il laisse subsister dans l'ensemble de la législation les termes d'"ethnie" ou d'"appartenance à une ethnie". Or l'ethnie est en réalité un substitut euphémisé de la "race" mais qui, sentant moins le souffre, peut aboutir à conférer une crédibilité à des distinctions qui sont tout aussi contestables et dangereuses que celles reposant sur la "race".

Notre point de vue.

Le racisme comme la haine envers tout ce qui ne nous ressemble pas a pour origine les rapports sociaux de production basés sur l'inégalité entre les classes (le capitalisme), rapports entre les classes qui en temps de crise tendent à amplifier ces inégalités et à les étendre aux couches (minoritaires) les plus faibles de la société, couches de la société que certains partis s'emploient à manipuler, à mettre systématiquement en avant jusqu'à la provocation, tandis que d'autres en font des boucs émissaires responsables des difficultés que rencontrent les masses pour monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres.

Les partis de droite ou de gauche qui gèrent la crise du capitalisme prétendent lutter contre le racisme, alors qu'ils en portent la responsabilité pour être incapables de résoudre les questions sociales qui en sont à l'origine, tandis que l'extrême droite en tire profit, les uns et les autres se partageant les rôles pour le compte du régime en place. Quant à l'extrême gauche en mêlant sa voix à la gauche qui est complice de la droite, elle ne fait que témoigner son incapacité à développer une politique indépendante des partis qui sont des piliers du régime.

## Chez lui

- Sarkozy en Israël, une rencontre prévue avec Netanyahu - AFP

## Intox

- L'Espagne enregistre son premier excédent commercial depuis 1971 - libération.fr

Titre alléchant, n'est-ce pas, on pourrait en conclure que tout s'arrange en Espagne, pour un peu, la politique du gouvernement était la bonne, sauf qu'il y a un mais.

Mais cet excédent est uniquement dû à la faiblesse des importations par rapport aux exportations, les importations ont chuté de 15% par rapport à mars 2012, tandis que les exportations n'ont augmenté que de 2% durant la même période.

## Chut, c'est le port d'attache de la Ve flotte américaine dans le Golfe !

- Bahreïn: le domicile du plus haut dignitaire chiite "attaqué" par l'armée - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Ils y viennent à reculons... Hollande est de droite et le PS aussi.

- Pour Mélenchon, Hollande mène une politique économique de droite - Reuters

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a commenté l'an II du quinquennat en assénant: "l'an II, c'est l'an pire", jugeant que "oui",

sur "certains domaines", le chef de l'Etat était de droite. Reuters

"Austérité, An II", titre le journal communiste L'Humanité selon lequel "pour des millions de Français (...) le sentiment amer d'avoir été trompés n'a malheureusement pas été dissipé". AFP 17.05

En quoi consiste la manoeuvre ?

Le premier dit que le Hollande serait de droite, alors lorsque le second affirme que ceux qui ont voté pour lui se sont trompés, cela signifie qu'ils ont élu un président de droite en croyant élire un président de gauche, sauf que voilà, personne n'était censé ignorer la nature de Hollande et du PS qui ont fait la démonstration lors d'une multitude d'occasions au cours des décennies précédentes qu'ils étaient de droite, personne n'ignore que le PS a été au pouvoir pendant de longues années sans jamais résoudre par exemple la question du chômage, personne n'ignore non plus qu'il a gouverné avec un président de droite (Chirac), personne n'est censé ignorer le consensus permanent qui existait entre l'UMP et le PS à l'Assemblée nationale, etc. alors si des électeurs sachant tout cela ont malgré tout voté Hollande et pour le PS en juin 2012, c'est qu'ils sont eux-mêmes à droite, bien enchaînés au capitalisme et aux institutions, plutôt réactionnaires que révolutionnaires, il est vrai que si le contraire était vrai cela se saurait et se verrait sur le terrain, or il n'en est rien force est de le constater.

Alors à quoi rime cette gesticulation du PG et du PCF ? A camoufler leur refus de véritablement combattre le gouvernement et sa politique du fait que la majorité des masses sont plutôt à droite, auquel cas ils s'en couperaient ou plus généralement parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au régime.

Vous allez peut-être dire que ma démonstration ne colle pas, puisque le PCF dit que les électeurs ont l'impression d'avoir été trompés. Ils n'en sont pas davantage à gauche pour autant, ceux qui avaient voté Sarkozy en 2007 et qui ont été déçus par sa politique, seraient-ils devenus automatiquement de gauche ? Ils auraient été trompés par Hollande s'il avait véritablement présenté un programme électoral de gauche donc rompant avec le capitalisme, les institutions, l'UE, or à aucun moment il n'a été sur cette ligne politique, il a toujours tenu un discours de droite, sauf à en extraire certains passages pour en tirer des conclusions abusives ou sans rapport avec sa véritable orientation politique, à droite toute.

On pourrait dire encore, qu'une partie des électeurs de Hollande ont pris leurs désirs pour la réalité, se sont leurrés eux-mêmes alors qu'il n'y avait pas matière à cela, laissons de côté ici le fait qu'ils auraient ou non été en mesure d'en décrypter le discours, ils y ont été encouragés par tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou à chasser Sarkozy, dont le PG et le PCF. Ils en partagent la responsabilité, c'est peut-être cela aussi qu'ils tentent de faire oublier, bien que rien ne soit moins sûr, ils font partie des gens qui sont incapables de reconnaître leurs erreurs et qui passent plutôt leur temps à les justifier pour qu'on ne les qualifie pas ainsi et ne leur reproche pas, ils les reportent de préférence sur les masses, comme à la CGT Lapaon vient de le faire, elles ont voté Hollande en se laissant abuser, après tout c'est de leur faute, au premier tour elles avaient la possibilité de voter pour le candidat de Front de gauche, ce n'est pas dit ici explicitement, mais c'est sous-entendu dans le discours du PCF, nous, nous n'avons rien à nous reprocher, les travailleurs ont finalement le gouvernement qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

[En famille. Accord patronal du 11 janvier 2013. Le gouvernement a fourni la table et les chaises, le Medef le papier, Lapaon le stylo, Mailly l'encre... et Berger a signé !](#)

Les numéros un de la CGT et de la CFDT, dont les rapports sont distendus depuis l'accord sur l'emploi avec le patronat, n'ont "rien à se pardonner", a assuré vendredi sur LCI le secrétaire général de la CGT Thierry Lapaon.

Les deux numéros un vont déjeuner ensemble ce vendredi, a confirmé M. Lapaon.

"Nous n'avons rien à nous pardonner Laurent Berger et moi. Il n'a rien à me pardonner, je n'ai rien à lui pardonner. On a eu des positions différentes sur l'accord interprofessionnel", a dit M. Lapaon.

"L'avenir jugera si la CGT a eu raison ou si la CFDT a eu raison. Les faits aujourd'hui, me semble-t-il, nous donnent raison et donc on va en discuter tranquillement avec Laurent au cours d'un déjeuner, ce qui est normal", a-t-il poursuivi.

Ce déjeuner vise à "préparer ensemble la grande conférence sociale. L'enjeu c'est la prise en compte des intérêts des salariés". AFP 17.05

On ne leur souhaitera pas bon appétit !

Bref, ils s'entendent comme larrons en foire et gueuletonnent sur notre dos ! Vous avouerez que ce qui distingue le jaune du traître est aussi fin qu'une feuille de papier à cigarette et ne leur coupe pas l'appétit, nous, ils nous donnent envie de vomir.

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1.1- Le FMI ne serait-il qu'un repère de pervers et de corrompus ?

Un nouveau rebondissement dans l'affaire Tapie-Lagarde ? Mediapart a affirmé, vendredi 17 mai, que le Trésor public avait renoncé à réclamer 15 millions d'euros d'impôt à Bernard Tapie. Selon le site d'information, un juge commissaire du tribunal de commerce de Paris a prononcé le 20 octobre 2009 la forclusion de certaines des créances détenues par le Trésor public sur la liquidation de sociétés de l'homme d'affaires. 12 millions d'euros de créances auraient notamment été abandonnées au titre des impôts sur le revenu des années 1992 et 1993, précise-t-il.

Mediapart rappelle que l'affaire Tapie est au centre de trois procédures judiciaires, dont l'une pourrait conduire la semaine prochaine à la mise en examen de Christine Lagarde, l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), par la Cour de justice de la République (CJR). Une procédure visant Christine Lagarde est ouverte depuis l'été 2011 à la Cour de justice de la République, seule habilitée à traiter des délits concernant des ministres dans l'exercice de leur fonction, pour complicité de détournement de fonds publics et de faux. lemonde.fr 17.05

##### 1.2- Affaire Balladur-Sarkozy.

Selon France-Info, le juge Renaud Van Ruymbeke détiendrait la preuve que des rétrocommissions versées dans le cadre de contrats d'armements auraient servi à payer des enquêtes d'opinion pour la présidentielle de 1995.

Selon France-Info, l'enquête sur l'affaire Karachi, portant sur un financement occulte de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, vient de faire un grand pas. Le juge Renaud Van Ruymbeke aurait en effet fait le lien entre les rétrocommissions versées à des intermédiaires étrangers, dans le cadre des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite, et la campagne Balladur.

Le magistrat détiendrait la preuve que Abdul Rahman El Assir, associé à Ziad Takieddine, a utilisé une partie des commissions concédées par le gouvernement Balladur pour acheter deux enquêtes d'opinion au politologue américain Paul Manafort sur la présidentielle de 1995.

Payés 52 000 dollars, ces sondages réalisés en octobre 1994 et janvier 1995 auprès de 800 électeurs français donnaient le candidat Balladur, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole, largement gagnant. leexpress.fr 17.05

#### 2-Grèce

Nouvelle polémique en Grèce impliquant le parti néo-nazi Aube dorée, dont un des députés aurait crié trois fois «*Heil Hitler !*» dans l'hémicycle. L'affaire a eu lieu vendredi lors de la séance des questions d'actualité, juste après que le vice-président du parlement a ordonné l'exclusion de Panayiotis Iliopoulos, député d'Aube dorée, car il avait injurié le chef du Syriza (gauche).

Selon l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle), c'est Christos Papas, considéré comme l'un des idéologues du parti néo-nazi, qui aurait réagi lancé ce sinistre cri. Ce qu'Aube dorée a immédiatement démenti.

Panayiotis Iliopoulos avait provoqué l'incident initial en déclarant: «*Mr Alexis (Tsipras) dort du sommeil du juste et rêve devenir Premier ministre*», selon le débat retransmis par la radio Skaï, une heure après l'incident. Le président de séance lui avait alors demandé de se comporter de façon digne, en le menaçant de prendre «*les mesures*» prévues par le code parlementaire.

«*Syriza est un gang (...) allez-y minables*», a rétorqué le député d'Aube dorée en qualifiant les députés qui applaudissaient l'intervention du président de séance de «*troupeau de chèvres*». Le vice-président a alors ordonné l'expulsion du député, entraînant le départ de tout le groupe parlementaire Aube dorée de la salle. Cette mesure n'avait pas été utilisée depuis vingt ans, selon un responsable du parlement. leparisien.fr 17.05

Confirmation. Cette info était parue partiellement la veille dans le portail okeanews.fr dorénavant payant.

#### 3- Egypte

Des centaines d'Egyptiens manifestaient vendredi au Caire pour réclamer le départ du président islamiste Mohamed Morsi, près

d'un an après son élection.

Des marches sont parties de différents quartiers de la capitale en direction de la célèbre place Tahrir, symbole du soulèvement qui a contraint le président Hosni Moubarak à la démission en février 2011, selon des journalistes de l'AFP et des images télévisées en direct.

En tête de l'un des cortèges, deux grandes banderoles réclamaient "*une élection présidentielle anticipée*" et "*une Constitution unissant tous les Egyptiens*".

Des membres de la campagne "*Tamarrod*" (rébellion, en arabe), qui dit avoir réuni plus de deux millions de signatures pour exiger le départ de M. Morsi, faisaient signer des formulaires aux passants tout en défilant, selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs partis et forces politiques, comme Al-Dostour du Prix Nobel de la Paix Mohamed ElBaradei et le mouvement du 6-Avril, l'un des fers de lance de la révolte de début 2011, avaient appelé à cette manifestation contre le président Morsi et les Frères musulmans dont il est issu.

Ils réclament l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, la libération des militants politiques emprisonnés et justice pour les "*martyrs de la révolution*".

Les opposants de M. Morsi l'accusent de gouverner dans le seul intérêt des Frères musulmans, bien qu'il assure être "*le président de tous les Egyptiens*", et de ne pas avoir su faire face à la grave crise politique et économique que traverse l'Egypte. AFP 17.05

#### 4- Tunisie

Le rassemblement du groupe salafiste Ansar Ashariaa prévu dimanche à Kairouan, dans le centre de la Tunisie, a été interdit par le gouvernement qui a menacé de sévir contre ceux qui défieront l'autorité de l'Etat.

"*Nous avons décidé d'interdire ce rassemblement en raison d'une violation de la loi et de la menace qu'il représente pour la sécurité et l'ordre public*", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

"*Tous ceux qui défieront l'autorité de l'Etat et de ses institutions, ceux qui tenteront de semer le chaos, ceux qui inciteront à la violence et à la haine en porteront toute la responsabilité*", a averti le ministère.

Il a encore menacé de représailles "*tous ceux qui tenteront de s'attaquer aux forces de l'ordre*" et assuré que la police et l'armée étaient "*hautement mobilisées*".

Le chef du parti islamiste au pouvoir Ennahda, Rached Ghannouchi, avait affirmé cette semaine que le gouvernement allait interdire le congrès annuel d'Ansar Ashariaa, le principal groupe salafiste jihadiste, qui en retour avait appelé "*40.000 partisans*" à défier les autorités et à aller dimanche à Kairouan.

Un porte-parole d'Ansar Ashariaa (les partisans de la loi islamique), Seifeddine Raïs, a mis en garde jeudi le pouvoir contre "*toute intervention de la police pour empêcher*" le rassemblement, estimant que le gouvernement serait "*responsable de toute goutte de sang versée*".

Le mouvement n'a "*pas besoin d'autorisation pour prêcher la parole de Dieu*", selon lui.

"*On n'accepte pas les menaces de mort et l'incitation à la haine, on n'acceptera pas de se faire traiter de tyrans*", a rétorqué vendredi le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou.

Il a appelé Ansar Ashariaa "*à la sagesse, à s'intégrer à la vie politique, à accepter l'autre et à renoncer à la violence verbale et physique*".

"*Nous ne voulons pas la confrontation (...) Nous n'avons pas fermé leurs mosquées, nous ne les avons pas empêchés de faire de la prédication. Ce sont eux qui sont passés à la surenchère*", a-t-il souligné.

Vendredi soir, Ansar Ashariaa a diffusé des consignes à ses partisans.

"*Nous conseillons à nos frères qui viennent à Kairouan de se déplacer en groupe et de ne pas se séparer car les agents du tyran bloquent la majorité des carrefours et provoquent nos frères*", a-t-il dit sur sa page Facebook.



La semaine dernière, le chef d'Ansar Ashariaa, Saif Allah Bin Hussein dit Abou lyadh, un vétéran d'Afghanistan ayant combattu avec Al-Qaïda, avait déjà menacé de "*guerre*" le gouvernement et accusé Ennahda de mener une politique contraire à l'islam. Abou lyadh est en fuite depuis l'automne 2012, les autorités le soupçonnant d'être l'organisateur de l'attaque en septembre de l'ambassade américaine à Tunis (quatre morts parmi les assaillants).

Le bras de fer entre le gouvernement et les groupuscules salafistes, jusqu'alors tolérés, s'est accentué après que les autorités ont admis la présence de combattants d'Al-Qaïda en Tunisie.

Les forces de sécurité et l'armée pourchassent depuis fin avril des groupes armés retranchés sur les massifs ouest du pays, près de l'Algérie. Lors des opérations, seize militaires et gendarmes ont été blessés par des mines artisanales sur le Mont Chaambi, près de Kasserine (centre-ouest).

Les salafistes sont responsables de nombreux coups d'éclat et de violences, selon les autorités, alors qu'Ennahda est accusé par l'opposition d'avoir fait preuve de laxisme face à cette mouvance rigoriste de l'islam sunnite. AFP 17.05

## 5- Syrie

5.1- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a souhaité vendredi que la conférence internationale sur le conflit syrien proposée la semaine dernière par la Russie et les Etats-Unis ait lieu aussi vite que possible.

*"Il ne faut pas perdre la dynamique"* créée par la perspective de cette rencontre, à laquelle doivent être conviés des représentants du régime de Bachar al Assad et de l'opposition, a-t-il souligné à l'issue d'un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

*"Le plus tôt sera le mieux"*, a estimé ce dernier, répétant que l'Iran devait être représenté, ce qui pourrait ne pas être du goût des Etats-Unis.

Si l'idée aboutit, la conférence devrait se tenir en juin à Genève, mais nombre d'obstacles doivent encore être surmontés, notamment en ce qui concerne la participation de l'Iran.

*"Chez certains de nos collègues occidentaux, il y a un désir de réduire le cercle des participants externes et de lancer le processus à partir d'un très petit groupe de pays dans un cadre qui, essentiellement, fixerait à l'avance les équipes de négociateurs, l'ordre du jour et même peut-être l'issue des discussions"*, a dit jeudi Sergueï Lavrov dans une interview diffusée sur le site internet de son ministère.

A Washington, on assure ne vouloir exclure personne. *"Nous ne disons ni oui ni non"*, a assuré Jen Psaki, porte-parole du département d'Etat.

*"Nous sommes au courant des remarques russes. Une fois de plus, ce n'est pas une surprise, ils l'ont déjà souligné publiquement par le passé et nous allons faire le nécessaire pour que toutes les parties participent."*

*"La question de la participation de l'Iran en fait certainement partie, mais il y a un certain nombre d'autres facteurs et, en fin de compte, l'objectif est de créer un climat à même de favoriser une transition politique"*, a-t-elle ajouté.

A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

*"En ce qui nous concerne, en tous les cas, par l'Iran"*, a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. *"La crise syrienne, par contagion, touche toute la zone. Il y a un enjeu de stabilité régionale; on voit mal qu'un pays qui représente une menace pour cette stabilité participe à cette conférence"*, a-t-il ajouté.

Lors de sa conférence de presse jeudi, François Hollande s'était étonné que les Russes, *"s'ils parlent d'une conférence, continuent de livrer des armes"* à Damas.

*"Il y a urgence à régler la question sur le plan politique mais tout en maintenant la pression sur le plan militaire"*, a estimé le chef de l'Etat français.

Du côté de l'opposition, la Coalition nationale syrienne (CNS), elle-même en proie à de profondes divergences, doit se réunir jeudi prochain à Istanbul pour décider de sa participation à la conférence. Elle faisait jusqu'ici du départ de Bachar al Assad un préalable à l'ouverture du dialogue avec les autorités syriennes, mais les Etats-Unis semblent désormais décidés à laisser son sort aux soins des négociateurs.

La CNS, dominée par les mouvements islamistes, est en crise depuis la démission de son président Moaz al Khatib en mars. Les rivalités entre le Qatar et l'Arabie saoudite, ses principaux mécènes, empêchent l'émergence d'un chef de file crédible à même de négocier au nom de toute l'opposition, dit-on de source française.

Du côté de la Syrie, le ministre de l'Information, Omran Zoabi, a réclamé mardi des détails sur la conférence et exclut toute participation de Damas à une initiative "*qui nuirait directement ou indirectement à sa souveraineté*". Le rôle du président ne relève que "*du peuple syrien et des urnes*", a-t-il souligné.

En juin dernier, sous l'impulsion de l'ex-médiateur international Kofi Annan, les puissances du "*Groupe d'action sur la Syrie*" ont adopté une "*Déclaration de Genève*" qui prévoyait notamment la formation d'un gouvernement de transition à Damas "*sur la base d'un consentement mutuel*".

L'accord est resté lettre morte, en partie parce qu'il laissait de côté le sort de Bachar al Assad.

Les préparatifs de "*Genève II*" doivent se poursuivre la semaine prochaine à Amman, en Jordanie, où se retrouveront les Etats membres du groupe des Amis du peuple syrien, qui réunit les Etats-Unis, la Turquie, des pays arabes et européens mais pas la Russie. Reuters 17.05

5.2- Les tribus arabes en Irak ont réaffirmé leur plein appui à la Syrie face à la conspiration qui la vise.

Lors d'une visite à l'ambassade de Syrie à Bagdad, les chefs de tribus arabes ont condamné l'ingérence étrangère dans les affaires syriennes intérieures et les tentatives d'attiser la sédition entre les Syriens.

Le cheikh Satar al-Waeli, président du rassemblement national des tribus irakiennes, a mis l'accent sur le rôle important de la Syrie, direction, armée et peuple, dans l'affrontement de l'occupation israélienne et des complots occidendo-américains, exprimant son appréciation de l'intrépidité de l'armée arabe syrienne dans sa lutte contre le terrorisme

Il a invité la Ligue arabe et le 1er ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à réviser leurs positions prises contre les intérêts des Arabes.

De son côté, l'ambassadeur de Syrie à Bagdad, Satam Jadaan al-Dandah, a exprimé, dans une conférence de presse tenue au terme de la visite, sa gratitude et ses remerciements aux tribus arabes en Irak pour leurs positions soutenant la Syrie.

A la fin de la visite, le chef dudit rassemblement a décerné à l'ambassadeur syrien le "*bouclier des fidèles*" en signe d'appréciation du rôle national de la Syrie. french.trib.ir 16.05

5.3- La « *grande reporter* » Sofia Amara, est une piètre journaliste qui sait pratiquer à merveille la manipulation, faire cadrer l'information à la ligne éditoriale. Elle s'est rendue célèbre par ses reportages à la gloire d'une opposition militarisée au régime syrien, qu'elle s'est attachée à présenter systématiquement sous les couleurs les plus avenantes.

Or, il apparaît aujourd'hui que l'« *adorable* » et « *charmant* » rebelle qui avait si bien servi sa propagande anti-Assad, n'est autre que le monstre qui vient d'être filmé en train d'arracher le cœur d'un Syrien. Alors Sofia Amara cherche bien évidemment à tirer son épingle du jeu en affirmant au sujet du monstre qu'elle avait pourtant adoré : « *Quand je l'ai rencontré dans le quartier de Baba Amr, à Homs, entre le 16 et le 24 décembre 2011, alors que je tournais un reportage pour Arte intitulé Syrie : Au cœur de l'armée libre (...) c'était quelqu'un de charmant, d'avenant, d'adorable* ». Il aurait entre temps selon Sofia Amara perdu son humanité !

Cela n'est que manipulation. Les nombreux témoignages des habitants de Homs que nous avons recueillis confirment que les « *adorables rebelles* » de Sofia Amara ont commencé de kidnapper, égorger, couper des hommes en morceaux – par le simple fait qu'ils étaient Alaouites – dès mai 2011. Sofia Amara ne pouvait pas l'ignorer. Mais son objectif n'a jamais été de rapporter honnêtement ce qui se passe véritablement en Syrie ni ailleurs. Aller dans le sens du courant, ici démoniser Assad, est tellement plus gratifiant ! Son premier reportage « *Syrie, dans l'enfer de la répression* », acheté par Arte, diffusé le 11 octobre 2011 -repris par toutes les chaînes télévisées- lui a valu le prix de la vidéo au festival du scoop à Lille. french.trib.ir 16.05

5.4- Le courant salafiste djihadiste de Jordanie a annoncé mardi que le front d'al-Nusra pour la population d'al-Cham (Jebhat al-Nusra li-Ahl al-cham) a pris la décision d'affronter les combattants du Hezbollah en Syrie et de placer cette question à la tête de ses priorités.

L'un des principaux dirigeants de ce courant, Mohamed Chelbi al-Mokni, alias Abou Sayef, a déclaré à UPI que "*le Front d'al-Nusra d'al-cham a pris une décision claire d'affronter les combattants du Hezbollah dans les différentes villes de Syrie*". "*Le Front d'al-Nusra d'al-Cham s'est préparé pour faire front aux partisans du Hezbollah qui menacent les adeptes de la Sunna en Syrie*", a-t-il ajouté.

Le courant salafiste djihadiste de Jordanie proche du Front d'al-Nosra pour al-Cham a annoncé récemment que le nombre de ses partisans qui combattent les forces gouvernementales syriennes sur les territoires syriens, a atteint 500 dont 35 ont été tués. Le nombre de combattants du front de la Nosra pour al-Cham qui combattent le régime syrien, avoisine à peu près les 12 mille. Le front compte dans ses rangs des combattants américains, européens, arabes, du Golfe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le Front d'al-Nosra est une organisation salafiste créée à la fin de 2011 avec le début des événements en Syrie. Le Hezbollah est accusé d'entraîner ses éléments dans la bataille entre le régime syrien et les groupes d'opposition armée. Le parti libanais de résistance rétorque qu'il appuie les populations de certains villages syriens où résident des Libanais, pour affronter les menaces des éléments armés. <http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/syrie-le-front-dal-nosra-declare-la-guerre-aux-combattants-du-hezbollah/id-menu-957.html> <http://www.gnet.tn/french.irib.ir> 16.05

5.5- L'armée syrienne a pris d'assaut la localité de Tal Attari à Hasaka où des dizaines de terroristes ont été tués et près de 600 d'autres ont déposé leurs armes avant de se rendre.

Un repaire des terroristes près de Tal Al Assari a été frappé et des terroristes qui l'occupaient ont été tués et blessés. L'artillerie lourde de l'armée a visé Tal Hamas où se concentraient des Nosratistes. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

5.6- Le journal koweïtien Al Qabas affirme avoir appris des "*sources libanaises*" que c'est le Hezbollah qui a joué un rôle décisif dans la victoire de l'armée arabe syrienne à Deraa et à rif de Damas.

" *C'est à l'aide des combattants du Hezbollah que l'armée syrienne a pu reprendre le contrôle de la ville de Karaba Ghazala , localité stratégique située sur la route Damas-Deraa*" écrit le journal. " *Les forces du Hezbollah progressent très rapidement dans les régions du sud de la Deraa vers les frontières jordaniennes qu'elles contrôlent désormais et d'où elles empêchent tout trafic d'armes*". Les médias arabes publient régulièrement les informations sur la présence des combattants du Hezbollah en Syrie. Le secrétaire général du mouvement Nasrallah a confirmé cette présence là sur les lieux saints chiites en Syrie, objets d'assaut des terroristes salafistes. Il y a quelques jours, Assad a affirmé avoir ouvert les portes de la Syrie sur la résistance et faire de la Syrie un pays de la résistance. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

5.7- Al Quasseir est le symbole de la trahison occidentale envers les opposants anti Assad. ! C'est ce qu'affirme l'un des responsables du CN qui a des rapports solides avec les terroristes de l'ASL et du front Al Nosra pris au piège dans la banlieue de Quasseir.

"*Tout le monde nous a tourné le dos, tout le monde nous ment, nous n'entendons que des promesses creuses alors que les bombes et les missiles nous tombent dessus ; nous avons le sentiment d'avoir fait l'objet d'un grand deal, un véritable complot nous attend. Nous sommes face à un choix tuer ou être tué*", dit l'un des terroristes en action à Quasseir cité par AsSafi, journal libanais. Selon asSafir toujours des dizaines de membres de l'ASL et des takfiris cherchent à établir des contacts avec l'armée syrienne pour déposer leurs armes et se rendre . « *Tout le monde nous a trompés et on ne peut plus croire personne, les occidentaux, les arabes, le CN...* » Ce responsable de la coalition des opposants syriens a même menacé de parler un de ces jours devant la caméra et de « vider son sac » : « *Je balancerai tout, révélerai tout et je sais que beaucoup de responsables au sein de l'opposition sont du même avis que moi* » ; Toujours selon le journal, les opposants à Assad refusent l'idée d'une conférence Genève II car ils affirment que « *personne n'a besoin de nous ni les Américains ni les Russes* ». une grande panique s'est également emparée de ces opposants qui sont sûrs que l'entente dit de Genève II visent à éliminer une partie d'entre eux non pas seulement de l'équation syrienne mais physiquement tout court. [french.irib.ir](http://www.gnet.tn/french.irib.ir) 17.05

---

## SOCIAL

### Chine

La hausse des salaires dans les grandes agglomérations chinoises a ralenti en 2012, comme la croissance globale de l'économie, montrent vendredi les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques.

Dans les villes, les employés de groupes "*non privés*", qui regroupent officiellement les entreprises publiques, les sociétés par actions et celles qui accueillent des investissements étrangers, ont vu leur salaire annuel augmenter de 11,9% à 46.769 yuans (5.918 euros) en moyenne.

Dans les "*institutions privées*", les entreprises contrôlées par un ressortissant chinois, les salaires ont progressé de 17,1% à 28.752 yuans.

Sur les 31 provinces chinoises, 25 ont augmenté leur salaire minimum, de 20% en moyenne. Mais le niveau de ce salaire

minimum varie fortement d'une province à l'autre puisqu'il peut aller de 870 à 1.500 yuans par mois.

La majorité des économistes jugent que les données sur les salaires moyens doivent être relativisées car elles ne concernent que les zones urbaines, où les revenus sont bien plus importants que dans les campagnes.

Les autorités estiment que les revenus sont trois fois plus importants dans les villes qu'en milieu rural et que les employés des secteurs les plus lucratifs gagnent quatre fois plus d'argent que ceux qui travaillent dans les domaines les moins rémunérateurs. Reuters 17.05

---

## ECONOMIE

France

L'enseigne Leclerc était partenaire depuis plus de 10 ans de l'usine textile qui a pris feu au Bangladesh jeudi 9 mai provoquant la mort de huit personnes, selon une information du JDD confirmée à l'AFP par Michel-Edouard Leclerc. AFP 17.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 mai 2013

## CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'actualiser les Articles de presse, ce sera pour ce soir. J'ai ajouté une vingtaine d'articles hier.

[A propos du site.](#)

Mercredi le nombre de connexions a atteint 561, le record absolu, jeudi 518 et vendredi 434. A la même date en 2012, le 15 mai il y avait eu 92 connexions, 119 le 16 et 108 le 17, en 2011, 65, 82 et 78.

[La dualité du pouvoir n'existe pas.](#)

Les illusionnistes, charlatans, aventuriers et j'en passe s'emploient à mettre en avant qu'il existerait du bon et du mauvais en toute chose pour finalement ne jamais trancher en faveur de l'un ou de l'autre, notez bien qu'ils ne s'en vantent pas forcément, tandis qu'ils s'appuient publiquement sur certains de leurs aspects, pour en favoriser d'autres qu'ils ne révéleront pas, l'interprétation correcte de leur discours ou action réside alors dans le non-dit ou le non-fait qui échappe aux néophytes, laissant de côté au passage ce qui leur tient lieu d'orientation ou ce qu'ils recouvrent.

C'est ainsi que l'on peut vanter tel mérite, telle qualité, tel talent d'un président, d'un ministre, d'un élu ou d'un dirigeant, d'un parti ou d'un courant, pourquoi pas d'un patron, d'un militaire, de l'ONU, de l'OTAN en occultant le rôle qu'il joue ou leur responsabilité dans tel ou tel évènement ou dans la situation actuelle.

Cependant ils tranchent tout de même en faveur du maintien de l'ordre établi, car c'est avec lui qu'ils n'entendent pas rompre.

Le capitalisme a du bon, la religion aussi, la guerre, la bombe atomique, les génocides, les famines, le chômage, la misère humaine sous toutes ses formes, l'exploitation de l'homme par l'homme surtout, bref, toutes les exterminations de masse et ce qui en est à l'origine présentent des avantages qu'il ne faudrait pas négliger sous peine d'être taxé de sectaire ou dogmatique, et sinon les portes des institutions et des médias s'en trouveraient fermées, impensable. Vouloir s'en séparer serait un crime, pas moins, contre l'humanité s'entend, puisque le capitalisme et la religion présentent l'avantage incomparable d'oeuvrer côte à côte au bien-être des hommes sur terre et dans les cieux. C'est bien d'ailleurs pour cette raison que le pape et Merkel se sont rencontrés hier.

Mélenchon, ne le cherchez pas, il est où sont braquées les caméras en ce moment, sur la croisette, pas de bol il flotte à torrent ! Le Festival de Cannes lui a offert l'opportunité une nouvelle fois de sortir une petite phrase en soutien au front populaire qui en serait à l'origine, pas vraiment en réalité et on y reviendra demain en détail. Je vais vous mettre en bouche, la première manifestation eu lieu en 1939 et la première la Palme d'Or fut décernée au film américain de Victor Fleming *Le magicien d'Oz*, qui se déroulait dans un pays imaginaire gouverné... par une monarchie absolue, le bonheur, tout aussi absolu pour ses sujets... Cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ? Dès le départ ce sont les Américains qui par leur soutien et leur présence ont fait la célébrité de ce festival, jusqu'à nos jours d'ailleurs et personne d'autres.

Ah, ces dirigeants "*socialistes et communistes*" ont fait de si grandes choses dans le passé, qu'on en oublierait presque le reste qui fut détestable au possible, là aussi, jusqu'à nos jours ! Il est vrai que pour un peu ils ne seraient pas responsables de la situation actuelle, de la situation dramatique dans laquelle se trouve plonger le monde, pourquoi s'acharner à sans cesse rabâcher ce mauvais côté de leur histoire au lieu de voir leur bon côté que pour notre part nous chercherons en vain, puisque nous ne jugeons pas les actes après les avoir réduits à des abstractions, mais en les intégrant comme manifestations ayant influencé le cours des choses dans une direction précise qui n'a apparemment rien eu à voir avec le socialisme et le communisme.

Nous sommes des empêcheurs de tourner en rond, c'est un vilain défaut, mais qui a du bon, tout dépend ce qu'on en fait, toute la différence est là entre nous et eux, c'est épuisant puisque notre combat ne connaît pas de répit, s'endormir sur ses lauriers et se satisfaire d'arguments superficiels n'est pas notre fort, nous sommes des bêtes de somme, des forcenés de la lutte de classe, on est un peu comme ces bouddhistes qui refusent de connaître le bonheur aussi longtemps qu'un seul homme vivra dans le malheur, on s'interdit d'accéder au nirvana tout en ayant acquis les connaissances nécessaires pour percevoir ce que serait le monde débarrassé de l'exploitation et de la servitude humaine, ce qu'on appelle autrement le socialisme, cela a sans doute quelque chose à voir avec notre conception de la révolution permanente... Si des hindouistes nous lisent, avec le shivaïsme... Je vis en Inde et je connais mes classiques !

[La palme d'or du "\*gadget politique\*" revient cette semaine au M'PEP.](#)

Ils ont publié le 16 mai un article intitulé *Le mythe néfaste d'un gouvernement d'union nationale*, considérant qu'un tel gouvernement serait "*au service des classes dirigeantes*", alors que le M'PEP fait l'éloge du Conseil national de la résistance qui allait même au-delà d'un gouvernement d'union nationale puisqu'il incluait les syndicats. Est-ce qu'ils se relisent au moins ? Vous pouvez le vérifier à l'adresse suivante : <http://resistance.ftp.free.fr>

Le M'PEP écrit : "*L'idée d'un gouvernement d'union nationale n'est qu'un gadget politique, c'est un nouveau conseil national de la résistance qui est nécessaire.*"

Des militants des différents partis de gauche et d'extrême gauche notamment participent au M'PEP, à la lecture du préambule du programme du CNR que faut-il en conclure : qu'ils ne sont pas vraiment de gauche, comme Hollande et le PS, ce serait une fâcheuse coïncidence, mais qui finalement ne nous surprendrait pas tant que cela, lisez ce qui suit et dites-nous ce que vous en pensez, de Gaulle aurait-il été de gauche sans le savoir le malheureux ?

- "*Mesures à appliquer dès la libération du territoire*

*Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :*

*1°) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;"*

Il est bien précisé "*dès la libération du territoire*", ce qui signifie que les partis SFIO, PCF et la CGT se placeraient sous le commandement du général de Gaulle qui comme chacun sait incarnait le prolétariat, le mouvement ouvrier, le socialisme quoi ! Tout comme le Parti radical.

Ils font décidément très forts nos staliniens défroqués ! Quand on lit cela on n'en croit pas ses yeux, on se demande s'ils ont toute leur tête tellement la manipulation est grossière.

Pas du tout, ils le revendiquent en reproduisant plus loin la composition du CNR, ce sont donc des agents du capitalisme qui s'assument et qui agissent à l'intérieur du mouvement ouvrier pour son compte, comme les staliniens et les révisionnistes de toujours.

La fin du programme du CNR va finir de vous achever pour ceux qui ne le connaissaient pas.

- "*L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.*

*En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président le général De Gaulle !"*

Il ne vous étonnera pas qu'une quinzaine d'années plus tard, cela ait débouché sur la Ve République conçue de toutes pièces pour de Gaulle. Le Front populaire, le Conseil national de la résistance et la IVe République ne furent pas l'antithèse de la Ve

République, mais bien son antichambre.

Les masques tombent les uns après les autres.

Quand la droite se radicalise sous l'effet de la crise, la gauche qui est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière et de rompre avec le régime se droitise de plus en plus, cherche à s'allier avec des pans de la bourgeoisie pour sauver les meubles et les apparences, à 70 ans de distance, il y a des petites malins qui s'imaginent que nous n'aurions pas de mémoire et qu'il serait possible de ressortir les différentes moutures de collaboration de classes, Front populaire, Conseil national de la résistance, IVe République, sans que personne en dénonce le contenu contre-révolutionnaire, antisocialiste, et bien c'était là commettre une grossière erreur.

Nous continuerons de combattre toute forme d'union nationale déguisée, toute tentative de lier le sort de la classe ouvrière à celui des exploités qui précipiterait sa perte, son indépendance de classe pour mener son combat politique déterminant sa capacité à se mobiliser et à vaincre son ennemi n'est pas négociable quand on prétend combattre pour le socialisme. Il y a beaucoup de gens qui veulent le bien de la classe ouvrière, mais force est de constater que le socialisme compte bien peu d'amis ou de partisans.

Hollande ayant remplacé Sarkozy, rien n'a changé, la réaction sur toute la ligne qui caractérisait l'ancien gouvernement et l'ancienne majorité parlementaire est plus vivace que jamais. Sans même qu'il soit besoin d'intégrer les syndicats à l'Etat, leur subordination permanente aux besoins des capitalistes qui traduit leur refus de rompre avec le gouvernement et le patronat, suffit à aboutir au même résultat : porter de nouveaux coups à l'indépendance de la classe ouvrière qui à terme pourrait aboutir à sa destruction en tant que classe une fois tous ses droits sociaux (et politiques) détruits, ce processus qui n'est pas sans contradictions est en route, s'amplifie, s'accélère sous la conduite d'un président et d'un gouvernement qui se prétendent de gauche, d'où la nécessité impérieuse de dénoncer cette supercherie et de les caractériser comme des ennemis de la classe ouvrière. On ne combat pas uniquement l'austérité, on combat le gouvernement et les institutions pour une République sociale.

L'humanité est à un tournant de son histoire, il peut signifier son crépuscule et précipiter sa fin ou au contraire déboucher sur son émancipation du règne de la nécessité qu'incarne le marché, pour peu que le mouvement ouvrier renoue avec le socialisme, brise le carcan du révisionnisme qui sévit sous différents masques trompeurs.

Aujourd'hui peu de voix s'élèvent pour défendre cette politique, elles sont marginales, insignifiantes, réduites à l'impuissance, au silence parfois, car de nombreux militants la partagent sans avoir les moyens de s'exprimer, c'est une certitude, il ne nous manque que le cadre organisé pour la faire exister, un véritable parti socialiste révolutionnaire.

On n'a pas envie de faire dans l'incantation, pas plus que larmoyer sur notre sort, on redouble de courage pour maintenir allumée la flamme de la révolution socialiste internationale qui demeure la seule alternative au capitalisme. Je suis en train de réfléchir à une initiative à l'échelle mondiale, dont je pourrais proposer le principe à différents acteurs en attendant de la finaliser s'il s'en trouvait qu'elle intéresse.

En guise d'épilogue.

Il peut nous arriver d'être maladroit ou de donner l'impression qu'on s'accroche désespérément à une position ou un principe, alors qu'en fait on passe son temps à se creuser la tête pour essayer de faire avancer notre cause, c'est une obsession de tous les instants jusqu'à en faire des cauchemars la nuit.

On ne cherche pas à avoir raison à tout prix, parfois on préférerait même s'être trompé tellement la réalité nous paraît effrayante sous certains aspects. J'habite en Inde depuis 1996 et je ne suis plus retourné en France depuis 11 ans, j'ai arrêté de militer pendant 20 ans, entre 1981 et 2001, franchement qu'est-ce que cela pourrait m'apporter d'avoir raison dans mon trou à l'autre bout du monde, quelle satisfaction ou avantage je pourrais en tirer, aucun, au contraire j'y laisse ma santé alors qu'en tant que rentier je pourrais avoir une toute autre vie que je n'imagine même pas d'ailleurs.

Je comprends parfaitement qu'il faille sans cesse se justifier, cela ne me pose pas un problème puisque je suis le premier à revenir cent fois sur les mêmes questions ou sujets, par contre, quand on fait face à des gens sans scrupule ni principe, d'une malhonnêteté intellectuelle sans limite, on a l'impression de s'épuiser en pure perte à leur répondre, je ne cherche pas à les convaincre, ma tâche réside juste à vous mettre en garde contre les pièges que certains vous tendent.

Pour la petite histoire, il est très tard, il est minuit, ils viennent de couper le courant et j'ai encore une heure à attendre avant de pouvoir aller me coucher, donc restons encore un peu ensemble.

Un jour, quand j'étais jeune, on m'a présenté la réincarnation de Trotsky, évidemment immédiatement j'en suis tombé amoureux. Je ne l'ai jamais rencontré, seulement entraperçu, il demeurera pour moi une ombre, un fantôme, une icône, je n'en sus jamais rien et je n'ai jamais cherché à en savoir davantage.

Quelques années plus tard je pris mes distances mais sans rompre avec cet amant qui ignorait même mon existence. Les années passèrent, puis survint un jour où je m'en rapprochai, l'expérience de la vie ayant fait son oeuvre, je n'étais plus disposé à confier mon sort à une ombre, à croire au fantôme, encore moins à adorer une icône, et quelle ne fut pas ma surprise de ne point le reconnaître. Je me demandai terriblement choqué comment j'avais pu me leurrer de la sorte. Mais maintenant que j'y repense, je me dis que c'était normal, n'étant pas différent de mes semblables j'avais sans doute eu besoin d'un sauveur suprême qui incarne en chair et en os l'espoir qui avait jailli peu de temps avant dans ma vie lors de ma rencontre avec Marx et Engels, le socialisme.

Il y a dans la vie des gens qui agissent par esprit de contradiction, il faut qu'ils se singularisent, ils sont mal dans leur peau et il faut qu'ils se prouvent à eux-mêmes qu'ils existent, normal dans une société qui vous broie ou vous ignore. Certains pourraient penser ou le pensent si fort que je l'entends d'ici, que j'appartiendrais à cette catégorie. Or, si c'était le cas je reproduirais plutôt le comportement que je dénonce chez certains dirigeants selon un modèle d'identification bien connu et décrit par les psychanalystes ; au tribunal l'avocat d'un psychopathe justifie l'attitude de son client en rappelant l'expérience douloureuse qu'il a lui-même vécu ou subi quand il était enfant et qu'il n'a fait que reproduire, les parents qui battent leurs enfants ont souvent été battus eux-mêmes par leurs parents.

Depuis plus de 8 ans, plus précisément depuis 2008 où j'ai commencé ces causeries, à de multiples reprises j'ai demandé aux lecteurs de ne jamais prendre pour argent comptant ce qu'ils pouvaient lire dans le site, que je ne leur demanderai jamais de m'accorder leur confiance, que ce n'était pas l'objet de mon travail qui consistait uniquement à proposer des pistes de réflexion, à contribuer modestement à la discussion pour faire avancer notre cause si possible, qu'en aucune manière je me prenais pour un dirigeant, tout simplement parce que je n'en avais pas les capacités.

Donc loin de m'identifier à ceux que je critique, j'ai adopté une attitude à laquelle j'ai réfléchi, consciemment, c'est peut-être la chose que je sais le mieux faire, l'un de mes rares talents dirons-nous, pour avoir pris l'habitude de porter un regard critique permanent sur mon propre comportement ce qui m'évitera de me prendre pour ce que je ne suis pas ou de me leurrer moi-même, sinon à quoi bon se donner autant de mal pour progresser dans la vie.

Il est 1h5 du matin, en fait ils avaient remis le courant à 0h20, parti sur ma lancée et encore en forme je suis allé au bout de ce que je voulais dire ici. Cela me fait de la peine qu'on puisse penser que je serais animé de mauvaises intentions, c'est quelque chose que je ne supporte pas, polémiquer violemment me pèse, ce n'est pas dans ma nature de jouer les méchants ou les durs, bref, je fais ce que je peux, je donne tout, mon seul espoir et mon seul objectif c'est qu'on arrive à s'en sortir, à résoudre nos problèmes pour aller de l'avant, vers le socialisme.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [Ils veulent nous saigner les monstres !](#)

- Inde: Standard and Poor's menace de reléguer le pays en catégorie spéculative AFP

Quand on sait à quel point la vie des Indiens est déjà pénible, tous les rapports pourris au-delà de ce qu'on peut imaginer, on se demande ce qu'ils veulent de plus. Plus de pauvreté et de servitude sans doute.

On a aussi la servitude du climat qui pèse lourd sur nos épaules. Le moindre mouvement nous fait transpirer comme une vache, sacrée ou non, comme quoi Visnou n'a pas autant de pouvoir que cela, imaginez alors ce qu'il en coûte à un ouvrier du bâtiment ou agricole, toutes les fenêtres et les portes ouvertes, un ventilateur fonctionnant en permanence, assis face à l'écran à vous écrire, j'ai une serviette posée sur les genoux qui me sert à m'éponger tous les cinq minutes, rien que l'énergie dépensée par les neurones nous accablent, c'est pour dire que personne n'est épargné.

L'Inde pourrait être un bon laboratoire pour observer ce qui va se passer en Chine prochainement, car ici le libéralisme économique a commencé en 1991, il y a donc 22 ans, il a été le produit et il s'est traduit par un endettement massif de la population, ce qui n'existait pas auparavant, ils ont libéralisé le crédit jusqu'à ce qu'un point de blocage soit atteint, d'où la stagnation ou le recul économique qui s'est produit en 2012.

L'Inde est un pays où la corruption atteint tous les niveaux de la société, de plus règne ici une anarchie généralisée dans la production, une grande partie de l'économie est informelle, enregistrée nulle part ou presque, la précision ne vaut que pour la police et les services de renseignement, on ne peut pas parler de dérégulation puisqu'il n'y a jamais eu de régulation de la législation du travail qui doit tenir sur une feuille recto verso, demeure archaïque, qui plus est dans la plupart des cas elle n'est pas appliquée ou inexistante, seuls les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises où il y a des syndicats sont réellement protégés.

Du coup, les banques ont accordé des millions et millions de crédit à des travailleurs sur la bonne foi d'un emploi qu'ils occupaient, précaire, les allocations chômage n'existent pas évidemment, il leur suffisait de déclarer un salaire un jour pour

qu'ils s'endettent des années sans savoir s'ils conserveraient leur emploi ou comment ils pourraient honorer leurs traites s'ils se retrouvaient au chômage. Pour compléter le tableau, l'inflation galopante des dernières années allait encore grever leur budget, les obligeant à supporter de nouvelles privations. Ainsi ils sont pris à la gorge, ils sont endettés jusqu'au cou et ils ne peuvent plus économiser une roupie, donc dépenser ou s'endetter davantage.

Ce que préconise Standard and Poor's consiste donc à les pressuriser davantage, à privatiser ce qui peut l'être qui se traduira par de nouvelles hausses de prix ou de tarif des services. Les Indiens qui n'étaient pas habitués à l'économie capitaliste, qui ne s'étaient jamais endettés par le passé puisqu'ils n'avaient pas accès au crédit se retrouvent pris dans l'engrenage infernal du marché à produire misère et servitude, ils croyaient en être sortis, ils n'ont pas encore compris ce qui leur arrive mais le subissent quotidiennement, la soi-disant liberté qu'ils ont cru que la société leur offrait s'est retournée contre eux, en régime capitaliste c'était inévitable.

Je vous assure qu'ils ignorent totalement dans quel engrenage ils sont pris et qui va les broyer. Je vous ai déjà décrit les rapports archi pourris qui existaient dans ce pays à tous les niveaux et dans absolument tous les domaines, dans celui entre consommateurs et commerçants ou entreprises de biens d'équipements c'est l'arbitraire le plus total, la dictature qui prévaut, je viens encore d'en faire l'expérience moi-même.

Ma télé Samsung LCD est tombée en panne. Un technicien Samsung est venu chez moi pour tenter de régler le problème. Il nettoie un connecteur et le problème a disparu. Il me dit quand même qu'en cas de récurrence il faudrait envisager de changer l'écran et que cela coûterait 9.000 roupies. Il repart, il était 15h30, je laisse la télévision allumée histoire d'en profiter le soir, de crainte que si je l'éteignais le même problème surgisse. La télévision a donc fonctionné normalement pendant 7 ou 8 heures d'affilée. Le lendemain je la rallume, écran noir. J'ai essayé de bidouiller les connecteurs sans succès.

Je laisse passer une semaine, puis mon beau-frère l'emporte au Samsung service center, il travaille dans la même rue. Le lendemain il m'appelle et me dit que l'écran est foutu et que je dois déboursier 9.000 roupies, je souris car je m'y attendais, je me suis dit quelle bande d'ordures. Je m'y rends et je tape un scandale, en vain, ils n'en ont rien à foutre, mieux encore avec la prise en charge et les taxes la facture se monterait à 12.300 roupies. Il est impossible de la faire réparer ailleurs. Mon beau-frère me dit que la même télé neuve vaut aujourd'hui 15.000 roupies, donc qu'il ne me reste plus qu'à en acheter une neuve, la mienne n'avait que 4 ans et demi et je l'avais payée à l'époque 27.000 roupies.

N'allez surtout pas croire qu'ils ont agi ainsi avec moi parce que j'étais Français, pas du tout, avec des Indiens qui ne connaissent rien à rien, ils en profitent encore plus pour les rouler, ils n'ont absolument aucune conscience, aucun principe, aucun scrupule, aucune morale, ce que je viens de décrire sont les seuls rapports qu'ils connaissent et pratiquent. Je vais vous dire jusqu'où cela peut aller, c'est à mourir de tristesse.

J'ai prêté 90.000 roupies à ce beau-frère pour qu'il termine les travaux de sa maison en attendant d'un chèque du gouvernement, le seul qui ne m'a pas encore volé, à ma connaissance, mais je peux aussi me tromper, je sais qu'il a profité de moi à plusieurs reprises pour se mettre de l'argent dans la poche, c'est lui qui entretient mes climatiseurs. Mon épouse, donc sa soeur m'a dit de lui prêter cet argent à 3% d'intérêt mensuel, 36% l'an, un taux usuraire, c'est lui qui a proposé ce taux car pour lui c'est normal que sa soeur s'enrichisse ainsi sur son dos en échange d'un service, en principe il doit me rendre l'argent d'ici quelques semaines.

C'est pour vous dire à quel point ces rapports sont ancrés dans leur mode de vie. Moi cela me choque terriblement, je n'ai jamais profité des autres, quand il me versera ces intérêts je refuserai évidemment, l'attitude de Samsung ne l'a pas surpris évidemment, rien de plus normal en somme.

Maintenant, ramenez cette pratique à tous les biens d'équipement que des centaines de millions d'Indiens ont acquis au cours des dernières années, cela va d'un ventilateur à une voiture, sous peu si ce n'est pas déjà fait tous les revendeurs vont leur faire le même coup que Samsung m'a fait, parfois ils se seront acquittés entièrement de leur précédent emprunt, parfois non, soit ils pourront en souscrire un nouveau, soit ils devront se passer de cet équipement ou en trouver un d'occasion qui tombera en panne peu de temps après et ainsi de suite.

Alors que cherche Standard and Poor's, les travailleurs indiens ont déjà un statut d'esclave, leur pourrir encore plus la vie ?

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Qui en a vraiment ? Certainement pas les intéressés.](#)

- Lutter contre les paradis fiscaux sans semer d'illusions - Liberation.fr



## Intox

- Eva Joly refuse une mission sur les paradis fiscaux - [lexpress.fr](#)

Il ne s'agit donc pas, chez l'ancienne juge, d'un refus de collaboration avec le gouvernement, mais plutôt d'une exigence de prérogatives plus larges, sur le modèle d'un Haut-Commissariat. [lexpress.fr](#) 18.05

Qui finalement aurait abouti au même résultat !

Il s'agissait d'une fausse info doublée d'une vraie qui avait valeur d'intox, très fort !

[Et pendant ce temps-là la réaction pavoise.](#)

- Et l'air de rien, venons-nous de vivre la semaine qui a entamé pour de bon la déconstruction de l'Etat-providence hérité de 1945 ?  
- [Atlantico.fr](#)

[Quand la morale des prévaricateurs, des prédateurs et des prédicateurs se rejoint.](#)

- De Smith à Samuelson, ces "*bibles*" de l'économie dictées par la morale - [Atlantico.fr](#)

Ah la morale des banquiers et des banquiers sionistes surtout...

- Le pape défend l'éthique devant 200.000 personnes place Saint-Pierre - AFP

L'éthique ou l'étiquette ?

- Merkel parle économie et mondialisation avec le pape François - Reuters

- Les évangélistes séduisent toujours plus de fidèles - [LeParisien.fr](#)

- Argentine : l'ex-dictateur Videla a fini ses jours en prison - AFP

Oui, dans son lit, à croire qu'il n'y a décidément pas de justice ou de morale ici bas

Il faudrait écrire un conte pour nos enfants ou petits-enfants : l'histoire du sabre, du goupillon et de la cassette...

[Le vent en poupe...](#)

- Revenue à 4.000 points, la Bourse de Paris va tenter de garder le cap - AFP

- Guidée par un optimisme têtu, Wall Street espère de nouveaux records - AFP

... et pourtant...

- Les fusions et acquisitions en baisse de 7% (en Europe) depuis début 2013 - Reuters

- Un an après, l'action Facebook vaut 31% de moins qu'à son entrée en Bourse - AFP

- OMC: Azevedo ne cache pas un "*certain pessimisme*" sur la relance de Doha - AFP

[Confirmation.](#)

- Mariage homo: Borloo "*ne croit pas à une abrogation*" - AFP

- Copé : "*Une fois au pouvoir, il nous faudra réécrire le texte sur le mariage gay*" - [LeMonde.fr](#) -

J'avais affirmé que si Sarkozy avait été élu, c'est lui qui aurait pris l'initiative du mariage gay, à leur manière Borloo et Copé le confirment. Personne ne s'est aventuré à soutenir une telle thèse, le courage et la perspicacité ne sont décidément pas le fort

de nos dirigeants, à moins qu'ils pêchent par ignorance.

Dites-nous pourquoi les monarchies européennes et les Etats impérialistes qui sont bien connus pour leurs prédispositions naturelles en faveur du progrès social et des libertés y seraient favorables, personne non plus n'a relevé cette anomalie ou plutôt contradiction qui pourtant sautait aux yeux, il ne reste plus que leur chef de file respectif à rejoindre leur rang, la monarchie britannique et l'Etat fédéral américain, la semaine dernière le Minnesota a été le 13e ou 14e Etat à l'avoir adopté aux Etats-Unis, pourquoi le régime décomposé français aurait-il dû rester en marge de ce processus de désintégration de la famille, se distinguer des artisans du Nouvel ordre mondial ?

Non seulement il n'y avait aucune raison à cela, mais on a pu observer à cette occasion à quel point les uns et les autres étaient tombés dans ce piège et avaient eu la naïveté de croire que ce dossier serait soudainement sorti des cartons du PS, sachant d'une part que Hollande et le gouvernement allaient inscrire leur action dans le prolongement de leurs prédécesseurs et d'une, et que toutes les lois, mesures, décrets qui allaient sortir à partir de juin 2012 étaient déjà en attente depuis des années voire davantage dans les tiroirs des différents ministères, n'attendant que le moment opportun pour voir le jour et de deux. Il fallait décidément ignorer le fonctionnement des institutions de la Ve République, CQFD.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Etats-Unis

Le patron de l'agence Gary Pruitt de l'agence de presse américaine Associated Press (AP) a dénoncé lundi une "*intrusion massive et sans précédent*" du département de la Justice américain. Ce dernier se serait secrètement saisi de deux mois de relevés téléphoniques de l'agence et de certains journalistes.

Les faits remontent au printemps 2012 mais AP n'en a pris connaissance que le 10 mai. Une lettre est arrivée du procureur de Washington informant la responsable du service juridique que les relevés de téléphone de certains collaborateurs de l'agence – domicile et portable inclus – avaient été saisis sur une période de deux mois. Vingt lignes étaient concernées, réparties entre les bureaux de l'agence à New York, à Washington, à Hartford (Connecticut) et au Congrès. Une centaine de journalistes pourraient être concernés.

L'agence précise que les relevés d'appels saisis à son insu concerne un article publié en mai 2012 sur une "*opération de la CIA au Yémen qui a empêché au printemps 2012 un complot d'Al-Qaïda visant à faire exploser une bombe dans un avion pour les Etats-Unis*".

Dans un communiqué, le ministère de la Justice ne répond pas à ces accusations. Il dit suivre un certain nombre de lois en vigueur lorsqu'il recherche des relevés ou autres informations émanant d'organisations de presse.

"*Ces réglementations nous imposent de chercher à obtenir nos informations par tous les moyens possibles (...) avant d'envisager de recourir à une requête formelle*" qui autoriserait la saisie de relevés, indique le communiqué. "*Nous devons prévenir l'organisation à l'avance sauf si cela pose une menace importante à l'intégrité de l'enquête*", poursuit-il.

La Maison Blanche a néanmoins répondu n'avoir "*aucune connaissance*" de telles démarches concernant AP.

"*Nous ne sommes pas impliquées dans les décisions prises en lien avec des enquêtes criminelles, puisque ces dossiers sont pris en charge indépendamment par le département de la Justice*", a réagi le porte-parole de Barack Obama, Jay Carney. Russia Today et Le Journal du Siècle 14.05

#### 2- Egypte

Le Front du Salut national, principale formation de l'opposition en Egypte regroupant des libéraux et des partis de gauche, a dénoncé samedi le projet de loi de contrôle des organisations non-gouvernementales visant, selon le FSN, à les étouffer.

Le texte, qui est l'oeuvre des Frères musulmans au pouvoir, a été soumis au Conseil de la Choura, qui fait office de Parlement. Selon le FSN, il est encore plus restrictif que la législation en vigueur à l'époque du régime déchu de Hosni Moubarak.

Le projet, estime l'opposition dans un communiqué, "*cherche à reproduire une police d'Etat en inscrivant dans la loi le rôle des organes de sécurité chargés de contrôler les activités des groupes de la société civile*".

Le texte prévoit que les ONG doivent être soumises à l'approbation d'une commission composée en partie de représentants des services de sécurité et devront obtenir une autorisation officielle pour recevoir des fonds venant de l'étranger.

"Ces dispositions pourraient permettre à ces entités de refuser le financement de groupes de défense des droits de l'homme qui supervisent des élections ou oeuvrent au combat contre la torture", estime ainsi le FSN.

Le président de la commission des lois du Parti de la liberté et de la justice (PLJ, vitrine politique de la confrérie islamiste), Mokhtar al Achry, a de son côté assuré à Reuters que le projet de loi garantirait la liberté de fonctionnement des ONG. Il a aussi affirmé qu'un seul des neuf membres du comité chargé de veiller à leurs activités et à leur financement serait issu des services de sécurité. Reuters 18.05

### 3- Syrie

La Russie a livré récemment à la Syrie la nouvelle génération des missiles de pointe sol-mer de type Yakhont, équipé de radar sophistiqué, ont annoncé vendredi des responsables américains à Reuters.

La livraison de ces missiles avait été évoquée tout d'abord par le New York Times dans son édition de jeudi. Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major interarmes américain, a estimé que cette fourniture d'armements de pointe risquait d'encourager l'armée régulière syrienne et de prolonger le conflit. Les missiles Yakhont (rubis en français) livrés par Moscou à Damas ont une portée d'environ 300 kilomètres. "Ils sont difficiles à détecter et encore plus difficile à abattre, aussi est-ce un instrument de taille pour tenir les bâtiments de guerre à distance des rivages syriens", a expliqué Nick Brown, rédacteur en chef de la revue IHS Jane's, qui fait autorité en matière de défense. french.irib.ir 18.05

### 4- Jordanie

Les Jordaniens croient s'être lourdement trompés au sujet de la Syrie.

Leurs calculs ont été simplement faussés et la crise syrienne semble les emporter avec elle. En Jordanie, il est loin le temps où les élites se réunissaient dans des salons et se félicitaient de ce que les Etats-Unis en finiraient très bientôt avec Assad sans que la Jordanie, elle, ait les mains souillées. Une majorité des personnalités politiques jordaniennes se demande désormais: la crise syrienne, est-ce un complot ou une révolution?. Le régime Assad, est-ce un régime génocidaire ou un ordre politique qui se porte garant de l'unité et de l'indépendance de la Syrie? Et l'aide "noire" des pays arabes du sud du golfe Persique aux rebelles syriens, ne constitue-t-elle pas une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie? Et la Turquie soutient-elle la révolution du peuple syrien ou agit-elle surtout dans le sens d'une renaissance de l'empire ottoman? Des dizaines de ces questions viennent à l'esprit des élites jordaniennes sans qu'ils aient la moindre réponse à fournir.

L'autre facette de la médaille, c'est le gouvernement jordanien qui ne cesse de se plaindre de l'afflux des réfugiés syriens en Jordanie alors que les chiffres qu'il avance sont surévalués. Pour certains analystes, les plaintes d'Amman constituent une méthode de diversion censée pour s'attirer davantage d'aide financière et panser les plaies multiples que porte la société jordanienne. Mais c'était sans compter avec les aléas liés à cette crise. Les Jordaniens semblent désormais reprocher au roi d'avoir tenté de capitaliser une situation qui somme tout n'a guère profité au pays mais qu'au contraire a impliqué la Jordanie dans une aventure sans lendemain. Les élites de Jordanie se demandent avec angoisse si leur pays sera la prochaine victime. Le face à face entre l'axe arabe/turc/USA/Frères musulmans d'une part et l'axe Chine/Russie/Iran/Irak emportera -t-il la Jordanie dans ses tourments?

Tout porte à croire qu'Assad restera au pouvoir en Syrie et que le changement ne viendra que de l'intérieur sans que les puissances étrangères puissent imposer que ce soit. Ce qui veut dire que la Jordanie devra vivre dans ce paysage polarisé, entre deux tendances opposées, une situation particulièrement délicate qui se prête à de multiples lectures. L'axe américano-golfe tend vers le règlement définitif de la question palestinienne en s'appropriant à jeter du lest face à Israël et si ce règlement venait à avoir lieu, ce sera la Jordanie qui sera mis à l'index. Dans ce cas, les Palestiniens, alliés historique d'Amman, se transformeront en ses pires ennemis jurés. Car c'est en Jordanie que l'Empire a décidé de dresser un Etat palestinien. Cette nouvelle donne fera automatiquement des ennemis historiques du pouvoir jordanien, des amis "stratégiques". L'axe Iran/Russie/ Irak/Liban c'est cet axe qui refuse une patrie alternative pour les Palestiniens et rejette le plan Terre contre terre.

Une autre caractéristique de ce conflit syrien est la suivante : l'axe américano golfe exerce de violentes pressions sur la Jordanie pour qu'elle s'implique dans la crise sécuritaire et politique syro palestinienne. Pour cet axe là, que la Jordanie laisse ses plumes dans cette histoire importe peu. Paradoxalement, l'axe Iran/Russie/Liban/Irak ne demande rien à la Jordanie, si ce n'est sa neutralité. Cet axe là est prêt à coopérer dans tous les domaines que ce soit face au projet de la confédération jordanienne, nouveau pays des palestiniens, ou face aux défis économiques et infrastructurels qui se présentent à la Jordanie.

La Jordanie se trouve aussi confrontée aux prises de positions israéliennes. La confrontation entre ces deux axes bénéficie à

Israël car chaque pays arabe qui tombe, c'est Israël qui gagne en marge de manoeuvre et étend son influence. L'adhésion de la Jordanie à l'axe de la résistance contraindra Israël à revoir sa copie dans la région, à renoncer à l'option armée, à terme à ses politiques non seulement vis à vis de la Jordanie mais aussi à l'égard de la Syrie et du Liban.

Il va sans dire que l'ennemi israélien s'efforce à tout prix de bâtir en Jordanie un pays palestinien. C'est un fait que la Jordanie ne pourra jamais se passer aussi facilement de ses alliés historiques réunis dans le premier axe pour se rallier au second axe composé de l'Iran et de ses alliés. Que peut faire donc la Jordanie? Ce que lui a conseillé le ministre iranien des AE récemment en visite en Jordanie : il a demandé à la Jordanie de préserver sa neutralité ... une majorité de Jordaniens juge cette proposition "*réaliste*", "*compréhensible*" et "*responsable*". french.irib.ir 18.05

---

## SOCIAL

### 1- Italie

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi à Rome contre l'austérité à l'appel du syndicat italien des métallos Fiom pour exiger notamment "*le droit au travail, à l'instruction et à la santé*".

"*Nous ne pouvons plus attendre*", a déclaré le secrétaire de la Fiom Maurizio Landini. "*Les choix des gouvernement Berlusconi et Monti sont à l'origine de la situation très pesante que nous vivons maintenant. Il faut remettre le travail au centre*" du débat, a-t-il ajouté.

50.000 participants étaient attendus à la manifestation mais ils étaient au moins le double selon les organisateurs. Le cortège a défilé de la place de la République en plein centre jusqu'à la place San Giovanni, lieu traditionnel de rassemblement.

"*Il faut bloquer les licenciements et réformer l'aide sociale (...) en introduisant un revenu citoyen pour lutter contre la précarité*", a affirmé M. Landini.

Le taux de chômage en Italie s'élève à 11,5% de la population active, mais il est de 38,4% chez les actifs de 15-24 ans. AFP 18.05

Pas besoin, vous n'irez nulle part !

"*Ils ne nous arrêteront pas*", affirme Beppe Grillo. "*Nous sommes prêts à gouverner dès demain en cas de chute du gouvernement*".

Un discours aussi "*creux*".

Concernant l'Europe, l'ex-comédien qualifie l'euro de "*mot creux, qui ne signifie plus rien*" car "*euro veut dire mark*", l'ancienne monnaie allemande. Se qualifiant de "*partisan convaincu de l'Europe*", il "*veut que l'on rediscute de la conception même de l'Europe*".

Avec qui vous voulez "*rediscuter*", ils sont tous acquis à l'UE ? Changer la "*conception même de l'Europe*" passe par la rupture avec l'UE, y êtes-vous prêt ? Poser la question, c'est y répondre.

### 2- Israël

Après l'adoption mardi d'un budget de rigueur pour 2013 et 2014 par le gouvernement, plusieurs centaines d'Israéliens ont défilé samedi 18 mai au soir à Tel-Aviv et dans d'autres villes israéliennes, selon des témoins et les médias locaux. Cette nouvelle mobilisation contre la cure d'austérité prévue par le gouvernement n'a réuni qu'environ 2 000 manifestants à Tel-Aviv, selon un correspondant de l'AFP, contre 10 000 samedi dernier.

Le nouveau ministre des finances, Yaïr Lapid, qui s'était présenté pendant la campagne électorale comme le défenseur des classes moyennes, était toujours la cible principale des manifestants, mais ces derniers s'en sont aussi largement pris au premier ministre Benyamin Nétanyahou épinglé cette semaine par les médias, qui lui reprochent son train de vie. Plusieurs centaines d'Israéliens ont manifesté devant sa résidence à Jérusalem et devant sa résidence privée de bord de mer, à Césarée.

A Césarée, selon les médias, les manifestants ont brandi un matelas gonflable et des pancartes sur lesquelles ont pu lire "*Syndrome du lit volant*", une allusion aux informations de presse selon lesquelles M. Nétanyahou aurait fait installer un lit double dans l'avion affrété pour un de ses récents déplacements, ce qui aurait coûté au contribuable près de 100 000 euros. lemonde.fr 18.05

Travailleurs israéliens et palestiniens même combat pour une République sociale...

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai 2013

## CAUSERIE

Petite frayeur ce matin.

J'étais sorti du bureau pour me servir un café, en revenant j'aperçois un serpent dans la pièce, gros comme un doigt mais d'un mètre environ. J'ai été chercher une pelle pour le chasser car je n'allais pas bouziller le carrelage, je ne suis pas chez moi, j'ai réussi à le diriger jusqu'à la porte principale de la maison, après être sorti je l'ai accompagné jusqu'au bout du jardin avant de le saluer en lui disant de ne pas y revenir car je serais plus féroce la prochaine fois, j'aurais pu le tuer, mais à quoi cela m'aurait-il servi franchement ?

Par manque de temps, je reporte à demain trois infos : les morts vont continuer de payer en Israël, Mélenchon et ses derniers états d'âme, Afrique du Sud les mineurs réclament 60% d'augmentation de salaire, ce n'est pas en France que cela arriverait, les syndicats sont trop corrompus, au fait la retraite pour nous, c'est 50 ans, entre 27 et 30 annuités, et ce n'est pas négociable, tout comme le smic ou la retraite minimum à 1.500 euros nets par mois !

### Qui a dit ?

- Vous voyez qu'un certain nombre de nos camarades ne se placent pas sur le terrain du but final de notre mouvement. Et c'est pourquoi il est nécessaire de le dire clairement et sans équivoque. C'est actuellement plus que jamais nécessaire. Les coups de la réaction tombent sur nous drus comme grêle. Nous devons répondre au dernier discours de l'empereur. Nous devons déclarer, d'une façon claire et nette, comme le vieux Caton : « *Je pense qu'il faut détruire cet État !* » La conquête du pouvoir politique reste notre but final, et le but final reste l'âme de notre lutte. La classe ouvrière ne doit pas se placer au point de vue décadent du philosophe : « *Le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* » Non, au contraire : le mouvement, en tant que tel, sans rapport avec le but final, le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout !

Réponse : Rosa Luxemburg lors du congrès du du Parti social-démocrate allemand à Stuttgart en 1898

Pour les révisionnistes « *le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* », ce qui s'exprime par la recherche de l'unité à tout prix dans un tout autre but que celui du combat du mouvement ouvrier qui finalement disparaît de leur propagande, pour les marxistes révolutionnaires « *le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout* », ce qui signifie que c'est ce but final qui constitue l'axe de combat de la classe ouvrière autour duquel elle doit se rassembler, son unité doit se réaliser, c'est le fil conducteur qui doit guider son combat pour ne pas se fourvoyer ou se détourner de son objectif, défendre ou conserver son indépendance de classe.

La rupture avec le capitalisme et ses représentants, les institutions, la liquidation du capitalisme incarne ce but final.

Quel parti ouvrier aujourd'hui combat sur cet axe politique, rassemble les travailleurs sur cet objectif ? Quel syndicat combat dans cette perspective ? Aucun. A différents degrés, l'adaptation au capitalisme ou le refus de rompre avec les appareils acquis au capitalisme incarne "*le mouvement comme fin en soi*".

### Un mauvais numéro d'acteur.

- En marge du Festival de Cannes, Mélenchon "*en terre de mission*" - AFP

Pour lui, ce déplacement à Cannes est une forme de "*retour*". "*On reprend le terrain partout*", a-t-il ajouté, entouré de militants ou sympathisants du Front de gauche et du Parti de gauche venus assistés au festival "*Visions sociales*" qui se déroule du 18 au 26 mai à Mandelieu-La-Napoule, près de Cannes (Alpes-Maritimes).

"*Le Festival de Cannes a été créé à la Libération par la CGT, les communistes et les socialistes, peu de gens le savent (...), pour répliquer à la Mostra fasciste à Venise. (...) Et on se l'est fait piquer, progressivement, c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", a-t-il dit. AFP 18.05

Il ne manque pas une occasion pour leur lécher les bottes, alors qu'au même moment les braves staliniens de la CGT, "*les communistes et les socialistes*" s'employaient à désarmer le peuple et oeuvraient au côté de de Gaulle pour reconstruire l'Etat

et refaire démarrer la machine capitaliste... Cela non plus apparemment "*peu de gens le savent*" hélas, puisque tout a été fait pour que cela s'efface des mémoires, ne figure pas dans les manuels scolaires, etc. Inutile de rappeler qu'à cette époque le prolétariat était confronté aux pires difficultés pour survivre...

La France ressent dès l'Exposition spécialisée de 1937 le désir de consolider son prestige culturel en organisant une compétition internationale de films. À la fin des années 1930, choqués par l'ingérence des gouvernements fascistes allemand et italien dans la sélection des films de la Mostra de Venise — inaugurée en août par le docteur Joseph Goebbels —, Émile Vuillermoz et René Jeanne soumettent à Jean Zay, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, l'idée d'un festival international de cinéma en France. Jean Zay est intéressé par la proposition, et est encouragé par les Américains et les Britanniques, qui boycottent la Mostra de Venise : Harold Smith, représentant à Paris de la Motion Picture Association of America et Neville Kearney, délégué officiel du cinéma britannique en France, s'engagent à soutenir la manifestation et à y amener des vedettes. Le festival se veut un partenariat franco-américain qui crée le plus grand marché du film mondial. Plusieurs villes sont candidates, notamment Vichy, Biarritz et Alger mais Cannes, dont Henri-Georges Clouzot apprécie l'agrément et l'ensoleillement, est choisie. Philippe Erlanger, associé à l'entreprise, est le premier délégué général du Festival.

En juin 1939, Louis Lumière accepte d'être le président de la première édition du Festival qui doit se dérouler du 1er au 20 septembre. Il avait alors déclaré vouloir « *encourager le développement de l'art cinématographique sous toutes ses formes et créer entre les pays producteurs de films un esprit de collaboration* ».

La première édition du Festival se déroule après la guerre, du 20 septembre au 5 octobre 1946, dans l'ancien casino de Cannes, sur les volontés de Philippe Erlanger, chef du service des Echanges artistiques au ministère des Affaires étrangères, et de la confédération générale du travail dont le réalisateur Louis Daquin est membre. Le Ministère des Affaires étrangères et la ville de Cannes prennent en charge le financement.

Il est un temps question que le Festival de Cannes et la Mostra de Venise aient lieu chaque année en alternance. La France et les professionnels du cinéma ignorent cet accord. En 1946, le Festival est un succès et les cinéastes attendent une nouvelle édition en 1947. Lorsque l'accord est dévoilé, il est vivement critiqué : certains parlent d'une « *capitulation de la France* », d'après le magazine La Technique Française. Le Palais des Festivals et des Congrès, construit pour le Festival en 1979

Le gouvernement refuse de financer un Festival annuel et le Palais des Festivals est construit dans la précipitation par le syndicat pour accueillir l'édition de 1947. Encore aujourd'hui, la Fédération CGT des syndicats du spectacle siège au conseil d'administration du Festival. Cette année, les organisateurs du Festival décident que le jury se compose d'un représentant par pays.

En réalité, le casino qui accueillera le premier Festival de Cannes sera construit par l'architecte Camille Mari, et inauguré le 28 janvier 1907 en présence du grand duc Michel de Russie. En 1930 l'architecte niçois Roger Séassal entreprendra sa modernisation complète.

En l'absence de lieu dédié au festival, la première édition se déroula du 20 septembre au 5 octobre 1946 dans l'ancien casino de Cannes.

Aussi, dès 1946, la municipalité de Cannes décide de construire sur la Croisette un bâtiment pour recevoir le festival. (fr.wikipedia.org)

Une, sans la partition des Américains qui dominaient déjà l'industrie cinématographique mondiale, le Festival de Cannes n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait pas occupé la même place. Deux, ce sont des promoteurs privés et la ville de Cannes qui ont construit les bâtiments dans lesquels s'est déroulé le premier Festival de Cannes en 1939, puis en 1946. Trois, la Palme d'Or au Festival de Cannes de l'année 1939 fut attribuée au film américain Le Magicien d'Oz de Victor Fleming, sorte de conte fantastique qui se déroulait dans un pays imaginaire, le pays d'Oz qui se trouva être... une monarchie absolue !

Je n'ai pas le temps de poursuivre, il aurait été intéressant de comparer le récit de L. Frank Baum avec la manière dont il a été adapté au cinéma. On ajoutera seulement que ce film produit par la Metro-Goldwyn-Mayer a coûté 2,6 millions de dollars, une somme colossale à l'époque, alors lorsque Mélenchon dit que le Festival de Cannes "*c'est devenu le +top lieu+ du pognon*", une fois de plus il raconte n'importe quoi, c'était déjà le cas en 1939.

Qu'on ne vienne pas nous reprocher d'ergoter sur des détails dans le seul but de déconsidérer ou de ridiculiser Mélenchon, il sait très bien le faire très bien en parlant à tort et à travers de sujets qu'il ne connaît pas ou en travestissant la réalité.

Je vais vous dire un truc, si j'étais à sa place je refuserais de répondre aux journalistes, je me contenterais de leur adresser une déclaration, ce ne serait pas les médias qui décideraient où, quand et comment je devrais m'exprimer et sur quel sujet, c'est aussi cela l'indépendance politique.

## ACTUALITE EN TITRES

### Confirmation. Hypocrisie congénitale.

- NKM sur le mariage gay: "*On ne pourra pas démarier ou désadopter*" - AFP
- Mariage pour tous : Chatel ne croit pas «*qu'on reviendra en arrière*» - Liberation.fr

Ne le croyez pas, il le sait !

Engels avait décrit la reproduction de l'espèce réalisée à travers l'acte sexuel entre un homme et une femme comme le premier acte de production de l'homme avant de produire plus tard ses propres moyens de subsistance...

Question : Comment voudriez-vous que l'homme se rendent maître un jour des moyens (privés) de production dès lors qu'il ne maîtrise même plus le moyen de se reproduire lui-même, ce qu'un couple homosexuel est incapable de réaliser ?

### Le comble du cynisme.

- Jérôme Cahuzac renonce à essayer de redevenir député - Reuters

"*Je ne serai pas candidat. J'espère que chacun comprendra et respectera ce choix douloureux et qui me fut bien difficile à faire*", dit l'ancien ministre socialiste du Budget dans un entretien publié samedi sur le site internet du quotidien régional toulousain La Dépêche.

Donné largement battu dès le premier tour par un sondage Ifop révélé vendredi, Jérôme Cahuzac a entendu en outre François Hollande se déclarer jeudi hostile à sa candidature. Reuters 19.05

Quel drame, pour un peu il faudrait le plaindre !

Heureusement, car s'il s'était présenté, certes il aurait été battu et éliminé au premier tour de la municipale en 2014, mais le candidat du PS aussi. Il rend service au PS, gageons qu'ils trouveront les moyens de soulager sa peine...

### Ce serait Chirac encore, on irait volontiers...

- EELV: pour Mamère, les écologistes n'iraient pas dans un gouvernement conduit par Valls - AFP

### Confirmation

- Resistance: hommage d'Ayrault et Daniel Cordier à l'héritage social du CNR - AFP

Le M'PEP pourra toujours prendre Ayrault comme Premier ministre ! (lire la causerie d'hier)

### Pour séduire, il faut au moins avoir du charme...

- Arthaud (LO) appelle les travailleurs "*écoeurés*" à ne pas se laisser séduire par le FN - AFP

Le Pen n'en a pas plus qu'Arthaud soit dit en passant.

Pourquoi seraient-ils "*écoeurés*" ? Parce qu'ils sont ignorants. Pourquoi sont-ils ignorants ? Parce que tout a été fait pour qu'ils le soient ? Pourquoi ? Parce que dans le cas contraire le régime ne tiendrait pas un jour de plus.

Maintenant, pourquoi ne se dirigent-ils pas vers LO ? Parce que cette organisation ne leur inspire pas confiance. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a jamais trouvé les moyens de s'adresser aux travailleurs. Pourquoi ? Parce que sa conception de la lutte de classe est en contradiction avec l'objectif du combat qu'elle prétend mener. Je vous laisse poursuivre.

L'épouvantail qu'ils agitent pour que les masses soutiennent le régime.

- Election du Lot-et-Garonne: la «*menace du FN*» n'est pas écartée - 20minutes.fr

Voilà que le PS ressort le vote utile, cela va être de plus en plus difficile de tenir ce discours, puisque le PS n'est utile qu'aux ennemis de nos droits sociaux et politiques et a choisi leur camp... C'est lui qui pave la voie qui mène au FN, à la pire réaction. Allons plus loin partant de ce constat. Pourquoi ? Parce que le PS et le FN ont en commun de représenter le capitalisme, vous prenez ce fil à partir du PS, vous tirez dessus et au bout vous arriverez au FN ou à l'extrême droite, on en a fait l'expérience à travers le monde tout au long du XXe siècle.

A ce stade, ce serait plutôt le PS la pire menace pour les masses exploitées et le socialisme, car il sert de repoussoir aux couches de la classe moyenne qui pourraient rejoindre le combat du prolétariat et qui seraient tentées de s'orienter vers le socialisme qu'il passe son temps à dénaturer, salir, le mot est faible.

## Intox

- Le Labour dénonce les multinationales qui échappent à l'impôt - Reuters

Une découverte dites-donc, cela daterait d'hier à peine !

- Londres saborde l'enquête sur la mort de l'espion Litvinenko - LeFigaro.fr

Tout simplement parce qu'il s'était suicidé !

## La réaction dans tous ses états.

Parce qu'il y a des précédents ailleurs détestables et que cela commence à se savoir...

- Pourquoi il est si difficile d'être libéral en France - Atlantico.fr

Dramatique !

- Cambriolages à Saint-Tropez : où l'on apprend que les caméras du quartier huppé et "ultra-sécurisé" des Parcs ne fonctionnent pas - Atlantico.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [Le peuple a le gouvernement qu'il mérite ou comment lui concocter. Mode d'emploi.](#)

Question : Qui aurait décidé de placer Aubry à Bercy ?

- Sondage: 70% des Français mécontents de Moscovici, Aubry favorite pour le remplacer - L'Express.fr

- Les Français verraient bien Martine Aubry à Bercy - Reuters

Alors, quelle est la réponse à la question posée plus haut, le PS, sinon qui ?

Ce sondage a été commandé à l'Ifop par le JDD qui appartient au groupe Lagardère.

Essayons d'en apprendre un peu plus sur ce journal.

- Le JDD est le premier journal vendu chez les PDG/gérants (9 %) devant Les Échos puis le Monde (7 %). Les lecteurs du JDD sont principalement des hommes à revenu assez élevé et plutôt de droite. Le journal cible des personnes ayant un pouvoir d'achat élevé.

Le journal a été critiqué pour ses liens avec le pouvoir, sous le mandat de Nicolas Sarkozy .

Le Journal du Dimanche a également été critiqué pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans. (wikipédia)



Ce sont donc les patrons du CAC40 qui poussent Hollande à placer Aubry à Bercy, ils doivent se dire à juste titre d'ailleurs que la fille doit ressembler à son père qu'ils ont adoré, l'ex-président de la Commission européenne, le parrain de la politique d'austérité dans les années 80 sous Mitterrand, J. Delors.

Ce serait Bruxelles qui piloterait directement Bercy, c'est d'ailleurs ce qui est prévu depuis que le budget du pays doit être soumis à la Commission européenne, autant mettre dans la place quelqu'un qui le revendique et en est fier, qui mieux qu'elle pourrait défendre l'héritage de Delors ?

Quant à la critique adressée au JDD pour avoir changé de direction quatre fois en cinq ans, c'est petit, mesquin, ils ont dû changer de direction chaque fois que le vent semblait souffler dans une autre direction, Sarkozy réussira-t-il à se maintenir au pouvoir, sera-t-il réélu, a-t-il une chance, est-ce qu'il ne serait pas déjà usé notre poulain, ajoutez à cela le bordel au PS, DSK rayé de la carte, un de leurs poulains aussi, en réalité ils possèdent toute l'écurie, Hollande fera-t-il l'affaire ou non, qui d'autres en lice, etc. et à chaque réponse un nouveau directeur de conscience, c'est que les patrons en ont besoin pour garder le moral, car ce n'est pas le tout de s'enrichir sur la plèbe, il faut que cela continue, il faut miser sur le bon cheval, solide, sûr, fidèle, un bon bourrin de labour pour creuser un profond sillon dans ce qui reste d'un Etat social en ruine, le saigner jusqu'à rendre grâce, Aubry fait figure de favorite.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1.1- Va-t-en-guerre. "**Il y a une urgence**", il en va des "**perspectives de demain**"

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a justifié dimanche l'achat par la France de deux drones aux USA en expliquant que la France avait "raté le rendez-vous des drones" et confirmé des discussions également avec Israël pour l'achat d'autres appareils.

*"Il y a aujourd'hui deux pays au monde qui construisent des drones, les USA et Israël, nous sommes entrés en contact avec les uns et les autres pour pouvoir en acquérir immédiatement"*, a indiqué le ministre de la Défense au "Grand rendez-vous Europe1-Itélé-Le Parisien.

La France doit notamment acheter deux drones de surveillance Reaper aux USA pour une livraison avant la fin 2013 afin de soutenir ses opérations au Mali

*"La France a raté le rendez-vous des drones (...) ce qui est invraisemblable pour une nation qui a un savoir faire technologique, aéronautique, électronique considérable avec des entreprises majeures qui étaient en situation de pouvoir le faire"*, a regretté le ministre.

*"J'ai constaté en arrivant qu'il était indispensable d'avoir cette capacité-là qui nous permet d'avoir une vision d'un territoire, d'un théâtre d'opération. Donc, c'est un outil indispensable dans les perspectives de demain"*, a-t-il souligné.

*"Seulement, il n'y en a pas. Alors qu'est-ce qu'on fait? on attend que peut-être un jour certains industriels décideront d'agir d'ensemble pour le produire? mais ça sera quand? dans dix ans. Mais il y a une urgence et j'assume cette responsabilité"*, a lancé le ministre de la Défense tout en précisant qu'il s'agit pour la France d'une solution provisoire. AFP 19.05

#### 2- Grèce

Et si la Grèce abandonnait l'euro, et revenait à la drachme, son ancienne monnaie ? C'est le rêve de Plan B, un nouveau parti politique, qui s'oppose à l'austérité imposée par le gouvernement d'Athènes.

Depuis le début de la crise une sortie de l'euro est un sujet récurrent en Grèce, explication du fondateur de Plan B :

*"L'expérience que nous avons tiré de la récession internationale est qu'aucun pays n'a réussi à s'en sortir avec une monnaie chère qui est aussi utilisée par une grande puissance économique comme l'Allemagne, explique Alekos Alavanos. Nous avons besoin d'une monnaie compétitive, pour faciliter les exportations et booster le marché intérieur"*

Plan B regroupe 400 membres, dont cet artiste céramiste, Yannis Stavridis: *"Je pense qu'une sortie de l'euro donnera à notre pays*

*la possibilité de développer une politique économique indépendante en faveur du peuple. Parce que l'euro est un corset serré qui empêche la Grèce de se développer."*

A 75% pourtant, les Grecs n'ont pas envie de revenir à la drachme, persuadés que l'euro, en circulation depuis 2002, est un moindre mal. euronews.fr 19.05

Encore des illusionnistes ou des charlatans ! On y reviendra.

### 3- Tunisie

Le Premier ministre tunisien a qualifié de "*terroriste*" le groupe salafiste Ansar Ashariaa, jugé responsable des heurts dimanche à Tunis qui ont fait un mort et une quinzaine de blessés après l'interdiction du congrès de ce mouvement à Kairouan.

"*Ansar Ashariaa est une organisation illégale qui défie et provoque l'autorité de l'État*", a déclaré M. Larayedh à la télévision publique en marge d'un déplacement au Qatar.

Ce groupe "*est en relation et est impliqué dans le terrorisme*", a ajouté ce haut responsable du parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement.

C'est la première fois que M. Larayedh, un ancien ministre de l'Intérieur et bête noire des salafistes, qualifie Ansar Ashariaa de "*terroriste*".

Faute d'avoir pu tenir son congrès à Kairouan, à 150 km de Tunis, bouclée par un impressionnant dispositif de sécurité, Ansar Ashariaa a appelé ses partisans à se rassembler Cité Ettadhamen, un bastion salafiste à 15 km à l'ouest de la capitale.

Des heurts ont éclaté dans ce quartier en début d'après-midi et se sont poursuivis dans la cité voisine d'Intikala, où les centaines de manifestants armés de pierres, d'armes blanches et de cocktails Molotov se sont réfugiés après avoir été repoussés par des tirs, des gaz lacrymogènes ainsi que l'avancée de blindés.

Dans la soirée des heurts sporadiques avaient encore lieu mais la police semblait contrôler ces quartiers.

Le gouvernement, dirigé par le parti islamiste Ennahda, avait interdit le congrès d'Ansar Ashariaa à Kairouan en estimant qu'il représentait une "*menace*".

Ainsi, son chef en fuite Abou Iyadh, un vétéran d'Al-Qaïda en Afghanistan libéré de prison à la faveur de l'amnistie post-révolutionnaire, a menacé le gouvernement d'une "*guerre*" la semaine dernière, accusant Ennahda de mener une politique anti-islam.

Ennahda a longtemps été accusé de laxisme face aux groupuscules jihadistes. Il a considérablement durci sa position depuis que 16 militaires et gendarmes ont été blessés entre fin avril et début mai par des mines posées par des groupes armés liés à Al-Qaïda à la frontière avec l'Algérie.

A Kairouan, le calme régnait dans la soirée dimanche et le dispositif sécuritaire a été levé. En fin de matinée, de brefs heurts y avaient opposé un petit groupe de salafistes à des policiers, puis des manifestants, en majorité des jeunes ne semblant pas appartenir à la mouvance islamiste, ont affronté par moments les forces de l'ordre.

Selon une source sécuritaire sur place, 70 militants salafistes ont été interpellés dans cette ville. Aucun chiffre précis n'a été donné concernant les arrestations à Tunis, le ministère de l'Intérieur avançant "*quelques dizaines d'arrestations de bandits et de salafistes*" dans toute la Tunisie.

Le porte-parole d'Ansar Ashariaa, Seifeddine Raïs, a été arrêté dimanche, selon son organisation et une source sécuritaire.

Enfin, samedi soir, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a exprimé son soutien à Ansar Ashariaa, tout en appelant les militants tunisiens à faire preuve "*de sagesse et de patience*".

"*Ne vous laissez pas provoquer par le régime et sa barbarie pour commettre des actes imprudents qui pourraient affecter le soutien populaire dont vous bénéficiez*", a déclaré Abou Yahia al-Shanqiti, membre du comité d'Al-Charia d'Aqmi.

Depuis la révolution, la Tunisie a vu se multiplier les violences salafistes. Le pays est aussi déstabilisé par une profonde crise politique et le développement de conflits sociaux dus à la misère.

L'état d'urgence est en vigueur dans le pays depuis la chute de Ben Ali. AFP 19.05

Question : Comment dans un pays quadrillé par les services de renseignement, la police et l'armée a-t-il été possible de faire entrer des armes, et qu'un tel mouvement se soit développé, sinon avec la complicité du régime en place ?

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Enchaîné. Il n'y a pas une minute à perdre.

PSA Peugeot Citroën compte engager d'ici juin des négociations sur sa compétitivité en France, emboîtant le pas à Renault et à plusieurs équipementiers automobiles, tous confrontés à des surcapacités chroniques sur un marché en berne en Europe.

Le premier constructeur automobile français avait jusqu'ici simplement indiqué qu'il souhaitait débiter ces discussions sitôt son plan social entré en vigueur, ce qui est chose faite depuis le 29 avril, et qu'il espérait parvenir à un accord à l'automne prochain.

"Je confirme que dans les semaines prochaines, on aura l'occasion de se voir sur notre sujet (...) d'un nouveau contrat social avec les salariés pour redresser l'entreprise PSA", a déclaré le directeur des ressources humaines Philippe Dorge à des journalistes.

Une source proche du dossier a indiqué qu'une première réunion pourrait avoir lieu dès la fin mai.

Comme les autres, PSA ne pourra pas échapper à des engagements sur sa production et ses investissements en échange de concessions sur les salaires et le temps de travail.

"Vous ne pouvez pas demander un effort à des salariés si vous n'avez pas en face quelque chose à mettre", observe Guy Maugis, président de Bosch France, qui a lui-même conclu un accord de flexibilité le mois dernier à Rodez.

"Et dans une industrie comme la nôtre, ça s'appelle essentiellement un investissement dans une nouvelle ligne de produits avec de la visibilité sur les volumes à terme", ajoute-t-il. "Sinon, vous pouvez toujours dire aux gens qu'il faudrait réduire les coûts pour que l'entreprise gagne plus, mais ça, je ne sais pas faire."

Bosch, premier employeur industriel allemand en France, avait défrayé la chronique en 2004 en imposant une augmentation du temps de travail à Vénissieux (Rhône) pour éviter une délocalisation. Il a promis fin avril une trentaine de millions d'euros pour moderniser son usine aveyronnaise en échange d'une modération salariale et de l'utilisation de jours de RTT pour faire face aux aléas de la demande.

PSA a déjà obtenu l'été dernier des concessions à Sevelnord (Nord) moyennant l'attribution au site d'un nouveau modèle de camionnette. Mais l'accord qu'il s'apprête à négocier couvrira l'ensemble de ses sites français, sur le modèle de ce qu'a obtenu Renault fin mars après six mois de discussions.

En échange, Renault a promis d'allouer des volumes de production supplémentaires à ses sites français, notamment la future Micra de son partenaire Nissan qui sera fabriquée à Flins. PSA devra apporter des garanties similaires, notamment sur le renouvellement des gammes Peugeot et Citroën à Rennes, Sochaux et Mulhouse à l'horizon 2016.

Michelin négocie lui aussi actuellement des accords sur la gestion du compte épargne-temps sur ses sites français de pneumatiques.

Quant à Plastic Omnium, c'est le hasard qui a conduit à un accord en janvier à Saint-Désirat. Après l'incendie d'un atelier de peinture, l'équipementier a envisagé un temps de délocaliser l'activité en raison de la facture des travaux, mais s'est finalement engagé à reconstruire l'atelier et à moderniser le site ardéchois pour un montant d'environ 20 millions d'euros.

La France est sur le point de se doter d'une loi sur la sécurisation de l'emploi, qui contient des dispositions sur les accords de flexibilité. Un recours déposé par l'opposition UMP pourrait repousser sa promulgation à la mi-juin au plus tôt.

Interrogé sur l'impact d'un report de la loi sur les négociations chez PSA, Philippe Dorge a répondu : "Ce sont des sujets qui sont liés, mais les deux calendriers ne sont pas strictement dépendants." Reuters 19.05

Savez-vous dans quelles conditions s'est terminée la grève chez PSA Aulnay ?

La direction de Peugeot qui est parvenue à ses fins grâce à la CGT qui n'a jamais appelé à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usine et de suppressions d'emplois, de toutes les sites du groupe, des travailleurs de l'ensemble du secteur automobile, y compris les sous-traitants confrontés à la même situation, elle a versé une rallonge pouvant aller jusqu'à 20.000 euros à chaque salarié pour qu'ils quittent l'usine avant la fin du mois de mai, en 2013 pas en 2014, et elle a annulé les sanctions et les poursuites engagés contre certains salariés, c'était la moindre des choses puisqu'à l'arrivée elle va même pouvoir fermer son usine d'Aulnay avant la date prévue.

C'est qu'hier Arthaud (LO) a appelé une "*grande victoire*"

Cela valait bien un hommage hier d'Arthaud (LO) "*aux ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay qui ont fait grève pendant quatre mois*", le leader de la CGT de PSA-Aulnay, Jean-Pierre Mercier, était membre de LO, les staliniens n'auraient pas fait pire. (source : AFP 19.05)

1.2- Pillage et racket en règle, bulle immobilière en France.

Les prix de l'immobilier en France sont beaucoup trop chers. Ce n'est pas une association de consommateurs en colère qui l'affirme mais le prestigieux magazine *The Economist*. Le classement qu'il établit dans sa dernière livraison sur les prix de la pierre est formel: par rapport aux revenus disponibles dans l'Hexagone, les loyers y sont surévalués de 39 % et le coût des m<sup>2</sup> à l'achat y est excessif de 34 %. Sur ce plan, la France est le plus mauvais élève de la classe européenne. En Angleterre, les loyers ne sont surévalués que de 19 % ; en Espagne, seulement de 15 %. C'est que, depuis l'éclatement de la crise des subprimes en 2007, les prix de l'immobilier ont reculé dans la majorité des pays européens. Ils ont chuté de 26,5 % en Espagne, de 16,5 % aux Pays-Bas, de 11,4 % en Angleterre. Rien de tout cela en France où ils ont augmenté de 1,1 % sur la période.

Bref, selon *The Economist*, il y a bien une bulle immobilière en France. Mais, si l'on en croit les réseaux d'agences immobilières, elle n'est pas près d'éclater. Après avoir reculé de 1,9 % l'année dernière, les prix de l'immobilier ne devraient pas baisser de plus de 3 % en France selon la Fnaim.

Reste que l'Hexagone n'est pas le pays dans le monde où la bulle immobilière est le plus préoccupante. C'est le Canada qui détient ce triste record. Là-bas, les loyers sont surévalués de 73 % et le coût de la pierre de 32 %. -Hongkong est également dans une situation inquiétante avec des loyers surévalués de 81 % et une augmentation de 109 % du prix de la pierre depuis fin 2007. lefigaro.fr 19.05

2- Espagne

Des milliers de personnes, dont de nombreux médecins et infirmières, ont manifesté dimanche à Madrid contre les coupes dans le secteur de la santé et la privatisation de la gestion de plusieurs hôpitaux madrilènes.

Les manifestants, au nombre de 6.000 selon la police, ont défilé dans le centre de la capitale, précédé par une banderole sur laquelle on pouvait lire : "*la santé ne se vend pas, elle se défend*".

Brandissant des pancartes proclamant "*on brade la santé*" ou "il est criminel de faire des coupes dans la santé", les manifestants ont réclamé la fin des réductions budgétaires dans ce secteur.

Ils ont également demandé que le gouvernement régional conservateur revienne sur sa décision de privatiser la gestion de six des 20 plus grands hôpitaux madrilènes, de même que de 27 centres de soin - sur les 270 que compte la communauté autonome.

Arrivés sur l'emblématique Porta del Sol, les manifestants ont lu un manifeste dans lequel ils affirmaient "*qu'ils n'acceptaient pas la destruction du système de santé*".

Depuis novembre, les syndicats protestent régulièrement contre les coupes budgétaires qui, selon eux, mettent en péril la santé publique. AFP 19.05

3- Etats-Unis

A Chicago, des centaines de parents, d'élèves et de professeurs manifestent depuis samedi pour protester contre la fermeture annoncée d'une cinquantaine d'école pour des raisons budgétaires. Si ce plan d'économie est voté, il affectera 50 000 élèves. Pour se rendre dans d'autres écoles, ils devront traverser des quartiers parfois très dangereux contrôlés par les gangs. euronews.fr 19.05

## ECONOMIE

### 1- Etats-Unis

Les oiseaux de mauvais augure ont beau dire que Wall Street finira bien par subir un mouvement de correction après une hausse de près de 17% du S&P 500 depuis le début de l'année, l'élan qui porte la place boursière américaine ne semble pas près de s'arrêter.

La possibilité d'un repli technique n'a cessé d'être évoquée ces dernières semaines, surtout au vu de l'accélération du "rally" en mai. Depuis le début du mois, le S&P, qui vient d'enchaîner une quatrième hausse hebdomadaire d'affilée, affiche une progression de 4,4%.

Mais cela n'a pas empêché le Dow Jones et le S&P 500 de continuer à inscrire de nouveaux records, amenant ainsi certains à se dire que les craintes d'un recul sont infondées.

*"Nous n'avons aucun plafond technique à l'esprit à ce stade. L'élan est vraiment puissant et suivre le mouvement est notre principale préoccupation"*, a déclaré Cam Albright, chargé des allocations d'actifs chez Wilmington Trust Investment Advisors.

Le S&P 500, qui a dépassé la barre des 1.600 points il y a deux semaines à peine, n'est plus qu'à moins de 40 points des 1.700.

A mesure que les actions poursuivent leur progression, certains intervenants commencent à croire que l'évolution à l'oeuvre n'a rien d'une bulle mais constitue plutôt le début d'un marché haussier.

D'autres estiment au contraire que le bond de Wall Street est détaché d'éléments fondamentaux comme les indicateurs macro-économiques et les résultats d'entreprise et dépend surtout des injections de liquidités des grandes banques centrales. Reuters 19.05

### 2- Bourse

La manipulation des cours de cotation des marchés boursiers, que ce soit sur les actions proprement dites, sur les matières premières comme le pétrole ou l'or ou encore les denrées alimentaires est désormais à peu près de notoriété publique.

Il y a quelques semaines un des dirigeants de la FED reconnaissait lui même que les cours étaient totalement soutenus artificiellement par les banques et les fonds de pension grâce aux injections continues de la FED. L'utilisation des robots algorithmiques, ou les High Frequency Trading qui permettent aux professionnels d'avoir des informations non accessibles pour le public et aux investisseurs s'apparentent à des délits d'initiés et nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour en demander le contrôle et la régulation.

Il y a deux jours Bruxelles a entamé une enquête pour manipulation des cours du pétrole. A la fois par les pétroliers, mais aussi par les marchés financiers et leurs acteurs.

Dans tous les pays la manipulation de cours est du ressort de la justice pénale car ce n'est rien d'autre que de l'escroquerie pure et simple.

Lorsque des acteurs de la chaîne financière proposent à leurs clients des produits qui peuvent s'arbitrer sur des marchés dont les cotations sont devenues totalement corrompues par les manipulations dont elles font l'objet, ils ne font rien d'autre que ce que ferait un industriel agro alimentaire qui proposerait en toute connaissance de cause, de la viande totalement avariée à ses clients. Ces produits concernent aussi bien des assurances vies, que des produits de placement bancaires ou encore des produits retraites.

Tous les acteurs de la chaîne deviennent complices, du simple gestionnaire de compte au conseiller en gestion de patrimoine, puisque par leur passivité, ils contribuent à maintenir en place un système qui permet de proposer des produits toxiques. Si eux mêmes ne réagissent pas, ils deviennent complices puisqu'ils ne peuvent ignorer les conditions actuelles dans lesquelles s'effectuent les cotations.

Il n'est nul besoin de faire de nouvelles lois sur ces sujets. La plupart des pays Européens interdisent la manipulation de cours de la même manière qu'ils interdisent la diffusion de viande avariée. Il suffit juste de faire appliquer celles qui existent.

Et en attendant que la justice ne retrouve son rôle pour stopper la diffusion de ces produits corrompus, l'information doit circuler. WikiStrike.com 17.05

L'auteur de cet article est naïf, il n'a pas encore compris ou il n'a pas à l'esprit que ces lois existent pour être contournées, que ceux qui en sont les rédacteurs sont justement ceux qui vont les contourner.

Neuf intervenants sur dix qu'il soit journaliste économique ou économiste tient ce genre de discours sans se rendre compte des énormes bêtises qu'ils sortent. Les médias ne font que les reproduire gracieusement.

### 3- Pétrole

Alerté par un groupe hongrois, la Commission européenne enquête sur la fixation des prix pétroliers. L'UE a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil.

Il s'agit d'une enquête de grande ampleur et on n'avait pas vu cela depuis le scandale du Libor. Un producteur d'éthanol hongrois a dit mercredi avoir alerté la Commission européenne sur le rôle de l'agence Platts dans la fixation des prix pétroliers, contribuant ainsi à inciter les autorités de la concurrence à lancer une enquête auprès de trois grandes compagnies pétrolières.

Pannonia Ethanol, un novice sur le marché européen de l'éthanol, est ainsi devenue la première entreprise à publiquement dire qu'elle s'était plainte auprès de Bruxelles dans ce dossier.

La Commission européenne a perquisitionné les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil, soupçonnant une manipulation des prix pétroliers. L'exécutif européen a dit mardi qu'il suspectait les groupes concernés d'avoir passé des accords anti-concurrentiels touchant à la soumission de prix à Platts, leader mondial de l'information sur les prix pétroliers, filiale de McGraw Hill.

Il craint que les sociétés concernées se soient entendues pour transmettre à Platts des informations faussées sur les prix afin de manipuler les prix publiés de certains produits pétroliers et biocarburants. La CE soupçonne par ailleurs un abus de position dominante, empêchant l'émergence de nouveaux participants, toujours dans l'optique de fausser les prix publiés.

Pannonia Ethanol a dit avoir contacté Platts au printemps dernier afin d'avoir accès au système "*market-on-close (MOC)*" de l'agence, une fenêtre journalière d'une demi-heure pendant laquelle elle détermine les prix sur la base des enchères, des offres et des transactions des entreprises participantes.

L'agence d'information sur les prix pétroliers, numéro un mondial de son secteur, a mis en place une procédure contraignante pour les entreprises qui voudraient devenir contributeurs à l'évaluation des prix. "*Nous ne cessons de recevoir de nouvelles choses à faire pour pouvoir entrer dans le système. Platts ne cessait de nous dire qu'elle exerçait une "discrétion éditoriale" et nous a jamais fourni de vraie raison pour ne pas nous laisser entrer*", a déclaré Eric Sievers, directeur général d'Ethanol Europe, société holding de Pannonia Ethanol.

"*Le comportement de Platts nous a paru très étrange et certainement pas du tout professionnel et donc, au bout du compte, nous sommes allés voir la Commission. Elle nous a écoutés et posé beaucoup de question.*" Eric Sievers a précisé que Pannonia Ethanol a dit aux autorités européennes qu'elle vendait souvent de l'éthanol à un prix inférieur à celui qui était échangé dans le système de Platts. WikiStrike.com 16.05

A mon avis, la Commission européenne se livre à une comédie en perquisitionnant les locaux de Royal Dutch Shell, de BP et de Statoil histoire de les prévenir qu'à l'avance ils devront être plus prudents quand ils se livrent à des magouilles sur les cours, sinon elle sera obligée de sévir, elle doit conserver l'ombre d'une légitimité, et puis cela en restera là.

### 4- Japon

Tepco, l'exploitant de Fukushima, souhaite rejeter des dizaines de milliers de tonnes d'eau hautement radioactive dans l'Océan Pacifique. Mais les pêcheurs japonais s'y opposent farouchement, craignant un désastre environnementale.

Tepco souhaite récupérer de l'eau de pluie ainsi que dans les nappes phréatiques du sous-sol de la région de Fukushima, pour la mélanger à l'eau hautement radioactive provenant des systèmes de refroidissement de la centrale accidentée, pour ensuite rejeter cette eau en mer, affirmant qu'elle ne contiendra alors que très peu d'éléments radioactifs.

La société assure ainsi que cette eau n'est pas plus contaminée que celle des rivières environnantes qui finissent dans l'océan. Mais les pêcheurs de la région de Fukushima ne l'entendent pas de cette oreille et redoutent une contamination halieutique.

Lundi, la compagnie a expliqué son plan de pompage aux organismes de pêche de la région, mais ceux-ci estiment à l'heure

actuelle ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour se prononcer.

"Nous avons besoin d'entendre à nouveau des explications de Tepco et de l'État avant de nous concerter et d'émettre un nouveau jugement", a indiqué un représentant de fédération de pêcheurs cité par l'AFP.

Aucune décision ne sera prise avant le mois prochain et Tepco doit parvenir à gérer les 400 tonnes d'eau quotidienne qui arrive sur le site de Fukushima-Daiichi. D'autant que les réservoirs commencent tous peu à peu, à être pleins et que les autres solutions de stockage ne sont pas adaptées.

En effet, les bassins creusés dans le sol ne disposent pas de matériaux pour couvrir le fond avec une étanchéité parfaite. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce problème de l'eau serait le plus grave auquel doit actuellement faire face le site de Fukushima. Le Journal du Siècle 14.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. J'ai ajouté un texte de 1985 de S. Just histoire de rafraîchir la mémoire des militants du Courant communiste internationaliste du POI à la veille du congrès du POI, *Les syndicats, la crise de l'impérialisme et la nouvelle période de la révolution prolétarienne*. Ce texte n'est pas sans comporter un certain nombre d'erreurs selon nous, que l'on retrouve implicitement ou ouvertement dans la politique du POI.

La caractérisation de FO devrait les questionner. L'absence d'une tendance révolutionnaire dans les syndicats pour ne pas embarrasser les appareils, leur laisser les mains libres est une constante jusqu'à nos jours.

Quelques sujets de réflexion à développer.

1- On ne peut pas se satisfaire de revendications partielles ou transitoires, de miettes, cette conception de la lutte de classe est étrangère au marxisme et au socialisme...

2- On entend dire que le capitalisme nous aurait déclaré la guerre, que ses représentants ou porte-parole s'en ferait les relais, les institutions, et les appareils vendus au capitalisme, ne serait-il pas temps de leur déclarer la guerre aussi, à Lepaon et Mailly qui en participant à la conférence sur les retraites en juin prochain cautionne sa tenue, la légitime par leur présence, y compris ses conclusions ou l'accord qui en sortira ?

3- Une nouvelle étape qualitative dans la liquidation de nos droits sociaux, dans l'existence de la classe ouvrière en tant que classe a été franchie le 11 janvier 2013, doit-on en rester là, devrait-on continuer d'avoir les mêmes rapports avec eux comme si rien ne s'était passé ? Telle est jusqu'à présent la position adoptée par le PG, le PCF, le POI, leNPA et LO, franchement, pourquoi envisager de changer des rapports qui débouchent sur d'aussi bons résultats : insupportable, ils en sont les complices !

Obama, Cameron et Hollande veulent à tout prix débarquer Assad. La popularité de Hollande tourne au mieux autour de 25 à 30%. La CIA que l'on ne soupçonnera pas de rouler (sic!) pour le président syrien a fait savoir dans un rapport publié récemment, que si des élections présidentielles devaient avoir lieu demain Assad serait réélu avec un score de 75% des suffrages, un véritable plébiscite quoi, de quoi en faire pâlir Hollande, Cameron et Obama de jalousie.

On comprend le revirement Turc et pourquoi ils sont dépités, il est impossible de vaincre un peuple uni qui résiste à un envahisseur. Vous lirez plus loin que Mélenchon est désespéré, pauvre chéri, comme on le comprend, nous, nous ne le sommes pas, bien au contraire, au côté du peuple syrien nous sommes fiers de son combat contre la coalition des puissances occidentales, il constitue un formidable espoir pour tous les peuples qu'il est possible de vaincre, une extraordinaire leçon de courage et de politique pour les combats à venir en Europe et dans le monde pour conquérir notre émancipation du capital, notre liberté. Voyez-vous monsieur Mélenchon, vous êtes désespéré parce que vous avez choisi le mauvais camp...

Notre seul espoir repose sur les masses, le facteur déterminant qui peut soulever des montagnes, vaincre l'ennemi le plus puissant du monde, sur lequel repose le socialisme, ne pas croire dans les masses, c'est cesser de croire dans le socialisme, ce n'est pas être socialiste.

4- Quel est l'état des liens entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière 94 ans après la publication de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* par Lénine ?

## ACTUALITE EN TITRES

### Quand vont-ils déclencher la tempête qui sera dévastatrice ?

- La perspective d'un compromis budgétaire s'éloigne à Washington - Reuters
- Goldman Sachs cède le solde de ses parts dans le chinois ICBC - Reuters
- Morgan Stanley vend sa gestion de fortune indienne à StanChart - Reuters
- Un rapport souligne le risque lié à la dette japonaise - Reuters

... et pendant ce temps-là...

- CAC 40 : la Bourse de Paris au plus haut depuis deux ans - Atlantico.fr

### A charge de revanche.

- La droite peut-elle aider un président socialiste à faire une politique de droite ? - LePoint.fr

La soi-disant gauche a tellement aidé un président conservateur (Chirac) ou néo libéral (Sarkozy) à faire une politique de droite, qu'il serait normal que la droite ne montre pas ingrate. A-t-elle agi autrement au Parlement depuis juin 2012 ?

- Christine Boutin : "Il y a des lois supérieures à la loi de la République" - LeMonde.fr

Les voix du seigneur sont impénétrables, même la République n'y résiste pas...

### Difficile de lier tant de contradictions sans se brûler les ailes.

- 2014 : Bayrou plaide pour des conseils d'union municipale - LeFigaro.fr
- Borloo peine à convaincre avec son « consensus républicain » - LeFigaro.fr

## Intox

- 1- Que faire du mariage gay en 2017 ? L'UMP divisée et hésitante - AFP

Le couple des conservateurs et des néo libéraux n'est pas sans contradictions...

- 2- Engagé en Syrie, le Hezbollah subit de lourdes pertes - Reuters

30 morts recensés pour reprendre une ville de 80.000 habitants face à des barbares armés par la France notamment, c'est très peu en réalité.

- 3- Islamophobie : les Etats-Unis épinglent l'Europe - Le Nouvel Observateur

- Poussée mondiale de l'islamophobie et de l'antisémitisme, s'alarme Washington - AFP

Les Etats-Unis se sont alarmés lundi d'une poussée de l'islamophobie en Europe et en Asie et d'une hausse continue de l'antisémitisme dans le monde, dans leur panorama annuel mondial sur les libertés religieuses. AFP 20.05

En réalité les Américains alliés des sionistes à moins que ce soit l'inverse, estiment que les gouvernements traînent les pieds à s'aligner sur leurs positions pro-israéliennes et en faveur de la liberté religieuse accordée aux prédicateurs salafistes, takritistes ou wahhabites qui servent leurs intérêts et ceux de l'Etat sioniste.



La preuve.

- "Les restrictions gouvernementales, qui correspondent souvent à une animosité au sein de la société, ont débouché sur des actions anti-musulmanes qui ont affecté la vie quotidienne de bon nombre de fidèles", écrit encore le rapport annuel du département d'Etat sur les libertés religieuses dans le monde, publié ce lundi 20 mai.

Dans ce rapport exhaustif concernant l'année 2012, Washington fustige également la répression de groupes religieux en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam ou en Birmanie et la poursuite de la montée de l'antisémitisme en Egypte, en Iran et au Venezuela.

Comme les années précédentes, le rapport sur les libertés religieuses dans le monde accorde aussi une large place à la Chine, où le gouvernement a "harcelé, interpellé, détenu, condamné à la prison un certain nombre de fidèles".

Et pour faire bonne mesure et qu'on ne les accuse pas de manquer d'impartialité :

- Le rapport s'en prend aussi à l'Inde pour l'interdiction du port du voile pour des écolières d'Etats indiens où les hindous sont majoritaires. Mais le département d'Etat dénonce également la "répression" contre des branches minoritaires de l'islam dans des pays musulmans à "majorité sunnite ou chiite", citant l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, Bahreïn ou encore l'Iran. Le Nouvel Observateur 20.05

Comment stigmatiser certaines communautés pour faire monter le racisme et l'antisémitisme qui leur sert à diviser les masses et assurer la stabilité de leur régime (et justifier leur soutien à Israël) pendant que la crise sociale dont ils sont responsables fait des ravages.

Tiens, ils ont oublié la Syrie où apparemment depuis des lustres toutes les communautés se côtoyaient et vivaient en paix, jusqu'au jour où ils ont envoyé leurs mercenaires pour les monter les uns contre les autres, ce qui a apparemment échoué, et détruire ce pays, là c'est une réussite.

[Parce qu'ils ne maîtrisent même pas le français.](#)

- "Parlez-vous keuf ?": publication d'un dictionnaire du jargon policier - AFP

[Esclavagisme](#)

- Cambodge: Deuxième accident en quatre jours dans une nouvelle usine textile, 23 blessés - 20minutes.fr

Des grandes marques ou des hypermarchés ont déjà délocalisé une partie de leur production d'Inde ou de Chine vers le Cambodge et le Laos où la main d'oeuvre est encore moins chère.

[Le sionisme ou la haine.](#)

- Israël annule une mission de l'Unesco à Jérusalem-Est - AFP

- Reportage de Charles Enderlin : Israël accable France 2 - Le Nouvel Observateur

On te soutient Charles, cela des décennies qu'il est l'envoyé de France 2 en Israël, ce journaliste a du mérite, je ne le connais pas, mais en l'écoutant chaque fois j'ai remarqué qu'il essayait d'être neutre ou indépendant, il nous est sympathique.

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Même pas drôle. Si vous voulez vraiment "mourir", prématurément, le Front de gauche vous ouvre le chemin.](#)

Jean-Luc Mélenchon n'a pas peur de l'explosion sociale. Il l'a souhaitée. Son seul regret, c'est que « nous ne l'aurons pas ». « Parce que les gens ont peur, a-t-il dit vendredi sur RTL, parce qu'il y a de la résignation ». « Pour pouvoir se révolter, il faut déjà pouvoir penser, pas à demain matin, mais à après-demain... »

(Exact, et pourquoi ne pensent-ils pas "à après-demain" ? Faudrait-il encore leur proposer une politique et une perspective, qui éveille chez eux un espoir, un avenir, un idéal, mais comment cela serait-il possible en restant enfermé dans le carcan

du capitalisme que vous monsieur Mélenchon êtes incapable de briser, de dépasser, qui plus est, en vous alliant aux oripeaux contre-révolutionnaires du stalinisme ? Votre crédibilité, celle du Front de gauche est nulle en vérité.

Il y a aussi plusieurs explications au comportement des masses qui sont loin d'être hétérogènes.

Si vous vous concentriez sur ses couches les plus déshéritées au lieu de faire le guignol sur les plateaux de télé, vous verriez qu'elles ne sont pas forcément résignées, mais elles ne vous intéressent pas en dehors des périodes électorales, vous êtes incapable de les organiser ou de les recruter à votre parti.

Pour que les masses se soulèvent, faudrait-il qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, est-ce vraiment le cas aujourd'hui ? A de multiples reprises j'ai abordé cette question en affirmant que ce n'était pas avec le ventre plein qu'on faisait une révolution, j'avais repris le discours d'Engels sur l'embourgeoisement du prolétariat, qui plus est du mouvement ouvrier dans une proportion encore plus importante, donc idéologiquement.

Et en Grèce direz-vous, les conditions objectives sont réunies pour une révolution. Sans doute, mais la situation est encore plus compliquée du fait de l'existence d'une multitude d'auto-entrepreneurs, les Grecs ont la propriété privée chevillée au corps depuis de longues décennies et ils estiment qu'ils peuvent s'en sortir par cette voie qui va les réduire à l'indigence, qui les y a déjà conduits.

Les Grecs comme les Français et tous les peuples de l'UE et au-delà n'ont toujours pas compris comment fonctionnaient la société et les institutions, cette ignorance mêlée à l'amélioration de leur niveau de vie au cours des précédentes décennies ne les a pas du tout préparés à affronter la situation que nous connaissons aujourd'hui, du coup effectivement ils sont désemparés, désarmés, parfois désespérés, mais la faute à qui sinon à ceux qui leur ont caché la vérité, qui ont abandonné ou se sont détournés du socialisme pour les flatter dans le sens du poil (de leurs illusions) en leur faisant croire que finalement le capitalisme pouvait s'accommoder du progrès social, alors que ce n'était pas le cas.

Il dépend des rapports qui existent entre l'évolution des contradictions du capitalisme mondial et la lutte des classes, rapports qui évolueront en fonction de la conscience qu'en auront les différentes classes, qui se traduira en ce qui concerne la classe ouvrière au niveau de sa capacité à s'organiser, et qui déterminera le rapport de forces existant entre elle, d'où émergeront de nouveaux progrès sociaux ou l'inverse, une formidable régression sociale, ce qui est en train de se produire sous nos yeux du fait que le prolétariat, le mouvement ouvrier a été incapable de se doter d'une nouvelle direction pour affronter le capital, après que ses partis traditionnels eurent passé définitivement dans le camp de l'ennemi de classe, ce qu'on lui a soigneusement caché ou qui a été édulcoré en entretenant l'illusion que ces partis pourraient encore servir ses intérêts bien qu'ils n'aient eu de cesse de le trahir, d'ailleurs aucun parti ne propose une issue politique à la crise du capitalisme sans leur faire jouer un rôle déterminant, alors qu'ils ont épousé la cause du capitalisme et sont liés organiquement au régime en place. Mélenchon fait partie de ces gens qui vouent un culte au PS et au PCF, comment voudriez-vous que les gens comme vous dites pensent "à après-demain", alors que vous avez constamment les yeux rivés sur hier, sur un passé qui n'existe plus, des partis qui n'existent plus pour le mouvement ouvrier, qui sont étrangers ou morts pour le socialisme. - NdIrlr

L'ex-candidat à la présidentielle s'est montré plus que jamais désespéré par la politique menée par François Hollande en qui il n'a « aucune confiance ». « Sinon pour appliquer sa ligne politique. » Seul résultat de cette première année: « Une récession généralisée. »

(Encore un aveu qui confirme parfaitement ce qui vient d'être dit. C'était avant le 6 mai 2012 qu'il fallait tenir ce discours, tirez à boulets rouges sur Hollande et le PS comme je l'ai fait jusqu'à présent, il fallait utiliser cette tribune pour les broyer, tout ressortir depuis le 3 août 1914, absolument tout, impossible en étant associé au PCF qui s'était partagé les rôles et le sale boulot avec le PS, Mélenchon a sans cesse tenu un double langage.

Nous, nous disons aux travailleurs et aux militants sans se soucier de l'accueil qu'ils accorderont à ce discours, en politique il en va comme dans la vie, quand on vous a trahi une fois, qui plus est, cent fois, mille fois pendant près d'un siècle, c'est pour la vie, c'est définitif, il faut passer à autre chose, aller voir ailleurs, il n'y a pas de rémission possible sauf à trahir à notre tour les idées que nous prétendons incarner, l'idéal pour lequel nous combattons.

Mélenchon feint ou est un crétin, car comment imaginer un seul instant que Hollande se serait présenté à la candidature suprême du système bonapartiste de la Ve République «sinon pour appliquer sa ligne politique» ? Devions-nous nous attendre à autre chose ? Nous avons refusé d'appeler à voter Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en 2012, à voter tout court sachant à l'avance ce qui nous attendait, à aucun moment nous n'avons colporté la moindre illusion dans ces partis avant et après ces élections, alors que certains disaient : attendons de voir ce qu'ils vont proposer, l'air de dire, qui sait, à croire que les uns et les autres n'avaient finalement pas de programme, qu'ils étaient incapables de se battre sur la base de leur propre programme, voyez ce qu'il en est à un mois de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, que disent-ils sur les retraites, qu'il ne faut pas y toucher, c'est intolérable, nous, nous disons, la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre, car déjà à cet âge-là un ouvrier est usé jusqu'à la corde, à croire qu'ils ignorent tous ce qu'il endure quotidiennement, chaque année supplémentaire de travail le rapproche de son cercueil, c'est une ou deux années qu'il aura en moins à vivre, c'est un crime.

- ndlr)

«C'est l'an II, c'est l'an pire», a-t-il prédit, se disant assuré que «les Français n'avaient pas compris que c'était ça que comptait faire François Hollande». L'eurodéputé souligne que, lui, avait parfaitement pris la mesure de ce qui se tramait: une «politique folle» appliquée «partout en Europe» et qui «conduit au désastre...» «Toute la campagne (présidentielle), a rappelé Mélenchon, j'ai passé mon temps à dire: il faut un débat, il faut qu'on parle, confronte, vérifie...» «Car moi, j'avais expliqué que les objectifs qu'il s'était donnés par rapport au budget, à la réduction du déficit, conduiraient à cet effondrement dans lequel nous sommes.» Pour lui, dans certains domaines, le chef de l'État est «de droite». «Il faut bien appeler les choses par leur nom.» «Nous allons mourir!», a-t-il martelé. «Nous allons avoir 300.000 chômeurs de plus...» Et pour lui, «quand le chômage explose, ce ne sont pas des chiffres sur un papier, mais la vie de millions de gens qui est intégralement pourrie».

(Monsieur Mélenchon fait partie de ces gens qui parlent à tort et à travers, qui sont prêts à discuter ou débattre avec n'importe qui sans que lui vienne un instant à l'esprit qu'en agissant ainsi ils les légitiment, car n'étant pas en principe placés sur le même terrain toute discussion entre eux devrait être impossible, si ce n'est pas le cas, cela signifie qu'il y en a forcément au moins un qui n'est pas à sa place ou qui ne livre pas ses réelles intentions, et les contradictions qui jaillissent lors de ces débats sont là pour en témoigner.

Mélenchon fait aussi partie de ces gens qui passent leur temps à tenir un double langage, à dissocier la parole de l'action de telle sorte qu'il est possible de leur attribuer un contenu différent sans que cela constitue une contradiction, et il y a fort à parier si on lui faisait remarquer, qu'il répondrait qu'on se livre à un amalgame ou qu'on serait victime d'une confusion avec laquelle il n'a rien à voir. Quand un jour Hollande serait acceptable pour monsieur Mélenchon au point de devenir son Premier ministre et quelques jours plus tard à peine déclarer qu'il le désespère, on a là la preuve qu'on est en présence d'un guignol, d'un type qui se fout totalement de notre sort. Cela saute aux yeux, nous éclate au visage, et il se trouve encore des militants pour faire confiance au Front de gauche, mais ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont rien dedans, ce n'est pas possible autrement.

Monsieur Mélenchon sait tout mieux que tout le monde, il peut intervenir spontanément sur tous les sujets qu'on lui soumet, c'est une encyclopédie à lui tout seul, il posséderait une culture phénoménale, il a tout dit et tout prédit avant tout le monde pour finalement nous confier qu'il est désespéré, franchement comment peut-on prendre au sérieux un type pareil ? «Nous allons mourir!», quel drame, on ne meurt qu'une fois, sauf au théâtre monsieur le comédien ! - ndlr)

PS et gouvernement sont agacés par les attaques de Mélenchon. Dimanche, Jean-Yves Le Drian s'est dit persuadé, sur Europe 1, que Mélenchon « *finalement n'a qu'un seul objectif: faire tomber la gauche, et je ne suis pas sûr que cet objectif-là soit une politique de gauche. Donc, je serais tenté de dire qu'il m'indiffère.*

(Le mépris, c'est la seule chose qu'ils connaissent au PS, sauf quand il s'agit de leurs amis d'Arabie Saoudite ou du Qatar, qui eux méritent leur estime, normal, ils sont faits pour s'entendre et le démontrent. - Ndlr)

Au Front de gauche, même si les communistes, par la voix de leur secrétaire national Pierre Laurent, se sont aussi demandés « *si le président de la République fait preuve d'aveuglement ou d'obstination*» - ce qui serait alors «une erreur politique lourde», tout le monde n'est pas aussi alarmiste et pessimiste que Jean-Luc Mélenchon. Le PCF compte ainsi beaucoup sur l'organisation, le 16 juin, d'assises de la « *refondation sociale et démocratique de la République*» pour mobiliser la gauche sur une autre politique. Et pas seulement la gauche radicale. Une trentaine d'organisations (politiques, syndicales ou associatives) se sont ainsi retrouvées lundi autour de la table pour préparer l'événement qui devrait se tenir en Seine-Saint-Denis avec, parmi les présents, des socialistes de la frange gauche comme Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes.

(Pierre Laurent en tient une sacrée couche, non, il est dans son rôle, souvenons-nous qu'ils se les partagent entre Hollande, Mélenchon et lui. Hollande ne fait pas " *preuve d'aveuglement ou d'obstination*", il est à son poste « *sinon pour appliquer sa ligne politique*», fidèle à ses convictions réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. Il commettrait « *une erreur politique lourde*» s'il en changeait, il doit rester pareil à lui-même tout comme le PS, d'ailleurs souvenons-nous, ils ne sont pas capables de faire autre chose, sauf à vouloir se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, c'est sans doute le problème de Pierre Laurent, dans le contexte actuel c'est un exercice des plus périlleux, ils doivent avancer à découvert, sans masque et leur vrai visage est celui de la réaction.

Alors comment tenir un discours aux apparences radicales pour faire bonne mesure auprès de leurs troupes et soutenir en même temps le régime, pardi, en l'enfermant dans un cadre conçu à cet effet, les assises de la « *refondation sociale et démocratique de la République*» feront l'affaire, avec au programme pour divertir la galerie : marionnettistes, prestidigitateurs, illusionnistes, contorsionniste, clowns, numéros de farces et attrapes, etc. le spectacle étant assuré notamment par Marie-Noëlle Lienemann et des écologistes, Mélenchon dans le rôle de monsieur loyal (envers qui vous avez), Laurent dans celui de réalisateur et metteur en scène et le tour sera joué, la magie du cirque pourra opérer puisque leurs militants ont un niveau théorique médiocre, le numéro de dressage leur sera particulièrement destiné. - ndlr)

Mardi, une nouvelle réunion devrait définir les thèmes de cette journée. Les retraites devraient tenir un rôle central. Le dossier sera quelques jours plus tard au cœur de la conférence sociale des 20 et 21 juin. Les Assises ne cachent pas leur ambition

d'apporter leur propre contribution au débat... «*Dans le climat actuel, indique le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, nous devons absolument ouvrir une porte qui permette de construire ensemble et de ne pas désespérer...*» lefigaro.fr 19.05

(Absolument ! C'est marrant, pourquoi, la "porte" serait-elle toujours fermée ? Et nous qui avons cru comprendre que vous l'aviez ouverte en proposant une issue politique aux travailleurs, on a dû mal comprendre, cela doit être pour cela aussi que les travailleurs sont désespérés, ne vous donnez pas tant de mal, ils pourraient l'être encore davantage dans le futur, on s'en chargera à votre place. nldr)

### Hollande-Fabius-Le Drian le bastion de la pire réaction impérialiste.

En Syrie.

La Turquie n'est pas opposée à la présence de l'Iran à la conférence de Genève II, a annoncé une source diplomatique sous couvert d'anonymat. «*La Turquie a fini par reconnaître le rôle influent de l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie, ainsi que la nécessité de la présence de l'Iran à la conférence de Genève II* ». Auparavant, la Russie avait insisté sur la présence de l'Iran à la conférence internationale sur la Syrie, qui aura lieu, à Genève. french.irib.ir 20.05

Pour rappel, causerie du 18.05.

- A Paris, on affirme néanmoins que la présence d'une délégation iranienne est exclue.

"*En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

Si Erdogan après avoir rencontré Obama à Washington dit que l'Iran participera à cette conférence, c'est que les Américains en ont décidé ainsi avec les Russes, et demain à Paris les nostalgiques de l'empire colonial lui emboîteront le pas aussi sec.

Le Drian, il a dit quoi à propos de Mélenchon, "*il m'indiffère*, assurément il fera preuve de la même fermeté et tiendra le même langage face à Obama ! Quel bande de minables, le PS quoi !

Au Liban.

Le mouvement de la résistance libanaise le Hezbollah suit de près les agissement de la France qui s'accélérent contre lui !

Cheikh Mohamad Yazbek, président de la délégation religieuse du Hezbollah a dénoncé les tentatives de Paris pour inscrire le nom de la résistance sur la liste des organisations terroristes à titre d'une démarche destinée à palier au régime sioniste. L'info est reprise par le site Al Nachra. Il a mis en garde contre des basses manoeuvres qui "*visent à apaiser les craintes d'Israël face à une seule puissance immédiate qui est capable de lui porter des coups à savoir le Hezbollah*". "*Les Israéliens ont depuis toujours l'habitude. Ils font pleurer les autres pour rire. Mais ce temps des fous rires est révolu et je peux vous dire qu'avant que l'ennemi nous fasse pleurer, nous allons l'obliger à verser de chaudes larmes. Nous en sommes au stade des attaques préventives : avant même qu'Israël puisse nous détruire, nous allons le détruire. Plus aucune trace de l'humiliation et du mépris subis par le passé*". french.irib.ir 20.05

En aparté, hier soir j'ai adressé un courriel à ce portail iranien pour leur signaler les nombreuses fautes que comportaient leurs articles.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Israël

Les autorités israéliennes a exigé dimanche de France 2 qu'elle corrige un reportage datant de septembre 2000 sur la mort d'un garçonnet palestinien dans les bras de son père qui avait enflammé les esprits et déclenché une flambée de violences contre l'État hébreu.

Mohammed al Doura, 12 ans, et son père, Djamel, avaient été filmés dans la bande de Gaza par une équipe de la chaîne de télévision publique française terrorisés à l'abri d'un muret, pris sous les tirs croisés entre l'armée israélienne et des activistes palestiniens, au début de la seconde "*intifada*".

L'enfant avait ensuite été découvert sans vie. Son père avait en revanche survécu, blessé.

Dans un rapport de 36 pages publié dimanche, les autorités israéliennes estiment que l'affirmation de France 2 selon laquelle Tsahal serait responsable de la mort du petit garçon est "*destructive*" et a alimenté pendant des années des attaques par des islamistes radicaux contre des intérêts israéliens et américains.

Cette accusation, lit-on aussi dans le rapport, "*a servi d'inspiration et de justification au terrorisme et à l'antisémitisme*".

A Gaza, Djamel al Doura a contesté le rapport israélien en le présentant comme une "*nouvelle invention*". Interrogé par Reuters, il a exigé la tenue d'une enquête internationale avec participation arabe sur les événements vieux de près de 13 ans.

France 2 a quant à elle réagi au rapport israélien en déclarant dans un communiqué qu'il "*témoigne d'une volonté de participer à une enquête internationale indépendante menée selon les normes internationales*".

La chaîne ajoute être disposée à contribuer à l'exhumation du corps du petit Mohammed "*pour aider à clarifier les circonstances*" de sa mort. Reuters 20.05

Les sionistes respirent, transpirent, scuinent la haine de l'autre, du Palestinien, de l'arabe, du juif, du sémite. 13 après des faits dont plus personne ne devait encore parler, car ils se sont rendus coupables de tellement d'actes de barbarie envers les Palestiniens depuis, ils n'assument toujours pas leurs crimes.

Ils ont dû le ressasser pendant toutes ces années, imaginez un peu le degré de haine qui peut les habiter, cela dépasse tout ce qu'on connaît, en dehors peut-être des mercenaires sanguinaires qui interviennent en Syrie et qu'ils soutiennent, ils ont même mis une infirmerie à leur disposition pour les soigner en Jordanie. Et France 2 qui est à prêt à faire amende honorable face à ces dictateurs, service public oblige pour un peu cela pourrait devenir une affaire d'Etat, ils ont une mentalité de larbin, ils nous dégoûtent.

Pour une fois que des journalistes indépendants font leur travail, cela est à mettre en relation avec l'affaire du "*mur des cons*" déclencher par un portail et un journaliste sioniste, Atlantico.fr, cette fois contre l'indépendance des juges. Au fait, c'est pas cette semaine que Sarkozy devait faire une visite de deux jours en Israël et rencontrer le Premier ministre ?

---

## SOCIAL

### 1- Portugal

Une large majorité de Portugais est favorable à une rupture ou à une renégociation du plan d'aide international mis en oeuvre au Portugal depuis deux ans, estimant qu'il a aggravé la situation économique du pays, selon un sondage publié lundi dans les médias portugais.

D'après cette étude d'opinion, 82,5% des sondés estiment que le Portugal devrait rompre l'accord avec la troïka représentant les créanciers internationaux du pays ou le renégocier.

Au premier trimestre, l'activité économique au Portugal s'est contractée de 3,9% sur un an, tandis que le chômage a atteint le taux record de 17,7%.

Cette politique de rigueur est de plus en plus contestée par les syndicats et l'opposition, provoquant même des tensions au sein de la coalition au pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, chef du petit parti conservateur CDS-PP, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, s'est en particulier déclaré opposé à un projet de contribution spéciale sur les retraites.

Dans ce contexte, le président portugais Anibal Cavaco Silva a convoqué lundi après-midi le Conseil d'Etat, un organe consultatif composé de 21 membres de sensibilités politiques diverses, afin d'étudier "*les perspectives de l'économie portugaise pour la période de l'après-troïka*".

Pendant cette réunion au palais présidentiel, le mouvement apolitique "*Que se lixe a troïka*" (Que la troïka aille se faire voir) a appelé à une concentration afin de réclamer la fin de l'austérité et la démission du gouvernement. AFP 20.05

### 2- Bangladesh

La police au Bangladesh a tiré lundi des balles en caoutchouc pour disperser des milliers d'ouvriers du textile en colère réclamant des hausses salariales, sur fond de débat sur leurs conditions de travail après la mort de 1.127 employés dans l'effondrement d'un immeuble près de Dacca.

La police affirme être intervenue après que des ouvriers ont bloqué l'accès à une autoroute dans la zone industrielle d'Ashulia, à la périphérie de la capitale, où sont basées des centaines d'usines de confection travaillant pour des groupes occidentaux comme l'américain Walmart ou le français Carrefour.

Ces usines avaient fermé quelques jours la semaine dernière pour cause de violence d'ouvriers. Elles ont rouvert vendredi, l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA) ayant dit avoir obtenu la garantie du gouvernement que les usines bénéficieront de "*la plus grande sécurité*".

Depuis l'effondrement d'un immeuble du secteur textile le 24 avril, qui a fait 1.127 morts, les ouvriers, parfois payés 38 dollars (30 euros) par mois, ont presque quotidiennement débrayé pour réclamer des hausses de salaire et l'exécution du propriétaire de l'immeuble.

*"Ils demandaient de meilleurs salaires. Nous avons tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser car ils sont devenus violents et ont occupé une route"*, a déclaré à l'AFP le chef de la police d'Ashulia, Badrul Alam.

Selon lui, environ 20.000 ouvriers ont pris part à la manifestation. Selon le chef de la police du district, Mustafizur Rahman, ils étaient 12.000. AFP 20.05

Ils exigent un salaire minimum de 77 euros, l'équivalent de 5.300 roupies indiennes environ, c'est le salaire minimum à Pondichéry.

Mais de nombreux travailleurs ont en réalité un salaire mensuel net entre 3 et 4.000 roupies dans un pays où l'économie dite informelle occupe 3 emplois sur 4. Au lieu d'économie informelle, il vaudrait mieux parler d'économie sans loi ni règle ou statut, totalement dérégulée ; sans contrat de travail, feuilles de paie, enregistrés nulle part, ce sont ainsi les trois quarts ou les trois cinquièmes des 350 à 400 millions de travailleurs indiens qui sont taillables et corvéables à merci, livrés à l'arbitraire de patrons à côté desquels les vôtres en France feraient figures d'humanistes !

### 3- Burundi

Les enseignants des écoles secondaires publiques du Burundi, réunis au sein du syndicat Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire (CONAPES), ont entamé lundi une grève générale pour s'insurger contre les disparités salariales observées dans la fonctionnaire publique.

Dans des écoles à la mairie de Bujumbura visitées par APA, la grève a été largement suivie. Au lycée municipal de Buyenzi, aucun professeur n'a quitté la salle des professeurs pour aller enseigner.

Le représentant du CONAPES à cette école, Dismas Ntiranyuhura, a indiqué que les enseignants réclament la fin des disparités salariales observées dans la fonction publique.

Selon lui, certaines catégories de fonctionnaires ont bénéficié des grosses primes ou indemnités alors que les autres n'en ont pas eu, notamment les enseignants. Il a cité à ce propos le personnel de la santé qui bénéficie actuellement de 17 indemnités, alors que les enseignants n'en ont que deux.

*"Un travailleur qui a deux ans dans ce secteur qui a terminé l'école paramédical (deux ans après la dixième) touche un salaire de loin supérieur au mien. Moi, je viens de passer 17 ans dans l'enseignement. C'est ridicule !"*, a dénoncé M. Ntiranyuhura, selon qui *"des statuts spéciaux sont élaborés pour certains fonctionnaires, mais pour les enseignants on nous rétorque que nous sommes nombreux ; ceci n'est pas acceptable"*.

Avec la nouvelle ordonnance ministérielle portant modalité de calcul de l'impôt professionnel sur les rémunération qui a porté le salaire imposable à 150.000FBU et plus, M. Ntiranyuhura indique que cela a permis aux petits fonctionnaires comme les enseignants de gagner un peu d'argent. Ainsi, il dit gagner 32.000Fbu. *"Mais, a-t-il dit, les disparités restent et cela doivent disparaître. A diplôme égal, salaire égal"*.

Cette grève arrive presque à la fin de l'année au moment où les élèves se préparaient à passer les examens de fin d'année. apanews.net 20.05

Apanews.net est une agence de presse africaine que j'ai dégotée par hasard. (pour les nuls en orthographe : dégoter ou dégotter, les deux existent, fastoche le français à apprendre !)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mai 2013

## CAUSERIE

Pas le temps de causer, actualité trop chargée. J'ajouterai des articles en ligne ce soir.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Hollande en président du conseil d'administration d'une banque ou d'une entreprise, privée cela va de soi.](#)

- Ce que François Hollande aurait dû dire si sa conférence de presse avait été l'assemblée générale de ses actionnaires - Atlantico.fr

[Ils ne digèrent pas leur défaite.](#)

- Comment Bachar Al-Assad reprend la main en Syrie - LeMonde.fr

- Syrie: combats à Qousseir, le Hezbollah inquiète Etats-Unis et UE - AFP

- Hezbollah : sa branche armée "*terroriste*" aux yeux de l'UE ? - Le Nouvel Observateur

- Syrie : Erdogan dénonce l'"*intervention étrangère*" du Hezbollah - LePoint.fr

- Londres veut le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes - Reuters

[Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.](#)

- Guatemala: la condamnation de l'ex-dictateur Rios Montt pour génocide annulée - AFP

La Cour constitutionnelle du Guatemala a annulé pour vice de procédure la condamnation historique de l'ex-dictateur Efraim Rios Montt, premier ancien autocrate latino-américain à avoir été reconnu coupable de génocide, qui sera renvoyé devant la justice.

La Cour constitutionnelle renvoie également l'accusé devant le tribunal qui l'a jugé, à une date non définie.

Mardi, la défense de M. Rios Montt a également fait part à l'AFP de son intention de le voir comparaître devant d'autres juges que ceux qui ont mené le précédent procès. AFP 21.05

[Vrai fausse info.](#)

- Grèce: effet caché de la crise économique, chiffre record des suicides - Atlantico.fr

En 2011, en République hellénique il y a eu 477 suicides, soit une hausse de 26% sur un an, a indiqué mardi auprès du service statistique Elstat.

A l'image de ses voisins du Sud, la Grèce affiche toutefois un taux de suicide plus bas que les pays du nord de l'Europe. Atlantico.fr

Un internaute a réagi en relevant qu'en France la population était six fois plus importante pour 11 à 12.000 suicides par an.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Confirmation.](#)

- GB : le mariage homosexuel approuvé par les députés, passe devant les Lords - AFP

Les députés britanniques ont voté mardi en faveur du projet de loi autorisant le mariage homosexuel, après une bataille parlementaire difficile pour le Premier ministre britannique David Cameron, accusé au sein de son parti d'avoir perdu le contact avec la base.

Au total, 366 députés ont voté en faveur du projet de loi et 161 s'y sont opposés.

Cette validation ne marque toutefois pas la fin du parcours législatif du projet de loi, qui sera présenté dès mercredi devant la Chambre des Lords. La discussion à proprement parler y prendra place début juin, et pourrait donner lieu à une forte résistance, notamment de la part des évêques.

Si le mariage homosexuel ne suscite quasiment pas de remous dans l'opinion publique, qui lui est majoritairement favorable selon les sondages, le sujet déchire en revanche le parti tory.

Mais au Royaume-Uni, le changement est avant tout symbolique, puisque les couples homosexuels ont déjà les mêmes droits parentaux que les couples hétérosexuels : ils peuvent adopter, recourir à la procréation médicalement assistée et à une mère porteuse, pourvu qu'elle ne soit pas rémunérée. Ils peuvent également s'unir depuis 2005 dans le cadre d'un partenariat civil. AFP 21.05

En fait je m'étais trompé ou plutôt j'avais manqué de précision, donc je rectifie, la monarchie britannique qui depuis la fin du XVIIe siècle est liée à la famille Rothschild entres autres banquiers, plus encore depuis le début du XIXe siècle, n'a pas de retard sur les autres monarchies qui ont déjà adopté le mariage homosexuel, la monarchie en Europe incarnant le progrès social aux XIXe et au XXe siècle cela fut étonnant, quelle méprise de ma part, non, bien au contraire elle les a même devancées, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

La réaction ne peut engendrer que la réaction, un peu comme les chiens ne peuvent pas faire des chats. Le plus étonnant, c'est que des révolutionnaires qui manquent singulièrement de discernement puissent imaginer le contraire sous la pression de l'idéologie dominante qui est devenue envahissante, au point de culpabiliser si on ne la partage pas, de ne même plus avoir le courage de s'y opposer, parce qu'ils procèdent pas abstraction, isolant un fait ou une mesure du contexte dans lequel il intervient et perdant de vue dans quelle direction évoluent la société et le monde, les rapports entre les classes, à moins qu'ils n'en aient pas conscience, ce qui est le plus probable, à qui ils profitent vraiment.

A Doha, gouvernants et intellectuels font preuve de servilité envers un émir dégénéré, et là on constate le même phénomène envers des monarchies qui sont à l'initiative de cette mesure qui conduit à la dislocation du dernier rapport qui avait résisté jusqu'à présent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société engendrée par celle du capitalisme, brisant le rapport associant un homme et une femme en reconnaissant leurs différences sur lequel la civilisation humaine s'était contruite. Les deux seront perdant à l'arrivée, c'était leur objectif. Leur apport à la civilisation humaine étant remis en question, ils ne seront plus considérés comme de vulgaires marchandises ou des consommateurs, et encore, déhumanisés puisque incapables de se reproduire, n'appartenant plus tout à fait à l'espèce humaine, appartenant seulement au marché, ils en sont le produit après tout, il a acquis le droit d'en faire ce qu'il veut avec leur consentement...

En régime socialiste, chacun pourrait vivre librement sa sexualité sans que le législateur n'intervienne, toute discrimination envers les homosexuels serait sévèrement sanctionnée, quant au mariage, notion obsolète et réactionnaire, contre-nature, qui enchaîne deux êtres de sexe opposé ou de même sexe, nous ne l'encouragerons pas, nous ne pourrons pas le supprimer arbitrairement, nous le laisserons dépérir au fur et à mesure que la société se débarrassera des rapports créés sous le capitalisme, les couples auront les mêmes droits, sauf en ce qui concerne la procréation assistée qui sera interdite dans tous les cas de figure, et le droit à l'adoption sera réservé au couple de sexe différents.

Gageons qu'une société respectant les aspirations de chacun et concourant à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population permettra à chacun de se sentir bien dans sa peau, d'assumer le sexe sous lequel il est né, ce qui dans certaines circonstances est impossible sous un régime (capitaliste) construit aussi sur l'opposition entre les sexes au lieu de sa complémentarité, reproduisant l'opposition entre classe dominante et classe dominée, ce qu'on retrouve dans la disparité salariale entre les hommes et les femmes par exemple au détriment des femmes, injustice qui aura totalement disparu dans un régime socialiste.

[En famille du 13e sommet de Doha au Qatar.](#)

Deux sources d'informations (notamment) sur le Qatar

Vidéo. La face cachée du Qatar



[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=3207FUTkykQ](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3207FUTkykQ)

124 articles sur le Qatar proposés par le Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/mot113.html?lang=fr>

Dans notre portail vous trouverez 26 articles de sources diverses sur le Qatar.

Les Daladier et Chamberlin du XXIe siècle. La France vassal du Qatar.

Ce qui caractérise notre époque, c'est l'allégeance des gouvernants et de la plupart des intellectuels à un confetti, un "*micro-état, à peine plus grand que la Corse*" dirigé par un ploutocrate mégalomane et sanguinaire, terrotisme d'Etat, chef mafieux d'une cohorte de barbares djihadistes qui terrorisent les populations de Tunis à Damas, leur servilité apparemment sans limite ne peut que nous inspirer le plus profond mépris. Ils incarnent la décadence du capitalisme.

Que parmi les représentants français qui se sont précipités à Doha on trouve des parlementaires de l'UMP, de l'UDI et du PS n'étonnera personne.

Je n'ai pas le temps de rédiger un bel article, bien structuré, etc., aussi on se contentera de quelques éléments que j'ai essayé de classer par thèmes pour couvrir cet évènement qui n'a rien d'anodin. Il est grotesque du début à la fin, c'est peut-être dur à concevoir et à avaler, mais pour être lucide, il nous faut absolument regarder la réalité en face et essayer d'en tirer des enseignements pour la suite de notre combat.

Quand l'émir des djihadistes d'Al Nosra dicte son agenda aux chefs d'Etat du monde entier.

-... l'organisation du Forum est aussi pour le Qatar une manière de mettre ses propres thèmes à l'agenda international. Depuis treize ans, le pays tente de se présenter en hôte privilégié des discussions sur la transition démocratique du monde arabo-musulman. (metrofrance.com 21.05)

Le Qatar profite de cette tribune pour appeler une nouvelle fois à une intervention militaire occidentale en Syrie.

- Pour cette 13e édition, l'intervention en Syrie et la résolution du conflit israélo-palestinien sont au cœur de débat. Venu en personne inaugurer les discussions, l'Émir a accueilli ses invités avec un message sans équivoque. "*Il est regrettable de voir que les initiatives internationales ont échoué à prendre la voie de la conscience*", a-t-il martelé devant un parterre de personnalités. De la même façon, il a réclamé "*le retrait des territoires palestiniens occupés*". (metrofrance.com 21.05)

Une dictature créée de toutes pièces par les puissances occidentales à l'instar de l'Etat sioniste allié du Qatar qui leur rend bien.

- Une stratégie d'influence permise avant tout par la fortune colossale accumulée par le Qatar. Car, si le Forum de Doha fait le plein, c'est aussi parce que l'Émir sait se montrer généreux. Le budget total de la manifestation n'est pas connu, mais les 600 participants sont tous invités. Voyage, hébergement, repas, tout est intégralement pris en charge par l'émirat. Une façon de s'assurer que le Forum de Doha, même s'il n'aboutit à rien, aura au moins fait le plein. (metrofrance.com 21.05)

Parmi les participants à ce sommet.

- Le député (UDI) Maurice Leroy, président du groupe d'amitié parlementaire France-Qatar participe au 13e forum de Doha

20minutes.fr : Le Qatar fait polémique. Qu'en pensez-vous?

Maurice Leroy : Je n'ai pas d'avis à donner. Je n'aime pas les polémiques quelles qu'elles soient.

François Fillon, Hubert Védrine (PS) [ancien ministre des Affaires étrangères] sont venus, Elisabeth Guigou (PS) [qui dirige la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale] a décidé d'envoyer des députés.

Beaucoup plus de députés voulaient venir mais un groupe d'amitié ne peut pas envoyer dans un pays étranger plus de sept de ses membres. C'est réglementé. Par ailleurs, pour la première fois, la commission des Affaires étrangères a décidé d'envoyer une délégation de huit députés à Doha. Je m'en réjouis.

20minutes.fr : Mais ce qui crée le trouble est le soutien du Qatar aux groupes islamistes dans plusieurs pays...

Maurice Leroy : Moi, Maurice Leroy, je n'en sais rien, je ne suis pas aux services secrets. 20minutes.fr 21.05

Il ne sait rien, il n'a d'avis sur rien dès qu'on lui pose des questions embarrassantes sur le Qatar, une loque quoi.

Parmi les intervenants à ce sommet.

- L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ibn Khalifa Al Thani, a donné le la aux travaux de ce forum dont il a présidé la cérémonie d'ouverture. Il a notamment relevé que la treizième édition intervient à un moment crucial de l'histoire du monde arabe marquée par une colère populaire générale contre les inerties et les gouvernances dictatoriales. «Les peuples arabes se sont soulevés pour réhabiliter les citoyens dans leur dignité et liberté. Ces peuples constitueront à l'avenir la pierre angulaire dans l'édification du nouvel ordre mondial», a notamment averti l'émir de l'Etat du Qatar.

Quatre invités ont ensuite défilé à la tribune pour proposer leurs propres perceptions, celles de leur pays ou de leur région à propos des affaires de ce monde.

MM. Gordon Brown, ancien Premier ministre britannique et président du Parti travailliste, François Fillon, ancien Premier ministre français, Peter Maurer, vice-président de l'Argentine, et Wolfgang Ischinger, président de la conférence de sécurité à Munich, ont exposé leur manière et leurs recommandations pour résoudre l'ordre politique, sécuritaire et économique mondial, en proie, selon eux, à d'imminentes et graves menaces. <http://philippehua.com> 21.05

Pour rappel, ce pays est régi par la charia (la loi islamique) et la nouvelle Constitution (2004) n'autorise pas la formation de partis politiques. Le ministre des Affaires étrangères, interrogé plusieurs fois sur cette question, répond que le Qatar est un petit pays et ne peut pas contenir tous les partis politiques. (source : wikipédia)

François Fillon (UMP) invité d'honneur du 13e Forum de Doha

Extrait de son intervention.

- Vous avez développé, ici au Qatar, un modèle exemplaire. En l'espace de quelques années, vous avez ancré votre choix du multilatéralisme. Vous comptez parmi ceux qui s'impliquent sur les grands enjeux globaux, la régulation financière internationale, le changement climatique ou encore l'aide au développement. Bien entendu, cela suscite quelques critiques. Mais la voie que vous avez choisie – celle de conserver votre identité tout en faisant le choix du dialogue des civilisations et du dialogue interreligieux – est la seule possible. Ce facteur religieux est essentiel à la compréhension de notre monde. [www.francoisfillon.org](http://www.francoisfillon.org) 21.05

En Syrie, les mercenaires recrutés, payés et armés par l'émir du Qatar se sont employés à briser, sans succès, l'harmonie qui existait entre les différentes religions dans ce pays. Fillon n'est pas sans le savoir, à moins de prétendre qu'il ne connaîtrait pas l'histoire de ce pays, nous ne lui ferons pas cet affront.

Eric Woerth (UMP)

Membre de la délégation française présente au Qatar pour l'ouverture lundi de la 13e édition de Doha Forum, Eric Woerth explique au JDD que la France doit "*mieux comprendre*" ce qu'est aujourd'hui cet Etat, "*à la fois tout petit en terme de dimension et très grand en terme d'influence*".

"*La question est de savoir pourquoi ce pays a autant d'influence, au-delà de sa manne financière très importante*", affirme l'ex-ministre et député UMP de l'Oise. "*Cette conférence tourne autour du monde arabe mais son avenir nous concerne de très près*", souligne Eric Woerth, qui regrette que le monde politique français soit encore "*beaucoup trop fermé sur lui-même*". <http://www.europe1.fr> 20.05

Il faudrait accorder plus d'importance au Qatar, on a compris le message.

Hubert Védrine (PS)

Depuis le Qatar, l'ex-ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine faisait parties de nombreuses délégations étrangères venues débattre du contexte international et économique à l'invitation de l'Emir du Qatar Skeikh Hamad Bin Khalifa Al Thani.

Les Qataris ont assez habilement réussi à créer quelque chose qui attire beaucoup de personnalités du monde entier. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres événements de cette nature dans le monde arabe. C'est un peu comparable à la politique étrangère du Qatar : ce Forum est original, dynamique et en même temps il bénéficie de la grande absence de la plupart des pays arabes aussi bien sur le plan diplomatique que le sur le plan culturel ou dans le débat des idées. Il y a ici une très grande liberté de ton. Il

y aura notamment des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme, la situation en Syrie ou le développement économique. Ce sommet est assez représentatif du fait que les événements intellectuels et politiques ne se tiennent plus uniquement dans le monde occidental. lejdd.fr 20.05

Que le plus misérable laquais soit un dirigeant du PS n'étonnera personne non plus, ils vont avoir "*des échanges sur la démocratie, les droits de l'Homme*" avec ceux qui sont en train de détruire la Syrie et de massacrer son peuple qui ne leur ont rien fait, qui n'ont agressé personne, aucun Etat, vous êtes un tyran monsieur Védrine.

Le président sénégalais Macky Sall

Visite officielle à Doha : Qatar déroule déroule le tapis rouge à Macky Sall.

Le président de la République, Macky Sall semble accorder beaucoup d'importances aux retombées que sa visite officielle au Qatar peut générer pour le Sénégal.

Le point d'orgue de la visite officielle est la rencontre entre le président de la République du Sénégal, Macky Sall avec son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir du Qatar. Un déjeuner royal est à l'honneur de son hôte. Il est offert par l'Emir. <http://www.le-dakar.com> 20.05

Macky Sall est venu pour lui vendre le Sénégal et son peuple, il n'y en a pas un pour relever l'autre.

### Quand les mains sales font le ménage

Le contexte. Ils s'entendent comme larons en foire.

Ils ont favorisé la fraude fiscale à grande échelle des citoyens les plus fortunés, ils ont créé de toutes pièces les paradis fiscaux, toutes les puissances économiques occidentales en possèdent sur leur territoire ou sont alliés par le biais de l'UE ou d'accords économiques bilatéraux à des Etats qui en possèdent, tous possèdent sur leur territoire respectif des banques et des multinationales répertoriées dans les paradis fiscaux, le fisc de ces Etats en est parfaitement informé et estime que c'est légal.

S'attaquer à la classe moyenne supérieure.

- Les Vingt-Sept poussés à aller vite contre la fraude fiscale - AFP
- Strasbourg presse les Etats d'agir contre la fraude fiscale - Reuters
- Fraude fiscale: le gouvernement va alourdir les sanctions pénales - AFP

Ils le savaient tous.

- Cahuzac : le fisc savait depuis 2001, selon Gonelle - liberation.fr

Devant la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire du compte en Suisse, le premier détenteur de l'enregistrement de Jérôme Cahuzac dit avoir alerté l'administration dès 2001, par l'intermédiaire de l'un de ses proches.

C'est en dehors de toute procédure officielle que Michel Gonelle a donc trouvé ce qu'il nomme «*une troisième voie*» : informer, au printemps 2001, un fonctionnaire des impôts, faisant partie de son «*cercle intime*», qui avec son accord, s'est chargé de relayer l'information à la Direction nationale d'enquêtes fiscales (DNEF). liberation.fr 21.05

Ouf !

- Artifices fiscaux des multinationales: la polémique relancée - AFP
- La polémique sur les impôts dérisoires payés par certaines multinationales a beau prendre de l'ampleur, elle ne devrait pas être abordée mercredi lors du sommet européen sur la fiscalité, centré sur la lutte contre la fraude fiscale des particuliers. AFP

Le comble de l'hypocrisie quand on abrite un paradis fiscal : Le Vatican.

- Fraude fiscale: Letta dénonce une "*hypocrisie incroyable au niveau européen*" - AFP

- ... en janvier dernier, la Banque d'Italie a suspendu toutes les activités de paiements électroniques du petit Etat pour manque de transparence, paralysant ainsi les musées du Vatican et les magasins pour touristes, et empêchant le retrait d'argent des deux guichets automatiques de la banque vaticane qui proposent de faire les opérations bancaires en latin !

Les banques italiennes, pour des raisons de normes anti-blanchiment, ne peuvent plus travailler avec la banque du Vatican et, pour ses opérations électroniques, cette dernière travaille désormais avec le soutien d'une banque suisse ! lalibre.be 15.03.13

Et puis cela va prendre du temps...

D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

- Les ministres des Finances des 27 ont décidé mardi de confier un mandat à la Commission européenne pour renégocier les accords fiscaux avec la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Liechtenstein. Mais ils ont échoué à se mettre d'accord sur le point le plus important: faire adopter à l'unanimité la révision d'une loi européenne, en souffrance depuis 2008, sur la fiscalité de l'épargne.

Cette loi prévoit l'échange automatique d'informations de certaines données bancaires. L'idée est à terme de la renforcer et d'en étendre le champ d'application, notamment à l'assurance-vie.

Or, l'Autriche et le Luxembourg, farouches défenseurs du secret bancaire, n'ont pas complètement levé leurs restrictions, contrairement à ce qu'espéraient leurs partenaires, arguant qu'il fallait au préalable des négociations abouties avec les pays tiers comme la Suisse, ce qui va prendre du temps. AFP 21.05

Reposons la question ; D'où vient le pouvoir de la Commission européenne ? Réponse.

Et pendant ce temps-là le Parlement européen se fait le relais... du G20 !

- Dans leur résolution, les députés européens relaient le message du G20, qui a appelé le 19 avril à la généralisation de l'échange automatique d'informations en matière fiscale entre les Etats.

Ils invitent la Commission européenne à imposer aux entreprises multinationales la publication du montant précis des impôts qu'elles versent dans chaque pays où elles opèrent.

Ils estiment que les licences bancaires de tout établissement financier qui favorise la fraude fiscale doivent être suspendues ou révoquées.

Quant aux paradis fiscaux, ils devraient, selon le Parlement, se voir imposer des mesures de rétorsion telles que barrières tarifaires, interdiction d'accès aux marchés publics de l'Union ou non reconnaissance du statut juridique des sociétés qui y sont établies. Reuters 21.05

Commission européenne qui se trouve être sous la coupe du lobby de la Table ronde des industriels européens qui rassemble une cinquantaine de dirigeants de multinationales, une mauvaise blague que croire que la Commission européenne pourrait s'attaquer à leurs intérêts.

[Quand le pape se fait l'écho du G8 et de la Commission européenne.](#)

Ah ce que la vie était belle sous le bon vieux capitalisme des XIXe et XXe siècle !

A droite comme à gauche, on trouve des nostalgiques de l'époque où la plèbe en guenille démunie ou résignée trainait derrière elle sa misère, pendant que les aristocrates et les bourgeois vivaient dans une opulence tapageuse avec la bénédiction des curés et des pasteurs, tandis que les petits-bourgeois et les intellectuels s'épanchaient sur les merveilleux progrès de la société que le capitalisme leur procurait, ce qui leur avait permis de développer un humanisme à bon marché...

Refonder l'Union Européenne en conservant le bon vieux système capitaliste qui avait fait le bonheur des exploités des générations passées, en faire enfin une Europe sociale où chacun pourrait s'épanouir et profiter du progrès social, où la paix et la liberté règneraient, heureux soient les hommes qui placés sous les saints auspices des banquiers et des institutions politiques qui leurs sont dévouées entretiennent un tel idéal de justice et de fraternité...

- Le pape dénonce le "*capitalisme sauvage*" - Reuters

Le pape François a dénoncé mardi, lors d'une visite à une soupe populaire, le "*capitalisme sauvage*" et prêché pour un retour des valeurs de générosité et de charité.

*"Un capitalisme sauvage a enseigné la logique du profit à tout prix, du donner pour recevoir, de l'exploitation sans tenir compte des personnes (...) et nous en voyons les résultats dans la crise que nous traversons"*, a dit le pape François.

La semaine dernière, il avait lancé un vibrant appel à une réforme de la finance mondiale, estimant que l'impitoyable "*culte de l'argent*" et la "*dictature de l'économie*" avaient aggravé la vie de millions de personnes à travers la planète.

*"L'argent doit servir, il ne doit pas gouverner"*, avait-il déclaré aux ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège pour son premier grand discours sur la finance depuis son élection en mars. Reuters 21.05

Celui qui possède le monopole de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation détient le pouvoir, les banquiers des banques centrales. Le pape serait-il disposé à abolir ce monopole pour le remettre au peuple travailleur qui crée les richesses ? Poser la question c'est y répondre.

Pour conserver son emprise sur ses ouailles ou pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de s'écarter du bercail ou qu'ils y retournent s'ils s'en étaient écartés, il lui faut dénoncer les aspects les plus visibles ou violents du capitalisme, histoire qu'ils n'aient pas l'idée de prendre la voie de la lutte des classes les malheureux, ils seraient perdus pour toujours même dans l'au-delà. La ficelle est un peu grosse quand même, non ? Plutôt une corde passée au cou des masses ignorantes parmi les plus défavorisés pour mieux les achever, à moins que le capitalisme s'en charge lui-même, de nos jours ils ne manquent pas de bourreaux pour exécuter sa sentence, y compris dans le mouvement ouvrier.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves le Drian, a appelé, vendredi 17 mai 2013, à un durcissement des « *sanctions décisives* » contre l'Iran. Il a déclaré, lors d'un discours devant l'Institut Carnegie à Washington : « *La double approche sanction-dialogue doit nous conduire à renforcer la pression sur l'Iran dans les mois qui viennent car le programme iranien d'enrichissement continue* ».

Cette déclaration hostile et irréfléchie du ministre français a fait réagir Ahmad Vahidi, ministre iranien de la Défense. « *Les déclarations du ministre français de la Défense témoignent de deux choses. Tout d'abord, la France continue à se comporter comme une puissance colonialiste et il est dommage qu'un État, qui est le berceau de l'une des plus grandes révolutions de l'Histoire, parle et agisse en puissance coloniale. Le second point dont témoignent ces propos, c'est l'inefficacité des sanctions anti-iraniennes. Le fait que ces sanctions restent sans effet pousse l'Occident à en réclamer le durcissement* » a fait remarquer Monsieur Vahidi, avant de revenir au soutien de la France au terrorisme en Syrie, et à ses politiques belliqueuses « *éhontées et déplacées* » en Afrique et au Moyen-Orient.

« *Au lieu de tenir ce genre de discours hostile et inhumain, il vaudrait peut-être mieux que les dirigeants français s'attèlent à la tâche, ô combien urgente, de résoudre les problèmes et les crises domestiques qui rongent la France. [...] Si la France faisait l'objet d'une toute petite portion des sanctions infligées à l'Iran, les Français ne pourraient les supporter, même si la France est l'une des puissances économiques mondiales. [...] Les Iraniens ne reculeront pas face aux pressions. Ils ne renonceront pas à leurs droits et resteront attachés à leurs convictions et à leurs idéaux.* », a ajouté le ministre iranien de la Défense.

En tenant un tel discours devant un think tank (l'Institut Carnegie) favorable au « *choc des civilisations* », le ministre français de la Défense ne fait que défendre la position du lobby sioniste de France, au détriment des intérêts économiques et politiques des Français (fermeture de l'usine Peugeot d'Aulnay-sous-Bois suite aux sanctions économiques infligées à l'Iran !). french.irib.ir 21.05

Sarkozy et Juppé en pire, non ? Normal, qui en doutaient ? Less larbins pour se faire valoir sont souvent plus royalistes que le roi...

#### 2- Arabie Saoudite

Cinq Yéménites ont été exécutés et leurs corps exposés en public le 21 mai dernier dans le sud-ouest de l'Arabie Saoudite. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, les hommes avaient commis une série de vols et assassiné un Saoudien en l'étouffant.

Un sixième homme, un Saoudien, condamné pour meurtre, a en outre été exécuté dans la province de Assir (sud), ce qui porte à 47 le nombre d'exécutions dans le pays depuis le début de l'année.

Les cinq Yéménites, parmi lesquels figurent trois frères, ont été « *exécuté et crucifiés* » à Jizane. Selon un témoin, l'exécution a eu lieu sur une place devant le campus universitaire de la ville.

Une photo publiée sur Twitter montre les cinq corps suspendus à un câble soutenu par deux grues. Elle ne permet pas de démontrer de façon claire si les cinq personnes ont été décapitées ou tuées par balles. Leurs corps ont été retirés quelques heures après l'exécution.

En Arabie Saoudite, qui applique une interprétation extrêmement rigoureuse de la Charia, le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de la drogue sont passibles de la peine capitale.

Avec 79 décapitations effectuées en 2012, l'Arabie Saoudite se place au quatrième rang des pays qui exécutent le plus de condamnés à mort dans le monde. euronews.fr 21.05

Ah les "amis de Hollande, Fabius, Le Drian... Dites-moi qui sont vos amis, je saurai qui vous êtes. Voilà, tout le monde sait maintenant.

### 3- Syrie

3.1- Jénine (Cisjordanie). Le front progressiste palestinien du travail étudiant à l'université arabe américaine a organisé hier à Jénine en Cisjordanie un colloque intitulé "*Palestine se solidarise avec la Syrie*".

Lors de ce colloque, l'archevêque Atallah Hanna, archevêque des sébastes des Grecs-Orthodoxes, et l'intellectuel palestinien, Rassem Oubaydate, ont exprimé leur refus du complot tramé contre la Syrie, territoire et peuple et leur solidarité avec elle face au plan barbare visant à la détruire.

Ils ont affirmé leur rejet de toute intervention étrangère dans les affaires du pays. Au terme du colloque, les participants ont organisé une marche silencieuse de solidarité au centre de Zababdiyah.

Les participants ont prié Dieu pour la libération des deux métropolitains, Boulos Yaziji et Yohanna Ibarhim et toutes les personnes enlevées et leur retour sains et saufs à leurs familles, affirmant que cette rencontre intervient pour exprimer la solidarité du peuple palestinien, musulmans et chrétiens, avec la Syrie. french.irib.ir 21.05

3.2- Sofia (Bulgarie). Le comité de solidarité bulgare avec la Syrie, la Communauté syrienne et l'Union nationale des Etudiants de la Syrie, branche de Bulgarie, ont organisé une marche imposante devant l'ambassade de Turquie à Sofia en signe de solidarité avec la Syrie face aux complots qui la visent, et de dénonciation des crimes du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en Syrie.

Les allocutions et les lettres prononcées en deux langues arabe et bulgare ont condamné les crimes odieux du gouvernement d'Erdogan contre le peuple syrien qui compromet, par ses anciens rêves colonialistes son alentour, y compris la Bulgarie elle-même.

Les allocutions ont exprimé l'appui des partis et des forces politiques bulgares à la Syrie qui a le droit de défendre ses terres contre les terroristes qui entrent clandestinement dans ses territoires via les frontières syro-turques avec l'appui d'Erdogan et de son parti.

Les allocutions ont souligné le rôle négatif de certains mass médias bulgares dans la transmission de la vérité de l'entrée dans les territoires syriens des terroristes armés mercenaires via les frontières turques.

Les étudiants et les colonies syriens en Bulgarie ont exprimé leur dénonciation de la politique d'Erdogan qui appuie les terroristes et leur fournit l'arme chimique utilisée à Khan al-Assal, affirmant, par contre, leur appui à l'armée et à la direction syrienne dans leur guerre contre le terrorisme. french.irib.ir 21.05

---

## SOCIAL

### France

Malgré les salles d'attente surchargées, malgré les heures d'attente, les Français aiment l'hôpital public. C'est le résultat d'un

sondage TNS Sofres pour la Fédération hospitalière de France publié mardi. Pourtant, les services d'urgence sont débordés (17 millions de passage en 2012).

Au total, 81% des personnes interrogées ont une bonne opinion des hôpitaux publics ("plutôt" à 67%, "très bonne" à 14%).

Dans le détail, les principes les plus importants pour les Français sont l'accessibilité financière (52%) et l'accessibilité géographique (29%). LePoint.fr 21.05

Pour une République sociale qui restaurent tous les services publics, socialise les banques et toutes les grandes entreprises...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai dû aller porter mon passeport au service d'immigration ce matin et cet après-midi j'ai dû y retourner pour récupérer mon visa, enfin je suis tranquille pendant 5 ans, du coup j'ai perdu près de deux heures. J'ajouterai une douzaine d'articles ce soir, hier je n'en ai pas eu le temps. J'ai dû bâcler la fin de l'actualisation du site, il est 18h00 ici.

Pas le temps de causer, l'actualité est trop chargée encore.

On y reviendra demain, une info de dernière minute que je viens de voir sur le Net, Hollande le président de droite et digne héritier de Sarkozy, vient de faire l'éloge de Schröder.

Question : Quand est-ce que le Front de gauche, le POI, le NPA et LO vont se décider à rompre avec le PS, les appareils vendus des syndicats, les institutions ?

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes du travail menées en Allemagne - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail menées en Allemagne par l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, jeudi à Leipzig (est).

*"Le progrès, c'est aussi de faire dans les moments difficiles des choix courageux pour préserver l'emploi, pour anticiper les mutations industrielles et c'est ce qu'a fait Gerhard Schröder ici en Allemagne et qui permet à votre pays d'être en avance sur d'autres",* a-t-il dit, très applaudi, lors des célébrations des 150 ans du parti social-démocrate allemand (SPD).

*"Ces décisions ne sont pas faciles à prendre, elles peuvent faire surgir des controverses, mais rien ne se construit, rien de solide ne se bâtit en ignorant le réel",* a-t-il ajouté, en faisant l'éloge de l'amitié franco-allemande comme moteur de l'Europe. AFP

Question : Comment a-t-on pu imaginer un instant que Hollande était de gauche, que le PS était de gauche. Qui a colporté cela pendant des décennies ? Pourquoi ? Dans quel but ?

Qu'est-ce qui lui permet de faire preuve d'une telle arrogance, d'assumer sa politique réactionnaire ? Les besoins du capitalisme en crise, certes, mais aussi le fait qu'en face il n'y a pas de répondants, pas d'ennemis, tous les partis ont abdicqué à leur manière, il a bien conscience qu'aucun parti n'appelle au boycott de la conférence des 20 et 21 juin, il en tire profit, normal, non. Vous lirez plus loin que Matignon l'a déclaré hier ouvertement.

Une fois ce constat réalisé, il faut aller plus loin et se demander ce que sont vraiment ces partis, leurs dirigeants d'aujourd'hui et d'hier, qui étaient-ils, que valaient-ils, ce sont eux qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui et personne d'autres, je vous encourage vivement à faire l'inventaire de leur politique depuis 70 ans et nous en reparlerons plus tard. Vous pouvez lire aussi les anciennes causeries depuis août 2008 qui fourmillent d'indications.

**[Le M<sup>1</sup>PEP remet en cause l'indépendance de la classe ouvrière. A bas l'union nationale et « les jours heureux » . !](#)**

Titre : Journées de printemps du M<sup>1</sup>PEP pour le 70e anniversaire du Conseil national de la résistance.

C'est le 27 mai 1943, en pleine guerre, rue du Four à Paris, que s'est réuni pour la première fois le Conseil national de la Résistance.

Il rassemblait des gaullistes, des communistes, des socialistes, des responsables politiques de droite et de gauche, des syndicalistes... Il avait pour but de réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté.

Les fédérations départementales du M'PEP, seuls ou avec d'autres organisations, organisent de multiples initiatives le week-end des 25, 26 et 27 mai. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples.

- « *Comment construire un vaste mouvement pour reconquérir la souveraineté populaire et sortir de la dictature néolibérale mondialisée ?* ».

- « *S'allier pour reconquérir la souveraineté : pour quoi faire ? Avec qui ? Comment ?* ».

- "On boit un pot, on casse la croûte et... on refait le monde ! Afin que reviennent « les jours heureux »."

Les « *les jours heureux* », ce sera le travail aux pièces, les tickets de rationnement jusqu'en 1949 pour les crèves la faim, ce sera l'appel de l'abbé Pierre en 1954 en faveur des millions de mal-logés, ce sera la poursuite de la colonisation en Indochine au Maghreb et en Afrique, etc. etc. etc. Quel bonheur !

A bas le social-patriotisme, A bas la collaboration de classes !

Allier la droite et la gauche, "*réunir tous les patriotes afin de redonner à la France sa souveraineté et donc sa liberté*", ce ne serait pas le thème de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain sur les retraites qui rassemblent patronat et syndicats dits ouvriers en présence d'un gouvernement faisant une politique de "*droite*" (Mélenchon) ? En fait, un gouvernement de droite tout court !

En chœur avec le M'PEP : Vive le général-président Charles de Gaulle, vive la France et vive la République !

Conférence antisociale des 20 et 21 juin. La "**forte adhésion au processus des conférences sociales**" peut nous "**faciliter**" le sale boulot.

J'exulte, vous avouerez quand même qu'on est excellent, en fait, c'est à Matignon qu'il faut adresser ce compliment. Les faits me donne raison, hélas !

Première partie

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault réunit mercredi patronat et syndicats en amont de la deuxième conférence sociale du quinquennat qui fixera, en juin, la feuille de route du gouvernement pour les mois à venir.

Cette réunion, consacrée à l'organisation et aux thèmes de la conférence sociale des 20 et 21 juin, permettra à chacun "*de se positionner*" et de "*faire apparaître les points d'accord et de désaccord*", explique-t-on à Matignon, où Jean-Marc Ayrault sera entouré de plusieurs ministres, dont Michel Sapin (Travail), Pierre Moscovici (Economie), Arnaud Montebourg (Redressement productif), Marisol Touraine (Affaires sociales et Santé) et Marylise Lebranchu (Fonction publique).

Alors que les partenaires sociaux appellent le gouvernement à passer à la vitesse supérieure pour stopper le chômage, l'ordre du jour de la conférence des 20 et 21 juin est déjà connu.

Six tables rondes devraient ainsi nourrir les deux jours de débats qu'ouvrira le président François Hollande au Palais d'Iéna: emploi-formation, filières d'avenir, santé au travail, retraites, services publics et Europe sociale.

L'accord sur l'emploi du 11 janvier, violemment combattu par FO et la CGT, avec des soutiens à gauche, a laissé des traces. Les dirigeants de la CGT et de la CFDT commencent tout juste à tenter de recoller les morceaux.

Le fait que cet accord n'ait "*pas réuni toutes les organisations syndicales*", la montée du chômage et l'entrée en récession créent un contexte "*plus difficile*" pour la conférence 2013, reconnaît Matignon, même si on pense qu'à contrario, la "*forte adhésion au processus des conférences sociales*" peut la "*faciliter*". AFP 22.05

Tout est dit ici et confirme notre analyse. C'est bien la participation de la CGT et FO qui leur permet de parvenir à ces accords scélétrats.

Question : quel parti à ce jour à engager toutes ses forces pour dénoncer la participation de la CGT et FO à la prochaine conférence (et les précédentes), même campagne sur le thème du boycott ? Réponse : Aucun.



Quelle leçon faut-il en tirer sinon qu'ils en sont les complices et soutiennent le gouvernement, le patronat, le régime, non ? Vous avez une meilleure explication à fournir, n'hésitez pas à nous la communiquer nous la porterons à la connaissance de nos lecteurs.

## Seconde partie

- La Commission d'experts chargée de travailler sur l'épineux dossier des retraites met, dans la plus grande discrétion, la dernière main à son rapport qui servira de base à la concertation gouvernement-syndicats, et va être remis aux alentours du 10 juin.

Il est dit clairement que les syndicats participeront à cette mascarade sur la base de ce rapport, qu'ils en ont accepté le principe, d'ailleurs il ne peut pas en être autrement, car s'ils se situaient sur le terrain des besoins des travailleurs sachant que le gouvernement se situe sur celui du patronat ils auraient décliné l'invitation, toute concertation serait impossible.

Dans "**la plus grande discrétion**", mais...

- Les gros traits de la réforme sont déjà connus. Ainsi, il n'y aura ni réforme globale du système, ni nouveau recul de l'âge légal, mais un allongement de la durée de cotisation. Des mesures de justice seront mises en place pour les femmes et la pénibilité devrait être prise en compte.

Il est dit ici que l'allongement de la durée de cotisation fera partie de l'accord final, dès lors s'asseoir à la même table que le gouvernement revient à légitimer cet accord, qu'ils le signent ou non.

La CGT et FO ne pourront pas dire : on ne savait pas de quoi il allait retourner.

- En outre, le président François Hollande a confirmé la semaine dernière que les Français seront appelés à travailler plus longtemps pour combler un besoin de financement de 20 milliards d'euros en 2020.

Et ce n'est que le hors d'oeuvre...

- Le gouvernement entend proposer à l'automne une nouvelle réforme, après celles de 2003 et 2010. Les réflexions de la Commission pour l'avenir des retraites serviront de base à la concertation que va engager le gouvernement avec les partenaires sociaux lors de la Conférence sociale des 20 et 21 juin, visant à préparer cette loi, entre autres.

Sauver les apparences, lier davantage les syndicats à cet accord pourri en vue.

- Pour le gouvernement, le rapport ne sera pas tout à fait du "*clé en mains*" comme l'a été celui de Bertrand Fragonard pour la réforme des allocations familiales, a souligné Mme Yannick Moreau.

Selon la conseillère d'Etat, il faut laisser des marges pour la négociation avec les partenaires sociaux: "*Sur certains points difficiles, il y aura plusieurs scénarios*", ajoute cette haut-fonctionnaire qui connaît le dossier des retraites sur le bout des doigts.

Autour de Mme Moreau des rapporteurs "*prêtés*" par le COR, l'Insee ou encore l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) rédigent le texte. Les neuf membres de la Commission, qui ont été tous choisis par le Premier ministre, discutent point par point, donnent leur avis et leur opinion.

"*On s'est réuni au début tous les 15 jours, puis toutes les semaines et maintenant chaque semaine le matin et l'après-midi*", raconte Mme Moreau.

Ils ne sont pas tous des spécialistes à proprement parler du dossier des retraites mais ont un profil utile pour l'architecture de la réforme que le gouvernement entend mener. AFP 22.05

[A bas le Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République et le drapeau des Versaillais ! Votre République des banquiers et des rentiers n'est pas la nôtre. Vive la République sociale débarrassée du capitalisme !](#)

Le Sénat a décidé d'imposer la devise de la République "*liberté, égalité, fraternité*" et le drapeau tricolore, au fronton des écoles, collèges et lycées, dans le cadre du projet de loi pour la refondation de l'Ecole dont il a commencé mercredi l'examen des articles.

Les sénateurs ont voté un amendement du gouvernement prévoyant que "*la devise de la République et le drapeau tricolore sont apposés sur la façade des écoles et des établissements d'enseignement du second degré publics et privés sous contrat*".

Il stipule également que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 sera affichée "de manière visible" dans les locaux scolaires.

"Aucune disposition législative ou réglementaire ne détermine les conditions de pavoiement des écoles, des collèges et des lycées", a fait valoir le ministre de l'Éducation Vincent Peillon. Il s'agit de "réaffirmer l'attachement de la nation à son école et de contribuer à l'appropriation par les élèves des fondements de la Constitution". AFP 22.05

Les "fondements de la Constitution", c'est la soumission de la classe dominée à la classe dominante, c'est le cadre ou plutôt le carcan juridique et politique qui a été trouvé par le législateur pour tenter de justifier ou de légitimer les inégalités et les injustices qui dominent dans cette société au détriment des masses exploitées, et que les principes de liberté, de l'égalité et la fraternité ont pour seul but de camoufler ou de rendre acceptable aux yeux du peuple.

Les principes retenus par le législateur sont une supercherie destinée à tromper les exploités pour mieux leur faire accepter leur triste sort... La soi-disant liberté et égalité dont bénéficieraient le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le patron ou actionnaire et l'ouvrier ou l'employé, la fraternité qui unirait leur destin est une escroquerie politique qui sert uniquement ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique pour assurer la stabilité et la survie du régime honni par les travailleurs.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[L'obligé de l'émir d'Al-Nousra.](#)

- Mohamed Kuwari, ambassadeur du Qatar en France : «François Hollande viendra en visite officiel au Qatar les 23 et 24 juin»
- 20minutes.fr

[Crescendo. Après le coup de la cocotte-minute: le couteau et la machette](#)

- Un meurtre en pleine rue à Londres fait craindre un acte terroriste LeMonde.fr
- Londres : meurtre en pleine rue, la piste terroriste avancée - LeFigaro.fr
- Meurtre «manifestement terroriste» d'un soldat à Londres: la théorie des loups solitaires Slate.fr
- GB: un soldat tué à Londres dans "une attaque terroriste" selon les autorités AFP

Ils sont parvenus à créer les conditions d'une guerre civile pas seulement en Tunisie ou en Syrie par exemple, mais dans tous les pays occidentaux. Comment en manipulant des groupes ou des individus isolés livrés au désespoir par l'intermédiaire de religieux radicaux et d'agents infiltrés dans leurs rangs. Après avoir effectué sur eux un long et patient travail idéologique, au lieu de les décourager de recourir à des actions violentes, ils les légitiment et les poussent à passer à l'acte, si nécessaire ils leur fournissent même le matériel. Parfois ces crimes sont prémédités ou organisés, d'autres fois ils en perdent le contrôle et sont produits à l'improviste.

Dans les deux cas ils servent leur cause, justifier le quadrillage policier du pays, la vidéo-surveillance renforcée, créer une atmosphère de peur ou d'insécurité permanente parmi la population pour qu'elle resserre ses liens avec le régime en place, qui pendant ce temps applique sa politique antisociale et le tour est joué.

[En songe...](#)

- Etats-Unis: la Fed songe à ralentir son aide financière sans tour de vis prématuré - AFP
- Wall Street finit en baisse après la réunion de la Fed - Reuters

[Un Etat mafieux avant l'heure.](#)

- L'insolente santé des banques suisses - LePoint.fr

[La haine est un plat qui se mange froid, 41 ans plus tard.](#)

- Un Irlandais inculpé après un attentat de l'IRA à Londres en 1982 - Reuters

[En famille, un tel engouement a de quoi éveiller les soupçons...](#)

- Le bel avenir du Parti social-démocrate allemand - LeMonde.fr

- Christine Lagarde et la gauche: pourquoi si peu de haine? - L'Express.fr

[Le gouvernement des capitalistes.](#)

Quand la porte-parole du gouvernement se fait la porte-parole de la direction de PSA.

- PSA quitte Meudon mais garde ses salariés - Liberation.fr

«*C'est un simple démenagement*», insiste Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement. Liberation.fr

Quand le ministre du Redressement productif se fait le porte-parole de Bolloré.

Arnaud Montebourg soutient le groupe Bolloré au Niger - L'Express.fr

Il a adressé une lettre à Mahamadou Issoufou, président du Niger, le 26 mars dernier, dans laquelle il vantait les compétences du groupe français pour la construction d'une ligne de chemin de fer au Niger.

Le groupe français est "*crédible et expérimenté*", il a le "*soutien de la France*", écrit le ministre. L'existence d'une telle lettre a de quoi surprendre, alors que François Hollande a dit vouloir rompre avec les vieilles pratiques de la Françafrique, qui fait du continent la chasse gardée politique et économique de la France, feint de d'étonner L'Express. L'Express.fr 22.05

Monsieur Montebourg, vous êtes sur la bonne voie, ne changez rien, vous avez déjà gagné une croisière de trois jours sur le yacht de monsieur Bolloré... en compagnie de son ami Sarkozy...

[Pour un diplôme "\*honoris causa\*" es sionisme.](#)

- Israël : Sarkozy honoré par une université - LeParisien.fr

[C'est un devoir !](#)

- Enjoliver son CV, un «sport national» français - 20minutes.fr

[Message de ceux qui ont commencé la guerre.](#)

- Syrie: les Etats-Unis appellent Assad à s'engager en faveur de la paix - AFP

- Syrie : John Kerry appelle Al-Assad à «*s'engager pour la paix*» - Liberation.fr

[L'incurie normalisée](#)

- Le mal de dos pourrait être soigné avec des antibiotiques - 20minutes.fr

Si vous êtes victime d'une déformation de la colonne vertébrale ou de l'usure prématurée d'un disque intervertébral, un antibiotique ne pourra pas y remédier, foutaise !

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Au nom du socialisme. Il faut les broyer !](#)

La députée socialiste de Marseille Sylvie Andrieux a été condamnée mercredi à trois ans de prison dont deux avec sursis,

une amende de 100.000 euros et cinq ans d'inéligibilité pour des faits de détournements de fonds publics.

L'élue PS a été reconnue par le tribunal correctionnel de Marseille coupable d'avoir fait verser environ 740.000 euros à des associations fictives de sa circonscription pour obtenir les voix d'électeurs entre 2005 et 2008, lorsqu'elle était vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'élue devait faire savoir dans l'après-midi si elle fait appel du jugement.

Des peines allant de 30 mois de prison ferme à six mois avec sursis ont été prononcées à l'encontre des 21 autres prévenus qui ont comparu à ses côtés au mois de mars.

*"Cette décision est une reconnaissance des faits. Elle montre que la région a été escroquée, c'est une décision satisfaisante"*, a estimé Gilles Gauer, l'avocat du conseil régional.

La cour a également accordé à l'institution 716.593 euros de dommages, que les prévenus devront solidairement verser en réparation du préjudice subi.

Durant les trois semaines d'audience, Sylvie Andrieux s'est défendue d'avoir tiré profit des subventions accordées par la collectivité.

Fidèle à son système de défense depuis le début de l'instruction, elle s'est tout au long du procès défaussée sur l'action des fonctionnaires et a minimisé son pouvoir réel face à la puissance administrative.

La condamnation de Sylvie Andrieux fait suite à celle, mardi, à 30.000 euros d'amende pour abus de bien social de l'ancien député socialiste et maire de Liévin (Pas-de-Calais), Jean-Pierre Kucheida.

Lundi, s'ouvrira devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-calais) le procès de Gérard Dalongeville, ancien maire PS d'Hénin-Beaumont, fief de Marine Le Pen, pour faux, usage de faux, détournements de fonds et fausses factures. Reuters 22.05

### [Les ripoux de Bercy à la manoeuvre. Pas touche à Lagarde, le FMI ne leur pardonnerait pas...](#)

1- Bercy pourrait déposer un recours en nullité contre l'arbitrage rendu en 2008 en faveur de Bernard Tapie, a indiqué mercredi Pierre Moscovici, confirmant une information publiée par Le Point.fr le 5 mars dernier. Le ministre de l'Économie rappelle par ailleurs qu'aucune procédure ne viserait Christine Lagarde, qui *"conserve la confiance des autorités de l'État"*.

*"S'il s'avérait que les intérêts de l'État ont été lésés, alors Bercy utiliserait les voies de droit qui sont à sa disposition, parmi lesquelles la constitution de partie civile dans le volet non ministériel du dossier"*, a ajouté le ministre, précisant qu'il s'agirait d'avoir accès au dossier pour tous les acteurs hormis Christine Lagarde.

Dans un deuxième temps, Bercy envisage, si nécessaire, de déposer un *"recours en nullité"* contre l'arbitrage lui-même, a affirmé Pierre Moscovici. *"Mme Lagarde conserve toute la confiance des autorités françaises et la mienne"*, a répété le ministre. L'actuelle présidente du Fonds monétaire international (FMI) doit s'expliquer jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) sur la décision de l'État de recourir à un tribunal arbitral qui a octroyé 285 millions d'euros à Bernard Tapie (400 millions avec les intérêts) pour solder le litige après la vente d'Adidas.

Ministre de l'Économie entre 2007 et 2011, Christine Lagarde est sous la menace d'une mise en examen. Elle est visée par une enquête pour *"complicité de faux et de détournement de fonds publics"* qui a conduit à la perquisition de son domicile parisien le 20 mars. Elle va devoir justifier la décision, donnée par écrit en octobre 2007 à de hauts fonctionnaires, de recourir à cet arbitrage, sur les montants octroyés et sur le choix de ne pas engager de recours en annulation contre cet arbitrage. Une information judiciaire est également en cours devant le tribunal de grande instance de Paris sur le volet non ministériel de l'affaire, pour *"usage abusif des pouvoirs sociaux et recel de ce délit"*. Le Point.fr 22.05

2- Christine Lagarde est convoquée ce jeudi devant la Cour de justice de la République (CJR) pour s'expliquer sur la décision de l'État de recourir à un arbitrage privé dans le conflit opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais, ex-banque publique, sur la vente d'Adidas.

À l'issue de son interrogatoire, qui est susceptible de se poursuivre vendredi, elle pourrait être mise en examen par les trois juges de la commission d'instruction de la CJR, seule juridiction habilitée à juger les membres du gouvernement pour des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Une issue jugée plus que probable par diverses sources judiciaires.

Le principe de recourir à un arbitrage privé pour un conflit impliquant une structure publique - le Consortium de réalisation, créé pour gérer le passif du Crédit Lyonnais - est contesté. La légalité même de cette procédure est mise en doute. En octobre

2007, Christine Lagarde demanda par écrit à de hauts fonctionnaires de Bercy de recourir à cet arbitrage confié à des juges qui, pour deux d'entre eux, ont été soupçonnés de partialité. Lui est également reproché d'avoir fait modifier le protocole initial d'arbitrage afin d'y intégrer la notion de préjudice moral, qui conduisit à verser 45 millions supplémentaires aux époux Tapie. Enfin, l'ex-ministre devra s'expliquer sur le choix de ne pas exercer de recours contre la sentence arbitrale.

L'avenir de Christine Lagarde au FMI, même en cas de mise en examen, ne paraît pas menacé dans l'immédiat. lefigaro.fr 22.05

### Encore un "socialiste" néo libéral.

L'Education nationale ne souffre pas d'un manque de moyens budgétaires ou d'effectifs mais d'une mauvaise organisation et d'une utilisation défailante des dispositifs existants, estime la Cour des comptes dans un rapport publié mercredi.

Les principes de gestion du ministère de l'Education nationale n'ont pas évolué depuis le milieu du XXe siècle et ont des effets contraires aux objectifs affichés, ajoute la Cour, dans une critique voilée de la politique du gouvernement.

*"L'effort financier consenti par notre pays se situe à un niveau comparable, voire supérieur à celui des pays qui assurent mieux la réussite de leurs élèves", a dit le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud lors de la présentation du rapport intitulé "Gérer les enseignants autrement".*

*"Cela montre que le système éducatif souffre avant tout d'une mauvaise organisation, et non d'une insuffisance de ses ressources financières et humaines", a-t-il ajouté.*

La France comptait 837.000 enseignants en 2012, soit près d'un fonctionnaire sur deux, représentant une masse salariale de 49,9 milliards d'euros en 2011, soit 17 % du budget général de l'Etat et 2,5 % du produit intérieur brut.

Deux mois après l'adoption du projet de loi de refondation de l'école qui prévoit la création de 60.000 postes, Didier Migaud estime que *"ce qui est en cause n'est pas le nombre d'enseignants mais la façon dont ils sont employés"*.

Le rapport, élaboré à partir d'enquêtes de terrain menées dans cinq académies (Versailles, Lille, Nantes, Bordeaux et Limoges), pointe un système d'affectation des enseignants inadapté aux besoins des élèves et aux exigences des postes.

L'institution préconise notamment d'affecter les professeurs agrégés en priorité dans les voies générales et technologiques des lycées et non en collège.

La revalorisation du métier est jugée *"indispensable pour surmonter la crise d'attractivité"* que la profession traverse. En 2011 et 2012, plus de 20% des postes proposés au concours du Capes externe n'ont pas pu être pourvus dans six disciplines.

*"Cette reconnaissance doit se traduire par une réévaluation pécuniaire portant sur le montant des indemnités et non sur celui du traitement indiciaire",* peut-on lire dans le rapport. Nicolas Sarkozy voulait moins d'enseignants mais mieux payés.

Selon les chiffres de la Cour des comptes, un instituteur démarre à 1.801 euros nets par mois et perçoit 2.135 euros en milieu de carrière, loin derrière le salaire moyen de l'OCDE.

En collège et lycée, un professeur certifié entre dans le métier avec 1.843 euros et un agrégé 2.268 euros. En milieu de carrière, ils gagnent respectivement 2.473 et 3.216 euros.

Enfin, l'institution recommande d'inclure dans les obligations de service les heures nécessaires aux activités qui entrent dans le cadre de la mission des enseignants.

Pour compenser le surcoût entraîné par cette gestion plus individualisée, l'institution propose de faire des économies en mettant en place une rationalisation de la scolarité au lycée, de développer la bivalence des enseignants au collège et d'annualiser le temps de travail des enseignants.

*"Une gestion optimale de cette ressource, a fortiori dans le contexte difficile des finances publiques françaises, est une nécessité",* estime la Cour des comptes.

Dans une réponse annexée au rapport, le ministre de l'Education indique ne pas partager le constat sur la mauvaise utilisation des moyens existants.

*"L'amélioration de la gestion des ressources humaines est indispensable, elle n'est pas pour autant suffisante à elle seule"*

*pour améliorer d'un point de vue pédagogique notre système éducatif et des créations de postes sont aujourd'hui nécessaires pour accomplir des missions que nous souhaitons réaffirmer*", écrit Vincent Peillon. Reuters 22.05

Ils se partagent les rôles, l'un entend s'attaquer au statut des enseignants, l'autre prétend les protéger... pendant qu'il applique une politique consistant à l'attaquer.

A bas la Cour des comptes, abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République !

### PSA. La collaboration de classes, une affaire qui marche avec des syndicats vendus.

Le constructeur automobile PSA Peugeot-Citroën a examiné mercredi un projet de vente de son site de conception et d'ingénierie de Meudon-la-Forêt (Hautes-de-Seine) et annoncé l'ouverture d'une négociation sur la compétitivité dès le 29 mai.

PSA "va ouvrir un cycle de négociations pour construire un nouveau contrat social participant au redressement du groupe", a indiqué la direction dans un communiqué, à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE).

"A travers l'initiative d'un nouveau contrat social, l'objectif est d'engager les salariés, individuellement et collectivement, dans la vision stratégique et les projets d'avenir de l'entreprise et de renouveler et de renforcer le dialogue social pour anticiper, partager et accompagner les projets et le redressement du Groupe", précise le communiqué.

Le groupe a déjà signé un accord de compétitivité dans son usine de Sevelnord (Nord).

"J'aimerais bien que ce soit bouclé à l'automne", avait déclaré en avril le président du directoire Philippe Varin.

PSA emboîte le pas à son concurrent Renault qui a signé en mars un accord de ce type avec trois syndicats.

Pour le délégué FO, "l'examen de ce projet de vente n'avait pas sa place dans un CCE ordinaire". "C'est un peu un passage en force", a-t-il jugé, ajoutant toutefois: "Apparemment, il y a une opportunité de repreneur d'immobilier qui se présente bien". "Cela permet de renflouer les caisses et d'éclaircir la vision sur les dépenses en mutualisant un peu plus l'établissement de Vélizy", a-t-il estimé. AFP 22.05

On écouterait ce discours sans savoir qui en est l'auteur, on penserait qu'il a été prononcé par un membre de la direction qui se réjouit que l'affaire "se présente bien" et "cela permet de renflouer les caisses", le bonheur pour Peugeot d'avoir de tels "délégués syndicaux".

### Quand le législateur représentant les intérêts des multinationales et des nantis crient à la fraude.

Il faut donner du temps au temps...

- Fraude fiscale: "les enquêtes sont maîtrisées politiquement", déplore Joly - AFP

- Evasion fiscale : le Conseil européen accouche de bonnes volontés - Le Nouvel Observateur

- La lutte contre l'évasion fiscale : les Européens pour un accord avant fin 2013 - LePoint.fr

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker : "Nous allons abandonner le secret bancaire et nous diriger vers l'échange automatique d'informations, que nous voulons introduire le 1er janvier 2015", histoire de donner plus de 20 mois aux fraudeurs de trouver un autre paradis fiscal, il en existe 73 au dernier recensement, donc il serait étonnant qu'ils n'en trouvent pas un où placer discrètement les sommes qu'ils auront détournées du fisc, CQFD.

En Europe il reste la Suisse, Andorre, Monaco, Saint-Marin ou le Liechtenstein et surtout la City avec les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, les îles Cook, de Gibraltar, d'Anguilla, de Montserrat, les Iles Turks et Caicos, de Jersey, de Guernesey et l'île de Man, La Barbade.

La législation anarchique leur permet d'organiser discrètement la fraude qui a un statut légal.

- Mathilde Dupré, de l'ONG CCFD-Terre solidaire, donne aussi l'exemple du Royaume-Uni, de l'Irlande et même de la Belgique. Des pays à la fiscalité attractive qui attirent entreprises et particuliers. En Belgique, il n'y a pas d'impôt sur la fortune et la taxation des plus-values de cession est plus faible, ce qui a attiré Gérard Depardieu. En Irlande, l'impôt sur les sociétés n'est que de 12,5% (contre 36,1% en France), ce qui y a attiré Apple. Mais le fisc irlandais est également clément pour les artistes, qui

bénéficient d'une exemption spéciale. Le prix Goncourt Michel Houellebecq en a joui de 2000 à 2012 avant de revenir en France.

Quant au Royaume-Uni, il représente pour Mathilde Dupré un cas particulier. La spécialité britannique des trusts permet de dissimuler la véritable identité des propriétaires des comptes bancaires, ce qui rend l'échange automatique d'informations inopérant. Or ce système de trusts est utilisé par des entreprises comme par des particuliers, et aurait même tendance à se "*démocratiser*", selon Terre solidaire. Pourtant, solidarité européenne oblige, les membres de l'UE ne sont jamais désignés comme paradis fiscaux par leur pairs, regrette Mathilde Dupré. La liste officielle française n'en contient par exemple aucun.

La solution? Une véritable harmonisation fiscale à l'échelle européenne, improbable serpent de mer alors que les disparités récemment relevées par la Commission européenne demeurent très fortes. Pour Mathilde Dupré, ce nouveau sommet européen risque de ne pas changer grand chose. Les grandes déclarations contre l'évasion fiscale semblent marquer le pas. [lexpress.fr](http://lexpress.fr) 22.05

Monarchie. "**Un système politique médiéval**", ne serait-ce pas par hasard l'objectif politique du Nouvel ordre mondial ?

- Nicholas Shaxson, dans son bestseller intitulé Les Paradis fiscaux : enquête sur les ravages de la finance néolibérale, un ouvrage devenu la bible du mouvement de lutte contre l'évasion fiscale, définit Jersey comme l'association "*de finances délocalisées dignes du futur et d'un système politique médiéval*".

Si la structure politique de cette île est très particulière, son système d'imposition ne l'est pas moins. Les législateurs n'aiment pas les complications, mais ils adorent en revanche les chiffres ronds : 0 % d'impôts pour les entreprises qui ne sont pas des institutions financières, 10 % pour ces dernières et un taux fixe de 20 % sur les recettes au titre des revenus, quel que soit le montant desdites recettes. [presseurop.eu/EI](http://presseurop.eu/EI) País 22.05

Au moment où ils saignent tous les peuples qui rejettent de plus en plus massivement et violemment leur politique d'austérité et néo libérale de régression sociale sans fin, il faut bien qu'ils donnent le change en faisant croire aux masses ignorantes qu'ils luttent aussi contre les capitalistes et la finance dont ils sont les représentants, histoire de les diviser, de les faire patienter, de les déboussoler, pour qu'elles finissent par admettre que le monde va mal et qu'il ne peut pas aller mieux.

Il en ira ainsi temps que les masses n'abandonneront pas le terrain de la classe dominante pour se situer exclusivement sur son propre terrain de classe, rompant avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions politiques ...

### [Le pouvoir et l'argent gouvernent le monde.](#)

La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde, devant la présidente brésilienne Dilma Rousseff (2e) et la philanthrope et femme d'affaires américaine Melinda Gates (3e), selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi.

C'est la 3e fois consécutive que Mme Merkel s'impose au sommet du classement des femmes les plus puissantes du monde, et la 8e fois en dix ans.

"*C'est la colonne vertébrale de l'Union européenne et elle porte le destin de l'euro sur ses épaules*", écrit Forbes.

Les 100 femmes les plus puissantes du monde ([www.forbes.com/power-women](http://www.forbes.com/power-women)) travaillent dans la technologie, les affaires, les médias, la politique, le monde du spectacle, dans des organisations caritatives ou sont milliardaires. Leur puissance a été déterminée par Forbes en fonction de leur argent, de leur puissance médiatique et de leur impact.

Elles représentent 26 pays.

Les 24 PDG ou DG de la liste ont généré des revenus combinés pour 2012 de 893 milliards de dollars. Parmi celles qui réussissent dans la technologie, figurent en bonne place Sheryl Sandberg (Facebook, 6e), Virginia Rometty (IBM, 12e) Ursula Burns (Xerox, 14e), Meg Whitman (Hewlett-Packard, 15e) et Marissa Mayer (Yahoo! 32e).

Voici les 9 premières de ce classement :

1. Angela Merkel, chancelière allemande
2. Dilma Rouseff, présidente du Brésil
3. Melinda Gates, co-présidente de la Fondation Bill et Melinda Gates
4. Michelle Obama, Première dame des Etats-Unis
5. Hillary Rodham Clinton, ancienne secrétaire d'Etat américaine

6. Sheryl Sandberg, directrice générale de Facebook
7. Christine Lagarde, directrice générale du FMI
8. Janet Napolitano, secrétaire américaine à la Sécurité intérieure
9. Sonia Gandhi, présidente du parti indien du Congrès (euronews.fr et AFP 22.05)

A vous faire détester les femmes, non, quand même pas, celles-là assurément !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Le parquet de Bordeaux avait décidé initialement de requérir le renvoi de l'ancien ministre Eric Woerth devant le tribunal correctionnel avant d'opter pour un non-lieu à la suite d'une concertation avec le parquet général, écrit Le Monde.fr.

Ce "*tour de passe-passe juridique*" a scandalisé les magistrats instructeurs, qui ont été en outre choqués par un communiqué du parquet, qu'ils assimilent à une pression sur la justice dans le déroulement de l'affaire Bettencourt, ajoute mercredi le site du quotidien.

Dans un communiqué, la section locale du Syndicat de la magistrature (SM) s'interroge également sur les raisons qui ont conduit le parquet à publier le 10 mai ce texte dans lequel il expose sa "*vision du dossier*".

Interrogé par Le Monde, le procureur général auprès de la cour d'appel de Bordeaux, André Ride, se défend d'avoir donné des "*instructions formelles*" et affirme que le revirement du parquet est le fruit d'une discussion collective.

"*On a discuté collectivement avec mon avocat général et M. Laplaud. Nous n'étions pas d'accord avec l'analyse de la magistrate du parquet*", explique-t-il.

"*Le réquisitoire a été examiné en collaboration avec le parquet général et le parquet, et le réquisitoire qui a été signé par le procureur est le seul qui fait foi sur la position du ministère public*", confirme pour sa part à Reuters l'avocat général Pierre Nalbert.

Selon le Monde, la magistrate spécialisée du parquet a remis début mai au procureur Claude Laplaud un projet de réquisitoire, dans lequel elle préconise le renvoi des deux hommes devant le tribunal correctionnel.

Mais Claude Laplaud a décidé de consulter son supérieur, le procureur général André Ride, lequel lui a indiqué que les conclusions de la parquetière ne lui convenaient pas.

Devant le refus de la magistrate de modifier ses réquisitions, Claude Laplaud aurait repris lui-même le document et demandé un non-lieu pour les deux hommes, sachant que c'est aux juges d'instruction que revient la décision finale de renvoyer ou pas devant une juridiction.

Or, l'article 36 du code de procédure pénale prévoit qu'un procureur général peut enjoindre par écrit aux procureurs d'engager des poursuites ou de saisir une juridiction mais ne l'autorise pas à ordonner de mettre fin à des poursuites judiciaires, affirme le quotidien.

Les magistrats instructeurs auraient donc manifesté par écrit leur mécontentement auprès de la chambre de l'instruction et de la première présidente de la cour d'appel.

Le Syndicat de la magistrature s'étonne pour sa part de la publication d'un communiqué par le procureur de la République, soulignant qu'il "*ne peut déroger au secret de l'instruction qu'afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public*".

Il peut alors rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure "*ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause*".

Pour le syndicat, Claude Laplaud "*ne se contente pas d'annoncer ses réquisitions*" mais "*commente sa vision du dossier*", avant de conclure que "*le lien de corrélation*" entre la remise de la médaille et l'embauche de Mme Woerth "*n'est pas*



formellement démontré".

"Il y a matière à s'interroger sur les raisons qui ont conduit le procureur de la République à ainsi communiquer à ce stade de la procédure, chose exceptionnelle, alors que tout au long de l'instruction de l'affaire, il s'est contenté de rares communiqués, sibyllins, voire obscurs", insiste-t-il. Reuters 22.05

## 2- Islande

Les deux partis vainqueurs des élections législatives en Islande en avril ont annoncé mercredi avoir trouvé un accord de gouvernement incluant l'organisation d'un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

"Nous ne poursuivons pas les négociations d'adhésion avec l'Union européenne tant que n'aura pas eu lieu un référendum", indique la plateforme gouvernementale signée par ces deux partis, le Parti du progrès (centre) et le Parti de l'indépendance (droite), traditionnellement hostiles à une adhésion.

Dans l'immédiat, les discussions avec Bruxelles, qui avaient commencé en juillet 2010 et été suspendues en janvier en vue des élections législatives, ne reprendront pas.

Le nouveau gouvernement a indiqué qu'il devait évaluer leur avancement et les modalités pratiques du référendum.

Les récents sondages sur l'UE montrent tous une majorité d'Islandais défavorables à une adhésion. AFP 22.05

## 3- Syrie

3.1- Selon Al Nachra, citant un député du parlement libanais, " les officiers français, britanniques, belges, hollandais, qataris ont été arrêtés au cours des combats à Qusseir alors que l'état continue de se resserrer autour les terroristes d'Al Nosra ".

Assam Ghansou , député du parti baas socialiste libanais qui se confiait à Al Nachra , "le nombre de ces officiers étrangers s'élève à des dizaines. Le chef d'Al Nosra Abou al Walid a été tué alors qu'il combattait au milieu de ces officiers étrangers... 36 villages situés dans la banlieue de Qusseir ont été libérés et l'armée arabe syrienne a réussi en deux jours de combats à nettoyer les régions du nord ouest de la ville ce qui veut dire que les voies d'approvisionnement d'Al Nosra depuis Arsal et Homs sont totalement coupées. " Selon ce député libanais, l'armée cherche désormais à libérer l'aéroport Al Zabgha, ce qui lui permettra d'annoncer zones sûres les frontières syro-libanaise. "Des milliers de terroristes se sont rendus et près de 18 libanais, tous des partisans du cheikh Salem Al Rafai, le religieux salafiste libanais ont été arrêtés. Il y a aussi des salafistes libanais tués ou encore arrêtés. chaque famille libanaise qui a envoyé son fils au front du combat contre la Syrie a reçu 50000 dollars. "Le député dément catégoriquement la présence des combattants libanais en Syrie et s'inquiète du retour des dizaines de combattants salafistes au Liban. " Le Liban ne peut pas tolérer éternellement ces éléments sur son sol surtout quand ils sont équipés d'armes et de munition". french.irib.ir 21.05

3.2- Depuis que l'armée syrienne a réussi à bouter les terroristes d'Al Nosra de la vile stratégique de Qusseir, les israéliens ont perdu le sommeil. les officiels de Telm Aviv ont même menacé de s'attaquer militairement à cette ville si l'assaut de l'armée syrienne se poursuit. Cet assaut se poursuit effectivement mais le plus grand souci du régime sioniste réside ailleurs. Israël a une présence très active dans cette bastion du qaidisme ! Ses officiers de renseignement, ses équipements d'espionnage et d'écoute, ses armes sont partout présents. Ces menaces d'une action armée contre Qusseir sont-elles donc à être prises au sérieux ?

Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du parlement iranien n'en croit pas un seul mot. " Les propos tenus par les responsables israéliens après la quasi chute de Qusseir sont destinés à remonter le moral aux terroristes qui à l'appui des israéliens et des forces occidentales ont maintenu pendant un an le siège de la ville". " L'armée syrienne a réussi à reprendre une grande partie de cette ville stratégique située près des frontières libanaises . Une grande quantité d'armes et de munitions qui arrive à Qusseir franchit les frontières syro libanaises. Les menaces sionistes visent à amortir les pressions de l'armée syrienne de ce côté là pour empêcher la fermeture de cette principale voie de transit ". "L'armée syrienne poursuit avec force et vigueur le nettoyage de cette localité de la présence des terroristes et en dépit de la dispersion des combats , l'armée a préservé sa cohésion pour pouvoir résister aux offensives ennemies." " Les pays occidentaux et Israël se sont trompés dans leurs calculs en ce qui concerne la capacité de l'armée syrienne à résister. Le think tank qui a élaboré le scénario de la chute d'Assad n'aurait jamais cru que l'armée syrienne puisse tenir le coup dans une guerre d'usure ou encore qu'elle puisse résister face à l'assaut des milliers de terroristes takfiris". french.irib.ir 22.05

3.3- Le chef de la soi-disant Armée syrienne Libre (ASL) Salim Edriss a reconnu lors d'un entretien téléphonique avec le quotidien américain Washington Post qu'il a reçu des tonnes d'armes en provenance de certains pays arabes.

« Je viens de recevoir 35 tonnes d'armes de l'Arabie saoudite. Ces armes sont destinées à nous aider dans la bataille de Qousseir, mais ces armes sont toujours insuffisantes pour faire face aux chars et aux avions du régime syrien", a-t-il dit.

« *Je ne participerai pas à la conférence de Genève si les Etats-Unis et leurs alliés ne réalisent pas un équilibre militaire entre nos forces et le régime syrien* », a ajouté le chef de l'ASL.

« *Nous réclamons de nous fournir des antichars et des armes sol-air. Notre présence serait inutile à la conférence si nous sommes faibles sur le terrain* », a-t-il indiqué. french.irib.ir 22.05

Les compagnies occidentales exploitent en Arabie Saoudite et au Qatar des concessions pétrolifères et gazières, ces pays perçoivent un pourcentage sur chaque baril ou m3 extrait, avec cet argent ils achètent des armes aux pays occidentaux qui les produisent et dont les compagnies exploitent leur pétrole et leur gaz, armes qu'ils envoient ensuite aux mercenaires qu'ils ont recrutés et qui combattent le régime syrien pour le compte de leurs commanditaires occidentaux et la boucle est bouclée.

Mieux encore, au besoin ou à l'occasion, les gouvernements des pays importateurs de pétrole qui imposent une taxe phénoménale sur l'essence et le gaz aux consommateurs dans leur pays peuvent décider de leur fournir gratuitement des armes, autrement dit, ces gouvernements utilisent cette taxe pour payer leur guerre. Ce sont donc les travailleurs en faisant le plein d'essence qui paient les armes que l'Etat achète aux industriels de l'armement qui serviront à massacrer la population civile syrienne qui n'a jamais déclaré la guerre à personne. Bien entendu, sans que l'Etat n'ait consulté la population pour lui demander si elle estimait légitime qu'une partie de son salaire qu'elle lui verse sous forme de taxes serve à des fins criminelles. Leur démocratie est en réalité une tyrannie déguisée.

3.4- Israël est prêt à attaquer la Syrie, en cas de chute du président Bachar al Assad, pour empêcher que des armes perfectionnées ne tombent entre les mains de groupes djihadistes ou du Hezbollah libanais, a déclaré mercredi le chef de l'armée de l'air israélienne.

Dans l'hypothèse où Israël devrait affronter le Hezbollah et ses soutiens iraniens, a ajouté le général Amir Eshel, il faut s'attendre à un conflit long et douloureux.

"*Si la Syrie s'effondre demain, nous devons mener des actions préventives pour empêcher que des armes perfectionnées tombent dans n'importe quelles mains*", a-t-il dit lors d'une conférence à l'Institut Fisher pour les études spatiales et aéronautiques, près de Tel Aviv.

"*Nous devons être prêts à affronter tous les scénarios, avec seulement quelques heures de préavis.*"

Il a ajouté que dans le cas d'un tel conflit Israël pourrait se retrouver engagé sur trois fronts en même temps, ce qui forcerait l'armée de l'air à utiliser "*tout le spectre*" de ses capacités d'intervention.

Un futur conflit, a-t-il souligné, s'annonce difficile.

"*Les gens s'attendent à ce qu'on envoie l'adversaire au tapis, à quelque chose de chirurgical où Israël ne sera pas touché, mais ça ne se passera pas comme ça. L'arrière sera frappé, quoi que nous puissions faire*", a-t-il expliqué, évoquant des attaques de missiles.

"*Si nous partons en guerre dans le Nord, nous pouvons gagner, sans doute, mais les choses seront totalement différentes de ce que nous avons connu dans le passé. Pas question de dire qu'on pourra régler l'affaire en deux mois... C'est bien plus compliqué que cela.*"

Prenant également la parole lors de cette conférence, le ministre de la Défense Moshe Yaalon s'est aussi inquiété des livraisons d'armes aux combattants en Syrie.

"*Il y a des gens qui tentent d'envoyer dans la région des armes susceptibles de nuire à notre suprématie aérienne et navale (...)* On doit empêcher cela de façon responsable et réfléchie", a-t-il dit.

Moshe Yaalon, tout en reconnaissant les récentes avancées des forces d'Assad appuyées par le Hezbollah, a déclaré que le régime de Damas était en déclin.

"*Assad est en train de perdre la Syrie*", a-t-il expliqué. "*Il continue à aller de l'avant grâce au soutien russe mais l'affaire n'est pas jouée - les choses peuvent s'arrêter tout d'un coup ou alors continuer encore pendant des années.*" Reuters 22.05

#### 4- Etats-Unis

4.1- Un interrogatoire qui tourne mal dans l'enquête sur l'attentat du marathon de Boston. Un homme a été tué par l'agent du FBI qui l'interrogeait à Orlando, en Floride, à l'issue d'un "*violent affrontement*", a simplement indiqué la police fédérale. Selon les

médias américains, l'homme était un ami de Tamerlan , le frère aîné Tsarnaev et principal suspect de l'attentat qui a fait trois morts le 15 avril. fr.euronews.com 22.05

4.2- Selon un bilan de l'Association britannique du journalisme d'enquête, les attaques de drones organisées par la centrale américaine du renseignement (CIA) rien qu'au Pakistan ont fait 3.577 morts depuis 2004, dont 884 civils. AFP 22.05

---

## SOCIAL

France

1- Epuration programmée..

Le tribunal de commerce d'Arras a prononcé mercredi la liquidation judiciaire du fabricant de lasagnes Fraisnor qui emploie 110 personnes, en redressement judiciaire depuis le 6 mars, après la crise dite de la viande de cheval. Le tribunal a prononcé cette liquidation avec poursuite de l'activité jusqu'au 31 mai.

La CGT a annoncé pour sa part son intention de bloquer l'usine, ainsi que «d'autres formes d'action dans les jours à venir». «*Le tribunal par sa décision donne raison à la mafia viande et cautionne le scandale des viandes de cheval*», a regretté Christian Delépine, représentant CGT, à la sortie du tribunal.

Le syndicaliste s'en est pris à la direction «*qui n'a pas fait preuve de la détermination nécessaire pour mettre en oeuvre une stratégie de développement industriel*» et à son «*refus de recapitaliser l'entreprise*», mais aussi à l'Etat et aux pouvoirs publics. La CGT a dénoncé le refus «*obstiné*» du tribunal de prolonger la période d'observation. Quant à la communauté urbaine d'Arras, elle n'a selon le syndicat pas tenu son engagement de racheter les bâtiments pour renflouer la trésorerie de Fraisnor.

La société fabriquait chaque mois 700 tonnes de lasagnes fraîches, en majorité au boeuf et au porc, vendues dans toutes les grandes et moyennes surfaces françaises, sous marque distributeur.

«*Les clients à l'exportation nous ont très vite laissé tomber*», a pour sa part déclaré le patron de Fraisnor Alain Leemans, et la production avait chuté subitement de 60 % après le scandale de début d'année.

Depuis le 2 mai, l'usine qui se trouve à Feuchy (Pas-de-Calais), près d'Arras, est à l'arrêt, faute de matières premières. libération. fr 22.05

A l'aide d'un scandale qu'ils ont orchestré, ils ont épuré un secteur d'activité, c'était apparemment le but recherché... Au profit de qui, je n'en sais rien. A suivre.

2- Les patrons sont des voyous.

De plus en plus ciblée, la lutte contre le travail dissimulé (salariés non déclarés, dissimulation d'heures ou d'activité...) s'est avérée plus fructueuse en 2012, année où 7261 actions ciblées ont été menées. "On a un meilleur rendement des contrôles. Dans le domaine du travail dissimulé, lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse", explique Jean-Marie Guerra, directeur de la réglementation, du recouvrement et du service à l'Acoss.

Les redressements pour travail dissimulé ont ainsi augmenté en 2012 de 18%, a indiqué mercredi l'Urssaf, qui chapeaute les caisses chargées de recouvrer les cotisations sociales auprès des entreprises, confirmant une information des Echos. Les chiffres "quasi définitifs" fournis à l'AFP montrent que le travail dissimulé a représenté 260 millions d'euros de redressements en 2012, contre 220 millions en 2011. La hausse de 18% est équivalente à celle constatée en 2011.

Pour expliquer ce nouveau bond des redressements pour travail illégal, Jean-Michel Guerra avance "trois leviers": des équipes "permanentes dédiées et spécialisées" installées désormais dans chaque région, le "partenariat" avec les autres acteurs (gendarmerie, police, justice, services fiscaux et directions régionales du travail), et enfin des "croisements d'information" améliorés pour démonter "les grosses affaires avec montages transnationaux".

Les redressements de l'Urssaf ne se limitent pas au travail au noir. L'ensemble des redressements opérés à la suite de fraudes, négligences ou erreurs sont en augmentation de 7,43%, à 1,373 milliard, contre 1,278 milliards en 2011, un nouveau record. Sur cette somme, 181 millions ont été des restitutions aux entreprises, selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss), la caisse des Urssaf.

Au total, si l'on tient compte des opérations effectuées par les Urssaf pour le compte d'autres partenaires (Assurance chômage, Caisse nationale des industries électriques et gazières), les régularisations ont atteint 1,685 milliard d'euros en 2012 (+14%), précise l'Acoss qui publiera comme chaque année son bilan définitif et détaillé au début de l'été.

En matière de contrôle régulier des entreprises, le taux de redressement des cotisations se situe "à 2,75% de la masse des cotisations contrôlées" en 2012 (contre 2,5% en 2011). Dans ce cadre, 65% des contrôles ciblés aboutissent à un redressement. En 2012, environ 150 000 actions de contrôle ont été réalisées, un peu moins qu'en 2011, dont 87 000 "sur place" dans les entreprises et près de 60 000 "sur pièces", précise-t-il. L'Expansion.com avec AFP 22.05

"lorsque l'on cible les actions sur certains critères de risque, dans 80% des cas, on redresse", 80% de patrons voyous, bref, les exceptions confirment la règle : une classe à éradiquer quoi !

---

## ECONOMIE

### 1- Multinationales.

Pour être un consommateur conscient, il faudrait pouvoir connaître le prix réel d'un article. Sur base des bilans des sociétés, il apparaît que le coût de la main d'œuvre est dérisoire. Si l'on prend l'exemple d'une chaussure de sport vendue chez nous en magasin à 100 euros, on s'aperçoit que la main d'œuvre ne coûte que 40 centimes. Les coûts de fabrication au Bangladesh tournent autour de 20 euros. La publicité et la recherche reviennent à 17 euros. Le poste le plus important est le chiffre d'affaires du fournisseur, du magasin, qui s'élève dans ce cas à 50 euros. La multinationale empoche, elle, 13 euros.

*"Produire n'apporte quasiment plus aucune valeur"*

*"Aujourd'hui, la conclusion que l'on peut en tirer c'est que produire n'apporte quasiment plus aucune valeur. Ce qui crée de la valeur, c'est la création de la marque, la recherche et le développement. Donc, tout ce qui est en amont de la production. Et tout ce qui est en aval, c'est la mise sur le marché. Et dans les pays développés tels que la Belgique, c'est là que se trouve la valeur et plus du tout dans la production où les multinationales font des appels d'offres en disant qui peut me produire le moins cher et jouent entre les pays. Bangladesh, Vietnam, Chine. Et elles vont sourcer, c'est le terme utilisé, la production qui est la moins chère pour leurs produits", explique Bruno Wattenbergh, économiste, au micro de Jean-Pierre Martin.*

Les bénéficiaires très peu touchés.

La plus-value d'un article se fait donc dans les pays de consommation. L'amélioration des conditions de travail dans les ateliers du Sud-Est asiatique n'affectera que très peu la marge bénéficiaire. Les multinationales auront tendance à chercher de nouveaux fournisseurs moins regardants. rtl.be/wikistrike.com 20.05

Cet article est intéressant mais pas suffisamment précis pour exploiter les données qu'il fournit, il faudrait savoir à combien se monte la masse salariale ou le coût du travail de chaque poste pour en faire le total et le comparer à l'ensemble du capital mis en oeuvre hors salaires, ensuite une fois établi le rapport entre capital variable et capital constant, faudrait-il encore pouvoir le comparer sur une période de 10 ou 20 ans pour en étudier l'évolution, ou le comparer avec ce qui se fait dans d'autres pays.

Cela dit si la multinationale empoche 13 euros sur chaque paire de chaussures vendues, reste à savoir combien elle a investi et combien de paires de chaussures elle vend ou compte vendre pour en tirer des enseignements en terme de marge, bénéfice ou profit.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que 80% du prix de vente de cette paire de chaussures ne se retrouvera pas dans le pays qui l'a fabriquée.

Par contre, c'est une erreur de dissocier ce qui se situe en amont et en aval de la production et la production elle-même. En réalité le procès de production est complexe et comprend l'ensemble de ces étapes jusqu'à la commercialisation du produit final. Le capital peut prendre une forme abstraite au point de le rendre méconnaissable et de penser qu'il échapperait aux lois qui s'appliquent lors de la transformation de la matière, or ce n'est pas le cas, il faut intégrer dans le coût de la paire de chaussures le coût de la force de travail qui a été mise en oeuvre lors de chaque étape, de sa conception à sa commercialisation afin que le produit soit mis à la disposition d'un acquéreur potentiel et que le cycle du capital soit bouclé et se reproduise s'il trouve preneur sur le marché.

Le développement de la publicité, du marketing et d'une multitude d'intermédiaires ou services rend difficile l'évaluation ou l'évolution des rapports qui existent entre les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans le capital, à partir d'un

simple article de presse c'est impossible, il faudrait consulter les rapports établis par les chambres de commerce ou des syndicats des différentes corporations qui fournissent des éléments chiffrés précis ou arpenter des bibliothèques comme l'avait fait Marx à une autre époque.

Les multinationales, les entreprises et les hypermarchés qui semblent s'enrichir le plus se contentent de fournir un modèle ou un cahier des charges à des fournisseurs dans des pays où le coût de production est très bas, donc sans pratiquement investir un centime ou si peu, qui se chargent de produire des marchandises pour leur compte.

On a vu qu'au Bangladesh des ateliers misérables installés dans un bâtiment de fortune suffisaient pour produire T-shirt, chemise, jupe, pull-over, etc. donc sans que les multinationales n'investissent un euro dans la construction d'une usine et l'achat de machines, leur profit était maximum

## 2- Chypre

L'économie chypriote continue à courir des risques substantiels, et la récession annoncée pour le pays pourrait être plus grave que prévu, a estimé aujourd'hui Panicos Demetriades, gouverneur de la banque centrale.

Selon lui, Chypre, qui a obtenu en mars un plan "d'aide" de dix milliards d'euros de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), fait face à des risques "inhabituellement élevés" au niveau macroéconomique et sur son secteur bancaire.

"La récession pourrait être plus grave que prévu avec un impact négatif sur les finances publiques, y compris la dette souveraine", a-t-il estimé dans un discours préparé pour une conférence à Nicosie et qui a été lu par un responsable de la banque centrale qui le représentait.

Le produit intérieur brut (PIB) de Chypre devrait se contracter de 8,7% en 2013. Le gouverneur de la banque centrale a souligné les risques consécutifs aux pertes imposées aux plus gros déposants des deux principales banques du pays, dans le cadre du plan d'aide qui prévoit également un mécanisme de contrôle des capitaux. lefigaro.fr et Le Journal du Siècle 22.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai ajouté une douzaine d'articles, six autres à venir ce soir.

Encore un boulot monstrueux aujourd'hui, j'espère ne pas avoir commis trop de fautes. Ici il y a deux ventilateurs qui tournent à fond fenêtres et portes ouvertes, on crève, c'est dur de bosser, surtout à 57 ans ! A 50 ans je me sentais déjà fatigué, alors bosser jusqu'à 70 ans, c'est criminel, il faut les arrêter par n'importe quel moyen.

Excusez-moi, il y en a qui ont dû tomber sur le cul en entendant hier Hollande faire l'éloge de Schröder et sa politique ultra libérale, moi cela ne m'a pas choqué, j'ai plutôt trouvé cela génial.

La suite que j'ai écrite hier soir.

Contrairement aux uns et aux autres qui demeurent incapables de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, de droite, témoignant ainsi qu'ils demeurent subordonnés au révisionnisme ou au stalinisme ou un cocktail des deux, nous n'avons pas besoin d'entretenir des liens et d'alimenter des illusions dans le PS et leurs relais dans les syndicats pour légitimer et définir notre politique qui est et demeure indépendante du capitalisme et ses représentants.

A ce titre, il nous faut préciser que nous rejetons l'opportunisme de Lutte ouvrière, qui par son sectarisme à géométrie variable et son dogmatisme grossier et de façade entretient l'illusion que nous serions en présence d'une organisation qui incarne le léninisme, alors qu'ils en sont une caricature grotesque ou les fossoyeurs.

On peut commettre l'erreur en analysant le comportement des dirigeants des courants, groupes, organisations ou partis se réclamant du trotskisme de croire qu'ils seraient animés par un idéal très élevé, alors qu'en réalité leurs analyses et leurs activités sont uniquement déterminées par les intérêts des couches auxquelles ils appartiennent et auxquelles ils s'adressent en priorité, qui se trouvent être justement les plus enclines à se pencher vers le PS avec lequel ils partagent le même fond de commerce, cela leur suffit à entretenir leurs appareils ou micro-appareils et à satisfaire leur soif de pouvoir ou leur mégalomanie qui les porte à

croire qu'ils détiennent la vérité, et peu importe que les faits démontrent l'inanité de leurs théories ou mettent en lumière leur incurie politique puisque les militants sont trop faibles sur le plan théorique pour les contredire, voilà d'où ils tirent leur légitimité.

Nos analyses et nos conclusions pratiques s'inspirent et s'inscrivent dans la continuité de celles de Marx et Engels qui furent confirmées par la révolution russe de 1917, et que depuis l'épreuve de la lutte des classes n'a cessé de confirmer également. Concernant notre méthode d'analyse, nous avons adopté celle de Marx qui consiste à analyser à fond chaque question que pose l'actualité, la situation, le développement de la lutte des classes, les transformations que subissent la société et le monde. C'est seulement avoir épuisé l'ensemble des questions relatives à un fait ou une situation et être parvenu à apporter une réponse satisfaisante à chacune d'entre elles, que l'on estime un sujet traité suffisamment sérieusement pour en tirer les premières conclusions théoriques ou pratiques, confirmer ou infirmer celles qui existaient déjà si le cas se présentait.

Notre démarche ne consiste pas à mettre en oeuvre une théorie ou une doctrine qui existerait, elle consiste à partir des faits pour forger une théorie qui se traduira ensuite sur le plan pratique et organisationnel. Ainsi notre méthode est-elle conforme à celle employée par les fondateurs du socialisme scientifique, le matérialisme dialectique et historique.

Notre méthode, dans la mesure où elle part des faits et rejette d'emblée tout a priori ou idées préconçues, dans la mesure où elle est incompatible avec le principe selon lequel il ne faudrait pas se poser certaines questions, autrement dit que certaines questions seraient tabous, il sera très difficile, voire impossible à nos détracteurs de nous accuser d'être sclérosé, de défendre des principes gravés dans le marbre pour l'éternité ou de pratiquer une forme de dogmatisme, puisque notre théorie est vivante et s'adapte à la réalité, dans le sens où elle s'en inspire, en tire son origine, le socialisme ne reposerait-il pas sur le capitalisme et son développement ?

On va vous faire le coup que Hollande et le PS sont pire que ce qu'on pensait, en réalité pas du tout, ils sont demeurés fidèles à eux-mêmes.

Les militants ont été entraînés à la remorque de la social-démocratie dégénérée par leurs dirigeants, cela concerne tous les partis depuis 70 ans, trade-unionisme et parlementarisme, ouvriérisme, tiers-mondisme, antiracisme, écologisme, féminisme, européisme, mondialisme, et maintenant homophobie, ils vous auront tout sorti, tout fait et la plupart auront sauté les deux pieds joints dans le piège.

J'en vois d'ici certains qui vont dire : pas moi ! Comment cela pas vous, il y en a bien un dans lequel vous êtes tombé, réfléchissez bien, et bien cela suffit, c'est un de trop, le ver est dans le fruit, vous comprenez ? Peut-être préférez-vous ne pas comprendre, il n'est jamais trop tard et il n'y a pas de honte à avoir, toute la honte retombe sur nos dirigeants.

Je vais vous dire un truc qui va vous sembler incompréhensible à coup sûr, juste pour vous montrer le décalage qui existe entre la situation réelle et l'état de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on est plus qu'à la bourre, on a des années-lumière de retard, on n'a pas de parti ouvrier digne de ce nom, pas d'Internationale évidemment, il n'existe pas la base d'un parti de type léniniste, il n'existe pas de courants révolutionnaires dans les syndicats, aucun syndicat digne de ce nom non plus, vulgairement, on est à poil quoi, les poils qui servent à camoufler la nullité politique de nos dirigeants, les adresses du POI en direction de Hollande et des dirigeants du PS, l'alliance temporaire mais répétée du NPA avec les dirigeants du PS, quant à LO son sectarisme qui a pris l'allure de phobie de vieilles filles effarouchées confine à l'impuissance, pendant que les capitalistes se livrent tranquillement à des activités totalement illégales, mafieuses, ils en ont même fait leur règle, ils ont conçu des lois de telle sorte qu'elles sont inadaptées, inapplicables, détournées, contournées, les institutions et l'UE les couvrant, mieux édictant des lois pour les légaliser, aussi bien sur le plan économique ou financier que sur le plan politique et militaire, etc. alors je vais vous dire à quelle conclusion j'étais parvenu il y a déjà quelque temps partant de ce constat, si nous avions un parti ouvrier révolutionnaire, il se pourrait qu'il ne se serait pas contenté d'actions légales pour combattre un ennemi invisible, sournois, sans foi ni loi, sans principe ni scrupule, qui use de tous les stratagèmes pour parvenir à ses fins.

Vous me direz que cela signifierait que notre politique en direction des masses serait un échec pour recourir à une telle méthode (que je décrirai pas ici), pas forcément, il ne faut pas oublier que nous ne combattons pas à armes égales, notre ennemi estime que tous les coups sont permis et nous nous devrions refuser de mener notre combat au même niveau, en employant des méthodes comparables, qu'est-ce qui le justifierait, rien à nos yeux.

Mais bon, tel n'est pas le sujet à l'ordre du jour ne nous méprenons pas, c'était juste pour vous montrer à quel point nous sommes démunis face à un ennemi surarmé et prêt à nous broyer et que peu d'entre nous en ont véritablement conscience. Continuons de jouer dans la cour de récréation institutionnelle avec le FdG, le POI, le NPA et LO et notre avenir, celui de la société et du monde est scellé d'avance. L'autre voie consiste à revenir au socialisme.

### [Le racket du jour. 8 millions d'euros.](#)

- Les onze radars feu rouge que compte la capitale ont rapporté près de huit millions d'euros depuis le début de l'année.

Résultat: entre les mois de janvier et d'avril, la dizaine de poteaux longilignes couleur réverbère a permis de flasher 58.732

chauffards. Figaro.fr 23.05

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Enfin un avenir radieux !

- L'ONU revoit encore à la baisse la croissance mondiale pour 2013 et 2014 - AFP
- Chine: l'activité manufacturière se contracte, la croissance fragilisée - AFP
- Le Portugal annonce "*un super crédit d'impôt*" pour les sociétés - AFP

### Pas suffisamment compétitif ?

- 4e : la place qu'occupe Paris dans le classement des villes les plus attractives pour les investisseurs au monde - Atlantico.fr
- L'Unedic prévoit un chômage en hausse en 2013 et 2014 - Reuters
- Sapin : le chômage va encore augmenter avant de s'inverser - LePoint.fr

### Des "*abus*" inévitables, légalisés.

- Stages étudiants : les députés encadrent la loi pour éviter les "*abus*" - LeMonde.fr

### Au côté de la famille Le Pen ?

- Najat Vallaud-Belkacem présente aux célébrations de Jeanne d'Arc: Certains catholiques intégristes enragent - 20minutes.fr

### Un modèle de démocratie pour Obama, Cameron et Hollande.

- Abou-Dhabi : dix mois ferme pour quelques tweets - LePoint.fr

Un jeune citoyen des Emirats a été condamné pour avoir évoqué un procès en cours sur son compte Twitter. LePoint.fr 23.05

Et Hollande-Ayrault-Fabius n'ont pas encore exigé sa libération immédiate ? Incroyable !

### Ils s'éclatent à l'UMP !

- Raffarin redoute l'«*éclatement*» de l'UMP - Liberation

### Intox

Au-dessus de lois.

- Google, Starbucks, Amazon et cie : l'Europe parviendra-t-elle à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales ? - Atlantico.fr

Hors la loi

- Europe : les grands groupes bientôt obligés de dévoiler les impôts qu'ils paient - Atlantico.fr

### Cynisme.

- Le Parlement européen s'inquiète pour les ouvriers des usines textiles au Bangladesh - L'Expansion.com

### Les légumes ne sont pas ceux qu'on croit !

- Les enfants ne reconnaissent plus les légumes - LeFigaro.fr
- Alimentation: un écolier sur trois ignore ce qu'est un poireau - AFP
- Une betterave? Près de neuf enfants sur dix ignorent de quoi il s'agit - 20minutes.fr

L'égalité, la liberté, l'indépendance des femmes tant revendiquées par les ouvriéristes et les féministes de tous poils dont Rothschild et pour cause, en régime capitaliste se traduit en réalité par le malheur des hommes et leurs enfants et des femmes. On paie et on va payer très très cher 70 ans de compromission, d'opportunisme, l'abandon du socialisme.

### Incomestible, dégueulasse !

- Les rayons frais des supermarchés veulent reconquérir les consommateurs - L'Expansion.com

### Grotesque !

- L'obésité, un mal mondial en hausse - 20minutes.fr

### Liberticide

- Fumer, boire, manger, jouer... : faut-il (et peut-on) davantage taxer les comportements ? - Atlantico.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### A bas le PS et l'Internationale social-libérale-impérialiste !

1- Intox. Ils ne savent plus quoi inventer pour imposer leur politique antisociale.

- L'Allemagne, pays le plus apprécié, selon un sondage de la BBC - 20minutes.fr

L'Allemagne est le pays le plus apprécié du monde, selon un sondage publié jeudi par la BBC, et recueille de nombreux suffrages en Espagne et en France malgré la fermeté de la chancelière Angela Merkel sur l'austérité. 20minutes.fr

- La veille : La chancelière allemande Angela Merkel reste cette année la femme la plus puissante du monde (...) selon la liste annuelle du magazine Forbes publiée mercredi. AFP 22.05

2- Schröder-Hollande : aussi réactionnaires et antisocialistes que Merkel et Sarkozy.

- A Leipzig, François Hollande loue les réformes du travail menées en Allemagne - AFP
- "Il faut analyser la politique de François Hollande à la lumière du socialisme" - L'Express.
- Le «bras d'honneur» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.
- «Plus le PS fait comme le SPD en Allemagne, moins il est socialiste» - Liberation

3- En famille. La véritable nature du PS et ses semblables : le camp de la réaction.

- Les partis politiques, l'autre atout du modèle allemand - LeFigaro
- 150 ans du SPD: Hollande fait l'éloge du modèle allemand - AFP

Le président français François Hollande a fait l'éloge des réformes du marché du travail allemand et plaidé pour plus d'intégration européenne, lors des célébrations jeudi à Leipzig des 150 ans du parti social-démocrate (SPD), en présence de la chancelière Angela Merkel.



François Hollande estime désormais que sur le chômage des jeunes, il partage un "langage commun" avec la chancelière. AFP 23.05

Sur le coup en lisant ces lignes je me suis demandé si je n'avais pas rêvé, Angela Merkel de la CDU invitée du SPD, après tout tout est possible de leur part me suis-je dit, si le journaliste l'a écrit je suis tenté de le croire, puis à l'écran j' ai vu une photo de Schröder assis avec à sa droite Merkel tous les deux en train de se marrer, et à sa gauche Hollande qui ne pipant mot les regardait d'un air idiot.

On aura compris qu'ils n'ont pas besoin de réaliser l'union nationale en Allemagne, elle existe déjà dans les faits depuis des lustres, depuis l'après-guerre en réalité. Et en France ? D'après vous ? Sous une forme plus feutrée, plus discrète, plus sournoise, l'UMP ex-RPR ou ex-UDR participent avec le PS (ses satellites et le PCF) à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, au sein de tous les ministères ou de l'administration, dans les différentes institutions, il y a élus ou des technocrates affiliés à l'UMP et au PS, tout ce beau monde travaille ensemble et dans la bonne humeur à peaufiner la même politique et cela depuis des lustres.

Oui quand on vous envoie vous adresser à des élus du PS, on se fout bien de vous en réalité, on vous prend pour des crédules, des ignares qu'on peut manipuler à merci, après cela demandez-vous quelle considération ces dirigeants peuvent avoir pour leurs militants à part du mépris ?

4- Opération camouflage, quand les fossoyeurs et ennemis du socialisme changent de masque.

- Le SPD déserte l'Internationale socialiste et crée un "club" parallèle - LeMonde.fr -

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand a profité de la célébration, à Leipzig, de son 150e anniversaire, le jeudi 23 mai, pour lancer la veille "*l'Alliance progressiste*", un "*réseau*" social-démocrate appelé, selon lui, à prendre le relais de l'Internationale socialiste (IS). Pour le SPD, cette organisation, créée à Paris en 1889 et relancée en 1951, a été incapable de penser la crise du capitalisme financier et a trop longtemps accepté dans ses rangs la présence de "*camarades*" peu recommandables comme Daniel Ortega ou Laurent Gbagbo, le président du Nicaragua et son ex-homologue de Côte d'Ivoire. Il est donc temps de tourner la page.

L'invitation lancée par le SPD a été couronnée de succès : quelque 80 partis étaient représentés. Les partis sociaux-démocrates et socialistes européens mais aussi des partis africains, sud-américains, asiatiques et même le Parti démocrate américain. Le représentant de celui-ci, Howard Dean, a d'ailleurs fait preuve d'un "*euro-enthousiasme*" qui manquait singulièrement aux Européens. "*L'Europe a les meilleures lois de protection du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamentale*", a déclaré M. Dean.

Si le Parti démocrate, tout comme le Parti du Congrès indien et le Parti des travailleurs brésilien n'adhéreront pas formellement à l'Alliance progressiste, ils en suivront les travaux. Contrairement à cette dernière, l'Alliance progressive n'est dotée d'aucun secrétariat ni d'aucun permanent. Il a été décidé à Leipzig que ses membres se réuniront en octobre à Stockholm puis, au début 2014, en Tunisie.

L'objectif de cette structure est d'être "*la plate-forme qui trouvera les réponses communes et progressistes aux défis internationaux tels que le renforcement de la dimension sociale de la globalisation et du progrès durable, la bataille contre le changement climatique, le renforcement des droits de l'homme, y compris les droits de la femme, et de la démocratie mais aussi de la paix et de la sécurité*". Autre différence avec l'IS, l'Alliance peut accueillir des syndicats et des organisations non gouvernementales. A Leipzig, mercredi, c'est d'ailleurs Michael Sommer, le président de la confédération syndicale allemande, le DGB, qui a prononcé le véritable discours d'ouverture au cours duquel il a déploré un "*recul*" des idées progressistes depuis une trentaine d'années.

L'initiative allemande a fait grincer des dents. Quelques heures avant la rencontre de Leipzig, on apprenait que le président de l'Internationale socialiste, le Grec Georges Papandréou, et l'inamovible et tout-puissant secrétaire général, le Chilien Luis Ayala, avaient écrit aux membres de l'organisation pour se plaindre de l'initiative du SPD qui, à leurs yeux, divise la gauche mondiale. Invité à Leipzig, M.Papandréou ne s'y est pas rendu. En revanche, le président du Parti socialiste grec, Evangelos Venizelos, était lui, bien présent.

Le Parti socialiste français était représenté par une délégation emmenée par le premier secrétaire Harlem Désir. Contrairement au SPD qui a réduit de 95 % sa contribution à l'IS, où il n'a plus qu'un statut d'"*observateur*", le PS a, lui, réduit sa cotisation de moitié mais entend rester membre à part entière. "*L'Internationale socialiste est une organisation qui a toute une histoire, qui joue un rôle important en Afrique et qu'il faut réformer mais que nous n'abandonnons pas*", explique M. Désir, qui juge les deux structures "*complémentaires*". Le Monde 23.05

Leur "*plate-forme*" reprend à son compte les thèmes et l'orientation qui ont été adoptés dès les années 90 par l'impérialisme américain, ce qui a fait dire au représentant du Parti démocrate américain. : "*L'Europe a les meilleures lois de protection*

*du consommateur, le meilleur droit du travail, le meilleur droit environnemental. (...) Préserver l'Union européenne est fondamentale*", qui avec l'union transatlantique est une pièce maîtresse du gouvernement mondial pour lequel ils oeuvrent.

Les sociaux-démocrates allemands ont voté avec le parti de la chancelière tous les plans de sauvetage de la zone euro, depuis le début de la crise, même s'ils n'ont eu de cesse de critiquer la politique d'austérité imposée, selon eux, par Angela Merkel.  
LeMonde.fr -

Un toilettage tellement ils sont sales, ils font peu neuve mais rien de changer à l'intérieur, cela pue toujours autant l'imposture, un "réseau" qui sera ouvert, c'est à la mode, à des syndicats tout aussi subordonnés qu'eux au capitalisme. S'ils se débarrassaient de toute référence au socialisme, cela nous rendrait service. On y reviendra plus tard.

Pendant des décennies l'OCI-PCI, puis le PT ont soutenu le SPD, le POI continue. Ne soutiendrait-il pas Hollande par hasard ? De quelle manière ? On vous a déjà fourni suffisamment d'éléments pour le savoir, on en ajoute encore quelques-uns un peu plus loin.

5- La soi-disant gauche du PS priée de ravalier sa salive et de servir leur maître, cela tombe bien ils ont la mentalité de serviteurs.

- Le «*bras d'honneur*» du président à l'aile gauche du PS - LeFigaro.

Pour eux (la "*gauche*" du PS - ndr), les réformes allemandes sont un épouvantail qui ne peut en aucun cas être ou devenir un modèle pour la France. Certes, l'Allemagne a désormais des finances publiques saines, mais à quel prix, disent-ils. «*Schröder, c'est l'explosion de la précarité, c'est la multiplication des mini-jobs sous-payés et ce sont des réformes qui n'ont pas été couronnées de succès d'un point de vue électoral*», s'énerve le vice-président de la région Ile-de-France, Emmanuel Maurel, un des chefs de file de l'aile gauche du PS. Il ajoute: «*En faisant l'éloge des réformes allemandes, François Hollande fait un bras d'honneur à de nombreux socialistes. De mémoire, son discours du Bourget n'était pas une apologie du schroëderisme. Il parlait alors d'un socialisme fidèle à ses valeurs. Là, on n'y est plus.*» «*J'ai bien vu les déclarations de l'ex-camarade Hollande. C'est consternant*», réagit, entre colère et ironie, la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann.

Alors que Hollande assure être «socialiste» et non social-démocrate, beaucoup pointent au contraire le changement de doctrine présidentielle. «*À quoi joue-t-il? Franchement, je ne sais pas bien. Je crois que son obsession aujourd'hui, c'est avant tout de rassurer les marchés et la Commission européenne*», confie un élu. Pour Lienemann, Hollande veut avant tout «*donner des gages de gestion au patronat*».

Le président enterre surtout les années Jospin. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le premier secrétaire François Hollande n'avait de cesse de répéter que les socialistes français devaient trouver leur voie, être une alternative aux positions du Britannique Tony Blair et de l'Allemand Gerhard Schröder. Il était sur la même ligne que le premier ministre Lionel Jospin.

Du reste, les relations n'ont jamais été très chaleureuses entre Hollande et Schröder. Interrogé pour savoir s'il allait rencontrer François Hollande à l'occasion de son séjour parisien de décembre 2011, l'ex-chancelier allemand répondait alors au Figaro : «*Non, et je n'ai pas prévu de le faire. En tant que premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a travaillé très étroitement avec Oskar Lafontaine (rival de Gerhard Schröder au SPD, qu'il quittera en 2005 pour fonder Die Linke, un parti « antilibéral », NDLR). Pas avec moi. C'est pourquoi il n'existe pas de relation entre nous.*» Dans cet entretien, Gerhard Schröder se montrait bien plus ouvert vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. Manifestement, Hollande a passé l'éponge. Le voilà prêt à vanter la politique qu'il critiquait naguère, à faire l'éloge d'un Schröder de plus en plus critiqué au sein du SPD.

Rue de Solferino, on veille à ne pas donner trop d'importance à l'éloge de Schröder. «*Discours offensif et résolument européen de François Hollande à Leipzig, salué par une standing ovation de nos camarades allemands!*», écrit sur Twitter le premier secrétaire Harlem Désir, présent en Allemagne. Il fut pourtant très critique vis-à-vis de l'ex-chancelier. «*Ce n'est pas vraiment un éloge sur Schröder, c'est un éloge sur la capacité à réformer et à mettre le pays au travail*», tempère-t-on à la direction du parti. Décidément très optimiste, ce représentant de la direction ajoute: «*Pour nous, les positions de Hollande sont un élément de cohésion du parti. Le cap est ferme et il y aura un effet centrifuge. Sans compter que cela va affaiblir la gauche du parti, notamment Hamon, qui ne pourra pas se positionner contre le président.*» lefigaro.fr 23.05

Ces gens-là mentent comme ils respirent, se contredisent sans cesse, changent de masques tous les quatre matins, le pire ce sont ceux qui refusent d'en tenir compte et de s'en tenir à leur véritable nature : réactionnaire.

Les Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann et Cie en demeurant au PS cautionnent la politique de Hollande, ils servent le régime, comment, en donnant l'impression par leur impuissance que finalement il n'est pas possible d'aboutir à une majorité pour faire une autre politique, entendez par là qu'il n'y aurait pas en France une majorité de travailleurs favorable à une autre politique, c'est ce qu'il faut faire entrer dans la tête des travailleurs, une autre politique qui est effectivement impossible dans le cadre du PS ou avec le PS qui est un parti du capital.

## Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale. (suite)

La France va proposer que la branche militaire du Hezbollah soit inscrite sur la liste des groupes terroristes de l'Union européenne en raison de son soutien au régime de Damas, a déclaré mercredi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius en déplacement à Amman.

*"Compte tenu des décisions qu'a prises le Hezbollah et le fait qu'il a combattu très durement la population syrienne, je confirme que la France proposera d'inscrire la branche militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes" de l'UE, a déclaré M. Fabius à des journalistes.*

*"Vous avez vu que le Hezbollah non seulement s'est engagé pleinement en Syrie mais qu'il a aussi revendiqué son engagement", a encore noté le ministre dans la capitale jordanienne.*

*"Comme il y a en plus d'autres éléments qui concernent ce qui c'est passé en Bulgarie et dans d'autres endroits, nous considérons que c'est un point qui devrait faire l'accord de l'ensemble des européens", a estimé M. Fabius.*

Il faisait allusion à l'attentat anti-israélien du 18 juillet 2012 à Bourgas, en Bulgarie, qui avait fait sept morts - cinq Israéliens, l'auteur présumé de l'attentat et un Bulgare. Le gouvernement bulgare de l'époque avait imputé la responsabilité de l'attentat au Hezbollah.

A la question s'il avait informé le Liban de la position de la France sur ce point, M. Fabius a répondu: *"c'est un point que le Liban connaît."* AFP 22.05

L'émule de G. Bush traite les autorités libanaises avec mépris. La responsabilité de l'attentat au Hezbollah n'a jamais été prouvée, une reconstitution devait avoir lieu qui aurait pu la confirmer ou l'infirmer, apparemment plus de nouvelles, mais pour Fabius l'affaire est entendue puisqu'il en a décidé ainsi ou plutôt à Washington.

Il ne lui viendrait pas à l'idée d'inscrire sur la liste de Etats terroristes le Qatar et l'Arabie Saoudite qui soutienne le front Al-Nosra en Syrie puisqu'ils servent ses intérêts.

Sarkozy et ses acolytes on pouvait les qualifier de nazillons sans que personne ne trouve à redire, ils appartenaient au parti de l'ordre officiel, pour un peu ils passeraient pour des enfants de chœurs à côté des Hollande, Ayrault, Le Drian, Fabius et Cie. Aux Etats-Unis, le dictateur a revêti un masque de couleur pour camoufler son visage de tyran, en France il a revêti celui du socialisme.

## Croissance + de profits = précarité - de salaire.

En France.

Le Premier ministre Français, Jean-Marc Ayrault, a annoncé jeudi que 20.000 emplois d'avenir avaient été signés et que des négociations de branche avaient été lancées en vue de la signature de contrats de génération.

Le chef du gouvernement a présidé un séminaire sur l'emploi qui a réuni une dizaine de ministres à Matignon.

*"En six mois, sur les 100.000 emplois d'avenir prévus, nous avons déjà atteint le chiffre de 20.000 emplois, nous sommes maintenant dans la période de montée en puissance", a-t-il déclaré à la presse. "Nous avons levé tous les obstacles, les incompréhensions qui pouvaient exister".* Reuters 23.05

Le France à l'heure de l'union transatlantique et de la législation du travail en vigueur en Allemagne...

Au Portugal

Le gouvernement portugais espère favoriser l'emploi et relancer son économie en berne depuis que le pays est sous assistance financière internationale, grâce notamment à *"un super crédit d'impôt"* pour les sociétés, a annoncé jeudi le ministre des Finances.

L'une des mesures phares de ce programme prévoit un crédit d'impôts pour les sociétés, pouvant atteindre les 20%, pour des investissements jusqu'à 5 millions d'euros réalisés au second semestre de cette année.

*"L'impôt sur les sociétés, pour des entreprises qui investissent en 2013, pourront s'élever à 7,5%",* contre un taux de

25% actuellement, a expliqué Paulo Nuncio, secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales.

"*Cette mesure sans précédent*", selon M. Gaspar, doit favoriser "*la création d'emplois chez les jeunes, ce qui est une priorité du gouvernement et de l'Europe*". AFP 23.05

Le Portugal à l'heure de l'union transatlantique et des règles fiscales en vigueur aux Etats-Unis...

### Le verni démocratique de la dictature de l'UE.

Le Parlement européen a approuvé jeudi l'ouverture de négociations entre Bruxelles et Washington sur un accord de libre-échange, demandant toutefois que les services culturels et audiovisuels, y compris en ligne, en soient exclus.

Cette résolution qui correspond aux souhaits de la France a été adoptée à Strasbourg par 460 voix contre 105 et 28 amendements. Les groupes des Verts et de la gauche communiste ont voté contre.

Washington et Bruxelles entendent lancer d'ici fin juin les négociations qui pourraient durer jusqu'à deux ans.

Selon la Commission européenne, un accord de libre-échange entre deux partenaires qui génèrent ensemble près de la moitié des richesses mondiales, pourrait apporter 0,5% de croissance supplémentaire à l'UE et 0,4% aux Etats-Unis à l'horizon de 2027.

Les Vingt-Sept doivent se mettre d'accord à la majorité qualifiée avant le 14 juin sur le mandat de négociation qui sera accordé à la Commission européenne.

Cette dernière, tout en s'engageant à défendre l'exception culturelle et la réglementation européenne dans divers domaines, lors des négociations avec Washington, souhaite, qu'aucun secteur ne soit exclu a priori.

"*Nous devons à tout prix éviter d'enlever des objets de la table avant le début des négociations. Ça ne signifie pas qu'il n'y aura pas de lignes rouges*", a plaidé jeudi soir, lors d'un débat, le commissaire européen au commerce, Karel de Gucht. Reuters 25.05

Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.

Je n'ai plus le temps, ce soir ou demain je mettrai en ligne trois documents du Parlement européen qui prouvent le contraire.

### Alors il faut balayer le "système" : abolition des institutions de la Ve République !

Quand c'est un membre influent de l'UMP qui le dit, on ne va pas faire la fine bouche...

- Interrogé sur "France Inter", Pierre Condamine-Gerbier, qui était associé-gérant de la banque Reyl qui s'était occupée du compte de Jérôme Cahuzac avant son transfert à Singapour, entre 2006 et 2010, affirme qu'"il n'y a pas qu'un Jérôme Cahuzac. Ce n'est pas juste le mensonge d'un homme. C'est le mensonge d'un système". Responsable de la délégation UMP en Suisse en 2007 et 2008, il dénonce "*le double discours et l'hypocrisie de la classe politique française*".

"*Il y a des Cahuzac à droite, il y a d'autres Cahuzac à gauche. Il y a des Cahuzac sur l'ensemble de l'échiquier politique*", affirme-t-il.

"*L'ensemble de l'échiquier politique est concerné*", affirme ce témoin-clé, pour qui la situation est un "*secret de polichinelle*".

Le banquier évoque non seulement des fraudes mais aussi un possible "*financement politique*". "*Si la justice va au bout, cette affaire peut aller très loin*", prévient-il. Le Nouvel Observateur. fr 23.05

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Bulgarie

Le parti de centre droit arrivé en tête des législatives en Bulgarie a renoncé jeudi à constituer un nouveau gouvernement, ouvrant

la voie à la formation par ses rivaux socialistes d'un cabinet de technocrates pour sortir le pays de l'impasse.

Le président Rossen Plevneliev a immédiatement transmis le témoin aux socialistes, qui ont terminé en deuxième position du scrutin du 12 mai derrière le GERB et pourraient soumettre leur gouvernement au vote du Parlement en début de semaine prochaine.

Les socialistes souhaitent former un gouvernement de techniciens chargé d'élever le niveau de vie en Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union européenne. Ils proposent qu'il soit dirigé par Plamen Orecharski, ancien ministre des Finances d'un gouvernement socialiste, mais qui n'est pas membre du parti.

Il manque un siège aux socialistes et à leurs alliés traditionnels du DPS, le parti représentant la minorité turque de Bulgarie, pour détenir la majorité absolue au Parlement. Selon les experts, la formation d'un gouvernement de technocrates devrait leur permettre de bénéficier du soutien ou de l'abstention de députés d'autres partis, notamment des nationalistes. Reuters 23.05

## 2- Kirghizistan

Le président kirghize a réaffirmé sa volonté de fermer la base militaire américaine de Manas, tête de pont pour la guerre en Afghanistan. Le projet de loi aurait déjà été présenté au Parlement. Payant soixante millions de dollars par an, les Etats-Unis étaient prêts à faire monter les enchères. La base abritant 1500 soldats américains devrait fermer en juillet 2014. euronews. fr 23.05

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Enseignants et de chercheurs exige le retrait du projet de loi Fioraso

Plusieurs centaines d'enseignants et de chercheurs ont défilé, mercredi 22 mai entre le Panthéon et l'Assemblée nationale, pour réclamer le retrait du projet de loi Fioraso de réforme de l'université, réclamant des "moyens".

Le cortège, réuni à l'appel d'une intersyndicale composée de la FSU, de la CGT, FO, Solidaires et des collectifs Sauvons la recherche (SLR) et Sauvons l'université (SLU), s'est ébranlé peu après 14 h 30 derrière une banderole "Abandon du projet de loi enseignement supérieur-recherche. Des moyens pour le service public".

Les manifestants, dont certains portaient des blouses blanches de laborantins, ont scandé "Non, non, non à la loi Fioraso", "Des postes pour l'enseignement supérieur et la recherche" ou encore "Titularisation de tous les précaires". "Il y avait une attente extrêmement forte" de la communauté universitaire qui s'est transformée en "très grosse déception, parce qu'on se retrouve devant un projet de loi qui reprend les mêmes orientations" que celles prises par le précédent gouvernement, a dit à l'AFP Claudine Kahane, cosecrétaire générale du Snesup-FSU, premier syndicat du secteur.

Mme Kahane a également déploré "l'absence de garantie sur les moyens budgétaires, alors que les universités sont dans de grandes difficultés budgétaires". "Certaines universités sont en déficit et doivent geler des postes", a-t-elle expliqué.

Jean-Luc Antonucci, représentant de la FERC-Sup CGT, a critiqué un texte qui "inscrit dans le marbre la loi LRU sur l'autonomie des universités". "Une de nos premières revendications est que la masse salariale soit gérée au niveau national, et non plus local, comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui donne des pouvoirs exorbitants aux présidents d'université", a-t-il souligné.

"La précarité grignote de plus en plus l'emploi dans nos laboratoires", a déploré Daniel Steinmetz, du SNTRS-CGT. "Le gouvernement espère qu'on va se substituer à l'industrie, en introduisant comme nouvelles priorités pour les laboratoires le transfert de leurs résultats vers l'industrie", a-t-il notamment dénoncé. Les syndicats réclament l'abrogation des lois de 2006 sur la recherche et de 2007 sur l'autonomie des universités. lemonde.fr 22.05

#### 1.2- Manifestation et grève contre le coût de la vie à Nouméa.

Le port autonome de Nouméa est bloqué par des militants de l'intersyndicale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, en grève générale depuis le 15 mai, a constaté jeudi l'AFP.

Les deux dépôts de carburant de la zone industrielle de Ducos sont également bloqués.

Plusieurs centaines de syndicalistes, avec banderoles et drapeaux, sont regroupés devant les accès au port de Nouméa, dans le cadre d'actions successives sur le terrain pour dénoncer le coût de la vie dans l'archipel, près de 35% plus élevé qu'en Métropole.

"*Le port c'est l'importation, les marges excessives, les taxes. On s'attaque aux symboles*", a déclaré David Meyer, secrétaire général de la Fédération des Fonctionnaires.

Depuis le 15 mai, l'intersyndicale a multiplié les manifestations, les rassemblements devant les hypermarchés ou le gouvernement local, affirmant "*ne rien vouloir lâcher tant qu'elle n'aura pas obtenu une baisse effective des prix*". Des internats scolaires sont fermés tandis que la compagnie domestique Aircal a annulé tous ses vols jeudi.

Mardi, une marche a rassemblé selon les chiffres de l'intersyndicale "10.000 personnes" à Koné, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie faiblement peuplé. La gendarmerie a compté 2.500 manifestants.

"*Ce qui s'est passé dans le nord est exceptionnel. Il y a une exaspération profonde des gens et on sent que depuis la marche de Koné, notre mouvement est pris au sérieux car la vie chère expose le pays à des risques graves*", a déclaré à l'AFP David Meyer.

Il a indiqué que sous l'égide de l'Etat, des réunions pourraient avoir lieu ce week-end entre les présidents des institutions locales, les groupes politiques du Congrès, les acteurs économiques et les syndicats.

Le gouvernement local, qui a organisé plusieurs rencontres avec les importateurs, la grande distribution et les industries locales, a proposé une baisse de 10% des taxes sur les produits importés hors UE.

Il a également annoncé une révision du barème de l'IRPP "*en faveur des classes moyennes*" ainsi que des mesures de défiscalisation pour le logement intermédiaire.

Qualifiées de "*mesurettes improvisées*", ces annonces n'ont pas satisfait l'intersyndicale, qui réclame une baisse des prix et une réforme structurelle de l'économie. AFP 23.05

## 2- Bangladesh

Bangladesh ont décidé jeudi à Genève de mettre en oeuvre le plus rapidement possible l'accord signé la semaine dernière sur la sécurité des usines textiles dans ce pays, selon la confédération syndicale UNI Global Union.

"*Les entreprises aux côtés d'IndustriALL Global Union (une autre confédération syndicale, ndlr) et UNI Global Union se sont mis d'accord pour immédiatement faire avancer une mise en oeuvre de l'accord*", a indiqué UNI Global Union dans un communiqué.

"*L'objectif est d'avoir des inspecteurs de la sécurité sur le terrain aussi vite que possible afin de commencer à résoudre les problèmes les plus urgents*", ajoute-t-il.

IndustriALL qui revendique 50 millions de travailleurs dans 50 pays et UNI Global 20 millions avaient lancé ce projet d'accord dès 2012.

Parmi les signataires de l'accord atteint la semaine dernière au Bangladesh, figurent l'italien Benetton, l'espagnol Inditex (Zara), le suédois H&M et le français Carrefour.

La liste a également recueilli les signatures de l'américain PVH (Tommy Hilfiger et Calvin Klein), l'allemand Tchibo, ainsi que de Tesco, Primark, El Corte Ingles, jbc, Mango, KiK, G-Star, Aldi, New Look, Mothercare, Loblaw's, N Brown Group, Stockman, WE Europe, Esprit, Next, Lidl, Switcher, Charles Vögele, et A&F. AFP 23.05

Surexploités dans de meilleures conditions pour qu'on n'en entende plus parler... Dans un pays où la corruption est généralisée, un inspecteur de la sécurité cela s'achète une bouchée de pain ou se liquide si nécessaire.

---

## ECONOMIE

### 1- France

Cherchez l'erreur.

1.1- Le nombre de défaillances en France a été de 20.625 entre janvier et avril 2013, en baisse de 3,9% par rapport à la même période en 2012, selon le baromètre de printemps de l'assureur-crédit Coface présenté jeudi.

En tout, entre mai 2012 et avril 2013, 59.630 entreprises ont fait faillite en France, en très léger repli par rapport à l'année précédente (-0,1%). Ce chiffre est proche de celui atteint en 2009 (63.204 cas), au plus fort de la crise.

"La stabilisation observée pourrait être provisoire, les entreprises sont en effet fragilisées par la récession en cours qui s'est confirmée au premier trimestre 2013", estime dans un communiqué la Coface.

L'assureur-crédit prévoit que le nombre de faillites augmente de 2% en 2013 par rapport à 2012, atteignant 61.500 entreprises contre 60.461 l'année dernière.

Les petites et moyennes entreprises (PME) qui emploient entre 20 et 249 salariés, sont les plus touchées par ces défaillances, en augmentation de 3,7% sur un an. De la même manière, 43 entreprises de taille intermédiaire (ETI, entre 250 et 4.999 employés) ont fait faillite entre mai 2012 et fin avril 2013, un "nombre élevé" pour la Coface.

Les très petites entreprises (TPE) ont en revanche bien résisté avec une baisse de 30% des défaillances par rapport à janvier-avril 2012. AFP 23.05

1.2- Le nombre des défaillances de PME a continué de progresser au premier trimestre en France et celui des entreprises de taille intermédiaire (ETI) s'est stabilisé à un niveau élevé, selon une étude publiée jeudi par l'assureur crédit Coface.

Sur les douze derniers mois à fin avril, le nombre d'entreprises en redressement ou liquidation judiciaire est resté quasi stable (-0,1%) par rapport à un an plus tôt, à 59.630, juste sous le record enregistré en 2009 (63.204). Il recule même de 3,9% sur le premier trimestre.

Mais ce repli est uniquement dû aux segments des entreprises individuelles (11 à 19 salariés) et des très petites entreprises, alors que les sociétés commerciales ont enregistré une hausse de 3,1% de leurs défaillances.

Par taille d'entreprises, les PME (entre 20 et 249 salariés) sont les plus touchées (+3,7% sur un an), particulièrement les plus importantes, alors que les défaillances d'ETI (250 à 5.000 salariés) restent à un niveau élevé. Reuters 23.05

Réponse : l'AFP est une agence de presse française, Reuters est une agence presse américaine, la première a davantage avantage à enjoliver la situation....

## 2- Chine

Le gouvernement d'Abe est fermement engagé à poursuivre sa politique visant à stimuler l'économie à coup de politique à taux zéro, d'assouplissement monétaire et de dévaluation du yen.

Dans l'est de l'Asie, cette politique suscite la méfiance et un bloc "yuan" s'est déjà formé : six des 10 pays de la région (Corée du Sud, Indonésie, Taiwan, Thaïlande, Malaisie, Singapour) ont d'ores et déjà fixé leur taux de change plus par rapport à la monnaie chinoise qu'en fonction du dollar. Seuls Hong Kong, le Vietnam et la Mongolie continuent de suivre le dollar.

La part du commerce de la Chine avec l'Asie du sud-est est passée d'environ 2% en 1991 à 22% actuellement. Pour les voisins de la Chine, la République populaire est devenue le plus grand partenaire commercial. Ainsi l'arrimage de leur monnaie au yuan leur assure l'équilibre des relations commerciales avec le plus grand exportateur du monde dont ils profitent considérablement.

Dans l'Asie du sud-est, l'arrimage à la monnaie chinoise a donc déjà remplacé l'arrimage au dollar. Conclusion : la fragile structure du système monétaire d'Extrême-Orient est de nouveau secouée par la tourmente. Toutes les banques centrales de la région n'ont officiellement qu'une petite part d'or dans leurs réserves. Atlantico.fr 23.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 mai 2013

[CAUSERIE](#)

Sauf si l'actualité s'emballait, demain ce fera day off, relâche, je dois m'occuper de ma maison.

Tomorrow it'll be a day off, may be next week we up to date our webb site in English, no, don't worry it was just a joke teasing you. Have a good day dear comrades.

J'ai actualisé le site à trois reprises aujourd'hui, ci-dessous la dernière partie, les deux autres à la suite.

Troisième et dernier jet de la journée

Je ne savais pas si bien dire en publiant ce matin la première partie de l'actualisation du site que j'avais préparée hier soir, on n'avait pas de courant, donc pas de climatiseur et j'ai dû attendre 1h du matin pour aller me coucher, j'en ai donc profité pour bosser. Je me suis levé à 6h.

Avouez qu'on devient bon quand même. Ah le pif Léon ! Le pif vaut mieux que les formules apprises par coeur et répétées comme des moulins à prières, n'est-ce pas madame Arthaud ?

Madrid

- Le Royaume-Uni a payé l'Espagne pour qu'elle reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale - leparisien.fr

La raison invoquée ne correspond pas à la réalité. Franco était acculé financièrement, qui pouvait lui fournir de l'argent frais ? Les banquiers qui ont financé les Etats des deux camps avant et pendant la guerre.

L'internationale des monarchies orchestrées par les bailleurs de fonds, les banquiers de la Fed et de la BoE, les mêmes en réalité, via la BIS (aujourd'hui BRI) en Suisse, tout est dans l'ordre des choses. En fait ils ont utilisé le même canal qui leur avait servi quelques années plus tôt pour financer discrètement le régime nazi, c'est prouvé les documents figurent dans le site.

Même sous Franco, l'Espagne demeurait une monarchie, en sommeil dirons-nous, comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas notamment. Or même si les monarchies lorgnaient du côté du régime nazi, il ne fallait pas que cela s'ébruite ou tout du moins que cela ait un caractère officiel qui pourrait apparaître plus tard dans les manuels scolaires ou passer à la postérité, cela aurait contrecarré leur plan qui était de les associer à la suite du programme : Bilderberg, l'Union européenne... L'article est en entier dans cette page

Londres

- Itinéraire londonien d'un « *loup solitaire* » - Libération.fr

- Les tueurs présumés de Woolwich, figures "périphériques" de la mouvance islamiste - AFP

- Meurtre d'un soldat à Londres: le MI5 aurait tenté de recruter un des suspects - L'Express.fr

Un ami de Michael Adebolajo, l'un des deux hommes arrêtés pour le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé à la BBC que les services de renseignements britanniques avaient auparavant tenté de le recruter.

Les services de renseignements intérieurs britanniques ont tenté de recruter Michael Adebolajo, qui a revendiqué le meurtre d'un soldat mercredi à Londres, a affirmé vendredi soir à la BBC un de ses amis qui a été arrêté après son interview télévisée.

Selon lui, Michael Adebolajo a rejeté l'offre du MI5 (services de renseignements intérieurs britanniques) de travailler pour eux. Ils n'ont cessé de l'appeler, après un séjour au Nigeria. "En gros, il a été harcelé par le MI5, c'est quelque chose qu'il m'a précisé dit", a déclaré Abou Nusaybah qui a fait la connaissance de Michael Adebolajo en 2002.

Les services de renseignements intérieurs voulaient lui demander s'il connaissait certaines personnes, a-t-il raconté à la chaîne de télévision britannique. "Après leur avoir dit qu'il ne connaissait pas ces personnes et ainsi de suite, ils lui ont demandé s'il ne voulait pas travailler pour eux", a précisé Abou Nusaybah. La BBC a indiqué que ce dernier avait été arrêté après son interview. L'Express.fr 24.05

Stockholm

- Des renforts de police étaient attendus vendredi à Stockholm afin d'empêcher une sixième nuit d'émeutes après les violences qui ont secoué durant cinq nuits la banlieue de la capitale suédoise.



Les troubles auraient pour origine la mort à Husby, un quartier défavorisé de la capitale, d'un habitant âgé de 69 ans abattu par la police. La police a dit avoir été incapable de raisonner cet homme qui avait brandi une machette et a plaidé la légitime défense. AFP 24.05

Il y a un truc que je ne comprends pas, un type vous menace avec une machette, vous avez un flingue sur vous et au lieu de lui tirer dessus pour le neutraliser s'il s'avère réellement dangereux, vous l'abattez froidement, j'appelle cela un meurtre.

Bon, si un jour la police débarque chez moi et qu'elle se fait menaçante, je sors l'artillerie lourde et je les dézingue à la façon des Tonton flingueurs, légitime défense !

Solidarité ! Tiens, et dire qu'on aurait pu croire que Schivardi avait été victime d'une injustice.

Secrétaire national du principal parti d'opposition (UMP - ndlr), il avait été candidat aux législatives de 2012 dans le Xe arrondissement. Mais son compte a été rejeté en janvier par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, en raison notamment de paiements directs de certains frais, au lieu de passer par un mandataire financier.

"*Eu égard, d'une part, au caractère substantiel de l'obligation méconnue, dont M. Tieu ne pouvait ignorer la portée, et, d'autre part au montant et à la part des dépenses ainsi acquittées, il y a lieu*", en application du code électoral, "*de prononcer l'inéligibilité de M. Tieu à tout mandat pour une durée d'un an à compter de la date de la présente décision*", déclare le Conseil dans sa décision. Il ne pourra donc pas être candidat aux municipales de mars 2014.

Sanction. La monarchie n'avait qu'à pas perdre sa tête !

- Législatives : Charles-Philippe d'Orléans déclaré inéligible - LeFigaro.fr

Le second jet, j'ai actualisé les **Articles de presse**, la suite d'ici 1h30 environ, il est 14h30 ici.

Le premier jet de la journée, la suite viendra dans 5 ou 6 heures. J'ai ajouté quelques articles.

Bon week-end à tous.

Quelques thèmes de réflexion ou à développer.

1- Comment ils ont fait de simples jeunes travailleurs désespérés des lumpenprolétaires.

A partir du 11 septembre 2001, les néo libéraux américains ont développé une stratégie à laquelle les néo conservateurs ont adhéré, qui consistait d'une part à utiliser le réseau Al-Qaïda que la CIA avait créé comme base logistique et à puiser dans les millions de déshérités et désespérés sans avenir au Moyen et Proche-Orient pour l'alimenter, d'autre part à fournir aux jeunes musulmans sans repères dans les pays occidentaux et ailleurs dans le monde, principalement en Afrique dominée par la pauvreté, une base idéologique en apparence conforme à l'islam à laquelle ils pourraient adhérer par le biais d'un prosélytisme effréné réalisé par des imams radicalisés et conquis à la théorie de la guerre des civilisations, manipulés par l'Arabie Saoudite et le Qatar notamment, de telle sorte que ces jeunes prolétaires devenus malgré eux des lumpenprolétaires fanatisés deviennent des terroristes à la solde de la CIA où aillent servir la cause de l'impérialisme américain comme mercenaires dans différents pays, Libye hier, Syrie aujourd'hui, ainsi ils officieraient à la place des soldats américains, se feraient tuer à leur place, et une fois que la fin du conflit approcherait, procèderait à leur liquidation physique, à moins qu'ils puissent les transférer sur un autre terrain d'opération.

Bien entendu, tous les jeunes mais aussi des moins jeunes qui ont été contaminés par l'idéologie guerrière et fanatique que les imams salafistes ou wahhabites dans les pays occidentaux, l'ont été à des degrés divers, il ne se sont pas tous enrolés pour aller guerroyer en Syrie. Certains sont sous contrôle dans ce qu'ils appellent des cellules "*dormantes*" prêtes à être activées en cas de besoin, mais un certain nombre ne le sont pas. Certains ont constitué leur propre cellule terroriste, et parmi eux il y en a qui décident de passer à l'action à l'improviste, on vient d'en avoir un exemple à Londres, selon toute vraisemblance. Les groupes les plus importants et les mieux organisés sont infiltrés par des agents de la CIA ou des services secrets de différents pays ou plutôt des agents qu'ils ont recrutés pour remplir cette mission.

Leurs chefs qui ont été formés en Afghanistan ou au Pakistan ou encore au Yémen sont sous contrôle, ils reçoivent leurs ordres directement de leurs maîtres, à l'origine, de Washington.

J'ai laissé de côté ici l'usage qu'ils pouvaient faire de ces masses désespérées qu'ils ont idéologiquement armées et fanatisées pour déstabiliser des régimes ou entraîner une division de la population sur une base confessionnelle, Tunisie, Egypte, venir en aide

à des régimes en proie à une crise politique et sociale qu'ils sont incapables de régler. Je n'ai pas évoqué non plus la manipulation d'individus isolés par la CIA ou les services secrets qui consiste à pousser un individu à passer à l'acte, qui échouera ou non, pour ensuite exploiter cet événement monté en épingle par les médias sur le plan politique.

On pourrait terminer provisoirement sur ce sujet en notant qu'en procédant de la sorte, ils ont introduit un ferment de guerre civile dans tous les pays occidentaux eux-mêmes en proie à une crise sociale au bord de l'explosion, qu'ils exploiteront le moment venu, ce qu'ils ont déjà peut-être commencé à faire puisqu'il demeure des zones d'ombre dans l'affaire Merah, ce qu'ils nous ont raconté ne colle pas, les témoignages directs, de visu, qui se recourent, ont fait état d'une personne qui ne ressemblait pas du tout à Merah, corpulence, cicatrice ou tatouage sur le visage, etc.

La base du racisme est sociale, seule la révolution sociale (et politique) en viendra à bout, tout le reste est du baratin de dangereux charlatans, de colonialistes qui ont soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies, cela s'adresse au Front de gauche mais aussi au NPA, nous leur disons, en choisissant le camp de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Israël dans la guerre contre le peuple syrien, vous avez opté pour le camp des ennemis de la classe ouvrière qui nourrissent et instrumentalisent le racisme au lieu de le combattre, au côté du PS vous faites le lit de l'extrême droite en France, de la réaction.

Sauf revirement de dernière minute et bombardement de la Syrie par l'impérialisme américain, l'intégrité de la Syrie et de son peuple sort victorieuse de cette guerre que vous avez perdue, décidément le terme de looser vous colle à la peau. Choisissez le camp de la révolution socialiste, vous ne serez jamais perdant.

2- 1913 - 2013. Happy birthday la Fed !

Si, si, on y tient !

1913 : un cartel de banquiers parvient après 70 ans d'efforts et d'intrigues à reprendre le monopole de la création monétaire, la Fed ou Réserve fédérale était créée. Les mêmes banquiers anglo-saxons détenaient déjà la Banque d'Angleterre.

1914 : Première Guerre mondiale dans un contexte de crise économique qui va permettre aux banquiers de s'enrichir davantage...

1939-1945 : le cartel des banquiers sionistes américains (et anglo-saxons) après avoir orchestré la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis qui leur a permis de s'enrichir encore plus et avoir conduit l'Allemagne à la faillite, puis avoir financé le régime nazi qui précipitera la Deuxième Guerre mondiale, tireront profits des deux protagonistes engagés dans cette guerre sur le plan économique et politique pendant et après la guerre. Les Etats fortement endettés auprès de ces banquiers pour financer leur guerre, les autres étant ruinés, ils se tourneront vers ces banquiers qui leur dicteront leurs conditions.

1944 Création du FMI

1945 Création de la Banque Mondiale

1945 Création de l'ONU

1954 première réunion du groupe Bilderberg présidée par le cartel des banquiers de la Fed. A l'ordre du jour (notamment) de cette réunion : l'Union européenne.

1957, soit à peine trois ans plus tard, le Traité de Rome lançant officiellement la construction de l'Union européenne était signé, ses pères fondateurs européens dit-on officiellement auront été en réalité des admirateurs du régime nazi, au même titre d'ailleurs que les monarques européens présents à la réunion du groupe Bilderberg trois ans plus tôt, les banquiers de la Fed ayant de leur côté financé le régime nazi et la montée de Hitler au pouvoir. Ainsi la nature de cette institution ne peut laisser aucun doute sur ses intentions ou ses objectifs politiques. Tous les faits qui viennent d'être rappelés sont rigoureusement exacts et il est possible à chacun de le vérifier en consultant les documents qui figurent dans le site. Ceux qui veulent "réformer" l'UE les ignoreront-ils ? Si tel était le cas, ce sont des ignorants et des ignorants ne sont pas habilités à parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité.

1971 : Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. Le cartel des banquiers de la Fed qui possède la planche à billets deviennent virtuellement les maîtres du monde.

1972 : La Commission Trilatérale présidé par Rockefeller voyait le jour.

1973 : La Banque de France, donc l'Etat français, remettait aux mains du marché son destin qui devenait son créancier.

1992 : Traité de Maastricht instituant la BCE et l'euro, les Etats de la zone euro et de l'UE abdiquaient leur souveraineté. A la

même époque les banquiers développent de nouveaux outils financiers qui vont leur permettre de transférer la plus-value de l'économie productive vers l'économie spéculative, de contourner la réglementation en vigueur.

2001: le capitalisme traverse une crise économique profonde... C'est à ce moment-là que se produisent les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, ils ont été commandés par les néo libéraux parmi lesquels figurent les banquiers sionistes de la Fed. Leur objectif : franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial qu'il dirigerait en sous-main. Cette fois, c'est sur le plan politique que les Etats européens doivent abdiquer leur souveraineté et se placer comme un seul homme au service de l'impérialisme américain qui refuse de voir remis en cause son hégémonie sur le monde.

2008 : la crise mondiale du capitalisme sert de prétexte à l'effondrement de Lehman Brothers qui aurait pu être évité, tout comme le crash de 1929. La crise des subprimes en est le véritable révélateur sur le plan social, elle permet de comprendre que le capitalisme est en situation de survie artificielle. Elle va surtout permettre aux banquiers de la Fed d'inonder le monde de milliards de milliards de dollars, entre 12 et 15.000 milliards de dollars dont la majeure partie atterrira dans leurs poches, à peine 2 ou 3.000 milliards de dollars servira à secourir les institutions financières en difficulté aux Etats-Unis, cette somme d'argent colossale va servir en grande partie à spéculer contre les Etats européens pour briser leurs dernières résistances à leur plan qui consiste à les placer sous la tutelle de la Commission européenne et la BCE acquises à leur cause.

Début des années 2010 : Obama annonce que l'union transatlantique est leur prochain objectif économique mais aussi politique.

2013 : Les négociations qui devraient aboutir en 2015 à l'établissement d'un marché unique EU-UE sont officiellement annoncées, elles devraient débuter dans les mois qui viennent, en réalité elles sont déjà bien avancées. Ce sont les mêmes banquiers flanqués de leurs semblables dans les pays de l'UE qui sont aux commandes, ils ne les ont jamais lâchées en réalité depuis... 1913. Happy birthday la Fed ! Y en a-t-il beaucoup dans nos rangs sur le web qui leur ont fait leur fête ?

Question : De tels rapports de cause à effet, de telles coïncidences à répétition seraient-ils dus au hasard ? Qui dirige le monde ? Depuis quand ? De quelle manière ? Quel est leur objectif ?

Vous aurez remarqué avec quelle détermination sans faille, quelle persévérance exemplaire ils ont mené leur combat pendant plus d'un siècle, à côté nous sommes des dilettantes, de frileux plaisanciers, normal qu'ils en soient récompensés, on aurait envie de dire qu'on y tiendrait particulièrement si on n'avait pas au même moment à l'esprit les ravages effroyables et les souffrances épouvantables qu'engendre leur politique à l'échelle mondiale et la poursuite de leur plan.

On aura constaté qu'à l'origine de chaque événement ou dénouement important au XXe siècle on trouvait les banquiers (sionistes) de la Fed associés à des monarchies (Grande-Bretagne et Pays-Bas principalement, mais aussi plus discrètement scandinaves, belge, espagnole...), à l'Allemagne et une élite intellectuelle servile. Au passage bien peu savent que la monarchie britannique a une origine germanique, ceci aide à comprendre cela, les liens privilégiés qui existent entre les banquiers (sionistes et anglo-saxons) de la Fed et l'Allemagne, mais aussi à comprendre la question palestinienne...

### [Le Parlement européen est la verni démocratique de la dictature de la Commission européenne.](#)

Trois exemples datant du 23 mai 2013 prouvent que le Parlement européen sert de vitrine démocratique à la dictature de l'UE contrairement à ce qu'affirmait avant-hier un journaliste de Reuters qui avait écrit : "*Si la position du Parlement ne constitue qu'un simple avis, c'est à lui qu'il reviendra de donner son quitus ou de mettre son veto, in fine, à l'accord.*"

Le Parlement européen dans le meilleur des cas doit se prononcer entre la lèpre et le choléra concocté par la Commission européenne. De plus 100% des députés sont acquis à la cause de l'Union européenne, aucun ne combat pour son abolition et s'ils s'en trouvaient, ils seraient tellement minoritaires qu'ils leur seraient impossibles de faire entendre leur voix, aussi la participation à cette institution supranationale antidémocratique est une escroquerie politique qu'il nous faut combattre. Nous appelons au boycott des élections européennes de 2014, tout parti qui y participerait serait complice de la dictature de l'UE.

#### 1- Renforcer la démocratie et la solidarité dans la gouvernance économique

(Session plénière Union économique et monétaire - 23-05-2013)

##### Introduction

- Le Parlement a accueilli, avec réserve, les prochaines étapes de l'union économique et monétaire proposées par la Commission. Selon la résolution, la mise en œuvre des règles en matière de gouvernance doit être prioritaire sur toute nouvelle proposition. Les députés plaident également en faveur de davantage de contrôle démocratique et de nouveaux outils pour traiter les préoccupations sociales.

Il écrit que "*les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (sont) proposées par la Commission*" et non par le Parlement.

Le Parlement ne propose aucun texte ou aucune loi, cette prérogative ou ce monopole est du ressort de la Commission. La preuve.

- La résolution sur les prochaines étapes de l'union économique et monétaire (UEM) a été adoptée jeudi par une large majorité de 484 voix pour, 107 contre et 13 abstentions. Ce texte a été voté en plénière un mois après la présentation de la Commission européenne de deux communications relatives aux nouvelles mesures visant à mieux coordonner les programmes de réformes économiques et à améliorer la convergence et la compétitivité des économies européennes.

Ensuite vient une demande adressée par le Parlement à la Commission témoignant de l'ordre hiérarchique qui règne au sein de l'UE, de la soumission du premier au second.

- Les députés demandent à la Commission de garantir la pleine mise en œuvre des mesures de gouvernance économique...

Pour se couvrir alors que le budget des différents Etats va être soumis à l'approbation de la Commission, les députés européens demandent à celle-ci que les parlements nationaux soient plus impliqués dans ses décisions, autrement dit qu'ils abdiquent leur souveraineté au profit de la Commission tout en prenant en charge les décisions de celle-ci, c'est un modèle du genre, c'est la raison pour laquelle j'en reproduis de larges extraits.

- La résolution rappelle que les parlements doivent être pleinement impliqués lors de transferts de souveraineté. Les députés critiquent les projets de la Commission qui cherchent peu de contrôle démocratique, soulignant que la légitimité est possible seulement si les décisions sont prises de manière démocratique.

## 2- Négociations UE Etats-Unis: impliquer le Parlement dans le processus

(Session plénière Commerce extérieur/international - 23-05-2013)

Ce n'est pas le Parlement européen qui va négocier avec les Américains mais la Commission européenne.

- Cette résolution constitue la contribution du Parlement au mandat de négociation de l'UE.

- Les députés ont donné leur feu vert au début des pourparlers...

- ... ils (les députés (Ndlr) espèrent que la Commission européenne cherchera à obtenir le plein accès aux marchés publics des Etats-Unis...

Si cela ne suffisait pas, voilà qui le confirme :

- Le Conseil des ministres de l'UE projette d'autoriser l'ouverture des négociations et d'approuver les directives en juin.

Les pourparlers pourraient ensuite débuter en juillet et la Commission espère les conclure d'ici fin 2014.

## 3- Incendies et effondrement au Bangladesh: le Parlement demande davantage de mesures préventives

(Session plénière Développement et coopération / Politique de l'emploi - 23-05-2013)

Dans les grandes comme dans les petites choses, le Parlement européen n'est que le laquais de la Commission, il n'a absolument aucun pouvoir.

- Ils (les députés - Ndlr) appellent la Commission à promouvoir la responsabilité des entreprises européennes à l'étranger...

- Ils (id) demandent à la Commission d'examiner le respect de ces conventions par le Bangladesh...

Au fait, à propos de l'"accord" entre les multinationales du textile et les syndicats du Bangladesh dont le Parlement européen s'est réjoui, vous aurez remarqué qu'il n'y figurait pas un mot sur les salaires, la durée du travail, la précarité sociale des salariés.

Normal, la surexploitation ne doit pas connaître d'entraves, c'est cela aussi le colonialisme qui a donné satisfaction aux députés du Parlement européen, tout est dans l'ordre des choses.

## ACTUALITE EN TITRES

[Coupable mais pas responsable. Le contraire fut plus que surprenant.](#)

- Christine Lagarde en témoin assisté, le FMI rassuré - Liberation.fr
- Affaire Tapie: Christine Lagarde échappe à la mise en examen - AFP

Christine Lagarde a été placée vendredi sous le statut de témoin assisté par les magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) dans l'enquête sur le règlement en 2008 du litige avec Bernard Tapie après la vente d'Adidas. AFP

[Gangstérisme de haut vol.](#)

- Le président d'UBS France entendu par les juges - Reuters
- Démission du principal négociateur suisse sur la fiscalité - Reuters
- Offshore Leaks : le patron de Raiffeisen Bank offre sa démission - LeMonde.fr
- Espagne: nouvelle enquête sur Bankia, colère des petits actionnaires - AFP
- Accusé d'évasion fiscale, le DG de Raiffeisen offre sa démission - Reuters
- Espagne : l'infante Cristina de nouveau dans le viseur de la justice - LePoint.fr

[Vos services en savent quelque chose !](#)

- Manuel Valls: Même quand ils agissent seuls, les terroristes ne sont pas des «*loups solitaires*» - 20minutes.fr

[Un record détestable...](#)

- Détenus français: nouveau record de 67.839 personnes incarcérées début mai - AFP

... une place honorable

- 4e : la place qu'occupe la France dans le classement des pays comptant le plus d'athées au monde - Atlantico.fr

[Au bout de deux ans, c'est impossible.](#)

- L'opposition syrienne en quête de crédibilité avant Genève - Reuters

[La voix de la réaction décomplexée](#)

- Réformes structurelles et sacrifices individuels : quels efforts les Européens sont-ils prêts à consentir pour sortir de la crise ?
- Atlantico.fr

Aucun !

[Au secours la planète se réchauffe !](#)

- 3,7°C ce vendredi matin à Paris, la température la plus basse depuis 1887 - 20minutes.fr

[Gaz à effet de serre oblige, ils vivent dans un carcan !](#)

- Les Français ne consomment pas assez de féculents - 20minutes.fr

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Toujours plus à droite les sociaux-libéraux-impérialistes

#### Le président des patrons

- Salaire des patrons : la promesse de Hollande qui a fait long feu - LeMonde.fr
- Rémunération des patrons: L'exécutif s'est-il dégonflé devant le lobby patronal? - 20minutes.fr
- Pas de loi sur les salaires patronaux : "*camouflet pour la gauche*" - LePoint.fr

#### Le président des va-t-en-guerre

- François Hollande pour une nouvelle étape de l'Europe de défense - Reuters

Sur fond de menaces terroristes persistantes, Paris souhaite élargir ses coopérations au-delà de son lien traditionnel avec le Royaume-Uni, l'autre puissance nucléaire européenne, qui envisage les coopérations de défense de manière bilatérale.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a mis l'Europe de la défense au menu du sommet de décembre, une initiative saluée à Paris, qui voit d'un bon oeil l'ouverture à une coopération avec des pays de l'Est comme la Pologne.

"*La France veut ouvrir une nouvelle étape de l'Europe de la défense*", a déclaré le président français à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

François Hollande appelle de ses vœux une coopération renforcée avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne mais aussi les pays du groupe de Visegrad, qui regroupe Pologne, Hongrie, Slovaquie et République tchèque.

"*L'Europe de la défense, ça doit être l'Europe tout entière, y compris celle qui était hier de l'autre côté*", a-t-il dit.

François Hollande a évoqué un ajustement des équipements "*à la réalité des menaces d'aujourd'hui et de demain*".

Il a évoqué la commande, "*trop longtemps différée*", de "*drones de surveillance et de combat*", d'avions de transport A400M et de ravitaillement en vol MRTT, de frégates multirôles Fremm, de véhicules blindés VBMR et de missiles anti-navires légers, en coopération avec les Britanniques.

Pas question non plus de freiner les programmes en cours concernant les avions de combat Rafale, les hélicoptères d'attaque Tigre et de transport NH90, les sous-marins Barracuda. Reuters 24.05

Vous avez suivi, Herman Van Rompuy lui a soufflé, il reprend la balle au bond, c'est tout ce qu'il sait faire Hollande, si vous voulez savoir ce qu'il va déclarer ou annoncer dans les jours ou les semaines à venir, écoutez ce que disent les porte-parole officiels des banquiers et des actionnaires des multinationales...

Le président d'un parti d'affairistes et de loques. Quand on adhère à un parti de droite : on assume !

C'est une nouvelle couleuvre pour l'aile gauche du PS et pour la -gauche radicale. Une couleuvre qui sera sûrement bien difficile à avaler.

Après l'enterrement de l'amnistie sociale, après l'éloge des réformes "*courageuses*" à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, François Hollande a récidivé -vendredi en faisant annoncer par son ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, qu'il n'y aurait finalement pas de loi pour limiter les -rémunérations des patrons. Le gouvernement privilégie désormais "*l'autorégulation exigeante*" mais promet de "*légiférer*" si les "*décisions annoncées ne sont pas à la hauteur*". Voilà ce que l'on appelle un enterrement de première classe.

Dans les rangs du PS, la déception est palpable. Le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis n'en fait pas mystère: "*Ce n'est pas une reculade, mais, à l'évidence, on n'est pas au niveau que nous nous étions nous-mêmes fixé.*" Interrogé sur i-Télé pour savoir si l'aile gauche du parti ne risque pas de se déchaîner, le député socialiste répond: "*Se déchaîner, je ne pense pas, le regretter, certainement.*"

En réalité, l'aile gauche du PS est bel et bien vent debout. «*On en a ras le bol*», s'énerve un des membres de cette frange du parti. «*Le terme très libéral d'autorégulation me fait penser à la main invisible du marché*», s'étonne un autre élu. «*L'orientation actuelle du président de la République est de faire toutes les concessions possibles au patronat pour qu'il relance l'économie, s'agace le PS Gérard Filoche. Mais on sait bien que ça n'a jamais marché.*» Il ajoute, visant les réformistes socialistes qui raillent l'aile gauche: «*Je ne me sens pas du tout minoritaire dans le parti.*» lefigaro.fr 24.05

Ah si au moins cela marchait de faire "*de faire toutes les concessions possibles au patronat*" ! Rien que d'y penser en dit long sur le degré de corruption de Filoche, car le seul fait de militer au PS qui est un pilier du régime, c'est déjà faire une concession au régime, le soutenir.

Et puis, les pauvres chéris, voyez-vous cela, ils sont "*décus*". Cambadélis, le renégat, a le mot pour rire, enchaînés comme ils sont au capitalisme et aux institutions, ils ne risquent pas de "*se déchaîner*", ils vont exprimer un "*regret*", vous savez c'est comme le pauvre type qui vient d'apprendre à 50 ans qu'il allait perdre son boulot en sachant qu'il n'était pas près d'en retrouver un, il est juste pas content, un peu triste mais sans plus, pour un peu il s'en fout, si, si, ces gens-là sont comme cela, c'est leur nature, sans scrupule ni principe ni morale en dehors de leurs intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime qu'ils soutiennent, ils nous font horreur.

Que dire des militants d'autres partis dont les militants n'ont eu de cesse de soutenir le PS, de le présenter sous un angle avantageux, de le couvrir pendant 70 ans pour le porter au pouvoir (interview de P. Lambert en 1972, il y a 41 ans, hier quoi !), ce ne sont plus des couleuvres qu'ils vont devoir avaler mais des boas, des anacondas !

Hier soir je me suis encore interrogé et je me suis demandé si cela n'avait pas été une erreur d'affirmer devant les militants de ces partis que finalement il était possible de continuer de militer dans ces partis, car s'ils avaient pris la décision de les quitter en masse, peut-être que certains de leurs dirigeants en auraient profité pour créer un nouveau parti sans tâche plutôt qu'eux aussi continués d'avalier des couleuvres... Que ces partis s'effondrent et qu'il en naisse un autre, c'est peut-être le seul moyen de parvenir à construire le parti, je deviens shivaïsme, je plaisante !

A ce propos, lu dans le n°252 d'*Informations ouvrières*. (en ligne dans la Tribune libre)

Comment ils cherchent à épargner Hollande, le régime.

Le titre et la petite phrase de trop, qui en dit trop ou pas assez. A propos de Hollande :

Titre : "*A Bruxelles, "le chef, c'est lui !"*".

- "*Et pour bien souligner qui dirige selon lui, il a annoncé le lendemain, lors de la deuxième conférence de presse de son quinquennat, à l'Élysée*", qu'est-ce que cela signifie, que ce ne serait pas Hollande, le président de la République et son gouvernement qui dirigerait le pays en s'appuyant sur la "*majorité*" parlementaire PS, conformément à la Constitution de la Ve République ? Y aurait-il un problème quelque part dans ce constat pour les dirigeants du POI ?

Ah, il ne collerait pas avec la politique du POI, il ne permettrait pas de la justifier, pas de bol en effet, ce n'est pas monsieur Barroso qui est le chef de l'Etat du pays ni même le Premier ministre, mais bien un membre du PS, parti qui poursuivant, amplifiant la politique antisociale et réactionnaire de l'UMP témoigne qu'il fait partie du même camp, du côté des ennemis de la classe ouvrière, le camp de la réaction.

En quoi ce constat devrait-il vous gêner monsieur Yan Legoff ? Parce que votre mot d'ordre «*Non à la dictature de la troïka !*» ne correspond pas à la réalité, l'expression "*la dictature de la troïka*" figure trois fois dans l'*Appel du comité de liaison national pour l'unité et la résistance*, on y cherchera en vain la dictature des institutions de la Ve République qu'incarne le chef de l'Etat et le Parlement.

Vous allez voir ce que vous aller voir

Yan Legoff : ... "*imposer aux travailleurs ces réformes de « compétitivité » meurtrières.*

*Et là, c'est une autre affaire...*"

Tu parles, avec votre aide puisque vous refusez de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui par leur participation rendent possibles des conférences patronales qui débouchent toutes sur des accords remettant en cause nos acquis sociaux.

Mais qu'on se le dise :

Marie Stagliano : "*Les choses sont loin d'être jouées*", ben voyons, toujours à propos de l'issue de la prochaine conférence antisociale des 20 et 21 juin prochain, on ne voit pas pourquoi puisque la CGT et FO divisent et désarment les travailleurs en participant à cette conférence, ils passent un noeud autour du cou des travailleurs au lieu de les mobiliser.

C'est marrant, parce que ces adeptes du front unique de la base au sommet laissent en réalité le sommet, les appareils faire ce que bon leur semble, ils les ménagent et prétendent les combattre, et pendant ce temps-là les militants cavalent, une très mauvaise plaisanterie, le double langage habituel.

Il fallait déterrer la hache de guerre contre les appareils avant le 11 janvier 2013, si la hauteur des attaques du patronat contre la classe ouvrière ne le mérite pas à leurs yeux, ne vous attendez à ce qu'ils la déterrent un jour, cela signifie qu'ils ont complètement capitulé.

Mieux encore, si, si, c'est possible après s'être encore adressé récemment à Hollande, je crois même qu'ils sont dans l'attente d'un rendez-vous avec lui, autant demander un entretien avec Schröder ou Merkel, mais rien ne les arrête au POI.

- "*Acte III de la décentralisation : Appel CGT-FO-FAFPT (1) à un rassemblement devant le Sénat le 30 mai.*"

Ce serait le Front de gauche ou je ne sais pas qui qui aurait avancé une telle initiative qu'ils l'auraient dénoncée, hier c'était une trahison, aujourd'hui c'est la voie de la révolution et du socialisme, qu'on se le dise.

Ils le revendiquent et font du zèle.

- Un responsable du SPD s'en prend au projet de taxe financière - Reuters

Un haut responsable social-démocrate allemand, Nils Schmid, s'en est pris vendredi au projet actuel de taxe européenne sur les transactions financières, jugeant qu'en l'état, il risquait de plomber les comptes des banques.

Tout en réaffirmant dans sa lettre qu'il soutient le principe d'une telle taxe, il pointe le fait qu'un prélèvement de 0,1% sur la valeur des transactions financières risque de grever les propres coûts d'emprunt des banques.

Le ministre des Finances de Merkel, le conservateur Wolfgang Schäuble, est lui aussi partisan d'une telle taxe. Reuters 24.05

[D'un Front à l'autre. En capitulant devant le régime le Front de gauche ne combat par l'extrême droite.](#)

- Marseille : une ex-candidate communiste se présente sous les couleurs du FN - Libération.fr

Le Parti communiste s'est dit «*scandalisé*», vendredi, par le choix d'une de ses candidates aux dernières législatives dans les Bouches-du-Rhône de rejoindre le Front national pour être candidate à l'élection municipale de Marseille en 2014.

«*Les communistes sont profondément scandalisés par le choix d'Anna Rosso-Roig de rejoindre les rangs du FN. L'incompatibilité est totale entre nos valeurs et ce que porte l'extrême droite xénophobe et ultra-conservatrice face à laquelle nous menons un combat sans concession*» a déclaré le secrétaire départemental du PCF, Pierre Dharréville, dans un communiqué. «*Aujourd'hui, Anna Rosso-Roig renie le combat qu'elle a mené à nos côtés. Nous avons cru à la sincérité de son engagement*», a-t-il ajouté.

«*C'est un épiphénomène sur fond d'ambition personnelle. Elle n'avait manifestement pas sa place chez nous. Ce n'est pas une grande perte pour le PCF*» juge-t-on à la direction du PCF. «*A force de bouffer à tous les râteliers, attention à ne pas frôler l'ingestion*» ajoute-t-on plus crûment place du Colonel-Fabien. (Ils en connaissent un rayon en la matière les staliniens ! - ndlr)

L'intéressée, passée aussi par le PS et longtemps militante CGT, avait été candidate communiste aux législatives de juin 2012 dans la 6ème circonscription des Bouches-du-Rhône qui couvre le 9ème arrondissement de Marseille et une partie du 10e. C'est dans ce secteur notamment, où elle vit, ou celui des 1er et 7ème arrondissements, qu'elle pourrait se présenter aux municipales en mars 2014, comme l'a révélé le site internet d'information Marsactu. Libération.fr 24.05

Passée par le PS, le PCF pour atterrir au FN, beau parcours ! Logique quelque part, car à défaut de définir l'ennemi de la classe ouvrière, le capitalisme, les institutions et d'engager résolument le combat contre, d'autres se chargent de leur trouver des boucs émissaires. A force de capituler, ils poussent les masses vers l'extrême droite... On traîne derrière nous une expérience d'un siècle qui le prouve, vérifiez-le vous-même avant de hurler à la calomnie.

[Parasite : l'honneur, c'est comme la dignité, cela se mérite !](#)



- Peut-on qualifier le président portugais de "clown" ? C'est ce que la justice portugaise va devoir déterminer. Elle a en effet ouvert une enquête vendredi 24 mai pour déterminer si une telle insulte méritait des poursuites pour injure au chef de l'Etat.

"Nous avons déjà un clown. Il s'appelle [Anibal] Cavaco Silva." Cette phrase, qui s'étale vendredi à la "une" du quotidien économique *Jornal de Negocios*, a été prononcée par le journaliste et écrivain Miguel Sousa Tavares.

L'écrivain répondait ainsi, dans une interview au journal, à une question sur l'éventualité de voir apparaître au Portugal une personnalité semblable au comédien et homme politique italien Beppe Grillo.

Etre traité de "palhaço" ("clown") n'a pas plu au président, qui quelques heures après la parution du journal a demandé au procureur général de la République de déterminer si cette insulte pouvait être assimilée à "une offense à l'honneur" du chef de l'Etat. Une enquête a aussitôt été ouverte.

"L'offense à l'honneur" du président est passible d'une "peine de prison de trois ans maximum, ou d'une amende", selon l'article du Code pénal que M. Cavaco Silva a invoqué pour formuler sa demande.

M. Sousa Tavares a toutefois rapidement admis, dans des déclarations à l'agence Lusa, avoir été "excessif" dans ses paroles. "Je n'ai aucune considération politique pour Cavaco Silva mais j'en ai pour le chef de l'Etat quel qu'il soit", a-t-il déclaré.

Le président portugais, dont le rôle est essentiellement protocolaire, fait parfois l'objet de moqueries de la part de ses compatriotes. Récemment, il a été raillé pour avoir déclaré qu'une "intervention de Notre-Dame de Fátima" avait sans doute permis que le Portugal, sous assistance financière, obtienne un nouveau satisfecit de ses créanciers.

Commentaire d'internaute

- "Dire que c'est grâce à N.D. de Fatima que le Portugal a eu un répit de ses créanciers vraiment, c'est de l'obscurantisme économique. Pas étonnant, qu'il soit ridiculisé par une partie des Portugais."

- "Le pauvre... Depuis quand insulte-t-on ceux qui affament leur propre peuple ?"

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Syrie

1- Damas se dit prête à participer à une éventuelle conférence de paix internationale à Genève.

Reçu à Moscou ce vendredi, le vice-ministre syrien des affaires étrangères a donné son accord de principe à la proposition russo-américaine.

Selon Moscou cependant, le terrain a été miné par es autres initiatives internationales.

"Les réunions de Madrid et Istanbul ne sont pas prometteuses. Elles posent comme condition préalable à la participation de l'opposition syrienne à la conférence internationale dite "Genève 2", la démission de Bachar al-Assad, et la formation d'un gouvernement sous supervision des Nations unies," a déploré Alexander Lukashevich, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères.

Réunie à Istanbul, l'opposition syrienne doit se prononcer aujourd'hui sur sa participation.

"Nous aimerions savoir si la délégation de Damas est mandatée pour prendre des décisions, y compris sur le transfert des pouvoirs à un gouvernement par interim, un gouvernement de transition qui aura les pleins pouvoirs décisionnels. Ce n'est pas clair," a estimé Louay Safi, membre de la coalition nationale syrienne.

La réunion d'Istanbul intervient alors que l'opposition est en difficulté sur le terrain. Epaulée par le Hezbollah chiite libanais, l'armée syrienne avance sur Qousseir, une ville stratégique de l'ouest aux mains des insurgés. euronews.fr 24.05

2- Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, ont à nouveau évoqué ensemble, vendredi, l'organisation d'une conférence de paix sur la Syrie.

Moscou et Washington semblent faire chacun de leur côté pression sur le régime et sur l'opposition pour qu'ils acceptent une telle initiative.

John Kerry et Sergueï Lavrov, qui s'étaient rencontrés le 7 mai à Moscou à ce sujet, se retrouveront lundi à Paris pour un entretien privé, a-t-on appris de source américaine autorisée.

L'insistance de Washington et Moscou à organiser cette réunion n'est-elle pas du goût de tout le monde, en particulier de l'Arabie saoudite, un des principaux soutiens des rebelles sunnites contre le pouvoir alaouite - une branche du chiisme.

*"L'Arabie saoudite n'est pas contente que la conférence de Genève n'ait pas l'air de se diriger vers un départ immédiat d'Assad", a confié à Reuters un dirigeant de la CNS.*

Mais la CNS elle-même ne parvient pas à s'entendre sur un plan de transfert du pouvoir crédible.

Dans une nouvelle tentative, Moaz al Khatib a publié sur sa page Facebook un plan en 16 points qui appelle Bachar al Assad à transférer ses pouvoirs à son vice-président ou à son Premier ministre, puis à partir à l'étranger avec 500 membres de son entourage.

Mais cette proposition n'a-t-elle pas soulevé l'enthousiasme des autres membres de la Coalition.

*"(Moaz al Khatib) a le droit de faire des propositions, mais celle-là va terminer directement dans la poubelle de l'Histoire. C'est un succédané de sa précédente proposition qui n'avait mené nulle part", a réagi l'un d'eux.*

Autre difficulté pour l'opposition : résoudre rapidement ses divisions internes en se trouvant un nouveau chef et élargir sa composition pour contrebalancer l'influence des islamistes, une demande insistante des pays occidentaux.

*"La communauté internationale marche un peu plus vite que l'opposition. Elle veut voir une liste complète de participants du côté syrien pour Genève et cela veut dire que la Coalition doit mettre en ordre ses affaires", note un diplomate européen.*

Outre Bourhan Ghalioun, plusieurs opposants sont pressentis pour succéder à Moaz al Khatib : Ahmed Toumeï Kheder, originaire de la province de Daïr az Zour, frontalière avec l'Irak; Louay al Safi, un professeur qui a enseigné aux Etats-Unis; ou encore le président par intérim de la CNS, Georges Sabra, un chrétien qui avait pris la tête des manifestations pour la démocratie au tout début du soulèvement. Reuters 24.05

3- Le journal britannique annonce la défaite imminente des "rebelles" à Alep et dans la banlieue de Damas. Deux journalistes de daily Telegraph qui se trouvent sur le front des combats à Alep et à Rif de Damas brosse un tableau assez réaliste de ce qui se passe réellement en Syrie : *"le chaos règne au sein des opposants à Assad et il faut reconnaître que l'armée syrienne a réussi de prendre le contrôle du coeur stratégique de ces deux villes " " les portraits d'Assad sont ces jours ci accrochés aux murs de Damas avec plus de fierté que jamais" " dans le temps les rebelles sont parvenus à s'emparer de certaines localités du nord de la Syrie faisant dire aux analystes que Bachar va échouer. or Assad est désormais dans un état qui fait dire à ces mêmes experts qu'il peut porter le coup de grâce à ses opposants" fait remarquer Ruth Sherlock. " M. Assad a ouvert les voies de communication de Deraa sur la route de la Jordanie et il a ainsi mis un terme aux acquis sporadiques des rebelles" " Sherlock relève ensuite les troubles dans la banlieue de Damas et le nouveau rapport du renseignement allemand. le renseignement allemand avait prédit la chute d'Assad en 2012 mais il vient de reprendre le contrôle du sud de la banlieue de Damas "* french.trib.ir 24.05

---

## ECONOMIE

### Espagne

La banque espagnole Bankia est revenue vendredi au centre des attentions, avec l'ouverture d'une enquête boursière sur la chute du titre, qui s'ajoute à la procédure judiciaire en cours sur de possibles malversations, dans un climat de colère des petits actionnaires.

"Voleurs", "délinquants": ainsi ont été accueillis, dans la matinée, les patrons des trois plus grandes banques du pays (Santander, BBVA et CaixaBank), entendus comme témoins à l'Audience nationale, où les attendait une poignée de petits épargnants furieux d'avoir perdu une partie de leurs économies.

Car à la rage de ces derniers d'avoir vu la valeur de leurs titres fondre depuis l'entrée en Bourse de Bankia à l'été 2011 s'est ajouté un nouveau motif de colère: en une seule séance, celle de jeudi, les actions de la banque ont chuté de 51,43% à 0,68 euro.

Cette situation a intrigué l'autorité boursière CNMV, qui a ouvert jeudi soir une enquête.

*"En raison du volume élevé d'actions Bankia négocié (jeudi), de 49,39 millions d'actions en comparaison avec un capital de 19,93 millions d'actions, la CNMV va analyser en détails l'activité de la séance afin de vérifier si la norme légale en vigueur a été respectée, en particulier en matière de fonctionnement du marché",* a expliqué le régulateur dans un communiqué.

*"C'est une très bonne nouvelle que la CNMV ouvre une enquête pour bien comprendre ce qui s'est passé hier, parce que c'est difficile de comprendre, moi je ne comprends pas du tout",* a réagi le président de Bankia José Ignacio Goirigolzarri, sur la radio Cope.

*"Mon opinion (...) c'est qu'il y a eu des investisseurs institutionnels qui ont vendu les actions à découvert, je crois que c'est ce qui s'est passé",* a-t-il ajouté, reprenant une hypothèse largement relayée par la presse espagnole.

Le journal El Mundo expliquait ainsi que plusieurs banques avaient vendu jeudi un grand nombre d'actions à découvert, c'est-à-dire en misant sur une chute du titre la semaine prochaine, quand sera menée une nouvelle augmentation de capital.

En revanche, les petits actionnaires qui ont, selon les médias, été nombreux à appeler leurs agences bancaires pour tenter de vendre leurs titres devant la chute de l'action, se sont vu répondre qu'ils ne pouvaient le faire avant mardi.

*"Les particuliers auraient pu (vendre dès jeudi) mais ils ne connaissent pas ces pratiques, les investisseurs institutionnels sont eux beaucoup mieux informés de toutes ces possibilités",* explique Soledad Pellon, stratège à la maison de courtage IG Markets, pour qui *"c'est quelque chose de légal"*.

Les analystes de Link Securities estiment eux que la pratique *"n'est pas légale selon la norme espagnole"* et soulignent que *"cette forte chute met en conditions d'infériorité les petits actionnaires, qui ne peuvent vendre et font maintenant face à de lourdes pertes"* quand ils voudront vendre leurs titres mardi.

Ce jour-là, Bankia bouclera une augmentation de capital de 15,54 milliards d'euros, qui entraînera une perte moyenne de 36 à 38% pour les épargnants. La séance de jeudi accentue donc ces pertes alors qu'on leur avait promis une valeur d'action de 1,35 euro. Elle vaut désormais la moitié.

L'annonce de la CNMV survient alors qu'une enquête judiciaire est déjà en cours sur les conditions de l'introduction en Bourse de Bankia en juillet 2011, la justice soupçonnant 33 responsables de la banque de délits d'*"escroquerie"*, de *"détournement de fonds"* et de *"falsification des comptes annuels"*. AFP 24.05

En une seule séance *"les actions de la banque ont chuté de 51,43%"*, mais c'est pire qu'en octobre 1929 aux Etats-Unis. Attendez qu'ils fassent le même coup à Wall Street, Londres, Paris, Frankfort, Rome, Madrid... C'est programmé.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 mai 2013

## CAUSERIE

Je ne voulais pas travailler aujourd'hui, j'arrête à 14h30 heure locale, je dois laver toute la maison. Je mets juste en ligne l'article que j'ai rédigé ce matin. Ce soir je mettrai en ligne 13 nouveaux articles.

### Trois infos qui nous interpellent

1- Une supercherie qui dure depuis plus d'un demi-siècle, beaucoup trop longtemps, dans laquelle tous ont donné.

Droite gauche, droite gauche, droite gauche, droite gauche, soldats, rompez les rangs !

- Italie: nouveau duel gauche-droite pour des élections locales très disputées - AFP

C'est valable en France et tous les pays de l'UE (et au-delà), droite et gauche se partagent les voix des électeurs à quelques pour

cent près d'écart entre les deux à chaque élection, et la Constitution, les institutions sont ainsi faites qu'à tour de rôle à intervalle régulier ou non c'est la droite ou la gauche qui gouverne pour le compte des capitalistes.

On entend souvent des gens désabusés dire : voter à droite ou à gauche : pour ce que cela change ; un coup c'est la droite qui passe, un coup c'est la gauche et c'est toujours pareil ; droite ou gauche : cela revient au même, ils sont de mèche, etc.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la majorité des travailleurs en ont parfaitement conscience depuis des lustres, il n'y a que les intéressés de droite et de gauche qui prétendent le contraire pour que la comédie continue et être récompensés pour leur contribution à cette mauvaise farce, on sait pourquoi, la stabilité du régime et sa survie en dépendent.

Ils ne sont pas les seuls, en réalité toutes les formations politiques y participent volontiers de l'extrême droite à l'extrême gauche. Dans ces conditions, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir confiance dans un parti plutôt qu'un autre, puisque finalement personne ne tient compte du constat qu'ils dressent que la droite et la gauche font la même politique et les ignorent ?

Si vous disiez hier que droite et gauche c'était du pareil au même, en tant que militant ouvrier vous étiez traité d'ignorant ou de gauchiste, on vous accusait de faire le jeu du régime ou d'être un ennemi des travailleurs, chacun a en mémoire la célèbre formule anarchiste conspuée par les institutionnalistes : élections pièges à cons, apparemment les cons ne sont pas ceux qu'on croyait, alors qu'en réalité ce sont ceux qui ont refusé d'écouter ce que disaient les travailleurs et qui ont entretenu cette supercherie qui n'ont eu de cesse de les ramener ou de les maintenir dans le jeu institutionnel duquel ils n'avaient rien à attendre, puisque la droite ou la gauche étaient étrangers à leurs intérêts fondamentaux.

La gauche, hier composée de révisionnistes (réformistes bourgeois) et de stalinien, incarnait les thèses défendues à la fin du XIXe siècle et au début du XXe par Bernstein, Düring, etc. qu'Engels, Luxemburg et Lénine avaient violemment combattus dans la social-démocratie, puis Trotsky, l'une consistant à nier les analyses, les conclusions et les enseignements du marxisme sur le capitalisme pour finalement abandonner le socialisme, voilà pour le révisionnisme, l'autre niant le caractère permanent de la révolution socialiste à l'échelle mondiale, de telle sorte qu'il serait possible de construire le socialisme dans un seul pays, pour finalement maintenir isoler la révolution russe jusqu'à sa liquidation programmée et orchestrée, voilà brièvement pour le stalinisme. Inutile de dire, que révisionnistes et stalinien devaient s'entendre pour étouffer ou liquider toutes les révolutions à venir dans le monde.

L'un et l'autre étant étrangers au prolétariat et au mouvement ouvrier, ils allaient s'appliquer minutieusement et avec détermination à mieux enchaîner les masses au capitalisme en manipulant leur combat et en les détournant systématiquement du socialisme. Tel fut le contenu et l'objectif qu'ils assignèrent au combat du mouvement ouvrier au cours de la période allant de l'expansion économique d'après-guerre jusqu'à la crise des années 70, en réalité jusqu'à la fin des années 70. Ils eurent 35 ans pour parfaire leur oeuvre et pourrir littéralement le mouvement ouvrier, au point qu'il en oublie jusqu'à ses origines ou ait totalement rompu avec sa tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. C'est ainsi qu'en 2013 si vous demandez à un militant d'un parti ou d'un syndicat ce qu'est le socialisme, sur quoi il repose et quel est son but, vous serez surpris (ou non) de constater qu'il n'en sait rien ou qu'il en a une idée totalement déformée.

A vouloir ménager la chèvre et le chou, on a perdu l'un et l'autre, on a finalement tout perdu, jusqu'à l'avant-garde qui est elle-même totalement gangrenée par l'idéologie dominante, qui s'est largement compromise avec ces partis, qui a tenu à les ménager au point d'être devenue à son tour incapable de défendre le socialisme, voilà quelle pourrait être la morale de cette histoire dramatique.

Pour un plat de lentilles ils ont vendu leur âme pour s'être détournés ou avoir abandonné le marxisme qui reposait sur l'effondrement du capitalisme et qui posait comme condition à la révolution ou la prise de pouvoir par la classe ouvrière, que les conditions objectives devaient être réunies, autrement dit que les conditions matérielles d'existence des masses soient devenues insupportables, or pendant 35 ans leur combat a consisté à leur rendre le capitalisme plus supportable, ils considérèrent que mener le combat dans la perspective du socialisme constituait un obstacle à l'unité, ils ne visaient que des objectifs immédiats, alimentaires, notamment dans les syndicats, ils abiquèrent face aux révisionnistes et aux stalinien et ils ne permirent à aucun moment aux travailleurs et aux militants de comprendre réellement la situation et les rapports qui existaient entre les classes et à l'intérieur des classes, de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

C'est cette grossière illusion et tromperie que nous allons payer très chère maintenant, voyez les Grecs où ils en sont, ils sont retournés 40 ans en arrière sur le plan social, non seulement ils ont combattu pendant 40 ans pour rien, ils ont tout perdu, ils ne comprennent rien à ce qui leur arrive et ils ne disposent même pas d'un parti pour leur expliquer et les aider à aller de l'avant.

Devrions-nous à notre tour faire preuve de faiblesse et de complaisance envers les Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud qui n'ont eu de cesse d'entretenir cette criminelle distinction (illusion) entre la droite et la gauche, qui ont refusé de rompre avec le PS et le PCF, avec les appareils vendus de la CGT et de FO ?

Nous ne faisons le procès de personne, mais d'une politique qu'on se comprenne bien, s'agissant du PS on le classe dans le rang de nos ennemis au même titre que les dirigeants du PCF.

Nous sommes favorable au front unique en direction de l'ensemble des militants du mouvement ouvrier pour les associer au combat pour en fournir avec le capitalisme et ses institutions politiques, mais nous sommes farouchement contre le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF qui ne ferait que contribuer à entretenir l'illusion dont il a été question plus haut. Ce qui ne signifie pas qu'on les ignorerait pour autant ou qu'on laisserait leurs militants se débrouiller avec eux, cela c'est l'argument des manipulateurs du POI-CCI, j'y avais été sensible quand je militais à l'OCI quand j'étais jeune, maintenant j'en ai tiré les leçons, pas du tout, on mène un combat féroce pour mettre en lumière leur véritable nature d'agents du capital et contre leur politique au service du régime, afin que les militants rompent avec ces partis et leur idéologie et de dissuader les travailleurs de les rejoindre.

2- Ils seront impuissants face aux contradictions qu'ils ont eux-mêmes créées.

Il se pourrait bien que la gratuité du Net -qui ne l'est pas tout à fait, ne soit plus qu'un souvenir prochainement, les principaux médias réservant l'accès à leurs articles aux seuls abonnés, c'est déjà le cas partiellement, mais ils envisagent tous d'en réduire encore l'accès gratuit, YouTube parle de rendre payant l'accès aux vidéos musicales et l'offre d'applications gratuites que l'on trouve sur la toile pourrait encore se restreindre. Ils ont fait en sorte de rendre accessible Internet à un maximum de personnes faisant croire qu'un irrésistible vent de démocratie soufflait sur la planète (alors que la guerre fait rage, c'est très fort !), et maintenant qu'ils ont amarré la planète entière à Internet, il s'agirait de passer aux choses sérieuses, la récréation est terminée.

Ils ont fait en sorte que chacun puisse librement y placer les informations qu'il souhaitait de façon à ce que chacun y trouve ce qu'il y cherchait en fonction de ses goûts, penchants, préoccupations, idées, convictions, etc. Nous accorder une telle liberté ne pouvait être que suspect à nos yeux, sachant à quel point la diffusion de l'information et l'élévation du niveau de connaissance de la population sont contradictoires avec leurs intérêts et leurs objectifs politiques.

Surtout s'agissant d'informations contredisant les leurs ou leurs conclusions. Il serait donc tenté de siffler la fin de la partie et de s'attaquer en premier lieu aux agences de presse ou aux journalistes des médias qui révèlent au grand public dirons-nous des informations trop compromettantes, alors qu'ils sont censés être aux ordres. Ils s'occuperont par la suite des sites indépendants, encore que cela semble impossible, tant ils sont nombreux dans le monde, d'où aussi la nécessité qu'ils se multiplient.

Nous ne dirons pas qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, mais qu'elles comportent des contradictions parfois inattendues et que l'on ne peut pas contrôler, ils sont en train d'en faire l'expérience. C'est ainsi par exemple que les maîtres du monde croyait en finir avec la Syrie en quelque mois pour être finalement sur le point d'encaisser une cinglante défaite deux ans plus tard, ce dont on se réjouit, il y a donc parfois loin de la coupe aux lèvres. Au passage cette victoire sera à mettre au compte de la résistance et du formidable courage du peuple syrien, tandis que la défaite sera à mettre à celui de tous ceux qui l'ont combattu, y compris le Front de gauche et le NPA en tête. Vous voyez, on ne perd pas une occasion de dire les choses telles qu'elles sont, ne serait-ce pas Mélenchon qui dernièrement à propos de la politique de Hollande a affirmé qu'il fallait appeler les choses par leurs noms, nous nous les remettons à la place qui leur convient.

Puisque dans l'extrait qui suit il est question de complot, on pourrait encore ajouter un mot sur ce sujet que nous avons abordé sans a priori dans d'autres causeries.

S'il y a complot, hormis les mythomanes ou illuminés adeptes de la théorie du même nom, cela tient à la propension des médias à refuser de diffuser certaines informations de façon à ce qu'elles ne soient pas accessibles au grand public, médias, presse et télévision, qui sont régulièrement invités aux réunions du groupe Bilderberg ou font partie de think-tanks néo libéraux ou néo onservateurs ou se côtoient banquiers et patrons de presse, directeurs de l'information ou chefs de rédaction, s'ils agissent de la sorte, c'est parce qu'ils en ont reçu l'ordre.

On lira que provocation et complot font bon ménage à la CIA, on a ainsi la preuve que ceux qui s'attaquent aux journalistes indépendants qui dénoncent des complots menés à partir de la Maison Blanche ou du Pentagone, en sont les propres auteurs.

- Lundi l'AP a révélé que les enregistrements téléphoniques saisis par la justice pouvait impliquer 100 employés qui ont utilisé les lignes de téléphones sur lesquelles porte l'enquête – qui semble ne concerner qu'une seule information de l'AP datant du 7 mai 2012 selon laquelle la CIA avait déjoué un complot d'Al-Qaida dans la péninsule arabique visant à faire exploser en vol un avion de voyageurs en route pour les États-Unis. Pourtant il s'est avéré plus tard que le complot était en réalité un piège monté de toutes pièces par la CIA. Comme l'a récemment confirmé le directeur de la CIA, John Brennan, *“Nous avons le contrôle du complot qui n'a jamais représenté une menace pour le public étasunien.”*

Alors pourquoi l'administration Obama cible-t-elle des reporters et des chefs de la rédaction qui ont travaillé sur une nouvelle qui selon l'aveu même de la CIA n'avait rien à voir avec un réel danger pour la sécurité nationale ? *“Il y a une guerre plus large contre [ceux qui révèlent] des informations”* a répondu Radack. *“Les lanceurs d'alerte, les hackers et tous les dissidents. C'est une attaque en règle contre ceux qui contrôlent l'information”*. (Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir 24 mai - mondialisation.ca)

### 3- L'Empire promet aux peuples du monde entier des décennies de guerres.

Et dire qu'il s'en trouve encore qui n'ont pas encore compris que les "attentats" du 11 septembre 2001 avaient été commandités par ceux qui les exploiteraient ensuite ou en tireraient profit pour justifier le régime de terreur qu'ils imposeraient sur tous les continents au nom de la "guerre contre le terrorisme", dont ils étaient en réalité les chefs d'orchestre. Il leur fallait un prétexte pour intervenir militairement partout dans le monde, ils l'ont créé de toutes pièces, sans contrôle démocratique dans leur pays, piétinant la souveraineté des Etats, et dire que certains appellent encore ce régime une démocratie, il s'agit de la même supercherie que celle dénoncée plus haut, parvenue à un stade supérieur puisque pouvant se passer de toute représentation politique de la classe ouvrière, ses droits politiques ont été détruits avec la quasi-disparition de ses partis, dans un pays où finalement n'existent plus ou s'affrontent conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux. Au passage, c'est l'objectif de l'Union européenne et de l'union transatlantique qui ne se limitera pas à des mesures économiques et sociales. Le modèle politique de l'Union européenne disions-nous il y a déjà quelques années : ce sont les Etats-Unis. C'est aussi le modèle du gouvernement mondial ou du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer. On remerciera au passage les partis ouvriers qui en participant aux élections européennes en 2014 soutiennent leur sinistre projet.

- Témoignant devant la Commission du Sénat américain sur les Forces armées, jeudi, des responsables du Pentagone ont affirmé que les lois sur la « *Guerre contre le terrorisme* » leur accordent des pouvoirs étendus pour mener des guerres partout dans le monde, y compris aux États-Unis, sans l'autorisation du Congrès.

Le vice-ministre de la Défense Michael Sheehan, a affirmé que la loi AUMF d'Autorisation de l'usage de la force armée, votée en 2001 par le Congrès après les attentats du 11 septembre, constitue une autorisation effective du Congrès pour les prochaines guerres menées dans le cadre de la « *Guerre contre le terrorisme*. » De son point de vue, le Pentagone peut continuer sa campagne mondiale d'assassinats par drones et lancer de nouvelles guerres tant qu'elles sont classées dans la catégorie « *guerre contre le terrorisme*, » sans avoir besoin d'une nouvelle autorisation du Congrès.

« *Pour le moment, tout va bien avec l'AUMF, telle qu'elle est actuellement*, » a dit Sheehan. « *Présentement [...] cela fait l'affaire.* »

Sheehan a clairement dit qu'il croyait que cette autorisation de guerre s'étendait jusqu'à un avenir indéfini. Il a dit, « *De mon point de vue, cela va continuer pendant un bon moment, oui, au-delà du deuxième mandat du président [...] je pense que ce sera au moins pour 10 ou 20 ans.* »

(Le Pentagone dit au Sénat américain que les guerres vont continuer durant des dizaines d'années - 21 mai - mondialisation.ca)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 mai 2013

## CAUSERIE

J'ai commencé à rédiger une causerie hier soir mais je dois encore la compléter, ce sera donc pour demain.

On abordera le congrès du POI et la question du mot d'ordre d'indépendance des Etats sous un angle, comment dire, politiquement incorrecte, je vous mets l'eau à la bouche, Chine, Etats-Unis, Inde et demain Union européenne, des Etats fédéraux vastes et fortement peuplés dont comparables au moins sur ces trois plans, qui sentent franchement mauvais la dictature et l'absence de droits politiques pour la classe ouvrière, faut-il les conserver tels qu'ils sont ou oeuvrer à leur dislocation dans la perspective de constituer des Républiques sociales qui seront intégrées dans de nouveaux Etats fédéraux débarrassés du capitalisme ? C'est la question que je me suis posé qui en a entraîné une multitude et à laquelle nous tenterons de répondre demain ou après-demain au plus tard.

En attendant, bonne semaine à tous, courage camarades, tout n'est pas perdu, prenons appui et exemple sur l'héroïque combat du peuple syrien et vive le socialisme !

## [Le saviez-vous ?](#)

- Dans la réserve des Indiens Dakota à Pine Ridge, S.D., le second comté le plus pauvre des États-Unis, l'espérance de vie d'un homme est de 48 ans. C'est la plus basse espérance de vie de l'hémisphère occidental en dehors de Haïti. Près de 60% des maisons de Pine Ridge, dont la plupart sont des huttes en tourbe, n'ont pas d'électricité ni d'eau courante ni d'isolation ni d'égouts. Dans les vieux camps miniers du sud ouest de Virginie, l'eau, l'air et le sol sont si empoisonnés que le cancer y est endémique. Il n'y a pas de travail. Et les montagnes Appalaches d'où provient l'eau d'une grande partie de la côte est, sont parsemées d'énormes bassins artificiels remplis de métaux lourds et de boues toxiques. Pour pouvoir respirer les enfants vont à l'école avec des inhalateurs.

Les habitants, coincés à l'intérieur de villes en ruine, souffrent d'une misère et d'une violence assortie d'emprisonnements de masse si grandes qu'ils sont brisés émotionnellement et psychologiquement. Et les travailleurs agricoles de la nation, qui n'ont droit à aucune protection légale, sont souvent obligés de travailler sans être payés, comme des serfs. Voilà comment se décline l'épouvantable domination des multinationales. C'est ce qui nous attend tous. Dans cette course accélérée vers l'abîme, nous finirons tous serfs ou esclaves.

(Les pauvres et la dictature des marchés : Se soulever ou mourir - 24 mai 2013 - mondialisation.ca)

Non, il ne s'agit pas du scénario d'un film de science-fiction ou d'anticipation présenté au Festival de Cannes, mais la stricte et triste réalité aux Etats-Unis, terrible n'est-ce pas. Si vous militez au Front de gauche, au POI, au NPA ou à LO, gravez-vous ces lignes dans la tête avant de lire la suite, cela vous sera utile, tout du moins on ose l'espérer. Faites-en une copie pour vos dirigeants en leur disant qu'on en a plus que marre de leurs manigances d'appareils.

### [La Palme d'or à une formidable manipulation.](#)

- Cannes : la Palme d'or à une passion brûlante entre deux jeunes femmes - AFP

Une passion brûlante entre deux jeunes femmes, " *La vie d'Adèle*" du Franco-tunisien Abdellatif Kechiche, a remporté dimanche la Palme d'or du 66e festival de Cannes, une première pour un film qui parle aussi ouvertement et crûment d'homosexualité. AFP 26.05

Le président de la République François Hollande a estimé que la Palme d'or récompensait "*le talent des artistes, la liberté du réalisateur, son audace et la confiance qu'il porte dans la jeunesse*". AFP 26.05

Le talent, la liberté, l'audace et la confiance consisteraient à être incapable d'assumer le sexe que la nature nous a donné à la naissance, extraordinaire, on imaginera difficilement pire renoncement, pire reniement des origines de la civilisation humaine.

La paresse intellectuelle est devenue un "*talent*".

Passons sur le "*talent*" de ceux qui sont tombés à pieds joints dans le panneau, ils n'ont toujours pas compris que cette opération était pilotée à l'échelle mondiale par les tenants du mondialisme, à croire qu'ils sont sourds et aveugles.

On retrouve ici la mentalité du petit bourgeois ou du militant placé sous l'influence de l'idéologie dominante, qui flatte l'air de rien son individualisme, encourage ses lubies ou caprices et qui ne s'en aperçoit pas, parce que cela correspond à ses idées (et à son statut social), idées que la classe dominante lui a soufflées tellement fort dans les oreilles qu'ils les a adoptées sans même s'en rendre compte, inconsciemment, croyant bien faire parce qu'il est généreux et épris de justice, ce qui est parfaitement louable par ailleurs, sans réfléchir un instant aux rapports de classe existant, parce que finalement il n'a même pas le niveau politique pour réfléchir sur ce plan. Comment le pourrait-il quand il ignore que ce sont des monarchies qui ont ouvert le bal, tandis que le PS a pris le relais, parti tout aussi réactionnaire que les monarchies mais qu'il continue de classer à gauche, c'est là qu'on se rend des méfaits catastrophiques de cette monstrueuse escroquerie politique dont sont coupables tous les partis. Il a oublié ou abandonné ou n'a jamais possédé cette conscience de classe qui consiste à poser toute question sous cet angle-là (de classe) pour ne pas être manipulé. On ne lui en veut pas, comme on n'en veut pas à un élève d'être un cancre mais à ceux qui nous gouvernent, à ses dirigeants qui l'ont induit en erreur ou n'ont pas fait leur boulot, d'ailleurs on se demandera si ceux (POI) qui ont fait preuve d'un black out absolu sur le mariage homosexuel ne lui auront pas rendu le plus mauvais service, à croire que la lâcheté est devenu aussi un "*talent*".

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Dictature. Société placée en liberté surveillée.](#)

- Militaires pris pour cible: Comment assurer leur sécurité ? - 20minutes.fr

Placez un militaire derrière chaque militaire, un flic derrière chaque citoyen, une caméra à chaque coin de rue, dans chaque hall d'immeuble, chaque ascenseur, chaque recoin, ou alors faites comme aux Etats-Unis, armez la population, non, je me trompe d'époque...

[Intox.](#)

- Soldats agressés à Londres et Paris: piste terroriste des deux côtés de la Manche - AFP

Notre "**cauchemar**", c'est le terrorisme d'Etat.

- Les islamistes autoradicalisés, cauchemar de l'antiterrorisme - LeFigaro.fr -

[Normal, en Allemagne les rentiers s'enrichissent grâce au dumping social nommé Hartz !](#)

- Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale entre Chine et UE - AFP

On peut ajouter les entreprises allemandes qui ont délocalisé une partie ou la totalité de leur production dans les ex-pays de l'Est où le coût du travail est aussi bas... qu'en Chine ! Ils sont donc faits pour s'entendre.

[Les patrons ripoux, suite.](#)

- Le conseil du sidérurgiste italien Ilva démissionne - Reuters

Le conseil d'administration d'Ilva a démissionné, a annoncé samedi le sidérurgiste italien, à la suite de la saisie de huit milliards d'euros d'actifs de sa maison mère dans le cadre d'une enquête judiciaire...

[Ils ont perdu une bataille... mais pas la guerre.](#)

Syrie

- Syrie: Damas participera à Genève-2, Beyrouth entraînée dans le conflit - AFP

- Syrie: l'opposition, bloquée par ses divisions, ne peut se prononcer sur Genève 2 - AFP

- Israël s'accommode du maintien de Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

Palestine

- Le temps des décisions difficiles approche, dit John Kerry - Reuters

- Un plan de 4 milliards de dollars pour développer l'économie palestinienne - AFP

- Shimon Peres: "*réelle possibilité*" de paix entre Israéliens et Palestiniens - AFP

[Une bombe à retardement permanente qu'ils avaient sous-évaluée.](#)

- Le défi de gérer les attentes des populations du printemps arabe - Reuters

Coucou, ici aussi en Inde et chez nos voisins Chinois, Pakistanais, Bengladais, etc. "*les attentes*" de la population et de la jeunesse en particulier sont immenses, tous veulent leur part du gâteau et profiter du progrès social.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Il nous reste deux ans.](#)

- UE: Moscovici veut faire avancer l'Union politique dans un délai de deux ans - AFP

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a plaidé samedi à Paris pour qu'"*un contenu*" soit donné à l'Union politique européenne "*dans un délai de deux ans*", citant notamment un gouvernement économique et une capacité budgétaire propres à la zone euro.

Rappelant que Berlin avait exprimé plusieurs fois son souhait d'aller vers une Union politique, il a affirmé vouloir le "*prendre au*



mot" pour "donner un contenu à cette Union politique et (se) fixer un délai de deux ans pour y parvenir".

Il a répété la proposition de François Hollande le 16 mai de créer un "gouvernement économique" qui se réunirait tous les mois et serait doté d'"un véritable président".

Outre les décisions de politique économique, ce gouvernement serait chargé de l'harmonisation de la fiscalité et d'un début de convergence sociale. M. Moscovici a plaidé pour la formation à ce titre d'un "Eurogroupe social". AFP 25.05

Non seulement le PS est aussi pourri que l'UMP, mais en plus ils font du zèle. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'ils triment le boulet de leur appartenance à un parti réputé socialiste même s'il y est totalement étranger, il leur faut montrer pattes blanches, donner des gages à leurs maîtres, à chaque instant ils doivent témoigner de leurs réelles intentions, c'est cette contradiction, ce fardeau qui les obligent à aller plus loin encore que le parti officiel de la réaction, à être encore plus réactionnaire quoi.

Bon, alors camarades du POI, quand est-ce qu'on se fait un front unique avec le PS ? Je vous sens un peu refroidis ces derniers temps, il ne faut pas, vous savez votre avenir passe par le PS, c'est feu Lambert qui n'a cessé de le répéter pendant 50 ans et Gluckstein a pris le relais... Comment, vous oseriez remettre en cause sa stratégie ? A la bonne heure, vous êtes sur la bonne voie, rejetez toute compromission avec l'ennemi et soyez dignes de l'Opposition de gauche... Je ne sais pas si vous avez bien lu, le temps presse, deux ans, c'est très court et en même temps une éternité... au cours d'une révolution...

[Mystification. Comment le Parti de gauche roule pour l'UE... et l'établissement d'un gouvernement mondial. Mode d'emploi.](#)

Un rappel pour commencer.

Le Parti mal nommé de gauche se reconnaît dans l'UE, il en est même partie prenante directement au Parlement européen. Il se reconnaît aussi dans l'euro et dans la BCE. Pour lui, toute rupture avec l'UE est impensable.

A ce stade il légitime l'existence de l'UE sans se soucier de sa nature, de quelle manière et par qui elle avait été fondée, de son fonctionnement, ce qui est conforme à son alignement sur l'ONU fondée également sous auspices américaines, ce qui a amené le Fdg à soutenir toutes guerres entreprises ou orchestrées par les Etats-Unis jusqu'à celle contre la Syrie ou encore contre le Mali au côté du PS, de l'UMP et de l'UDI.

Ainsi s'il existe un lien depuis leur fondation entre l'ONU et l'UE, c'est bien l'impérialisme américain, plus particulièrement le cartel des banquiers de la Fed qui détient le pouvoir au Etats-Unis, d'où le rapprochement ou l'intégration logique des E-U et de l'UE dans une "union transatlantique" qui consisterait à soumettre tous les peuples de l'UE aux mêmes conditions politiques qui prévalent aux Etats-Unis où le prolétariat ne dispose pratiquement plus de droits politiques, conservateurs, néo conservateurs et néo libéraux se partageant le pouvoir.

Ainsi le refus du Fdg de rompre avec l'UE était inscrit dans son refus de rompre avec l'ONU, sa servilité congénitale face au capital qui tient lieu de lien idéologique avec le PS lui interdit de remettre en cause ses institutions politiques, rien de plus logique en somme.

D'où ce nouveau coup de poignard dans le dos des travailleurs qui consiste à travers un référendum à prendre la défense de l'Union européenne au lieu de nier sa légitimité à signer un traité avec l'impérialisme américain. Cette opération consiste donc à subordonner davantage les travailleurs à l'UE pour finalement lui laisser les mains libres d'agir à sa guise après lui avoir témoigné le soutien de la principale composante du mouvement ouvrier, car on imagine que le FdG va adopter l'appel du Pdg, en réalité après l'avoir muselé ou cadennassé.

Cet appel est doublement criminel, car en prétendant que "ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis", cela signifie que ce ne serait pas déjà le cas, ce que le Pdg ne peut pas admettre sinon sa position en faveur de l'existence de l'UE n'y résisterait pas, la manipulation qui consiste à présenter l'UE comme autre chose qu'une machine de guerre concoctée par l'oligarchie financière américaine contre le prolétariat européen apparaîtrait au grand jour. Le Pdg prend ouvertement la défense de l'UE contre laquelle tous les travailleurs sont en train de lutter aujourd'hui. Rien de changer en cela non plus.

Il l'assume pleinement quand ils prétendent que ce traité serait "contraire à nos intérêts", tandis que l'UE oeuvrerait pour les intérêts des travailleurs, c'est bien connu !

Cerise sur le gâteau, on aurait pu commencer par le dessert, mais il nous fallait passer par le plat de consistance pour mieux cerner la nature du Pdg et du Fdg ou la mettre en évidence de façon à ce que les militants comprennent bien leur nature contre-révolutionnaire, leur véritable objectif, en réalité quand on lit attentivement cet appel, on s'aperçoit qu'ils "exigent" un référendum mais en aucun cas ils appellent au rejet ou au retrait de ce projet de traité transatlantique.

Cela rappellera aux militants toutes les fois où le Fdg a refusé de mener le combat dans l'unité contre le gouvernement en opposant à cette proposition qui aurait pu permettre de rassembler de larges masses un appel à un référendum qui devait consister à dresser ceux qui y étaient favorables à ceux qui étaient contre, de manière à diviser nos forces et faire en sorte que les mesures du gouvernement soient appliquées plus facilement sans avoir jamais appelé à leur retrait ou leur rejet pur et simple il faut préciser.

L'impression qui ressort de tout cela, c'est que Mélenchon et sa bande de bras cassés regrettent de ne pas avoir été associés à la rédaction de ce texte dont finalement il partage l'orientation, l'objectif politique, car ne nous y trompons pas, le volet économique de ce traité est une chose, celui politique en est une autre que le Pdg passe soigneusement sous silence.

Croire que le cartel des banquiers de la Fed et leurs acolytes européens ne s'intéresseraient qu'aux questions économiques serait une terrible erreur, fatale, car souvenons-nous que c'est dans la foulée des accords de Bretton Woods qui donnèrent naissance au FMI qu'ils créèrent l'ONU, son pendant politique qui allait leur fournir le cadre politique et juridique dans lequel ils allaient dorénavant intervenir afin d'assurer ou plutôt légitimer leur hégémonie politique sur le monde, justifier toutes leurs guerres avec ou sans l'aval de l'ONU, puisque participer à cette institution internationale revenait pour les Etats à se soumettre à la domination de l'impérialisme américain et ses alliés européens, on pourrait même aller plus loin et affirmer que le cours de l'histoire l'a amplement confirmé au regard de l'évolution de la situation en URSS, ses ex-satellites, en Chine ou Cuba qui finalement prennent le même chemin en adoptant à leur tour le capitalisme, on pourrait encore citer la centaine de résolutions adoptées par l'ONU à l'encontre de l'Etat sioniste qui sont restées lettres mortes sans qu'aucun Etat ne trouve à y redire ou décide de se retirer de l'ONU, tous sans exception, y compris la Russie et la Chine.

Et la manière dont les Russes (et les Chinois) ont abordé la question syrienne à l'ONU ne remet pas en cause le consensus qui existe entre eux et les Américains, elle a consisté à profiter des difficultés économiques américaines pour rééquilibrer la balance en leur faveur tout en se partageant les rôles, car si les Américains ont besoin des richesses du Proche et Moyen-Orient pour assurer leur développement, les Russes (notamment) en ont également besoin. Maintenant que cela ait fortement déplu à l'aile néo libérale qui siège au gouvernement et au Pentagone et qui serait partante pour une confrontation militaire avec la Russie qui entraînerait une Troisième guerre mondiale est accessoire, apparemment elle a été mise en minorité ou elle a dû admettre qu'une telle aventure n'était pas sans risque, alors qu'Obama a planté la prochaine étape de leur programme de gouvernement mondial, l'union transatlantique E-U- UE justement, ce serait donc dommage de tout flanquer par terre pour une question relativement secondaire au bout du compte de répartition des pouvoirs à l'échelle mondiale entre puissances, puisqu'elles seront toutes associées à leur projet de Nouvel ordre mondial, qui ne pourra pas se réaliser sans le concours de la Russie et de la Chine.

Tout cela n'est pas sans contradictions, observons qu'elles sont sous contrôles jusqu'à présent, car le seul grain de sable qui pourrait bloquer cette mécanique monstrueuse ou la faire dérailler, la lutte de classe du mouvement ouvrier, il est réduit à l'état de poussière ou à l'impuissance, le Pdg et le Fdg s'appliquant à la disperser de telle sorte qu'il ne s'en remette pas, la liquidation de tous les repères dans la société fait partie de ce combat idéologique, c'est leur manière de contribuer à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial.

On comprend dès lors que les médias se prêtent volontiers au jeu et rendent compte des moindres éruptions ou gesticulations de Mélenchon et les dangereux charlatans qui l'entourent, ils partagent les mêmes objectifs politiques.

Au fait, dans quel journal d'un parti trouvez-vous ce genre d'analyses accessibles à tous qui permet de mieux comprendre la situation mondiale en prenant en compte l'ensemble de ses facteurs ou acteurs ?

- Le conseil national du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réuni dimanche, a exigé un référendum sur le projet de Grand marché transatlantique (GMT), instaurant un libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

"Ce texte livre notre pays et l'Union européenne aux intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis", selon un communiqué du PG, dans lequel il réclame un "référendum sur le grand marché transatlantique".

Pour le parti coprésidé par Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard, "c'est le renoncement officiel et définitif à une Europe indépendante de l'impérialisme américain".

"Ce traité renforce la domination de celui-ci sur un +bloc+ occidental au service d'une guerre économique avec la Chine et les autres puissances émergentes, lourde de danger et contraire à nos intérêts. Par là même, il tourne également le dos à toute idée d'une Europe au service de rapports internationaux basés sur la coopération avec les pays du sud", ajoute le PG.

"Nous ne voulons pas d'une Europe américaine. Le +GMT+ est un texte aussi décisif pour les peuples que les traités de Rome, de Maastricht et du TCE. Ce texte a été préparé en catimini, il s'apprête à être adopté de la même manière: il ne peut en être question !", selon le parti membre du Front de gauche.

C'est pourquoi le conseil national du PG "exige" un référendum "avant même toute ouverture de négociations officielles avec les

*Etats-Unis*".

A cette fin, le PG propose "une campagne unitaire large en faveur du référendum avec les partis de gauche, associations, syndicats qui partagent (leurs) critiques". AFP 26.05

"une campagne unitaire sous le signe de la soumission à l'UE en refusant d'avancer le mot d'ordre de retrait qui inclut le refus de reconnaître une quelconque légitimité à l'UE pour décider de notre sort, est un fervent de division, nous dénonçons et rejetons catégoriquement cette initiative dont l'objectif s'inscrit en totale contradiction avec le but prétendument affiché.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, près du palais présidentiel, pour réclamer la démission du gouvernement dont la politique d'austérité, exigée par les créanciers du pays, a considérablement aggravé la récession et le chômage.

"Changer de politique!", "Le gouvernement dehors!", "Contre l'exploitation et l'appauvrissement!", étaient les principaux mots d'ordre de la manifestation convoquée par la CGTP, le principal syndicat portugais qui avait affrété plusieurs dizaines d'autocars pour amener ses sympathisants jusqu'à la capitale.

"Il faut faire tout ce qui est à notre portée pour nous débarrasser de ce gouvernement", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos.

La manifestation était soutenue par le mouvement apolitique "Que se lixe a troika" (Que la troïka aille se faire voir) qui en mars a rassemblé contre l'austérité plusieurs centaines de milliers de personnes à travers le Portugal.

"L'austérité punit les pauvres mais profite aux riches", "Voleur, voleur", pouvait-on lire sur de petites affiches ornées du portrait du Premier ministre Pedro Passos Coelho, brandies par des manifestants parmi lesquels des fonctionnaires, des chômeurs, et des retraités. Nombre d'entre eux agitaient des drapeaux rouges.

"Le gouvernement doit démissionner tout de suite", déclarait Maria, une Lisboète de 57 ans, au chômage depuis plusieurs mois comme son mari et sa fille. "Ne sommes venus à Lisbonne pour dire +assez+. Le gouvernement coupe tout, même les retraites. Le président doit le renvoyer", renchérisait Antonio Amoreira, venu de Porto, la grande ville du nord du pays.

Le président Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est essentiellement protocolaire, peut dissoudre le Parlement et convoquer des législatives anticipées, comme le souhaitent actuellement 57% des Portugais, selon un sondage, publié samedi par le journal Publico. AFP 25.05

D'un président à un autre, d'un gouvernement à un autre, de droite ou de gauche ou de droite tout court puisqu'ils font la même politique d'Athènes à Lisbonne... Ce sont les institutions qu'il faut renverser et prendre le pouvoir...

#### 1- Italie

Les Italiens ont voté ce dimanche aux élections municipales dans des centaines de villes, dont la capitale, un scrutin test un mois après la formation d'un gouvernement de large alliance où cohabitent la droite et la gauche.

Dimanche vers 17H00 gmt la participation était en forte baisse par rapport au scrutin municipal précédent, se situant autour de 37% contre 45% en 2008 à la même heure, selon le site du ministère de l'intérieur. Mais le scrutin se poursuit jusqu'à 20H00 dimanche et reprend lundi jusqu'à 13H00 gmt.

Les regards sont tournés vers Rome où le maire sortant, l'ex-néofasciste Gianni Alemanno, du parti de Silvio Berlusconi, affronte Ignazio Marino, candidat du principal parti de gauche, dont est issu le chef du gouvernement Enrico Letta.

Selon les derniers sondages publiés, les deux hommes se partageraient chacun entre 33 et 35% des voix. Viendrait derrière (15%) Marcello de Vito, candidat du Mouvement Cinq étoiles (M5S) de l'ex-comique Beppe Grillo qui s'était adjugé un quart des

voix aux dernières législatives de février, mais semble avoir perdu du terrain.

Au total 7 millions d'Italiens sont appelés à voter dans 564 communes. AFP 26.05

Abstention massive, droite et gauche minoritaire, M5S ou la caravane passe et le régime reste en place, rien de nouveau quoi.

## 2- Guinée

Troisième jour de violences à Conakry et au moins cinq personnes sont mortes. Dans les rues de la capitale guinéenne, des opposants au régime font face aux forces de l'ordre.

Une manifestation pour réclamer des élections législatives libres et transparentes a été fortement réprimée jeudi par la police.

Depuis, les banlieues de Conakry s'embrasent et samedi, la police a fait des raids dans plusieurs quartiers réputés favorables à l'opposition.

Les hôpitaux sont envahis de blessés par jets de pierres, battons et armes blanches mais aussi par des blessés par balle. Les médecins craignent que le bilan s'alourdisse.

L'opposition accuse le président Alpha Condé de vouloir manipuler le scrutin des élections. Depuis son accession au pouvoir en 2010, la date des élections législatives a toujours été repoussée. Elles sont actuellement fixées au 30 juin. euronews.fr 26.05

## 3- Egypte

La Haute Cour constitutionnelle égyptienne a invalidé samedi une partie de la nouvelle loi électorale rédigée par les islamistes au pouvoir, ce qui pourrait repousser à nouveau les élections législatives prévues en octobre.

Critiquée par l'opposition laïque, qui menaçait de boycotter le scrutin, la loi électorale avait été adoptée le mois dernier par la Choura, la chambre haute du Parlement, l'Assemblée du peuple (chambre basse) ayant elle-même été dissoute il y a près d'un an sur décision de la Cour constitutionnelle.

Quatre articles de la loi ont été jugés non conformes à la constitution, a-t-on appris de sources judiciaires. Le texte va être renvoyé au Parlement.

Cette décision illustre le bras de fer qui oppose depuis un an le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, au pouvoir judiciaire, que les islamistes accusent d'être dominé par des magistrats fidèles au président déchu Hosni Moubarak.

La Choura, largement dominée par les islamistes, débattait d'ailleurs samedi d'une proposition de loi controversée visant à abaisser l'âge du départ à la retraite des juges, réforme qui pourrait se traduire par la mise à l'écart de quelque 3.000 magistrats. Reuters 25.05

## 4- Syrie

4.1- Selon le journal libanais As-Safir, " *le Qatar tente de sauver de la mort certaine des centaines de terroristes salafistes retranchés dans les régions du nord de Qousseir et il compte pour ce faire utiliser ses mercenaires syriens et libanais!* "

Doha a mis de grosses quantités d'armes à la disposition de ses acolytes au Liban et ces derniers sont appelés à franchir les frontières syro-libanaises et à acheminer ces armes aux terroristes pris au piège. "Les mercenaires libanais du Qatar projettent d'attaquer les villages frontaliers du Liban pour briser le siège et parvenir au nord de Qousseir". Le journal relève par ailleurs l'appel lancé par le chef de la coalition des opposants syriens, George Sabra qui sans peur du ridicule, a demandé à l'ASL de se mobiliser et de se converger vers Qousseir. Dans le même temps Lawa al Towhid, la branche militaire des Frères musulmans syriens a publié une vidéo où il met en scène un convoi de trente véhicules partant d'Alep vers Qousseir. L'armée arabe syrienne est parvenu à entrer dans la ville par trois axes de l'est, de l'ouest et du sud et à reprendre le contrôle de cette ville stratégique transformée depuis des mois en un bastion qaidiste. french.irib.ir 25.05

4.2- L'armée du régime sioniste vient de donner son feu vert à ce que les colons israéliens s'arment et s'attaquent aux intérêts libanais et syriens. C'est l'information reprise par Haaretz qui évoque la situation critique dans le Golan : " *l'armée israélienne a décidé de livrer des armes légères aux colons résidant dans le Golan et ils ont l'ordre de tirer sur des soldats syriens ou libanais* ". Le journal affirme que l'armée sioniste est en état d'alerte au Golan. Depuis le 5 mai, date à laquelle l'aviation israélienne a tiré des missiles contre la banlieue de Damas, la Syrie a décidé de mettre un terme au cessez-le-feu avec Israël au Golan. Certaines informations font état de la formation des brigades de résistance palestinienne dans cette région et de tirs de

roquettes fréquents que les médias israéliens ne couvrent pas tellement par crainte de susciter la panique parmi les colons. french. irib.ir 25.05

#### 4.3- Syrie : pourquoi les USA soutiennent-ils les terroristes?

Stephen Walt, analyste de Foreign Policy se pose cette question essentielle et tente d'y répondre dans son dernier article : L'auteur dénonce les politiques hypocrites et les cachoteries de l'administration US dans le dossier syrien. " *En Syrie deux axes s'opposent l'axe Qatar/Arabie saoudite/ USA/Turquie et l'axe Iran /Hezbollah/Russie. Washington croit que la crise syrienne lui offre la meilleure occasion pour affaiblir l'Iran et changer dans le sens de ses intérêts les rapports de force à l'échelle de la région*". Selon l'auteur, la politique d'Israël dans la région est complexe et pluridimensionnelle : alors certains dirigeants israéliens disent ne pas souhaiter la chute d'Assad, d'autres font en sorte que l'armée israélienne mène des raids contre le territoire syrien. Israël veut porter atteinte aux intérêts iraniens dans la région et semer la discorde entre les pays islamiques. Et tout ceci sur fond de la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens.

Walt ne peut s'empêcher de souligner les ressentiments que nourrissent les populations du Moyen-Orient envers l'administration US et fait remarquer : " *Obama a montré qu'il ne souhaitait pas s'impliquer davantage en Syrie . C'est peut être parce qu'il cherche à faire croire que son pays n'est pas belliciste mais c'est peine perdue. Au Moyen-Orient toutes les nations haïssent le bellicisme US et n'importe quel état qui se rapproche de Washington perd de sa popularité. Et c'est pourquoi Washington ne pourra pas établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie*". En effet " *les Etats-Unis ne peuvent pas envoyer directement des bateaux bourrés d'armes pour des rebelles syriens d'où leur recours à leurs alliés qataris et saoudiens qui se chargent bien de cette tâche. Depuis son arrivée au pouvoir, Obama a agi toujours dans l'ombre et a préféré des méthodes en coulisses, peu couteuses et loin des regards à tout autre méthode . C'est pourquoi les agents et les instructeurs de la CIA entraînent les rebelles au lieu de s'engager directement sur le terrain*".

L'auteur estime qu'Obama poursuivra son scénario de guerre lavrée contre la Syrie : " *je ne sais pas à quel degré ce scénario est réalisable, tout ce que je sais c'est que je ne veux pas que ce scénario se réalise au nom des intérêts suprêmes des Etats Unis et de l'impératif de la paix et de la sécurité pour la société américaine. Les citoyens américains ne devront pas permettre que des bateaux d'armes soient acheminés pour les terroristes en Syrie ou que ces terroristes bénéficient des instructions des agents de la CIA puisque tout ceci rend encore plus compliquée la situation*". french.irib.ir 25.05

#### 4.4- Pour contrer les menaces sécuritaires, le régime israélien envisage d'installer des mines anti-personnel et anti-char.

Marcil Afif, responsable du secteur de mine au ministère de la Guerre d'Israël, parle de deux millions de mines qui seront installées sur les frontières de la Palestine occupée avec la Syrie et le Liban. « *Pour l'heure, un million de mines anti-char et anti-personnel sont installées sur les frontières avec le Liban et il existe un million de mines au Golan* », d'après Marcil Afif. french.irib.ir 25.05

### 5- Liban

5.1- Les autorités libanaises ont obtenu des informations au cours de ce mois, selon lesquelles l'émir de l'organisation Jabhat al-Nusra en Syrie, Abu Mohammad al-Golani, avait récemment visité le camp de réfugiés palestiniens de Ein el-Hilweh au Liban.

Les informations rapportent aussi que al-Golani a tenu des réunions avec des groupes salafistes qui soutiennent son action, et plus particulièrement avec les organisations du Fatah al-Islam et du Jund al-Sham, pour aboutir à un accord sur des opérations militaires contre le Hezbollah et la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Selon des sources bien informées, l'information a été transmise par des sources occidentales, et les détails qui s'y rapportent sont actuellement vérifiés.

Une source militaire des services de renseignement libanais, a déclaré à Al-Monitor qu'il y avait des raisons de croire que la personne qui a visité le camp était un représentant de Golani, et non pas Golani lui-même. Toutefois, les informations à la disposition des organismes de sécurité libanais - à la fois les organismes officiels et ceux appartenant au Hezbollah - ont à leur disposition des informations et des rapports indiquant que Jabhat al-Nusra pourrait commettre des attentats contre le Hezbollah et ses sites, en réponse à la participation militaire de ce dernier dans la bataille de Qusair.

Les informations obtenues par les services de sécurité libanais correspondent à celles venues des services de renseignement étrangers - dont deux proches de l'opposition syrienne - et indiquent que Jabhat al-Nusra en Syrie a décidé d'étendre les combats au Liban, en adoptant des règles d'engagement différentes de celles en Syrie. Le but est de lancer des représailles contre le Hezbollah, et d'aller progressivement vers une guerre totale contre celui-ci.

Cette information est basée sur des changements politiques et militaires importants qui se sont produits à l'intérieur de camp de Ein el-Hilweh au cours des dernières semaines, avec entre autres initiatives le lancement d'une campagne d'entraînement pour les Palestiniens déplacés, par le Fatah al-Islam et le Jund al-Sham. La campagne d'entraînement est organisée sous la responsabilité d'Oussama Shehabi (un militant de l'un des groupes takfiris [radicaux fondamentalistes] liés à Al-Qaïda). D'un autre côté, Mahmoud Issa, également connu sous le nom de « *Al-Lino* » - un commandant du Fatah qui a une relation compliquée avec la direction de son mouvement à Ramallah - a lancé une campagne d'entraînement parmi les réfugiés pour

son propre groupe.

La concurrence entre « Al-Lino » et les forces islamistes affiliés à Jabhat al-Nusra réflète une partie d'un conflit larvé entre le Qatar et les Émirats arabes unis, lesquels mettent indirectement en œuvre un programme saoudien. Le Qatar encourage les chefs de Jabhat al-Nusra à contrebalancer la défaite de Qusair par une riposte au Liban, en enflammant le front de Jabal Mohsen-Bab al-Tabbaneh dans le nord et en étendant l'influence des forces salafistes dans le camp de Ein el-Hilweh.

En revanche, les Émirats Arabes Unis sont impliqués dans ce même camp par l'intermédiaire de Mohammed Dahlan, un ancien responsable de la sécurité au sein du Fatah avant ses désaccords avec l'Autorité palestinienne (AP) de Mahmoud Abbas. Selon nos informations, Dahlan se préparerait à déclarer un nouveau mouvement militant à l'intérieur du camp de Ein el-Hilweh. Il est donc prévisible qu'il y ait une tension accrue dans ce camp. Cela fait partie d'une lutte d'influence pour contrôler le camp, entre des puissances régionales qui sont divisées sur qui doit représenter l'opposition et qui doit être à l'avant-garde d'un processus de transition en Syrie. Cela montre que tous les éléments du conflit en Syrie se sont étendus au Liban. Un officiel du ministère français des Affaires étrangères a estimé qu'il faudrait un miracle pour que le conflit en Syrie ne s'étende pas au Liban..... french.irib.ir 25.05

5.2- Le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, a déclaré que l'institution militaire « n'acceptera plus qu'elle ou le Liban soient pris pour cibles » et qu'elles prendront « dorénavant des mesures qui correspondent à la gravité de la situation interne ».

S'exprimant dans le cadre de l'ordre du jour qu'il a adressé aux militaires à l'occasion du treizième anniversaire de la libération du Liban-Sud, le général Kahwaji a souligné la difficulté de la conjoncture interne et régionale et a relevé que la situation au Liban a empiré à cause des événements de Tripoli. Il a rappelé que l'armée a tenté au cours des dernières années à assumer sa mission « en silence et à travailler sérieusement, mais fermement, tantôt à travers le dialogue, tantôt en faisant valoir à l'autodéfense ». « Mais il semble, a ajouté le général Kahwaji, que certains ont pris pour de la faiblesse notre silence et notre penchant pour le dialogue. Ils ont essayé de porter atteinte à notre unité et de faire jouer la fibre confessionnelle. » « Nous sommes toujours disposés à consentir des sacrifices, mais nous refusons catégoriquement que l'armée soit utilisée comme bouc émissaire en fonction des caprices de certaines parties libanaises ou régionales », a-t-il poursuivi en faisant assumer à celles-ci, mais sans les nommer, la responsabilité de la détérioration de la situation dans le pays. french.irib.ir 25.05

5.3- M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région. Comme l'avait prévu il y a longtemps le président Bachar al-Assad, la crise syrienne est devenue un véritable conflit régional où interviennent presque tous les acteurs régionaux et internationaux. Alors que la presse occidentale fait état de l'envoi d'armes saoudienne pour les rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad, la réunion des onze ministres des Affaires étrangères arabes, occidentaux et turc accuse l'Iran et le Hezbollah libanais de présence militaire en Syrie pour défendre le gouvernement du président Bachar al-Assad. Les aides du Hezbollah libanais au gouvernement syrien pour se battre contre les terroristes dans la région d'al-Qusseir est devenu un prétexte pour que les ennemis de la Syrie accusent l'Iran et le Hezbollah d'aider Damas à se battre contre les rebelles et d'intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, s'est dit inquiet du rôle du Hezbollah dans les évolutions intérieures de la Syrie, lors d'un entretien avec le président libanais, Michel Sleimane. De même, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont décidé d'intégrer le nom du Hezbollah libanais dans la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne. Il s'agit en réalité, d'un complot commencé il y a quelques semaines par les lobbies pro-israéliens dans les pays européens.

Le président syrien, Bachar al-Assad, a annoncé récemment que pour combattre les terroristes il n'a pas besoin du soutien militaire du Hezbollah libanais ou de la République islamique d'Iran. Pourtant les ennemis de la Syrie ont sauté sur l'occasion pour profiter de la situation actuelle pour porter atteinte à la position du Hezbollah dans la région et à l'intérieur du Liban.

M. Seyed Morteza Nematzadeh, expert des questions du Moyen-Orient estime que le Hezbollah n'intervient pas dans le conflit entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Asad et l'opposition syrienne, mais pour défendre l'axe de la Résistance dans la région.

- Le Hezbollah libanais a annoncé que ses combattants ont aidé l'armée syrienne à nettoyer la région d'al-Qusseir. Ne croyez-vous pas que cette action du Hezbollah donnerait un prétexte aux pays occidentaux de prendre des mesures hostiles contre le mouvement libanais ?

Morteza Nematzadeh : Dès sa création dans les années 1980, le Mouvement du Hezbollah libanais a essayé toujours d'éviter d'entrer dans les conflits politiques internes, afin de pouvoir concentrer toute son énergie à lutter contre l'expansionnisme du régime sioniste. A présent, et en ce qui concerne la crise syrienne, le Hezbollah obéit en fait à la même logique. Le Hezbollah a annoncé qu'il n'interviendrait pas dans le conflit intérieur de la Syrie. La présence des combattants du Hezbollah aux côtés des soldats de l'armée syrienne s'explique dans le cadre des efforts conjoints des deux parties dans la lutte contre les complots du régime sioniste, et pour renforcer la position de la résistance anti-israélienne. Cette présence se concentre autour deux axes : la défense des Libanais qui vivent dans les régions frontalières entre la Syrie et le Liban, la défense de la position de l'axe de

la Résistance, sans intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie.

- Le Hezbollah a remercié récemment le gouvernement syrien pour l'envoi d'armes sophistiquées aux combattants de ce mouvement libanais. Pourquoi les hauts responsables du Hezbollah libanais annoncent publiquement cette livraison d'armes dans le contexte actuel ?

Morteza Nematzadeh : L'existence des liens entre le Hezbollah libanais et le gouvernement syrien au niveau d'armements et de stratégie militaire n'est pas un secret. Cette coopération s'est établie pour renforcer la position de la Résistance face au régime sioniste. En annonçant cette nouvelle dans le contexte actuel, le Hezbollah veut rappeler à tout le monde que la Syrie est un rempart important de la résistance contre l'expansionnisme du régime israélien, et pour montrer que les rebelles et les terroristes qui se battent contre le gouvernement syrien sont des mercenaires des Etats-Unis, d'Israël et des gouvernements arabes.

- Récemment une délégation américaine a visité le Liban et a demandé au gouvernement de Beyrouth d'organiser les prochaines élections à la date prévue. Quelles sont les vraies raisons de la visite de cette délégation américaine au Liban ?

Morteza Nematzadeh : Les adversaires du Hezbollah à l'intérieur du Liban souhaitent pouvoir bénéficier de la crise intérieure de la Syrie pour affaiblir la position du Hezbollah au Liban. Les différends qui existent à présent à l'intérieur du Liban portent sur la loi électorale. Les différents partis politiques cherchent à imposer leur interprétation de cette loi pour en tirer profit au moment de la répartition des sièges du Parlement libanais. Les Etats-Unis et leurs alliés s'inquiètent de la place qu'occupe le Hezbollah dans la sphère politique du Liban. Le but de la visite de la délégation américaine au Liban est d'empêcher le Hezbollah de réussir aux prochaines élections libanaises. french.irib.ir 26.05

## 6- Turquie

6.1- Une source européenne citant un responsable israélien fait un aveu assez révélateur du rôle néfaste de la Turquie dans la région : " *La Turquie est l'unique pont qu'Israël peut emprunter pour se conduire vers la victoire face à l'Iran*".

" Les bases aériennes en Turquie joueront un rôle axial dans nos futures frappes contre l'Iran surtout dans le contexte actuel où les iraniens continuent à faire avancer leur nucléaire . des chasseurs israéliens sont déployés dans des bases aériennes turques . ces chasseurs effectuent constamment des vols d'essai . des équipes sécuritaires et militaires israéliennes se trouvent en permanence en Turquie et ce sont elles qui sont en charge d'une station d'écoute sur le sol turc. " la source israélienne poursuit : " *la Turquie a bien prouvé qu'elle s'estime bien liée par les accords sécuritaires signés avec Israël car tout au long de la longue brouille avec Tel Aviv, Ankara ne s'est jamais soustrait de ses engagements. les bases aériennes turques sont disponibles*". Les patriotes déployés sur les frontières turques visent à protéger Israël contre la Syrie, affirment les analystes. french.irib.ir 25.05

En voilà une bonne raison d'intégrer la Turquie dans l'UE...

6.2- La persistance de l'ambiguïté sur les auteurs réels des explosions, survenues, à Reyhanli, situé dans la région frontalière de la Turquie avec la Syrie a élargi le cercle des spéculations et des accusations mutuelles des Partis et des groupes politiques turques. Selon certains rapport parvenus, un groupe de hackers en diffusant des documents sur les explosions de Reyhanli vient de révéler que le groupuscule terroriste al-Nosra en Syrie a organisé ces explosions de quoi était conscient l'appareil sécuritaire turc. L'appareil sécuritaire turc, conscient des actes éventuels terroristes dans les régions frontalières avec la Syrie, a négligé d'empêcher la survenance de tels actes, a écrit le quotidien turc Melliyat. Une vague qui, semble-t-il, pointé le gouvernement d'Ankara, dirigé par Recep Tayyip Erdogan, pour discréditer, lui et son gouvernement. Par contre, Erdogan a annoncé, lors d'une visite à Reyhanli, disposer des documents établissant l'implication du Parti d'opposition « *républicain du peuple* » (CHP) dans ces explosions. La visite d'une délégation du CHP en Syrie et leur rencontre avec Bachar al-Assad constituent l'un de ces documents a déclaré Erdogan. En toute état de cause, la vague visant à porter des accusations mutuelles en Turquie ne semble pas prendre fin et un rapport détaillé sur les résultats des enquêtes menées sur les explosions à Reyhanli et ses raisons et auteurs réels n'est pas encore mise au point. Une telle ambiguïté et un tel égarement sur les motivations de ces incidents sont, de l'avis de certains observateurs politiques, le résultat de la confrontation de deux points de vue dans ce pays.

La plupart des hommes d'Etat turc ont la conviction que la crainte de la contagion de la crise syrienne à l'intérieur des frontières de leur pays a amené Ankara à s'ingérer, activement, dans les évolutions syriennes. C'est pourquoi certains partisans de cette approche sont d'avis que des forces de l'extérieur de la Turquie, notamment en Syrie, souhaitent mettre Ankara aux prises avec des questions internes et l'éloigner de ce qui se passe en Syrie. Ces partisans ont la conviction qu'avec la fourniture des moyens pour le déplacement des terroristes vers la Syrie, la Turquie tombera, finalement, elle-même, dans le piège des jeux politiques des opposants syriens. Ils estiment que les groupes takfiris en Syrie en s'appuyant sur la question des explosions à Reyhanli, cherchent à faire basculer les Etats-Unis dans une intervention militaire contre Assad. La confrontation de ces points de vue pourrait, selon les observateurs politiques, en grande partie, déterminer les évolutions internes turques.

Sur la scène de la politique étrangère turque, un autre événement politique est en train d'apparaître, c'est-à-dire, le nouveau tour de consultations menées par la Turquie pour faire avancer les plans américains visant à résoudre la crise syrienne. A titre

d'exemple, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmed Davutoglu a récemment annoncé qu'en cas d'échec de la conférence dite Genève, la Turquie et les Etats-Unis passeront au plan B alternatif. french.trib.ir 26.05

## SOCIAL

### 1- France

Un accord a été trouvé lundi matin au terme de négociations marathon entre élus locaux, organisations patronales et intersyndicale permettant de mettre un terme à la grève générale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie, a-t-on indiqué de source officielle.

L'accord porte notamment sur la baisse des prix immédiate de 10% de 300 produits alimentaire et d'hygiène, le gel des prix jusqu'à décembre 2014 et la mise en place d'une Taxe générale sur l'activité (TGA), qui doit remplacer une série d'autres taxes. AFP 26.05

### 2- OGM

Deux millions de personnes dans le monde ont manifesté contre les OGM selon les organisateurs. Objectif de "La marche contre Monsanto", obtenir plus de contrôle sur les semences génétiquement modifiées produites à 90% par le géant américain Monsanto.

*"Les gens ont le droit de savoir ce qu'ils mangent, dit Anne McGregor, activiste du mouvement "Move to Amend", mais ce droit ne sera jamais confirmé tant que les entreprises pourront dépenser des quantités illimitées d'argent pour influencer les résultats des élections."*

*"Ils n'ont pas le droit de jouer avec notre nourriture, rajoute Christine Parr, venue manifester, de transformer les aliments en expérience de laboratoire."*

Les manifestants demandent notamment aux gouvernements d'imposer un étiquetage obligatoire des OGM. En Europe il est obligatoire pour la nourriture contenant plus de 0,9% d'OGM. 71% des Européens sont inquiets à propos des organismes génétiquement modifiés. euronews.fr 26.05

### 3- Grèce

Le gouvernement grec vient de déposer au Parlement un projet de loi pour le moins insolite, qui n'a qu'insuffisamment attiré l'attention : les citoyens devant plus de 5 000 euros au fisc seraient passibles d'une peine d'emprisonnement d'un an.

Avec l'engrenage des différentes pénalités pour défaut de paiement, la croissance exponentielle du chômage et la mécanique infernale des intérêts, la barre des 5 000 euros sera vite atteinte.

La sanction serait effectuée non pas dans une prison classique, mais dans des casernes militaires reconverties pour l'occasion en sorte de « camps de travail » (on n'ose dire « de rééducation » ou « de concentration »...). Variante : des « prisons agricoles », dans lesquelles chaque journée de travail rachèterait deux en prison. Inutile de préciser que ce projet continue de susciter la polémique.

Le travail gratuit imposé aux contribuables défaillants fait penser aux corvées des serfs et autres manants du régime seigneurial du Moyen Age. Mais cette régression d'ampleur s'appréhende encore mieux par un retour à l'histoire grecque de l'Antiquité.

La loi de la « remise du fardeau »

En 594 av. J.-C., Solon devient archonte de la cité d'Athènes, en proie à de grosses difficultés économiques et sociales. Les paysans endettés sont alors réduits en esclavage par les riches propriétaires auprès desquels ils ont dû emprunter à des taux usuraires (à l'époque, le concept de marché financier n'existait pourtant pas, pas plus que les banques privées modernes ou la troïka).

L'équilibre socio-politique de la cité, qui reposait sur la solidité d'une classe de petits et moyens paysans propriétaires de leurs terres, s'en trouvait de facto menacé.



Solon décida alors une mesure radicale pour faire face à l'urgence de la situation : la « *seisachteia* », terme qui peut se traduire par « *remise du fardeau* ». Les dettes furent effacées, la servitude pour dette interdite, la contrainte par corps prohibée.

« *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* »

Solon est considéré comme l'initiateur de la démocratie athénienne qui allait s'épanouir au siècle suivant, du moins de certaines de ses bases. Le ballon d'essai lancé par le gouvernement grec constitue bien une tentative de retour en arrière, que nous aurions été bien en mal d'imaginer il y a quelques années.

Nous nous contenterons de lancer un appel au plus profond d'une Histoire, dont nous sommes collectivement les héritiers et devrions de manière semblablement collective être les dépositaires. Un appel : « *Solon, réveille-toi, ils sont devenus fous !* ».

La dette ne doit pas être un perpétuel prétexte à saigner toujours plus les peuples. Plus que jamais, une « *seisachteia* » s'impose. Qui peut raisonnablement croire que les dettes des Etats seront un jour entièrement remboursées ? C'est aussi une invitation aux peuples européens à reprendre en main leur destin. [wikistrike.over-blog.com/Rue89](http://wikistrike.over-blog.com/Rue89) 23.05

---

## ECONOMIE

### 1- Grèce

La rigueur imposée ne devait-elle pas servir à réduire la dette de la Grèce ? Normalement oui. Mais le FMI et les dictatures financières ont roulé tout le monde dans la farine, aujourd'hui, le peuple grec en subit les conséquences: les services publics sont à l'agonie, le pays est entré dans la pauvreté, l'extrême droite Aube dorée s'émancipe, et les politiques vont voter armés au Parlement.

Y a-t-il pire qu'une dictature ? re-oui, la "*financiture*".

La dette grecque a augmenté de 29 milliards d'euros, passant de 280,3 milliards en mars 2012 à 309 milliards en mars 2013, l'efficacité des plans d'austérité montre ici ses limites dont une étude récente montre qu'elle a été acceptée suite à une erreur informatique (mais qui n'en est pas une pour certains)

L'agonie grecque est brutale, et au vu des chiffres de la dette, elle est loin de se terminer. Le pire semble pour demain. [wikistrike.over-blog.com](http://wikistrike.over-blog.com) 24.05

### 2- Russie

Les dirigeants et hauts responsables de nombreux pays ont attéris ces deux dernières semaines en Russie dans l'espoir de trouver une sortie de crise en Syrie. l'un des vœux le plus cher de tous ces dirigeants aura été le fait d'être reçu par Poutine : Kerry, Cameron, Netanyahu, Ban Ki Moon se sont ainsi succédés au Kremlin car aux yeux de tous ces gens, la clé de la crise syrienne passe par la Russie. dans ce dossier, les Etats-Unis et l'Europe se focalisent un peu trop sur le Moyen Orient. Ils devront peut être jeter un petit coup d'œil du côté de la Méditerranée pour comprendre mieux l'attitude moscovite. le refus obstiné de Poutine à "*coopérer*" est devenu un énigme pour l'Occident car à aucun moment de l'Histoire, la Russie n'a fait montre d'une telle obsession pour protéger un allié même moyen oriental. Pourquoi la Russie défend-elle avec un si grand acharnement la Syrie? La réponse n'est pas difficile à trouver : A travers les lunettes russes, la région de la Méditerranée contient les intérêts les plus vitaux de la Russie. la stratégie maritime de Moscou et les exportations énergétiques de Russie se jouent en Méditerranée. Aux yeux des géostratèges russes, la Syrie ne fait pas partie du Moyen Orient mais de la région méditerranéenne.

Le Moyen-Orient arabe occupe une place moins importante dans la diplomatie russe que la Méditerranée surtout la région orientale de cette mer. Au cours de la saison froide alors qu'une majorité de ports russes sont impraticable du fait du froid intense, les ports de la mer noire servent de principale voie de transit pour les exportations pétro gazières russes. Le transport maritime de la Russie ne pourra pas avoir lieu sans encombre. la présence de la flotte russe en Méditerranée offre ainsi une ombrelle protectrice aux activités de transport de la Russie dans cette région. la flotte russe dans l'est de cette mer fait autorité et assure la présence sans partage des russes sur les marchés pétrogaziers de la Turquie, de l'Italie et de la Grèce. Les Russes cherchent activement à asseoir leur assise sur le marché gazier grec israélien. A Chypre les investissements russe se chiffre déjà à des centaines de millions de dollars .

La Russie tient d'étroits liens avec les immigrés russes qui sont largement présents dans les pays de l'est méditerranéens : en Israël qui compte plus d'un millions citoyens d'origine russe ces liens ne sont pas à sous-estimer. les américains et leurs alliés pensent peut être ces jours ci à faire des concessions aux Russes, à réduire les pressions sur la Syrie. A raison car la Russie possède de larges influences dans certaines régions du monde, une influence qui peut être retournée contre les USA ; Bush en a

fait l'expérience il a rejeté la demande russe de ne pas reconnaître le Kosovo et la Russie a tôt fait de s'en venger au cours d'une guerre contre la Géorgie. La Syrie est plus qu'un simple allié . et dans toute entente , les USA ne doivent pas oublier cet aspect.... french.irib.ir 24.05

### 3-Iran

L'Inde ne souhaite nullement interrompre le cours des importations du brut iranien.

Au seuil de la visite à la Nouvelle Delhi du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, son adjoint Vandy Sherman a fait part de la prolongation du délai des importations indiennes du brut en provenance de l'Iran. En tant que l'un des principaux producteurs du brut, l'Iran joue un rôle déterminant dans la fourniture du pétrole aux plusieurs pays dont les économies émergentes asiatiques comme la Chine et l'Inde. Malgré leur dépendance vis-à-vis du pétrole iranien les clients dont les pays asiatiques sont sous pression de la part des Etats-Unis, pour arrêter leur achat du pétrole iranien. Par ailleurs les autorités indiennes ont à maintes reprises annoncé avoir besoin d'importer du brut iranien. Constatant l'inefficacité des sanctions et menaces contre les importateurs du brut iranien, Washington a eu recours au stratagème d'encouragement.

Tenant compte de la réalité du marché pétrolier et de la place incontournable d'Iran sur ce marché, le congrès américain a ajouté une clause dans les lois interdisant les importations du brut iranien, ce qui permet au gouvernement américain d'exempter certains clients du pétrole iranien. Sur ce fond les pays qui réduisent leurs importations du brut en provenance de l'Iran, jouiront d'une exemption de 180 jours. A la suite de cette décision prise par les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et le Japon ont réduit leurs importations pour pouvoir ainsi empêcher le gel du cours des importations de brut iranien. L'Inde a réduit l'achat du pétrole iranien de 18 millions de tonnes en 2011-2012 à 13 millions de tonnes pendant l'exercice 2012-2013. C'est la 3ème fois que l'Inde bénéficie d'exemption. En raison de la dépendance des clients vis-à-vis du pétrole iranien l'interruption des importations en provenance de l'Iran serait impossible, c'est pourquoi les Etats-Unis se servent d'une nouvelle ruse pour faire pression sur les partenaires commerciaux de l'Iran.

Ce que nous devons prendre en considération dans ce processus, c'est que les multiples capacités sans égales de l'Iran lui permettant de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations du pétrole, ont fait de ce pays une forteresse invincible. Bien que ces 3 dernières décennies qui se sont écoulées depuis la victoire de la Révolution islamique, l'économie iranienne ait vécu des sanctions, la guerre et la reconstruction, la résistance du peuple et les mesure sages prises pour surmonter les difficultés ont toujours garanti au peuple la voie sans obstacle vers le progrès. Les progrès et les innovations réalisées par les spécialistes iraniens dans différents domaines technologique, scientifique sont dû à la volonté ferme du peuple iranien pour couper la dépendance aux autres pays. Dans ce droit fil la réduction de la dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers est une priorité du pays pour que cette manne reste à la disposition des générations futures. french.irib.ir 25.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 mai 2013

### CAUSERIE

J'actualiserai les Articles de presse plus tard, plus le temps, actualité trop chargée. J'ai corrigé quelques fautes dans la causerie d'hier, vous m'excuserez, je n'ai plus le temps de tout vérifier.

### Le chiffre du jour. 2%.

- Apple a réussi à négocier un statut fiscal particulier avec les autorités irlandaises lui permettant de payer un impôt sur les sociétés représentant moins de 2% de ses bénéfices sur les dizaines de milliards d'euros de bénéfices qui ont transité par ses filiales irlandaises. Reuters 27.05

Apple, Google, Pfizer et d'autres multinationales américaines implantées en Irlande sont plébiscitées par les investisseurs à Wall street, on comprend pourquoi : les impôts qu'elles ne paient pas vont aller dans leurs poches !

### Parole d'internaute

1- *"Le Qatar pays des arriérés qui du jour au lendemain sont devenus riches. Comparons deux pays pétroliers : le Qatar et la Malaisie. Les princes ignorants du Qatar investissent sans compter dans le bling bling, quand la Malaisie investit dans l'éducation, la science, l'industrie... La Malaisie par exemple commence à concevoir ses propres voitures (de marque PROTON) et va certainement devenir un des leaders en hautes technologies (comme leurs voisins)... les Qataris claquent leurs pétrodollars et ils le montrent : imbéciles heureux !"*

Mais c'est ce dont rafoient les dictateurs ou les maîtres du monde.

2- *"Le Qatar c'est Israël mais en version arabe."*

Il n'existe tous les deux que par la grâce des Etats-Unis, ce sont des créatures immondes produites par le cartel des banquiers anglo-saxon sionistes de la Fed.

3- *"Beaucoup de journalistes frisent la débilité en affichant un QI souvent inférieur à celui de certains primates. Sinon comment convulser et oser exceller dans la bêtise du mensonge. A titre d'exemple un gaz classique comme celui appelé "Moutarde" utilisé en seconde guerre mondiale, s'il est utilisé pourrait tuer instantanément et mettre hors d'état des milliers de personnes en seulement quelques minutes. En conséquence, si Assad avait utilisé un gaz, il se serait instantanément débarrassé de la vermine d'Al Nosra avant même que l'auteur de cet article mette en ligne ce communiqué, apparemment faxé par la Centrale Terroriste de Propagande, sis à Londres. Mais contre vents et marée le peuple syrien viendra à bout de la vermine terroriste."*

4- *"Heureusement que ces 2 journalistes du Monde sont là! Ni la CIA, ni la DST, ni le MI6 ou ni la BNB ni le Mossad n'ont des preuves (crédibles j'entends) mais 2 apprentis journalistes ont filmés 3 barbus et ils appellent ça des preuves! A mourir de rire !"*

Ou mourir tout court sur le champ de bataille...

5- *" Deux journalistes qui en savent plus que tous les services spécialisés de renseignements qui enquêtent sur le sujet ! Tous revenus en forme ? Pas très efficace les " armes chimiques"!"*

Hélas, la vermine a la peau dure !

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Ils en tremblent déjà, ils ont dû prendre modèle sur l'Etat.](#)

- Le gouvernement promet de sévir contre le "racket au CICE" des grands groupes - L'Expansion.com

- «Certaines entreprises se livrent à du racket pur et simple» - Liberation.fr

Béni soit l'Etat proclament nos révolutionnaires de salon sans se poser d'autres questions...

[Un pour tous, tout pour l'Allemagne.](#)

- UE-Chine: Merkel s'engage à éviter une guerre commerciale - AFP

- Solaire: l'UE se divise sur des sanctions contre la Chine - AFP

Dix-huit pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, refusent d'imposer des sanctions à la Chine pour protéger l'industrie photovoltaïque, contraignant la Commission européenne à chercher une solution négociée avec Pékin...

C'est que l'enjeu est autrement plus important dans d'autres secteurs clés de l'économie.

- La Chine lance une procédure antidumping contre les chimistes européens - L'Expansion.com

[Dialogue social ayant conduit à l'accord du 11 janvier 2013. La boîte de Pandore offerte par les syndicats au patronat](#)

Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse. Après une vaste restructuration, PSA ouvre le chantier de la compétitivité - AFP

[Ces multinationales qui procèdent discrètement à des assassinats en masse.](#)

- Les médicaments causeraient au moins 18 000 morts par an - Liberation.fr

[Les envoyer au bagne ou au boulot, c'est la même chose !](#)

- Que faire des collégiens virés de leur école ? - LePoint.fr

[Les marques de fabrique d'une monarchie.](#)

- Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française - AFP

Ce compliment formulé par l'un des rois de Hollywood (Steven Spielberg -ndlr), temple du libéralisme et de la concurrence, avait déjà été lancé durant le festival par un autre nabab de la Mecque du cinéma, le producteur américain Harvey Weinstein.

La ministre française de la Culture, Aurélie Filippetti, n'a pu que savourer le compliment de Steven Spielberg.

Le Centre national du cinéma (CNC), un établissement public français, n'a pas manqué non plus de souligner à quel point la sélection, et les lauréats, du festival, étaient redevables au système de l'exception culturelle.

L'oeuvre ayant raflé la palme d'or, "*La vie d'Adèle - Chapitre 1&2*", d'Abdellatif Kechiche, "*a été soutenue par le CNC au titre des aides automatiques et sélectives en partenariat avec le fonds Eurimages et la région Nord Pas-de-Calais*", relève le CNC. AFP 27.05

Nos compliments iront à ceux dans nos rangs qui ont voulu se faire plus royalistes que le roi...

[Vont-ils l'interpeller et le mettre en garde à vue avant de comparaître devant un juge ?](#)

- Guaino confirme qu'il ne se rendra pas à sa convocation - Le Nouvel Observateur -

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[La voix de la contre-révolution.](#)

M'PEP, les Clubs « Penser la France » et le PRCF. titre : Distinguer les vrais et les faux amis de l'"esprit de 45" - 27 mai 2013

Après avoir dénoncé la récupération politique du PS et du FN des acquis sociaux concédés par le capital dans le cadre de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat à la fin de la Seconde Guerre mondiale en échange de sa liquidation et son désarmement par les membres du Conseil national de la Résistance (CNR), PCF et CGT en tête, au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois et du redémarrage de la machine capitaliste, le programme du CNR coïncidant avec les éléments du programme du Front populaire qui n'avaient pas été appliqués avant guerre suite à la capitulation de la SFIO et du PC, ne remettra pas davantage en cause la domination de classe de la bourgeoisie, témoignant de leur abandon du socialisme et de leur soumission total au capital et à son représentant, le général Charles de Gaulle. Au passage, quand on nous dit que les rapports entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière que nous connaissons aujourd'hui seraient l'oeuvre de transformations relativement récentes, datant tout au plus du début des années 80, on a la preuve ici qu'ils remontent 68 ans en arrière en réalité, donc les différents courants trotskistes qui nous ont raconté cette fable pour justifier leur politique devront trouver d'autres arguments pour nous expliquer pourquoi ils ont toujours été à la traîne des révisionnistes et des stalinien.

Le stalinisme n'est pas mort, la preuve.

Sans rire, "*l'heure est à la contre-offensive du monde du travail*" sous le drapeau du CNR dont le programme "*unissait les communistes, les gaullistes et des républicains de toutes sensibilités, de droite et de gauche, des royalistes, des syndicalistes*", tout ce beau monde luttant ensemble comme un seul homme car possédant les mêmes intérêts de classe "*pour reconquérir l'indépendance nationale, rétablir la République et reconstruire la France*", ainsi soit-il aurait dit Koba, le "*Petit père des peuples*", ils auraient été fiers de ses disciples.

Nous disons aux membres de la classe moyenne, aux millions de capitalistes des petites et moyennes entreprises qui sont en bute à la dictature de l'oligarchie financière, qui en sont les otages, auxquels elle n'offre pas d'autre alternative que de leur emboîter le pas et se transformer en tyran pour assurer leur survie, ce que nombre de prétendants à devenir patrons n'avaient pas envisagé, nous comprenons les contradictions et les difficultés innombrables auxquelles ils doivent faire face, la plupart d'entre eux sont voués à disparaître ou à rejoindre les rangs du prolétariat ou à partager leur mode de vie avec toutes ses conséquences désagréables

ou dramatiques, nous les appelons à rejoindre le combat de la classe ouvrière dans la perspective d'une République sociale, qui une fois qu'elle se sera débarrassée des prédateurs de la finance et du CAC 40 leur apportera tout son soutien pour qu'ils puissent continuer leurs activités dès lors qu'elles correspondent aux besoins de la population et qu'ils sont en mesure de les satisfaire, dans le respect de la législation sociale établie par la nouvelle République, le socialisme ne consistant pas à égorger les petits patrons mais à s'attaquer à l'origine des inégalités entre les classes qu'incarne les propriétaires des moyens de production qui concentrent les richesses entre leurs mains et exploitent toutes les autres classes y compris les couches les plus vulnérables du capitalisme.

Nous leur disons qu'ils n'ont pas d'avenir sous un régime néo libéral placé sous la tutelle de l'impérialisme américain, ils seront broyés ou leur indépendance compromise, seul le socialisme est en mesure d'assurer la pérennité de leurs entreprises ou de leurs droits sous la forme d'un contrat social garanti par l'Etat.

L'article du M'PEP est un chef d'oeuvre à mettre au compte de la littérature stalinienne, contre-révolutionnaire, je vous invite à le lire sur leur portail, à chaque paragraphe ils s'attaquent aux ennemis déclarés ou officielles de la classe ouvrière pour mieux couvrir les crimes de ses partis traditionnels, dont le PCF et les dirigeants de la CGT, comment ils procèdent, c'est très simple, par la méthode du non-dit, ils escamotent totalement leur responsabilité, leur politique social-patriote, nationaliste, de collaboration de classes avant, pendant et après 1945, que l'on retrouve justement dans le CNR et qu'ils revendiquent, c'est donc très maladroite, mais logique quand on connaît les staliniens et on sait de quoi ils sont capables, ils assument leur politique, ce qui est le plus désarmant ou déroutant pour un jeune militant, c'est pourtant la réalité, lisez attentivement leur article pour le vérifier, c'est une manière de donner l'apparence de l'honnêteté intellectuelle, de mettre en confiance le lecteur ou son auditoire, alors qu'ils l'embarquent sur une voie opposée à ses intérêts de classe. Pour ne pas se faire manipuler, il faut apprendre à décrypter ces articles, c'est un conseil d'ami.

A l'imposteur, au fossoyeur du socialisme : fermez-là !

- Hollande critique l'emploi du vocabulaire de la Résistance par les anti-mariage gay - LeMonde.fr

La réaction a même employé celui des révolutionnaires de 1792 et de mai 68, on comprend pourquoi il n'y a pas fait référence...

Avec vous au pouvoir, le futur ne peut que "*terrifier*".

- "*Bien sûr qu'il y a des doutes, que le présent peut être difficile, que le passé peut parfois terrifier*", a-t-il souligné. "*Mais nous devons toujours avoir ce sentiment que demain peut être meilleur qu'aujourd'hui*". Reuters 27.05

Qui y croit encore ? Personne. Mais il a raison de s'exprimer ainsi, il faut l'encourager persévérer dans le même registre, car il se coupe un peu plus des travailleurs qui n'en croient pas un mot. Le M'PEP nous promet des "*jours heureux*" sous les auspices du régime capitaliste, c'est merveilleux, rien de tel pour en détourner les militants.

[Cela urge ! Barroso avait "\*mal communiqué\*".](#)

- Course contre la montre pour la supervision bancaire unique - Reuters

Tout cadenciser ou finaliser le plus vite possible dans l'UE pour éviter toute explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe...

... pendant que..

- Malgré les discours, l'austérité reste de mise dans l'UE - Reuters

- Malgré la confiance affichée par Paris dans sa fronde contre l'austérité et les propos récents de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne sur les "limites" de ces politiques, les pays de la zone euro ne sont pas sur le point de changer drastiquement de stratégie pour adopter des mesures de relance.

Qu'est-ce que cela signifie ? Double langage, contradiction, hésitation ? Pas vraiment, ce qu'ils veulent dire, c'est que la stratégie qui consiste à réduire le coût du travail et liquider les droits sociaux des travailleurs, leur imposer une formidable régression sociale, faire exploser le chômage, bref s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière durant la période couvrant les trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe est l'objectif qu'ils se sont fixés afin selon les cas d'augmenter la part des profits qui iront dans la poche des capitalistes ou de tenter d'enrayer la baisse du taux de profit dans des secteurs économiques fortement concurrentiels sur le marché mondial, ce qui devrait se traduire uniquement par l'augmentation de leur marge de négociation qui leur permettront toutefois d'augmenter leurs profits en volume, le tout se traduisant par une baisse générale du niveau de vie des masses au profit des nantis qui s'enrichiront davantage encore, les inégalités entre les classes auxquelles ce processus devrait aboutir étant calqué sur le modèle américain.

C'est seulement une fois qu'ils seront parvenus à un résultat satisfaisant sur le plan social que le chômage refluera, quand ils seront parvenus à imposer aux travailleurs des conditions de travail et de rémunération moins avantageuses avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers, ce jour-là ils pourront clamer les bienfaits de l'austérité qui a permis à la croissance de redémarrer.

Cela a une autre signification ou soutient une autre modification importante, jusqu'à présent ce qu'il appelle la croissance reposait à hauteur d'environ 70% sur la consommation dans le pays, mais en appauvrissant les masses, surtout qu'il faut prévoir que le chômage de masse ne sera pas près de disparaître, cet objectif est intenable ou sera impossible à réaliser puisque les conditions auront disparu pour l'atteindre, ce qui signifie qu'un autre facteur, extérieur au pays va prendre le relais, les classes moyennes situées dans les pays émergents qui se comptent par centaines de millions et qui elles-mêmes sont soumises à des conditions d'exploitation effroyables, mais dont le développement et le niveau de vie en progression constitue les bases d'une croissance économique à bon marché puisque dans ces pays le prolétariat est également surexploité, qui plus est sans droit, la lutte des classes y est aussi peu développée que la conscience tout court de la population, une aubaine quoi, une alternative alléchante au marché européen comportant trop de contraintes et de réglementation, trop politique, sûre, relativement stable, de quoi rassurer les investisseurs...

En Inde, la croissance signifie asservissement des masses laborieuses au capitalisme, c'est le droit d'entrée qu'il faut accepter de payer pour avoir accès au marché, améliorer son niveau de vie, devenir un consommateur de biens d'équipement, accéder au crédit, ce qui nécessite d'en finir avec un mode de vie insouciant qui consistait à se satisfaire de peu sans avoir besoin de trop travailler, tout en restant en dehors du marché, en endurant bien des souffrances mais en disposant d'une certaine liberté et joie de vivre qui a depuis disparu au profit de nouvelles difficultés et souffrance dues à l'engrenage sans fin dans lequel les masses sont tombées ou plutôt qui leur a été imposé en leur faisant miroiter monts et merveilles, les mêmes mirages ou illusions qui habitent les masses en occidents et dont elles sont devenues les esclaves.

J'ai connu les deux époques que je décris ici, j'étais en Inde lorsque cette transition s'est effectuée. Au niveau des transformations intervenues dans les rapports sociaux, on pourrait dire brièvement qu'on est passé de rapports féodaux qui laissaient une certaine liberté aux serfs qui étaient relativement solidaires entre eux, à des rapports capitalistes où cette liberté a totalement disparu puisqu'ils travaillent six jours sur sept tout au long de l'année sans aucun droit, et à leur atomisation accompagnée d'un individualisme féroce qui s'est développé, au point que les membres d'une même famille que j'ai connus plus jeunes liés comme les cinq doigts de la main sont devenus totalement étrangers à leur sort ou témoignent entre eux une indifférence.

Cet article se poursuivait ainsi :

- Pierre Moscovici, ministre français de l'Economie et des Finances, s'est félicité fin avril du terrain gagné par "*le climat anti-austérité*" auprès de la communauté internationale.

Peu de temps auparavant, José Manuel Barroso, partisan de longue date de la rigueur budgétaire, avait estimé de manière inattendue que les politiques d'austérité avaient atteint leurs limites, même s'il avait souligné que ces mesures étaient "*fondamentalement justes*".

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", avait-t-il dit.

Un responsable européen, en lien régulier avec des dirigeants nationaux, a expliqué à Reuters que le président de la Commission européenne avait "*mal communiqué*" et qu'il n'était pas possible de renoncer à l'austérité.

"*Il est trompeur d'annoncer la fin de l'austérité et un retour à une relance par les déficits budgétaires*", a dit le responsable. "*On peut reporter de manière marginale les mesures d'ajustement budgétaire d'un an ou deux, mais ce n'est pas une vraie réponse.*"

"*Il ne s'agit pas d'abandonner les politiques d'austérité*", note Carsten Brzeski, économiste chez ING. "*Il s'agit simplement d'adapter le rythme des ajustements et de se concentrer sur les réformes structurelles pour éviter de subir un cercle vicieux de l'austérité.*" Reuters 27.05

Ils tiennent leur proie et ne sont pas près de la lâcher, CQFC !

Une fois réduit à l'état de pauvreté et la précarité étant généralisée, sans droits sociaux devenus une marchandise comme une autre accessibles uniquement à ceux qui en ont les moyens financiers, cet état étant devenu la norme, évoquer l'austérité n'est plus à propos puisqu'elle est ancrée dans la société ou dans le mode de vie des masses.

[Crime prémédité par étouffement financier.](#)

- L'IGF tire la sonnette d'alarme au sujet de la santé financière des hôpitaux -20minutes.fr -

L'Inspection générale des Finances veut limiter les capacités d'emprunt bancaire des hôpitaux, dont la dette a triplé en moins de dix ans sous le poids des investissements, affirment Les Echos à paraître mardi.

Mandatée par le gouvernement, l'Inspection générale des finances souligne dans un rapport consulté par le quotidien que *"l'encours des prêts de moyen et long terme est passé de 9 milliards d'euros en 2003 à plus de 24 milliards en 2011 sous le poids des plans d'investissement"*.

Face à cette situation, l'IGF préconise de *"limiter fortement"* le recours des établissements de santé aux emprunts bancaires de court terme, affirment Les Echos.

L'importance de cette dette *"a rendu d'autant plus problématiques les conséquences de la crise bancaire et financière de l'automne 2008 pour le secteur hospitalier"*, observe l'IGF.

Le journal cite ainsi le cas du CHU de Caen, contraint *"de retarder des paiements courants, faute de trésorerie"*.

Dans ses colonnes, le patron de la Fédération hospitalière de France, furieux contre la préconisation de l'IGF, juge que *"l'hôpital risque l'embolie avec la multiplication des normes"*. AFP 27.05

En faillite : Privatisons-les !

Une seule solution : l'annulation de leurs dettes, pas un centime de plus pour les marchés financiers qui asphyxient les hôpitaux, sortie de l'UE et de l'euro, une République sociale qui concentre tout le pouvoir, la création monétaire, la banque et le crédit...

[Ils en sont les porte-parole. Un aveu.](#)

- François Hollande appelle à lutter contre *"la haine"* et *"l'intolérance"* - LePoint.fr

- Au Crif, Roger Cukierman repart tambour battant contre l'antisémitisme - AFP

- Combattre le terrorisme sans violer les droits, demande l'Onu - Reuters

Haine de la classe ouvrière, intolérance envers ses droits, les sionistes champions de l'antisémitisme, le terrorisme d'Etat qui viole les droits des peuples malien et syrien...

- Chercher à combattre le terrorisme en limitant les droits individuels et en maltraitant les suspects risque d'avoir des effets pervers et d'aggraver encore le problème, a déclaré lundi le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, la Sud-Africaine Navi Pillay.

*"De telles pratiques vont à l'encontre du but recherché. Les mesures qui violent les droits de l'homme ne détruisent pas le terrorisme, elles le nourrissent"*, a-t-elle souligné. (Elle ne pensait sans doute pas si bien dire, mais elle est encore en dessous de la réalité, puisque le terrorisme est la créature de la CIA et du Pentagone. - ndlr)

*"Le maintien en prison de nombre d'entre eux (à Guantanamo - ndlr) relève de la détention arbitraire, en violation du droit international, et une telle injustice est devenue un outil de recrutement idéal des futurs terroristes"*, a estimé la diplomate sud-africaine. Reuters 27.05

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les Américains et leurs alliés occidentaux ont fondé l'ONU qui fonctionne comme une dictature : les Etats membres sont appelés à adopter la politique internationale qu'ils ont concoctée pour eux, de leur côté ils ont les mains libres pour agir comme bon leur semble, sauf quand la Chine et la Russie s'emmêlent, et encore quand cela empiète sur leurs intérêts, sinon ils laissent faire. L'ONU est bien une machine de guerre contre tous les peuples, y participer, s'y soumettre, la légitimer comme le fait Mélenchon, c'est se faire le complice de l'impérialisme américain.

[Mise en scène et témoignages fabriqués. Le Monde spécialiste en documents et vidéos falsifiés à la rescousse.](#)

- Syrie: Le Monde témoin d'attaques chimiques contre les rebelles près de Damas - AFP

- Deux reporters du «*Monde*» témoignent de l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne - 20minutes.fr

Un internaute ajoutait que cette info fabriquée de toutes pièces allait être reprise pas une vingtaine de réactions... Normal, elles sont toutes réactionnaires ! Et puis, qui va les contredire, quel parti, quel syndicat, aucun ils sont tous vendus, seul le POI a pris position au côté du peuple syrien, va-t-il condamner l'armement des djihadistes par le gouvernement français et l'Union européenne, on le saura en lisant Informations ouvrières demain.

Sur quoi repose ces "témoignages" : "*les soldats rebelles toussaient, avaient les yeux qui brûlent, les pupilles rétractées. Cette exposition provoque vomissements et perte de connaissance.*", normal quand on est exposé aux vapeurs produites par les explosions d'obus et autres projectiles, sans parler de la poussière ambiante causée par les destruction quand on vit en permanence dans des quartiers réduits à l'état de gravats.

S'ajoute à cela la fatigue, des conditions de vie qui mettent à rude épreuve les organismes les plus solides, surtout au bout de deux ans de guerre, la mauvaise alimentation, le manque de sommeil, d'hygiène, de soin, tout est fait pour vous anéantir quand vous êtes harcelé de tous côtés, car l'immense majorité des syriens sont au côté du régime.

Et puis, apparemment, il ne s'agit que de malaises ou de maux bénins et passagers qui ne touchent que quelques malheureux mercenaires sanguinaires sur le sort desquels s'apitoient ces "*journalistes*". Cette manipulation est grossière, ils n'ont pas osé mettre en scène la population syrienne qui passeraient au travers des gaz, ce n'est pas là la seule contradiction de ces "*témoignages*", le gaz répandu dans l'air choisirait ses victimes, un peu comme le nuage de Tchernobyl qui s'était arrêté au frontière de la France en 1986, on a souvenir d'un village kurde gazé par Saddam Hussein, 5.000 morts officiellement et pas âme qui y ait survécu, au minimum l'emploi de gaz devrait se solder par des centaines ou des milliers de victimes, or ce n'est pas le cas en Syrie.

Il leur faut un prétexte pour bombarder la Syrie et chasser Assad du pouvoir, ils n'ont pas désarmé, la seule chose qui pourrait les arrêter ce serait qu'Israël s'emmêle et que la confrontation dégénère avec le Hezbollah, les Palestiniens et l'Iran, ce qui enflammerait toute la région au point que le conflit pourrait devenir incontrôlable et menacer l'existence de l'Etat sioniste, tout en déstabilisant un peu plus des régimes déjà fragiles en Tunisie ou Egypte par exemple, mais aussi à Barhein ou en Arabie Saoudite, en Jordanie, au Yemen, bref du Maghreb à la Corne de l'Afrique.

Ces "*journalistes*" sont des spécialistes en armement en tous genres, ils sont diplômés d'universités ou ils ont fait des études de chimie tellement poussées dans le domaine des gaz toxiques qu'au premier coup d'oeil ils sont capables de déterminer la nature de ceux qui auraient été employés par le régime syrien, qu'on se le dise.

- «*La gravité des cas, leur multiplication, la tactique d'emploi [...] montrent qu'il ne s'agit pas de simples gaz lacrymogènes utilisés sur les fronts, mais de produits d'une autre classe, bien plus toxiques*», affirment les journalistes. 20minutes.fr 27.05

Ces faux témoignages sont d'autant plus grotesques que chacun à en mémoire le précédent irakien, et que sans être un spécialiste en géopolitique n'importe quel individu normalement constitué comprendra spontanément que les puissances occidentales n'attendent qu'un faux pas d'Assad pour le liquider, et le président syrien est suffisamment intelligent pour savoir que l'emploi de tels gaz lui serait fatal.

Ce que ces pourritures n'ont pas l'air de comprendre, c'est que plus personne ou presque ne le les croit, et plus une information est ouvertement orientée dans une direction qui correspond aux intérêts du gouvernement ou à sa politique et reprises en chœur par la quasi-totalité des médias, plus la population s'en méfie et tend à la rejeter d'emblée sans même en vérifier la véracité tellement ils l'ont abreuvée de promesses et de mensonges.

[Le droit à la paresse, les syndicats suisses sont contre.](#)

- Un référendum en suisse pour le revenu minimum à vie - libération.fr

Voilà une «des initiatives les plus décoiffantes jamais présentées» au vote des Suisses, comme l'a écrit le journal le Matin Dimanche. «Voulez-vous recevoir une rente de 2 500 francs suisses [2 100 euros, ndlr] par mois sans condition et jusqu'à la fin de votre vie ?» Telle est la question qui va être posée aux Helvètes, en vertu d'un projet de votation qui a réuni les 100 000 signatures requises.

Inspiré des thèses de l'utopiste français Charles Fourier, ce revenu de base inconditionnel (RBI) «*supprime les contrôles avilissants*» auxquels doivent se soumettre les bénéficiaires d'allocations sociales, selon le comité B.I.E.N. - Suisse, à l'origine de l'initiative. Le plus curieux est que le vote - prévu d'ici deux ans - risque d'être négatif, les syndicats et le monde des affaires, dénonçant cette «*prime à la paresse*» qui ruinerait l'Etat et ferait exploser les impôts... libération.fr 27.05

Les syndicats sont devenus réactionnaires, le mouvement ouvrier est bourgeois et réactionnaire, le prolétariat aussi, apparemment



les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'ils redeviennent révolutionnaires, dans certains pays cela tient aux conditions objectives qui ne sont pas mûres, en France ou en Allemagne par exemple, alors qu'elles le sont en grande partie en Grèce et au Portugal, tandis que les conditions subjective font partout défaut, il n'existe plus aucun parti combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale, quand on dit qu'ils ont abdiqué ce n'est pas de gaité de coeur, cela nous rend malade en vérité pour ne pas dire qu'on en est épouvanté tellement c'est dramatique.

Tenez, la preuve que les conditions objectives ne sont pas mûres en France, elles le sont ou sont même entrées en putréfaction pour certaines couches défavorisées du prolétariat : - L'assurance-vie va bien. Ce produit d'épargne bien aimé des Français a généré une collecte nette positive (versements supérieurs aux retraits) pour le cinquième mois de rang en avril à 1,9 milliard d'euros, selon les chiffres publiés lundi par l'Association française de l'assurance (Afa). Sur les quatre premiers mois de l'année, la collecte nette s'est établie à 9 milliards d'euros, a souligné l'Afa, qui regroupe les deux principales fédérations d'assureurs. C'est toutefois moins que le Livret A et le LDD qui ont enregistré une collecte nette de 20,66 milliards d'euros sur la période. L'Expansion.com 27.05

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Italie

Seul près de 68% des votants ont fait le déplacement en Italie pour les municipales dans plus de 500 villes du pays. Le taux de participation est encore plus catastrophique à Rome où à peine un électeur sur deux s'est prononcé. euronews.fr 27.05

#### 2- Egypte

Obtenir la destitution du Président Morsi, tel est l'objectif du "Mouvement Rebelle", en Égypte. Le mouvement d'opposition créé il y a un mois par de jeunes activistes estime que le chef de l'État, issu des Frères musulmans, ne répond pas aux exigences de la révolution.

La principale arme de ces insurgés d'un nouveau genre, une pétition. Ils entendent recueillir 15 millions de signatures pour obtenir le départ de Mohammed Morsi.

*"En Égypte, les gens de la rue sont maintenant très déçus. Le président n'a apporté aucun des changements promis durant la révolution. Il y a même une nouvelle phase de violence. Notre défi est important. Il s'agit de ramener la révolution dans chaque rue, chaque quartier, chaque village, de manière aussi pacifique qu'à ses débuts",* explique le porte-parole du mouvement, Mahmoud Bader.

Le mouvement aurait déjà recueilli plus de deux millions de signatures en moins de deux semaines. euronews.fr 27.05

#### 3- Syrie

3.1- Les 27 pays membres de l'Union européenne sont finalement parvenus à s'entendre, lundi soir à Bruxelles. Au terme d'une journée de négociations, les ministres des affaires étrangères européens ont décidé de lever l'embargo sur les armes pour les rebelles syriens. Les ministres ont par ailleurs maintenu le reste de l'ensemble des sanctions prises depuis deux ans contre le régime de Bachar al-Assad.

Dans les faits cependant, cette décision ne devrait rien changer pour les rebelles qui font face à l'offensive de l'armée syrienne, en particulier autour de la ville stratégique de Qousseir. Car les 27 "se sont engagés à s'abstenir d'exporter des armes à ce stade et, en tout état de cause, à appliquer un certain nombre de critères stricts à d'éventuelles exportations futures", a expliqué le ministre luxembourgeois, Jean Asselborn.

Le ministre britannique, William Hague, principal défenseur du texte, a ainsi précisé à l'issue de la réunion que la Grande-Bretagne n'envisageait pas dans l'immédiat de livrer des armes aux rebelles. *"Bien que nous n'ayons pas de plan immédiat pour envoyer des armes en Syrie, la levée de l'embargo nous donne la flexibilité de le faire à l'avenir si la situation continue à se détériorer",* a déclaré M. Hague.

Aucune arme ne devrait ainsi être livrée d'ici au 1er août, date avant laquelle les ministres ont prévu de "réexaminer" leur position. Ce délai devrait leur permettre de dresser un premier bilan de la conférence internationale "Genève-2" prévue en juin à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie.

Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'UE, a insisté sur le fait que la fourniture d'armes était "*destinée à la protection des civils*". Elle sera en outre "*soumise à un certain nombre de conditions*", notamment en terme de contrôles sur leurs destinataires, afin qu'elles ne puissent tomber entre les mains de groupes radicaux. Le Monde.fr 27.05

3.2- Le sénateur McCain est en colère contre les succès flagrants de l'armée syrienne à Qusseir et il ne va pas par quatre chemins pour la manifester : "*en cas d'échec de Genève II, les Etats Unis interviendront pour détruire l'aviation syrienne*"!! Membre de la commission des forces armées au sénat us, McCain qui s'exprimait en marge du forum économique de la mer morte à Amman (!! ) a menacé l'Etat syrien d'une action militaire si la conférence dite Genève II n'aboutissait pas aux résultats concrets.

*"En cas d'échec, nous allons accroître notre aide aux rebelles syriens et la chute d'Assad sera alors inévitable.. l'aviation syrienne a un rôle décisif et les missiles de croisière pourront très bien être utilisés pour détruire l'Armée de l'Air syrienne. C'est ainsi que l'aviation d'Assad sera anéantie". " Il y a deux ans on croyait que son régime allait s'écrouler rapidement mais cette chute rapide n'a pas eu lieu ".* McCain s'est ensuite livré à l'analyse du raid israélien du 5 mai contre la banlieue de Damas : "*les raids israéliens ont bien prouvé que l'option militaire est parfaitement applicable contre la Syrie . Je trouve honteux que l'administration américaine n'ait pas élargi son aide à l'adresse de l'opposition syrienne, ne l'ai pas encore dotée d'armes lourdes. C'est en raison de cette scandaleuse position US qu'Assad a remporté la guerre jusqu'ici*". McCain a prescrit une intervention militaire contre la Syrie à l'exemple de ce que "*nous avons fait en Bosnie et au Kosovo*"!!!! french.irib.ir 27.05

#### 4- Turquie

*« Tu ne peux pas comprendre la situation de la ville de Reyhanli ni celle de ses habitants. Tu entraînes les terroristes et tu les envoies en Syrie. Tu es le chef des terroristes en Syrie »* c'est en ces termes que le chef du parti républicain du peuple, Kamal Kilichdaroglu s'est adressé au Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. *« Erdogan, je sais que tu vas dire que tu vas porter plainte contre moi, devant le tribunal. Mais, moi, je n'abandonne pas mon chemin quoi qu'il m'advienne »,* a-t-il souligné.

Le parti républicain du peuple estime que la politique du gouvernement d'Ankara envers la Syrie est la principale cause du massacre du peuple de ce pays ainsi que l'insécurité dans les villes frontalières turques. french.irib.ir 27.05

---

## SOCIAL

### Inde

Des dizaines de fonctionnaires ont manifesté ce lundi dans la ville de Srinagar, dans le Cachemire indien. Ils protestaient pour réclamer des hausses de rémunérations ainsi que la titularisation de plusieurs agents contractuels.

La police a fait usage de canons à eau pour disperser les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. euronews.fr 27.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 mai 2013

## CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la causerie que j'avais en préparation et puis on a encore des coupures de courant, depuis ce matin 9h, il est 15h40, il fait entre 35 et 40°C, je crève et pas le courage d'en faire plus. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaine de nouveaux articles.

La gauche, l'Opposition de gauche, c'est ici.

[Hollande et Cameron cherchent à torpiller la conférence internationale sur la Syrie prévue en juin.](#)

- La Russie a regretté mardi la fin de l'embargo de l'Union européenne sur les armes à destination de la Syrie et estime qu'elle met en péril la conférence internationale en préparation. Reuters 28.05

Ce que craignent les gouvernements français et britannique, c'est que l'accord passé entre les Américains et les Russes débouche sur une solution politique où ils seraient les principaux perdants, aussi bien sur le plan économique que politique.

Apparemment c'est la saison des pigeons ou des cocus, lire plus loin.

### [Le chiffre du jour. 7.](#)

Selon une étude de l'Institut français de gouvernement des entreprises publiée aujourd'hui, le montant des dividendes versés par les entreprises françaises a été multiplié par sept entre 2002 et 2010. Atlantico.fr 28.05

### [Un couronnement royal s'il vous plaît.](#)

A propos du mariage homosexuel et de la Palme d'or du Festival de Cannes décernée à un film mettant en scène des lesbiennes.

Hier j'ai loupé le coche comme on dit, suite à l'article de l'AFP "*Quand les rois de Hollywood font l'apologie de l'exception culturelle française*", cette opération lancée par des monarchies, la reine des Pays-Bas en tête, monarchie pas tout à fait comme les autres puisqu'elle fut choisie pour accueillir en mai 1954 à l'hôtel de Bilderberg à Oosterbeek la première réunion du groupe portant depuis le même nom, le prince Bernard de Hollande étant davantage associé que concurrent à Rockefeller au Moyen-Orient dont ils pillèrent ensemble le pétrole (Shell et Exxon Mobil), a été couronnée par des "rois", ceux de Hollywood, Hollywood qui se trouvent être également une machine de propagande au service de la CIA, (lire à ce sujet les articles qui figurent en ligne dans le site), ainsi le protocole a été respecté du début à la fin, et ne cherchez pas où sont passés les cocus de cette histoire, la postérité retiendra qu'ils n'avaient pas été invités au festin, royal cela s'entend, et qu'ils furent simplement remerciés pour avoir parfaitement joué le rôle de figurants qui leur avait été destiné.

Un petit complément pour confirmer ce qui a été dit sur les Pays-Bas.

- Les Pays-Bas sont les premiers à avoir, en 2001, ouvert le mariage aux couples de même sexe. Le 1er avril 2001, à minuit, quatre couples deviennent les premiers mariés homosexuels. Slate.fr 29.05

Un courant politique qui fournit ses sources, qui étaye ses arguments, qui analyse la situation ou développe une théorie à partir des faits, qui étudie chaque hypothèse, qui tire un enseignement de chaque expérience, un vrai bonheur, non? Je plaisante, je ruisselle de sueur mais je suis de bonne humeur, parfois il faut se faire violence pour l'être.

Soit dit en passant, je préférerais la compagnie de la transsexuelle Amanda Lear, bien qu'un peu défraîchie, plutôt que Christine Boutin, histoire de me réconcilier avec mes petits camarades qui ont franchement manqué de perspicacité sur ce coup-là. J'ai une petite histoire indienne à propos de transsexuelle, mais ce sera pour une autre fois.

### [Nous ne reconnaissons qu'une seule résistance, celle à la barbarie capitaliste pour le socialisme.](#)

Nous rejetons la résistance de 1945 sur fond de collaboration de classes, de capitulation et de trahison devant le capital qui a oeuvré à maintenir l'ordre établi avant la guerre. L'avènement de la Ve République en 1958 devait parachever logiquement ce processus destiné à maintenir au pouvoir la classe des exploités et à redonner le pouvoir à son représentant le général Charles de Gaulle. C'est ainsi que pendant les 11 années suivantes la France sera gouvernée par un militaire.

La Constitution qui avait été rédigée pour permettre au Bonaparte ou au monarque de service d'exercer son pouvoir (exorbitant) est toujours en vigueur plus d'un demi-siècle plus tard, tandis que l'ensemble des institutions lui sont soumises. En cela, il ne représentait pas seulement le sommet de l'Etat, il incarnait la continuité de l'Etat bourgeois qui caractérisait la domination de classe des exploités sur les exploités, ainsi il était le représentant de la classe qui détenait le pouvoir et pour laquelle il gouvernait.

Voilà quelle est la véritable et unique fonction de Hollande.

C'est en ayant ce constat à l'esprit qu'on devait ou devrait analyser les discours et les positions des différents partis qui se réclament du mouvement ouvrier. La réalité est cruelle pour ceux qui s'en sont écartés ou ont préféré fermer les yeux pour appeler à voter Hollande ou soutenir les candidats du PS en juin 2012. Quand la théorie qui inclut ou part des faits ne sert plus qu'à justifier ses propres analyses ou positions au lieu de servir un objectif politique pratique conforme aux intérêts des travailleurs, on en vient à soutenir les institutions et le régime en place qu'incarnent certains candidats ou partis.

De compromission en reniement, on finit par s'enfoncer dans l'erreur, à la théoriser, à tenter de la justifier par des méthodes détestables qui finissent par nous rendre aveugles et incapables de supporter la confrontation des idées, toute discussion devient impossible.

Avez-vous observé ce qui vient de se passer lors des élections municipales partielles en Italie ? L'abstention a atteint environ 44%, plus de 50% dans certaines grandes villes, en recul de plus de 20% par rapport aux dernières élections municipales. Cela signifie que la majorité des masses ont rejeté tous les partis qui se présentaient dans le cadre des institutions et de

la Constitution existantes.

En France, absolument tous les partis sont déjà en piste pour les élections municipales de 2014, autrement dit, aucun ne tirera les leçons des élections législatives de juin 2012 en France qui avaient enregistré un taux d'abstention record, autant dire qu'ils se foutront éperdument des résultats des élections municipales italiennes, quand bien même les travailleurs se détournent des institutions, eux ils y demeurent fermement enchaînés, tel est un enseignement que l'on peut tirer.

Pour revenir à ces élections municipales italiennes, j'ai noté que le M5S de l'ex-humoriste Beppe Grillo avait enregistré une cinglante défaite, son score a été divisé par deux par rapports aux dernières législatives, cela proviendrait selon L'Express qui se fait l'écho des premières réactions sur place en Italie: Pour beaucoup, l'effondrement du M5S vient de son refus d'une alliance avec le PD pour former un gouvernement après les législatives. "Nous avons raté le train", a regretté Rosolino, un militant. Pour Stefano Folli du Sole 24 Ore, "un message confus, l'incapacité à mettre sa force au service d'une vraie dynamique réformatrice et les modestes". [leexpress.fr](http://leexpress.fr) 28.05

Cela signifie que ce mouvement n'était qu'un feu de paille comme nous l'avions analysé, mais surtout que ses voix se sont reportées sur le Parti Démocrate qui a enregistré un très bon score, ce sont donc les couches de travailleurs privilégiés, les couches moyennes, les fonctionnaires, toutes celles qui ont plus à perdre que les autres qui elles se sont réfugiés dans l'abstention, qui ont été votées, qui ont manifesté leur soutien à des candidats d'un parti bourgeois semblable au PS en espérant qu'ils contribueront à maintenir leurs avantages ou à régler les problèmes qu'ils rencontrent dans leur commune, témoignant de leurs illusions dans ce parti et de leur subordination aux institutions. Et c'était bien là la signification de la participation à ces élections comme candidats ou électeurs.

Mais un véritable parti ouvrier, devrait-il définir sa politique et s'appuyer sur les couches manifestant le plus d'illusions dans les partis qui représentent le capital même drappés des oripeaux du socialisme et témoignant leur subordination aux institutions, ou au contraire devrait-il s'adresser et prendre appui sur les millions et millions de travailleurs qui les rejettent et sont prêts à rompre avec le capital et ses institutions politiques ?

Tous les partis (et les syndicats) ont opté pour la première réponse et se sont détournés des couches dites populaires, tandis que certains osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui récolte de plus en plus de voix de ces couches populaires, autrement dit, ils participent bien à faire le lit de l'extrême droite et leur mise en scène ou gesticulations grotesques ne servent qu'à le camoufler.

N'étant pas obnubilé par le jeu institutionnel, nous attendront de voir comment va se développer la situation en France lors des prochains mois avant de prendre position sur les élections municipales, contrairement à tous les partis qui apparemment n'en tiendront pas compte, comme quoi leur politique est dictée par autre chose que les faits, par des intérêts d'appareil, ils en font encore ici la démonstration.

Et oui, je suis désolé pour les militants de ces partis, je ne fais que dresser un constat que chacun peut vérifier.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Charrettes.

- Goodyear: pas de repreneur pour Amiens-Nord, les syndicats vont en justice - AFP
- 240 emplois supprimés chez Spanghero - Reuters
- Près de 200 emplois menacés par la vente de l'usine Sony en Alsace - AFP

### Il paraîtrait que c'est un chiffre magique

- 7 : par combien ont été multipliés les dividendes des entreprises françaises entre 2002 et 2010 - Atlantico.fr

### Medef-CFDT : vive le capitalisme. CGT : Vive l'armée !

- La CGT dénonce le livre blanc de la Défense - L'Expansion.com

Même combat !

### [Quand on vous disait qu'ils avaient un problème de ce côté-là.](#)

- Sexualité: Pas si facile de prendre son pied - 20minutes.fr

### [Ceci est la cause de cela](#)

- Chômage et pouvoir d'achat: le moral des Français à son plus bas historique - AFP

- Le moral des Français s'effondre sous un seuil historique - LePoint.fr

- Les Européens n'ont jamais autant pris de drogue - Le Nouvel Observateur

### [La voie de son maître.](#)

- Banque de France : petit manuel de libéralisation à l'usage de Hollande - LePoint.fr

- La Cour des comptes appelle à des "*économies structurelles*" - LeMonde.fr

### [Et dire que la baisse de la TVA devait créer des milliers d'emplois...](#)

- La restauration a perdu 10% d'emplois en deux ans - AFP

### [Pas une dictature ?](#)

- Le ministre de la justice américain a approuvé la surveillance de Fox - LeMonde.fr

### [Il faut bien les ménager, ils vous rendent de si précieux services...](#)

- Prison avec sursis pour avoir attaqué l'ambassade américaine de Tunis - Libération.fr

L'attaque de septembre dernier avait été orchestrée par la mouvance salafiste jihadiste, selon les autorités locales. Libération.fr

### [Syrie. Partie de poker menteur](#)

- L'UE lève l'embargo sur les armes aux rebelles Libération.fr - Liberation.fr

- Syrie : Washington soutient la décision européenne - LePoint.f

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - LeMonde.fr

- Syrie: Moscou insiste pour livrer des missiles au régime - AFP

### [Rompre le silence, briser les institutions !](#)

- Résistance: minute de silence au parlement pour le 70ème anniversaire du CNR - AFP

### [Les zélés serviteurs et les cocus](#)

- Record de non-remplacement des fonctionnaires en 2012 - LePoint.fr

Le taux de non-remplacement s'est établi à 61,3 % en 2012. Le taux le plus élevé sous l'ère Sarkozy avait été de 50 % en 2011. LePoint.fr 28.05

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

## Mélenchon dans le rôle de ministre des Affaires étrangères d'un président aux idées de "droite".

Mélenchon se serait-il rangé au côté du peuple syrien qui lutte pour son auto-détermination contre les mercenaires jihadistes de 35 pays soutenus par la coalition militaire américano-franco-britannique qui détiennent tout le pays ? Pas vraiment. Décyptage.

Au début de son intervention on pourrait croire qu'il condamne la décision d'Hollande d'envoyer des armes aux assassins du peuple syrien, alors qu'ils leur en fournissent sous le manteau via Doha, Riad et Istanbul, cela il ne le dira pas évidemment.

- "*François Hollande et le gouvernement viennent de commettre une faute lourde contre la paix en faisant pression avec la Grande-Bretagne pour que l'Union européenne lève son embargo sur les exportations d'armes en Syrie*", écrit l'eurodéputé dans un communiqué.

En réalité pas du tout, son soucis n'est pas le sort du peuple syrien dont il n'a rien à foutre, il le démontrera plus loin, mais la "*puissance diplomatique*" de la France qui pourrait être affaiblie, où, mais en Afrique et dans la région pardi, là où l'impérialisme français a des intérêts (au Mali par exemple) et dont Mélenchon se fait le représentant ici, au passage vous aurez noté sa véritable nature, franchement réactionnaire.

- "*En commettant les mêmes erreurs en Syrie (qu'en Libye - ndr) , François Hollande expose la France à de nouvelles menaces et affaiblit notre puissance diplomatique*".

Mélenchon en porte-parole de la "*puissance diplomatique*" de l'impérialisme français, c'est beau, encore un dirigeant de gauche, vendu oui ! Pour finalement déplorer que le gouvernement français s'aligne sur Washington, ce qui est faux, officiellement tout comme la France et la Grande-Bretagne, les Américains ne fournissent pas d'armes aux jihadistes, et soutenir l'Union européenne qui se rangeront derrière les Américains. C'est qu'il l'aime l'Union européenne Mélenchon, ils sont inséparables.

"*Cette levée de l'embargo aligne l'Europe sur les États-Unis et l'empêche de peser en faveur d'une résolution politique du conflit syrien. Cette surenchère militaire en Syrie conduit tout le Moyen Orient à une impasse*", dit-il. AFP 28.05

En conclusion, Mélenchon reproche à Hollande d'avoir abandonné la ligne de conduite qu'il avait adoptée et qui lui avait été dictée par les Américains. C'est bien Mélenchon qui a affirmé récemment que Hollande avait des idées de "*droite*", il faut croire que Mélenchon les partage, mieux, il s'en fait le garant, comme du régime quoi.

Quand je dis que ce type-là est un charlatan, un pauvre type en vérité, je ne lui fais pas un procès d'intention, il vient de le démontrer une nouvelle fois en prêtant aux Américains une position qui n'est pas la leur, c'est significatif et très grave. Cette grossière erreur montre qu'il parle à tort et à travers en se donnant un air intelligent, ce qui a sans doute le don d'épater la bande de bras cassés qui lui sert de cour, car en principe, un dirigeant d'un parti qui doit s'exprimer publiquement sur un sujet important doit le maîtriser ou savoir de quoi il retourne, pour cela il suffit qu'il se réunisse avec les autres dirigeants de son parti ou ceux qui sont censés suivre l'actualité politique internationale pour être parfaitement informé de la situation, ce qui n'est manifestement pas le cas de cet histrion. Pour qui roule Mélenchon ? C'est clair, non ?

## Front unique Medef, CGPME, UPA , CFDT, CFTC et CFE-CGC contre les travailleurs

Trois organisations patronales - Medef, CGPME, UPA - et trois syndicats - CFDT, CFTC, CFE-CGC - ont publié mardi un rapport commun pour relancer la croissance, un texte dont s'est dite "*fière*" la présidente du Medef Laurence Parisot et qui constitue un nouveau "*cap*" pour le dialogue social selon le leader de CFDT Laurent Berger.

Le rapport de 165 pages, intitulé "*réinventer la croissance*", a été présenté mardi soir du siège du Medef par les six organisations.

"*Ce soir, je suis fière d'être avec les représentants syndicaux pour présenter ce que j'appellerai un livre*", a affirmé Mme Parisot en vantant les mérites du "*dialogue social*" pour "*faire avancer le pays*" et "*sans lequel on n'aboutit à rien*".

Mme Parisot a mis en garde contre les "*dangers*" qui menacent la méthode du dialogue social qui "*a beaucoup d'adversaires*", à la fois "*à gauche et droite*", parmi le patronat et parmi les syndicats, a-t-elle dit en allusion à la CGT et à FO qui ont refusé de prendre part aux débats pour l'élaboration de ce rapport.

De son côté, Laurent Berger a souligné que le dialogue social, "*facteur de progrès*" est "*en train de passer un cap*" et a rappelé l'interdépendance entre l'économique et le social. Le rapport, a-t-il dit, sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*".

Dans ce rapport, le patronat et les syndicats souhaitent notamment une nouvelle "*gouvernance économique*" qui suppose une meilleure définition du champ d'intervention de "*l'Etat*" qui devra être "*stratège*" et "*respectueux des avis des partenaires sociaux*".

Pour Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC, "*l'originalité première*" de ce texte est que syndicats et patronat ont "*fait ensemble un constat commun et des propositions communes*".

Le rapport juge notamment qu'il ne faut pas fermer la porte au gaz de schiste et suggère de poursuivre la recherche sur la sécurisation des techniques d'exploitation.

Il s'agit du deuxième texte économique commun des six organisations après celui sur la compétitivité en 2011. AFP 28.05

La CGT et FO ne pourront pas dire qu'ils sont tombés dans un piège les 20 et 21 juin prochains, qu'ils ne savaient pas de quoi il retournait, ce qui servirait de support à cette mascarade, s'ils y participent, c'est qu'ils la cautionnent, sachant par avance également que l'accord qui en sortira reposera sur ce rapport.

Ils ont refusé de participer à l'élaboration de ce rapport, ils doivent maintenant refuser de participer à cette conférence basée sur ce rapport, sinon à quoi bon. AFP 28.05

En complément.

- Le Medef, la CGPME, l'UPA et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC appellent en outre à une plus grande coordination des politiques économiques en Europe et à davantage d'harmonisation.

Les signataires prônent par ailleurs un renforcement de la politique économique européenne, avec une "*véritable gouvernance économique à l'intérieur de la zone euro*", une meilleure coordination des politiques budgétaires, une plus grande harmonisation de la fiscalité et des normes, l'achèvement du marché unique, une "*convergence sociale*", et une stratégie industrielle européenne. Reuters 28.05

Autant dire que les syndicats ne font pas de politique, l'Union européenne n'est pas une institution politique comme chacun sait.

Ils se font les relais de l'oligarchie financière et de sa politique conduisant à l'intégration définitive des Etats des 27 pays dans l'Union européenne une fois abandonnée leur souveraineté ou indépendance au profit de cette dictature calquée sur le modèle américain.

Ils ont franchi un nouveau "*cap*", effectivement une nouvelle étape qualitatif qui les rangent définitivement parmi les syndicats patronaux ou jaunes, anti-ouvriers. Ils se sont placés eux-mêmes en dehors du mouvement ouvrier qu'ils combattent au côté du patronat. Aucun front unique (ou intersyndicale) ne doit être appelé en leur direction ou ne pourra être toléré avec ces syndicats.

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet plus à fond, on y reviendra. Juste un mot très bref.

Que fallait-il penser de la déclaration du POI qui prétendait que le front CGT-CFDT se serait brisé le 11 janvier 2013 suite à la résistance des militants, mieux encore, des braves appareils de la CGT et de FO, alors qu'en réalité cette rupture était le produit d'un virage ultra droitier de la CFDT, CFTC et la CGC volant au secours du capitalisme en crise et du gouvernement, on en a ici la preuve. Ils se partagent les rôles, c'est comme les partis qui soutiennent le gouvernement de l'intérieur et ceux qui le soutiennent de l'extérieur, ainsi le mouvement ouvrier est complètement cadencé ou presque.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

L'un des trois juges du tribunal arbitral qui a octroyé 403 millions d'euros à Bernard Tapie en 2008 et l'avocat de l'homme d'affaires ont été placés en garde à vue, a-t-on appris mardi de source proche de l'enquête.

Le magistrat Pierre Estoup, l'un des trois juges du tribunal privé qui a soldé le litige opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la cession d'Adidas, est en garde à vue depuis lundi matin, a précisé cette source.

L'avocat de l'homme d'affaires, Me Maurice Lantourne, a de son côté été placé en garde à vue mardi, a-t-elle indiqué, confirmant

une information de Mediapart.

Le trio-arbitral était composé de Pierre Estoup, premier président honoraire de la cour d'appel de Versailles à l'époque, d'un ex-président du Conseil constitutionnel, Pierre Mazeaud, et de l'avocat Jean-Denis Bredin.

Trois juges du pôle financier parisien, Serge Tournaire, Guillaume Daïeff et Claire Thépaut, conduisent depuis septembre 2012 une information judiciaire pour usage abusif de pouvoirs sociaux, recel de ce délit, détournement de fonds publics et faux dans le volet non-ministériel de cette affaire.

Le tribunal arbitral avait condamné en juillet 2008 le Consortium de réalisation (CDR), structure créée en 1995 pour gérer le passif du Crédit lyonnais après sa quasi-faillite, à verser à Bernard Tapie 285 millions d'euros d'indemnités, dont 45 millions à titre de préjudice moral (403 millions d'euros avec les intérêts).

L'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, qui avait choisi en 2007 de solder par un arbitrage privé le litige judiciaire, a été entendue jeudi et vendredi par la Cour de justice de la République. Elle a été placée sous le statut de témoin assisté. Reuters 28.05

Lagarde n'a pas été mis en examen, il fallait bien des lampistes...

## 2- Etats-Unis

Le ministre de la justice américain, Eric Holder, a personnellement approuvé la décision de faire saisir les détails de communications téléphoniques de la chaîne de télévision Fox News, dans le cadre d'une enquête sur des fuites relatives à la Corée du Nord. Ce feu vert signifie que l'Attorney General est davantage impliqué dans cette affaire que ne l'a reconnu officiellement le département de la justice.

James Rosen a rapporté en juin 2009 que les services de renseignement américains redoutaient de nouveaux essais nucléaires nord-coréens à la suite de sanctions adoptées par les Nations unies contre le régime de Pyongyang. Stephen Kim, un ancien analyste du département d'Etat soupçonné d'être la source de James Rosen, doit comparaître en procès en 2014 pour infraction à la législation sur le contre-espionnage. James Rosen lui-même n'est pas poursuivi.

L'administration américaine est déjà soupçonnée de porter atteinte à la protection des sources des journalistes dans une autre affaire, portant sur la saisie de détails de communications téléphoniques de journalistes de l'agence de presse Associated Press. lemonde.fr 28.05

## 3- Syrie

3.1- Selon l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine, plus de 500 bandes terroristes opèrent dans différentes localités de la Syrie et elles sont composées à 85% de délinquants, de criminels non syriens. Les sponsors de ces bandes terroristes, soit Riyad/Doha/Washington/Tel-aviv financent et organisent ces bandes à l'effet de tuer les syriens, de détruire la Syrie. french.trib.ir 28.05

3.2- « *Le contrat de vente des missiles S-300 à la Syrie est, tout à fait, légal. La Russie exécutera ce contrat et ces missiles seront livrés à la Syrie* » a déclaré, l'ambassadeur de Russie à l'Otan, Alexandre Grouchko. Ce dernier a souhaité que les pays occidentaux évitent d'armer les rebelles syriens. Pour sa part, l'ambassadeur de Syrie à Moscou a déclaré que la Russie, restant attachée à ses engagements, n'a pas stoppé les livraisons de ces systèmes de missiles antiaériens à la Syrie. french.trib.ir 28.05

3.3- Le sénateur néoconservateur US McCain, membre de la commission de la défense au sénat, s'est rendu en l'espace de quelques heures en Syrie via les frontières turques pour rencontrer les chefs de l'ASL, Salim Edriss à Alep. Outre Edriss, d'autres chefs terroristes dont le nom n'a pas été divulgué ont rencontré McCain. Aucune information n'a filtré sur la teneur des discussions.

McCain a menacé dimanche la Syrie de frappes aériennes massives en cas d'échec de la conférence Genève II. L'Europe vient de son côté décider d'une levée de l'embargo sur la livraison d'armes à destination des rebelles. french.trib.ir 28.05

3.4- Selon des sources proches au bureau du Premier ministre irakien disent que Washington insiste sur la nécessité d'un rôle central de l'Irak dans le règlement de la crise actuelle en Syrie. La visite du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Muallem à Bagdad est intervenu d'après un programme prévu d'avance. Cette visite a été reporté en raison de la situation intérieure de l'Irak, mais il est à noter que les autorités irakiennes et syriennes ont des contacts et des rencontres réguliers soit à Bagdad soit à Damas.



Cette fois-ci, les responsables irakiens ont arrangé la visite de Walid Muallem à Bagdad de sorte qu'il arrive à la capitale irakienne après la conversation téléphonique du vice-président américain Joe Biden avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Ainsi, la Maison Blanche a demandé à la partie irakienne de véhiculer un message secret de Washington au président syrien Bachar al-Assad.

Cela montre que la Maison Blanche a décidé de donner à Bagdad un rôle central dans le règlement de la crise intérieure de la Syrie. Selon les sources proches du bureau du Premier ministre irakien, le message secret de Joe Biden au président Bachar al-Assad porte sur un point important : la Maison Blanche demande à Damas de se servir convenablement de l'occasion créée par la tenue imminente de la conférence internationale de Genève II. Pourtant tout le monde s'accorde à dire à Bagdad que jusqu'à présent, les Etats-Unis ont agi différemment car ils ont tout fait pour soutenir l'opposition syrienne qui se bat pour renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Le fait que les Etats-Unis insistent à ce que la partie syrienne participe à la conférence internationale de Genève II peut montrer que selon les dirigeants américains, le conflit ne se résume pas entre le gouvernement de Damas et de l'opposition syrienne installée à l'étranger. C'est pourquoi Washington demande au gouvernement syrien de créer des ponts entre Damas et les autres puissances régionales et internationales pour approfondir les négociations.

En outre, les sources bien informées à Bagdad disent que dans sa conversation téléphonique avec Joe Biden, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a mis l'accent sur les effets néfastes que la crise syrienne peut avoir à l'intérieur de l'Irak, notamment en ce qui concerne les activités des courants salafistes.

La Maison Blanche a bien compris que l'opposition syrienne installée à l'étranger n'a aucun poids sur les évolutions sur le terrain à l'intérieur du pays. Washington a compris aussi que les courants salafistes soutenus par certains pays de la région deviennent de plus en plus forts aux rangs des opposants armés au gouvernement du président Bachar al-Assad. Dans ce cadre, le vice-président américain, Joe Biden a demandé au Premier ministre irakien Nouri al-maliki de dire au président Assad que la Maison Blanche lui donnera assez de temps pour nettoyer les éléments salafistes.

Il est à noter que le ministre syrien des Affaires étrangères n'était pas seul dans sa mission à Bagdad, il a été accompagné par le colonel Mohammad Nassif, officier de liaison qui occupe le poste de vice-Premier ministre et joue le rôle d'intermédiaire entre la Syrie d'une part, et l'Iran et l'Irak de l'autre.

Selon des sources bien informées à Bagdad, dans sa conversation téléphonique avec le Premier ministre irakien, le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden a demandé au gouvernement irakien de prendre une position neutre vis-à-vis des évolutions qui se produisent à l'intérieur de la Syrie. Autrement dit, Washington demande à Bagdad de prendre pour exemple le comportement du gouvernement libanais à l'égard de la crise syrienne. Selon ces sources, le vice-président américain a demandé aussi au Premier ministre irakien d'empêcher la formation d'une région autonome sunnite à l'intérieur de l'Irak, car selon les autorités américaines, la création d'une telle zone en Irak permettra aux éléments liés à al-Qaïda de trouver un nouveau refuge dans la région du Moyen-Orient. french.trib.ir 28.05

#### 4- Iran

L'Iran a accédé mardi à la présidence de la conférence de Genève sur le désarmement.

L'ambassadeur iranien Moshen Naziri Asl a affirmé qu'il va insister sur le désarmement nucléaire pendant les quatre semaines de son mandat. Plusieurs délégations, dont Cuba, la Syrie, le Pakistan, la Russie, la Chine, l'Algérie et l'Egypte, se sont félicitées de l'arrivée de l'Iran à la présidence de la conférence et ont exprimé leur soutien à Téhéran.

La présidence est assurée par tournus selon l'ordre alphabétique des pays. Les délégations occidentales, qui ont exprimé des réserves précédemment sur l'éventualité d'une présidence iranienne, n'ont pas pris la parole. L'ambassadeur iranien a affirmé que le désarmement nucléaire a toujours été la priorité absolue de l'Iran. french.trib.ir 28.05

#### 5- Israël

5.1- Selon la chaîne 10 de la TV israélienne, les exercices militaires "*Plaque Tournante 7*" ont littéralement échoué. La chaîne reste avare de commentaire sur cet échec mais laisse entendre que les divergences de vue entre les responsables militaires du front intérieur israélien d'une part et de l'autre les services de sécurité israéliens ont empêché que les manœuvres réussissent.

Les exercices militaires en question visaient en effet à préparer Israël à faire face à des milliers de missiles que le Hezbollah, la Syrie et Gaza tireraient en direction d'Israël en cas de guerre. french.trib.ir 28.05

5.2- C'est l'ex ministre israélien des AE , Avigdor Liberman qui répond par affirmative à cette question !

Selon Jerusalem Post qui cite l'actuel président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset , *"le Hezbollah possède des armements qui sont capables d'atteindre n'importe quel point en Israël" " Eu regard des menaces émanant de l'axe radical (ndlr: Iran/Hezbollah/Syrie) , ce dont nous avons besoin en ce moment c'est la résistance et la détermination " . " L'Iran va droit vers la fabrication de la bombe atomique " a -t-il dit avant de se liguer sur le discours des ennemis arabes d'Assad en accusant ce dernier d'avoir utilisé des substances chimiques contre les rebelles.* french.trib.ir 28.05

---

## SOCIAL

### Chili

Une manifestation d'étudiants chiliens réclamant un changement du système d'éducation pour un enseignement gratuit et de qualité s'est achevé mardi en affrontements avec la police dans les rues de la capitale chilienne.

La marche, convoquée par la Confédération des étudiants du Chili (Confech), regroupant les principales universités du pays, avait été autorisée par la police mais avec un parcours n'incluant pas la principale artère de la capitale, la Alameda, qui passe notamment devant le Palais de La Moneda, siège de la présidence chilienne.

Sous des trombes d'eau qui ont provoqué des inondations, la fermetures des écoles primaires de la région et des coupures d'électricité, quelque 2.000 étudiants selon les médias - 600 selon la police - se sont massés sur une place de Santiago pour demander une restructuration du système éducatif.

Les heurts se sont produits lorsque la police a refusé au cortège l'accès de la Alameda et a fait usage de gaz lacrymogènes et de lances à eau.

*"Ils veulent rendre invisible notre mobilisation pour cacher l'échec du gouvernement"*, s'est plaint sur Twitter Andres Fielbaum, président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili.

Les étudiants chiliens ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 pour demander au gouvernement de Sebastian Piñera (premier président de droite depuis la fin de la dictature en 1990) une réforme du système éducatif, cher et inefficace, selon eux.

Le système actuel, faisant la part belle au privé, est hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Le gouvernement chilien a présenté plusieurs projets de loi à destination du système universitaire, prévoyant notamment de diminuer le coût des crédits contractés par les étudiants pour financer leurs études, mais sans parvenir à calmer la fronde. AFP 28.05

---

## ECONOMIE

### Etats-Unis

Ils empiétaient sur nos plates-bandes

-La justice new-yorkaise a annoncé mardi l'inculpation de l'émetteur de monnaie numérique Liberty Reserve et de sept de ses responsables, pour avoir blanchi six milliards de dollars en sept ans, après ce qui serait la plus vaste enquête internationale menée en matière de blanchiment.

Basée au Costa Rica, Liberty Reserve, créée en 2006, était une plateforme de paiement électronique utilisant la monnaie numérique du même nom (LR), permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent de n'importe qui, n'importe où dans le monde, en dehors de toute réglementation.

Elle est accusée par les autorités judiciaires américaines d'être devenue *"la plaque tournante financière de la cybercriminalité"*, avec plus d'un million d'utilisateurs, dont 200.000 aux Etats-Unis, qui en sept ans ont passé 55 millions de transactions *"dont presque toutes étaient illégales"*.

Au total, six milliards de dollars auraient ainsi été blanchis, selon le procureur fédéral de Manhattan Preet Bharara.

Le Trésor américain a également mis Liberty Reserve à l'index comme étant *"une institution dont le but premier est de blanchir"*

de l'argent". C'est la première fois que le Trésor prend des mesures contre une plateforme de paiement électronique ou "de monnaie virtuelle".

"Le Trésor est déterminé à protéger le système financier américain des cybercriminels et d'autres acteurs mal-intentionnés agissant dans le cyberspace, spécialement des institutions étrangères qui facilitent la criminalité en ligne et espèrent échapper aux règles", a indiqué le sous-secrétaire au Trésor chargé de la lutte contre le financement du terrorisme, David Cohen.

En tout sept responsables ou ex-responsables de Liberty Reserve ont été inculpés: cinq ont été arrêtés vendredi dernier en Espagne, au Costa Rica et à Brooklyn (New York), et deux autres sont toujours recherchés au Costa Rica.

Le fondateur de la plateforme Arthur Budovsky, 39 ans, habitant aux Pays-Bas, a notamment été arrêté en Espagne, et le co-fondateur Vladimir Kats, 41 ans, à Brooklyn.

"Liberty Reserve était devenue la plaque tournante financière de la cybercriminalité, facilitant un grand nombre d'activités criminelles en ligne, dont les fraudes à la carte bancaire, les vols d'identité, les investissements frauduleux, le piratage informatique, la pornographie infantile et les trafic de drogue", selon l'acte d'accusation.

Les transactions y étaient "anonymes et impossibles à tracer". Et pour ajouter à l'opacité, les utilisateurs de la plateforme ne pouvaient pas y virer directement des fonds, mais devaient passer par un site "tiers".

L'enquête a impliqué les forces de l'ordre de 17 pays et serait "la plus grande enquête internationale jamais menée en termes de blanchiment d'argent", selon M. Bharara.

Les autorités ont également saisi cinq noms de domaine, dont celui de Liberty Reserve et de quatre sites "tiers" contrôlés par les inculpés. 35 autres sites font l'objet de procédures civiles. En outre, 45 comptes bancaires ont été saisis ou gelés. AFP 28.05

La CIA a vraiment besoin de fric !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 mai 2013

## CAUSERIE

Mercredi soir avec un peu d'avance sur demain... ou de retard, j'ai ajouté plus de 20 articles, je teste l'adresse du fichier sur les retraites au format Powerpoint (.pps ou .ppt ou .pptx) car je ne sais pas quel extension fonctionne. Il est 22h45, dans 10 minutes l'extension correcte devrait fonctionner.

Jeudi

En raison de l'actualité encore très chargée, j'ai laissé tomber tout le reste provisoirement. Ici on attend la pluie qui pourrait nous rafraîchir un peu, bien que ce soit une autre source d'emmerdements puisqu'ils coupent le courant, mais bon, il faut essayer de prendre les choses du bon côté. Si le site n'était actualiser demain ou les jours suivants vous sauriez pourquoi, on ne sait jamais, un cyclone ou un gros coup de vent, c'est vite arrivé !

Nous, nous ne pratiquons pas "l'ouverture" nous n'avons rien à brader, et puis nous sommes ouvert naturellement, la preuve : nous ne craignons pas la confrontation des idées.

Je vais vous raconter mon dernier cauchemar, la nuit dernière. (vous pouvez zapper et passer à la suite si cela ne vous intéresse pas.)

J'étais technicien et j'avais été envoyé par ma boîte aux Etats-Unis, à New York, pour participer à un stage semble-t-il. Très vite j'ai été pris de panique parce que je ne comprenais rien à l'anglo-américain, sorte d'anglais dégénéré ou les prépositions et les conjonctions sautent, les mots s'enchaînent à toute vitesse, apocopes et aphérèses se succèdent...

Mon malaise allait s'amplifier au contact d'une ville déshumanisée, grise et laide, tout me semblait superficiel ou plutôt irréal, irrationnel aussi ou dont je ne parvenais pas à en saisir le sens. Un matin, je suis sorti de ma cage au 27e étage pour essayer d'aller à la rencontre d'Américains dans des quartiers où vivaient des minorités qui devaient partager mon malaise ou qui devaient être différents des Américains que j'avais rencontrés jusque là. Je tombais sur des immeubles moins élevés et même des maisons individuelles assez anciennes, des petites rues et des places qui me faisaient penser à un village mexicain, peut-être à cause d'une modeste église toute blanche plantée au beau milieu de l'une d'elles. En fait j'allais croiser des gens au regard

hagard, d'autres semblaient lobotomisés et se déplaçaient comme des d'automates, certains marchaient en titubant ou penchaient d'un côté avant de se redresser et de continuer leur chemin, c'était leur état normal.

Effarer par un tel spectacle qui me remplit d'une tristesse infinie, moi aussi j'allais devenir fou. J'avais quitté la périphérie du quartier des affaires où mon employeur m'avait logé et qui m'avait donné cette impression désagréable de folie permanente ou ambiante, en m'enfonçant dans les bas-fonds de New York, j'allais forcément craquer, ma nature psychologique étant fragile. A force de déambuler pendant des heures dans ce quartier, parfois il m'arrivait de faire une pause pour me reposer et reprendre mes esprits, je sentais que quelque chose était en train de vaciller en moi, je finis par m'égarer, par ne plus en trouver la sortie au point de m'en sentir prisonnier, tétanisé.

C'était le début de la fin ou le démarrage d'un mécanisme psychologique infernal que je connaissais bien sans jamais être parvenu à le maîtriser, au bout duquel j'allais sombrer complètement. Plus je cherchais à retrouver mon chemin, plus je perdais mon identité au point de ne plus pouvoir prononcer un mot et de ne plus savoir qui j'étais ni d'où je venais, et en croisant des zombis qui avaient l'impression d'être dans le même cas que moi ou plus atteints encore, cela ajoutait à la terreur qui s'emparait de moi, puis plus rien.

C'est à ce moment-là que je me suis réveillé. Tombé dans le coma sur un trottoir, en fouillant dans mes poches la police m'avait identifié comme étant un ressortissant Français et avait averti l'ambassade de France, c'est là que je trouvais à mon réveil après avoir passé plusieurs jours dans le coma dans un hôpital de la ville.

Voilà ce dont j'ai eu souvenir ce matin en ouvrant les yeux. A part cela j'ai fait une bonne nuit et je suis dispo pour bosser. Ce qui est intéressant dans ce rêve, c'est qu'il revient constamment, seule la mise en scène change mais le contenu psychologique est identique. Je pense avoir percé le secret ou les rouages de ce mécanisme qui à la base repose sur un complexe d'infériorité, une profonde humiliation subie autrefois, sans doute quand j'étais enfant pour avoir été battu très souvent par mes parents, parfois tous les jours, au point d'être traumatisé à l'idée de rentrer à la maison après l'école, c'est quelque chose dont je me souviens parfaitement.

C'est l'impuissance et l'incompréhension face à cet abus de pouvoir et cette injustice ressenties par l'enfant qui crée chez lui un traumatisme qu'il risquera de trimpler durant toute sa vie, car il va profondément le refouler tout en développant un comportement qui en sera influencé, à son insu puisqu'il n'en aura pas conscience. Par la suite cela se traduira par des excès ou des emportements car il aura tendance à reproduire ce qu'il a lui-même subi, des manifestations violentes spontanées ou inattendues qu'il ne maîtrisera pas, il pourra avoir un caractère irascible, développer des lubies, être capricieux, etc. en réalité, il développera une multitude d'artifices par crainte de voir ressurgir la ou les phobies qu'il avait profondément enfouies dans son inconscience.

Dans le cas de ce rêve qui a pris la forme d'un cauchemar, c'est la résurgence de cette ancienne phobie identifiée à ce profond malaise qui va conduire à cette perte d'identité qui fait sombrer notre personnage dans le coma, parce qu'il ne la supporte pas davantage qu'autrefois, pour en ignorer la nature et l'origine, il est dominé par son inconscience qui finit par l'emporter. Et quand il se réveille, il ignore tout de ce qui lui est arrivé, il ne peut donc en tirer aucun enseignement, il est incapable de remonter le fil jusqu'à la source de cette frustration, de ce complexe d'infériorité qui le mine et qu'il n'est pas en mesure d'identifier.

Si le catalyseur de cette phobie a été les coups qu'il a pris quand il était enfant ou les mauvais traitements qu'il a subis, c'est à la fois son impuissance et son ignorance qui les accompagneront qui donneront naissance à cette frustration qui se traduira à son tour par le développement d'un puissant complexe d'infériorité et marqueront son caractère pour le restant de ses jours le plus souvent, car une fois devenus adultes bien peu de gens sont capables de se livrer à une telle analyse de leur comportement. En fait, ils adoptent la même attitude que sur le plan social où ils se laissent vivre, et ne cherchent pas davantage à comprendre comment fonctionne la psychologie humaine que la société.

A 20 ans je voulais devenir infirmier psychiatrique pour devenir ensuite psychanalyste, cela a bien failli se produire, mais sans diplôme ce fut hélas impossible, j'avais énormément étudié, certainement plus qu'un étudiant suivant un cursus universitaire, j'étais passionné et totalement absorbé par mon sujet, autant qu'aujourd'hui en politique. Mais bon, ces études me serviront le restant de mes jours, donc je suis comblé. Je ne suis pas de nature à prendre les choses (ou les gens) du mauvais côté, j'ai appris à tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime, et je dois dire que je m'en sors bien ainsi, je viens d'en fournir la preuve en analysant ce cauchemar, vivre ou travailler à New York, c'est bien pire qu'un cauchemar en réalité !

Vous comprenez au passage pourquoi je n'ai aucune difficulté à aborder n'importe quelle question, je n'ai aucun a priori, aucun tabou, car lorsqu'on procède autrement ou à l'inverse il est impossible d'analyser une question à fond, de venir à bout d'un problème ou d'une difficulté, il faut que la frontière entre la conscience et l'inconscience ait disparu ou plutôt soit suffisamment poreuse pour aller voir au-delà de la superficialité ou l'apparence des choses telles qu'elles se présentent à nous ce qui s'y passe.

C'est Socrate qui disait connais-toi toi-même je crois, cela ne résout pas les problèmes de la société contrairement à ce que disent certains (le portail Wikistrike par exemple qui en a fait sa devise) qui tiennent justement à culpabiliser les travailleurs, en réalité, mieux les enfoncer, mais cela nous rend d'infinis services et contribue à améliorer notre productivité de militant

ouvrier socialiste révolutionnaire, pour parler comme les patrons du Medef et de la CFDT.

En conclusion, pour se libérer d'une frustration ou d'une phobie profondément ancrée dans notre inconscient, il faut la revivre intensément, il faut vivre cette pulsion avec la même charge émotionnelle qu'autrefois, et simultanément en prendre conscience pour l'orienter dans une autre direction ou la sortie, Freud disait la sublimer, ainsi sans pouvoir faire disparaître totalement cette phobie de la même manière qu'on ne peut pas réécrire le passé, on peut le revivre sous une forme ou une autre mais on ne peut pas l'effacer, cette phobie deviendra supportable ou ses effets seront atténués, maîtrisés, pour reprendre notre exemple, de telle sorte qu'on ne développera plus un complexe d'infériorité sans pour autant en développer un de supériorité, on deviendra un être mentalement équilibré, dans le marxisme on parle de conscience supérieure, je pense qu'en psychologie l'expression s'applique aussi.

Nous sommes parvenus à résoudre un problème, parce que nous avons associé conscience et inconscience, sinon nous n'aurions pas pu mener notre analyse jusqu'au bout, c'est là notre secret et la puissance incomparable de notre méthode qui ne diffère guère du matérialisme dialectique quand on y regarde de plus près, cela en est une application en réalité, au lieu de s'intéresser à ce qui est enfoui dans notre inconscience pour y associer notre conscience, on se penche sur les liens ou rapports qui existent entre des faits appartenant au présent et au passé, c'est en cela que le marxisme est incomparable comme méthode pour analyser ou interpréter la marche du monde, s'en écarter ou l'abandonner, c'est être voué à trébucher dans l'obscurité ou l'obscurantisme, voyez où nous en sommes...

Vous aurez remarqué que je me suis inspiré de la méthode de Freud, mais à aucun moment je n'ai eu besoin de ramener ce cauchemar à un traumatisme d'ordre sexuel vécu lors de mon enfance. Les ennemis de Freud ne lui reprochent pas d'avoir ramené à la sexualité chaque expérience traumatisante, phobie ou tendance mentale pathologique vécue ou développée par la suite par une personne, non, c'est à sa méthode d'analyse qu'ils s'en prennent, car elle permet d'atteindre ou de faire remonter à la surface les expériences traumatisantes qu'ils ont vécues eux-mêmes autrefois et qu'ils ne supportent pas, en gros, ce sont des psychopathes et ils désirent le rester ou ils ne souhaitent pas que le monde se porte mieux, qu'on retrouve dans leur démarche les ingrédients classiques de la réaction la plus noire n'est pas vraiment une surprise.

Sur ce, j'espère que vous ne sortez pas traumatisés de cette analyse. Pour la prochaine consultation gratuite, disons au prochain cauchemar !

---

## ACTUALITE EN TITRES

### [Il en tremble déjà !](#)

- Rail: le gouvernement présente sa réforme sous l'oeil inquiet des syndicats - AFP

### [Halte à la dictature du gouvernement européen des banques et des multinationales !](#)

- Ce que Bruxelles recommande à chacun des pays de l'UE - L'Expansion.com

- La CE prône les réformes en zone euro au nom de la croissance - Reuters

- Bruxelles exige de la France des réformes en échange d'un délai - AFP

- Bruxelles demande à la France de réformer ses retraites dès cette année - AFP

- Déficit: la Commission donne 4 mois à la Belgique pour rentrer dans les clous - AFP

- La Commission européenne recommande la sortie du déficit excessif pour l'Italie - L'Expansion.com

### Et Intox

- «L'Europe est en passe de devenir une maison de redressement» - Liberation.fr

- Hollande renvoie la Commission européenne dans ses cordes - L'Expansion.com

- Hollande : "La Commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire" - LePoint.fr

Avec zèle, s'il vous plaît

- La réponse de Ayrault à Bruxelles: "*nous ferons les réformes à notre manière*" - L'Expansion.com

- Bruxelles: "*la France est souveraine pour décider des réformes*" dit le PS - AFP

"*La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement*", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP.

Le président Hollande a déclaré mercredi à Rodez que "*la Commission (européenne) n'a pas à dicter*" à la France ce qu'elle a "*à faire*", après que Bruxelles eut demandé à Paris d'entamer la réforme des retraites dès cette année.

"*Sur le fond*", a ajouté le porte-parole, "*les socialistes rappellent que si la nécessité de rétablir nos comptes publics est un impératif, la façon d'y arriver n'est pas unique*". AFP29.05

Mais Barroso n'en doute pas, personne n'en doute d'ailleurs !

La preuve

- Le chômage continuera à augmenter en 2014 selon l'OCDE - AFP

- Vers une gratification minimale pour tous les stagiaires ? - Liberation.fr

436,12 euros mensuels, c'est beaucoup trop, comment le budget de la fonction publique territoriale, hospitalière ou celui des associations va-t-il pouvoir supporter une telle charge ? Mais non, qu'on est bête, ils occupent des emplois de fonctionnaires ou de salarié qui sinon seraient rémunérés au Smic, une super aubaine en fait. Vive Schröder, la croissance et la misère sociale !

[Les provocateurs ou dangereux irresponsables](#)

- Mariage gay: le pionnier Mamère "*fier*" mais inquiet de l'homophobie "*libérée*" - AFP

- Valls souhaite «*incriminer davantage les actes homophobes*» - Liberation.fr

- Mariage homosexuel: "*Fallait-il en faire autant?*" - L'Express.fr

Les sionistes sont les plus dangereux pour les sémites, et les homophiles les plus dangereux pour les homosexuels.

[Liberticide. Pousse au crime de lèse-majesté.](#)

- Pierre Charon jugé pour avoir traité Yannick Noah de «*délinquant*» - 20minutes.fr

Si traiter quelqu'un de délinquant c'est se rendre coupable du délit de diffamation, autant dire que la liberté d'expression doit être réduite à flatter les charlatans ou les aventuriers qui tiennent des discours abracadabrants. Nous accusons Yannick Noah de servir les intérêts du législateur qui n'attend qu'une occasion pour restreindre davantage la liberté d'expression.

[Confirmation. RSF jusqu'au FN](#)

- Béziers : le FN pourrait apporter son soutien à Robert Ménard - Le Nouvel Observateur

[Totalement à la solde de l'impérialisme américain](#)

- Corruption en Iran: Total verse 400 millions de dollars à Washington - AFP

- Le Canada impose un embargo commercial quasi-total à l'Iran - AFP

[Syrie, poursuite du poker menteur.](#)

- Pour Damas, la levée de l'embargo de l'UE représente un "*obstacle*" - Le Monde

Le régime estime que cette décision montre que l'UE a pour but de "soutenir et d'encourager les terroristes en leur procurant des armes". Le Monde 29.05

- Syrie : l'armée syrienne s'empare d'un aéroport-clé près de Qousseir - LePoint.fr
- Armes chimiques en Syrie: Pour Damas, la France est une «menteuse» - 20minutes.fr
- Washington somme le Hezbollah de quitter la Syrie - LePoint.fr
- L'opposition syrienne ne négociera qu'une paix sans Assad - Reuters
- Syrie: L'ONU s'inquiète de la prise de pouvoir des islamistes au sein de la rébellion - 20minutes.fr
- Armer les rebelles syriens, la seule solution envisageable - LeMonde.fr

Ainsi les intentions du journal Le Monde sont parfaitement claires.

Je l'avais dit il a deux ans environ, ils ne lâcheront pas le morceau, quitte à foutre le monde entier à feu et à sang, on se veut optimiste, mais en même temps on imagine mal qu'ils acceptent une défaite politique contre la Syrie qui remettrait en cause toute leur stratégie de remodelage du Moyen et Proche-Orient. En cas de défaite, il est clair qu'il leur faudrait abandonner l'idée d'attaquer l'Iran, et cela renforcerait la position de l'opposition à leur politique néo coloniale ailleurs en Afrique.

Leur tentative de déstabiliser la Russie de l'intérieur a échoué. Reste à savoir si Poutine aurait les moyens de mener une guerre contre les Etats-Unis et l'Union européenne, guerre qu'on a du mal à envisager tant les conséquences économiques pour l'UE seraient désastreuses, précipitant tous les pays de l'UE dans une grave crise sociale alors qu'ils peinent à maintenir un semblant de stabilité politique croulant sous un chômage de masse, grâce à la complicité des syndicats corrompus et les partis dits de gauches notamment, équation qui peut exploser à tout moment cependant, car les masses peuvent passer à l'action une fois libérées du carcan des appareils traîtres du mouvement ouvrier.

On voit bien que les uns et les autres hésitent, soufflent le chaud puis le froid, font marche arrière pour ensuite reprendre un discours encore plus guerrier.

La pire réaction est encore Hollande et Fabius qui prônent la guerre à tout prix contre la Syrie, le Liban et l'Iran. Tout parti qui ne rompt pas immédiatement avec le PS et le gouvernement doit être considéré à son tour comme porte-parole et complice de la réaction, c'est déjà le cas du Front de gauche et du NPA, avis aux amateurs. On est désolé pour leurs militants de dresser un tel constat, mais il faut bien qu'ils comprennent qu'il s'agit d'une guerre et non de misérables revendications alimentaires, de guerre, entendez-vous, de guerre, c'est une question de vie ou de mort pour des millions de nos confrères et consœurs en Syrie, cela nous prend aux tripes voyez-vous. Si cela ne vous dit rien, allez donc passer un week-end en Syrie, peut-être que vous en reviendrez blindés contre ceux qui soutiennent le gouvernement français impérialiste. Ici, l'Inde reste discrète, elle achète du pétrole à l'Iran...

### [Le FBI assassin.](#)

- Boston: L'homme tué par le FBI lors d'un interrogatoire n'était pas armé, selon la presse américaine - 20minutes.fr

L'homme d'origine tchétchène tué la semaine dernière en Floride lors d'un interrogatoire avec le FBI au sujet de ses liens présumés avec les auteurs de l'attentat de Boston. Il a en outre été abattu après des heures d'interrogatoire. 20minutes.fr

Il devait trop en savoir, ils l'ont liquidé froidement...

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille. La Commission européenne "exige", le gouvernement s'exécute et ses larbins tiennent la traîne.](#)

Face à la violence des exigences de la Commission européenne et à l'amplitude de l'offensive qui se dessine contre la classe ouvrière et la classe moyenne, les uns et les autres se devaient de réagir bruyamment pour mieux camoufler leur collusion avec l'UE.

Hollande, le gouvernement et le PS n'avaient pas d'autre alternative qu'affirmer dans un premier temps qu'ils n'avaient pas d'ordres à recevoir de Bruxelles, pour ensuite faire amende honorable et réaffirmer qu'ils appliqueraient à la lettre les recommandations de la Commission européenne formulées sous la forme d'une "exigence" (Barroso), leur désaccord portant uniquement sur le délai pour y parvenir.

Les différents acteurs dont les déclarations sont reproduites plus loin présentent un point commun : ils critiquent l'attitude Hollande et du gouvernement, mais pas un n'envisage de rompre avec l'UE ou avec la CES pour ce qui est des syndicats. Du coup, entre les paroles et les actes, chacun sait que ce sont ces derniers qui comptent en dernier ressort, ainsi tous soutiennent le gouvernement et l'Union européenne. La voie est libre. A moins que...

- La zone euro doit privilégier la réforme des marchés du travail et des services et elle peut se donner un peu plus de temps pour réduire son endettement, a annoncé mercredi la Commission européenne, prenant ainsi ses distances avec les politiques d'austérité.

Dans ses recommandations aux Etats membres, l'exécutif européen a insisté sur l'urgence d'agir tout en soulignant la nécessité de poursuivre l'assainissement des comptes publics.

Les pays de la zone euro déjà surendettés ne peuvent se permettre de relancer la croissance par la dépense publique. Ils doivent donc engager des réformes structurelles souvent douloureuses, en comblant les carences du marché du travail, des régimes de retraite et des services publics.

La CE insiste sur la nécessité de rendre le marché du travail plus souple et sur l'ouverture totale des marchés des biens et services ; ouverture de certaines professions en France, comme les notaires ou les taxis. Elle souhaite aussi que Paris supprime les tarifs réglementés sur le gaz et l'électricité et ouvre le secteur du transport ferroviaire domestique des passagers.

"Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

Dans un autre domaine, elle demande à Paris de poursuivre ses efforts de simplification de la fiscalité: élargir la base de l'impôt sur le revenu, ramener les taux de TVA proches de la moyenne européenne, transférer une partie de la fiscalité sur le travail vers l'environnement et la consommation.

"C'est un message d'exigence", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme.

Mais c'est surtout la France qui a retenu son attention: pour l'exécutif communautaire, Paris doit réformer son marché du travail et son système de retraites - avec pour objectif de le ramener à l'équilibre financier d'ici 2020 - pour regagner le dynamisme économique perdu tout en réduisant la dépense publique. La Commission prône aussi une réforme de la fiscalité permettant de rendre ses entreprises plus compétitives.

"Ce délai supplémentaire doit être employé à bon escient pour s'attaquer à la compétitivité déclinante de la France, les entreprises françaises ayant souffert d'une perte inquiétante de compétitivité au cours de la dernière décennie, et même, pouvons-nous dire, au cours des 20 dernières années", a dit José Manuel Barroso.

Un message que s'est fait fort de relayer le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn.

"Il est dorénavant primordial que la marge de manoeuvre créée par un rythme de consolidation ralenti soit employé par les Etats membres à la mise en oeuvre des réformes économiques indispensables à la réalisation de notre potentiel de croissance et à l'amélioration de notre capacité à créer de l'emploi", a-t-il déclaré.

Les recommandations de la CE, une fois adoptés lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement fin juin, deviendront contraignantes. Elles sont notamment censées influencer la préparation des budgets nationaux dès 2014.

Les réactions.

François Hollande : "la commission n'a pas à dicter ce que nous avons à faire", en matière de réformes structurelles.



Jean-Marc Ayrault a lui promis des réformes que la France fera à sa "*manière*" tandis que le ministre des Finances, Pierre Moscovici, moins offensif, a répété "*son engagement déterminé à poursuivre sa stratégie de sérieux budgétaire, au bon rythme*".

Jean-Luc Mélenchon : "*La France doit refuser d'appliquer ces recommandations et désobéir*", a-t-il protesté.

(Mais lui non ! Extraordinaire, quel tartuffe ! - Ndlr)

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF : "*Cela confirme ce qu'on avait vu venir, opine, après la caresse du report des deux ans, ce sont des recommandations particulièrement féroces que propose la Commission européenne. C'est une opération de chantage*."

(Les staliniens semblent toujours tomber des nus ! Imposteurs ! - Ndlr)

Pour Emmanuel Maurel, vice-président de la région Ile-de-France, leader de l'aile gauche du PS : "*la Commission veut que la France se livre à un exercice de vandalisme social*". "*On dit parfois que les commissaires sont des arbitres : ce ne sont en réalité ni plus ni moins que des hooligans, des casseurs*", a-t-il lancé.

(Il ne rompra pas pour autant avec le PS ou l'UE, c'est un arriviste, c'est son gagne-pain ! - Ndlr)

"*J'ai noté avec satisfaction que le président de la République a redit que la question des retraites serait traitée dans le cadre de la conférence sociale*", s'est réjoui Pascal Durand, secrétaire national d'EELV

(Oui, l'affaire est déjà entendue, c'est Laurent Berger qui l'a affirmé avant-hier, en disant à propos du rapport cosigné par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGC qu'il sera l'un des "*documents sur la table de la conférence sociale des 20 et 21 juin*" (AFP 28.05), conférence patronale qui reprendra justement les recommandations de Bruxelles. - ndlr).

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a résumé la situation ainsi : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent. [...] En contre-partie du délai de deux ans accordé à la France, la Commission attend des décisions douloureuses et elle nous ressort des antiennes libérales sur les retraites*", dit-il.

(Non monsieur Mailly, voilà qu'il nous fait le même coup que les staliniens, la Commission ne "*ressort (pas) des antiennes libérales sur les retraites*", elles ont toujours été sur la table, pourtant vous êtes bien placé pour le savoir pour avoir participé à toutes les réunions sur cette question au cours des dernières années, votre assiduité a d'ailleurs été remarquable à ce sujet. Mais vous avez raison : "*La Commission écrit la partition, les gouvernements européens la jouent*" et vous vous la cautionnez en y participant, on n'en attendait pas davantage de votre part entre nous. Vous nous confirmez bien que vous serez de la prochaine partie, n'est-ce pas ? Avec la bénédiction des dirigeants du POI. - Ndlr)

La réponse de Hollande ne trouve pas grâce à ses yeux. "*C'est de la communication, à partir du moment ou les deux ans*" de délai pour atteindre les déficits de 3 % "*sont accordés avec des engagements de réforme, les thèmes sont déjà arrêtés*", a-t-il souligné sur Europe 1.

(Vous vous vendez ! Vous lâchez le morceau, vous dites que vous savez de quoi il retourne et vous y participez, alors ne venez pas dire que vous ne saviez pas et qu'on vous ferait un mauvais procès, un peu de décence si vous en êtes capable. - ndlr)

Vous vous demanderez peut-être comment est-ce possible qu'ils livrent ainsi le pot aux roses ? Mais parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de répondants, les militants n'y comprennent rien ou les soutiennent aveuglément ou encore ils sont totalement gangrenés par l'idéologie dominante qui a pourri le mouvement ouvrier, partis et syndicats. Et puis, il leur faut être à la hauteur des exigences du capital et sa crise, à la limite ils sont prêts à saborder leur syndicat et leur parti si nécessaire pour assurer la survie du régime. Ont-ils agi autrement depuis 70 ans ? Car enfin, ce ne sont plus à proprement parler des syndicats ou des partis ouvriers, il faudrait peut-être un jour arrêter de se raconter des histoires, ils se foutent tous ouvertement de nous et je suis poli.

(source : Le Monde, Reuters et AFP 29.05)

[Schizophrénie. Manipulation des masses. Le terrorisme d'Etat étendu à Internet. Le ministre des jihadistes en Syrie a dit](#)

- Terrorisme : "*la traque sur internet doit être une priorité*", selon Valls - LePoint.fr

- Les gendarmes dans des McDo' pour sensibiliser les jeunes aux «*dangers*» de l'internet - 20minutes.fr

- Les députés pointent les faiblesses du renseignement français face au terrorisme - L'Express.fr

"Internet est devenu un vecteur de propagande, de radicalisation et de recrutement pour le terrorisme d'inspiration jihadiste. C'est également un lieu d'échange pour les terroristes", souligne le Ministre.

(Il a écrit "un lieu d'échange pour les terroristes", qui ne sont pas forcément des jihadistes, cela peut donc être des militants d'extrême gauche français ou de différentes nationalités catalogués comme terroristes dans leur pays d'origine. Demain, cette notion pourrait être étendue à tout opposant au régime. - Ndlr)

Selon Manuel Valls, "internet fait l'objet d'une veille très active de la part de nos services. Internet est un moyen discret de communication qui laisse toutefois des traces exploitables par les services spécialisés. Donc cela doit être une priorité pour nous." Comme "la détection précoce des signes de radicalisation", ajoute Manuel Valls. "Des signaux peuvent alerter lorsqu'ils convergent : rupture dans les parcours individuels, changements brutaux de comportement, radicalisation du discours, coupure avec l'environnement familial ou professionnel. Il est essentiel de savoir capter ces signes avant-coureurs", juge Manuel Valls.

(Ils ont mis en place un système de communication qui permet toutes les dérives possibles et inimaginables, et ensuite ils s'en inquiètent et répriment. C'était un formidable moyen pour fichier tranquillement la totalité de la population sans que personne n'y trouve à redire, puisque finalement c'est compris dans le concept d'Internet. Avez-vous remarqué que le comportement qu'il décrit correspond à peu de chose près au mien ? Hélas, je n'ai pas les moyens de me transformer en terroriste ou d'appartenir à un parti qui aurait une branche clandestine (comme la CIA, MI6, etc.) , pas dans le genre de ceux qui opèrent un peu partout, mais tel que les marxistes pouvaient le concevoir autrefois. - Ndlr)

Si le ministre de l'intérieur reconnaît que des "erreurs d'appréciation ou d'analyse existent", il précise que "le renseignement c'est avant tout la difficulté de bien cerner des individus." "L'utilisation des sources humaines a permis à plusieurs reprises de déjouer des complots terroristes. Comme le risque zéro n'existe pas, cela veut dire qu'il faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel", conclut Manuel Valls. Le Nouvel Observateur avec AFP 30.05

(Au diable les bavures qui sont inévitables, une vie brisée, qu'est-ce que c'est franchement ? En disant qu'il "faut pousser l'analyse sur chaque individu qui représente un danger potentiel", cela veut dire que nous sommes tous concernés. De notre côté, chaque banquier, actionnaire ou patron d'une grande entreprise, chaque représentant du capital "représente un danger potentiel" pour chaque travailleur qui a un emploi, pour chaque famille ouvrière qui a des enfants. - Ndlr)

### PSA. Union patronale des collabos.

Le groupe PSA Peugeot Citroën a ouvert mercredi avec les organisations syndicales un cycle de négociations visant à leur faire partager sa vision stratégique et à renforcer le dialogue social pour redresser l'entreprise et préserver son ancrage en France, face à un marché en berne.

Ce cycle de réunions se déroulera du 6 juin à octobre, à un rythme hebdomadaire, a annoncé Philippe Dorge, directeur des ressources humaines, selon un communiqué publié à l'issue de la première réunion ouvrant ce chantier.

La réunion s'est tenue en présence du président du directoire Philippe Varin qui a défini les objectifs de ce "nouveau contrat social". Il s'agit pour lui de "mieux associer les salariés et leurs représentants à la vision stratégique et aux projets d'avenir de l'entreprise, d'identifier ensemble les leviers qui contribueront au redressement du Groupe et lui permettront de maintenir ses bases fortes en France et de renouveler et enrichir le dialogue social pour anticiper les projets et les transformations du Groupe en cherchant à sécuriser l'emploi et les compétences", indique le communiqué.

"Nous n'entamons pas aujourd'hui la négociation d'un simple accord de compétitivité", a précisé Philippe Dorge. "C'est une stratégie sociale novatrice visant à engager davantage les salariés sur la vision et les projets", a-t-il souligné. A l'issue de ce cycle, "c'est un large consensus que nous souhaitons obtenir autour du contrat social", a-t-il dit.

Les organisations syndicales se sont, dans leur majorité, félicitées de la présence de M. Varin à cette réunion.

Pour Franck Don, élu CFTC, "c'était important qu'il puisse venir". Selon Christian Lafaye, représentant FO, la présence de M. Varin qui a "pris au sérieux" cette réunion s'avère "encourageante" pour les partenaires sociaux tandis que la CFE-CGC a "constaté avec satisfaction" son "engagement fort".

"Nous préférons le gagnant gagnant au perdant à coup sûr", estime pour sa part la CFE-CGC dans un communiqué, qui affirme aborder ces négociations "dans un esprit d'ouverture" (C'est à la mode dans le mouvement ouvrier ! -ndlr) , tout en précisant sa volonté de camper également sur des "incontournables".

Selon FO, il y aura des contreparties pour les salariés en termes de volumes sur les sites et en termes d'investissements. "On pourrait revenir à une situation normale à partir du moment où on ferait meilleure fortune", a indiqué Christian Lafaye.

Le représentant de la CGT, Bruno Lemerle, a jugé, quant à lui, que "*derrière les mots de dialogue social renouvelé, M. Varin a fait planer le chantage à l'emploi*". "*Son leitmotiv, c'est réduire les coûts en France*", a-t-il dit. Pour la CGT, "*la qualité du travail passe par des salariés formés, avec des emplois stables, une bonne rémunération, une qualité de vie qui va à l'inverse des notions de flexibilité ou de mobilité imposées*". AFP

La CGT tient un discours et dans la réalité fait exactement l'inverse, quant aux autres syndiats, on se demandera lequel est le plus à droite, apparemment la concurrence est rude, tous vendus !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Afrique

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba ont approuvé lundi la proposition d'organiser un sommet qui va être consacré à la sécurité sur le continent. L'objectif qui sera assigné à la rencontre est celui de parvenir à la constitution d'une capacité africaine de réponse immédiate aux crises pouvant survenir en Afrique.

La nécessité de doter l'Union africaine d'une telle capacité a été depuis longtemps posée au sein de cette organisation. Son urgence s'est imposée au constat que faute d'un instrument à disposition, l'Afrique et son organisation interétatique ont dû systématiquement compter sur les partenaires internationaux pour régler en leur lieu et place les conflits et crises survenus sur le continent. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Ramtane Lamamra, a eu parfaitement raison d'estimer que la décision de constituer une capacité africaine de réponse aux crises « *est un développement de portée historique* » qu'il faut maintenant concrétiser.

La réserve qu'inspire cependant la décision des chefs d'Etat et de gouvernement africains d'organiser ce sommet est qu'ils lui ont fixé comme lieu de sa tenue Paris, la capitale française. Leur choix est incontestablement une erreur au plan de la symbolique. En tout cas, les Africains ne comprendront pas pourquoi leurs dirigeants vont se rencontrer à Paris pour discuter de la constitution d'une force d'intervention propre au continent. Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, ou toute autre capitale du continent sont mieux indiquées si effectivement l'objectif est de doter l'Afrique d'un instrument destiné à lui permettre de ne pas compter uniquement sur la contribution étrangère pour le règlement des crises continentales et faire face à la menace terroriste dont la région est devenue le théâtre privilégié.

L'engagement de la France dans certains des conflits auxquels est confronté le continent, sa participation aux côtés d'Etats africains en butte à la pieuvre du terrorisme ne justifient pas la « délocalisation » de leur sommet sur la sécurité entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Cette malencontreuse initiative confortera chez beaucoup la conviction qu'ils ont de ce fait accordé à la France un « *droit de regard* » dans la définition par l'Afrique d'une stratégie de prise en charge des conflits qui surviennent chez elle et un statut de « *leadership* » dans la conduite des actions pour les résoudre.

Peut-être que certains chefs d'Etat africains ont estimé que par ce geste le continent exprime une « juste reconnaissance » à l'égard de la « *solidarité* » que la France a manifestée au continent à l'occasion de la crise malienne et d'autres que l'Union africaine n'a pu prendre en charge faute justement d'une force d'intervention adéquate. Cela ne les exonère pas pour autant du soupçon qu'en l'occurrence ils restent favorables et acquis au maintien d'une relation spécifique entre la France et l'Afrique. Une relation qui pourtant a démontré qu'elle n'est pas exempte de la vénéneuse conception néocolonialiste qui consiste à faire valoir que l'Afrique et ses Etats indépendants ont toujours besoin du tutorat de leurs ex-puissances colonisatrices. french.irib.ir 29.05

#### 2- Turquie

Zubeir Khan, célèbre écrivain et journaliste pakistanais affirme que la Turquie " *a creusé sa propre tombe*" en se faisant l'allié de l'Arabie saoudite dans son projet de transfert des terroristes salafistes saoudiens vers la Syrie.

" *La Turquie a commis en 2012 la même erreur envers l'Etat syrien que le Pakistan dans les années 80. Absorbés par ses rivalités avec l'Afghanistan, le Pakistan a servi de pont aux takfiris saoudiens qui sont partis par milliers vers l'Afghanistan communiste. Quel en est le résultat aujourd'hui? La province de Waziristân est aujourd'hui le nid de terroristes takfiris est la conséquence de ce grand faux pas stratégique*". " *L'Arabie saoudite et les Etats-Unis coopèrent actuellement pour propulser au sommet du pouvoir syrien un régime salafiste et la Turquie, leur complice, n'aura pas un meilleur avenir que ce que vit aujourd'hui le Pakistan. Les takfiris sèment haine et destruction contre toutes les confessions, chiites, soufis, sunnites. les chiites pakistanais sont aujourd'hui leurs principales victimes. En Turquie les chiites constituent 25% de la population et ils*

*vivent aujourd'hui un génocide. ... Il est temps que les Turcs s'élèvent contre le gouvernement qu'ils se sont choisis avant qu'il ne soit trop tard."*

*"La Turquie évacue les qaidistes pakistanais depuis la province de Waziristân du nord vers les frontières turco syrienne. Un vol 709 de la compagnie Turkish Air a été le premier à avoir transféré les takfiris à la province de Hatay . Ces 93 takfiris étaient de nationalité pakistanaise, koweïtienne, yéménite, afghane. Le renseignement turc collabore avec le renseignement saoudien et qatari dans ce domaine". " Les takfiris pakistanais utilisent même la ligne aérienne sioniste EIAI pour se rendre en Turquie!" french. irib.ir 29.05*

### 3- Syrie

3.1- Le président américain a demandé au Pentagone de mettre en œuvre les plans consistant à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie.

Cette demande avait été faite par la Maison Blanche avant la visite, de la semaine dernière, du secrétaire du département d'Etat américain, John Kerry, au Moyen-Orient, ont annoncé deux autorités américaines sous le sceau de l'anonymat, cité par Press TV citant le Daily Beast. Obama poursuit une double stratégie, qui d'une part soutient la voie politique pour mettre fin à deux ans de crise en Syrie et de l'autre il présente en même temps des plans pour une intervention militaire dans ce pays. La crise syrienne a débuté en mars 2011 au cours de laquelle un grand nombre de civils, des forces de sécurité et de soldats ont été tués. french.irib.ir 29.05

3.2- Des activistes présents en territoire syrien ont accusé mercredi l'opposition en exil de saper l'insurrection, un indice du désarroi qui prévaut dans le camp des adversaires de Bachar al Assad et qui complique un peu plus les chances de succès de "Genève II".

Réunis depuis près d'une semaine à Istanbul, les 60 membres de la Coalition nationale syrienne (CNS) n'arrivent pas à s'entendre sur leur participation à la future conférence, pour laquelle le gouvernement de Damas a donné son accord.

La Russie, principale alliée de Bachar al Assad avec l'Iran, a de son côté lancé une nouvelle mise en garde aux Occidentaux, et notamment aux Etats-Unis, accusés de mettre en péril par leurs initiatives la future conférence de Genève.

Consternés par *"la discorde persistante"* qui mine la Coalition, quatre groupes d'opposition basés en Syrie et regroupés dans un Mouvement révolutionnaire ont estimé que la réunion d'Istanbul constituait *"une timide tentative d'ajouter des personnes (...) qui n'ont aucun impact réel sur la révolution."*

Ils exigent que la moitié au moins des organes de direction de la Coalition soit composée de membres des *"forces révolutionnaires."* Dans un *"dernier avertissement"*, ils déclarent *"ne pouvoir accorder une légitimité à un organisme politique qui trahit la révolution."*

Le communiqué du groupe des quatre a provoqué un débat au sein de la Coalition. *"On commence à réaliser avec effroi que la Coalition doit se reprendre, sinon le camp Assad va nous encercler"*, a estimé l'un des délégués présents à Istanbul.

Le conflit entre islamistes et nationalistes dans la CNS est exacerbé par les ambitions diverses des soutiens à l'opposition, que ce soit les monarchies du Golfe, les Etats-Unis ou l'Europe.

La rivalité est notamment forte entre le Qatar, qui appuie les membres islamistes de la coalition, et l'Arabie saoudite, inquiète de l'influence grandissante des Frères musulmans.

Les délégués de la CNS, dominée par les islamistes, se déchirent aussi sur l'ouverture de leur instance à d'autres courants soutenus par les pays occidentaux.

L'idée de départ était d'inclure vingt nouveaux membres issus du courant libéral, mais la Coalition actuelle n'a proposé que cinq sièges à ce mouvement dirigé par le chrétien Michel Kilo.

*"Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la Coalition n'ont pas assumé leur responsabilité de représenter la révolution du grand peuple syrien"*, ajoutent les quatre groupes d'opposants.

Ils estiment que l'impasse actuelle facilite *"l'ingérence flagrante"* des puissances extérieures au conflit. Des représentants saoudiens sont arrivés à Istanbul pour tenter de faire avancer les choses. Ils ont été rejoints par des délégués qataris, américains, français et jordaniens.

Le ministre russe des Affaires étrangères a vivement critiqué un projet de résolution des Etats-Unis qui condamne le gouvernement syrien, jugeant que pareille initiative nuira aux efforts déployés pour mettre un terme à la guerre civile

S'exprimant avant un débat mercredi du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, où la résolution devrait être soumise, Sergueï Lavrov a estimé que les Etats-Unis "*faisaient activement la promotion d'une initiative extrêmement malsaine*".

Le chef de la diplomatie russe a qualifié le projet de résolution d'"unilatéral et odieux", le comparant à une résolution similaire adoptée mi-mai par l'Assemblée générale de l'Onu.

Sergueï Lavrov a réitéré en outre le souhait de la Russie de voir l'Iran invité à la conférence, ce à quoi s'oppose la France, et estimé que les opposants au président Bachar al Assad devaient être convaincus de participer aux négociations "*sans conditions préalables*".

Son homologue français, Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur.

"Genève II" devrait théoriquement se dérouler à la mi-juin mais le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Levent Gumrukcu, a estimé mercredi que la conférence ne pourrait avoir lieu "*avant la fin du mois de juin*". Reuters 29.05

3.3- Selon l'hebdomadaire palestinien Al-Manar, plusieurs officiers saoudiens ont été arrêtés en Syrie au cours des opérations de nettoyage de ces derniers jours à Qousseir.

*"L'armée syrienne continue ses avancées sur le terrain au prix de susciter la colère des soutiens occidentaux et arabes des terroristes. Des centaines de terroristes blessés sont évacués dans des hôpitaux israéliens à l'aide des réseaux saoudiens, turcs et qataris". "Dans des régions "nettoyées", l'armée nationale a découvert des stocks d'armes, d'équipements logistiques made in Israël, des équipements d'écoute, armes et munitions"* et le journal d'ajouter : "*les forces syriennes ont arrêté vendredi dernier trois officiers de renseignement saoudiens, qui opéraient sur ordre direct de Bandar Sultan, chef du renseignement saoudien ... au cours d'interrogatoire, ces officiers ont avoué avoir pour mission d'établir des contacts avec les agents de sécurité israéliens, de leur transmettre les renseignements au sujet des centres de recherche, des centres militaires syriens.*"

Al Manar affirme : "*ces officiers travaillaient étroitement avec les miliciens liés à Saad Hariri et à Samir Geagea... de l'aveux de ces officiers, l'un des proches adjoints de Bandar Sultan s'est rendu lui même à Qousseir pour gérer le trafic d'armes à destination des rebelles et ce, sous la supervision directe des bandes liées à Hariri et à Geagea*". "*Les officiers saoudiens ont confirmé l'existence des groupes sécuritaires qatari-saoudiens qui ont pour charge d'exécuter les terroristes qui veulent fuir les combats et quitter la Syrie.*" french.irib.ir 29.05

3.4- Le Hezbollah et les forces spéciales de la garde républicaine syrienne, les mieux entraînées des troupes syriennes, ont envoyé des renforts vers Qousseir pour prendre le dernier carré de cette ville défendu avec acharnement par les groupes takfiris, selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé et soutenu par Londres.

Le Hezbollah, "*ainsi que les forces spéciales de la garde républicaine qui sont les mieux entraînées de l'armée syrienne ont envoyé des renforts à Qousseir*", a indiqué Rami Abdel Rahmane.

Comme le Hezbollah, les unités spéciales de la garde républicaine sont entraînées à la guérilla urbaine, selon lui.

*"Les préparatifs montrent qu'ils préparent une opération d'envergure"*, ajoute Abdel Rahmane.

Mercredi matin, la ville était la cible de bombardements aériens, "*notamment sur le nord et l'ouest de la ville*" (où sont retranchés les groupes takfiris), selon Abdel Rahmane.

*"Si Qousseir tombe aux mains du régime, cela sera un coup dur pour les rebelles car la frontière libanaise, par laquelle transitent les armes, leur sera fermée"*, explique M. Abdel Rahmane.

*"Si Qousseir n'était pas stratégique, les rebelles ne se seraient pas battus jusqu'à la mort et le régime et le Hezbollah n'auraient pas mis tout leur poids"*, ajoute-t-il.

*"Une chute de Qousseir sera aussi un revers moral pour les insurgés"* qui combattent depuis plus de deux ans les troupes syriennes, ajoute le directeur de l'OSDH. (Al Manar) french.irib.ir 29.05

#### 4- Iran

Téhéran est aujourd'hui, mercredi 29 mai, hôte de la Conférence internationale sur la Syrie, avec pour devise « le règlement diplomatique et la stabilité régionale ».

La Conférence de Téhéran a pour objectif d'aider à faire avancer l'idée de trouver un mécanisme politique pour régler la crise syrienne, a souligné le porte-parole de la diplomatie iranienne, Abbas Araqtchi, qui a souhaité que toutes les parties présentes à la Conférence de Téhéran travaillent pour plus d'entente afin de parvenir à un règlement politique acceptée par tous les Syriens. De figures saillantes d'une quarantaine de pays, d'instances régionales et internationales participeront à la Conférence de Téhéran, a indiqué Araqtchi.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian a pour sa part vu en la Conférence de Téhéran, un pas vers la réalisation d'un règlement politique, basé sur l'arrêt des violences et l'ouverture du dialogue national.

Des représentants de la Chine et de la Russie assisteront également à la Conférence de Téhéran, a précisé Amir Abdollahian. french.trib.ir 29.05

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Chez Candia le personnel se rebiffe.

Une soixantaine de salariés de l'usine laitière Candia (groupe Sodiaal) de Saint-Yorre (Allier), menacée de fermeture, bloquent depuis le milieu de l'après-midi plusieurs responsables de l'entreprise, dont la DRH du groupe, les empêchant de sortir de l'entreprise, a constaté l'AFP. Les salariés, qui se sont mis en grève en début d'après-midi pour exiger l'annulation de la mise à pied en vue d'un licenciement de deux de leurs collègues, bloquent l'entrée du site avec des véhicules et des palettes. Ils empêchent la sortie des deux véhicules dans lesquels se trouvent la DRH et un huissier, venus de Paris, pour l'un, et le responsable régional des Ressources humaines pour l'autre.

Le mouvement de colère des salariés a éclaté après que deux salariés, avec respectivement 6 ans et 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise, se sont vu signifier leur mise à pied immédiate en vue de leur licenciement. Selon Sylvie Salgado, une déléguée du personnel qui accompagnait l'un des deux salariés, "le responsable d'exploitation est venu le chercher sur son lieu de travail en lui disant qu'il était convoqué à un entretien préalable. La DRH lui a dit qu'il était mis à pied jusqu'au 12 juin et qu'on lui signifierait ce jour-là les faits qui pourraient lui être reprochés", a-t-elle dit à l'AFP.

"On leur a dit que cela allait mettre le feu aux poudres mais ils ont dit qu'ils assumeraient", a poursuivi la représentante du personnel. "Ils ont choisi la manière forte, ils devaient se douter que cela allait exploser", a déclaré à l'AFP Jean-Louis Borie, l'avocat des salariés. Vers 18H00, le blocage de l'usine se poursuivait dans un climat assez tendu, tandis qu'une vingtaine de gendarmes avaient pris position près de l'usine. Interrogée par l'AFP, un porte-parole de Candia a indiqué qu'il n'avait pas de commentaire à faire. L'Expansion.com avec AFP 29.05

#### 1.2- ArcelorMittal, fin de la récréation pour les jaunes.

Quelque 500 salariés et représentants syndicaux d'ArcelorMittal ont manifesté mercredi devant les bureaux de l'usine de Florange (Moselle).

Ils se sont réunis alors que se tenait la troisième réunion de négociations sociales devant décider du sort de 629 salariés de l'ancienne usine "à chaud" (hauts fourneaux) de Florange.

"Nous sommes ici pour faire passer un message à la direction: jamais, jamais, jamais, on ne laissera brader votre avenir", a martelé le leader local CFDT Édouard Martin devant plusieurs centaines d'ouvriers de l'ancienne usine à chaud avant d'entrer dans la salle de réunion.

"Après ce que nous avons vécu pendant 23 mois et la suppression de 790 emplois avec la fermeture de la filière liquide, la direction a le culot et l'audace de faire des propositions qui sont tout simplement inacceptables. Nous sommes là pour dire +Non, vous devez revoir votre copie+", a-t-il ajouté. AFP 29.05

Impressionnant, Mittal va en faire une jaunisse !

### 2- Chili

Bravant le déluge, ils ont de nouveau défié les forces de l'ordre hier à Santiago pour réclamer un changement du système éducatif avec un accès gratuit et de qualité. Les étudiants qui ont réalisé plus de 40 marches depuis 2011 exigent la fin de la suprématie du privé héritée de l'ère Pinochet. euronews.fr 29.05

### 3- Argentine

Un mouvement syndical contre la politique économique du gouvernement argentin a entraîné mercredi 29 mai le blocage de nombreux accès routiers à Buenos Aires, aggravant les habituelles congestions du trafic dans la capitale.

Sous la consigne "*contre l'ajustement et pour un salaire digne*", l'aile d'opposition de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), appuyées par des organisations sociales et politiques de gauche, a appelé à une grève de vingt-quatre heures incluant des barrages de rues, avenues et autoroutes, ainsi qu'un rassemblement sur la place de Mai, face au palais présidentiel.

*"L'objectif est la modification de la distribution de la richesse, en partant de la discussion sur les revenus des travailleurs"*, a expliqué José Rigane, secrétaire adjoint de la CTA dans un communiqué. Le syndicat, qui regroupe principalement des fonctionnaires et des enseignants, a souligné que *"cette grève est [menée] pour une meilleure équité et contre l'idée que le salaire est un bénéfice auquel on applique un impôt alors qu'il n'existe pas d'impôt sur la rente financière ou sur les jeux en Argentine"*.

La CTA réclame notamment un salaire minimum de 5 000 pesos (environ 946 dollars au change officiel) et des mesures pour freiner l'inflation, estimée par le gouvernement à 10 % par an, mais qu'analystes et opposition situent à 25 %, niveau prix en compte lors des négociations salariales paritaires. La CTA, centrale minoritaire de centre gauche, est scindée entre deux tendances, qui s'opposent sur le soutien ou non à la politique de la présidente Cristina Kirchner. lemonde.fr 29.05

---

## ECONOMIE

### Suède

Des sociétés suédoises ont exporté près de deux cents tonnes de saumon interdit en raison de leur taux de dioxine. Ces poissons, pêchés en mer Baltique en 2011 et 2012, ont été interdits à l'exportation par l'Union européenne depuis 2002. Stockholm autorise sa vente tout en mettant en garde les consommateurs contre les éventuels dangers. Du coup certains pêcheurs ont choisi de vendre leurs produits illégalement, en majorité à la France :

*"C'était la seule alternative. Ce saumon est impossible à vendre en Suède. Les gens n'en consomment pas. Il doit être rosé et avoir un bon aspect. Donc c'était la seule façon. La France était la seule à vouloir acheter, avec le Danemark"*, explique le revendeur suédois Per Ahlgren.

L'affaire a été révélée par un documentaire diffusé en Suède. Des témoins affirment que ce saumon a également été vendu en Allemagne, ou encore en Grande-Bretagne. Un produit dangereux pour la santé, surtout pour les enfants et les femmes enceintes. Les autres ne devraient pas en consommer plus de trois fois par an. internationalnews.fr 24.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 31 mai 2013

## CAUSERIE

### Jeudi soir

Le mois de mai s'achève, nous n'avons pas eu le temps de consacrer quelques lignes à la Commune de 1871, mais le coeur y était au côté du peuple syrien qui combat courageusement contre la barbarie impérialiste. Nous n'avons pas eu le temps de traiter bien des sujets, l'intervention française au Niger par exemple.

Quelle misère l'ignorance humaine ! C'est difficile d'admettre qu'on pourrait avoir une vie merveilleuse et qu'ils s'emploient à nous la pourrir quotidiennement, cela dépasse l'entendement. Ceux qui gouvernent méritent-ils encore le statut d'êtres humains, ce n'est pas moi qui pose cette question ou plutôt qui dresse ce constat où l'on perçoit la réponse, mais un ex-ministre de Reagan, incroyable n'est-ce pas ? Paul Craig Roberts, qui n'est pas n'importe qui, prend un énorme risque en condamnant avec une violence extrême le régime américain qui pour lui est une infâme dictature qu'il faut abattre par tous les moyens dit-il. Oui,

on n'entendra pas un tel discours dans la bouche d'un dirigeant du mouvement ouvrier. Il y en a qui voudraient que le PS et le PCF fasse une politique contraire à leur nature qu'ils n'ont jamais faite et qu'ils ne feront jamais, on nage en plein délire, c'est de la démente pure. Quand on lit cela on comprend pourquoi les masses sont au bord du désespoir, on le serait à moins.

Les travailleurs ne sont pas à blâmer, nos dirigeants sont faibles, lâches et minables, ce sont des incapables. Ils passent leur temps à se gargariser de formules, de principes, de théories, de citations, de petites phrases apprises par coeur qu'ils répètent comme des crécelles d'un air satisfait en fuyant la réalité qu'ils se refusent à regarder en face. Les lire et vous sombrez irrésistiblement dans un profond désespoir, car il n'existe pas l'ombre d'une lueur d'espoir dans leur discours. Nul, creux, vide, le néant, voilà l'impression qui s'en dégage.

L'humanité court à sa perte à vive allure, quand on y regarde de plus près on se dit que c'est terrifiant, cela devrait nous interpeller, nous révolter, nous enragier, nous donner envie de prendre les armes, eux se résignent à préparer les prochaines élections ! Chaque jour c'est un travail vraiment ingrat de traiter l'actualité tant elle relaie le comportement misérable d'affairistes en tous genres, de personnages petits, mesquins, arrogants qui détiennent le pouvoir de dicter notre sort, tandis que nous sommes réduits à l'impuissance pour les combattre.

Nous sommes les otages de dirigeants qui n'ont pas été foutus de construire ne serait-ce qu'un parti qui inspirerait confiance, sans qu'il soit parfait, on ne lui demanderait pas puisque c'est impossible, mais qui au moins se serait élevé au-dessus de la médiocrité ambiante, apparemment c'était trop leur demander. Ils ont failli, ils peuvent changer le nom de leur parti, nous promettre des changements, à l'arrivée le résultat est toujours pire que la veille ! S'en rendent-ils seulement compte ? Pourquoi n'avons-nous pas un parti dont nous serions fier, comme être fier d'être marxiste, communiste, léniniste, bolchevik ?

Dans la vie on a le choix entre avancer dans une voie en faisant preuve d'honnêteté et de respect envers les autres (et soi-même) ce qui nous procure certaines satisfactions ou emprunter un chemin parsemé de coups tordus, d'hypocrisie et de mensonges, qui finalement ne mène pas plus loin ou plutôt nulle part, j'ai l'impression qu'en politique on s'évertue à choisir la deuxième solution.

Cela me fait penser à ce que je vis en Inde depuis bientôt presque 20 ans, à savoir que puisque tout le monde ment, il faut mentir, tout le monde vole, alors il faut être un voleur, sinon tu passes pour un pigeon ou un couillon et tu es perdant. J'aurais plutôt tendance à penser qu'en agissant de la sorte tout le monde est perdant car il est impossible de faire confiance à personne et les relations sont détestables, donc on se pourrit nous-même la vie, la société est un cauchemar, c'est stupide.

Moi j'ai décidé de ne rien changer à mon comportement et je ne m'en porte pas plus mal, je dirais même beaucoup mieux que les gens que je connais, j'ai cent fois moins de problèmes qu'eux, et quand je suis perdant, je n'en fais pas un drame parce qu'à côté je suis gagnant, j'ai cela en plus qu'ils n'ont pas, la satisfaction d'être honnête en toute circonstance, cela n'a pas de prix, et cela n'est pas une question de statut social puisque les plus crapules sont les plus aisés, comme partout.

Non, c'est vraiment un mauvais calcul de construire un parti sur des bases faussées à l'origine, le résultat sera forcément faussé aussi et il partira en vrille un jour ou l'autre, c'est écrit. J'ai peut-être la naïveté de croire que l'intelligence humaine l'emporte sur ses faiblesses pour peu qu'on est capable de la mettre en valeur, je pense que cela fait aussi partie de notre conception du socialisme, sinon comment avoir confiance dans les masses.

Je voulais arrêter là, il est plus de minuit et ils ont coupé le courant, donc je ne peux pas aller me coucher, cela recommence tous les jours. Vous voyez, j'en tire partie pour écrire au lieu de me morfondre.

C'est cela, soyons positif, lucide mais positif, on doit souvent trouver le courage en soi-même. Si vous avez le moral à zéro, pensez au peuple syrien qui mène un combat héroïque, les Kurdes qu'Erdogan a voulu acheter viennent de se retourner contre l'ASL, voilà une bonne nouvelle, les Kurdes à la frontière turque, le Hezbollah à la frontière libanaise, les deux routes d'approvisionnement en armes des jihadistes sont coupées, il ne reste plus qu'à les liquider. Je comprends les Syriens qui s'engagent dans les milices populaires que le régime a armées et qui ne craignent pas d'y laisser leur peau, ils n'ont plus rien à perdre.

Je partage leur état d'esprit et je suis bien loin de celui qui prévaut en France. Du coup je traite les questions sociales en France comme si on était sur un champ de bataille, on doit mener un combat à mort contre le gouvernement, le patronat et les syndicats jaunes. C'est cet état d'esprit qu'il faut inculquer aux militants, des millions de travailleurs sont prêts à suivre ou à s'enroler dans la bataille pour peu qu'on leur montre l'exemple et qu'on leur ouvre la voie.

Les sceptiques ou les frileux sont des nantis, parce qu'ils ne partagent pas le sort de ces millions de travailleurs défavorisés ils sont incapables de ressentir ce qu'ils vivent au quotidien. Ils le pourraient s'ils n'avaient pas des dirigeants qui se détournent de ces travailleurs. Ils ont opté pour une position défensive alors que le patronat passe à l'offensive ou plutôt la poursuivent, l'amplifient, de recul en recul, on finit laminés. Si on ne dresse pas des obstacles sur son chemin, il continue d'avancer, le premier obstacle aurait été de rompre avec les appareils traitres de la CGT et de FO, mais ils s'y refusent, cela aurait créé un séisme dans ces syndicats et leurs dirigeants seraient obligés de réagir. Au lieu de cela, il y en a qui appellent les appareils à rompre avec le gouvernement et le patronat, ce n'est pas la bonne méthode, c'est en engageant partout le combat, dans chaque entreprise et dans chaque administration, en dressant les masses contre eux qu'il faut briser leur alliance avec eux, cela a



une toute autre valeur et portée pour la suite de leur combat qui doit avoir un contenu politique. C'est aux masses de faire sauter le carcan des appareils et notre boulot est de les y aider, de les organiser dans cette perspective. Si simultanément on brisait le consensus qui existait dans les syndicats avec leurs appareils, ils se retrouveraient doublement affaiblis.

J'arrête là, il est 1h10 du matin et ils viennent de remettre le courant.

Vendredi 16h

Les infos qui tombent depuis un certain temps démontrent que les banquiers, les patrons, les ministres, les principaux élus, tous les membres des institutions, les dirigeants des partis institutionnels sont des menteurs, des fraudeurs, des délinquants, des voyous, des hypocrites, bref de la racaille, en col blanc, de haut vol, qui vont à l'église le dimanche matin ou jouent de l'équerre et du compas, comme compassion quoi, jurent la main sur le coeur, pardon, sur le portefeuille, qu'ils sont honnêtes et sincères, alors qu'ils s'emploient à pourrir la vie des honnêtes gens qui en suent et plus encore pour survivre dans une société qui nous donne la nausée, d'ailleurs si on les prenait au mot, cela voudrait dire qu'on y serait condamné, quelle terrible perspective pour la jeunesse, pour l'humanité !

Vous savez pourquoi le patronat et la réaction se sentent pousser des ailes ? Parce qu'il n'y a personne pour dire : stop ! Parce que voyez-vous pour dire stop, il faudrait dans le même temps s'attaquer à tous ceux qui soutiennent le régime, c'est-à-dire quasiment tous les partis et tous les syndicats, tirer à boulets rouges dessus, les étriller, les laminer, les broyer... Quelle horreur !

Dire : voilà ce qu'ils disent, voilà ce qu'ils font, voilà ce que cela signifie, voilà ce qui se passe dans les faits, prendre à témoin les travailleurs qui ne pourraient que confirmer, personne n'y tient apparemment, curieux non, là il n'y a plus personne, pas un seul parti n'en a le courage, ce sont eux qui creusent la tombe du mouvement ouvrier.

Aux intellectuels partout dans le monde qui entendent combattre le capitalisme, pour son abolition.

Le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, rejoignez les rangs des militants qui combattent pour la révolution socialiste. Si vous n'en êtes pas convaincus, faites-en l'expérience, adoptez-le, soyez les garants de l'intégrité du socialisme scientifique pour que personne ne le confisque, ne le dévoie ou parle en son nom en lui tournant le dos, engagez-vous, assez de discours, pourquoi ne pas fonder l'Association internationale des travailleurs pour l'abolition du capitalisme (AIPAC) ?

J'ai commencé à rédiger le plan de ce qui pourrait être un appel au mouvement ouvrier et aux intellectuels du monde entier à fonder une telle association, mais je n'ai pas trouvé le temps de le finaliser, un texte aussi concis et précis que possible dans lequel figurerait l'essentiel, il faut y réfléchir à tête reposée à partir de toutes les prises de positions que j'ai relevées depuis plus d'un an, l'air de rien c'est un boulot colossal. La difficulté, c'est de ne rien oublier pour sortir un document cohérent et de combat, qui, lorsqu'on a fini le lire donne envie de l'adopter, que l'on ne soit pas là à dire qu'à tel endroit tel passage prêterait à confusion, que tel autre comporterait un sous-entendu, etc. C'est peut-être trop ambitieux de ma part et c'est la raison pour laquelle je ne me focalise pas dessus pour le moment, mais je me dis que si personne ne tente quelque chose on n'arrivera à rien.

J'ajouterai ce soir une quinzaine de nouveaux articles. Dimanche je vous donnerai les statistiques de fréquentation du site du mois de mai, on a pulvérisé notre record, le parti des 10.000 : c'est nous, et attendez, on n'a rien rogné !

Bon week-end à tous.

### [Le chiffre du jour. 12.000 milliards de dollars](#)

- Les dix principaux dispositifs d'exonération fiscale aux Etats-Unis priveront les caisses de l'Etat fédéral de 12.000 milliards de dollars (9.260 milliards d'euros) au cours des 10 prochaines années, ce dont bénéficient grandement les revenus les plus élevés, montre une étude du Congressional Budget Office mercredi.

En 2013, plus de la moitié des 900 milliards de dollars de recettes dont l'Etat se privera iront aux 20% d'Américains aux revenus les plus élevés, souligne le CBO, organisme non partisan équivalent à la Cour des Comptes.

Le centile des revenus les plus élevés, autrement dit les ménages qui gagnent au moins 450.000 dollars par an, en recueilleront à eux seuls 17%. Reuters 30.05

Il s'agit bien de 12 000 milliards de dollars et non de 12 milliards.

Le "*CBO, organisme non partisan équivalent à la Cour des Comptes*" qu'on nous permette d'en douter, disons qu'au sein de l'administration américaine il y en a qui comprennent que si l'orientation politique actuelle de l'Etat ou du gouvernement devait être maintenue dans les années à venir, ils courraient à la catastrophe.

## Parole d'internaute

A propos des mercenaires jihadistes soutenus et armés désormais par le gouvernement français détruisant la Syrie et massacrant son peuple.

- *"Ces groupes de mercenaires, payés et équipés d'armement Occidentaux (de très haute qualité) sont responsable pour au moins 80% des morts civils et militaires Syriens... Ne parlons pas des armes chimiques et de haute technologie, qui sont elles distribuées par les forces spéciales (SAS) et la Turquie..."*

*C'est juste un crime contre l'Humanité, qui se cache derrière un sois disant "printemps Arabe"... Sans la Russie, ce petit pays serait déjà démembré, et sa population massacrée par "les libérateurs"."*

Précision.

*"Les AK 47 et le RPG 7 foisonnent, mais les FAL en calibre 30 NATO équipaient la Grande Bretagne, jusque dans les années 1990, on en voit beaucoup trop... Et il est très fréquent de voir des M16 dans leurs différentes versions historiques. Des SAS et des éléments de la DGSE sont en Turquie..."*

*Reconnaitre de l'armement, fut mon métier... Direction Technique des Armements terrestres... Fut entre autres mon employeur.*

*Heureusement que la Russie veille, pour empêcher les "coupeurs de têtes" que nous armons (l'argent des Émirats nous motive) de massacrer les pauvres Syriens... L'Armée Arabe Syrienne est une armée de conscription, elle n'est pas composée de mercenaires, des jeunes gens y font leur service militaire, qui dure un an..."*

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Que des surprises !

- Nouveau record de chômeurs en avril en France - AFP
- «Les banques utilisent les filiales offshore pour leur propre évasion fiscale» - Liberation.fr
- La taxe Tobin risque d'être fort édulcorée - Reuters
- Etats-Unis: hausse surprise des inscriptions au chômage, le PIB revu en baisse - L'Expansion.com

### Intox.

- Bartolone (PS) s'en prend à Sapin et aux "bureaucrates européens" - AFP
- Front de Gauche: les raisons de la fracture avec Hollande - L'Express.fr

### Cons et voyous

- Nicolas Sarkozy, la droite, et "les deux connards" Copé et Fillon - L'Express.fr

L'ancien président orchestre son retour, estimant "que ni Jean-François Copé ni François Fillon - 'les deux connards' comme il les a qualifiés récemment devant un député UMP - ne sont à la hauteur". L'Express.fr

On va le faire à la Audiard :

- Si le branque qui les traitent de connard est un pauvre con, c'est que tous ces caves triment pour les mêmes pinces l'oseille qui tirent les ficelles et encaissent le pognon, t'as pigé ? Et l'enflure de service qu'ils ont placé au Château pour remplacer le pauvre con est une perle dans le genre raclure. Excusez-moi monsieur, diplômé es école nationale d'administration des coups pourris où sont formés les salopards qui en croquent pour nous baiser. C'est un métier paraît-il, dites plutôt une vocation !

T'as pigé, c'est leur taf, ils jactent bien, ils t'enflent et engraisent pendant que leur boss entasse les lingots et partouze sur un yacht au soleil au beau milieu de l'océan Pacifique. Mais il faut leur reconnaître au moins une qualité, c'est qu'ils se font chiés pour mériter leur pourliche de garçon de café, la haut ils les méprisent, s'ils leur accordent le statut de Kleenex c'est par faiblesse, et quand tu lorgnes leurs tronches d'abrutis tu te dis que c'est encore généreux de leur part...

- Une "*bande organisée*" en cause dans l'affaire Tapie/Lagarde ? - Le Nouvel Observateur

Comment cela, l'Etat dirigé par une bande mafieuse, qui l'aurait cru franchement ? Et ce serait nouveau, si, si, car hier l'Etat était un modèle de démocratie, même qu'ils se bousculent au portillon dans les rangs du mouvement ouvrier pour nous le faire croire, inutile de donner des noms vous les connaissez très bien. Mais alors, est-ce que cela signifierait, qu'on nous aurait raconté des histoires depuis des lustres ? Non, non, pourquoi cela ?

[Il fallait le tuer à la naissance ou stériliser ses parents !](#)

- Alexandre, "*musulman radical*", aurait-il pu être empêché de nuire? - L'Express.fr

C'est la question qu'on devrait se poser à propos du capitalisme et ses représentants...

[Profession : rentier](#)

- Être occupé sans être trop pressé, voilà la recette du bonheur - Atlantico.fr

[Déjà grillé !](#)

- Beppe Grillo du succès aux échecs - Slate.fr

Les ONG, c'est grillé, les réseaux sociaux, c'est grillé, les Indignés, c'est grillé, M5S, Die Linke, c'est grillé, leur clone sont les prochains sur la liste dont le Parti pirate, le Front de gauche, il va rester quoi alors ? Je ne sais pas, le parti, le parti de Lénine par exemple, on n'a pas encore essayé, ah merde, il n'existe pas, pas de bol ! La faute à qui ? Devinez.

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [L'Etat et le gouvernement des banquiers.](#)

Spécialiste du système bancaire, l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran a été auditionnée ce mercredi par la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale. Elle souligne que l'implantation des banques dans les paradis fiscaux ne sert pas seulement les intérêts de leurs clients : les groupes bancaires eux-mêmes utilisent leurs filiales offshore pour «*optimiser*» leurs impôts, dont le taux implicite est en baisse par rapport aux années 1990.

En matière fiscale, les banques sont-elles de bonnes élèves ?

L'analyse de la contribution des banques aux recettes fiscales révèle que celle-ci n'a fait que s'affaiblir depuis le milieu des années 1990. De cette date à la veille de la crise, l'imposition des banques a été multiplié par 1,5. Mais leurs profits, eux, étaient multipliés par dix, en raison du fort développement de leurs activités. On a donc un taux d'imposition «*implicite*» en baisse. Et l'une des principales raisons de cette optimisation fiscale, c'est l'implantation des banques à l'étranger, et notamment dans les paradis fiscaux. L'autre explication, c'est le recours à la déductibilité des intérêts d'emprunts, à laquelle les banques ont beaucoup recours. Mais c'est en contradiction avec la volonté des régulateurs de sécuriser le système financier.

Il y a donc une «*double utilité*» aux filiales offshore ?

Tout à fait : ces implantations servent en partie les clients des banques, en partie les banques elles-mêmes. Pour les clients, cela ne devrait pas changer grand-chose en théorie, puisqu'ils sont censés déclarer leurs revenus en France – sauf à être en fraude sous couvert du secret bancaire. Mais les banques, comme les autres entreprises, peuvent tirer profit des différences de fiscalité entre les pays pour payer moins d'impôts.

Quelle est la solution ?

Il faut automatiser les échanges internationaux d'informations bancaires, au lieu du système «à la demande» qui prévaut aujourd'hui. Cela permettrait d'y voir clair quant aux comptes de particuliers et d'entreprises – y compris de banques – dans les paradis fiscaux. Mais pour ces dernières, il n'est pas forcément illégal de profiter des différences de fiscalité, via la création de filiales offshore. Tant que ces écarts existeront, les entreprises en profiteront. La transparence ne réglera donc pas tout : il faut aussi œuvrer à la convergence des systèmes d'imposition. Aux Etats de tirer les conséquences. libération.r 30.05

On aura compris que les banquiers tirent profit de tous les côtés et que le peuple est le pigeon qu'ils plument. On aura compris aussi pourquoi les paradis fiscaux ont de beaux jours devant eux puisque toutes les banques en profitent.

Il n'y a pas d'autre alternative que les exproprier sans leur verser un centime, de saisir tous leurs avoirs, biens ou richesses... Il n'y a pas de demi-mesures possibles. Mais c'est radical ? C'est radical, il faut extraire le mal à la racine, c'est comme avec une dent pourrie ! Mais elle ne repoussera pas ? Heureusement encore !

### Parole de banquier. Haro sur les salops de pauvres qui s'enrichissent au Smic et sont responsables du chômage !

Dans sa lettre annuelle adressée au président de la République, mardi 28 mai, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer s'inquiète que entreprises françaises soient de moins en moins compétitives par rapport à leurs concurrentes allemandes.

Les entreprises françaises font moins en moins de marge, ce qui se fait sentir au niveau des investissements : « *Confrontées à la concurrence étrangère, en France comme sur les marchés d'exportation, les entreprises ont cherché à compenser un coût de travail élevé en restreignant leurs marges [...] Elles ont réduit leur capacité à investir, et à financer la recherche-développement, diminuant peu à peu le contenu en innovation de leurs produits, et affaiblissant donc leur compétitivité hors-coût.* »

Après avoir donné un bon point au gouvernement Ayrault (notamment pour le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), il avertit : « *Il importe que des hausses discrétionnaires du SMIC ne viennent pas à l'avenir remettre en cause cet avantage* ». Donc en gros, il appelle à geler le SMIC, c'est-à-dire à faire baisser encore un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs les plus pauvres...

Christian Noyer prône une désindexation des pensions par rapport à l'inflation pour éviter que l'effort soit uniquement à la charge des actifs. Wikistrike.com 30.05

Allez-y, il y a de la marge ! C'est ce qu'ils doivent se dire.

Quand je tombe sur une info sur la France, je la lis de l'extérieur puisque je suis à 10.000 kilomètres de chez vous, je ne vois pas que la France d'ici, je vois l'Europe, le reste du monde, je vois surtout la Grèce, le Portugal ou l'Espagne... Eux aussi ils portent le même regard, mais pas sous le même angle, eux c'est parce qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière, ils voient le monde à travers les lunettes des banquiers de la Fed, de Wall Street, de leur constat découle ce qu'on vient de lire.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Ziad Takieddine a été placé en garde à vue jeudi à Paris dans le cadre d'une information judiciaire ouverte début mai par le parquet de Paris des chefs de corruption d'agents publics étrangers et escroquerie, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Les enquêteurs soupçonnent l'homme d'affaires franco-libanais d'avoir voulu quitter la France alors qu'il fait l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire, indique une source policière, confirmant une information de Mediapart.

Mis en examen dans le volet financier de l'affaire Karachi et impliqué dans l'enquête sur d'éventuels financements libyens de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, Ziad Takieddine aurait acheté un passeport diplomatique de la République dominicaine, précise-t-on de même source.

Ce passeport aurait coûté 200.000 dollars (environ 154.000 euros), selon une source proche de l'enquête.

Deux hommes d'affaires soupçonnés d'avoir servi d'intermédiaires dans l'achat de ce passeport ont également été placés en garde à vue jeudi. Reuters 30.05

## 2- Etats-Unis

2.1- James Comey ayant servi au département de la Justice sous George W. Bush devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter le FBI en septembre.

Le président américain Barack Obama a décidé de nommer à la direction du FBI un républicain ayant servi au département de la Justice sous la présidence de George W. Bush, selon le New York Times. James Comey, 52 ans, est un ancien gestionnaire de fonds spéculatif qui enseigne actuellement à l'École de droit de l'université de Columbia. Il devrait remplacer Robert Mueller, qui doit quitter la direction du FBI en septembre. The Times cite deux personnes ayant connaissance du choix du président, mais la Maison-Blanche a refusé de commenter cette information mercredi soir.

Selon le journal, la date de la nomination du prochain directeur est inconnue. Robert Mueller était entré en fonction au FBI après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, et sous son influence, l'agence qui était vouée principalement à la lutte contre la criminalité en col blanc et le trafic de stupéfiants est devenue un instrument des services secrets et du contre-terrorisme. James Comey a été conseiller général pour un important fonds spéculatif, Bridgewater Associates, dans le Connecticut, et son expérience devrait profiter au FBI qui doit faire face à des coupes de budget. LePoint.fr 30.05

2.2- Le père d'Ibraguim Todachev, un jeune homme d'origine tchétchène tué en mai par le FBI pendant son interrogatoire sur les attentats de Boston, a déclaré jeudi qu'il voulait que les agents fédéraux américains soient jugés pour avoir "exécuté" son fils.

Ibraguim Todachev, 27 ans, avait été abattu le 22 mai après deux heures d'interrogatoire par les agents fédéraux dans son appartement d'Orlando alors qu'il tentait -apparemment- d'attaquer un enquêteur.

Son père, Abdoulbaki Todachev, a montré jeudi à des journalistes à Moscou des photos d'un corps criblé de balles, affirmant qu'il s'agissait de son fils. Sur ces photos, il est visible qu'une des balles a été tirée dans l'arrière de la tête.

"Aujourd'hui je veux la justice. Je veux une enquête, que ces gens (le FBI) soient poursuivis selon les lois américaines", a-t-il déclaré.

"Ce ne sont pas des agents du FBI. Ce sont des bandits et ils doivent comparaître en justice", a-t-il poursuivi.

Il a expliqué que les photos lui avaient été envoyées par Internet par la communauté musulmane de Floride.

Le FBI a affirmé que ses agents avaient tué le jeune homme en état de légitime défense alors que le suspect avait sauté sur l'un d'eux.

Mercredi, le Washington Post a rapporté qu'Ibraguim Todachev n'était pas armé.

M. Todachev a dit que la balle tirée dans la tête prouvait que le FBI avait tué délibérément son fils.

"Ce n'est pas un tir que l'on fait quand on est attaqué. C'est un tir pour exécuter quelqu'un", a-t-il déclaré.

"Ils ne pouvaient pas juste le menotter? Au moins, ils auraient pu le blesser au pied ou à l'épaule. Là il a été tué à la manière d'une exécution", a-t-il dit, ajoutant qu'il devait avoir des informations que les agents voulaient garder secrètes.

"Donc ils l'ont réduit au silence", a-t-il estimé. AFP 30.05

Vous avez tout compris, les Etats-Unis sont entre les mains d'assassins au-dessus des lois.

## 3- Equateur

Le président d'Equateur, Rafael Correa, a accusé la Grande-Bretagne de commettre la "pire violation" envers le fondateur du site Internet WikiLeaks, Julian Assange, réfugié depuis près d'un an dans l'ambassade du pays latino-américain à Londres.

"Quelle pire violation des droits de l'homme peut subir une personne qui n'a pas la possibilité de sortir d'une ambassade, alors qu'un État lui a accordé l'asile politique", a lancé M. Correa lors d'un entretien à la radio équatorienne Majestad.

"C'est même un manque de considération pour l'État qui lui a accordé cet asile politique", a-t-il souligné.

"Imaginez un instant l'inverse. Qu'une personne, pour divers motifs, se soit réfugié à l'ambassade britannique ou américaine en Equateur et que, pendant un an, nous refusions de lui accorder un sauf-conduit", a poursuivi le chef de l'État, investi la

semaine dernière à Quito pour un nouveau mandat de quatre ans.

En conflit ouvert avec les groupes privés de médias, qui le taxent régulièrement d'autoritarisme, il a reproché à la presse d'opposition de passer cette affaire sous silence, l'accusant de "*double morale*".

Son intervention intervient au lendemain de l'annonce par le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patiño de son intention de rendre à Londres pour y rencontrer M. Assange et remettre aux autorités britanniques un dossier en faveur d'un sauf-conduit.

"*Tout dépend désormais de la Grande-Bretagne, de la Suède et de l'Europe*" car "*l'Equateur a fait tout ce qu'il fallait*", a insisté M. Correa. AFP 30.05

#### 4- Syrie

4.1- Le président syrien Bachar al Assad a prévenu jeudi que tout accord de paix qui pourrait être conclu à la conférence de Genève devrait être approuvé par référendum.

Lors d'un entretien diffusé par la chaîne de télévision libanaise Al Manar, proche de ses alliés chiites du Hezbollah, le chef de l'Etat syrien a confirmé son accord de principe à la participation de Damas à la conférence internationale que tentent d'organiser la Russie et les Etats-Unis.

A la question de savoir s'il posait des conditions préalables à sa participation, Bachar al Assad a répondu: "*La seule condition, c'est que tout ce qui sera mis en oeuvre sera soumis à l'opinion publique syrienne et à un référendum syrien.*"

Le président syrien a par ailleurs assuré que Moscou honorerait les contrats de vente d'armes signés avec Damas avant le début du conflit, notamment celui qui porte sur la livraison de missiles antiaériens S-300, très critiquée par Israël et les pays occidentaux.

"*Les contrats avec la Russie ne sont pas liés à la crise et la Russie s'est engagée à honorer ces contrats*", a-t-il dit.

"*Tout ce sur quoi nous sommes tombés d'accord avec la Russie sera appliqué, et une partie a déjà été appliquée.*" Reuters 30.05

4.2- « *L'équilibre des forces a, totalement, changé en faveur de l'armée* » a affirmé, le Président syrien, dans un entretien avec la chaîne al-Manar, qui sera diffusé, ce soir. « *L'armée a remporté de nombreux succès dans sa bataille contre les groupes armés et les équilibres militaires sont, totalement, changés en faveur de l'armée* » a souligné, le Président Assad. Interrogé au sujet de la présence du Hezbollah libanais, le Président Assad a affirmé que la Syrie et le Hezbollah se trouvent sur le même axe. « *Certains groupes d'effectifs du Hezbollah sont présents sur les régions frontalières avec le Liban. Mais, c'est l'armée syrienne qui mène et dirige le combat contre les groupes armés et ce combat se poursuivra jusqu'à l'élimination des terroristes* », a martelé le Président Assad. Il a par la suite dénoncé le rôle de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui soutiennent, financièrement et militairement, les groupes armés, qui sont venus, par des centaines de milliers se déployer, en Syrie.

Le Président Assad a confirmé l'accord de principe de la Syrie pour la participation à la conférence de Genève II, tout en exprimant ses doutes quant aux résultats de cette conférence. Interrogé au sujet des raids israéliens, le Président syrien a déclaré que son pays ripostera, avec fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.trib.ir 30.05

4.3- L'armée gouvernementale syrienne a reçu une première livraison de missiles russes S-300, rapporte jeudi 30 mai le journal libanais Al Akhbar citant une interview télévisée du Président Bachar al Assad. "*La Syrie a reçu une première cargaison de missiles anti-aériens russes S-300. Le reste de la cargaison arrivera prochainement*", déclare le président syrien dans cet entretien, cité par le journal et que doit diffuser la chaîne de télévision Al Manar.

Les autorités de Moscou avait fait savoir mardi qu'elles ne renonceraient pas à la livraison de missiles sol-air à la Syrie en dépit des objections occidentales. Le gouvernement russe a également accusé l'Union européenne de mettre en péril la tenue d'une conférence internationale à Genève sur la Syrie en ayant de fait levé son embargo sur les armes à destination des rebelles syriens.

Selon Al Akhbar, Bachar al-Assad affirme dans son entretien à la chaîne Al Manar qu'il prévoit de se rendre lui-même à Genève tout en doutant de la réussite d'un tel forum. Il réitère sa volonté de combattre les groupes armés. Le président syrien, selon le journal libanais, souligne également les liens étroits existant entre ses forces et le Hezbollah. "*La Syrie et le Hezbollah font partie du même axe. L'armée syrienne est celle qui se bat et qui mène les combats contre les groupes armés, et ce combat se poursuivra jusqu'à ce que tous ceux qui se nomment terroristes soient éliminés.*"

Dans le même temps, Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov avait justifié mardi la livraison prévue des S-300 à Damas en estimant que ces missiles visaient à dissuader toute velléité d'intervention extérieure dans le conflit. Mais Israël

a averti qu'il réagirait en cas de livraisons de ces missiles. " *Si par malheur, ils (les S-300) arrivent en Syrie, nous saurons quoi faire*", avait affirmé le ministre israélien de la Guerre Moshé Yaalon. Israël a mené début mai deux raids aériens sur des cibles militaires près de Damas, en prétendant vouloir empêcher un transfert d'armes au Hezbollah. Dans son interview avec la chaîne al-Manar, le Président syrien a mis en garde le régime israélien, en martelant que son pays ripostera, avec force et fermeté, à toute nouvelle offensive israélienne. french.trib.ir 30.05

3.5- Israël ne veut pas provoquer d'escalade militaire avec la Syrie mais ne permettra pas le transfert d'armes stratégiques, notamment au Hezbollah libanais, a affirmé jeudi le ministre de l'Eau et de l'Energie, Sylvan Shalom. Il n'y a pas lieu de provoquer une escalade, il n'y a pas de raison de réchauffer le front avec la Syrie, cela n'a pas été notre objectif et cela ne le sera pas, a déclaré Shalom à la radio publique.

Interrogé sur la fourniture par la Russie à la Syrie de S-300, des systèmes sol-air sophistiqués capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles téléguidés, Shalom s'est voulu rassurant. Depuis des années, la Syrie dispose d'armes stratégiques, le problème se poserait si ces armes étaient susceptibles de tomber dans d'autres mains et d'être utilisées contre nous. Dans ce cas nous devrions agir, a-t-il ajouté. french.trib.ir 30.05

4.5- Selon les analystes politiques, l'une des pires erreurs stratégiques de l'ASL aurait été son offensive contre les régions kurdes d'Alep!

L'attaque d'envergures contre les villages kurdes du nord d'Alep, la mort des dizaines de kurdes syriens ont décidé ces derniers à prendre clairement position en faveur de l'armée arabe syrienne. C'est le village Aqiba situé à 16 kilomètres du nord d'Alep qui a été le théâtre de violents affrontements entre l'ASL et les kurdes syriens, affrontements qui ont coûté la vie à des dizaines de kurdes et ont provoqué l'exode des habitants. Une autre ville où les combats ont mis face à face l'ASL et les kurdes syriens est Afrin.

Depuis ces affrontements, les kurdes syriens se sont engagés aux côtés des soldats de l'armée nationale et se multiplient désormais pour couper la ligne d'approvisionnement des terroristes depuis la Turquie voisine. Ainsi, les projets d'Ankara visant à la débarrasser du PKK, à l'installer dans le nord de l'Irak et à rallier les kurdes syriens avec eux et tout ceci par l'intermédiaire de ses milices de l'ASL vient d'échouer. french.trib.ir 30.05

## 5- Iran

A l'issue de la conférence des "vrais" Amis de la Syrie à Téhéran, le vice ministre iranien des AE, Ami Abdollahiyan a tenu un point de presse et a répondu aux questions des journalistes.

" *Nous ne permettrons pas que l'Etat syrien tombe! Le monde ne sera pas le témoin de la fin de l'Etat en Syrie car nous allons poursuivre notre soutien aux syriens*". Interrogé sur la position d'Ankara dans ce dossier, Amir Abdollahiyan a émis "l'espoir de voir la Turquie adopter une position plus modérée dans ce dossier". Le vice ministre iranien a fait état de la formation d'un groupe de contact composé des pays arabes, africains, asiatiques et du Moyen Orient pour faciliter l'amorce du dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition. La seconde mission de ce groupe de contact c'est "d'œuvrer afin d'obtenir la fin des violences". french.trib.ir 30.05

---

## SOCIAL

### 1- France

1.1- Le nombre de chômeurs a enregistré en avril en France son 24<sup>e</sup> mois consécutif de hausse pour toucher un nouveau record à 3.264.400 pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (qui n'ont pas travaillé), a annoncé jeudi le ministère du Travail.

Avril a été marqué par 39.800 demandeurs d'emplois de plus en France métropolitaine, soit une hausse de 1,2% par rapport à mars et de 12,5% par rapport à un an plus tôt.

Leur nombre a progressé de 568.000 depuis le début du mouvement de hausse actuel et de 336.800 depuis l'élection il y a un an de François Hollande, qui a néanmoins réitéré son objectif de faire reculer le chômage d'ici fin 2013, même si les économistes estiment qu'il relève de l'impossible.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a aussi progressé de 1,2% le mois dernier, pour atteindre 4.799.200, sa hausse sur un an atteignant 10,8%. Avec les départements d'Outre-mer, il s'élève à 5.095.700 personnes.

Schröder a parlé.

"Je maintiens malgré ces chiffres, malgré ce qu'il représentent sur le plan individuel, familial pour beaucoup de Français, je maintiens l'objectif de l'inversion de la courbe du chômage avant la fin de l'année", a dit François Hollande, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel, en rappelant les dispositifs mis en place par le gouvernement comme les contrats de générations et les emplois d'avenir.

Sur un an, les 50 ans et plus représentent la plus forte progression (+17,4%), contre +12,7% pour les moins de 25 ans et +10,8% pour les 25-49 ans.

Dans le même temps, la proportion de chômeurs inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi a progressé de 0,1 point, pour atteindre 40%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis juin 2000.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estime que le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A augmentera de 178.700 en 2013 et de 128.700 en 2014, même si son président n'exclut pas un palier de stabilisation à la fin 2013, avant qu'il ne reparte à la hausse. Reuters 30.05

1.2- La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) a demandé jeudi des «mesures exceptionnelles» pour l'emploi, dont la possibilité de renouveler librement les CDD ou une exonération de cotisations patronales pendant 4 ans pour «tout premier nouvel emploi» durable dans les petites entreprises.

Pour «maintenir des emplois existants», l'organisation patronale réclame ainsi d'abord «la possibilité de renouveler librement et sans contrainte les CDD successifs, dans le cadre de la durée maximale autorisée», 24 mois dans le cas général.

Elle a également proposé, «pour ne pas passer à côté d'emplois potentiels», de «suspendre le seuil de 50 salariés qui déclenche 35 obligations administratives et financières supplémentaires». Selon la CGPME, ce seuil est un frein à l'embauche qui explique qu'on compte en France «2,4 fois plus d'entreprises de 49 que de 51 salariés».

Parallèlement, la CGPME a demandé au gouvernement d'exonérer de charges sociales patronales, pendant 4 ans, tout premier nouvel emploi pérenne créé dans les entreprises de moins de 20 salariés». 20minutes.fr 30.05

## 2- Portugal

Méto en grève, entreprises à l'arrêt, assemblées et meetings: la CGTP, le principal syndicat portugais, a organisé jeudi une journée de protestation contre l'austérité, exigée par les créanciers du pays, sous assistance financière depuis mai 2011.

"Le bilan est très positif", a déclaré le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos qui a parlé "d'une adhésion totale" à la grève du méto et s'est félicité de nombreux arrêts de travail des employés de la poste qui protestaient aussi contre des projets de privatisation.

Cette journée de mobilisation était considérée par la CGTP comme un test en vue d'"une lutte plus générale".

La CGTP, proche du Parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste, envisagent d'appeler à une grève générale au mois de juin, après celles organisées l'année dernière en mars et novembre.

La CGTP avait choisi le 30 mai -la Fête-Dieu - pour sa journée de protestation car pour la première fois cette année ce jour n'était pas chômé, faisant partie des quatre jours fériés que le gouvernement a décidé de supprimer dans le cadre de ses efforts pour redresser ses finances.

Comme dans d'autres pays d'Europe, l'austérité a provoqué une hausse sensible du mécontentement populaire. Au Portugal la grogne sociale s'est manifestée par des grèves à répétition et des manifestations qui jusqu'à présent se sont déroulées de manière pacifique.

Bruxelles a confirmé mardi les objectifs concertés avec la "troïka" et selon lesquels le Portugal doit ramener le déficit public à 5,5% du PIB, puis à 4% l'année prochaine et 2,5% en 2015, sous de la limite des 3% fixée par la Commission.

Ils semblent pourtant difficiles à atteindre et, dans ses dernières estimations, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est montrée plus pessimiste que le gouvernement, prévoyant un déficit à 6,4% du PIB en 2013 et à 5,6% l'année suivante.

Même si le gouvernement continue d'affirmer que les objectifs sont à sa portée, le Premier ministre Pedro Passos Coelho n'en a



pas moins récemment admis qu'il pourrait solliciter de la troïka un nouvel allègement.

Alors que la CGTP protestait contre l'austérité le gouvernement a annoncé avoir approuvé en Conseil des ministres un budget rectificatif pour 2013 afin de compenser des mesures de rigueur rejetée en avril dernier par la Cour constitutionnelle.

Ce budget rectificatif, qui doit être voté la semaine prochaine au Parlement, où la coalition de centre-droit au pouvoir dispose d'une confortable majorité, prévoit notamment de réduire les budgets de fonctionnement de tous les ministères à hauteur de 0,5% du PIB. AFP 30.05

### 3- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi au Pays basque espagnol lors d'une grève générale convoquée par plusieurs syndicats nationalistes pour protester contre la politique d'austérité menée par le gouvernement régional.

Derrière une grande pancarte blanche réclamant "*Un travail décent, des droits sociaux. Pour un modèle propre à Euskal Herria*" (Pays basque), plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Bilbao ainsi que dans les autres villes basques et la région voisine de Navarre.

"*C'est à cela que sert la grève générale. A nous opposer à l'appauvrissement social et économique auquel on nous soumet*", affirmait dans un texte lu en fin de manifestation le syndicat ESK.

Les députés de la coalition indépendantiste de gauche EH Bildu ont apporté leur soutien à la grève générale et participé aux manifestations aux côtés de dirigeants de la gauche indépendantiste.

EH Bildu, avec 21 députés au Parlement basque sur 75, était devenue la deuxième force régionale aux élections du 21 octobre 2012, derrière le PNV (27 députés). Ces deux partis nationalistes avaient ainsi devancé les deux grands partis espagnols, le Parti socialiste (16 députés) et le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (10 députés).

Cette huitième grève générale au Pays basque depuis mai 2009 a été qualifiée de "*succès*" par ses organisateurs qui ont estimé la participation entre 30% et 70% selon les entreprises. AFP 30.05

---

## ECONOMIE

### Espagne

L'économie espagnole s'est contractée de 0,5% au premier trimestre de cette année par rapport au précédent, durant lequel il avait déjà reculé de 0,8%, montrent les chiffres officiels publiés jeudi, qui confirment l'estimation initiale pour janvier-mars.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est contracté de 2,0% au premier trimestre, conformément aux attentes. Reuters 30.05

[Haut de page ↗](#)